

UC-NRLF



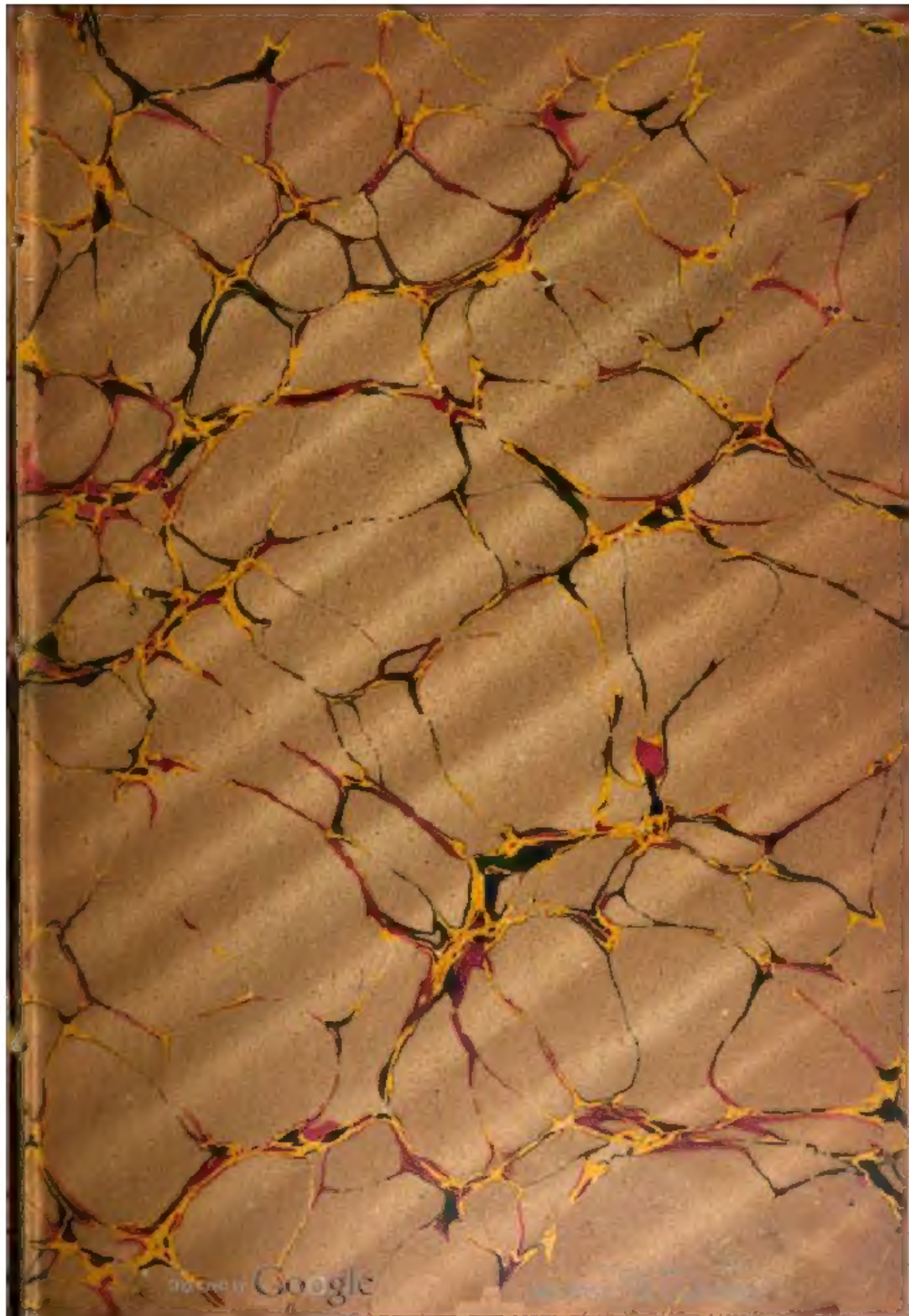
8 3 437 057

AP 101503

REESÉ LIBRARY,
OF THE
UNIVERSITY OF CALIFORNIA.

Class

x 31.2



LA FRANCE
ET LE
GRAND SCHISME
D'OCCIDENT

PAR
NOËL VALOIS

TOME SECOND

PARIS
ALPHONSE PICARD ET FILS, LIBRAIRES-ÉDITEURS
52, RUE BONAPARTE, 52

1896

Tous droits réservés

L'auteur et les éditeurs déclarent réserver leurs droits de reproduction et de traduction en France et dans tous les pays étrangers, y compris la Suède et la Norvège.

Ce volume a été déposé au ministère de l'Intérieur (section de la Librairie), en décembre 1895.

LA FRANCE
ET LE
GRAND SCHISME D'OCCIDENT

DU MÊME AUTEUR

Gaillaume d'Auvergne, évêque de Paris (1228-1249), sa vie et ses ouvrages. Paris, A. Picard, 1880, in-8°.

(Ouvrage honoré de la première mention au concours des Antiquités de la France).

Inventaire des arrêts du Conseil d'État (Règne de Henri IV), précédé d'une Étude historique sur le Conseil du roi. Paris, Imprimerie nationale, 1886-1893, 2 vol. in-4°.

Le Conseil du roi aux XIV^e, XV^e et XVI^e siècles, nouvelles recherches suivies d'arrêts et de procès-verbaux du Conseil. Paris, A. Picard, 1888, in-8°.

(Ouvrages auxquels l'Académie des inscriptions et belles-lettres a décerné le 1^{er} prix Gobert.)

Étude sur le rythme des bulles pontificales. Paris, 1881, in-8°.

(Extrait de la Bibliothèque de l'École des Chartes.)

Notes sur la révolution parisienne de 1356-1358 ; la ranche des frères Braque. Paris, 1883, in-8°.

(Extrait des Mémoires de la Société de l'Histoire de Paris et de l'Ile-de-France).

Le privilège de Chato-Saint-Mard. Paris, A. Picard, 1887, in-8°.

Un ouvrage inédit d'Honoré Bouet, prieur de Salon. Paris, 1891, in-8°.

Le projet de mariage entre Louis de France et Catherine de Hongrie et le voyage de l'empereur Charles IV à Paris (janvier 1378). Paris, 1893, in-8°.

Un poème de circonstance composé par un clerc de l'Université de Paris (1381). Paris, 1895, in-8°.

(Extraits de l'Annuaire-Bulletin de la Société de l'Histoire de France)

LA FRANCE
ET LE
GRAND SCHISME
D'OCCIDENT

PAR
NOËL VALOIS

TOME SECOND



ALPHONSE PICARD ET FILS, LIBRAIRES-ÉDITEURS
82, RUE DE BONAPARTE 82

1886

LIVRE SECOND

LE SCHISME SOUS CHARLES VI

JUSQU'A LA MORT DE CLÉMENT VII

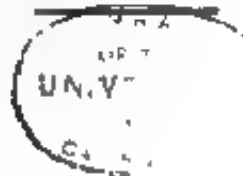
(*Suite*)

LIVRE SECOND

LE SCHISME SOUS CHARLES VI

JUSQU'À LA MORT DE CLÉMENT VII

(suite)



CHAPITRE II

EXPÉDITION DE LOUIS I^{er} D'ANJOU EN ITALIE

La présence du duc d'Anjou à la tête du gouvernement suffit à expliquer la brusquerie, la raideur, la précipitation qui caractérisent la politique religieuse de la France au début du règne de Charles VI. On se souvient de la promptitude avec laquelle l'aîné des frères de Charles V s'était jeté, dès l'origine, dans le parti de Clément VII ; on se rappelle l'empressement qu'il avait mis à échafauder, d'accord avec ce pape, le plan d'une guerre lointaine et d'une conquête dispendieuse. Au surplus, les soucis de la régence ou de la présidence du Conseil royal n'avaient fait qu'ajourner la réalisation d'un rêve qui tenait toujours la première place dans ses préoccupations. Louis avait depuis plusieurs mois pris congé de Charles VI pour vaquer à ses propres affaires, quand eurent lieu l'expédition de Flandre et la capitulation de l'Université.

Il nous faut donc revenir quelque peu en arrière, afin de jeter un coup d'œil rapide sur les événements dont l'Italie avait été

récemment le théâtre. Je m'efforcerai ensuite de reconstituer l'histoire fort mal connue de l'expédition de Louis d'Anjou¹.

I

La reine Jeanne de Naples était tombée de Charybde en Scylla. N'ayant qu'une idée, celle de se défendre contre le pape Urbain VI, qu'elle avait méconnu, elle ne vit pas qu'elle succédait contre elle en autre ennemi plus redoutable : c'était le jeune prince qu'elle avait vu naître à sa cour, marié à sa nièce et jusqu'alors sentie la reconnaître pour l'héritier de son trône. La rébellion de Charles de Durazzo devait fatalement se produire au lendemain de l'adoption de Louis I^{er} d'Anjou. Et, en effet, moins de deux mois après l'expédition des actes qui assuraient la succession de Sicile au second fils de Jean le Bon, l'enfant gâté de la cour de Naples, Charles de la Paix (c'est le surnom sous lequel il est le plus connu) jetait le masque, oubliait son serment de fidélité, imposait silence à la voix du cœur comme à la voix du sang, et n'avait plus d'oreilles que pour les farouches exhortations du pape de Rome, qui lui montrait du doigt le trône occupé par une reine « schismatique, hérétique et blasphématrice² ». Les troupes ne

1 Cinq chroniqueurs ont fourni aux historiens modernes les principaux éléments de ce récit : la *Reliquens de Jacobi-Deigo*, Froissart, Thierry de Niem, les auteurs des *Chroniques de Barroja* et des *Giornali Napoletani* dits du duc de Monteleone ; comme au dernier texte n'est-il cité d'ordinaire que d'après l'édition interpolée qu'en a donnée Muratori (cf. Giamonte, *Fondi della storia napoletana*, dans l'*Archivio storico per le province napoletane*, t. I, p. 207 et sq.). Ce que ces cinq relations contiennent d'erreurs de dates ou de faibles invraisemblances, il sera facile de s'en rendre compte quand j'aurai moi-même regardé soit le témoignage de contemporains moins informés, soit le texte des pièces d'archives parvenues jusqu'à nous.

2. Dès le 3 juin 1380, dans une lettre adressée au duc Étienne de Navarre, dont je fais communication au Dr Ludovico Frati, la reine Jeanne, après avoir rappelé les bonfaits dont elle avait comblé Charles de Durazzo, s'exprimait ainsi en sujet des projets du jeune prince : « Et deo n. omni fidem et recepturum beneficiorum ingratum et immemor aliquid machinatur non erit nostrum secretum sed potius sua culpa. Et si contra nos vel regnum nostrum aliquid aspiraverit turbulensium, speramus in virtute Dei et in iustis etiam nostris et fidelium regni nostri salubriter providere. » (Bibl. de Bologne, ms. 17 K II 40, n° 20.) Peut-être Charles de Durazzo avait-il eu vent des projets concertés dès le mois de janvier 1380 entre Clément VII et Louis d'Anjou, ainsi que des négociations entamées auprès de Jeanne par le pape d'Avignon (v. t. I, p. 160 et sq.).

manquèrent pas à ce général de vingt-six ans, qui avait déjà fait ses preuves. A la tête d'une armée hongroise, on le vit déboucher du Frioul, chemin faisant, il s'empara d'Arezzo, en Toscane, et s'assura du concours pécuniaire de Florence. Rome tout entière courut au devant de lui (11 novembre 1380¹ ; l'Italie, le saint siège, l'Eglise avaient trouvé le vengeur que réclamait depuis longtemps la grande voix de sainte Catherine de Sienne².

L'hiver et le printemps se passèrent dans l'attente. Le 1^{er} juin 1381 l'urban VI investit du royaume de Sicile Charles de Durazzo, qui prit le nom de Charles III; le couronnement eut lieu le lendemain. Ici, malheureusement, reparait l'abus du nepotisme. Durazzo promit de ratifier les inféodations tout à fait disproportionnées qu'Urban VI avait eu la faiblesse de consentir en faveur d'un indigne neveu : François Prignano, dit Buttillo, l'obscurité et la nullité mêmes, devait être affublé du titre de grand chambrier du royaume et doté de provinces entières, parmi lesquelles il suffira de citer la principauté de Capoue, le duché d'Amalfi, les comtes de Caserte, de Fondi et de Minervino³.

Jeanne, à ce moment même, adressait à Louis d'Anjou un appel désespéré (4 juin 1381). Les délais stipulés en 1380 étaient, paraît-il, expirés. Le prince pourtant n'avait qu'à se montrer : la reine aussitôt publierait les actes d'adoption et d'institution d'héritier qu'elle s'était jusque là efforcée de tenir secrets. La couronne elle-même la couronne royale allait ceindre un front impatient de la porter; les grands vassaux déposeraient leurs hommages aux pieds du nouveau souverain; il commencerait

1. Wezel *Cumtary Monumenta Hungariae historica. Magyar diplomatikai emlékek az Anjou-Rothol* t. III p. 244, 248, 359 Thierry de Niem. *De Scismate* (éd. G. Ertz) p. 60-63; v., en particulier, la note dans laquelle M. Ertz discute la date du 11 novembre. *Cronaca Riminese* (Muratori, t. XV), c. 923, *Giornale. Istoria Padovana* (ibid. t. XVII), c. 317, 363. *Scismone* (ibid., t. XVI), c. 1115, 1117 et sq. *Giornale Napolitano* (ibid., t. XXI), c. 1041. *Diario d'anonimo fiorentino* (Documenti di storia italiana, t. VI, p. 416, 418 et ibid., p. 304. Conventions arrêtées, le 8 octobre, entre les envoyés florentins et Charles de la Paix, publiées par Aless. Gherardi (ibid., p. 619). Cf. Biondi, t. VII p. 404, 405, et surtout. *I capitoli del comune di Firenze, Inceneria e repata*, t. II (Florence, 1893, in-8), p. 352 et sq.

2. Sainte Catherine était morte le 29 avril précédent.

3. Biondi, t. VII, p. 420-422, Cf. les textes cités par G. Ertz (p. 42)

de régner conjointement avec Jeanne, en attendant que, par sa mort, elle le laissât seul possesseur du trône¹.

Soudain les événements se précipitent. Charles de la Paix sort de Rome, accompagné des bénédictions d'Urban (8 juin,² Le mari de Jeanne, Othon de Brunswick, cherche vainement à l'arrêter. Naples ne tarde pas à tomber aux mains de Durazzo (6 juillet)³.

Un mois s'écoule, durant lequel la malheureuse reine, assiégée dans le Castel Nuovo, interroge fiévreusement l'horizon de la Méditerranée. Si elle avait pu savoir combien peu ses alliés étaient prêts à la secourir ! Clément VII, dont le comte de Caserte cherchait alors à secouer l'apparente torpeur, s'occupait à revêtir

1. Acte daté de Naples, le 6 juin 1281, et passé en présence d'Othon de Brunswick, de Jacques de Capri, d'Antoine della Botte, comte de Caserte, de Nicolas Spinelli, de Louis de Contesano et de Georges de Marbo, qui apposent leurs signatures. Le texte stipule que Louis d'Anjou ratifiera toutes les donations qu'elle a faites à ses cinq parents, ainsi qu'à ses autres sujets restés fidèles (Arch. nat. J 172 n° 26, expédition du v^e siècle, mentionnée par A. Lucey de la Marche, *Le roi Jean* Paris 1874, in-8°, t. II, p. 14).

2. Et non le 12 juin comme le dit M. G. Erlor (p. 10; Cf. *Storia d'un anno* Firenze 1860 (p. 422) et une lettre de Charles de la Paix aux habitants de Civitella, du 19 juillet (datée à tort du 18 juin par M. Matteo Camera, *Storici-diplomatiche di Giovanni P...*, p. 224).

3. *Cronaca Sacra* (éd. G. de Blasio), p. 28. *Diarium Neapolitanum* (*Archiv. storico per la provincia Neapolitana*, t. VI), p. 224. G. Erlor, *loc. cit.*, p. 62, etc. — La lettre suivante, écrite à la hâte, le 18 juillet 1281, par le grand chancelier du royaume de Sicile, Jacques de Capri, comte de Minervino, fut présentée, le 1^{er} août, en conseil de la ville de Marseille par le catalan Pierre ^{et} Catani, « patron d'une barque orme de la traversée d'après l'original, qui est encore aujourd'hui jointe entre deux feuillets du registre des délibérations du conseil de Marseille. « Nobilio et prudentes viri et honorabiles amici... nos prosumus lacus vobis scribere, quia Petrus Catani, patronus, inter presentium, vos aperte informabit quia domina Regina, comitiss dominæ, est scribit obcessa in Castro Novo Neapolitano per Carolum de Durazzo, dato sibi edita et introita Neapolis per Neapolitanos, iust dominus Otho vir dominæ, est in campis cum oligentis ac lapides itaque, si vos contritus sibi cum galeis, domina poterit recuperare Neapolim, ipsa (sic) regenda vos multum quod, pro fidelitate vestra, succurratis ubi in isto mirum necessitate tanquam dominæ naturali Festinatis in Castro Novo civitate Neapolitano, die XIII^o julii. III^o Indictionis. Post scriptum, Durazzo habet contra et fortissimam civitatem Neapolitanam. Signe » Capri » Au dos de la lettre, on lit : « Nobilibus et prudentibus viris communitati civitatis Marseille, honorabilibus amicis nostris, magnæ camerarum Regine » (Arch. de Marseille — Ce curieux message a l'avantage de faire connaître exactement la situation de la reine au lendemain de la prise de Naples, ainsi que l'importance des forces dont disposait Othon de Brunswick.

de la sanction pontificale les derniers actes expédiés par Jeanne en faveur de Louis d'Anjou (30 juin)¹; il remboursait 1.200 florins payés par l'ambassadeur napolitain pour le fret d'une galère (1^{er} juillet), et il remettait aux mains de ce même comte 12 000 florins destinés à la défense des intérêts de l'Église dans le royaume envahi (31 juillet : Étaient-ce bien là les mesures que commandait la situation ? On parlait, il est vrai, d'envoyer six galères au secours de la reine ; mais l'armement n'en était point achevé, et c'est à peine si, le 10 août, le brodeur du pape venait de terminer la décoration de six bannières aux armes de Clément VII qui devaient flotter sur leurs mâts². Et cependant le prince avenant, le lettré délicat, le petit homme doux aux manières douces qui avait longtemps charmé la cour de Naples par le son mielleux de sa parole³, traquait brutalement la reine dans son dernier asile et, pour hâter le moment où il tiendrait sa proie, faisait, dit-on, pleuvoir sur le Castel Nuovo des projectiles nauséabonds composés d'excréments et de débris humains.

Le 25 août, Othon de Brunswick livra bataille, et se fit prendre. c'était le dernier espoir de Jeanne qui lui échappait. Elle se rendit à son vainqueur et fut emmenée prisonnière, le 2 septembre, au château de l'Œuf⁴. Alors seulement parurent les dix ou qua-

1. Arch. nat., J 313, n° 25. Cf. l'inventaire de 1492 publié par Denis Godefroy (*Histoire de Charles VI*, p. 352).

2. Arch. du Vatican, *Intrinscus et arches*, n° 316, fol. 112 v^o et 117 v^o. — Le comte de Caserte obtint également remboursement de 800 florins car 1 500 qu'avait son départ de Naples il avait avancés à Georges de Marle (*Ibid.*, fol. 117 v^o).

3. V., à cette date, un paiement fait au brodeur du pape « pro sex bannieris per eum et ejus fratrem factis cum armis domini Pape pro eadem supra galeras que militabant in eadem domini Regine... » (*Ibid.*, fol. 121 v^o).

4. Thierry de Kiera, p. 90, cf. la note de G. Esler.

5. Chroniques déjà citées : *Gabrielius Persoria* (Meibom, *Germania germanorum...* t. II), p. 197. *Chronographia regum Francorum* (fragments édités par Kervyn de Lettenhove *Œuvres et croniques de Flandres* t. II) p. 313. Cf. G. Esler, *loc. cit.* p. 65. — D'après des lettres reçues par un conseil de ville de Marseille le 18 septembre, c'est le 24 août qu'Othon de Brunswick ayant pénétré dans Naples avec ses troupes, s'y serait laissé prendre par trahison et aurait reçu plusieurs blessures, jugées sur le moment mortelles. À l'arrivée de ce triste message, les Marseillais se hâtèrent de faire rentrer dans le port toutes leurs barques qui se trouvaient en mer. Ils cherchaient à se procurer de l'argent, et envoyaient supplier le pape d'Avignon de secourir la reine, comme aussi de solliciter l'intervention des princes, notamment de Charles VI et de Louis d'Anjou. Arch. de Marseille, *Reg. des délibérations*.

torze galères envoyées de Provence à son secours¹. On a recueilli (d'après que la source) que les capitaines de ces navires, introduits auprès de la reine captive, s'étaient vu inviter à obéir dorénavant au duc d'Anjou². En tous cas, ils ne pouvaient plus rien tenter en faveur de Jeanne elle-même. La plus grande partie du royaume se soumit à Charles de Durazzo³.

Révolution religieuse autant que politique — en changeant de souverain, le royaume changeait de pape. De nouveau, et pour la troisième fois, Naples reconnut officiellement l'autorité d'Urban VI. Et, de même que les urbanistes avaient eu à souffrir du gouvernement de Jeanne⁴, ce fut au tour des clementins de pâtir sous la verge de fer d'un impitoyable légat. Gentile di Sangro, le cardinal qui avait suivi Charles III dans sa marche triomphale, s'empressa de marquer les victimes. En un jour, s'il faut en croire Thierry de Niem⁵, l'évain VI changea les titulaires de trente-deux abbayes, évêchés ou archevêchés. Et, comme si les destitutions ne suffisaient pas, les prisons refermèrent leurs

¹ *Crónica Sicula* p. 40. *Giornali del duc di Monteleone* (sausage cité par G. de Hissac) *ibid.*, p. 70. Thierry de Niem, p. 50. *Historia Apudiana Muratorum Antiquitates*, t. VI, p. 213.

² Angelo di Costanzo *Storia del regno di Napoli* (Milan, 1805, in-4°), t. II, p. 36. *Crónicas Johanne I. da* (Muratori, t. XXII, p. 15). Ruffi *Historia della città di Marano* t. I, p. 216. Papon, *Histoire générale de Provence* (Paris, 1796, in-4°), t. III, p. 523. A. Summano, *Della historia della città e regno di Napoli* (Naples, 1672, in-4°), t. II, p. 446. D'Égly, *Histoire des rois des Deux-Siciles de la maison de France* (Paris, 1741, in-8°), t. II, p. 213.

³ Le 31 décembre 1301, Clément VII fait encore payer 1 000 florins au comte de Caserte. Durant ce mois, d'ailleurs, le chapitre de la guerre grossit ses dépenses d'une somme de 14 730 florins 16 sols, tandis que ce même chapitre n'en représente, dans les comptes du mois suivant, que par une dépense de 250 florins 1 livre. Arch. du Vatican, *Intracina et ordines*, n° 255. fol. 56 r° et verso.

⁴ Aimé Anacleto, évêque de Squillace, en Calabre, avait été déposé comme urbaniste par bulle du 10 mai 1301 (Arch. du Vatican, *Reg.* 263, fol. 91 v°). Clément V le continua de procéder à ces destitutions même après que son autorité eut cessé d'être reconnue dans le royaume de Sicile. Parmi les urbanistes qu'il priva de leurs bénéfices durant l'année 1302, je citerai André d'Alamo, curé à Naples, Antoine « Secundo » chanoine de Tropea (bulle du 9 mai adressée à l'archevêque d'Ariach, Arch. du Vatican *Reg. Avinion.* XXV *Clementis VII*, fol. 254 r°), Jean Minuculi, Nicolas Scanditi, Antoine « de Lamberto » et Giovanetti Caraffa, clercs de Naples (bulle du 10 mai, adressée à l'archevêque de Reggio, *ibid.*, fol. 115 v°), enfin Gorella, abbé de Saint-Sébastien de Naples (bulle du 2 juillet, adressée à l'évêque de Castelluccio, *Reg. Avinion.* XXV *Clementis VII*, fol. 154 r°).

⁵ F. 3 de l'édition (Z. Erlap.

portés sur les prélats recalcitrants, le bourreau lui-même fit son office. Un certain frère Rustaing, abbé de San Severino Maggiore, languit assez longtemps dans les prisons de Naples pour que le bruit de sa mort se répandit en Avignon¹. Jean d'Acquaviva, archevêque de Salerne, perit sur le bûcher, victime de sa fidélité au pape d'Avignon : tel est du moins le fait étrange que révèle une supplique présentée à Clément VII par le comte de Fondi. Le prêtre Nicolas de San Severino, familier de l'archevêque, fut dépouillé de ses biens², ainsi d'ailleurs que François Marchisio de Salerne, évêque de Trivento³. La scène la plus affligante eut lieu, à Naples, dans l'église de Santa Chiara. Les deux cardinaux clementins pris, en même temps que la reine, dans le Castel Nuovo furent amenés au milieu d'un grand concours de peuple ; l'un d'eux, Leonard de Giffone, intimidé par la présence de Durræo et du légat, renia le pape Clément et brûla son chapeau. La même flamme consuma la pourpre et le chapeau de son compagnon Jacques d'Ibro, qui semble avoir toutefois montré

1. Clément VII fut payé, le 22 août 1381, 13 florins 20 sols « domino fratri Rustaingo abbati monasterii s. Severini Majoris de Neapoli, qui fuit dñs captus in Neapoli per inimicos Ecclesiæ Romanæ, pro redemptio vite la bone non que habebat hic, Avinionæ, que nuper dominus noster Paps, credens ignem abbatem defunctum, concesserat domino archiepiscopo Regimani » (Arch. du Vatican, *Introdito et ordines*, n° 339, fol. 201 r°).

2. Requête présentée à Clément VII par le comte de Fondi en faveur « Sirei de Petrono de s. Severino, presbiteri Salernitani diocesis temerariis bone memorie Johannis de Acquaviva archiepiscopi sui patris, pro perditis et adheque ejusdem sanctitatis rebus » qui Nicolas perimurum ejusdem sanctitatis et devote bñe vestre regine heres fuit crudeliter perveratus et « suis bonis spoliatus et depauperatus » Le « fol » postérieur est daté du 14 juillet 1382 Arch. du Vatican *Liber supplicationum Clementis VII anteq.*, ann. IV pars II, fol. 124 v°. — Ughelli (*Italia sacra*, t. VII, c. 432) n'a trouvé qu'une mention de l'archevêque de Salerne Jean d'Acquaviva, à la date du 31 janvier 1378 ; il ignore toutes les circonstances de sa vie et de sa mort. — Une chronique inédite du Tournay mentionne le supplice d'un archevêque clementin de Naples « Item en mois de juing. le li papeas Clement encieret de Roman et de Naples. et fait li qu'il s'en vint en Avignon. Et li archevesques de Naples aus (devant, pardevant) la quemen, pour ce qu'il disoit que li papeas Clement estoit vau pape » (Bibl. royale de Bruxelles, ms. 7303, fol. 42 r°) La chroniqueur n'aurait-il pas confondu les archevêques de Naples et de Salerne ?

3. N. Barone di Vincenzo, *Notizie storiche tratte dai registri di cancellaria di Carlo III di Durazzo*, dans *L'Archivio storico per la provincia napoletana*, t. XII (1887), p. 163. — Urban VI avait nommé un autre évêque à ce siège dès 1379 (Lghelli, t. I, c. 1229). — V. aussi la révoation de Jean Primario, bedeau de l'Université de Naples (N. Barone di Vincenzo, p. 164).

plus de constance, puis la défroque de quelques autres prélats élémentins, notamment de l'évêque de Chieti (1 septembre). Publiquement dégradés, les représentants de « l'antipape » n'en eurent pas moins subir ensuite une dure captivité, qui se prolongea peut-être jusqu'à la mort de l'un d'eux, le cardinal d'Itrô¹.

À voir le duc d'Anjou demeurer ainsi tranquille spectateur de la révolution napolitaine, on serait tenté de croire qu'il avait renoncé à donner suite à ses projets de 1380. La vérité est que, placé depuis la mort de Charles V à la tête du gouvernement de la France, il croyait pouvoir goûter les charmes du présent sans compromettre un avenir dont les promesses de Jeanne lui semblaient être le sûr garant. Vers le mois de juillet 1381, un message, envoyé sans doute par le comte de Caserta, vint troubler cette sécurité, en faisant connaître à la fois la situation critique de la reine Jeanne et l'engagement qu'elle avait pris d'associer de son vivant le duc d'Anjou au pouvoir. À ces nouvelles, qui n'auraient pas dû le surprendre, le premier mouvement de Louis fut de partir. La question posée devant le Conseil du roi, dans les séances tenues à Crécy-en-Brie le 26, le 27 et le 28 juillet, fut résolue dans le sens d'une intervention immédiate ; « et lors se determina, et conseilâ li fu de entreprendre à aler soi faire couronner. »

La France ne pouvait se désintéresser d'une expédition entreprise par un des premiers princes du sang. Il fut convenu que le duc toucherait 60 000 francs sur les aides, on lui remit aussitôt des pièces d'orfèvrerie faisant partie de la vaisselle royale pour une valeur de 50 000 francs². Subsides auxquels il convient de joindre : 32 000 francs que Louis s'était

1. *Cronaca Siciliana*, p. 40, note 1, et p. 41. *Giornali del duc di Montecorone* passage cité par G. Heller, *loc. cit.*, p. 31), *Vita prima Clementis VII*, c. 501, *Chronographia regum Francorum*, *loc. cit.*, p. 517. Cf. Duhauc, t. I, c. 1251-1252. — Le cardinal de Giffone se fit plus tard indemniser par Louis II d'Anjou de ses pertes pécuniaires : on estimait, en 1387, à 8 000 ducats ce qu'il lui avait été pris par Charles de Durazzo (*Journal de Jean le Fèvre*, t. II, p. 43).

2. *Journal de Jean le Fèvre*, t. I, p. 8. — V. l'énumération des pièces d'orfèvrerie qui n'avaient pas encore été restituées au roi à la date du 6 mars 1383, et dont la valeur première est évaluée à 94 marcs 2 onces 11 esterlins d'or et à 1 025 marcs 7 onces 11 esterlins d'argent (A. Lecoy de la Marche, *Extraits des comptes et mémoires du roi René*, Paris, 1871, in-8°, p. 186-188).

appropriées à la mort de son frère¹, le tiers du produit des aîles dans ses terres de Guise et de Ribemont²; enfin toutes les sommes levées à titre d'amendes sur les partisans de Charles le Mauvais, dont il avait cru devoir se réserver l'entière disposition³.

Cependant l'annonce de l'occupation de Naples par Charles de Durazzo vint remettre en question le départ de Louis d'Anjou (10 août : ce n'était plus seulement une frontière à défendre, mais un royaume à reconquérir. A mesure que les nouvelles devenaient plus mauvaises, le zèle du prince se refroidissant. A Tours, le 25 août, ses conseillers, tout en reconnaissant la nécessité d'envoyer un secours d'hommes et d'argent dans le royaume de Naples, émettent l'avis que la saison n'était pas favorable à une expédition conduite par le duc en personne. Plus il était urgent d'agir, et moins on se pressait. De Touraine le duc voulut correspondre avec ceux de ses conseillers qui se trouvaient à Paris, puis demander l'avis de son frère le duc de Bourgogne et des conseillers du roi. Ils délibérèrent sur la question, les uns le 30 août, les autres le 3 septembre. Pierre de l'etugay se prononça

1. *Soubien* *Lucas, duc d'Anjou, s'est-il approprié, après la mort de Charles V une partie du trésor laïcisé par le roi son frère ?* dans la *Bibliothèque de l'École des Chartes*, t. XXXVI (1875), p. 303. Cf. *Chronographum regum Francorum, lora xli*, p. 515; J. Labarte, *Inventaire du mobilier de Charles V* (Paris, 1879, in-4°), p. vi.

2. Mandement du 12 décembre 1380, Bibl. nat. collection Fontenay, ms. 22, fol. 81.

3. Mandement adressé, le 17 octobre 1381, par Louis d'Anjou aux gens des comptes du roi : « Nous avons ordonné et voulons que toutes les finances qui vendront des amendes et surfaillances de cours qui ont tenu le parti du roy de Navarre les quelles surfaillances et les profits qui en parent pour, nous, pour le temps que nous edions regent le royaume, resourcimes pour nous et, depuis, monseigneur, le Roy ou ce agreable nostre reservation, si comme par ses lettres patentes sur ce faictes i vous adrecerons apert plus a plain, soient baillies a nostre amé Bracie du tra) » Bibl. nat., ms. français 2614, n° 27. — On se pense pas qu'il s'admette le fait rapporté par Froissart (éd. Kervyn de Lettenhove, t. IX, p. 465) : « Si trista port de vers les Parisiens, et fit tout par bon langage que il eut. A une seule delivrance, C mille francs, et li pou n'en poist nuls avoir ne n'ay nre quele. Herr et Bourgogne. » Cf. Ternier de Lornay, *Les freres de Charles V dans la Menue des Questions historiques*, t. XXV, p. 497. — Rien critique de l'antiquaire dans le récit de Michelot (*Histoire de France*, t. IV, p. 15) : « Il avait espiové ces deux uns de pelles la Penon et l'eglise de Bracie. Il avoit mis partout chez les gens d'Eglise des verges et repant, des garnisaires, des mangeurs, comme on disoit. Il en estoient redouté a vendre les livres de leurs eglises, les ornemens, les cabans, jusqu'aux boies de leurs toits... Il parloit selon tout chargié d'argent et de medecines... »

pour l'abstention totale, et, chose curieuse, cet avis isolé fut celui que Louis d'Anjou parut le plus disposé à suivre. Ces tergiversations durèrent jusqu'au 23 septembre, jour où parvint à Paris la nouvelle du désastre final, la capitulation du Castel Nuovo. Cette fois, un sentiment de profond découragement s'empara de Louis d'Anjou : il se rendit à Compiègne, où résidait alors le jeune Charles VI. Du moment que la reine Jeanne traitait avec Charles de la Paix, il croyait, de son côté, devoir renoncer à tout projet d'expédition : tel fut le sens de la déclaration qu'il fit entendre au Conseil, et, pour preuve que sa résolution était irrévocable, il offrit de restituer les pièces d'argenterie qu'on lui avait déjà livrées. Le clergé qui, à ce même moment, tenait une assemblée à Compiègne, apprit que le voyage projeté dans l'intérêt de l'Eglise, aussi bien que de la reine, était contremandé, et qu'on ne lui présenterait à cette occasion aucune demande de subsides, 1^{er} octobre¹. La France abandonnait Jeanne à son triste destin.

Après un rêve séduisant, le rêve est parfois pénible. Quand il fallut dire adieu aux brillantes espérances de conquête et de royauté dont il s'était longtemps leurré, le duc d'Anjou trouva la réalité terne et monotone. Trois semaines ne s'étaient pas écoulées depuis l'annonce officielle de son démantèlement qu'il renouait une correspondance avec l'ambassadeur napolitain : j'en ai retrouvé les traces, à Rome, dans le même manuscrit de la Bibliothèque Barberini qui m'a déjà fourni tant de documents précieux sur le rôle de Louis d'Anjou. Le duc ne se bornait pas à exprimer au comte de Caserte la douleur que lui causait la captivité de la reine : après avoir flétri, comme il convenait, le crime de Durazzo, il promettait d'agir, dans la mesure de ses forces, avec la promptitude d'un cœur dévoué².

1 *Journal de Jean le Foyer*, t. I, p. 2-11.

2. « Quantum illi rumores implacidi admodum et infesti nobis recensius deducti de his que in personam domine nostre precorissimæ, domine Regine, hinc de his, procul dolor ! coniunguntur, sic repleverunt amaritudinē mentem nostram, non valeret sic) in cubis scriptiōibus exordiri. Plangentis jugiter et meritis gementes quod tanta domina, que non tanquam suum proprium filium, ineffabilibus beneficiis nimis fuerat excolere et incrementis laudibus voluerat insignire, nū ille propheta inimico suo nephandissimo, quod modo referimus, subjugata. (Il exprime l'espoir que Jeanne s'échappera des mains de Durazzo, puis il ajoute : In quibus cum cuncta promptitudine volumus possidentis opem dare et operam afferre. Et acco-

En même temps, il envoya dans le midi Raymond Bernard Flammeng et, peu de jours après, Arnoul Lacaille. Persuader à Clément VII de ne se prêter à aucune combinaison qui tendit à exclure Louis d'Anjou de la succession de Provence, demander aux états du pays de reconnaître en lui l'héritier de la reine Jeanne et insinuer qu'une fois fixé sur les sentiments des Provençaux à son égard, il entreprendrait volontiers de délivrer la reine et de « promouvoir le fait de l'Eglise par force de chevalerie, » tel était le triple objet de cette mission. Les 3 et 7 novembre, le duc fit lui-même, à Paris, des déclarations analogues : « Dit et afferma que, se les Provençaux le veulent assurer de tenir, après le décès de la royne, ce que ele li a promis, *incontinent il ira*, et fera tout son effort de faire par force la délivrer des mains de messire Charles, et que ou contraire il ne croira homme de son lignage ni de conseil. »

Aucune ouverture ne pouvait être plus agréable à Clément VII. Les Napolitains, à l'entendre, allaient accueillir avec joie le vengeur de leur reine; une partie de l'Italie se rangerait de son côté, les Provençaux le seconderaient. Cette dernière assurance manquait de précision et ne répondait guère, en somme, à la question posée. Au fond, le pape ne devait pas être sans quelque inquiétude au sujet des dispositions de la Provence. La nouvelle s'en était répandue, dans le courant de l'été, que Louis d'Anjou méditait d'y renouveler sa campagne armée de 1468. Ces bruits, qui produisaient un déplorable effet, avaient acquis une telle consistance que Clément VII, afin d'y couper court, avait cru devoir proposer aux Marseillais de leur envoyer comme défenseur de la Provence son propre frère, le comte de Genevois, ou mieux encore de se transporter avec toute sa cour à Marseille et de se livrer aux habitants comme garant des intentions pacifiques

quod dilectum nostrum consiliarium dominum Raymundum Bernardi Flamengi fecimus ad domnum nostrum Papam transmittimus, de intentione nostra plenarie informatum, » (Bibl. Barberini, ms. XXX 176, fol. 11 v. — Cette dernière phrase me sert à dater la lettre; on voit dans le *Journal de Jean le Fèvre* que Raymond Bernard Flammeng partit pour Avignon vers le 30 octobre. — J'ajouterais qu'il est question dans les comptes de la chambre apostolique d'Avignon sous la date du 23 octobre, de l'envoi à Charles VI et à Louis d'Anjou d'un chevaucheur qui doit faire chemin de travers en quatre jours (Arch. du Vatican, *Intrusus et egressus*, n° 344, fol. 138 v°).

Le Pape et le Grand Schisme.

3

de Louis d'Anjou¹. Toutefois, dans sa réponse au duc, il ne manqua pas d'insister pour que celui-ci, cessant de procéder « par alonges, » agit « virilement, » ou bien fit entendre, une bonne fois, un refus catégorique. Mais alors, je voudrais bien, ajoutait-il, qu'on m'enseignât ce que je puis faire « pour la salvation du fait de l'Eglise. »

La question revint encore devant le Conseil de Charles VI. En quoi la situation s'était-elle modifiée dans les trois derniers mois, si ce n'est que Durazzo avait eu le loisir d'organiser sa conquête ? Le vent cependant avait tourné. Lorsque Raymond Bernard Flumeng, interprétant les termes de son mandat, eut affirmé que Louis d'Anjou avait pris l'engagement de secourir la reine, quand les envoyés de Clément VII eurent exposé, à leur manière, la situation de la péninsule et conclu que l'expédition devait fatalement réussir, les membres du Grand Conseil, sans se faire illusion sur les difficultés de l'entreprise ni sur l'incertitude du résultat, n'en furent pas moins presque unanimes à déclarer que le prince s'était trop avancé pour reculer. Ils lui conseil-

1. J'emprunte ces détails tout à fait inconnus, aux registres des délibérations du conseil de Marseille. Le 24 août 1361, un frère Prêcheur, porteur de lettres de créance émises du pape, se présenta devant le conseil et dit comment des « fils d'iniquité, » dans la dessein de supposer à l'envoi des secours que les Provençaux destinaient à leur reine, répandaient de faux bruits. « Bedendum inter nos intelligi et publice per totam patriam seminandum quod dominus rex Andegavensis intendit et vult invadere manu armata istam provinciam reginalem et eam pro viribus supponere potestati. De quo salenter (sic) sunt mentiti. Nam, ex ordinatione facta cum per ipsum dominum nostrum Papam quanta per dominum regem Francie, ipse dominus rex, cum honorabili comitiva baronum nobilium et magnatum in tempore prehabilius exteriorum in presenti brachio manu armata se conferre intendit de viis suis ad partes Sicilie in occidentem et futuram Sancte Romanæ Ecclesie et dicto domino nostro Regi. Et quod iste erat verus ad tollendum omnem incipientiam nostram, sedem dominus noster se offert paratum mittere ad hanc portam, pro tutore et securitate dictorum reginalium fidelium istarum partium dominique civitatis Ochelesensem, fratrem suum vel vixit prisenatier ad hanc civitatem Massiliensem, cum tota sua curia, sub potestate dicte civitatis ejusque civium qui de eis, casu contrario, possint dispondere pro eorum beneplacito voluntatis. » Le conseil de Marseille se mit à convaincre. Le vote des remerciements au pape, ordonna que, le jour de Saint Lazare (1^{er} septembre), une procession solennelle aurait lieu, et que le messager de Clément VII parlerait au peuple sur la place de la cathédrale. En même temps, il promit de hâter les armements et avança qu'un conseiller de la ville s'embarquerait avec la viguerie sur la première galère qui serait prête à partir pour Naples (Arch. de Marseille, *Reg. des délibérations*).

lèrent de prendre au plus vite la route d'Avignon et de s'assurer tout d'abord du concours de Clément VII, des Provençaux, des Italiens (5 janvier 1382).

Le sort en était jeté. Sans plus se préoccuper de la condition qu'il avait mise d'abord à son départ, et sans même contrôler les renseignements fournis par Clément VII sur les dispositions de la Provence et du royaume de Naples, Louis d'Anjou jura, le 7 janvier, dans les mains de Georges de Marle, maître d'hôtel du pape, qu'il entermerait l'entreprise « et que pour conseil nul n'en serait détourné ». Le lendemain, au Bois-de-Vincennes, devant Charles VI, le duc de Bourgogne, le duc de Bourbon, les conseillers du roi et les ambassadeurs du pape, il jura de nouveau « par sa loy comme fils de roi, » qu'il partirait le 1^{er} mai au plus tard, et qu'il poursuivrait son dessein en dépit des obstacles¹.

En effet, il commença par envoyer son chancelier vers Clément VII. Lui-même, après une courte excursion en Touraine², sortit de Paris « en si grant arroy que merveille, » comme parle Froissart, et s'achemina vers Avignon, où il parvint le 22 février³. Dès le 1^{er} mars, il reçut du pape, non pas le titre de roi de Sicile,

1. *Journal de Jean le Père*, t. I, p. 11-15. — Des envoyés sarcellois rapportent d'Avignon, le 13 février 1382, les nouvelles suivantes, « [Dominus Papa] coram eis apparuit cum litteris receptis a domino rege Francie et domino duce Andegavensium, ejus adveniens, continentes quod ipsi scribunt concilio trium statuum Provincie, notificantes in conclusionibus eidem quomodo dictus dominus dux, ad mandatum et destinationem dicti domini regis vult et intendit de proximo manus armate et injunctis (sic) brachio ac genere armorum numero copioso ac comitibus comitum baronibus et magnatibus virorum ire ad partes regni Sicilie et domum nostram Regiam captivitates recuperare et cum suis regno restituere, status pariter et honori » (Arch. de Marseille. *Reg. des délibérations*).

2. *Journal de Jean le Père*, t. I, p. 18. Lettre de l'évêque de Rodas au comte d'Armagnac, datée d'Avignon, le 1^{er} février (1382) (Martens et Durand, *Amplissima collectio*, t. I, c. 1617). — Louis était de retour à Paris le 10 février (v. un acte en faveur de Raymond d'Agout, dans lequel il s'intitule : « Loys, fils de roy de France duc d'Anjou et de Touraine, fils adoptif de nostre tres chiere et tres amee dame et mere M^{re} Jehanne royne de Jerusalem et de Seuille, comtesse de Provence, de Forcalquier et de Piemont, vray heretier et legitiue successeur seul et par le tout es dit royaumes, comtes et autres terres de nostre dite dame et mere » Arch. des Bouches-du-Rhône, B 8, fol. 150 r°).

3. *Journal de Jean le Père*, t. I, p. 20-21. — Dans les comptes de Clément VII, à la date du 25 février, il est question des préparatifs faits dans le palais du pape en vue de l'arrivée du duc d'Anjou (Arch. du Vatican, *Introitus et exitus*, n° 2-3, fol. 69 v°, et *ibid*, fol. 72 r°).

comme on l'a prétendu¹ mais celui de duc de Calabre, réservé à l'héritier présomptif du royaume². Le 3, en consistoire public, Clément VII ayant procédé à la condamnation de Charles de la Paix, de Gentile di Sangro, de leurs principaux « complices » et du commun de la ville de Naples³, il fut convenu que le duc serait lui-même l'exécuteur de ces sentences, dont le pape l'autorisait, du reste, à tempérer l'application⁴. Puis Louis promit de ne sortir d'Avignon que pour prendre la route d'Italie. Aussitôt le cri de « Noël ! » se retentit dans l'assistance, et chacun de faire fête au valeureux champion⁵.

II

Puisqu'il devait en venir là, le duc d'Anjou, assurément, eût mieux fait de se décider huit ou dix mois plus tôt. Toutefois, à partir du mois de mars 1382, il hâta de son mieux ainsi d'ailleurs que Clément VII, les préparatifs de l'expédition. C'est ce dont les historiens, même les moins suspects de malveillance à son égard, ne veulent pas convenir. Il est d'usage de lui reprocher le temps qu'il aurait consacré à la conquête de la Provence. En effet, le *Religieux de Saint-Denis*, ce chroniqueur d'autant mieux informé qu'il puise habituellement aux sources officielles, parle d'une guerre de sept mois poursuivie par le duc sur la rive gauche du Rhône, d'une dévastation générale du pays et de la conquête d'un grand nombre de places réputées imprenables⁶. Le même

1. *Religieux de Saint-Denis*, t. 1, p. 158. Cf. Gohelinus Persona, *Commodianum*, p. 209.

2. *Le Prêt Thémus*, p. 404.

3. Cette bulle de condamnation fut affichée, le 25 mars, sur les portes du palais d'Avignon et, le 26, sur celles de Notre-Dame-des-Doms (v. l'exemplaire qui en est conservé aux Archives du Vatican dans la série des *Instrumenta miscellanea*). Pour la suite des procédures intentées contre Barthélemy Prignano, Charles de Durazzo, etc., v. le *Journal de Jean le Fèvre*, t. II, p. 55.

4. C'est-à-dire que Louis d'Anjou avait le pouvoir de remettre les peines temporelles, sauf aux ecclésiastiques, à Durazzo et à Carluccio de Montalto (Bibl. nat., ms. latin 8083, n° 62, original).

5. *Journal de Jean le Fèvre*, t. I, p. 22, 33.

6. T. I, p. 162.

thème est repris bien entendu, par Jouvenel des Ursins, qui copie le *Religieux*, et, avec de brillantes variations, par les historiens provençaux : Cezar de Nostredame fixe les diverses étapes du conquérant à travers la Provence le fait camper du côté d'Arles, à Tarascon, à Saint-Remy, jusque dans la Camargue, pour aboutir à Aix, où il aurait séjourné « l'espace de six mois entiers ¹ ». Patton va jusqu'à retracer les circonstances du siège de cette dernière ville, que Louis d'Anjou, avant de franchir les Alpes, aurait démantelée².

L'étrange alliage qui se fait parfois du roman et de l'histoire³ et qu'il est difficile de retirer une erreur une fois mise en circulation⁴ Les notes écrites au jour le jour par le chancelier de Louis d'Anjou, qui, du 1^{er} février au 26 juillet 1382, ne quitta pas Avignon, auraient pourtant dû ouvrir les yeux des historiens sur la fausseté de cette légende. Durant quatre mois, le duc, le pape et Charles VI lui-même, par l'intermédiaire de son chancelier, s'employèrent, en effet, à gagner la Provence, mais par des procédés qui n'ont rien de violent. Ils écrivirent aux états rassemblés à Aix, au sénéchal et au clergé. Le pape, afin de complaire aux Provençaux, somma les gens des compagnies de

1 *L'histoire et chronique de Provence* (Lyon, 1614, in-fol.), p. 469.

2 *Histoire de la ville d'Aix* (Aix, 1665, in-fol.), p. 193, 46. H. Bouche, *L'histoire chronologique de Provence*, t. II, p. 404, Papon, t. III, p. 237, Laurent Drapier, *Annales d'Avignon* (Maison Calvet, ms. 2463, p. 109) P.-J. de Haitim, *Histoire de la ville d'Aix* (Aix, 1840, in-4°), t. I, p. 165, etc. — Le seul texte authentique sur lequel semble s'appuyer le récit de Patton est un article du traité conclu entre Marie de Bretagne et les états de Provence en 1387, article relatif, suivant Patton (p. 303), à la reconstruction de « la tour d'Entremont » que Louis avait faite raser. « Je me suis reporté au texte du traité transcrit dans le registre *Carmes* Arch. d'Aix. H 2, fol. 161 r^o, et j'ai constaté qu'il n'y était pas question de Louis I^{er} » Item quod dicta universitas non homines quosdam rehediffentes possint et edificare pro libito voluntatis vel de nova constrere in locis ubi erant, re. alibi, terram Aulsermontis et ceteras terras diversitas in territorio Aquensis et ipse edificare. »

3. C'est ainsi qu'en lit dans Siemond (Histoire des Français, t. XI p. 271) : « Le nouveau roi (1) abandonna à ses soldats le pillage de cette riche province (la Provence), comme pour leur donner un avant-gout des jouissances qu'il leur promettait en Italie » Cf. Henri Martin, *Histoire de France*, t. V, p. 271, Terrier de Latour, *loc. cit.*, p. 499, G.-J. von Hefels et A. Knüpfer, *Conciliengeschichte*, t. VI (Fribourg-en-Brisgau, 1890, in-8°), p. 801, etc.

4. V. les comptes de la Chambre apostolique à la date du 23 février 1382 (Arch. du Vatican, *Intérieur et extérieur* n° 333, fol. 72 r^o).

se replier derrière le Rhône. Il prodigua aux Marseillais des promesses vagues de bienfaits¹, sut y joindre quelques réelles faveurs². Pierre de Thury et Guillaume de Gaillonnel plaiderent, en la présence de plusieurs députés provençaux, la cause de Clément VII et celle de Louis d'Anjou. Le 20 mars, nouveau discours du chancelier de France, d'autant plus opportun qu'une ligue hostile commençait à se former. Louis cependant ne se lassait pas de confirmer les donations et les promesses faites par la reine Jeanne aux seigneurs provençaux³. Il promettait aux Marseillais de venir visiter les sanctuaires de leur vallée, parlait de leur confier, en son absence, la garde de sa femme et de ses enfants⁴ et consentait à incorporer dans sa flotte tous les navires qu'ils lui offraient, bien que plusieurs fussent impropres à ce genre de service⁵. Tous ces efforts portèrent enfin leurs fruits : on apprit, un jour, que les galères du port de Marseille avaient arboré

1. V., à la date du 13 février 1362, le compte rendu d'une ambassade envoyée par la ville de Marseille à Clément VII : « De adventu quorum idem dominus noster fuit valde letissimus, et eos facie lecta recepit, asserens se multum letari et esse obligatum dictis civibus Massiliis pro ceteris civitatibus Provincie, tanquam illi in qua semper invenit magnam obedientiam et reverentiam filiam, in tantum quod cum intendit magnificare pro ceteris, in his qui poterit, tempore satis brevi » (Arch. de Marseille, *Reg. des délibérations*.)

2. Bulle du 6 mai déclarant, en considération du duc de Calabre, que les Marseillais ne seraient être cités en justice hors de leur diocèse (original conservé aux Archives de Marseille).

3. Acte daté de Paris, le 10 février 1362 par lequel Louis d'Anjou confirme les nombreuses donations faites par Jeanne et par son second mari Raymond d'Agout, seigneur de Bault (Arch. des Bouches-du-Rhône, B 6, fol. 150 r°). Actes analogues datés d'Avignon les 25 et 31 mars, le 21 avril et le 3 mai, en faveur de Louis Bon, de Bertrand d'Agout, de Charles Albe Castellon, de Tarascon, etc. (*ibid.*, fol. 98 r°, B 9, fol. 211 r°, 43 r°; B 10, fol. 190 r°). — Les donations faites par Jeanne à Fouques d'Agout, frère de Raymond et sénéchal de Provence, avaient été ratifiées antérieurement par Clément VII en une série de quatorze bulles datées du 7 janvier 1361 (Arch. du Vatican, *Reg.* 263, fol. 101 r° à 120 v° et 167 r° à 192 r° cf. *Journal de Jean le Pieux*, t. I, p. 27).

4. Communication faite au conseil de Marseille le 12 avril. — Louis renouvelle sa promesse dans une lettre du 22 avril, puis dans une autre lettre du 12 mai (Arch. de Marseille, *Reg. des délibérations*).

5. Lettre de Louis aux Marseillais, datée d'Avignon, le 7 avril. « Et quanyis per nouvelles nostre persuaum exhalerit aliquas de galeis que sunt in Massilia non esse bene optas pro predictis, volentes tamen cum ipsis Massiliis complacere, ordinamus quod omnes pro huiusmodi negotiis armentur » — Le lendemain, il renouvelle encore sa promesse de faire armer qu'une galères marseillaises (*ibid.*)

les étendards de Louis, et que les rues de la ville avaient retenti des cris de : « Vive pope Clément ! Vive M^{re} la royne Jehanne ! « Vive Mgr le duc de Calabre, son fils ! » Des envoyés ne tardèrent pas à confirmer ces bonnes nouvelles en assurant que la ville était toute prête à reconnaître les droits de Louis d'Anjou, pourvu que celui-ci commençât par aller en personne « rescourre la royne de prison. » Le mouvement parti de Marseille se propagea rapidement : le clergé, la noblesse, une partie des villes de Provence annoncèrent des intentions semblables, subordonnées à la même condition¹. Le seul point noir était la ville d'Aix, dont l'attitude, à vrai dire, devenait de plus en plus menaçante. Mais, après avoir usé auprès des habitants de toutes les ressources de la diplomatie, Louis d'Anjou résolut de ne pas retarder plus longtemps son départ, et, derrière lui, le pape d'Avignon, comme le duc de Berry, prirent à tâche de dissuader de leur mieux une defection dont ils appréhendaient surtout l'effet moral. Nulle guerre n'éclata donc en Provence avant le départ de Louis. L'air de l'air et l'espoir de posséder la rive gauche du Rhône encouragea plutôt le duc d'Anjou à intervenir promptement en Italie : ce qui était pour lui le meilleur moyen de se concilier la reconnaissance et l'affection des Provençaux.

La prolongation du séjour de Louis en deçà des monts, dont on a vainement cherché la cause dans de prétendus essais de conquête, s'explique tout naturellement par la rigueur de la saison. Pour franchir, à la tête d'une armée, les défilés des Alpes, il fallait bien attendre au moins la fonte des neiges.

D'ailleurs, l'armée du duc d'Anjou n'existait encore qu'à l'état

1. On peut compléter les nombreux renseignements que fournit, à cet égard, Jean le Fèvre par les montants insérés en sa des registres de délibérations du conseil de ville de Marseille (Arch. de Marseille, notamment à la date du 6 avril 1382) et par une nomenclature dressée d'après des pièces d'archives et conservées dans le ms. 24 de la collection de Camps (fol. 204) à la Bibliothèque nationale. Parmi les prélats qui prêtèrent leur concours à Louis pour le cas où il se rendrait en personne dans le royaume de Sicile je citerai Artoud de Melan, évêque de Grasse (Avignon, 20 mars), et Aymar de la Voulte, évêque de Marseille (Apt, 18 avril), parmi les barons, Raymond d'Agout, seigneur de Brail, et son frère, Foulques d'Agout, sénéchal de Provence, Raymond de Baux, prince d'Orange (20 mars), Guigolet Jarente, châtelain de Seyne (31 mars), Guillaume de Beaufort, vicomte de Valernes (21 avril), Louis d'Anduse, seigneur de la Voulte (21 avril).

de projet. Le pape fut de ceux qui « employèrent à lui donner un corps. Le « voyage de Monseigneur » devint le thème de sermons populaires que de hauts personnages, tels que le cardinal d'Auxen, ne dédaignèrent pas de prononcer¹. On publia de tous côtés des indulgences octroyées par le pape en faveur d'une entreprise qui n'allait à rien moins qu'à supprimer le schisme — indulgence plénière pour quiconque ayant suivi le duc entre le 1^{er} mai et le 1^{er} novembre, mourrait au cours de l'expédition, pour quiconque le servirait seulement pendant six mois, ou contribuerait aux frais de la campagne dans la mesure de ses moyens, les plus riches étant admis à n'envoyer que douze hommes d'armes; cent jours d'indulgence à ceux qui se contenteraient de prier pieusement pour la cessation du schisme, pour la réussite de Louis, pour la délivrance de Jeanne². Attrait des faveurs spirituelles, appât d'une solde élevée, espérance d'un riche butin, simple désir de combattre aux côtés d'un prince réputé la fleur de la chevalerie, autant de motifs qui contribuèrent à faire accourir en foule au Pont-Saint-Esprit (le rendez-vous y avait été fixé pour le 10 mai) des gentilshommes et des hommes d'armes de toutes les contrées, des provençaux, des angevins, des hongrois des allemands et jusqu'à des anglais³. Quelques nobles du Dauphiné bravèrent pour s'y rendre une défense royale⁴. J'hésite à croire cependant que Charles VI ait interdit à ses sujets d'une manière générale de prendre part à l'expédition : la présence dans l'armée ducal d'un certain nombre de barons ou de chevaliers français proteste contre cette interprétation⁵.

La question financière toujours si malaisée à résoudre, se trouvait singulièrement simplifiée grâce à Clément VII et à Charles VI. C'est pour 200 000 francs que la royauté, toutes réflexions faites,

1. *Journal de Jean le Ferrer*, t. I, p. 29. — A Montpellier, c'est le fameux juriconsulte Jacques Rebuffe qui porta la parole, le 22 mai. *Le Petit Thalamus*, p. 405.

2. Bulle du 17 mars 1382, publiée le 1 juin dans la province de Vienne (Bibl. nat., ms. Doot 8 fol. 371).

3. V. un arrêt du Parlement du 4 mars 1386 (Arch. nat., X 2° 13, fol. 126 r°).

4. *Journal de Jean le Ferrer*, t. I, p. 34, 35, 37. Cf. E. Juvay. *La « voie de fait » et l'alliance franco-mélanaise*, dans la *Bibliothèque de l'École des Chartes*, t. LIII, 1892, p. 216.

5. V. notamment les *Annales Mediolanenses* (Muratori, t. XVI, c. 776).

entendait participer aux frais de l'expédition, sans compter que Louis venait d'obtenir l'abandon pour un an des aides perçues dans l'étendue de ses terres d'apanage¹. Quant au pape, il fut, en réalité, le grand bailleur de fonds. On se souvient de la promesse qu'il avait faite au duc d'Anjou, lors de la première ébauche du projet de guerre en Italie : on ignore à quel point et de quelle façon il tint parole.

L'aide octroyée par Clément VII ne fut rien moins que l'abandon de la majeure partie des revenus de la Chambre apostolique, sinon de la totalité, comme le ferait supposer une pièce émanée de la Chambre elle-même². C'est ainsi que, le 11 mars, Clément VII fit jurer à deux de ses commissaires qu'ils montrèrent exactement leurs comptes au receveur de Louis d'Anjou, et qu'ils lui remettraient *intégralement* le produit de leur collecte. Le trésorier du pape, le camerlingue et l'évêque de Rodéz s'engageant à y

1. Acte du 12 février 1505 expédié au Conseil en présence des ducs de Bourgogne et de Bourbon : «...Savoir faisons que nous, considérant les grans et notables services et plaisirs que nostre tres chier et tres aimé oncle le duc d'Anjou et de Touraine a fais ou temps passé à nostre tres chier seigneur et père, que Dieux absolve et a nous, au grant bien et prouffit de nostre royaume, fait encores à nous chascun jour, et esperons qu'il nous face ou temps avenir, et pour lui aidier à supporter et soutenir les grans frais, mises et despens que il lui convient faire pour l'imprime que il fait du fait de nostre mère sainte Eglise et de nostre saint père la Pape contre l'intrus de Rome, et pour secourir à nostre tres chere et très aimé cousin le roy de Sicile, la quelle est de present en mains de nos ennemis adversaires de la dicte sainte Eglise et en sa ne subjection, lesquels fais nous avons très à cuer et les reputons comme les nostres, nous lui avons donné et octroyé, donnons et octroyons de nostre certaine science et grace especial par ces presentes, ou tins que il fera la dicte entreprise, toutes les aides qui nous sont octroyées pour la defense de nos royaumes, pour ceste année commençant au mois de mars prochainement venant, en ses duchies d'Anjou et de Touraine, en ses comtes de Maine et de Roucy en ses terres, villes et chasteilleries de Cayus, de Robemont et de Montagu, de Pierre Pont de Roussou et de Lunel et en tous les fiefs et arcevesches des dictes duchies, comtes et terres nous et enclaves dedens jellies, à les prendre et avoir par nostre dit oncle ou ses gens et députés par la main de nos gens et officiers que nous députerons à ce. » Bibl. nat. ms. français 6537, m^e 61, acte cité par E. Jarry *La vie politique de Louis de France duc d'Orléans* Paris, 1889 m-8^e p. 19.

2. Il s'agit d'un relevé fait postérieurement à 1505, par les gens de la Chambre apostolique à l'occasion des réclamations du roi Louis II de Sicile. «Après cette pièce, Clément VII aurait fait concurrence à Louis I^{er} d'Anjou de tous les revenus de la Chambre apostolique durant trois ans, et, à ce titre, le duc aurait perçu la somme enorme de 715.245 francs 25 sols 10 deniers, en monnaie d'Avignon, Arch. du Vatican, *Instrumenta miscellanea ad ann. 1578-1579*.

tenir la main¹. Le receveur en question est Nicolas de Mauregard, que Louis laissa derrière lui avec un traitement de 2 000 francs et le titre de « trésorier et gouverneur général de toutes ses finances quelles qu'elles fussent² ». Or, les Archives du Vatican possèdent encore, d'une part, la série des registres tenus par l'évêque de Maguelone, trésorier de Clément VII³; d'autre part, un des volumes sur lesquels Mauregard inscrivait les recettes et les dépenses des deniers provenant de la Chambre apostolique⁴. Par la comparaison de ces deux sortes de comptes, on trouve que le trésorier du pape, tout en réservant certaines sommes au souverain pontife, remettait à Mauregard, au fur et à mesure de ses recouvrements, la presque totalité des revenus apostoliques⁵. Il est vrai que, parmi les dépenses du receveur de Louis d'Anjou, plusieurs sont effectuées pour les besoins du pape : sa diplomatie, de sa correspondance ou de son armurerie, pour l'entretien de son hôtel, pour le payement de son médecin, pour les réparations du palais d'Avignon; celles mêmes qui se rapportent à la guerre (ce sont de beaucoup les plus nombreuses) sont toutes ordonnées par le camerlingue ou par le pape. Le rôle de Nicolas de Mauregard se borne, en définitive, à tenir registre des deniers qui lui passent par les mains et, par conséquent, à exercer un contrôle effectif sur presque toute la recette et la dépense de Clément VII : il suit et peut dire à son maître l'emploi que le

1. *Journal de Jean le Fèvre*, t. I, p. 26.

2. Ces lettres de Louis d'Anjou, datées d'Avignon, le 2 avril 1362, sont transcrites au milieu des bulles de Clément VII (*Arch. du Vatican, Reg. Arracon XXVII Clementis VII*, fol. 17^{re}).

3. Pour la période de l'expédition de Louis d'Anjou il faut consulter le volume n° 136 de la série des *Intritus et exilus* (nov. 1362-octobre 1363) et le volume n° 138 de la même série (31 octobre 1363-30 octobre 1364), dont la reliure porte la date de 1373, et qui a été classé par erreur avec les comptes du pontificat de Grégoire XI. On trouve enfin dans la *Reg. Arracon XXVII* de Clément VII (fol. 74^{ob}) une récapitulation des paiements faits à Nicolas de Mauregard depuis le 31 nov. 1362 jusqu'au 25 septembre 1363.

4. *Intritus et exilus*, n° 327 (31 octobre 1363-décembre 1364).

5. Durant les mois de novembre et de décembre 1362, de janvier et de février 1363, l'ensemble des sommes versées à Nicolas de Mauregard s'élève à 38.048 florins de Chambre (valent chacun 20 sols) à sols 3 deniers obols. D'autre part, durant les onze mois qui s'écoulent depuis le 31 octobre 1362 jusqu'à la mort de Louis d'Anjou, Nicolas de Mauregard reçoit 361.698 florins de Chambre 3 livres 7 sols 3 deniers obols.

pape lui de son argent. Cette organisation assez huzarte avait l'avantage d'inspirer pleine confiance au duc, tout en laissant au souverain pontife, dans une certaine mesure, la disposition de ses revenus. Il est vrai que Clément VII, résolu à verser l'argent à pleines mains, était lè, de plus, disant-on par la promesse de rembourser, en cas d'insuccès de l'entreprise, tout ce que le duc aurait dépensé de son côté¹. Louis, d'ailleurs, ne s'éloignait pas sans avoir chargé des hommes de confiance de veiller à ses intérêts près du pape : telles furent, en partie, les missions confiées à Jean de Sains et à Raymond Bernard Flameng².

Pour faire face à d'aussi extraordinaires dépenses, les ressources habituelles de la Chambre apostolique n'étaient guère suffisantes³. Aussi les cardinaux se virent-ils invités à renoncer à leur part des « communs services » et des « services biennaux » : ils demandèrent à réfléchir⁴. Alors, sans doute, fut imposée sur le clergé de Langue d'oïl une seconde dîme, dont la levée souleva de vives protestations. Dans la Langue d'oc, le duc d'Anjou avait obtenu, antérieurement, la jouissance des dîmes pour une période de trois ans expirant le 20 avril 1382⁵ : il se pourrait que cette concession eût été renouvelée. En tous cas, les circonstances amenèrent la Chambre apostolique à multiplier ses appels au sud comme au

1. V. les deux testaments de Louis datés de Corvèze, le 26 décembre 1382, et de Turin le 26 septembre 1383 : « Comme N. S. P. le pape Clément VII^e nous a promis que, de quel nous mettrons au lui de nostre empreinte, il nous rendroit en cas que nous ne la pourrions accomplir. » Arch. nat., F 1331¹, n^{os} 34 et 35, D. Godefroy, *Histoire de Charles VI*, p. 765, Louig, *Codex Italicus diplomaticus*, t. II, c. 1191.)

2. Lettres de Louis d'Anjou datées d'Avignon, le 27 mai 1382, assignant une pension de 1 000 francs d'or à M^{re} Jean de Sains et une autre de 600 francs à Raymond Bernard Flameng, qui doivent vaquer et entendre « en nos besognes tant devant N. S. P. le Pape comme ailleurs en parties de pardevers » (Arch. du Vatican, *Reg. Avenion. XXVII Clementis VII*, fol. 38 v^o, 37 v^o). — J'ai noté encore des lettres de Louis datées de Smalt, le 14 juin 1382 par lesquelles il assigne une pension de livres par jour à son valet de chambre l'astellot de Vaudemont, chargé des garder certaines nos besognes que nous avons dernièrement tenues en Avignon » *ibid.*, fol. 38 v^o.)

3. On trouve dans les Archives de Châteaufort-de-Gadagne (A. 3) mention d'une taille levée par Clément VII à l'occasion du départ de Louis d'Anjou pour l'Italie.

4. *Journal de Jean le Férra*, t. I, p. 25. — Plus tard, au mois de juillet 1383, les cardinaux se décidèrent à abandonner leur part des « communs services » du royaume de Castille pour l'armement de six galères qui devaient être mises à la disposition de Louis d'Anjou Arch. du Vatican, *Inventus et exitus*, n^o 30, fol. 15.

5. V. t. I, p. 164.

nord de la France, et à effectuer ses recouvrements avec une rigueur inouïe. Il ne convenait pas que les atermoiements d'un monastère ou d'un chapitre compromissent le succès d'une entreprise d'où dépendait, croyait-on, le salut de l'Église¹. Les collecteurs furent menacés d'excommunication s'ils ne contraignaient pas les clercs, au besoin avec l'aide du bras séculier, à s'acquitter sans retard. Clément VII recourut même au pape dans les diocèses d'Italie soumis à son autorité, à une pratique assez fâcheuse dont Urbain VI lui avait donné l'exemple² : les évêques, évêques et monastères d'Asti, de Turin, d'Ivrea, d'Alba, de Verceil et d'Acqui, durent aliéner, pour subvenir aux besoins du saint-siège,

1. Voici, par exemple, l'invincible protestation qui fut adressée d'Avignon au chapitre d'Arles le 30 octobre 1302 : « Per dilectum filium Petrum, clerikum Lodovicensem, nuper vobis scripsisse memoramus quatinus de omnibus precibus in quibus quocunque nomine nunc rursus, Apostolice nostre Camere tenemus, in isto necessitatis articulo quo prelate Camera nostra attentiur de presentis tam pro sequentis ardoris Ecclesie sustinendis quam pro subveniendis carissimo filio nostro Ludovico, duci Calabrie et Andegavorum nunc in forte quidam Ecclesie nostre cum tantum decessum filius noster cum pluribus principum principum et aliorum clertorum militum aymatibus pervenit ad obtinendum, adeoque Camera nostre satisfactionem studeretur presentibus hinc et ad plerumque. Verum cum, quoniam duo prelati dicta Ecclesie magnam videntur amplexibus tanto magis ad eam subveniendum Sedes Apostolica fortius est sollicita et ne tam famatis opibus dicta impendat in eam prosperitate inter omnes Ecclesie de huiusmodi poterit triumphare ad defensionem sanctuarum quod alibi aliquo respectu detrimenta discretione vestram monemus et hortamur eandem, intencione vestris obvertentes quatinus, omnibus dilationibus postpositis, in debitorum huiusmodi satisfactione vos sic promptos reddatis, prout necessitatis qualitas id erigit, quod inde a Deo, cui gratias per hoc impenditis obsequium, gratiam consequere nostramque benevolentiam repensam et tam gloriosorum operum duci in reuerentiam, qui in dictis factis Ecclesie, illiusque opibus gratia regis eorum occupat appendum feliciter prosperetur, effectum omnium participes et consortes super his et aliis que dilectus filius Johannes de Sanctis, secretarius noster quem ad partes France pro premissis duximus destinandum, vobis referat parte nostra, adhibentes plerumque fidem » (Arch. nat. J 695 n° 1. La le originale se trouve de ce document à un cahier qui contient plusieurs autres rédactions préparées par Jean de Sainz, le secrétaire du roi dont il est question dans la dernière phrase).

2. Mandats envoyés d'Avignon par le camerlingue le 4 janvier puis le 29 août 1304 aux collecteurs apostoliques des provinces de Brera, de Bresse de Beims de Bourges, de Tours de Toulouse et d'Auch. Arch. du Vatican. *Instrumenta miscellanea ad ann. 1303-1304*, Arch. nat., L 378.

3. Pour en savoir aux lieux de l'expédition de Durand. Lebas VI avait engagé les biens des églises des hôpitaux et des monastères rattachés. Bonaldi, *l. c.* VII, p. 406, 4-1; Thénier, *Coûtes diplomatiques du moyen âge*, t. II, p. 306; Thierry de Saum., p. 409.

des châteaux et des terres jusqu'à concurrence d'une somme de 60 000 florins d'or¹.

En dépit de tous ces efforts, l'équilibre avait peine à se maintenir dans un budget gravé d'aussi terribles charges. Dès qu'on se mettait à supputer les dépenses de la guerre, le déficit apparaissait, les conseils devenaient « angoissants, » et l'on parlait de restreindre les effectifs².

Tout en cherchant à aplanir les difficultés financières, le pape et le duc s'occupaient d'obtenir au dehors les appuis nécessaires au succès de l'entreprise. Au moment de s'aventurer dans la péninsule italique il importait de ne pas laisser d'ennemi derrière soi. Il fallait, en premier lieu, amener le roi d'Aragon à oublier ses anciens griefs, ce qui semblait d'autant moins difficile que Louis d'Anjou, de son côté paraissait disposé à oublier ses prétentions à la succession de Majorque. Clément VII se flatta même de sceller par un mariage la réconciliation des deux princes rivaux, et s'il n'eût tenu qu'à lui, l'action de Louis d'Anjou contre Naples se fût alors combinée avec une action de Pierre IV dans l'île de Sicile : un navire aragonais eût prêté son concours à la flotte « angevine, » après quoi le duc d'Anjou eût aidé son ancien rival à soumettre le royaume situé « au delà du Phare³. »

En Italie, la diplomatie française et clémentine se donna également carrière⁴. Par malheur, les sentiments des cites italiennes correspondaient assez mal aux protestations de dévouement dont quelques-unes fatiguaient les oreilles des rois de France. Florence ne se lassait pas de rappeler « les larmes gravées sur tous ses monuments, comme dans le cœur de tous ses citoyens⁵. » Mais

1. Nicomede Bianchi, *La materia politica relativa a l'estero degli Archivi di stato Piemontesi*, p. 158.

2. *Journal de Jean le Fèvre*, t. I, p. 34. — Louis d'Anjou lui-même ne recula devant aucun sacrifice : dans un des comptes de Nicolas de Maregard, il est question « de certains joyaux et vaisselle d'or et d'argent fondus pour le fait de l'armée et paiement du roy Loys, en l'an MCCCIII^{me} II » (Bibl. nat., nouv. acq. françaises, ms. 3634, n° 165).

3. *Journal de Jean le Fèvre*, t. I, p. 20, 21.

4. Dès le 4 février 1382, Clément VII fait payer 20 florins au frère mineur François d'Assise, « venienti de domino Andegavensi et eunti apud Perusiam » (Arch. du Vatican *Introducat exilus*, n° 333, fol. 67 r°).

5. H.-Fr. Delaborde, *L'expédition de Charles VIII en Italie* (Paris, 1888, in-4°), p. 20. — Les Florentins étaient plus sincères quand ils saluèrent les Pérugins de

était demeurée urbaniste dans l'âme¹. Je ne sais quelle sorte d'appui Clément VII se flattait de trouver auprès de la ville de Pise, pour laquelle il professait aussi une bienveillance particulière², et qui ne semble guère l'avoir payé de retour.

La cause de Louis d'Anjou n'éveillait pas plus de sympathie parmi les populations italiennes. L'intérêt seul pouvait engager les Florentins, par exemple, à garder entre les deux prétendants à la couronne de Naples une apparence de neutralité. Secrètement, ils promettaient de payer 10 000 florins à Charles de la Paix, applaudissaient à ses victoires, proclamaient son triomphe une « œuvre de Dieu », faisaient célébrer, à la nouvelle de la prise du Castel Nuovo, une messe d'action de grâces, et envoyaient des représentants au couronnement de la nouvelle reine, Marguerite de Durazzo. Je laisse à penser le peu d'effet que produisirent sur eux les missives de Charles VI et de ses oncles³, et comme les ambassadeurs de Louis d'Anjou furent mal venus à solliciter leur concours pécuniaire en vue de châtier la trahison de Charles de Durazzo. La seigneurie ne fut jamais « court de mauvaises raisons. Elle s'avisa, cette fois, de répondre que son grand attachement à la maison de France lui interdisait de prendre part

que ce Bernard avait été transféré par Urbain VI à l'évêché de Poitiers et qu'à sa place le pape de Rome avait nommé évêque de Bologne l'archidiacre Philippe Caroffa. Ce dernier occupa effectivement le siège : il fut compris par Urbain VI dans sa première promotion de cardinaux et ne tarda pas à être nommé légat dans l'Émilie.

1. Le parti clémentin devoit être pourtant représenté à Bologne, ne fût-ce que par des étudiants étrangers. Dans un des *Libri applicatorum* du pape d'Avignon (ansi II pars iv, fol. 34-36), je trouve un « rotulus studentium Bononie in collegio quondam Egidii, episcopi Suburnensi, cardinis in Hispania » la réponse de Clément VII est datée du 18 janvier 1360.

2. Le 31 octobre 1362, Clément VII se plaignit de ce que les guêres maraillanes engagées au service de l'Église aient capturé un vaisseau pisan. Il invite la ville de Marseille à faire restituer la cargaison saisie, « quia, inter alias Italiae vias, summum Pisurum prosequimur benivolentia speciali, tanquam illud in quo nos et eadem Ecclesia invenimus, in ipsius Ecclesie necessitatibus, promptitudinem poterunt » (Arch. de Marseille, *Reg. des délibérations*, 15, note à. 1, p. 108, note 2, p. 164, note 3, et p. 166, note 1).

3. La lettre de Louis d'Anjou dont il s'agit ici est celle du 15 janvier 1362 (cf. *Chronicon Regense*, dans Muratori, t. XVIII, c. 88) que César de Nostredame (p. 367, 5^{re}) analyse tout bien que mal, et qu'il dit avoir été adressée par Louis « à l'un de ses plus feux amis le nom duquel ne s'est peu savoir. »

pour l'un ou pour l'autre des princes français qui se disputaient le trône de Naples, et, se bornant à déplacer une lutte fratricide, elle congédia l'ambassade. Cependant, dès le 27 mars elle faisait passer à Durazzo, ainsi qu'à Ulrich VI, le texte des lettres envoyées de France, afin qu'ils pussent, comme elle disait, porter remède à sa situation¹.

L'accueil que les seigneurs de Milan firent aux propositions françaises ne ressemble pas, fort heureusement, à celui que ces mêmes propositions avaient rencontré auprès des Bolognais, des Florentins et des Gènes. Jean-Lucien Visconti affectait, on le sait, de reconnaître secrètement le pape d'Avignon². Son oncle Bernabé, qu'on a voulu représenter comme un urbaniste irrépressible³, ne vivait pas en moins bons termes avec Clément VII. Jadis, il avait

1. Cf. Lupi, *op. cit.*, p. 101. *Barba d'Avignone Favardino*, p. 410, 420, 420, 440. Lettre enthousiaste écrite par Coluccio Salutati après la capture d'Othon de Brunswick, et dans laquelle il déclare que Charles de Durazzo surpasse Alexandre Médicis et Léonidas (F. Navati, *Epistolario di Coluccio Salutati*, t. II, Rome, 1933, in-8°, p. 11-66). Réponse des Florentins à Louis d'Anjou, du 5 mars, et lettre des mêmes à Durazzo, du 27 mars (Arch. de Florence, *Signori, Carteggio. Muscat, Reg. I* (au vol., n° 19, fol. 225 et 230), communication de M. Paul Durrieu). Bernardo Merugnon, *Cronache di Pisa* (Turin, t. I, n° 700). L'Aréun, *Historiarum Florentinarum Liber XII* (Strasbourg, 1610, in-fol.), p. 199. Sur le séjour des trois ambassadeurs à Avignon le 15 avril, v. le *Journal de Jean le Fèvre*, t. I, p. 39.

2. Au sujet de ces derniers, v. le *Journal de Jean le Fèvre*, t. I, p. 18, 26, 29, 30, 36. Cf. la lettre de l'évêque de Rodos au comte d'Armagnac (*Amplius collectio* t. I, c. 1617). — Des envoyés du duc de Gènes avaient apporté aux États d'Asiz, au commencement du mois de mars, des lettres qu'ils disaient écrites par la reine Jeanne elle-même. Le duc se montrait alors tout prêt à interposer sa médiation entre Durazzo et la reine, de façon à obtenir la mise en liberté de celle-ci. Une telle négociation ne pouvait être favorable aux intérêts du duc de Gènes (Arch. de Marseille, *Reg. des délibérations*, 12 mars 1367). Cependant le duc écrivit en 1368 Lancelot Visconti, entre en relations avec le pape d'Avignon : je relève dans les comptes de la Chambre apostolique, à la date du 14 mai 1369, un don de 12 florins à celui-ci à un courrier qui apportait des lettres du nouveau duc avec du bon vin nouveau, et à la date du 20 janvier 1369, des dons faits à divers messagers de Gènes (Arch. du Vatican, *Inventar et exelus*, n° 236, fol. 165 v°; n° 237 fol. 40 v°).

3. V. notre t. I, p. 168. Cf. Giulini, *Memorie di Milano*, t. V, p. 436.

4. *Ibid.*, p. 433, 444. — M. O. Romano, dans un article récent, a porté sur la politique religieuse de Bernabé un jugement beaucoup mieux fondé (*Il primo matrimonio di Lucia Visconti e la morte di Bernabé*, dans l'*Archivio storico lombardo*, 1913, p. 306). Au sujet des relations entretenues par les Visconti avec Urbain VI en 1379 et 1380, v. notamment Bibl. nat., ms. latins 2013, n° 26-27. — Je signalerai une bulle de Clément VII, du 27 janvier 1382, nommant un certain Jean évêque de Lodi (*Reg. Avanno. XXIV Clementis VII*, fol. 86 r°).

reçu d'Avignon un cheval revêtu d'une housse rouge aux armes des comtes de Genève, son fils Marc avait été l'objet d'une attention semblable¹; son fils Charles avait obtenu du même pontife la permission de se choisir un confesseur². Cette dernière faveur, sans doute sollicitée, montre bien sur quel pied de respectueuse déférence la famille de Bernabò entendait vivre avec Clément. Néanmoins, ce dernier, jugeant avec raison le terrain de la Lombardie peu sûr se tint en dehors de toutes les négociations entamées avec les Visconti, et, dans la lettre que les ambassadeurs de Louis d'Anjou remirent à Bernabò vers la fin du mois de février 1382³, la question religieuse était soigneusement laissée de côté⁴. Les Visconti n'en accueillirent que plus favorablement l'annonce de l'expédition projetée en faveur de la reine Jeanne. Bernabò se laissa séduire par l'espoir de placer une couronne sur la tête de sa troisième fille : il arrêta séance tenante les conditions d'un mariage entre la jeune Lucie et Louis, fils aîné de Louis d'Anjou, héritier présomptif du royaume de Sicile⁵. Il promit de livrer passage au duc à travers ses états, mieux encore, de lui payer la solde de 2.000 lances durant six mois, et, après avoir défié Charles de Durazzo, de mettre un de ses fils et sa bannière à la disposition de Louis⁶. Un concours aussi empressé méritait bien les remerciements qu'on fit parvenir à Bernabò de la part de Charles VI⁷.

1. Arch. du Valcan, *Introdus et exilus*, n° 354, fol. 56 v° et 76 r° (aux dates du 30 novembre 1380 et du 20 février 1381).

2. Bulle du 9 mars 1382 (Arch. du Valcan, *Reg. Avinion* à XV Clémentis VII fol. 136 r°).

3. C'est à cette date qu'ils sejournerent à Milan car ils revirent de cette ville aux Florentins le 27 février comme il résulte d'une lettre de ces derniers dont je dois communication à M. Paul Durrieu.

4. J'ai retrouvé cette lettre, datée de Paris, le 15 janvier [1382] à la Bibliothèque Barberini ms. XXX I⁷⁴ fol. 7 r°. Il n'y est question que de la trahison de Durazzo de l'expédition que Louis tentait et par terre et par mer pour venir au secours de la reine Jeanne, et du concours très prompt qu'il offrait tout en faveur d'une entreprise intéressant à un si haut degré la maison de France. Les deux papes cités n'y sont même pas mentionnés. Cf. *Journal de Jean le Fèvre*, t. I, p. 41.

5. Il avait été question de marier Lucie Visconti à Charles, second fils de Louis d'Anjou (*Journal de Jean le Fèvre*, t. I, p. 45). Cf. le *Lamento di Bernabò Visconti*, publié en 1876, dans l'*Archivio storico lombardo*, t. V, p. 715.

6. *Journal de Jean le Fèvre*, t. I, p. 26.

7. « Amico carissimo, sincere mentis affectum quem ad nos carissimumque patruum nostrum ducem Andegavensem ac omnem domum Francie genti vestra
La France et le Grand Seigneur.

Un autre auxiliaire encore plus actif se rencontre en la personne du comte de Savoie, Comte Louis d'Anjou, Amedee VI, surnommé le comte Vert, avait combattu d'abord la reine Jeanne dans ses possessions du nord¹; comme lui, désormais, il n'aspirait qu'à la venger : à la nouvelle des succès de Durazzo, on l'avait vu offrir aux Provençaux des secours de troupes et d'argent². Le premier soin du duc d'Anjou fut de tirer parti d'une bonne volonté aussi évidente et de s'assurer, en y mettant le prix, le concours d'Amedee VI. Héritier éventuel de tous les états de Jeanne, y compris le Piémont, Louis crut pouvoir distraire de son futur héritage cette dernière province, convoité de tout temps par la maison de Savoie et en partie conquise par le comte Vert. L'entente sur ces bases se fit si rapidement qu'à son passage à Lyon, du 15 au 19 février, le duc d'Anjou put conclure le traité. Il abandonnait à Amedée toutes les terres du Piémont, Asti, Alba, Mondovì, Coni³, Cherasco, Alexandrie, etc., ne se réservant que la petite place de Dronero, sur la Maira. En retour, le comte lui permettait de traverser ses états et s'engageait à le suivre en personne jusqu'à Naples, à la tête d'une troupe de douze ou de treize cents

dilectio, per inspectam litterarum vestrarum dicta patris nostro d. eorum latio vultu percipimus, relationes quo dicta patris nostro ad imperium facti. Ecclesie et liberacionis serenissime principis regine Sicilie... per vos factas, necnon fructuosam conclusionem quo ad hoc in eisdem litteris comprehensam. » Lettre non datée. Bibl. Barberini, no XXX 1^{re}, fol. 10 r.

1. Guichenon, *Histoire généalogique de la royale maison de Savoie*, t. I, p. 641 et sq. ; P. Foucart, *Le royaume d'Arles et de Vienne*, p. 646 et sq.

Par mandement en date du 12 octobre 1381 le lieutenant du sénéchal de Provence ordonne le remboursement de la dépense faite « à lui, en l'hôtelierie de Lure, » par egregium militem dominum Franciscum de Arestona, militem, magistrum hospitalis speculabli van domini comitis Sabaudie, ambaxiatorem per ipsum dominum Sabaudie comitem ad nos missum et ad convocationem generale concilium hic, Aquæ domorum seu scilicet prelatorum, baronum, nobilium et universitatum dictorum comitatum, de presenti, qui, ex parte dicti domini comitis, impetravit qualiter dictus dominus comes doleret et contristabatur de casu sinistro avena serenissime domine nostre regine et illustri domino Oton, duci Bravennensi, viro suo, et gentilibus suis super conflictu eorundem, offerens se de bonis et personis huius patrie succurrere et de gentibus subvenire multipliciter l'hermiller et benigne quoque familiares et equos, diebus quonque quibus eures premisso in dicta Aquensi civitate venari et alia... » (Arch. des Bouches-du-Rhône. B 1536, fol. 102.) Cf. la registre des délibérations du conseil de la ville de Marseille à la date du 12 octobre 1381 (Arch. de Marseille), et Ruff, *Histoire de la ville de Marseille*, t. 1, p. 309.

3. Cf. la *Cronaca di Canos* (Miscellanea di storia italiana, t. XII, 1871), p. 236.

lances : il va sans dire que la solde de ces gens d'armes demeurait à la charge de Louis, qui, en outre, assurait au comte une indemnité de 5.000 francs¹. Cette alliance était d'ailleurs, comme celle qui allait unir le duc et Bernabè, exclusivement dirigée contre Charles de la Paix, le caractère uniquement politique du traité ressort des pièces mêmes, et l'une des erreurs des *Chroniques le Suoye* consiste sans doute à reproduire de pieuses exhortations que Louis d'Anjou et Clément VII auraient adressées au comte Vert, comme s'il se fût agi seulement de marcher sur Rome pour « deschassier l'intrus². » Si peu de part qu'ait eu le pape d'Avignon à la conclusion de cette alliance, il ne manqua pas de se réjouir d'un accord qui, en augmentant les chances de succès de Louis d'Anjou, consolidait dans le Piémont la domination cémentine, et pour mieux témoigner de sa satisfaction au comte Vert, il lui fit don de la suzeraineté du château de Diano d'Alba (5 mai 1382³).

Tandis que le duc d'Anjou tâtait le terrain en Italie et recrutait de précieux auxiliaires, les Alpes s'étaient en partie dépouillées de leur manteau de neige : le moment approchait où les forces réunies dans la vallée du Rhône allaient pouvoir se mettre en branle.

Le 29 mai, Clément VII, le duc de Berry, le comte de Savoie, les cardinaux et les évêques présents, ces derniers revêtus de leurs ornements pontificaux se rendirent à pied à l'église Notre-Dame-des-Doms, puis au couvent des Cordeliers, afin d'attirer les bénédictions du ciel sur l'entreprise du duc d'Anjou. Le lende-

1. Traités et conventions datés de Lyon, les 11-13 ou 19 février, ou à plelement au mois de février 1382. Conservés aux Archives de Turin, ces pièces ne sont connues par les analyses de Pappas (t. III, p. 239), de L. Sarrabelli, (*Dichiarazione di documenti de storia piemontese*, dans l'*Archivio storico italiano*, t. VIII 1867, p. 111) et de N. Bianchi (*op. cit.*, p. 83 et 128) par la publication de Guichenon (*Preuves*, p. 216), et aussi par une amable communication de M. Henri Lacaille. Il est à remarquer que Louis d'Anjou annonce l'intention de se réserver tantôt Dromers, tantôt Demonte (arr. de Cuneo). La donation du Piémont au comte Vert ne fut scellée que le 8 mars suivant (*Journaux de Jean le Fèvre*, t. I, p. 26).

2. *Monumenta Historiarum patrur, Scriptores*, t. I, p. 357. — La même chronique commet une autre erreur en faisant venir, dès le début de cette négociation, Amédée VI à la cour d'Avignon : il n'y arriva que le 26 mai, bien longtemps après la conclusion du traité (*Journaux de Jean le Fèvre*, t. I, p. 38).

3. Et non 1381, comme le dit L. Sarrabelli (*op. cit.*, p. 115). Cf. N. Bianchi, p. 156.

main, se tint un consistoire dans lequel Louis reçut des mains de Clément VII une bannière aux armes de Sicile et de Jérusalem, il prononça la formule d'hommage, posa ses lèvres sur la main du pape et baisa sur la bouche tous les cardinaux présents. Ses armes, ses étendards reçurent ensuite la bénédiction pontificale¹. Là fut également promulguée une nouvelle bulle d'inféodation destinée, dans la pensée du pape, à suppléer aux vices de forme qui auraient pu être relevés dans les actes antérieurs². Se plaçant dans l'hypothèse où le royaume serait considéré comme ayant fait retour au saint-siège, Clément VII en disposait de nouveau en faveur de Jeanne, la « Judith » des temps modernes, de Louis et de ses héritiers. Il se fondait principalement sur ce que nul autre prince ne pouvait à l'égal de ce « glorieux athlète » combattre le schisme en Italie. Aussi stipulait-il que Louis partant à la tête d'une force respectable pour tenter de reconquérir le royaume et de délivrer la reine. Si le duc se laissait ensuite détourner de l'entreprise, si la maladie ou la mort l'empêchaient de la conduire à bonne fin, et si personne ne se présentait pour achever son œuvre, Clément VII se réservait le droit d'annuler l'investiture. Les charges étaient les mêmes que les papes avaient coutume d'imposer aux rois feudataires, si ce n'est qu'un sursis de deux ans, à compter du jour où Jeanne et Louis reprendraient possession de leurs états, fut accordé pour le paiement du cens dû au saint-siège³. Conformément aux traditions, Clément VII interdisait au souverain de Sicile d'acquiescer aucun droit, d'exercer aucune autorité dans les autres terres de l'Eglise. C'est assez dire qu'il n'était plus question pour Louis d'Anjou de joindre à l'héritage de Naples le chancelier royaume d'Adria⁴ : l'inféodation du 17 avril 1382 était périmée par cela seul que le duc

1. *Le Petit Tholomeus*, p. 405.

2. On trouve aux Archives du Vatican deux exemplaires de la bulle du 30 mai 1382, l'un dans le *Reg. Avenion. XXVI Clementis VII* (fol. 322-324), l'autre, non-proté, dans la série des *Instrumenta miscellanea* (ad ann. 1381-1382). C'est une grande bulle, munie de la *Rotæ* et des souscriptions de dix-huit cardinaux. Elle est adressée à la fois à Jeanne et à Louis. — Cf. le *Journal de Jean le Père*, t. I, p. 30, 42.

3. Bulle du 2 juin 1382 (Arch. du Vatican, *Reg. Avenion. XXVI Clementis VII*, fo. 138 r°).

4. C'est ce que n'a pas compris, par exemple, Papon (t. III, p. 211).

avait laissé passer les délais stipulés, et le pape desirait si peu faire revivre la bulle de Sperlonga qu'il avait été, au mois de février, jusqu'à en refuser copie au chancelier de Louis d'Anjou¹.

S'autorisant sans doute de cette nouvelle investiture, Louis voulut aussitôt se parer de l'étiquette royale. Dans des lettres expédiées, le 30 mai, en faveur de son frère le duc de Berry, il s'intitule pompeusement « Louis, par la grâce de Dieu roi de Sicile, duc de Calabre de Pouille, d'Anjou et de Touraine, prince de Capoue, comte de Provence, de Forcalquier, de Piémont et du Maine »². Il est vrai que cette façon d'anticiper sur la mort d'une reine dont la succession ne passait pas pour être encore ouverte excita les susceptibilités de quelques provençaux : sur leur réclamation, Louis renoua prudemment à se donner cette satisfaction d'amour-propre, et, dès le lendemain, il remit en usage la formule précédemment employée : « Louis, fils de roi de France, duc de Calabre, d'Anjou et de Touraine, etc. »³. Dans la soirée du même jour (31 mai), précédé des deux bannières de Calabre et d'Anjou, il se mit en route, et, reconduit jusqu'aux portes d'Avignon par tout le sacre collège, il lit encore deux heures et demie pour s'en aller coucher à Sorgues⁴.

La difficulté de mettre en mouvement les troupes concentrées au Pont-Saint-Esprit et sans doute aussi l'espoir d'obtenir, au dernier moment, l'adhésion des gens de la ligue d'Aix⁵ le retinrent, pendant six jours, à Sorgues et, pendant sept autres jours, à Carpentras⁶. Là il reçut sans doute les adieux de la

1. *Journal de Jean le Fèvre*, t. I, p. 15, 19.

2. Ces lettres étaient scellées du sceau dont Louis se servait « avant son avènement » (Arch. nat., P 1240¹, cote 3184).

3. Acte du 31 mai 1382 autorisant le duc de Berry à recevoir toutes successions ouïes et places de Louis d'Anjou (Arch. nat., J 180², n° 54).

4. *Journal de Jean le Fèvre*, t. I, p. 2^e-61.

5. Il résulte d'une lettre écrite par Louis aux Marseillais de Carpentras le 8 juin, que le comte de Savoie s'était, la veille, rencontré, à Cevennon, avec six délégués des états de Provence assemblés en la ville d'Aix, et qu'il leur avait fait promettre de venir traiter avec le duc, à Carpentras, avant le 9 juin. Sur l'invitation de Louis, les Marseillais se firent représenter à cette conférence qui ne parut avoir produit aucun bon résultat (Arch. de Marseille *Reg. des Adhésions*).

6. M. Henri Lacaille me signala, dans les Archives de Carpentras, un registre (BB 10. fol. 117 et sq.) où sont mentionnées diverses dépenses faites par la ville à l'occasion du passage de Louis d'Anjou et du comte Vert. Cf. des lettres datées de

duchesse, sa femme. Le 13 juin, il partit dans la direction de l'est, cette fois définitivement ¹.

III

Je le retrouve le 14, à Sault ². Puis il pénètre en Dauphiné, gagne rapidement Gap et, en remontant la vallée de la Durance, Briançon, c'est-à-dire le col du Mont-Genèvre. Avant le 25, il était à Turin ³. C'est là, ou plus exactement auprès de Rivoli, qu'il opéra, le 23, sa jonction avec les contingents du comte Vert ⁴. Ce renfort comprenait, d'après une pièce authentique ⁵, mille hommes d'armes, cent lances et onze arbalétriers à pied, en somme, il n'atteignait pas tout à fait le chiffre de douze ou de treize cents lances stipulé par la convention de Lyon. Les *Chroniques de Savoie* dépeignent cependant l'admiration de Louis d'Anjou à la vue des troupes savoysardes : « J'avoys dopte de
« passer oultre, se seroit-il écrié en présence du comte Vert,
« mais puis que je vous voy en si bello et grande compaignie, je
« suis tout anseur de m'en aller avant. » Quant à l'ensemble de l'armée cosmopolite commandée par le duc d'Anjou et dont les

Carpentras, le 19 juin, par lesquelles le duc déclare ne pas vouloir que l'habitude ne consente par le pape en sa faveur préjudice en aucune manière aux droits de la reine Jeanne; il ne s'entremettra, du vivant de la reine, dans le gouvernement du pays qu'autant qu'elle le jugera convenable (Arch. de Marseille, *Reg. des délibérations*).

1. *Journal de Jean le Père*, t. I, p. 3, 42-44, *Le Petit Titianus*, p. 405. — Une des lettres de Louis d'Anjou à la ville de Marseille est datée de Carpentras, le 13 juin (Arch. de Marseille, *Reg. des délibérations*).

2. Arch. du Vatican, *Reg. Aragon*. N° VII Clementis VII, fol. 10 r.

3. *Journal de Jean le Père*, p. 45. Lettre de Regius della Scala à Louis de Gonzague (L. Onio, *Documenti diplomatici tratti dagli archivi Milanesi*, t. I, p. 228). Gioffredo della Chiesa, *Cronaca di Saluzzo* (*Monumenta historiarum patriæ, Scriptores* t. III) c. 1027. — Le 30 juin, envoi par Clément VII d'un courrier vers le duc d'Anjou à Turin (Arch. du Vatican, *Extraits et arives*, n° 235, fol. 104 v°). — On voit que, contrairement à ce qu'affirment Fournier et Kervyn de Lettenhove (t. X, p. 463) et d'après lui Guichenon (t. I, p. 425), Louis d'Anjou ne prit pas le temps de passer par la Savoie pour rallier les troupes d'Amédée VI.

4. *Chronica periti Riparia* (Muratori t. XII), c. 1023.

5. Arch. de Turin, *Trattati diversi*, classe II, n° 6 communication de M. Henri Lacaille.

principaux chefs étaient Robert de Dreux, le comte de Genes, le frère de Clément VII, Amédée VI, etc., il serait assez difficile d'en évaluer l'importance en présence des chiffres multiples fournis par les chroniques contemporaines¹; mais Louis d'Anjou, lui-même, si tant est que l'on puisse se fier à sa parole, nous tire d'incertitude dans une curieuse lettre adressée à la ville de Marseille que j'ai eu plusieurs fois l'occasion de citer : « Nos gens, écrit-il le 10 août, sont aujourd'hui au nombre de 60 000 cavaliers, mais ce nombre va tous les jours en augmentant; les hommes d'armes accourent de toutes parts dans notre camp, comme les vautours vers un cadavre². » À ces 60 000 chevaux, s'il fallait joindre les valets, les fantassins, les arbalétriers, on ne serait pas très loin d'attendre le chiffre de 100 000 hommes que donne un chroniqueur. C'est à peine rapporte Sotomero, si l'on se souvient qu'une armée plus nombreuse eut jamais franchi les défilés des Alpes.

À Turin, le duc d'Anjou perdit plusieurs semaines. L'opinion

1. Voici en aperçu des principales évaluations fournies par les contemporains : 15 000 cavaliers, dont 1 500 arbalétriers à cheval (Matthieu de Griffoni, dans Muratori, t. XVIII, c. 193); 15 000 cavaliers et 2 500 arbalétriers (*Chronicon Estense. ibid.*, t. XV, c. 308); 13 000 cavaliers au moins (Ser Naddo, *Memoria storica, dans Delizio degli erudit. Toscani*, t. XVIII, p. 60); 30 000 hommes (Frobenius, t. IX, p. 406; continuation du *Liber pontificalis*, dans l'édition de Lebbé L. Duchesne, t. II, p. 546); 20 000 cavaliers et de nombreux fantassins, en tout plus de 30 000 hommes (*Chronicon de Pisa* dans Muratori, t. XV, c. 108); 30 000 cavaliers (Hervé de Marungone, dans Tartini, t. I, c. 786); environ 60 000 chevaux (*Chronicon Riminese, Chronicon Placentinum, Annales Mediolanenses, Sotomero*, dans Muratori, t. XV, c. 926, art. XVI c. 340, 775, 1133; *Chroniques de Savoie*, loc. cit.); 30 000 hommes (*Itinerarium de l'Anjou* dans Tartini, t. I, c. 962); 26 barons & milices, 2 000 arbalétriers, en tout, plus de 30 000 hommes (lettre de Bernabé à Louis de Gonzague, citée par F. Colliuccio et M. Russo, *Del compendio dell'istoria del regno di Napoli*, Venise, 1501, in-8° p. 17); environ 60 000 chevaux (*Chronicon Bergomense*, dans Muratori, t. XVI, c. 85); environ 35 000 chevaux (Matteo Palmieri, *De Temporibus*, dans Tartini, t. I, c. 27); environ 60 000 hommes (*Annales Friburgenses* dans Muratori, t. XIII, c. 192; Thierry de Namur, p. 35; Jean de Mennin, *Dialogus*, passage reproduit par Hincle, t. VI, p. 519); plus de 65 000 chevaux (*Chronicon Regiense* dans Muratori, t. XVIII, c. 34); environ 70 000 chevaux (*Chronica parva Ripollis. ibid.*, t. XVII, c. 1221); 11 000 chevaux au départ, 75 000 à l'arrivée (Gualinus Perona, p. 290); plus de 100 000 hommes (*Itinéraire et chroniques de Flandre*, publ. par Kervyn de Lettenhove, t. II, p. 354).

2. Lettre datée d'Almeida, « Quantis ipse erat de numero LX^m equites, et de pluribus speramus, cum modique, velut vulnus ad cadaver, affluunt et cotidie crescent » (Arch. de Marseille Reg. des délibérations).

publique s'emut de ce retard, et Louis d'Anjou éprouva plus tard le besoin de s'en justifier. Il avait, disait-il, employé ce temps à promulguer, pour le gouvernement de ses troupes, des ordonnances que ses capitaines avaient juré de faire observer. Il avait, de plus, poursuivi la conclusion d'alliances destinées à lui assurer un libre passage à travers l'Italie¹. Peut-être attendait-il aussi, pour fixer son itinéraire, le retour des ambassadeurs chargés de sonder encore une fois les dispositions des Florentins². En tous cas, le 18 juillet seulement, il pénétra dans les états de Jean-Galeac, son beau-frère, passa par Alexandrie et Turin, et, se maintenant toujours sur la rive droite du Pô, vint camper, à la hauteur de Pavie, sur le territoire de Brona.

Dans ce campement et plus tard en d'autres localités, il reçut, à maintes reprises, à vue des seigneurs de Milan. Vives armées, chevaux, hommes de toutes sortes lui furent prodigués par les deux Visconti. « Ils m'ont fait, écrivait-il, un accueil plus favorable que mes feux sujets de mon duché d'Anjou³. » Alors fut conclu le traité du mariage projeté entre Louis II d'Anjou et la jeune Lucie. Bernabé paya sans plus tarder une partie de la dot, qui montait, au dire d'un chroniqueur, à 200 000 florins.

1. Même lettre de Louis d'Anjou aux Bénédictins : « Egregie ac et honorabiliter amici carissimi, commendabilem vestra fidelitatis constantiam, in nostri servicii peritis memorabiliter adducendo universalem vestram singulis curis nostris et felici impensi nostre voluntas non latere scitote igitur, dilectionis, quod quatinus nonnulli, secretis non in nostre ignorantia fuerint, vix accipimus, super more nostro dictum in Turin obloqui huc ferimus, cum necessario opportunitate circa nostrum transitum per confederationes et alios vos opportunos et utiles providere facimus insuper certas ordinationes, ad regimen exercitus nostri incumbentes, ad futura promptius evitatur pericula, publicari pariter et juri... »

2. *Diario d'Arrivato Fiorentino* (à la date du 18 juin), p. 412, Bar Naddo, p. 159. Cf. les documents cités par Aless. Ghisardi dans la Préface du *Diario*, p. 374.

3. Suite de la lettre adressée le 18 août 1382 à la ville de Macerata : « Deinde continuatis dictis nostris transiit per civitates Alexandria et Turin, apud eas et obloqui fatuus super ripponi Padu, prope civitatem Papia per octo milia par ubi, et secunda ubi, dominus Bernabes, consanguineus, et comes Virtutum, fratres [scilicet, fratres] nostri peramandi, non valuerunt multiplicatas vi ibi viatorum incredibiles et bonum pax eo fieri solitas honores tam liberaliter quam jure impendenda, virtutibus quorumque quatinus eorum territoria permouimus et in ipsorum exercitu, equos, curruibus et loricis exhibito largitus nobis ministrando nosque favorabiliter quam fideles milites nostri ducimus Andegavia continue pertrahendo, apud nobis prebuitis pulcherrimam super imprimis nostris, et alio facientes et aliam offerentes que longa essent scriptura commendanda... »

soit une somme de 40 000 florins destinée à l'entretien de 500 lances, et au lieu de fournir, six mois durant, 2,000 lances, comme il l'avait d'abord promis, il s'engagea probablement, ce qui valait mieux encore, à renouveler chaque année ce paiement de 40,000 florins jusqu'à l'achèvement de la guerre¹. La campagne ne pouvait guère s'ouvrir sous de plus favorables auspices.

Le duc d'Anjou poursuivit sa route à travers le Placentin et le Parmesan, sans sortir des terres soumises aux Visconti. L'Italie continuait de se montrer hospitalière. Les commerçants avaient reçu l'ordre de garnir leurs boutiques des marchandises dont les gens d'armes pouvaient avoir besoin. La ville de Parme fournissait jusqu'à trente charretées de pain et jusqu'à trente tonnes de vin par jour, sans compter huit autres charretées de pain, huit barriques de vin blanc, douze veaux, cinquante paires de gros chapons, cent poulets et cinquante paons offerts, chaque jour, par Bernabò pour la table particulière du duc et de ses barons.

Malgré cette abondance, l'armée continua de s'écouler d'un mouvement lent, mais régulier, dans la direction du sud-est. Le 30 juillet, elle campe à Soragna, le 31 sur les rives du Taro, le 2 août, elle longe extérieurement la ville de Parme, dont le duc refuse d'accepter les clefs, que lui présente un des fils de Bernabò, accompagné du podestat. Le 4 août, elle traverse Reggio, et parvient dès le lendemain, à Panzano, sur le territoire de Bologne².

En entrant dans les États de l'Église, Louis d'Anjou put observer chez les habitants des dispositions moins favorables. Le premier soin des Bolognais, à son approche, avait été de recréner les fossés de leur ville, afin de la mettre en état de défense. Ils se rassurèrent cependant, offrirent des présents au duc et lui fournirent des vivres. Bien leurs prit. Louis se berna, le 8 août, à faire défilér son armée sous les murs de Bologne, en gagnant le

1. *Orto*, t. I, p. 207, 208, 228, *Corio, Storia di Milano*, t. II, p. 296, 297, G. Gualini *Memorie spettanti alla storia... di Milano*, t. V, p. 632. *RuB*, t. I, p. 215, *Cronaca Riminese*, c. 934 *Annalis Mediolanenses*, loci cit. *Trassari*, t. IX, p. 163. Ser Naddo, p. 149, etc. Cf. G. Romano, *op. cit.*, p. 390.

2. *Annalis Mediolanenses*, c. 775. P. de Gaxta *Chronica Regiense*, c. 84. *Chronica Bergomense*, c. 102. Mathieu de Griffon, c. 193 *Cronaca di Bologna* Muratori, t. XVIII, c. 524.

campement de Russo, sur la rive gauche de l'Idice¹. Le 10 août, il se trouvait près de la ville d'Imola².

Deux mois après son départ, le duc n'avait encore franchi que la moitié de la distance qui sépare Avignon de Naples. Mais sa promenade militaire s'était accomplie sans encombre, et avec un ordre qui causait l'étonnement des habitants les moins prévenus en sa faveur. Le fait est qu'une armée de plus de 60 000 hommes n'exerçait ni violence ni rapines, et payant tout ce qu'elle prenait à beaux deniers comptants, offrait en Italie un spectacle rare. Reconnaissons au duc d'Anjou au moins une qualité précieuse : il savait imposer à ses soldats la discipline. Le séjour de son armée était interdit, sous peine de la hart, aux soldats d'aventure qui ne figuraient pas sur les cadres. Partout où Louis établissait son camp, une paire de « fourches » se dressait comme un avertissement sinistre à l'adresse des pillards³. « Et avait en son ost deux mareschaux, l'un de langhe franchoise et l'autre de langhe d'Italie, lequel faisoient justice des malfauteurs sans espargner⁴. » C'est ainsi qu'un auteur bolonais, fort peu suspect d'amitié pour la France, a pu laisser échapper un aveu utile à recueillir : les troupes de Louis d'Anjou ne causèrent pas, dit-il, le plus petit dommage à un seul des habitants du territoire⁵. Le duc se flattait sans doute de conquérir par là les sympathies italiennes ; peut-être ne fut-il pas loin d'y parvenir. Il y a plus d'or, disait-on, dans cette seule armée que dans toute la ville de Milan⁶. « Et c'est « une raison, ajoutait Bernaldo, pour que les Italiens aient grand « intérêt à assurer la bienveillance du prince. Ses gens se com- « portent avec une telle humanité qu'on dirait des compatriotes⁷. »

1. *Cronaca di Bologna*, c. 322, Mathieu de' Griffoni, c. 193; *Cronaca Anonima*, c. 924.

2. La lettre écrite, ce jour même aux Marseillais, porte la date suivante : « Datum in castris nostris hieci supra campos die X^o augusti M^o CCC^o LXXX^o secundo, prope locum de Imola. » C'est la lettre que cite Ruffi (*Histoire de Marseille*, t. I, p. 215).

3. *Lettere d'Antonio Fiorentino*, p. 444.

4. Kervyn de Lettenhove, *Itinéraire et croniques de Flandre* t. II, p. 354.

5. Mathieu de' Griffoni, c. 193. Cf. *Religione de Saint-Denis*, t. I, p. 391 Frobenius, t. IX, p. 407.

6. Pierre de Gonsault, *Chronicon Regium*, c. 40.

7. Lettre du 4 août, adressée à Louis de Gonsague (*Œuvres*, t. I, p. 220). — Par contre : les *Annales de Milan* (c. 774) se font l'écho d'un bruit qui accusait Louis d'Anjou d'avoir empoisonné son frère Charles V, Pierre de Gonsault lui-même lui prêtait l'intention de se faire couronner empereur.

Ce demi-succès pourtant n'avait pu être acheté qu'au prix de grandes dépenses. On frémit à la pensée des sommes d'argent qui avaient dû être déjà englouties, tant en achats de vivres qu'en payements d'hommes d'armes, avant que le duc eût seulement aperçu le visage d'un ennemi.

A cette date, Louis d'Anjou se montre plein de confiance et satisfait de l'esprit qui règne parmi ses troupes. « Nous gens d'armes, tant il le 10 août, ont un tel désir de presser leur marche en avant pour acquiescir plus vite de l'honneur, que toute fatigue pour eux est un plaisir. » Aucun ne songe à regagner ses foyers. Pour nous nous ne reculerons ni devant les fatigues, ni devant les dangers, ni devant les dépenses, et nous comptons ne pas prendre un seul jour de repos, ne pas coucher ailleurs que sous la tente, jusqu'à ce qu'avec l'aide de Dieu nous soyons parvenu à Naples¹. »

Louis, cependant, ne pouvait se flatter d'accomplir la seconde partie de son voyage aussi aisément que la première. La route de la Toscane lui était décidément fermée. Lui-même, en sollicitant une dernière fois le concours des Florentins, avait promis de passer par un autre chemin. Une ligue défensive venait, en effet, d'être conclue entre les républiques italiennes; il eût risqué de se heurter à une troupe de 6 000 chevaux que les allies avaient le dessein de mettre sur pied en cas de besoin²; bien faible obstacle assurément pour une armée telle que la sienne, mais qui eût encore retardé sa marche, et qu'il préférait tourner. Restait la route longeant le littoral de la mer Adriatique. Mais Alberige

1. « ...Ceterum per marchionem Ferrarie, Bononienses et alias de itinere facti factum. illud idem, quoniam jam inveniunt varidius infirmum quod gentes nostras nomine dampnum intulerunt, sed quibus violentis recipiunt gratias persolvunt, ac multum produnt et hanc se habent. Adhuc, pro honore duntaxat acquiritur, ad meliorandum grossos tuos avidis affectibus sunt intenti quod labor est eis disculminum, et ad propria reddere non curant. Non etiam nullis percentes inbaribus, percunt et capendo, non intendunt solum de quiescere, nec dormiri aliquam tentorium nostrum supra campis habitare, donec ad civitatem Neapolitan, ducet Despotum pervenire. » — Louis d'Anjou termine sa lettre en demandant aux Marseillais le concours de leurs vœux et de leurs prières. Effectivement, le 29 août le conseil de Marseille décida d'inviter l'évêque à prescrire des prières dans le diocèse pour le succès des armes du duc de Calabre (Arch. de Marseille, *Reg. des délibérations*).

2. *Historia Anonima Fiorentina*, p. 443, 444, Ser Naddo, p. 60, Bernardo Murugone *Chronica di Pisa* (Tartini, t. I, 386, 387).

de Barbiano, le célèbre concothiere, s'était jeté dans Forli avec une troupe de trois cents chevaux : les hostilités commencèrent.

Cet inconvénient, dont je ne voudrais pas exagérer l'importance, eût pu sans doute être évité, si Louis d'Anjou eût consenti à ratifier les conventions que le comte Vert avait passées, dit-on, dès l'origine, avec la compagnie de Saint-Georges. Un chevalier savoyard Boniface de Chalant, s'était rendu dans les provinces du centre de l'Italie et y avait enrôlé sous la bannière de Louis d'Anjou tout ce qu'il avait trouvé de routiers disponibles : c'étaient autant de soldats enlevés à Durnzzo. Quand le duc reçut communication de ces traités, probablement fort onéreux (c'était avant son départ d'Avignon¹, et non à Parme, comme le prétendent les *Chroniques de Savoie*², il déclara que son armée comptait déjà bien assez d'hommes. En cela, il ne se trompait pas. « Plaise à Dieu, aurait alors observé le comte Vert, que le conseil ne tourne pour le meilleur ! car j'ay double que celles gens nous fassent encore assez de maux. » Le fait est qu'Abergo s'était aussitôt engagé au service de Charles III. Pour le moment, il occupait, outre Forli, Bertinoro. Des gens de cette dernière garnison paraissent même avoir capturé, au passage, puis relâché un des seigneurs de l'armée angevine³. Le duc, de son côté, et le comte de Savoie s'en allèrent brûler, aux environs de Forli, les villages de Bagnolo, de Ronco et de Carpeno. Ils se fussent volontiers emparés de la ville : mais le temps leur manquait, soit pour en faire le siège soit pour mettre à profit les intelligences qu'ils avaient dans la place. La région qu'ils découvrirent en avançant au sud n'étant pas plus hospitalière, ils rétrogradèrent jusqu'à Villa Franca, village situé au nord-ouest de Forli, sur la rive droite du Candiano⁴.

1. *Journal de Jean le Ferre*, t. I, p. 33. — La *Chronographia regum Francorum* contient une allusion assez maladroite à cette circonstance (Kervyn de Lettenhove, *Notes et croniques de Flandre*, t. II, p. 555).

2. *Monumenta historiae patriae Scripturae*, t. I c. 360.

3. « Il sire della Monzolia, » peut-être Louis de Montzore (*Cronica di Bologna*, c. 324) Cf. P. de Gozola *Chronica Regense*, c. 85. — Ser Naddo (p. 60) parle d'une somme de 2 000 francs que le duc aurait dépensée, dans la Romagne, en rançons de prisonniers.

4. *Annales Forliveses*, n. 102.

La, du moins l'armée se trouvait en communication avec un prince animé d'intentions bienveillantes. Guy de Polenta, seigneur de Ravenne — triste figure de tyran débauché — avait, aux yeux de Louis d'Anjou, un rare mérite : il reconnaissait le pape d'Avignon¹; c'est même sans doute ce qui explique l'existence d'un archevêque clémentin de Ravenne² et d'un évêque clémentin de Comacchio³. Louis, s'étant écarté du gros de son armée, rendit visite à ce défenseur de la cause avignonnaise, qui, de son côté, s'empressa de fournir les vivres nécessaires, arbora gracieusement la bannière fleurdelisée et decida qu'un de ses fils ferait avec le duc la campagne de Sicile⁴.

L'armée rav taillée reprit sa marche en avant.

Ce fut peut-être la partie la plus pénible du voyage. Vainement Clément VII avait cherché à nouer, en 1381, des relations avec le recteur de la province de Romagne⁵. Galeotto Malatesta, seigneur de Rimini, refusait les vivres et tenait les portes de ses villes impitoyablement fermées. On evita Cesene, dont les murailles venaient d'être reconstruites en prévision de la venue des Français, et l'on alla, le 18 août, camper non loin de la côte, à Bell' Aria. Bien entendu, tout ce qui se trouvait hors de la forteresse fut saisi ou brûlé. Le lendemain, nouvelle escarmouche, enlèvement du poste de la *Tomba di Giovanni di Pietro Mengardone*, incendie des maisons environnantes; on campa, le soir, sur les rives de la Marecchia. Une affaire plus chaude encore eut lieu, le 20 août, à la traversée de la Conca, en face de San Giovanni in Marignano : toute l'armée, dit-on, faillit s'y perdre.

1. *Annales Parolienses*, *ibid.* Cf. G.-G. Tonduzzi, *Historie di Faenza* (Faenza, 1875, in-fol.) p. 443. — C'est ainsi que Clément VI s'était empressé, l'année précédente, de notifier au seigneur de Ravenne l'adhésion du roi de Castille (Arch. du Vatican, *Intrusus et exilus*, n° 354, fol. 101-102).

2. Un nommé L., dont le rôle fut présenté à Clément VII et revêtu du « fiat » pontifical sous la date de 1379-1380 (Arch. du Vatican, *Liber supplicationum Clementis VII entis*, année II, pages 111-112).

3. J'ai trouvé une bulle de Clément VII, du 9 juillet 1382, autorisant Blaise, élu de Comacchio, à se faire consacrer par un évêque de son choix (Arch. du Vatican, *Reg. Aeneas*, *XXVI Clementis VII*, fol. 287 v°). Ce Blaise n'est que mentionné par Ughe li (*Italia sacra*, t. II, n. 405).

4. *Chronicon Estense*, t. 608. *Crónicas Remenses*, n. 1024.

5. Clément VII lui avait envoyé, au mois d'août 1381, Manfred de Faenza (Arch. du Vatican, *Intrusus et exilus*, n° 354, fol. 124 r., à la date du 27 août 1381).

Cependant un vétéran de la compagnie de Saint-Georges qui avait guerroyé durant près d'un demi-siècle, assista, vers ce moment, au défilé des « angevins » sous les murs de Rimini ; il avouait que c'était la plus belle et la plus forte troupe qu'il se souvint d'avoir vue. La multitude des hommes d'armes était telle que les chemins ne pouvaient la contenir ; elle se répanda à travers champs et dans les vignes, ce qui ne laissait pas que de ralentir sa marche. Une autre cause de fatigue devait être la sécheresse dévorante qui sévit, durant l'été de 1382, dans les provinces de l'Italie centrale. L'armée ne prit quelque repos qu'après avoir atteint les rives de l'Esano, sur le territoire d'Ancône¹.

Elle y retrouvait un point d'appui. La citadelle d'Ancône était demeurée aux mains d'un chateain espagnol, Fernand Sanchez de Moysa qui, jusqu'alors avait gardé les apparences de la neutralité. Mais les relations plus ou moins secrètes qu'il entretenait avec Avignon ont laissé des traces dans les archives : c'est un rôle de suppliques adressé à Clément² ; c'est un paiement de 2 050 florins ordonné au profit de Fernand Sanchez par ce pontife (31 janvier 1381)³, c'est une bulle confirmant au même damoiseau la possession de la châtellenie d'Ancône (20 juin 1382)⁴. A l'arrivée de Louis d'Anjou, Fernand Sanchez leva le masque. Il commença par introduire les Français dans la citadelle, puis, en ayant confié le commandement à un autre chateain, se mit en devoir de prendre part à l'expédition contre Naples. Du coup, les riches marchands et prud'hommes d'Ancône se crurent perdus : embarquant à la hâte femmes, enfants, trésors, ils cherchèrent un refuge sur mer, dans leurs vaisseaux. Aucune assurance ne put les amener à regagner la terre. Louis dut se con-

1. *Cronaca Riminese*, loc. cit. J. Thémér, t. II, p. 601. — L'auteur des *Chroniques de Saraje* dont il faut renoncer à compter les inexactitudes, prétend (c. 261) que la dard'Anjou et le comte Vert « furent reçus par mesure Galkot tres grandement, qu'il leur fit grand baroque. »

2. Durant la seconde année du pontificat de ce pape, « il faut en croire la date du r. fiat » apposé au bas du rôle (Arch. de Valence, *Liber supplicacionum Clementis VII antip.*, ans II pars IV, fol. 176 v°).

3. *Introductions et extraits*, n° 354, fol. 71 r°.

4. *Reg. Arceus*, *XXVI Clementis VII*, fol. 256 v°.

tenter de la promesse d'un subside de 18 000 florins, dont il ne toucha que le tiers. Il trouva, par bonheur, un accueil moins farouche chez un seigneur de la contrée, Rodolfo de Camerino¹, auquel il emprunta 12 000 autres florins. Quand il se fut éloigné, les habitants d'Ancône ne s'aviserent-ils pas d'appeler à leur aide leurs voisins de Fermo, et de mettre le siège devant leur citadelle ! Au bout de trois mois, le nouveau châtelain fut forcé de capituler². Ainsi le passage de Louis d'Anjou dans la Marche d'Ancône avait eu pour résultat la perte d'une des rares forteresses demeurées dans le pays aux mains d'un clémentin³.

Sil'armée, à plusieurs reprises, avait eu déjà quelque peine à se ravitailler, cette difficulté devait augmenter à mesure qu'on se rapprochait de l'ennemi. C'est là, sans doute, ce qui décida le duc d'Anjou à diviser, comme le rapporte une chronique, son armée en trois corps. Le premier serait demeuré, pour le moment, dans la Marche d'Ancône⁴. Le second, continuant de suivre le littoral de la mer Adriatique, aurait gagné la partie nord du royaume de Sicile. Quant au troisième, commandé par le duc en personne, il aurait franchi la chaîne des Apennins et fait mine de se diriger, par Norcia, sur Rome⁵. A Leonessa, vingt-cinq lieues à peine le séparaient du Vatican.

C'était le moment depuis longtemps attendu à la cour d'Avignon. Pour ces prélats « citramontana », jadis indignement traités par la populace de Rome, l'heure de la revanche allait

1. Ce seigneur correspondit même avec Clément VII : 5 liri « furent donnés par le pape d'Avignon, le 6 juin 1383, à un messager de Rodolfo (*Introdus et exiit*, n° 356, fol. 157 v°).

2. *Cronaca Riminese*, *loco cit.*, Antonio di Niccolò, *Cronaca Fermana* (Gualano di Muncu, *Cronache della città di Fermo*, Florence, 1870, in-fol.), p. 10 et sq., et 123. *Diario d'anonimo Fiorentino*, p. 140, *Cronaca Senese*, n° 270. Cf. Rinaldi, t. VII, p. 432.

3. Je ne dis point : la seule Pap bulle du 10 avril 1382. Clément VII avait nommé « Eusebium Ortium Laideron de Salvertem » du diocèse de Pampeluna, « clericum generalem monstrarum stipendiatorum equestrumque et pedestrum ac ut cunctis honorum et officialium rectorum et aliorum fortaliciorum in provincia Marche Anconitane. » (Arch. du Vatican, Reg. 304, fol. 28 v°).

4. C'est ainsi qu'un parti « sageru » de 300 cavaliers commandé par Emile de Corbano surprit, le 4 février 1383 le château de don Angello in Pontano, non loin de Fermo. Il ne put, il est vrai, s'y maintenir (Antonio di Niccolò, *loco cit.*).

5. *Cronaca Senese*, *loco cit.*; A. Figho, *istoria Padovana* (Muratori, t. XVII, c. 660).

sonner. Cet « intrus » élu et intronisé à la faveur de l'émeute, les lances françaises allaient enfin le forcer à déguerpir ! Effectivement, Urbain VI se trouvait, à Rome, à peu près sans défense. Il négociait depuis plus d'un mois avec les Florentins pour obtenir d'eux l'envoi de leur capitaine Hawkwood ; mais le marché n'était pas tout à fait conclu, et, quoi qu'en dise Froissart¹, sept ou huit semaines devaient s'écouler encore avant que le fameux condottiere et ses 2 200 chevaux s'acheminassent vers Rome (22 octobre²). Froissart prétend que les Romains avaient fait, à l'approche de Louis d'Anjou, quelques préparatifs de défense ; un autre auteur, avec autant de vraisemblance, affirme que leur intention était de livrer au prince, le cas échéant, Urbain VI et tout le sacré collège³. Quant au pape lui-même, « point ne s'effrooit de la venue du duc d'Anjou, s'il faut en croire Froissart, et quant on ly remonstroit que li dus d'Anjou venoit celle part, le comte de Savoie en sa compagnie et le conte de Geneve, et que il avoit bien 11 milles lances de bonnes gens d'armes, et ne savoit on encores la verité se il venroit de fait à Rome pour ly oster son siege. . . il respondoit en disant : *Crux Christi, protege nos!* c'estoit tous li effrois que il en avoit, » Urbain VI ne laissait pas de faire prêcher la croisade contre l'envahisseur : une bulle du 23 août accorda une indulgence plénière à quiconque, après s'être dévotement confessé, viendrait à Rome s'engager pour quatre mois au moins au service du pape⁴.

1. Éd. Kervyn de Lettenhove, t. IX, p. 400.

2. *Diario d'anonimo Fiorentino* (note d'Alex. Gherardi), p. 443. P. Durrien, *La prise d'Arezzo par Enguerrand VII sire de Coucy, en 1384* (*Bibliothèque de l'École des Chartes*, t. XLI, 1880), p. 167. Temple Loder et Marcotti, *Giovanni Acuto*, p. 140. *Cronaca Senese*, c. 276. *Giornali Napoletani*, c. 1047.

3. *Vita prima Clementis VII* (Baluze, t. I, c. 503).

4. Arch. du Vatican, *Reg.* 410, fol. 268 r^o, et Rinaldi, t. VII, p. 449. — Déjà des bulles du 3 juin 1342 avaient ordonné la prédication d'une croisade contre « l'antipape » et ses partisans (H. Simonsfeld, *Analekten zur Papst- und Konziliengeschichte im 14. und 15. Jahrhundert*, dans les *Mémoires de l'Académie de Munich* 1891, p. 37). Le 20 septembre, une autre bulle renouvela les condamnations portées contre Robert de Genève, Jean de la Grange, les cardinaux de Marmoutier et de Saint-Eustache, le duc d'Anjou, les comtes de Savoie et de Genevois et Foulques d'Agout, seigneur de Sault, et chargea l'archevêque de Reggio de publier ces condamnations, en même temps que de prêcher la croisade dans les provinces et diocèses de Reggio, de Cosimo, de Arezzo et de Santa Severina (*Reg.* 410, fol. 273 v^o, et Rinaldi, *loc. cit.*). Des missions analogues furent confiées à l'archevêque d'Amalfi, à l'évêque de Nole, à l'arche-

Au surplus, on sut bientôt à quoi s'en tenir. François de Vienno, Rinaldo Orsini, Bernardon de la Salle¹, d'autres encore qui n'avaient pas cessé de lutter en Italie pour le triomphe du parti clémentin, venaient de rallier le quartier général de Louis d'Anjou. Tous firent d'avis, dit-on, de courir au plus pressé, c'est-à-dire à la conquête du royaume de Sicile, sauf à revenir, une fois vainqueurs, régler les affaires de l'Église². Il est douteux que le comte Vert, quoi qu'en disent les *Chroniques de Savoie*, ait soutenu l'opinion contraire, en ces termes : « Sire, j'ay tout jour oyt » dire que on doit comencer les euvres de Dieu devant celles du » monde³. » En tous cas, Louis d'Anjou ne put pas à priori cet avertissement. Au grand scandale de la cour avignonnaise, qui longtemps lui en garda rancune⁴, il laissa Urbain VI en possession paisible de son siège, et, remettant le règlement de la question religieuse à une saison plus favorable, il pénétra dans l'Abruzzo par Città Reale, où il gagna, le 17 septembre, la ville d'Aquila. Enfin l'héritier de la reine Jeanne foulant le sol du royaume de Sicile.

vêques de Bénévent, à l'évêque de Tivoli (*Reg.* 310, fol. 267 v^o) et plus tard, le 13 novembre, à l'évêque de Faenza (*ibid.*, fol. 268 r^o), puis de nouveau le 6 décembre, à l'évêque de Tivoli Rinaldo, (*ibid.*, fol. 268 r^o). Il fut entendu que ces bulles seraient publiées dans les églises et les couvents, aux heures de grande affluence, les dimanches et jours de fête, et en italien, que des exemplaires en seraient placardés aux portes des églises, et que les religieux des ordres mendiants seraient contraints de participer à la prédication de la croisade (*ibid.*, p. 451). Le 15 novembre 1382, Urbain VI gourmanda sévèrement les archevêques de Naples et de Capoue, leurs suffragants et le clergé de Naples, qui faisaient difficulté de lui envoyer de l'argent (*ibid.*).

1. Au mois de mars et au mois de décembre 1381, Bernardon de la Salle portait le titre de capitaine des gens d'armes étant en Italie au service du pape. À cette dernière date, Clément VII lui fit payer, ainsi qu'à Guillelmot de la Salle, 4 000 florins (*Arch. du Vatican, Introitus et exitus*, n^o 354, fol. 63 r^o, n^o 355, fol. 52 r^o).

2. Ce qui fait dire à Froissart : « Car il dunt d'Ange ne voloit nulle guerre se mouvalent à Rome ne en Rommains, mais faire son royaume et son empire. » A. Fugère va plus loin encore. Louis d'Anjou ne se serait rendu en Italie que sur l'appel d'Urbain VI. Suivraient des explications, mêlées d'anachronismes étranges (*Italois Padouans*, t. 1, p. 460).

3. Au contraire, suivant une chronique anonyme (*Italois et croniques de Flandre*, t. II, p. 268), le comte de Savoie fut du nombre de ceux qui conseillèrent à Louis d'Anjou de courir d'abord au secours de la reine.

4. Cf. *Vita prima Clementis VII*, c. 103.

IV

La reine qu'il venait de livrer avait, depuis deux mois au moins, cessé de vivre. Il en doutait encore. Les nouvelles indirectes qu'il avait reçues de sa « mère » avant de franchir les Alpes avaient pu l'entretenir dans ses illusions. C'étaient celles, par exemple, que lui avait apportées, à la date du 1^{er} avril, l'archevêque de Bénévent Jean le Fèvre non sans raison, avait jugé alors la joie du prince excessive¹. Vers la fin du même mois, un avis venu de Florence lui avait fait supposer que Jeanne s'était échappée des mains de Durazzo². Plus tard encore, un familier du comte de Savoie, qui n'avait quitté que vers la fin-mai la région de Naples, avait prétendu que la reine, avertie de la prochaine venue de Louis d'Anjou, en éprouvait une incroyable consolation³. Rien de tout cela n'était exact. Dès le 28 mars, Jeanne, extraite du château de l'Oëuf, s'était vue conduite au château de Muro, dans l'intérieur des terres. Puis le silence s'était fait sur l'infortunée reine. Aujourd'hui encore, l'historien ne peut guère se prononcer ni sur la date exacte, ni sur le caractère de cette fin tragique. En écartant l'hypothèse d'une mort

1. *Journal de Jean le Fèvre*, t. I, p. 20.

2. « *Copia litterarum missarum domino Florentino per Mathiam de Ceramis. consanguineum suum*. Scripta Florentie die VI^a aprilis... Hunc vero per aliquos amicos meos scripta sunt mihi de regno nova que sequuntur. Noveritis quod, prout alias scripti verba domini facti missa per dominum Karolum de castro Ovi ad castrum Nucheri, quod dictus dominus Karolus dederat domino Joannette, et ibi ipsam fecit poni in bona custodia et, secundum quod mihi scribitur per amicum meum, licet non bene certificatus dominum cum dei adiutorio est aliter restitutum et in loco securo, cum habet castrum Nucheri in potestate sua ipsius ut referet (sic) dictus meus amicus, ipse fecit cum auxilio militibus hibernis. Quod verum sit et non quidam habet pro certo, et audio circa materiam » (*Arch. de Marseille, Reg. des délibérations*).

3. Lettre de Louis d'Anjou à « ville de Marseille, datée de Carpentras le 8 juin 1382 » « Vint quidam superveniens unus prefati nostri consanguinei familiaris, qui a fratre Arcemivici Domini proximo preterito citra a partibus regni Neapolitani discessit, et nulla jucunda nova nobis relulit, et etiam quod domina regina, mater nostra reverenda nostrum sollicitas adventum et auxilium, adeo quadrupli non posset existit consolata... » (*Ibid.*).

naurelle, que les Florentins ont vainement tenté d'accréditer¹, on arrive à supposer que Charles III résolut de châtier celle qu'on accusait d'avoir trempé dans le meurtre de son premier époux, ou mieux encore que, pour éviter un soulèvement général lors de l'arrivée du duc d'Anjou, il voulut à tout prix se débarrasser d'une prisonnière dont les malheurs avaient accru la popularité. A quel procédé pourtant recourut son esprit inventif? La laissa-t-il mourir de faim? Perit-elle étranglée, empoisonnée, pendue, égorgée, assassinée ou étouffée sous un matelas? Il n'est pas une de ces versions qui n'ait pour elle l'autorité de quelque chronique contemporaine². Pareille incertitude règne au sujet de la date de cette exécution, fixée au 12 mai par les uns, au 12 ou au 27 juillet par les autres³. Quoi qu'il en soit, Charles de Durazzo fit rapporter à Naples un cercueil qu'il donna comme contenant les restes de la reine, et qui demeura exposé durant sept jours dans le chœur de Santa Chiara, non pas au mois de mai, ainsi que le prétendent les *Giornali del duc di Monteleone*, mais deux mois plus tard. Le *Cronicon Siculum* fixe, en effet, au 31 juillet, 18^e heure du jour, le service solennel que Charles III fit célébrer à Santa Chiara pour le repos de l'âme de la reine, et cette indication précise concorde avec le renseignement que fournit, d'autre part, le *Diario d'anonimo Fiorentino* : la nouvelle de la mort et

1 M. E. Joery a publié nos trois courues lettres des Florentins annonçant au capitaine général de Pise la mort de la reine Jeanne arrivée, disent-ils, le 27 juillet, à la suite d'une maladie au cours de laquelle elle avait abjuré son erreur et reconnu la légitimité d'Urbain (*Bibliothèque de l'École des Chartes*, t. LV, 1894, p. 236).

2 *Cronicon Siculum*, p. 43, 46 (cf. les textes cités en note et les élargissements donnés par l'éditeur, M. G. de Blauin). Thierry de Niem, *De Scismate*, p. 48. — Je remarquerai que, dans un radicaletta inédit du 20 septembre 1384, Louis d'Anjou se range à l'hypothèse de l'étouffement (Arch. nat. P 1336⁷ rou 454¹, « suffocatum exitu crudeliter est perempta. » Un de ses partisans, qui adresse vers la même époque un long mémoire au pape d'Avignon, affirme que la reine Jeanne fut étouffée, après avoir subi la torture par la distension de ses membres. Archives de la Haute-Garonne. F 1, fol. 86 communiqué par M. A. Boudouin, archiviste du département). Cf. le *Reliquaire de Saint-Denis*, t. 1, p. 132, et une lettre de la reine Marie de Bretagne, citée par Ruffin (t. I, p. 236) qui donne quelques détails de plus.

3 MM. de Elia et Erler ne se prononcent ni l'un ni l'autre. *L'art de vérifier les dates* t. III, p. 330 et M. Huet-Lemaire *Illustrations*, p. 21 ont adopté, je ne sais pourquoi, la date du 22 mai. Est-il nécessaire de relever l'erreur de Michelet (*Histoire de France*, t. IV, p. 13), qui fait remonter la mort de Jeanne au 12 mai de l'année précédente?

des obliques de Jeanne ne se serait répandue que le 15 août à Florence. Il va sans dire qu'une mort aussi mystérieuse éveilla bien des soupçons, souleva bien des contradictions¹. Louis d'Anjou fut de ceux qui s'obstinèrent le plus longtemps à douter de l'évidence même; et quand, au bout de près d'un an, il se décida de nouveau à prendre dans ses actes le titre de roi de Sicile, il ne datera que du 30 août 1383 le commencement de son règne².

Retournons dans l'Abruzzo, où le comte de Montorso, maître depuis six mois de la ville d'Aquila³, avait tout fait pour préparer au duc une entrée triomphale. À l'approche de l'armée « angevine », les troupes envoyées par Charles de Durazzo ne replièrent prudemment. Louis d'Anjou, reçu avec tous les honneurs dus à un souverain, passa dans Aquila dix jours, pendant lesquels il arme des chevaliers, préside au sacre d'un nouvel évêque (21 septembre⁴), frappe monnaie et recueille de nombreuses promesses de services⁵. Puis il reprend sa marche vers le sud. Il débouche,

1 « E chi creda ch'era morta et chi no. » *Giornali del duc de Monteleone*, passage cité par G. de Blasis, *Cronaca Sicula* p. 56, note 2.)

2 Cette circonstance avait été consignée dans *L'art de vérifier les dates*, t. III, p. 429.

3 La prise d'Aquila remonte exactement au 26 mars 1382. Le jour même, le comte de Montorso notifie son triomphe à Louis d'Anjou, en lui racontant comment il avait fait massacrer tous ses adversaires, en lui proposant l'invitation d'agir de même à Città Reale, en l'invitant à hâter sa venue et lui promettant la victoire. Cette lettre, à laquelle était jointe une lettre des bourgeois d'Aquila fut communiquée par Louis d'Anjou le 23 avril aux gens de Marseille. Les Marseillais reçurent, en même temps, communication d'une lettre écrite de Florence, le 6 avril, par Mathieu Corsini à son parent le cardinal de Florence; elle convenait le passage suivant : « Item qualiter comes Montorsus equitibus Aquilam cum gentibus armatis quibus potuit, et intra vit civitatem clamando : Vivat rex et comes ! Postquam autem comes et sui gentes fuerunt intus in dicta civitate, ceperunt clamare una voce : Vivat comes ! et tunc occiderunt omnes illos qui non erant de una intentione cum comite, et certa ipsorum hospitium comburaverunt (sic) » (Arch. de Marseille, *Reg. des délibérations*.)

4 Berard de Teramo, nommé par bulle de Clément VII du 9 juin 1381 (Arch. du Vatican, *Reg. Avernae*, *XXIV Clementis VII*, fol. 63 v^o. Cf. Ughelli t. I, c. 300.)

5 Niccolò di Berghino, *Cronaca Aquilana* (Muratori, *An. equitales*, t. VI), c. 956, 957. A. di Moetto, *Historia Aquilana* (ibid.), c. 772. *Catalogus pontificum Aquilensium* (ibid.), c. 931, 934. *Cronaca Sicula*, p. 56, 57. *Vita prima Clementis VII*, c. 304. Bonamano, c. 1123. — Sur la part prise à ce premier succès du duc d'Anjou par le comte de Fondi, par Rinaldo Orsini, etc., v. la *Cronaca Sazena*, c. 274, *Manzoni Riccio Saggio di codice diplomatico formato sulle antiche scritture dell' Archivio di stato di Napoli* (Naples, 1878, in-4^o), t. II, p. 25, et M. Barone di Venanzo, *Notizie storiche*, p. 29. Suivant les *Giornali napoletani* (c. 304), le pape, c'est-à-dire l'entrée des Abruzzes, fut livré à Louis d'Anjou par Ramondaccio Caldoro, dont le frère, qui se trouvait aux mains de Durazzo, eut la tête tranchée.

le 6 octobre, sur les terres de l'abbaye du Mont-Cassin, et perd encore six jours dans la plaine de Sant'Elia Fiume Rapido; Jean Orsini, le capitaine de ce petit château, lui en offre les clefs et évite ainsi l'assaut. Il n'en est pas de même de San Vittore del Lazio, que le duc se voit forcé de prendre. Les habitants, leurs richesses et leurs femmes deviennent la proie des vainqueurs. Chemin faisant, on enlève le château de San Pietro in Fine, on traite avec la ville de Venafrò. Enfin, le 14 octobre, apparaît le bourg de Moddaloni¹. Le duc d'Anjou n'est plus qu'à six lieues et demie de Naples, déjà un courrier parti pour Avignon porte à Clément VII la nouvelle que le vengeur de la reine Jeanne a pénétré dans la capitale du royaume².

Le fait est que Louis d'Anjou semblait alors toucher au but de son entreprise. Culbutter les troupes ennemies, emporter Naples de haute lutte, assiéger l'usurpateur, avec le concours de la flotte dans le château de l'Œuf ou dans le Castel Nuovo, tout cela de prime abord semblait n'être qu'un jeu pour une armée dont la belle ordonnance, la discipline et la force numérique faisaient, depuis quatre mois, l'admiration de l'Italie. Un acte de vigueur terminant heureusement cette brillante chevauchée eût sans doute assuré la victoire et le trône au fils adoptif de Jeanne. Comment expliquer dès lors l'arrêt subit qui se produisit dans la marche de Louis? Pourquoi ses mouvements furent-ils soudain paralysés comme si tout l'effort de ses 60 ou 80 000 soldats était venu se briser contre un obstacle infranchissable?

Le fait a paru si étrange qu'un chroniqueur, pour l'expliquer, suppose une grande bataille perdue par Louis dans la banlieue de Naples³. Rien de semblable n'apparaît dans les recits plus

1. Angela de Tumulillio, *Notabilia temporum* (*Fontes per la storia d'Italia. pubbl. dall' Istituto storico italiano*, Rome 1890, in-4°), p. 8. *Giornali del duca di Monteleone* (passage cité par G. de Blauxis, *Cronicon Siculum*, p. 47, note 7). *Chronographum regum Francorum* (éd. R. Morenville), t. III, p. 64. *Chroniques de Savoie*, c. 362. — L'auteur de ces dernières chroniques n'a qu'une connaissance imparfaite de la géographie de l'Italie centrale : avant son départ, les princes alliés auraient passé « par le pas et destroit de Sorra » avant de parvenir à Città Nuova et de s'emparer d'Aquila. Au contraire, c'est après avoir séjourné à Aquila que l'armée doit contourner le lac Fucin et franchir les montagnes qui sont au nord de Sorra.

2. Le pape fit remettre, le 13 octobre 1382, 1 florin 20 sols au porteur de cette bonne nouvelle (Arch. du Vatican, *Introdito et exilus*, n° 354, fol. 93 r°).

3. *Annalis Mediolanenses* (Muratori, t. XVI), c. 776.

dignes de lui. Mais le duc d'Anjou, trompé sur les dispositions réelles du peuple, ne s'était-il pas figuré que sa seule approche allait déterminer une révolution dans Naples? Il ignorait à quel point son attachement au parti clementin le rendait suspect à une population foncièrement urbaniste. Déçu dans son attente, trouvant de plus la route de Naples barrée par des troupes fraîches, ne s'aperçut-il pas alors, trop tard, de la grande faute qu'il avait commise en divisant sa propre armée? Ne craignit-il pas d'engager une action décisive dans des conditions défavorables? Le souvenir d'Otton de Brunswick, vaincu et pris à cette même place par Charles de Durazzo, contribua peut-être à l'empêcher d'attaquer un ennemi qui avait, sinon l'avantage du nombre, du moins celui de la position, avant d'avoir tenté la concentration de ses propres colonnes et rallié les divers contingents que devaient lui fournir les barons napolitains. Bref, il crut devoir attendre une heure plus propice. Hélas! il ne comprit pas quel préjudice chaque jour de retard allait causer à son armée, et quel parti un adversaire habile saurait tirer de cette temporisation.

Charles III n'avait déjà que trop bien employé le long intervalle de temps qui s'était écoulé entre la première annonce de l'expédition française et l'arrivée de Louis dans le royaume. Ses coffres étaient garnis, ses troupes rassemblées, ses places ravitaillées, ses garnisons renforcées. Dans le plat pays au contraire qu'il abandonnait d'avance à l'invasion étrangère, il avait eu soin d'enlever le bétail et de détruire les approvisionnements. Louis, en conséquence, ne pouvait subsister que sur les terres de ses allies. Encore y vivait-il dans des conditions précaires, aucun d'eux n'ayant fait, en vue de son arrivée, de sérieux préparatifs¹.

La lenteur des mouvements de l'armée « angevine » avait eu pour autre résultat de rendre inutiles les diversions de la flotte

1. *Vita prima Clementis VII* c. 305. Cf. Matteo Camera, *Educabazione...* p. 300. — Bernardon de la Salle et François de Baux, fils de comte d'Avellana, se laissèrent prendre dans le château de Campagnano, près de Tellese, et furent conduits à Naples le 20 octobre (*Cronicon Siculum* p. 47). Les *Giornali del duca di Monteleone* mentionnent encore, à la date du 23 octobre, la capture de « messer Pierre uno de gran maestri de Francesi », qui réussit à s'échapper (*ibid.*, note 7). M. Matteo Camera (*Flacabazione...* p. 30*) suppose qu'il s'agit de Pierre de la Combe.

élémentine. Quand quatorze galères et deux galiotes provençales avinrent paru dans la baie de Naples, brûlé les embarcations du port de Castellamare et arboré la bannière « angevine » sur l'île de Caprée, le duc ne se trouvait encore qu'à la hauteur du Parmesan. Il n'avait pas dépassé la Romagne lorsqu'une nouvelle apparition de la flotte hispano-provençale vint surprendre les Napolitains. Quatre barques et une galère royale incendiées dans le port, un navire rempli de vivres emmené à Caprée, les habitants d'Ischia forcés de mettre bas les armes et de donner asile pendant un an à toutes les embarcations du parti élémentin, c'étaient là d'assez brillants succès¹. Mais combien le résultat eût eu plus d'importance si cette action navale eût été combinée avec l'attaque du royaume par terre! Si du moins Louis d'Anjou, une fois parvenu à la hauteur de Naples, eût occupé quelque point du littoral de la Méditerranée : les communications eussent pu s'établir entre son camp et ses navires, au grand avantage de l'armée de terre, dont le ravitaillement se fût opéré par la voie maritime. Au contraire, il se tint constamment loin des côtes, à Maddaloni² ou encore plus à l'est, au château d'Airola. Non seulement il s'abstint de toute offensive vigoureuse, mais il ne réussit pas même à isoler ses adversaires : les cavaliers de Jean Hawkwood, qu'Urban VI, rassuré sur son propre compte, s'était hâté de diriger vers la Terre de Labour, passèrent hardiment à la barbe de Louis et purent opérer, le 21 novembre, leur jonction avec l'armée de Charles de Durrazzo³.

Ce dernier tirait si grand profit de l'inaction dans laquelle il voyait son rival persister qu'il s'efforça de la prolonger par tous les moyens possibles. Un des artifices auxquels il recourut eut, sinon le mérite de la nouveauté, du moins l'avantage de réussir au delà de toute espérance. Les défis, les cartels étaient alors fort en honneur. Comme les héros d'Homère, les chevaliers du XIV^e siècle s'injuriaient avant de s'attaquer; mais ils le faisaient à dis-

1. *Cronicon Siculum* p. 46, 47.

2. Selon le *Cronicon Siculum* (p. 47), Louis vint, au château de Maddaloni, le 25 octobre, les hommages des comtes d'Alavilla, de Sant' Angelo, de Cerrito, de Caserta, etc.

3. *Ibid.*, p. 48. *Giornale del duca di Monteleone* (*ibid.* p. 47, note 7, et Muratori, t. XXI, c. 1047), la chronologie de ces dernières annales est toujours fautive.

lance et par la bouche de leurs hérauts d'armes. Bernabo le comte Vert, Charles de Durazzo n'avaient eu garde de négliger cette formalité¹. Il advint pourtant à Garillo Lazzucolo, le messager chargé de transmettre à Louis d'Anjou le don de Charles III, une fâcheuse aventure : le duc le fit porter probablement sur un bûcher. La vivacité des expressions employées dans le cartel n'est point ce qui excita la colère de Louis². Mais le *Chevalier Sauvage* (c'était le surnom du héraut) passait pour sorcier, on attribuait à ses pratiques la défaite qu'avait essuyée jadis Othon de Brunswick : on l'accusait de comploter par les mêmes artifices la mort de Louis d'Anjou³. Bref, il ne revint pas. Charles de Durazzo ne se laissa pas rebuter par le supplice infligé à son émissaire. Retournant à la charge, il proposa au duc de vider leur querelle en champ clos, dans un combat singulier (25 novembre⁴). L'offre fut acceptée : dès le lendemain, Louis d'Anjou parlait de remettre à dix chevaliers désignés de part et d'autre le règlement des conditions du duel, et il s'engageait imprudemment à se dévaster du « recouvrement de sa couronne » jusqu'à l'issue du

1. La *Chronographia regum Sicilicorum* nous a conservé le texte de la réponse de Durazzo au défi du comte Vert. On y lit ces paroles mémorables (t. III, p. 21) : « Nos magnificentissimis potentissimisque vestris alterumque de sortis vestris debet adiutorium luno mercedibus multitudine, quin ubi multitudine, ibi confusio debet assignare. Et sic dictus proverbio antiquorum : *A cane non magni sepi terretur aper*. » Ces derniers mots, comme le fait remarquer M. H. Moraville, sont une reproduction inexacte d'un vers d'Ovide.

2. Charles de Durazzo, ayant eu connaissance des démarches tentées par Louis auprès des Florentins, se plaignait hautement de ce qu'un prince de sa maison n'ait pas jugé plus convenable de s'expliquer loyalement avec lui : « Vous nous traitez de traître, ajoutait-il, nous vous répondons hardiment que vous mentez par votre gorge, et que nous sommes prêt à nous défendre. » Nous comptons bien le faire savoir à tous les souverains du monde » (*Discorsi del duca di Montefiore* passage cité par G. de Blasia, *Cronicon Siculum*, p. 46, note 3. *Chronicon Repense*, t. III, *Chronique des quatre premiers Valois*, p. 304, N. Barons di Vincenzo, *Notizie storiche...*, p. 17).

3. Thierry de Niem, *De Scismate*, p. 67. Cf. Papou, t. III, p. 216. On trouve dans Froissart (ed. Kervyn de Lettenhove, t. IX, p. 469-472) d'étranges divagations au sujet de ce prétendu sorcier. Le chroniqueur suppose que Jeanne et Othon de Brunswick ont été faits prisonniers dans le château de Joluf : au contraire, la première fut, comme on sait, prise dans le Castel Nuovo, le second sur un champ de bataille.

4. Il n'est plus permis aujourd'hui de douter, comme le fait Papou (t. III, p. 231), de l'authenticité de cette correspondance.

combat. C'était précisément ce que désirait son adversaire. Le 30 novembre, nouveau message de Charles de la Poix, simulant une grande hâte d'en venir aux mains, et reprochant à Louis d'Anjou de ne pas partager son ardeur. Celui-ci expédiait cependant, dès le 13 décembre, un sauf-conduit pour les dix chevaliers nommés par Durazzo, et, de son côté, il désignait dix chevaliers, parmi lesquels le comte de Savoie¹. Mais le ruse Charles III souleva de nouvelles difficultés; il eut l'art d'amuser le duc, pendant deux mois, par je ne sais quels simulacres de préparatifs. Quand enfin il se décida à délivrer un sauf-conduit aux trois commissaires « angevins, » Amédée VI, Jean de Bucil et Louis de Montjoie, pour qu'ils pussent, escortés de six cents cavaliers, sortir de Montesarchio, s'aboucher avec ses chambellans, traverser les lignes de ses troupes et s'en aller examiner l'emplacement proposé pour le duel, l'île de Capree², ou tel autre terrain qu'ils jugeraient convenable, on était parvenu à la date du 8 février 1383³. La patience de Louis commençait à se lasser, ou plutôt la lumière se faisait dans son esprit. Il finissait par s'apercevoir qu'il avait été joué. Deux mois avaient été perdus. Les provisions s'étaient peu à peu épuisées. Les hommes, campés pour la plupart en rase campagne ou dans des villages misérables, où ils étaient exposés au froid et à la pluie, mouraient « comme des chiens⁴. »

Ces diverses circonstances portèrent le duc à décliner, cette fois, les offres de son rival et à précipiter un mouvement de retraite qui s'était dessiné sans doute dès le mois de novembre. Louis avait commencé par évacuer Madaloni — trop heureux, au dire d'un chroniqueur, de rompre le cercle des troupes enne-

1 Lönig, *Codex Italix diplomaticus*, t. II, c. 1182-1181. César de Nostredame, p. 470-472.

2 Cette île soumise à Louis d'Anjou comme on l'a vu dès le mois d'août 1382, dut lui rester au moins en partie fidèle. Les habitants députèrent un messager à Clément VII vers la fin du mois de mai 1384 (Arch. du Vatican, *Intrantur et exitus*, n° 337, fol. 90 v°).

3 Minetti Riccio, *Saggio di codice diplomatico*, t. II, p. 28. M. Lomiera, *Fluoribreviarium*, p. 311.

4 *Vita prima Clementis VII* n. 503. *Giornale Napolitano* c. 1017, *Cronica di Pisa* (Muratori, t. XV), c. 1080, *Ser Naddo*, p. 61.

mies, grâce à l'aide de deux capitaines allemands¹ — et, s'engageant sans les dettes de la Valle Caudina, qui eussent pu devenir pour lui de nouvelles Fourches Caudines, il s'était établi devant Airola, tandis que le comte de Savoie campait plus en arrière, à Montesarchio². Les pourparlers entamés entre les deux rivaux en vue d'un combat singulier n'arrêterent point, parut-il, le mouvement offensif des troupes de Durazzo, le duc d'Anjou se vit forcé de s'y signer encore, serré de près par Hawkwood, qui lui fit de nombreux prisonniers³.

C'est en remontant ainsi dans la direction du nord qu'il passa par Cerreto Sannita : on l'y retrouve, au lendemain de Noël 26 décembre 1382, occupé, dans une des salles basses du château, à dicter son testament⁴. « Et se il avenoit, disait-il, que nous » prissions conquérir, *ce que Dieux veuille* le royaume de Sicille » et les autres terres qui y appartiennent, Lays, nostre amant » fils, sera roy et conte de Prouvence : » c'est en ces termes mélancoliques qu'il s'exprimait alors au sujet de la guerre. Et l'on ne sent pas moins de tristesse, sinon de découragement, dans le retour qu'il faisait sur les fautes de sa vie passée. À l'heure où, revendiquant les droits de la reine Jeanne, il

1. Le récit que fait Thierry de Nieu (p. 32-33) des exploits de Pierre de la Couronne et de Guillaume Filichinck est, d'ailleurs, plein d'invençables.

2. *Giornale Napoletano*, t. 1047, *Chroniques de Savoie*, t. 361. — Les lettres de Louis d'Anjou à Durazzo du 26 novembre, du 8 et du 13 décembre 1382 sont datées du château ou du camp d'Airola (C. de Nostredame, p. 471-472). Quant au comte Vert, son séjour à Montesarchio paraît s'être prolongé jusqu'en mois de février suivant (Mancini Riccio, *Saggio di codici diplomatici*, t. II, p. 28).

3. Temple Lander et Marcotti, *op. cit.*, p. 152.

4. Ce testament porte les indications chronologiques suivantes : 26 décembre 1382, sixième indiction, cinquième année du pontificat de Clément VII (Arch. nat., P. 1331⁷, n° 3). En langage moderne cela signifie le 26 décembre 1382. Suivant l'usage napolitain, Louis faisait dater du jour de Noël le commencement de l'année. C'est ce même testament qui, transmis par Arnoul Lacaille au cardinal de Mende, fut reçu à Chartres, le 22 avril 1383, par Jean le Fèvre, puis remis le 4 mai, à Marie de Bretagne, dans le château d'Angers (*Journal de Jean le Fèvre*, t. I, p. 49). Il a été parfois cité sous la date inexacte de Turin, le 26 décembre 1383 (A. Leroy de la Marche, *La rue René*, t. I, p. 22). C'est lui également qu'Honoré Bonche mentionne (*Études chronologiques de Provence*, t. II, p. 403) comme ayant été donné au château de Toleuse. « sans doute par ce que D. Godefroy (*Histoire de Charles VI*, p. 765), en en donnant une édition des plus fautive, en avait aussi transcrit la date : « Datum et actum in quodam parva camera inferiori castro secreti Toleuse, diocesis » (Lisez : « castri Cerreti, Toleuse diocesis »).

les proclamait saints et sacrés, c'était pour lui un souvenir particulièrement pénible que celui de l'agression dont il s'était rendu coupable envers sa future bienfaitrice; il éprouvait le besoin de réparer dans une certaine mesure les maux qu'avait causés, en 1368, sa campagne de Provence : il légua 50,000 francs aux églises ainsi qu'au pauvre peuple de la Camargue et des territoires d'Arles et de Tarascon.

Au surplus, la pensée de la mort lui était peut-être suggérée par quelque atteinte d'un mal terrible qui sévit en Italie en 1383, et qui fit parmi ses troupes de nombreuses victimes¹, la même sans doute qui allait lui enlever son plus illustre compagnon d'armes. Le comte Vert, laissant Montesarchio à la garde de Boniface de Chalaat, vint de rejoindre le duc d'Anjou, et tous deux continuèrent de tourner le dos à Naples pour s'enfoncer dans la région montagneuse de l'Abruzzi². Mais, parvenu au château de San Stefano di Sessano, le comte dut s'arrêter. Son état s'aggravant, il reçut les sacrements, dicta un testament (27 février) dans lequel aucune mention n'est faite d'Urbain ni de Clément (ce qui a pu contribuer à répandre le bruit qu'avant de mourir il avait imploré le pardon du pape de Rome), enfin, le 1^{er} mars, rendit le dernier soupir³. Nulle perte ne pouvait être plus fâcheuse dans les circonstances critiques où se trouvait le duc d'Anjou. Outre la disparition d'un chef de guerre justement renommé, Louis avait à regretter le départ des troupes du comte Vert, qui reprurent vraisemblablement le chemin de la Suvoia. D'une alliance qui paraissait devoir être si féconde, et dont il avait si peu tiré parti, il ne lui restait d'autre souvenir qu'une très lourde dette. Amedée VI, de son vivant, avait reçu de Louis d'Anjou 15,382 francs⁴, mais

1. *Le Petit Thalamus*, p. 496.

2. Ils passèrent par Campobasso (*Chroniques de Savoie*, t. 363). — Auparavant, si l'on s'en fit aux *Guerra Napoli* il faudrait placer un séjour de Louis d'Anjou à Ariano. Il y aurait opéré la dislocation de son armée, et envoyé notamment une forte troupe à Caserte. De cette façon, la retraite progressive de Louis d'Anjou vers le nord aurait été interrompue par une forte pointe à l'est. La découverte de nouveaux actes émanés du duc permettrait seule de fixer cette partie étonnante de son itinéraire.

3. *Cronica Sicula*, p. 48. *Chronica Regense*, c. 89, 90. *Chronica Estense*, c. 408. Guichenon, *Prover*, p. 216. Walsingham *Historia Anglicana*, t. II, p. 87.

4. Par divers paiements effectués, du 15 mai au 1^{er} décembre 1382 à Chambery, à Avignon, à Turin, à Rovente et à Aquila. À la date du 24 novembre 1382 le duc

lui avait avancé 16,200 francs, d'une part, et 1 240 ducats, de l'autre¹. Restait, de plus, à payer l'arriéré de la solde des troupes savoyardes, en tout, dit-on, une somme de 133 000 francs, pour laquelle Louis dut passer aussitôt une obligation envers les héritiers du comte Vert (Campobasso, 3 mars 1383)².

En résumé, échec complet de l'attaque dirigée contre la ville de Naples ; affaiblissement progressif des troupes, mal campées dans la Terre de Labour ; retraite, épidémie et défection : ces premiers résultats n'avaient rien qui permit de conserver grand espoir quant à l'issue finale de la lutte.

Si attisté que fût alors Louis d'Anjou, ces revers ne semblent pas avoir abattu son courage. Il tint bon, s'obstinant à espérer des jours meilleurs. Son attente ne fut pas entièrement trompée.

V

Un mois après la mort du comte de Savoie, rejoint sans doute par les troupes que Charles de Durazzo avait lancées à sa poursuite, il dut livrer un combat meurtrier dans les gorges de Pietrascatella (3 avril)³. Les *Giornali* du duc de Monteleone lu.

d'Anjou devait au comte Vert une somme de 65 247 francs et en signait une reconnaissance avec hypothèque sur tous ses biens (Arch. de Turin, *Trattati diversi*, mazzo II, n° 6 : communication de M. Henri Lacaille. Cf. Bianchi, *op. cit.*, p. 44).

1. Arch. de Turin, *Trattati annessi*, mazzo VII, n° 1 et 2, *Materie militari* [*Levate di struppe straniere*], mazzo I, n° 3 : communication de M. Henri Lacaille. — Ces documents paraissent avoir été cités, d'une manière assez inexacte, par L. Scarsbelli (*Dichiarazione di documenti di storia Piemontese*, dans *Archivio storico italiano* t. XIX, 1897, p. 113).

2. *Chroniques de Savoie*, c. 304. Cf. Papou, t. III, p. 250. — Louis avait notamment engagé au comte Vert quatre joyaux de sa couronne pour une somme de 12,000 florins (*Journal de Jean le Frère*, p. 272).

3. Je préfère cette date, fournie par le *Cronicon Siculum* (p. 49) à celle du 26 août, que donnent les *Giornali del duca di Monteleone*. Il n'est pas vraisemblable que Louis d'Anjou se retrouve, au bout de six mois, à la même place car Pietrascatella est situé dans le voisinage de Campobasso, où le duc séjourna à la fin du mois de février et au commencement du mois de mars. Le récit des *Giornali* fourmille d'ailleurs d'in vraisemblances : que penser, par exemple, d'une retraite commencée dans l'Abruzzo et se terminant à Taranto ?

préient, dans cette circonstance, un rôle ridicule : il uorait, durant la bataille, échangé ses habits et ses armes avec l'allemand Pierre de la Couronne et enfourché, pour mieux saifair, le meilleur cheval de son armée¹. Tout au contraire, à la façon dont une autre chronique napolitaine, plus digne de foi, parle des pertes subies par l'une et l'autre armée et des prisonniers de marque tombés au pouvoir des Français, je serais tenté de croire que l'affaire se termina plutôt à l'avantage de Louis². C'est ce succès peut-être dont la nouvelle, démesurément grossie, parvint à Paris le 23 mai : le duc, disait-on, avait remporté trois victoires et tué 20.000 hommes à Durazzo. Charles VI ne manqua pas de se rendre à Notre-Dame pour remercier Dieu d'un triomphe dont la gloire rejaillissait sur lui³.

À quelque temps de là un avantage moins éclatant peut-être, mais aussi moins contesté, acheva de redonner confiance aux « angevins ». Durazzo, dans sa hâte de reprendre Aquila, véritable clef des Abruzzes, avait enjoint à Barthélemy de San Severino de s'en approcher avec une troupe d'environ mille chevaux. Il comptait profiter de l'absence du gouverneur, Rinaldo Orsini, que le duc d'Anjou avait chargé d'une mission lointaine. Mais Rinaldo, fort à propos, rentra nuitamment dans la ville, et, dès le lendemain matin, une sortie générale de la garnison renforcée, à laquelle s'étaient joints de bon cœur les habitants, amena la destruction presque complète de la troupe assiégeante : San Severino lui-même figurait au nombre des prisonniers⁴.

Tandis qu'au nord les « angevins » maintenaient ainsi leurs positions, au midi, Louis d'Anjou acquiescent, sans coup ferir, d'importants territoires⁵. C'est une étrange histoire que celle de

1. Ce récit, enjolivé par Angelo di Costanzo, a passé dans les ouvrages de Summonte (t. II, p. 452), de Papon (t. III, p. 245), d'Egty (t. II, p. 252), etc.

2. *Crusconi Siculani*, p. 49. — C'est à Pietracatella que, suivant cette chronique, fut pris Angelo Pignatello, dont les *Crusconi* font remonter la capture à l'année précédente. V. la sère réponse que prêtent à ce capitaine les mêmes *Crusconi*.

3. *Chronographia regum Francorum* (éd. H. Moreauville, t. III, p. 52).

4. Niccolò di Borbone, c. 357.

5. C'est pourtant à ce moment que Charles III dépeint ses adversaires comme réduits à toute extrémité, aux prises avec la peste et la famine, réduits, comme des mendians, de châteaux en châteaux (lettre du 8 septembre 1383 à la ville de Gbiel, publiée par M. Camer, *Stucubrations*, t. I, p. 319).

cette principauté de Tarente dont la reine Jeanne avait fait don à son quatrième mari, après l'avoir confisquée sur François de Baux, duc d'Andria. Louis d'Anjou, de son côté, l'avait promise, avant de partir, à son frère le duc de Berry. En somme, depuis qu'Othon de Brunswick s'était fait prendre et que le royaume obéissait à Charles de Durazzo, la principauté était retombée aux mains, non du duc d'Andria, mais de son fils Jacques de Baux. Or, celui-ci était bien loin de professer pour Charles III les mêmes sentiments que François, son père. Il ne se laissa ni attendre par le sort de sa femme que Durazzo retenait prisonnière dans Naples, ni effrayer par la menace d'un procès criminel, ni séduire par l'offre de l'île de Corfou¹. Au lieu de s'incliner devant le sceptre de Charles III, il finit par se jeter dans les bras de Louis d'Anjou. Par un testament en date du 15 juillet 1383, il institua, à l'exclusion de son père, le « roi Louis » héritier de ses titres et possessions. C'étaient, outre la principauté de Tarente, l'empire de Constantinople, le despotat de Romanie, la principauté d'Achaïe, ces derniers titres, il est vrai, n'ayant qu'une valeur purement honorifique². Il n'en était pas de même de celui de prince de Tarente. Comme la mort de Jacques de Baux suivit de près la déclaration de ses dernières volontés, le duc d'Anjou s'empresse de venir recueillir cette partie singulièrement précieuse de son nouvel héritage³.

Ce n'est pas à Foggia, en Pouille, ainsi qu'on le répète couramment⁴ mais bien plus près de Tarente à Tricarico en Basilicate, qu'il prit, le 30 août, définitivement le titre de roi de

1 L. Barthélemy, *Inventaire chronologique et analytique des chartes de la maison de Baux* (Marseille, 1882, in-8°), n° 1516, 1574, 1577-1579, 1584. Cf. Matteo Camera, *Elenco cronologico*, p. 313. — Un sauf-conduit du 11 septembre 1382 peut servir à prouver qu'Agnes de Durazzo n'était pas morte en prison dès le 15 juillet, comme le prétendent les *Chronici Neapolitani* (c. 1046) et comme le répètent MM. Camera (p. 316), Gr. Erlor (*Th. de Ryem de Scymate libri tres*, p. 50, note 1), etc.

2 R. Bissac de Santo-Maro, *Testament de Jacques de Tarente* (*Bibliothèque de l'École des Chartes*, t. XLV, 1884, p. 191-193). — On voit que Jacques de Baux ne mourut pas le 7 juillet 1383 ainsi qu'il le rapporte M. Matteo Camera (*Elenco cronologico*, p. 314, 316) d'après le témoignage du notaire Angelo Cossallo.

3 Kerryn de Lettenhove, *Idem et croniques de Flandre*, t. II, p. 359.

4. D'après Papon, t. III, p. 251.

Sicile et de Jérusalem¹. C'est à Tarente même qu'il dicta, le 26 septembre, un nouveau testament.

A première vue, il semble lire, avec quelques variantes, le testament de Correto; cependant le nouvel acte, beaucoup plus développé, dénote un état d'esprit tout différent. A la tristesse, à l'inquiétude a succédé le contentement. L'âme du prince, à présent, déborde de reconnaissance envers le souverain artisan de sa grandeur. Dieu, qui l'a, dit-il, progressivement élevé, du rang de comte à celui de duc, et du rang de duc à celui de roi. Il se complaît dans le souvenir des périls qu'il a dû affronter, des travaux auxquels il s'est soumis. Il parle de provinces miraculeusement subjuguées. Le mot de « triomphe » même lui échappe. Clément VII, la reine Jeanne, ses prédécesseurs sur le trône ses futurs successeurs, tous ceux qui l'ont aidé ou l'aidèrent dans sa conquête ont part à ses pieuses libéralités. Il lègue 16 000 florins de rente pour instituer quatre grands monastères de bénédictins, de chartreux, de dominicains et de celestins dans son royaume; il y joint la somme nécessaire pour fonder un hôpital à Naples, il rêve d'envoyer de jeunes napolitains, comme écoliers, dans un collège qu'il se propose d'établir à Paris. Sa confiance dans l'avenir est telle qu'il entrevoit le moment où, maître du royaume de Naples, il pourra s'élancer vers de nouvelles conquêtes. Tout naturellement il songe à cette seconde couronne que lui a léguée la reine Jeanne — il s'engage à tenter le voyage de Jérusalem et se propose d'y fonder aussi un hôpital,

1. Jean le Ferre (p. 49) se borne à dire « Y eurent nouvelles à Paris que, le xix^e jour d'aoust Mgr le duc de Calabre avoit pris la son et title de roy de Sicile et de Jérusalem, prenant plusieurs barons, comtes et ducs du royaume ». Un manuscrit bien informé, l'auteur du *Petit Thalamus*, ajoute que la scène se passait « en la los de Tricarit » (p. 408) ce qui doit s'entendre de Tricarico. L'act, en effet, retrouvé dans le registre *Lidit* de la chambre des comptes de Provence (Arch. des Bouches-du-Rhône B 11 fol. 84^r) des lettres de Louis I^{er} abandonnant toute « avènement et juridiction sur les châteaux d'Espinoses et de Saint-Jeanet (Hautes-Alpes) au chevalier Guillaume de Lencastre, qui l'avait fidèlement servi durant son expédition tant sur mer que sur terre, ces lettres portent comme inscription : « Ludovicus, Dei gratia rex Neapolitanorum et Siciliae, ducatus Apuliae, principatus Capuae, dux Andegavorum et Tarantiae, comitatus Provencae, Forcalqueriae, Cennomanniae et Pedemontanis totiusque » et elles sont ainsi datées : « Actum Tricarici die octavo mensis augusti, quinto indictionis, anno Domini M CCC LXXX tertio, »

s'il réussit, comme il ajoute naïvement, à s'en parer de son « autre royaume¹. »

Ces espérances étaient insensées. Toutefois il faut reconnaître que les possessions « angevines » commencent à couvrir un vaste territoire. Grâce au legs de Jacques de Baux, grâce aux postes que Louis avait disséminés de côté et d'autre, grâce surtout au concours d'Onorato Cartuta, comte de Fondi², de François della Ratta, comte de Caserte³, de Nicolas de Subran, comte d'Ariano, de Raymond de Baux des Ursins⁴, de Catherine Coraciolo, de Louis d'Engien, comte de Conversano, de Nicolas d'Enghien, comte de Lecce, de Nicolas Sanfrancendo, comte de Cerreto, de Wenceslas, de Hugues et de Thomas de San Severino, comtes de Tricarico⁵, de Potenza et de Montecaveoso, etc., la bannière de Louis flottait aussi bien en Calabre, en Basilicate et en Pouille que dans la Terre de Labour et dans l'Abruzzo. Un peu partout, des guerres d'escarmouches mettaient fréquemment aux prises les partisans de Louis d'Anjou et ceux de Charles de Durazzo⁶.

1. Arch. nat., J 1043^a, n° 5 et P 1334^b, n° 33. Lonig, *Codex Italiae diplomaticus*, t. II, c. 1191. Martène et Durand, *Thesaurus novus anecdotorum*, t. I, c. 1194-1212 (sous la date fautive du 30 septembre).

2. Par vengeance, Charles III avait fait crever les yeux à Balthazar de Brunswick, gendre du comte de Fondi (*Cronicon Sacalum*, p. 47, *Notiae storae*,...; *Giornali Napoletani*, c. 1045; Thierry de Niem, p. 44). Cf. N. Barone di Vincenzo, p. 194, L. Barthélemy, n° 1573.

3. Sur le rôle de Louis della Ratta, v. N. Barone di Vincenzo, p. 201.

4. L. Barthélemy n° 1580.

5. N. Barone di Vincenzo, p. 22, 124 et 125.

6. Pour dresser la liste des barons napolitains ralliés au parti de Louis d'Anjou, on peut s'aider encore du récit des *Giornali Napoletani* (c. 1046, 1047), du *Journal* de Jean le Fèvre, de divers documents publiés par N. Barone (p. 127 et sq., ou par L. Barthélemy (n° 1587), de la liste, que je donne plus loin, des seigneurs qui prêteront, le 15 septembre 1284, serment de fidélité à Louis et à ses héritiers, accompagnée d'une note communiquée, dès le 15 mai 1903, par Louis d'Anjou aux Marseillais. Elle a été citée avec inexactitude par Ruffin (t. I, p. 219), je crois devoir la reproduire ici : « *infrascripte civitates regni apulie reducte sunt ad fidelitatem domini solitam ad resistendum hostibus, videlicet* : In primis, civitas Aquile, cum comitatu; Item, civitas Terami; Item, civitas Adria [Andria]; Item, civitas Lanzani [Lanciano]; Item, civitas Gausti Aymonis [Vasto d'Ammona, au] Vasto; Item, civitas Montis Regalis [Monteoreale], Item, Civitas Regalis [Lith Reale], in provincia Aprutina — Item, in insula, Cragi [Caprée]. — Item, civitas Lucencie [Lucania], in Calabria. — Nomina comitatum... qui tenentur in fidelitate domini et non obediunt nisi hu,

Pour augmenter encore les chances de succès du premier, peu s'en fallut que la discorde n'éclatât dans le camp du second. Un grave dissentiment faillit armer l'un contre l'autre Urbain VI et Charles III.

La conduite de Durazzo n'avait pas répondu aux espérances du pape de Rome. Celui-ci se plaignait d'une inertie qui lassait le « clémentisme » à implanter dans le royaume de Sicile, et pour tout dire, il déplorait l'inexécution des promesses faites à son nouveau Buttillo. L'idée que sa présence donnerait quelque impulsion aux opérations de la guerre et hâterait la remise des terres inféodées à François Prignano, le décida à se transporter sur les lieux. Mais, ce projet n'ayant pas eu l'agrément de tous ses cardinaux, il partit en en laissant quelques-uns derrière lui. Chemin faisant, il intima aux retardataires l'ordre de le rejoindre ; puis, irrité de leur désobéissance, il entama contre eux des procédures dont le résultat fut surtout de mettre en relief sa précipitation furtive. C'est ainsi qu'à Bessa, il renouvela les citations qu'il leur avait déjà fait adresser et s'emporta jusqu'à priver du chopeau l'un d'entre eux, Barthélemy Mezzavacca, appelé le cardinal de Rieti (15 octobre 1383). Charles de la Pace, comme bien on pense, prit le parti des cardinaux. S'étant porté au devant du pape, il l'introduisit en la ville d'Aversa, avec les honneurs traditionnels, mais, à trois reprises, il insista pour obtenir l'annulation des procédures commencées (30 et 31 octobre) : Urbain le pria de ne point se mêler de ce qui ne le regardait pas. Alors Charles crut devoir recourir à la violence. Par son ordre, quatre officiers forcèrent, de nuit, la porte de l'évêché d'Aversa, où reposait Urbain ; ils obligèrent le pape à entendre lecture des requêtes du roi et, sur son refus d'y obtempérer, l'enlevèrent et le transportèrent dans le château d'Aversa. Ce lugubre séjour évoquait le souvenir de deux meurtres fameux¹ ; le pape put s'y livrer à

refecti : comes Pandorum, comes Tachisecoli, comes Montorii, comes Gacerta, comes S. Valentini, comes S. Angeli, comes Cereali, comes S. Agathe, comes Liri, comes Copersani, comes Tricarici, cum fratribus, Rostagnius de Gualerno (Rostagno Castellino) Amelius de Agate ; Raymondus Caudoro ; Antonius de Rillano, Hugolinus de Ursina, Jacobus de S. Beverino, dominus Raymondus de Nola, filius ducis Andrie. » (Arch. de Marseille. *Reg. des délibérations*.)

1. Celui d'André de Hongrie, premier mari de la reine Jeanne, et celui du feu duc Charles de Durazzo.

La France et le Grand Schisme.



d'amères réflexions sur l'ingratitude des princes. La conclusion qu'il en tira fut sans doute qu'il devait, par quelque concession, désarmer la colère royale. Au bout de trois jours, Charles de Durazzo, reprenant le rôle qui convenait à un roi feudataire, vint se prosterner aux pieds du souverain pontife (3 novembre, mais il ne fut plus question de poursuites contre les cardinaux.

L'entrée d'Urbain dans Naples se fit avec grande pompe. Sa résidence, qu'il dut fixer d'abord, bon gré, mal gré, dans le Castel Nuovo, fut, par la suite, transférée dans le palais archiepiscopal. Son neveu Rutillo obtint satisfaction. Bref, le nuage qui avait assombri un instant l'horizon se dissipa presque aussitôt, et, désormais réconciliés, le pape et le roi ne songèrent plus qu'à unir leurs efforts pour consommer la perte du parti élémentin¹.

C'est alors qu'Urbain VI, dans un consistoire public, déclara Louis d'Anjou hérétique et rebelle à l'église de Rome (13 mai 1384). Charles VI, ou plutôt « ce fils de perdition qui se donnait comme roi de France, » avait été cité à comparaître le même jour devant Urbain, en même temps que son frère, le comte de Valois, et ses trois oncles les ducs de Berry, de Bourgogne et de Bourbon. Deux cardinaux les appelerent à haute voix aux portes du palais des archevêques de Naples : est-il besoin d'ajouter qu'aucun d'eux ne répondit ? Urbain VI, constatant leur défaut, leur accorda, une dernière fois, un sauf-conduit pour venir, à la date du 17 février, se présenter devant lui, afin d'entendre prononcer en premier lieu, la condamnation du fou roi (Charles V et sa déchéance de tous droits sur le royaume de France, si tant est qu'il en eût, en second lieu, leurs propres condamnations et déchéances, comme schismatiques, hérétiques, apostat. Cette bulle fut affichée aux portes de la cathédrale et du palais archiepiscopal². Les églises retentirent de sermons bel i-

1. *Cronicon Siculum*, p. 41, 43, 50 et sq. *Chronici Neapolitani*, c. 144 et sq. *Chronicon Regium*, c. 91. Thierry de Niem, p. 35, 56, 68 et sq., et les notes de l'éditeur G. Eriæ. Gubelinus Persoon, p. 290.

2. Bibl. nat., ms. Moreau 702, fol. 175-196 (copie d'une expédition sur parchemin insérée dans le ms. Cotton. *Elrop.* E 11, fol. 172) — A ce propos, un personnage de la cour d'Avignon écrivait en 1396, « Remio si est verum, sed audivi quod Bartholomeus privavit regno, etc., regem francie » (E. Ehrle *Neue Materialien zur Geschichte Peters von Luna*, dans *Archiv für Literatur- und Kirchengeschichte des Mittelalters*, t. VI, 1892, p. 189). Cf. *Cronicon Siculum*, p. 53.

queux¹; la bannière de Durazzo reçut la bénédiction du pape. Tout se préparait en vue d'une action décisive.

Louis n'avait pas attendu ces dernières menaces pour solliciter l'aide des puissances qui s'intéressaient à sa cause. Pierre de Craon, l'un de ses émissaires, reçut 50 000 ducats de Bernabò Visconti et 60 000 de Jean-Galéas. Rinaldo Orsini, rapporta d'Avignon 50 000 florins². Notons que Clément VII, pour la même entreprise, en avait déjà déboursé au moins 130 000³. Et non content de reconstituer le trésor de guerre de Louis d'Anjou, le pape d'Avignon passait alors avec le roi de Castille une convention aux termes de laquelle celui-ci s'engageait à armer six galères qui, approvisionnées de vivres et de munitions pour six

1. Au sujet de la reddition de cette corneille v. un mandement de la reine Marguerite, du 5 septembre 1366 (N. Barons de Venetia, *Relazioni storiche*, p. 202).

2. « ...Quon promissi fideliter portare et assignare domine duci Calabria in partibus Neapolitanis » Rinaldo Orsini se fit, au même temps, rembourser par le pape 6 000 florins qu'il avait avancés au duc d'Anjou dans le royaume. Des gens d'armes du Sainte-Sépulture furent envoyés à Orton et à Salern pour l'escorter, on le reconduisit par le Rhodé, avec deux bateaux, jusqu'à la mer (Arch. du Vatican, *Intrachus et extrus*, n° 333, fol. 133 v°, 144 r°, sous la date du 11 avril 1363).

3. Cette dépense se décompose comme il suit. Sommes payées à Jean Bellissent bourgeois de Narbonne, trésorier du duc d'Anjou sur le fait de la mer : 8 751 li. 12 s. (29 mars 1362), 9 257 li. 4 s. (26 avril), 5 226 li. 16 s. (4 mai), 13 283 li. 20 s. (31 mai), 316 li. 8 s. (12 mai), 2 762 li. 24 s. (12 mai), 2 142 li. 24 s. (14 mai), 1 714 li. 8 s. (15 mai), 2 400 li. (1^{er} juin), 12 000 li. (8 juin). — Sommes remises à Gauthier de Marie, recevant au nom du duc : 3 142 li. 24 s. (29 mars), 2 400 li. (15 avril), 1 071 li. 12 s. (16 mai). — Sommes payées au comte de Genevois, à Jean le Fèvre, aux évêques de Maillezois et d'Albi, etc., tous recevant au nom du duc : 1 169 li. 8 s. (2 162 li. 24 s. (18 avril), 1 007 li. 24 s. (11 mai), 11 142 li. 24 s. (31 mai), 535 li. (8 juin), 2 142 li. 24 s. (19 juin). — Somme remise au trésorier des guerres du duc : 26 316 li. 8 s. (21 juin). — Somme remise à Raymond d'Agout, seigneur de Sault, amiral de la mer pour le duc : 3 268 li. 12 s. (30 juin). — Sommes payées à Tristram de Rops, chevalier, pour l'armement d'une galère sur laquelle il doit servir le duc : 3 000 li. (26 décembre), 1 071 li. 12 s. (22 mars 1363). — Sommes payées à Rodrigue Díaz, de Valence, pour le fret d'une galère sur laquelle il doit servir le pape : 5 142 li. 24 s. (29 décembre 1363), 1 071 li. 16 s. (18 février 1363), etc. (Arch. du Vatican, *Intrachus et extrus*, n° 333, fol. 83 v°, 84 v°, 88 v°, 89 v°, 95 r° et v°, 97 r°, 98 v°, 101 r° et v°, 102 v°, 113 r° et v°, 114 r° et 115 v°). — Les chiffres fournis par M. Romano (art. cité, p. 397) d'après le comte A. de Gisors, qui lui-même les tenait de M. E. Lamoignon, ne peuvent point servir, ainsi que le croit le savant auteur italien, à fixer le montant des subventions octroyées par Clément VII à Louis d'Anjou, ils correspondent aux versements faits par le trésorier du pape entre les mains de Nicolas du Mourgord. Or, j'ai fait remarquer plus haut que ce dernier avait à pourvoir dans une certaine mesure, aux besoins du pape et de sa cour.

mois, pourvues chacune de trente-cinq ou de quarante archers et placées sous le commandement d'un habile capitaine, devaient faire bonne guerre à Urbain VI et à Charles de la Paix; de son côté, Clément VII consentait à payer 40.000 francs d'or chaque mois¹. Le pape, de plus, traitait directement avec des armateurs et des capitaines de navires.

Une dizaine de contrats furent ainsi conclus durant le premier trimestre de l'année 1364. Sur treize navires frétés de la sorte, neuf étaient de bonnes galères à vingt-neuf bancs, de la contenance du *Saint-Georges*, par exemple, qui portait quatre-vingt-sept rameurs, quarante archers et une bombarde. Tous devaient faire voile vers l'Italie le 1^{er} mars, ou le 1^{er} mai au plus tard, et s'y mettre au service de Louis pour trois, cinq ou six mois au moins². Le capitaine et le pape se partageaient les prises par moitié, avec cette seule réserve que ce dernier, moyennant une rançon de 2.000 florins au plus, pouvait se faire livrer tout prisonnier de marque. Quant aux places conquises, elles revenaient de plein droit à Clément VII ou au roi Louis³.

1. Traité ratifié le 1 mars 1363 (Arch. de Valence, *Instrumenta miscellanea ad ann. 1363-1364*). — M. E. Huet a signalé (*Revue archéologique*, 3^e série, t. XI, p. 180) un paiement de 46 livres fait le 12 mars 1363 à un bachelier qui avait embauché dix-sept bacheliers et penonniers aux armes du pape de la reine Jeanne et du duc de Calabre, douze autres penonniers aux armes de la reine et deux autres aux armes du duc. — Le 12 mai, la lettre bachelier du pape est envoyée à Marseille pour hâter l'armement des galères (*Instrum. et exilus*, n° 326, fol. 144 v°). Un peu plus tard (3 juin 1363), je vois deux demoiselles gènes. Louis Grimaldi et Julien Gindion, s'engager à servir avec une galère le duc d'Anjou et Clément VII et recevoir de ce dernier 1.000 florins (*Instrum. et exilus*, n° 326, fol. 167 v°). Enfin, dans une lettre de Charles III, du 6 septembre 1363 (Motte Camara, *Stucubraciones*..., p. 314), il est question de dix galères envoyées à Louis et de l'or qu'elles lui ont apporté.

2. Le pape se réservait le droit de les rengager à l'expiration de ces périodes.

3. Traité conclus avec Pierre Egnayre, de Majorque (26 janvier 1364), avec noble homme Guillaume du Lanet (27 janvier), avec Pierre Materalde, du comté d'Ampurias (30 janvier), avec l'abbé, Bonifacio et Étienne de Branda, bourgeois de Marseille (4 février), avec Rodrigue Diaz, chevalier de Valence (17 février), avec Hugues Barthélémy, de l'île-de-Martigues (26 février), avec noble homme Jean Conart, négociant de Lombérie, d'origine en mars 11 mars, avec Bernard d'Arborearia, bourgeois de Tarragone (12 mars), avec noble homme Jean Grimaldi, de Gènes (Bibl. nat., ms., lat. 50 3^e, fol. 17 r°, 50 r°, 12 r°, 14 v°, 17 r°, 50 v°, 81 v°, 84 v°, 94 v°). On trouvera, d'autre part, dans le registre des *Instrum. et exilus*, n° 337 (fol. 108 r°), sous la date du mois de juillet 1364, le texte des dépenses versées par l'avitaillement des galères du pape qui avaient fait voile vers l'Italie. Cf. Arch. nat., L 278.

Quelle que fût l'activité déployée par le pape pour l'organisation d'une force navale capable de secourir Louis d'Anjou, celui-ci fondait peut-être plus d'espérances encore sur un secours qu'il attendait impatiemment par la voie de terre. Il avait été, dès le mois de mars 1383, question de lui envoyer, sous les ordres de Coucy, un corps d'armée de renfort. Charles VI devait consacrer à cette expédition 190 000 francs, à valoir sur les 200 000 qu'il s'était dès l'abord engagé à fournir; les ducs de Berry et de Bourgogne ajoutaient 12 000 francs, et l'évêque de Beauvais, Miles de Dormans, offrait d'avancer le solde de 200 lances pendant deux mois¹. La nécessité de repousser une invasion anglaise fit ajourner l'exécution de ce projet, qui fut repris quelques mois plus tard, probablement à la suite de démarches tentées par Clément VII² et par la duchesse d'Anjou.

En 1384 comme en 1383, le roi devait faire abandon de tout le produit des aides à percevoir dans l'apanage du duc d'Anjou, il offrait, en outre, 10 000 francs comptant et assurait, au moyen de bonnes assignations, le paiement du surplus des 200 000 francs convenus³. Le résultat satisfaisant, qui n'avait pas été

1. *Journal de Jean le Ferrer*, t. I, p. 47, 48.

2. Clément VII avait chargé Pierre Gérard, évêque de Lodève, d'une mission auprès de la cour de France. L'acte qui résulte d'une lettre écrite, à main propre, à par Clément VII à Jean Machart, chancelier de Cambrai, cardinal-évêque apostolique en la province de Rome, elle est datée d'Avignon, le 18 juin [1383], et seclée de l'anneau du secret : « Dilecto fili, romulitimo ad presentiam venerabili in Christo fili nostri Caroli regis Francorum illustris, venerabilis fratris Petrum, episcopum Lodovenensem, familiarum nostrum, presentium exhibitorum Et quia proceris argentibus negotiis et propter laborum successum carissimi filii nostri Ludovici, ducis Calabriae, de quibus dictas episcopus te informabit, necessarium existit ut supra aliquibus de nostris intentionibus eorum conferas volumus et tibi mandamus quatinus, viis presentibus, ad dictum episcopum ubicunque ipsum viis conuegert, accedas, facturus illa que ipse tibi distinxerit parte processus quod in presentibus nullum sit defectus... etiam si debens te personaliter obligare » (Arch. du Vatican, *Instrumenta messillanensia ad ann. 1383-1384*.) V. À la fin de ce volume, l'*Extraitement III*.

3. Effectivement, 60 000 francs furent versés à Louis d'Anjou, en déduction des 90 000 francs promis, sur les amendes auxquelles avaient été condamnées les communes de Languedoc. Nicolas de Mauregard en toucha 45 000, le 30 avril 1384. Le surplus, montant à 15 000 francs, fut versé à Enguerran d'Udaire, seigneur de Benecaire, en vertu d'un mandement du duc de Berry et contre une quittance donnée par Clément VII, le 15 mai 1385. Sur les 10 000 francs reçus, Mauregard en remit, à Aignan-Marie 4 000, le 1^{er} juin à un officier qui donna les portés à Louis d'Anjou, libél. n^ol., *Pièces originales*, vol. 1233, n^o 20).

obtenu, d'ailleurs, sans tiraillements. Le duc de Bourgogne ne cherchait pas à dissimuler sa mauvaise humeur, le duc de Berry profitant de l'occasion pour rappeler que son frère aîné lui avait procuré la principauté de Tarente¹. Miles de Dormans, de son côté, prêta 8 000 francs (21 avril 1384²). Clément VII dont les coffres étaient toujours prêts à s'ouvrir, dès qu'il s'agissait de porter secours au duc d'Anjou, versa une nouvelle somme de 15 000 florins (5 et 29 juin³). Bref, au mois de juillet 1384, les douze ou quinze cents lances commandées par Coucy furent en mesure de franchir les Alpes par la double voie du Mont-Cenis et du Mont-Genèvre⁴.

Une première cause de retard fut le séjour que Coucy crut devoir faire à Milan⁵, sans doute pour y assister, en compagnie de l'évêque de Beauvais, au mariage par procuration de Lucie Visconti avec Louis II d'Anjou (2 août). Il est vrai que Bernabé,

1 *Journal de Jean le frère*, t. I, p. 49-53. Lettres de Charles VI du 24 novembre 1383 (Bibl. nat., ms. français 20277, fol. 67 r°).

2 Sur cette somme, remise par l'évêque de Beauvais à l'évêque de Lodève et à Georges de Murle « pro solvendo certis gentibus armorum mittendis ad partes Italie domino regi Jerusalem », Clément VII remboursa à 245 florins 20 sols le 26 novembre 1384 (Arch. du Vatican, *Introduitus et exitus*, n° 139, fol. 104 v°).

3 *Ibid.*, fol. 104 r° et 117 r°. — Je ne parle pas de 30 florins comptés, le 7 juillet, à Martin Bauche, maître des cuisiniers du pape. lequel était alors envoyé « tam pro conducendo gentes armorum domini de Caserta ultra montes quam apud Januum super certis negociis » (*ibid.*, fol. 109 r°).

4 P. Diction, *La prise d'Arzon, par Enguerrand VII sire de Coucy*, *Jeux d'él.* p. 163. *Chronographia regum Francorum* (éd. H. Murawski) t. III, p. 80. Bercey de Lettenhove, *Chroniques latines relatives à l'histoire de Belgique sous les ducs de Bourgogne*, t. II, p. 207. — Godefroy della Chiera (*Cronaca di Saluzzo* dans les *Monumenti historiae patriae, Scriptores* t. II, c. 1029) évalué à environ 12 000 hommes les forces commandées par Coucy.

5. Depuis le départ de Louis d'Anjou, Clément VII avait envoyé à Milan, vers le 21 octobre 1383, l'évêque de Prémontré vers le 22 novembre, un autre messager, vers le 6 novembre 1383, Nicolas d'Hauteville (Arch. du Vatican, *introduitus et exitus*, n° 356 fol. 93 r°, 94 v° et n° 337). D'autre part, Roger Lanne, ambassadeur de Bernabé, avait passé par Avignon au mois de mars 1383, avant de se rendre à Paris où il se trouvait le 5 avril (*Journal de Jean le Frère*, t. I, p. 48). Une lettre qu'il écrivit d'Avignon, le 20 mars [1383] à Jean II, comte d'Armagnac, fournit des renseignements précieux sur l'objet de sa mission : « Depuis que mon seigneur Bernabé m'en a donné licence d'aler à Saint Jusques, il ordonne que je venisse au N. S. P. le Pape pour les fais de monseigneur d'Anjou et que je m'en alasse au roy de France, à monseigneur de Bourgogne et de Berry. Sachet que monseigneur d'Anjou a escrit a messire Bernabé, que il mene en Enjou enprès son fils la fille dudit messire Bernabé,

toujours fidèle à ses promesses, lui remit, à cette occasion, 10 ou 50 000 florins¹.

Au lieu de suivre ensuite la voie Émilienne et de longer, ainsi que le duc d'Anjou, la côte de la mer Adriatique, Enguerran de Coucy prit la route de Toscane. On juge sans peine de l'émotion qui s'empara des Florentins. Ils avaient conscience de s'être fort mal comportés à l'égard de Louis d'Anjou. Nul n'ignorait que leur capitaine, passé en apparence au service d'Urban VI, combattait pour Charles de Durazzo sans cesser de toucher l'or de la république². Les représentations que Rinaldo Orsini leur avait adressées à ce sujet, au mois de février 1383, n'avaient fait que leur démontrer la nécessité de mieux dissimuler leur jeu : ils avaient alors proposé aux deux partis leur médiation et envoyé, en qualité d'arbitres, trois ambassadeurs dans le royaume (13 mars³). À cette démarche oiseuse, ils en avaient joint une autre, non moins infructueuse, auprès de Pierre Corsini, cardinal de Florence. Enfin, à l'approche de Coucy, ils firent signe à Hawkwood, de façon qu'il se tint à leur disposition puis, pressant les ornements, ils envoyèrent au devant du capitaine français une députation chargée de lui offrir des présents et de lui promettre que la république ne se mêle-

et je doy avoir d'elle [fin] : d'eulz la maniere qu'il veulent tenir... Des nouvelles de messigneurs d'Anjou, du roy Charles, je ne vous vous escrire manconge mès à la fin verrez l'en comment la chose se portera. » (Bibl. nat., ms. Douc 193, fol. 117.) Roger Cane revint encore en Avignon au mois de mai 1384. Le 2 avril 1384, Nicolas de Mauregard, trésorier du duc d'Anjou, toucha 10 000 florins de Chambre versés par Jean-Galès (*Intestina et extera* n° 337, *carta mutuum* et fol. 72 r°).

1. Marchionne di Cuppo Stefano *Storia Fiorentina* (Delizze degli eruditi Toscana t. XVII, Florence, 1733, in-8°), p. 47. Corio, *Storia di Milano* (Milan, 1806 in-8°).

2. II p. 296-303. *Journal de Jean le Rôdeur*, t. I p. 53. *Les Rois de la Chiese, Louis VII Chronographia regum Francorum*, t. III, p. 66, 61, Girardin, *Memorie spettanti alla storia di Milano*, t. V, p. 661. Kervyn de Lettenhove, *loc. cit.* — Le pape Louis II avait donné à Angers, le 8 juin 1385, en présence de nombreux témoins, ses vœux, ment aux épousailles et juré de les tenir toujours pour valables (Arch. nat., F 1331¹⁰ n° 57). Cette pièce a été fort inexactement citée par Corio (*loc. cit.*), qui a commis, à propos des mêmes épousailles, une autre confusion car il cite très fautiveusement par M. Romans art. cit. p. 451.

3. Selon Marchionne di Cuppo Stefano (*loc. cit.*, p. 26) et l'Aretin *Historia Fiorentina* p. 200), Louis d'Anjou, parti avant d'être en France afin qu'on se méist de la personne et des biens des Florentins qui s'y trouvaient.

4. Ser Naddo p. 763, *Diario d'Amintore Fiorentino*, p. 437, 438, cf. les documents cités par l'éditeur Aless. Gherardi *Cronaca Senese* (Marziani, t. XV, c. 277). N. Barone di Vincenza, *Notizie storiche*, p. 197.

rait plus en rien des affaires du royaume de Sicile. Coucy n'était pas homme à se payer de phrases. La bouche pleine de paroles rassurantes et de protestations d'amitié, il ne laissa pas de poursuivre sa marche en avant. Le dépit des Florentins, déjà fort excité à la nouvelle des ravages exercés autour d'eux, fut porté à son comble quand ils eurent vent des pourparlers que Coucy entamait en vue de s'emparer d'Arezzo. Cette place avait été prise, en 1380, par Charles de la Paix; elle n'en était pas moins l'objet des convoitises florentines, et l'annexion, lentement, sagement préparée, semblait être à la veille de se réaliser quand l'intervention de Coucy vint remettre en question le résultat des intrigues de la seigneurie¹.

On comprend l'intérêt qu'avait le sire de Coucy à prolonger ainsi son séjour en Toscane. Peut-être, après avoir châtié les Florentins, comptait-il donner quelque sévère leçon aux habitants de la ville ou de la campagne de Rome. Il s'appliquait à réparer, on le voit, les omissions du duc d'Anjou. Mais tandis qu'il s'attardait dans l'Italie centrale et se livrait, sans perdre de vue le but de son voyage, à des fantaisies de condottiere, la grande entreprise à laquelle il avait mission de coopérer prenait fin brusquement par suite d'une catastrophe inattendue.

VI

On se souvient qu'Urban VI et Charles de Durazzo préparaient de concert une opération décisive qui devait purger le royaume de tout élément hétérodoxe. Charles avait, effectivement, pris la croix dans la cathédrale de Naples, 13 avril², déployé la bannière de l'Église, traversé la péninsule dans sa

1. Pour plus de détails v. l'important mémoire de M. P. Durrieu sur *La prise d'Arezzo*, j'ai également emprunté d'utiles renseignements à la thèse, encore inédite, de M. Henri Lacaille, sur la vie d'*Enguerran VII, sire de Coucy*.

2. Comme d'habitude, je suis de préférence les indications chronologiques fournies par le *Chronicon Siculum* (p. 52, 53). Cf. *Giornale Napoletano*, c. 1049, 1050, N. Barone di Vincenzo *loc. cit.* p. 191 et les observations de G. Eder (*Th. de Nym de Scismate libro tres*, p. 65). MM. Temple Lender et Marcotti, p. 145, ont le tort de placer ces événements en 1383.

largeur, non sans réduire au passage deux barons du parti angevin, « Guillaume de Lagonesse et Charles d'Artois, comte de Saint'Agata¹, euba occupé, avec des forces qu'on évalue à 16 000 chevaux, la petite ville de Barletta, sur la mer Adriatique. De là, il avait, paraît-il, envoyé son gant au duc d'Anjou, qui, impatient de courir les chances d'une bataille rangée, promit de se trouver dans les cinq jours sous Barletta.

Louis d'Anjou n'avait guère bougé de Tarante depuis neuf mois². Cette inaction s'explique par la pénurie d'argent. Vainement Clément VII et les deux Visconti avaient fait en sa faveur les sacrifices que l'on put : avant de parvenir jusqu'à lui, l'or fondait, je ne sais comment, dans la main des nobles émis-

1 V. les documents des mois d'avril et de mai 1384 analysés par N. Baroni de Vico (p. 196-199, 205). Cf. *Cronaca Siciliana*, p. 17.

2 M. Matteo Camera a publié (*Elucidazioni*... p. 316) un diplôme de Louis conférant à Jean de la Baume le comté de Sinopoli, confisqué sur Folco Ruffo. Il est daté de Tarante, le 13 septembre 1383. J'ai déjà cité le testament de Louis d'Anjou, du 26 septembre 1383, daté du palais de l'archevêché, à Tarante. Le 17 octobre suivant, Louis date de Tarante des lettres par lesquelles il abandonne tous les droits qu'il avait sur le petit château de Bedejna (Basses-Alpes) à Jean « de Marculle, » de Digne, qui avait fidèlement servi durant son expédition (Arch. des Bouches-du-Rhône, B 2, fol. 12 r°). L'acte déjà cité dressé, le 21 août, à Tricarico, porte la date d'expédition suivante : « Datum vero in castro civitatis nostre Taranti per manus viri magnifici Nicolai Spinelli », die xiv mensis octobris. MCCC LXXX III... » (*ibid.*, B 11, fol. 60 r°). Le 12 novembre suivant, Louis date du château de Tarante un diplôme accordant une réduction du service de l'est au précepteur de la commanderie et aux habitants de Monosque (Arch. de Monosque, Ex 1, Arch. des Bouches-du-Rhône, B 2, fol. 230 r°, et Arch. nat., J 847, n° 7). Le 14 décembre, se trouvant dans le même château, il abandonne à Guillelme de Bracco certains fiefs que la cour de Provence touchait sur le château d'Espousses (Arch. des Bouches-du-Rhône, B 11, fol. 18 v° : la fin de l'acte se trouve au fol. 86 r°). Les 2 et 5 janvier 1384, il y fait don de 1 000 francs à son receveur Nicolas de Maregard (Bibl. nat., *Papiers originaux*, vol. 1233, n° 20). Le 26 février, il y donne, à perpétuité, à Charles Aube de Forcalquier, maréchal des gens d'armes guerroyant à son service en Provence, le château de Pierrefeu, que celui-ci venait de conquérir sur des partisans de Darnazo (Arch. des Bouches-du-Rhône, B 2, fol. 79 r°). Le 7 mars 1384, il expédie du même château une charte relative au paiement de quelques marchands originaux qu'il lui avaient vendus des grains et du drap dans le port de Tarante (Bibl. nat., ms. *français* 26630, n° 544 : communication de M. Henri Lavoille) et le lendemain il y fait signer un diplôme privant de ses privilèges la ville d'Aix en Provence (Bibl. nat., ms. *français* 14674, n° 21, diplôme que Papon, t. III, p. 267 et 268 cite par erreur comme étant du 26 mars 1383). J'ai vu enfin dans un registre des distributions du conseil de la ville de Marseille des lettres de Louis datées de Tarante, le 12 mars et le 18 mai 1384 (Arch. de Marseille).

naires chargés de le lui rapporter. C'est ainsi qu'au retour d'Avignon, où il avait touché 50 000 florins, Rinaldo Orsini s'était attardé en Toscane, non plus dans l'équipage d'un simple ambassadeur, mais à la tête de trois cents chevaux, y avait noué des intrigues, exercé des déprédations : on pré tend même qu'il n'osait plus s'aventurer dans le royaume, tant il redoutait les effets de la colère de Louis¹. La conduite de Pierre de Craon ne fut pas plus correcte, s'il est vrai que, des 10 000 ducats à lui confiés par Orsini et des 90 000 empruntés à Milan, jamais le duc d'Anjou ne reçut une obole². Quelles que soient à cet égard les dénégations du futur assassin de Clisson, il semble bien demeurer responsable de la disparition des sommes sur lesquelles Louis d'Anjou faisait fond pour le paiement de son armée. De là d'irréparables froissements, de désastreuses défections³; de là ces places livrées, dit-on à Durazzo par des chefs dégoûtés du service de Louis : peu s'en fallut que le prince lui-même ne fût victime d'une trahison⁴. Enfin, sa détresse

1. Fr. Montemarte comte de Corbara (*Cronaca inedita degli avvenimenti d'Orsini*, éd. F.-A. Guerber p. 32) va jusqu'à dire que Rinaldo craignait que Louis d'Anjou ne lui fit trancher la tête. Mais Montemarte appartenait à la faction des Melacchini, ennemis d'Orsini par Rinaldo. Au contraire on verra ce dernier nommé par Louis d'Anjou parmi les barons qu'il charge d'administrer le royaume après sa mort. Cf. *Cronaca Sansone* (Muratori t. IV p. 767-768).

2. *Religieux de Saint-Denis*, t. I, p. 333. — On a même dit, en qu'on est tenté que Louis d'Anjou, pour ce motif, l'eût fait emprisonner à Venise. Ce qui est tout bon à cette erreur, c'est que Pierre de Craon, aussi que Louis du Monopie, Tristan de Roze, Robert de Nesle, Colard de Calleville, Pierre de la Couronne, Jean de Bueil et plusieurs autres seigneurs de la suite de Louis d'Anjou, tombèrent dans le courant de l'année 1383, aux mains des habitants de Raguse, qui les retinrent fort longtemps prisonniers. V. au sujet des négociations entamées pour leur délivrance *Monumenta spectantes historiam Slavorum meridionalium* t. IV (græce 81-82) p. 234, et *Monumenta Hungarica historica, Magyar diplomaciai emlékek az Anjou-Arpad*, t. III, p. 540, 542, 543, 544.

3. Ce n'étaient pas les premiers. V. N. Barone di Vincenzo *loc. cit.* p. 167, 170 à 191 et M. Cametz *Elaborazioni*... p. 318).

4. Plaidoiries faites en Parlement le 10 juin 1392, quatre jours avant l'assassinat du comtable : « La royne propose que l'assire Pierre estoit du conseil de son seigneur le roy de Jherusalem et son plus prochain chambellan, et qu'il fu envoié par son feu seigneur devers Bernabo, de qui il receut L^{re} l., et du conte de Vertus XL^{re}, et de messire Regnault de Lussac X^{re} dont il n'en bailla rien ne converti en l'ordonnance du roy de Jherusalem, de quoy tel inconvenient s'ensuyvra que le roy fu en tel nécessité que ses gens en partie tourneront contre lui et si rendront aucune chose de ce qu'il avoit pris, et à peu qu'il ne fu pris de ses ennemis et dît l'en qu'il

financière s'accrut dans de telles proportions qu'il alla, au dire du *Belgier de Saint-Denis*, jusqu'à sa couronne nuptiale, et qu'il ne conserva de toute sa vaisselle qu'une dernière coupe d'argent. Ainsi s'explique le triste équipage dans lequel il se mit, dit-on, en route pour Harlotta. Un grand nombre de ses chevaliers s'avancèrent à pied ou sur des ânes. Les armures rouillées s'étaient plus recouvertes de bruyantes cottes d'armes. Une simple toile semée de fleurs de lis peintes en jaune composait l'accoutrement du successeur de la reine Jeanne¹.

print telorroux qu'il en morrait. — Le procureur du roy rec le que, par son information, il treuve que par le mauvais gouvernement messire Pierre tant es qu'il venoit fu degnable, et dit que attendu l'occurance de ce cas et la default il ne doit estre tenu par procureur, et à ce conclut. — Messire Pierre dit que au contraire, en la presence de la royne et du sire de Coucy, il fu argué de ce que dit ash, et l'excusa tellement que la dame lui fist respondre par son chancelier qu'elle l'avoit pour excusé, et encorres tant fist qu'elle lui paie aucunes sommes qu'elle lui devoit. Et si dit que, quand il ala over le roy de Jherusalem, il vendi de son heritage bien jusques a XVI^e f. Et à ce qu'il fu envoié à Bernabe, dit qu'il n'y fu pas seul, mais y fu l'evêque d'Albi [Jean de Saye — cf. D. Vaissete, t. IX, p. 321 —, le même que François Montemuriz, auteur de la *Grammaire d'Orvieto*, appelée « il vescovo d'Aghia »], le conte de Tailleboce [Rinaldo Orsini, comte de Tagliacozzo, messire Jehan de Bueil et qu'il n'en receut aucunes denier, mais le receut au nomme la Caille [Arnoul Lamoignon], et si fu distribué par l'ordonance du duc, et toutes voies en ot le duc VIII^e f, et la contesse de Roucy X^e. Dit que le conte de Tailleboce, qui estoit de sa compaignie, si print un chasteil, et que pour ce il lui fut guerre, et dit qu'il fut bien son devoir, et qu'il a esté, au vu et veu de la royne et de l'ouz, par ce pais long temps sans ce que on lui ait rien demandé et maintenant, pour un peu de fort ne adverser, l'en lui coust sur. — Rappoque la enye que aucunes a excavation ne fu recen. Et si est vray qu'il receut l'argent lui meisme, ne il n'est pas à presumer que le duc qui avoit si grant honneur a lui y ait devant lui comme un autre, secretaire. Et propose qu'il a rebaté, depuis son retour, heritage bien jusques a LX^e f. Dit que aucunes la contesse de Roucy n'en ot denier. » (Arch. nat., X^e 1^{re} 15^{te} 2^{te} 13^{te} v^o. Cf. *ibid.* X^e 1^{re} 15^{te} 4^{te} plumeuse du 31 décembre 1306, et le *Journal de Jean le Fèvre*, p. 116, 117 et sq. documents plus ou moins exactement cités et cités dans les *Mélanges de littérature et d'histoire recueillis et publiés par la Société des Bibliophiles français*, 1^{re} partie, Paris, 1840, in-8°, p. 39, 101). Par arrêt du 4 mars 1306 (n. st.), le Parlement, adjugeant à Marie de Bretagne le profit de quatre défauts universels, déclara Pierre de Craon coupable de fausse promesse la confiscation de ses biens et le condamna à la restitution des 100.000 deniers et au bannissement perpétuel (Arch. nat., X^e 1^{re} 13, fol. 126 r^o). Cette dernière peine, il est vrai, lui fut aussitôt remise par des lettres de rémission qu'il fit entrer dès le 22 du même mois (X^e 1^{re} 13, fol. 297 r^o). Les fils qu'il tenait de la reine Marie n'en étaient pas moins tombés en commise, c'est ainsi que la baronnie de la Forêt-Bernard passa à la maison d'Anjou (Arch. nat., P 1340², cote 3263 document cité par A. Lecoy de la Marche, *Le roi René*, t. I, p. 13).

1. *Belgier de Saint-Denis*, t. I, p. 336.

Serait-ce pour compenser la pauvreté de ce costume, ou pour se munir à tout hasard d'un gage facile à échanger, qu'il emprunta, chemin faisant, à Marguerite d'Enghien, comtesse de Brienne, un joyau d'une valeur de 700 florins? La charte qui révèle ce détail prouve en même temps que, le 9 juin, Louis ne se trouvait encore qu'à la hauteur de Conversano¹.

Il ne tarda pas à se rapprocher de son rival. Vers le 24 du même mois, les deux armées, séparées seulement par un demi-mille, campaient à petite distance de Barletta sur l'emplacement (ou peu s'en faut, du fameux champ de bataille de Canne. Le moment semblait venu de livrer le combat décisif. Déjà même les deux princes y prélevaient, de part et d'autre, par l'armement d'un certain nombre de nouveaux chevaliers. Mais non : moins téméraire en actions qu'en paroles, Durazzo n'avait sans doute voulu qu'imposer à Louis la fatigue d'une marche, la dépense d'un transport inutile, ou bien, comme le rapporte une chronique italienne, il ne faisait que suivre les avis d'Othon de Brunswick, son prisonnier, qu'on ne s'attendait guère à voir prêter, en cette circonstance, le concours de son expérience au meurtrier de la reine Jeanne². Tout se réduisit à de simples escarmouches, dans lesquelles l'avantage demeura, d'ailleurs, aux « angevins ». Durazzo refusa constamment la bataille. Au bout de trois jours, les vivres manquèrent dans le camp de Louis d'Anjou. Forcé lui fut de battre en retraite, et, le 12 juillet, on le retrouve à Tarente³.

1. « Nos, Ludovicus, Dei gratia rex Hierusalem et Sicilie etc. scelerum habitus causa mutui purl, a magnifica muliere comitissa Capersani, consanguinea fidelis nostri christianiss. Joconde unum jampridem sibi per egregium militem Petrum de Corona, capitaneum, etc., pro florinis VII^{is} impignorum. quod locale eodem consanguineo nostro aut ipsam florentorum VII^{is} summum reddere efficaciter et bona fide promittimus et horum serie pollicemur, promide bona nostra quocumque arbitrio valentes et heridum nostrorum tenore presentium ob rigantes Datum in Capersano sub nostro annulo secreto, die IX^o junii, VII^{is} indictione, M CC C LXXIV. » (bibl. nat., ms. Durbeum 21, fol. 129^r, copie moderne).

2. *Giornale Napoletano*, t. 1050. Gabel nus Parsons, p. 300. *Religieux de Saint-Denis*, t. I p. 332. Cf. *Diario d'anonimo Fiorentino*, p. 453, et N. Barone di Vincenzo, *Notizie storiche*..., p. 396.

3. Lettres datées du château de Tarente, le 12 juillet 1304, accordant divers privilèges aux habitants de l'île-de-Saint-Genies (aujourd'hui Marignac, dans les Bouches-du-Rhône), en considération de Jacques de Capri, comte de Misserma.

Comme pour le consoler de cette mésaventure, Raymond de Roux des Ursins lui remit, sur ces entrefaites, les clefs de la ville de Bari, où, s'étant empressé de se rendre, il fut reçu, le 21 juillet, avec les honneurs souverains¹.

Il est d'usage de représenter dès lors sa situation comme désespérée². On n'admet pas volontiers en histoire les catastrophes inopinées. Pour expliquer une fin prématurée, il a paru nécessaire d'imaginer une série d'accidents lamentables : la perte d'une bataille, le siège mis devant Bari, criblé de blessures, forcé dans ses derniers retranchements, le malheureux prince n'a plus d'autre ressource que de se confier à une barque qui le conduit à Bisceglie ; il y meurt, consumé de chagrin. Telle est la fable qu'on a reproduite le plus habituellement³.

En réalité, dans les incidents de cette dernière campagne, rien ne faisait prévoir une issue désastreuse. Le comte de Genevois était parti en éclaireur, vers le printemps, avec une forte troupe et n'avait rencontré aucun ennemi qui osât s'opposer à sa marche. La correspondance de Louis avec les Marseillais exprime encore, au mois de mai 1384, la plus entière confiance dans le succès final⁴. Charles III, loin de songer à assiéger Bari, n'avait

l'un de ses partisans dévoués (Arch. des Bouches-du-Rhône, B 4, fol. 330^{re}, et Arch. nat., J 880, n° 27). C'est l'acte que G. de Nostredame (p. 474) cite comme étant de 1383 : les autres indications chronologiques, indiction VII^e au 1^{er} du règne de Louis, ne laissent pourtant aucun doute sur l'exactitude de la date de 1384.

1. *Cronicon Siculum*, p. 83. *Giornali Napoletani*, c. 1001. — Les derniers actes de Louis sont datés de Bari : lettres du 23 juillet, accordant à la ville de Bari de nombreux privilèges (citées par G. de Blasi o, *Cronicon Siculum*, p. 83), du 23 août, en faveur de Henric Grimaldi (G. Saige, *Documenta historica relatifs à la principauté de Monaco depuis le XV^e siècle*, Monaco, 1848, in-4° t. I, p. xaxv, du même mois, en faveur de Raymond d'Agout, seigneur de Saub (citées par G. de Nostredame, p. 474).

2. L'auteur d'un mémoire rédigé au xv^e siècle prétend même que Louis d'Anjou « fut contraint d'abandonner ledit pays et rompre ses armes ; son retour par d'icel et, en s'en venant, il trespassa... » (Arch. nat., P 1380^r, cote 3243).

3. P. Colonna et M. Rossi, *Del compendio dell' istoria del regno di Napoli* (Venise, 1591 in-8°, p. 17). — *Art de vérifier les dates* (t. III, p. 839) G. de LaBris *Discours de la famille noble du regno di Napoli*, t. III, p. 14). Samsonite (t. II, p. 488). MM. A. Leroy de la Marche (*Le roi René*, t. I, p. 25), P. Darricq (*Le prince d'Arles*, p. 178), etc., s'ils ne reproduisent pas cette légende font du moins mourir Louis d'Anjou devant ou dans la ville de Bisceglie.

4. La lettre suivante, écrite du château de Tarente le 26 mai parvint au conseil de Marseille le 13 août 1384 : « Amadai ad vos ergo presentium vobis horum compages, vestris intellectibus breviter notetur quod, divina volun-

même pas ose affronter les débris de l'armée « angevine. » Sur mer, la flotte de Durazzo ne parvenait pas de force à lutter contre la flotte rivale, dont le nouveau capitaine général, Renier Grimaldi, venait de recevoir de Louis d'Anjou « à titre d'encouragement, les îles de Céphalonie de Zante et de Leucate¹. Tandis que le renfort asiené par Coucy atteignait la Toscane, des navires chargés de blé en Aragon ou en Provence faisaient voile vers Taranto². L'ennemi venait bien de s'emparer d'une place importante, San Martino in Penalis, dans l'Abruzzo; mais, dans la Terre de Labour, les comtes de Caserte et d'Altavilla, secondés par Bernardin de la Salle, promenaient leurs ravages jusqu'aux portes de Naples. La conquête pacifique de la ville de Bari, qui venait de livrer à Louis d'Anjou le port le plus important de la mer Adriatique, fut enfin complétée par la prise d'un autre port, plus rapproché encore de Barletta, celui de Bincoglio

trumper faceret clementia, hospitale franger corpora et omnia nobis ad votum consecrata in regno nostro Sicilia antiqua rebellione latente, desiderabili successione respondit; et, tanquam in nostrum provocorem, inclitum principem*** comitem Gubertinum, comagionum nostrum amicum, cum capite volentem vota campos tentarem, jampridem transivimus etc. quod jam nostri rebelles, flagris nostre potestatis perterriti sibi in aliquo non resistent. Unde mentionem paratis persequere hoc esse verum presagium quod nostris thesauris et galeis habitis, aggregatis circumquaque milibus, potentes et bellicosissimi de ipsius rebellibus victores Domini, qui nostris iuxta processu dracti ultra duas brevissimas victorias optatum diem habebimus et corda ipsorum rebelium pertuaciter et tanquam glaucum modulum conteremus. » (Arch. de Marseille, *Reg. des délibérations*.)

1. Lettres datées de Bari, le 15 août 1304. (G. Buge, *loc. cit.*) Cf. l'article suivant, porté, à la date du 4 novembre 1303, sur les comptes du trésorier de Louis d'Anjou Nicolas de Mauregard « Balui, de mandato domini Pape, domino Raynerio de Grimaldis, militi jussimus... pro complementis 2 000 florinarum auri de Camera sibi debitorum ex certa concordia cum ipso facta per dominum Georgium de Maribus, militem, nomine domini nostri Pape... 1 000 florini Lancia » (Arch. de Valenciennes, *Introduit et exitus*, n° 327, fol. 27 v°).

2. Dès le 2 mai 1304, le camerlingue, sur l'ordre de Clément VII avait envoyé au recteur et au trésorier du Comitat-Venustin de lever sur les habitants du Comitat « comme on milie en materum bladi » afin de subvenir aux besoins du roi Louis (Arch. de Valenciennes, *Instrumenta miscellanea ad ann. 1303-1304*). A plusieurs reprises, notamment le 23 juillet, il est question, dans les comptes de Clément VII, d'envois de blé à Louis d'Anjou. Une galère, par exemple, conduisit un chargement de blé de Barcelonne à Tarante quand les pirates, ayant appris la mort de Louis d'Anjou, rebroussèrent vers Majorque, où le blé fut vendu (*Introduit et exitus*, n° 327, fol. 110 v° n° 330, fol. 34 r°, 161 v°).

Mais ce fut justement ce dernier avantage, dont le résultat paraissant devoir être d'asseoir solidement la domination française en Pouille, qui eut pour conséquence imprévue la mort de Louis d'Anjou.

On a vu comme ce prince, en traversant la Lombardie, se montrait attentif à réprimer les excès de ses troupes : une sollicitude semblable lui coûta vraisemblablement la vie à Busciglio. Ayant appris que ses hommes mettaient la ville à sac, il se précipita derrière eux, un simple bâton à la main, et, au prix de mille fatigues, s'efforça d'arrêter le pillage¹. Un refroidissement en résulta, puis, suivant l'expression des contemporains, une enflure de la gorge², sans doute ce qu'on appellerait de nos jours une angine gangreneuse. La scarlatine, autre forme de l'angine, vint précisément de faire son apparition dans l'armée ennemie³ ; elle n'avait pas épargné le roi Charles. Que serait-il advenu du royaume de Sicile, si, à la place de Louis d'Anjou, Charles de la Paix eût succombé ?

L'état du prince devait inspirer de graves inquiétudes dans la journée du 15 septembre, si j'en juge par un acte dont l'histoire jusqu'ici n'a pas tiré parti⁴. Dix sept barons ou chevaliers, pour

1. *Cronicon Siculum*, p. 63. *Giornali Napoletani*, c. 1651.

2. « Tumor gutturis. » Cette expression se trouve dans la lettre adressée, le 4 octobre 1385, par les Florentins au sire de Coucy M. P. Durruu, qui l'a publiée (*La prise d'Arezzo*, p. 177) d'après un registre des Archives de Toscane, et imprimé « humores gutturis », mais l'autre leçon est donnée, d'après le même registre, par M. G. Estes (*op. cit.*, p. 86, note 1), et se retrouve aussi, comme j'ai pu le constater, dans une copie de cette lettre que renferme le ms. 919 de la Bibliothèque de Cambrai (n° 27 fol. 15 r°, texte publié par Kervyn de Lettenhove, *Froissart*, t. X, p. 546).

3. Y. cette expression bien significative des *Giornali Napoletani* (c. 1651) : « Il re se se ammala, com tutti a molti signori de suoi, de una malata, che scorticare como serpi. »

4. Je relève, parmi les copies de Dupuy (Bibl. nat. ms. Dupuy 160, fol. 61 r°) et parmi celles de Guignières (Bibl. nat., ms. français 20377, fol. 68 r°, transcription moins complète, et cartons document) « In nomine Domini a quoque matris Virginis gloriosae et S. Nicholai beati et, amen. Anno Domini MCCLXXXIV^{to} die quinto X^o septembris, octava iudicantis, Basl, regnante serenissimo et invictissimo principi domino Ludovico, Dei gratia rege Jerusalem et Sicilie, ducatus Apulie, principatus Capue, duci Andegavin et Tarentis, comitatum Provincia, Forcalquerii, Commanie et Pedemontis comite, regnorum raris a quo anno secundo, infrascripta capitula firmata sunt per infrascriptos magnates et nobiles regni Sicilie fidelis dicti domini nostri regis, videlicet : — In primis dicti infrascripti magnates et nobiles dicti regni sub ipsorum fide promiserunt et super alio in sacralia ecclesie

la plupart napolitains, se rassemblent dans la sacristie de l'église Saint-Nicolas de Bari. Ils jurent sur l'Évangile de demeurer fidèles à Louis d'Anjou, ainsi qu'à ses enfants, de ne jamais traiter avec la maison de Durazzo. Dans l'attente de la catastrophe qui doit les priver de leur chef, ils s'engagent à reconnaître provisoirement l'autorité de deux d'entre eux, les comtes de Potenza et de Conversano ; ils leurs donnent de pleins pouvoirs pour faire des levées d'impôts pour recruter des troupes, promettent de se rendre à leur appel, de se prêter mutuellement assistance, de se cotiser pour le paiement des dépenses nécessaires et d'observer exactement les articles jurés, sous peine de félonie. Prévoyant l'hypothèse où les héritiers de Louis se désintéresseraient de

dicti B. Nicolai, in civitate Bari, ad sacra Dei evangelia juraverunt vivere semper et mori sub fidelitate dicti domini nostri regis et heredum suorum, et specialiter nec uniusquam nec dictam fidem ejusdemque voluntatis contra Carolum de Duracio et heredem suum, nec aliquam eum dicto Carolo vel heredibus suis ad aliquam summam vel singularem concordiam devoturi. — Item promiserunt et juraverunt, prout super quod, si forent aliqui eorum ordinando per servando et mantenendo fidelitate dicti domini nostri regis et heredum suorum ac subscriptorum magnatum et nobilium istius, promiserunt ipsi magnates et nobiles stare determinationi communi, sive majoris et salutaris partis ipsorum, preterquam eum dicto Carolo vel heredibus eum communiter vel particulariter non voluit devoturi ad concordiam aliquam vel tractatum. Item, si forte erit expediens, pro servando fidelitate et statu predictis tenere aliquam gentem armigerum vel fieri aliquas expensas, quasqueque, sine contradictione aliqua, solvet partem ad contingentem, juxta ordinationem et requisitionem infrascriptorum ordinatum et communiter deputatorum ad hoc vel aliorum quos a futuro contingeret ordinari. — Item ordinarunt et elegerunt viros magnificos Ludovicum de Engluano, comitem Cuperuani, et Hugonem de S. Severino, comitem Potentis, qui videntur esse magis propinqui dicto domino nostro regi, et qui possunt magis convenire ad invicem, quibus fecerunt plenum et totalem potestatem imponendi taxes, secundum quod eis videbitur ac aliis gentes armigeras conducendi, aliisque expensas faciendi, quas pro dicta fidelitate et statu servando negaverint oportunas ; et promiserunt habere ratum et firmum quicquid per eosdem predictos ordinatum fuerit, et solvere partem ipsarum quasque contingentem juxta taxam eandem per dictos ordinales vel alios ab eis per provisionem ordinandos. — Item promiserunt et juraverunt quod unicuique eorum ipsorum qui per dictos ordinales vel ordinandos, viva voce, vel per litteras, sive nuncios, fuerit requisitus et recolligit taxam per eos factam, tractat quam colligere tam a militibus, baronibus et nobilibus, quam etiam ab universitatibus et aliis singularibus personis, per omnem viam et modum expedientes ad hoc. — Item promiserunt et juraverunt quod quanto predictis tempore poterint successe supradictis ordinibus, in casu erit quod expediat alios ordinare vel predictas personas confirmare, quod ad requisitionem supradictorum electorum unicuique vacat ut liceat convenire in loco determinato ad eligendum unum vel plures qui habent proventus annuales de loco

l'entreprise ils jurent de ne reconnaître comme seigneur ou gardien qu'un prince de leur choix.

Quatre journées se passent. Pénétrons dans la cour du château de Bari. Une chambre s'ouvre sur la mer, à côté de la chapelle : c'est là qu'a été dressé le lit du moribond¹. A cette heure matinale², les seules personnes présentes, avec le notaire et le médecin, sont Robert de Dreux, prince de la maison de France, le chambellan Jean de Chambrillac, Pierre de Murca et un écuyer d'armes. En vue de cette mer Adriatique qu'il se représente, depuis cinq ans, comme baignant ses futurs états. Louis d'Anjou dicta un dernier codicille (il est encore inédit), où éclata dans toute sa véhémence la passion de la conquête, et où l'espoir de voir poursuivre l'œuvre qu'il laisse interrompue effraya

demandato. — Item promiserunt et iuraverunt quod si quod ab eis dictus dominus noster rex moreretur vel quocummodo nollet se de regno aliter terminare impeditum et non habere heredes, vel alium heredem qui valeret se de regno impeditum, nullum invencum vel quocumque in dominum suum conuenerunt vel potestatem suam cum illam quem committere cogeretur. — Item, quod, tam ad requisitionem predictorum electorum aliorum eligendorum, quam etiam ad requisitionem aliquis aliorum de infrascriptis vel de aliis nobilibus et magnatibus dicti regni conuenerunt, vel quos in futurum continget concurrere ad fidelitatem predictam, et qui valent esse cum infrascriptis ad seruandum fideliter capitula predicta et infrascripta unusquisque tenetur prestare auxilium alteri alteri cum personis eorum ac cum vasallis eorum et gentibus, vicariis et aliis, prout possibilia erint fuerit. — Item voluerunt et ordinauerunt quod unusquisque, tam de infrascriptis quam de absentibus, et aliis quos ad hoc concurrere continget, ponet subscriptionem et sigillum proprium, si quod non venient contra predicta per eos promissa vel alia ordinanda communiter, et quod, si aliquis vel aliqui contrafecerit vel contrafacerent, positum possint appellari per quicumque de aliis qui ad dictam confederationem sive coniugationem fuerint, de fide rupta, et debeat in terra et locis aliorum pignori pro pretore. — Nomina vero magnatum et nobilium qui presentes fuerunt in dicta concordia et colligatione hec sunt videlicet dux Venetiarum, comes Cyprianus, comes Patenensis, dominus Iohannes de S. Paulo, comes Montis Cavonis, dominus Raynaldus de Ursinis de Ruvo, dominus Nicolaus Spinellus, cancellarius regis, magnus Comes abbas, comes Maturus, Loysus de S. Severino, Conradus de Monte Agone, Ricardus de Petrusalita, dominus Nicolaus de Almo, dominus Petrus alius frater, dominus Mathias de Bregonia, dominus Ludovicus de Porta, dominus Antonius Crispinus, Antonius de Rillano, et huiusmodi equitatus. Facta sunt postea de huiusmodi actibus pendantibus. C'est la pureté que citait D. Godfrey (*Histoire de Charles VI*, p. 502) comme ayant été copiée à Saint-Nicolas de Paris.

1 « Jacens in grabato, in castris suis regio castelli Ugenti, in castris turcis intra capellam, versus mare ».

2 « Ceterum horum princeps ».

La France et le Grand Schisme

5

même en cet instant suprême, toute autre préoccupation (20 septembre¹).

S'il a entrepris l'expédition de Naples, c'est à la prière de Clément VII, le pape légitime par amour pour l'Église, par dévouement pour le sacré college². Il se flattait de terminer le schisme; il espérait délivrer sa mère adoptive, il voulait pacifier la Provence où quelques habitants s'efforcent d'exciter la révolte. Il a donc tout quitté, patrie, femme et enfants, il n'a épargné ni son or ni sa peine, il s'est exposé aux dangers avec joie et courage. Maintenant, sa vie est entre les mains de Dieu : il se sent atteint d'une maladie grave. S'il plaît au Seigneur de l'appeler dans l'éternelle patrie, il recommande à Clément VII de ne pas oublier que la déchéance, l'emprisonnement et l'odieux supplice de la reine Jeanne ont eu pour cause la fidélité de cette princesse à l'Église, « les larmes aux yeux, » il supplie le pape de reporter sur son fils aîné la bienveillance tant de fois témoignée à lui-même, de tenir les promesses faites en public et en particulier, de veiller à ce que le jeune Louis réalise la conquête du royaume. Mêmes objurgations aux cardinaux, qu'il invite à ouvrir leurs trésors et à solliciter le concours de leurs amis. Même appel à Charles VI, auquel il remet en mémoire la tendre amitié de Charles V, son propre dévouement au feu roi comme au jeune roi lui-même. Cette conquête sera une gloire de plus pour la maison de France, tandis qu'un insuccès tournerait à sa honte et rejoindrait ses ennemis. Il a eu, d'ailleurs, soin d'ordonner par son testament que le royaume de Sicile demeurât uni au duché d'Anjou, de manière à rester toujours aux mains d'un vassal du roi de France. Que Charles VI serve donc de père aux trois jeunes orphelins, qu'il encourage leurs efforts, que, pour venger la reine Jeanne, il répande lui-même son or et « brandisse le fleau

1. Arch. nat. B 1316^{er}, n° 35.

2. « Ad summum et profectum gloriosum sanctissimum in Christo patris et dominum nostri domini Clementis, divina providencia pape septimi, veri Christi vicarii ac Ecclesie Dei veri sponsi, requisitionem, meritis ad reverentiam sancte Romane Ecclesie matris omnium et magistri, cui obsecundare etiam ab antiquis literis sinceris affectibus delectamur, adque contemplationem sacri collegii reverendissimorum patrum dominorum cardinalium, ad quos continuis temporibus sincere dilectionis affectum gerimus ».

de son incomparable puissance¹ » Louis s'adresse, sur le même ton, aux ducs de Berry et de Bourgogne, en qui il a place, dit-il, toute sa confiance, au duc de Bourbon, à tous ses parents et à tous ses allies. Quant à sa femme, la reine Marie de Bretagne, il lui renouvelle l'ordre d'envoyer le jeune Louis en Italie le plus vite possible, afin de réconforter et de consoler les habitants du royaume. Que le jeune prince se garde d'abandonner l'œuvre de la conquête, sous peine d'encourir la malédiction paternelle² ! Si la reine Marie se prêtait elle-même à une pareille renonciation, ses enfants pourra-ent un jour la traiter de marâtre et lui reprocher de les avoir frustrés de leur légitime héritage. Louis veut qu'on exécute les conventions passées avec Bernabò Visconti, et que le mariage par paroles de présent entre Louis et Lucie se célèbre le plus vite possible³, il prie Bernabò d'être lui-même fidèle à ses promesses et d'envoyer sa fille, avec Louis II, dans le royaume de Sicile. Les dernières dispositions ont pour objet l'établissement d'un gouvernement provisoire. Wenceslas de San Severino, comte de Tricarico. Louis d'Enghien, comte de Conversano, Hugues de San Severino, comte de Potenza, logothèque et protonotaire du royaume, Onorato Caclani, comte de Fondi, Raymond d'Agout, seigneur de Sault, Rinaldo Orsini, comte de Tagliacozzo, Thomas de San Severino, comte de Montecaveoso, Georges de Marle, Raymond de Baux des Ursins, Nicolas Spinelli, chancelier, Nicolas Sanframondo, comte de Cerreto, François de San Severino et Pierre de Bueil sont chargés d'administrer le royaume jusqu'à l'arrivée de Coucy, à la condition de résider toujours, au moins au nombre de trois, soit à Tarente, soit à Bari. Coucy, une fois sur les lieux, exercera, avec le concours d'au moins trois de ces treize gouverneurs, l'office de lieutenant du roi, révocable seulement par ordonnance de la reine après avis conforme de Charles VI et des ducs de Berry et de Bourgogne.

C'était bien là l'expression des dernières volontés de Louis

1 « Subextrema maniera benedictionis paterne et maledictionis superbi. »

2 Peut-être était-il demeuré sans nouvelles d'Enguerran de Coucy et ignorait-il le mariage célébré à Milan, lors du passage de ce capitaine.

d'Anjou. Il reçut dévotement les sacrements¹ et expira dans la nuit du 20 au 21 septembre².

Le lendemain, une messe fut dite en l'église de Bari. Avant de commencer, les barons siciliens acclamèrent, sur la proposition du comte de Potenza, le jeune roi Louis, fils du défunt, et jurèrent sur l'hostie de ne pas reconnaître d'autre maître que lui, de faire trêve à toute rivalité, de ne devouer corps et biens au succès de sa cause. Tous les capitaines présents prêterent serment. Puis la trompette retentit, et, par ordre de leurs chefs, les gens d'armes coururent sous les murs de Barletta pour offrir la bataille à Durazzo et faire parvenir à ses oreilles ce cri sorti de toutes les poitrines : « Vive le roi Louis le second ! Mort à Charles le traître ! » Peu de jours après, les habitants de Bari, rassem-

1 « Omnibus Ecclesie sacramentis cum omni devotione receptis. Intransiens generis mortis subactus est » Mémoire adressé à Clément VII par un des familiers de Louis d'Anjou, et conservé aux Archives de Haute-Garonne, F 1, fol. 66; j'en dois la communication à M. A. Walchenour.

2. Communication faite aux Marseillais, le 18 octobre, de la part du pape et du sénéchal de Provence (Arch. de Marseille, *Reg. des délibérations*). Lettres adressées au conseil des anciens de Bologne par Charles de Durazzo, le 23 septembre 1384, et par Marguerite de France, le 30, publiées par H. L. Gentile dans les *Archives historiques, artistiques et littéraires*, t. I (1880), p. 73. Lettre des Florentins à Comy du 6 octobre, déjà citée *Cronaca Senese*, p. 53. *Diario d'anonimo Fiorentino*, p. 153. *Annales Estenses* (Muratori, t. XV, c. 308). *Religions de Saint-Benoît*, t. I, p. 338. Jacopo Marone. *Libro de memorias*, dans la *Revue des Langues romanes*, t. IV (1880), p. 24. *Journal de Jean le Père*, t. I, p. 36. *Le Petit Thalamus*, p. 109. *House d'Everham*, p. 56. Calendriers de la famille d'Anjou, cités par A. Lecoq de la Marche *Le roi René*, t. I, p. 15, note 3) Ber Kadda, qui fixe la mort de Louis au 10 octobre, 21^e heure (p. 70), a évidemment l'intention de le placer au 20 septembre, car il ajoute : « C'était la veille de la fête de saint Mathieu. » — Les dates du 11 septembre et du 10 octobre ont été données à tort par le *Cronaca Senese* (c. 926), par les *Giornali Napoletani* (c. 1032) et par les *Annales Bonincianelli* Muratori, t. XXI, c. 45) la dernière a été adoptée par C. de Rellis (*Discorsi delle famiglie nobili del regno di Napoli*, t. III, p. 16) et par *L'art du vérifier les dates* (t. III, p. 829) Thierry de Niem (p. 64, variante, à ce propos, une histoire de sainte empoisonnée, La date du 23 septembre 1384 est fournie par une des notes marginales d'un livre d'heures dit du roi René. Bibl. Mazarine, ms. 19) — On est surpris de voir MM. Temple Lander et Marcotti (*op. cit.*, p. 164) tomber dans une erreur plus grave encore sur la foi d'une chronique française ou flamande. *Inters et croniques de Flandre*, t. II, p. 366) « In festo moritur Louis d'Anjou dies 1384 ».

3. Communication faite, le 18 octobre 1384, au conseil de ville de Marseille par des envoyés de Clément VII et du sénéchal de Provence (Arch. de Marseille, *Reg. des délibérations*, cf. Papon, t. III, p. 254). Discours prononcé à Avignon, le 3 décembre suivant, par le comte de Poitiers et par le seigneur de Soult *Journal de Jean le Père*, t. I, p. 78, 80.

bles sur la place publique du marché, adressèrent leurs congratulations au nouveau roi Louis II et nommèrent des délégués pour aller, au nom de la ville, prêter serment aux gouverneurs¹.

Malgré cet enthousiasme du premier moment, l'armée « angevine » ne tarda guère à se désagréger. Beaucoup d'étrangers se mirent en devoir de regagner leur patrie; quelques-uns, comme le comte de Genevois, s'embarquèrent aussitôt pour Venise²; d'autres, comme Bernardon de la Salle, traversèrent la péninsule dans toute sa longueur³. Pour plusieurs de ces derniers, le voyage de retour ne s'accomplit qu'au prix de dures privations. Le *Religieux de Saint-Denis* parle de chevaliers venus sur des chevaux richement caparaçonnés, la bourse pleine d'or, les vêtements étincelants de pierres, et qui s'en retournerent à pied, un bâton à la main, réduits presque à mendier⁴. Charles de Durazzo jugeait alors la guerre terminée; il se flattait déjà de voir tout le pays reconnaître son autorité, bien qu'il eût devoré, dans ses lettres, tempérer par convenance l'expression de sa satisfaction et affecter quelque chagrin à la pensée qu'un de ses parents était mort « hérétique » Marguerite de Durazzo, moins maîtresse d'elle-même, laissait éclater sa joie⁵. Naples fut illuminée dès le 23 septembre⁶.

Au moment même où la nouvelle du trépas de Louis d'Anjou était reçue à Florence (je laisse à penser avec quel contentement),

¹ Acte remontant aux derniers jours de septembre 1268. Sur l'original, conservé à la Bibl. nat. (ms. latin 9235, n° 21), sont apposées les signatures du quarante-neuf témoins ou notaires. Malheureusement une déchirure empêche de lire le nombre ordinal qui se voit le mot « vicesimo » et permettrait de préciser la date du quatorzième. Le passage suivant semblerait indiquer que Louis d'Anjou avait réussi à gagner le cœur d'une partie de ses sujets : « Et consideratis per eundem universitatem dictorum domini regis Ludovici curialis, consilialis et dilectionis argumens affectionis habitis erga ipsos, quos, non ut subiectos sed ut filios. tractavit, de quibus obitu universitas ipsa (sic) et ipsius universitatis homines, doloribus et anxietatibus *pene* anxietatibus, maximis compromittitur. Et in redditione sanguinis fieri potuimus, unusquisque ipsorum pro ipsius recuperacione tradidisset proprios filios alique fructus. » — Sur la proclamation de Louis II comme roi de Sicile, le 12 octobre, « Aquila » Niccolò di Barbona (Muratori, *Antiquitates* t. VI, c. 234,

² *Dei facti Antonino Fiorentino*, p. 64.

³ *Crusades Siculum*, p. 14. Cf. P. Durio, *Les Croisades en Italie*, p. 140.

⁴ Angelo de Tummillitis (p. 9) prétend qu'il n'en revint pas un seul d'ici.

⁵ Lettres aux amis de Bologne déjà citées.

⁶ *Crusades Siculum*, p. 33.

le sire de Coucy s'emparaît aussitôt d'Arezzo, 28 septembre. Quand il eut notifié cet événement aux Florentins, comme un succès dont leur amitié ne pouvait manquer de se réjouir, ceux-ci lui firent parvenir, avec leurs compliments ironiques, la nouvelle de la mort de Louis. « C'est un devoir, ajoutaient-ils, de nous « soumettre à la volonté du Seigneur¹. » La conquête de Coucy, qui, en tout autre temps, eût pu servir de point de départ à une série d'opérations heureuses, devenait plutôt embarrassante. Isolé dans Arezzo et bientôt assiégé par les troupes de la république (Florence avait fait appel à toutes les villes toscanes), il ne tarda pas à comprendre le danger de sa position. Son habileté fut de vendre à beaux deniers comptants une ville qu'il n'était pas en état de conserver. Du moins il stipula qu'Arezzo, ainsi que les Florentins, ses nouveaux maîtres, ne fourniraient plus aucun secours à Charles de Durazzo. Il évacua la ville le 20 novembre; mais, au lieu de continuer sa route vers le royaume qu'il avait mission de conquérir, sinon d'administrer, il reprit la direction du nord, et repassa les Alpes sans avoir bien utilement servi les intérêts français et clémentins².

Les historiens, en général, jugent avec sévérité l'aventure qui prit fin dans le château de Bari, le 21 septembre 1384. Dans cette folle équipée, tout leur paraît blâmable, et le but poursuivi, et les fautes commises, et l'inévitable catastrophe, et les conséquences fatales qui en résulteront pour l'Italie et pour la France.

Au point de vue religieux, je reconnais, en effet, que l'entreprise de Louis d'Anjou ne peut guère se défendre. Clément VII eût-il eu cent fois le droit pour lui, la puissance de son rival réduisait surtout dans la conscience des peuples, et le pire moyen de

1. Lettre des Florentins à Coucy, du 3 octobre, déjà citée. — Les réflexions de Ser Naddo (p. 70) montrent comme ils en prirent aisément leur parti. Froissart (t. X, p. 385) prétend que Coucy n'avait pas été plus loin qu'Avignon, ayant appris dans cette ville la mort de Louis d'Anjou. On peut juger par ce détail de l'exacritude des renseignements fournis sur les guerres d'Italie par le célèbre chroniqueur.

2. Pour plus de détails, v. les mémoires déjà cités de MM. P. Darriès et H. Lacaille, en tenant compte des indications fournies par M. Ludovico Frati sur plusieurs lettres extraites du ms. 17 K II, 60 de la Bibliothèque de Bologne (*Raccolta di lettere politiche del secolo XIV*, dans l'*Archivio storico italiano*, série V, t. XI, 1893, p. 141).

le combattre était l'emploi de la force armée. Quand bien même Louis d'Anjou eût expulsé de Rome le pape italien, quand il l'eût pris et l'eût traitéusement au pape d'Avignon, je ne vois pas que cette violence eût eu la moindre chance de faire refluer la paix dans les âmes. Tout au plus Louis d'Anjou pouvait-il se flatter de replacer dans la basilique avignonnaise un royaume qui, sous le sceptre de Jeanne, avait officiellement reconnu Clément VII¹ : médiocre résultat, qu'on ne jugera sans doute pas suffisant pour justifier un tel effort².

À vrai dire, si le salut de l'Eglise était pour Louis d'Anjou autre chose qu'un prétexte pieux, l'ambition politique avait encore plus d'empire sur son âme, et j'ajouterais, contrairement à l'opi-

1. J'ai relevé d'assez nombreux exemples d'actes d'autorité émis de par Clément VII dans certaines parties du royaume de Sicile postérieurement à la chute de Jeanne Sans Peur (notamment de Bernard de Terracina sur le siège d'Aquila : v. plus haut, p. 32), je citerai une bulle datée d'Avignon le 16 juin 1362, nommant évêque de Capaccio un certain Nicolas Morici surnommé d'Ughelli et à VII c. 67 et une autre bulle du 15 août 1362 donnant au même prélat l'autorisation de se faire reconnaître par un évêque de son choix Arch. du Vatican *Reg. Avinion. XIV Clementis VII* fol. 51 *Reg. Avinion. XXVI apud.*, fol. 20 v°. Considérant comme vacant le siège de Trapani, dont l'évêque, Orsacchino avait adhéré à Urbain VI, Clément VII y nommait par bulle du 16 juin 1362 l'archevêque Jean d'Arcevaux (*ibid.*, fol. 52 v°) surnommé ignavia d'Ughelli (cf. t. IX, c. 60b). Le 2 juillet 1362, il nomme Jean de Pir Trimela au siège de Monopoli, vacant par la translation de l'évêque Jean au siège de Tricarico (*idem* registre, fol. 34 v°), Ughelli (t. I, c. 60b) se borne à mentionner, en 1362, la nomination par Urbain VI d'un évêque de Monopoli. Durant la quatrième année de son pontificat, il pourvut de la dignité d'archiprêtre de Castelvetrano un certain Antonio Pietro : de Sompino de Caracappa, « désigne par les suffrages des clercs ». Il est ajouté que l'abbé de San Vito et de Vulturno avait refusé de confirmer cette élection et avait pourvu, de son côté, un prêtre urbaniste qui ne tarda pas à être reconnu par des seigneurs d'Antonio Pietro. Il en était résulté une série de troubles et de violences, dont le prélat clémentin dut venir demander justice en Avignon Arch. du Vatican *Lettere compendiosissime (Lettere VII assise)* sous V pars II fol. 90 v°. Clément VII concéda encore le 7 juin 1363, diverses faveurs à Mathieu, archevêque de Trani, et lui donna tous pouvoirs pour destituer et priver de leurs biens deux prêtres suspects d'urbanisme, « les archiprêtres de Monopoli et de Pagani et d'une manière générale, pour faire emprisonner tous les urbanistes de son diocèse Arch. du Vatican, *Reg.* 296, fol. 117 v°). Le 3 juin de la même année il enjoignit à l'évêque d'Arcevaux de déposer, après enquête, l'urbaniste Bartholomée urbaniste et chanoine d'Arcevaux (*Reg. Avinion. XXVII Clementis VII* fol. 363 v°) Il expédia le 21 avril 1364, à l'archevêque de Tarente un mandement analogue dirigé contre les urbanistes Pierre, guerrier de Naples, et Philippe Tentini prêtre de la même ville *Reg.* 296 fol. 363 v°. Enfin, le 20 octobre de la même année, il concéda entre autres faveurs à Jean, archevêque d'Arcevaux, le droit de pourchasser en tout portu-

non commune qu'ici cette ambition ne me semble pas tout à fait déplacée. Qu'eût-il besoin, dit-on, de se mêler des affaires de l'Italie? Qu'allait-il faire à Naples, si loin de son pays? — Ce qu'y avait fait, cent ans plus tôt, Charles d'Anjou, frère de saint Louis. D'ailleurs on oublie trop souvent qu'en se portant comme vengeur de la reine Jeanne en Italie, Louis acquerrait son principal titre à la possession de la Provence, et l'on ne peut lui savoir mauvais gré d'avoir disputé à Charles de Durazzo une province qui, grâce à lui, grossit, cent ans plus tard, le patrimoine des rois de France.

Quant aux critiques adressées à la tactique de Louis, les unes subsistent, les autres tombent dès qu'on étudie d'un peu près les campagnes dont j'ai tâché de reconstituer les grandes lignes¹. Un Chondos ou un du Guesclin eût sans doute tiré meilleur parti des ressources mises à sa disposition. Eût-il mieux réussi à protéger ses troupes contre les dangers du climat et les ravages de l'épidémie? En tout cas, à défaut de qualités maitresses, il convient de reconnaître à Louis une patience à toute épreuve, une juste sévérité dans l'exercice du commandement, une foi courageuse dans le succès final. Ajoutons que, durant ces trois ans, il éprouva de vives déceptions, mais n'essuya aucun revers grave, qu'il rangea sous son autorité des terres nombreuses, bien que disseminées, et qu'enfin la mort seule vint inopinément interrompre une œuvre que ni lui, ni aucun de ses partisans ou adversaires ne considérait alors comme désespérée².

C'est en songeant aux frais ruineux de l'expédition qu'on est surtout tenté de traduire l'ambition de Louis d'Anjou³. De bonis

1. Ainsi l'on s'était demandé comment, « parvenu le 13 juillet à Aquila, Louis d'Anjou avait mis trois mois pour arriver jusqu'à Maddaloni, lorsqu'il aurait pu faire le trajet en huit jours » (J.-B. Christophe, *Histoire de la papauté pendant le XIV^e siècle*, t. III, p. 72). Mais les dates fournies par les *Giornali Napoletani* (c. 1046) et acceptées par les meilleurs auteurs, encore tout récemment par M. Camerá, *Elucidazioni*..., p. 306), du vent être corrigées de la façon suivante : 17 septembre, entrée à Aquila ; 14 octobre, arrivée à Maddaloni.

2. Il faut se garder de prendre à la lettre les sautarnonades de Charles III. dans une lettre du 3 septembre 1383, adressée à la ville de Chieti publiée par M. Matteo Camerá, *Elucidazioni*..., p. 318), et raille son adversaire au ventre plein de vent, et lui promet une chute prochaine.

3. « Si vous bien croire que che fa a grans costoges, et qu'il n'est finence nulle,

esprits s'associeraient aujourd'hui volontiers aux critiques entendues, dès le 27 décembre 1381, dans un cabaret d'Orléans : « Qu'est
« alez faire le duc d'Anjou là ou il est alez? Il a pillée, robée et
« emportée la finance en Italie, conquerir autrui terre, il est
« mort et dampné¹ » A part les sommes versées par les deux
Visconti, la plus grande partie des fonds utilisés pour la campagne
provenait, en effet, des coffres du duc d'Anjou, de Charles VI, de
Clément VII, en d'autres termes, des dépouilles du peuple et du
clergé de France. L'appauvrissement du pays au profit d'une con-
quête qui ne l'intéressait que fort indirectement à quelque chose de
révoltant. Mais ici encore, n'oublions pas de reconnaître dans la
situation anormale de l'Église la principale source du mal. Tant
de trésors amassés laborieusement en France n'auraient pas pris
le chemin de Naples, si le roi, d'un côté, et le pape, de l'autre,
n'avaient pensé, en participant à l'entreprise du duc d'Anjou,
coopérer à la suppression du schisme, au relèvement de l'Église,
au triomphe de ce qu'ils croyaient être la vérité.

tant soit grande, que gens d'armes s'exillent et mettent à fu. Certes il coustèrent
tant au duc d'Anjou que on ne le poroit pas nombrer ne exprimer. » (Froissart,
t. X, p. 361.)

1. Douët d'Arcq *Pièces inédites relatives au règne de Charles VI*, t. I, p. 59

CHAPITRE III

SUITE DE L'INTERVENTION FRANÇAISE EN ITALIE

I

Avec Louis I^{er} d'Anjou disparaissait le principal partisan de la « voie de fait, » l'homme le plus disposé et le plus intéressé à mettre en pratique le système de l'intervention armée dans les affaires de l'Église. Sa mort avait quelque chance de mettre fin à la guerre politique et religieuse dont l'Italie était depuis trois ans le théâtre. Était-il vraisemblable, en effet, que son fils aîné, un enfant de sept ans, réussît à tenir tête, dans le royaume de Naples, aux efforts réunis du pape de Rome et de Charles de Durazzo ? Savait-on même si le jeune Louis II, ou plutôt si sa mère et tutrice, Marie de Bretagne, se déciderait à poursuivre une aventure aussi coûteuse et d'un succès aussi aléatoire ?

Le fait est que, si la vaillante fille de Charles de Blois et de Jeanne de Penthièvre accepta sans hésiter la lourde tâche que lui imposait la volonté de son époux, elle n'eut garde de déclarer immédiatement ses intentions. Le duc de Berry, qu'elle consulta, fut d'avis de ne rien faire qui annonçât le projet de continuer l'entreprise avant de s'être assuré de l'approbation du roi. Louis II, bien qu'il fût proclamé roi de Sicile en Pouille, continua donc de s'intituler, à Angers, duc de Calabre, titre qu'il portait déjà du vivant de son père.

D'ailleurs, réduite à ses propres ressources, Marie de Bretagne se fût trouvée dans l'impossibilité d'agir. Non seulement Louis I^{er} avait aliéné la plus grande partie de ses biens meubles, vendu

ou engage ses plus précieux joyaux et dépensé jusqu'au dernier sel de l'argent qui lui était parvenu, mais il avait encore contracté des emprunts et souscrit des obligations envers une foule de personnes dont on ignorait même les noms¹. Les revenus ordinaires de ses biens patrimoniaux n'étaient pas suffisants pour supporter les charges de sa succession, encore moins pour permettre à sa veuve d'assumer des responsabilités nouvelles. C'est ailleurs qu'il fallait trouver les fonds nécessaires à la continuation de la guerre en Italie.

Un de ceux qui s'étaient le plus intéressés au succès de l'entreprise, Bernabé Visconti, manifestait toujours des intentions favorables. Le seigneur de Milan croyait déjà voir sa fille Lucie assise sur le trône de Sicile et ne demandait qu'à contribuer par de nouveaux subsides aux frais de la conquête. Il estimait à mille lances le nombre de soldats qu'il suffisait d'entretenir continuellement dans le royaume pour arriver à en expulser Charles de Durazzo. Si le pape d'Avignon, d'un côté, le roi de France, de l'autre, les ducs de Berry et de Bourgogne et la reine Marie se coalisaient pour mettre sur pied un nombre de troupes égal ou même supérieur à celui qu'il indiquait, il se déclarait prêt à en payer sa part. Un seul pape dans l'Eglise, un seul roi en Sicile, tel était le programme qu'il entendait réaliser, même au prix des plus grands sacrifices. Car il tenait le jeune Louis II « pour son fils le plus cher. » C'est le langage que ses envoyés firent entendre à Marie de Bretagne dès le 4 décembre 1384².

Du côté d'Avignon, l'on pouvait également espérer rencontrer la même faveur que par le passé. Les effroyables charges que l'expédition de Louis I^{er} avaient fait et faisaient encore peser sur la curie³

1. A titre d'exemple, on peut citer les sommes réclamées par le sire de la Rivière et par le comte de Genévois, ces dernières dettes furent réglées, en 1384, à 25,000 francs (*Journal de Jean le Fèvre*, t. I, p. 272, 486).

2. *Journal de Jean le Fèvre*, t. I, p. 60-67, 72.

3. La mort de Louis I^{er} n'avait pas suspendu les paiements. Le 25 mars 1385, la Chambre apostolique rembourse un prêt de 2,600 florins, fait par un marchand vénitien au comte de Genévois dans l'intérêt de Louis. Le 31 mars, le 1^{er} juillet 1385 et le 24 octobre 1387, elle paye de nouveaux acomptes (1 471, 1 040 florins, etc.) sur les deniers dus à Fugueras de Geney pour son expédition de 1384. Le 31 mars 1389, elle rembourse 2 271 florins 12 sols sur une somme de 12,000 florins des jadis prêtée à Louis I^{er} par Antoine de Ponte, marchand d'Anvers. Le 29 mars 1390,

n avaient pas dégoûté Clément VII d'une politique presque aussi stérile que ruineuse. Il eût craint de paraître abdiquer toute prétention à la tiare, s'il eût renoncé à disputer à Urbain VI le terrain de l'Italie. Plusieurs compagnons d'armes ou serviteurs de Louis I^{er}, entre autres le comte de Potenza, parvinrent aux ces entrefaites à la cour d'Avignon. L'un d'eux est sans doute l'auteur d'un chaleureux mémoire qui dut être adressé vers cette époque à Clément VII en faveur de Louis II¹. C'était une cause gagnée d'avance. Le pape d'Avignon annonça, en effet, l'intention de venir en aide au jeune prince². Pour commencer, il assigna au comte de Genevois et à ce même comte de Potenza un traitement de 20 francs par jour, avec mission d'aler, en compagnie de Georges de Marle et de Pierre de Murles, entretenir la cour de France de la question napolitaine³.

Effectivement, le point capital, comme l'avait dit le duc de Berry, était de s'assurer le concours de Charles VI. On le comprenait si bien dans l'entourage de Marie de Bretagne qu'on avait recommandé aux ambassadeurs milanais de ne pas faire « semblant, devers le roy, que Madame eust aucune intencion de conti-

elle rembourser encore un prêt de 1512 florins 24 sols fait au duc par un autre bourgeois de la même ville (Arch. du Vatican, *Introdus et extrus*, n° 359, fol. 115 v°, 168 r° 181 r° n° 362 fol. 153 r°, n° 365, fol. 126 v° et n° 366, fol. 146 v°). D'ailleurs, Louis I^{er} dans son testament, avait recommandé à ses héritiers de réclamer au pape le remboursement de tout ce qu'il avait dépensé pour son expédition, soit mille cent francs (Arch. nat., P. 1334¹, n° 33, et Lang, *Codex Italicus diplomaticus*, t. II, p. 1191), et Marie de Bretagne entendait bien suivre cette recommandation (*Journel de Jean le Fèvre*, t. I, p. 65).

1. Ce mémoire dont je dois la connaissance à M. A. Walckenaër, est conservé aux Archives de la Haute-Saône (F. 9 fol. 66 et sq.). Le passage suivant qui a bien voulu transcrire à ma demande l'archiviste M. Baudouin, indique suffisamment quel rang tenait l'auteur dans l'entourage du prince : « Quantum autem hiis articulis negotiis processibus et conclusis quondam regis proles cordi fuerit non in vita ordinatio indicat et ultima dispositio manifestat. Ordinaverat enim domum meam curatorem Gubernatorem principem Capitanum, consilem camerarium hic presentes, et me, licet indignum, ad sanctitatem vestram ne ad partes Francie destinare. Jura mea cum scripturis libris, jura capitula et advicementa tradiderat, expectabat solum redditum quiescentem ».

2. *Jou. nat. de Jean le Fèvre*, t. I, p. 70.

3. Le comte de Genevois reçoit 100 florins 12 sols le 2^e novembre 1395. Le comte de Potenza la même somme, le 30. Georges de Marle 300 florins, le 5 décembre. Pierre de Murles 171 florins 12 sols, le 6. Arch. du Vatican, *Introdus et extrus*, n° 349, fol. 102 v°, 106 r° 109 r° et v°.

nuer l'emprisonne, selon par le conseil du roy et des ducs de Berry et de Bourgogne. » Vainement les barons nouvellement arrivés d'Italie s'indignaient d'une réserve qui, suivant eux, ruinait les chances de Louis II; à les entendre, les seigneurs napolitains, serrés de près par Durazzo, et se sentant abandonnés par Marie de Bretagne, allaient se tourner de quelque autre côté. Vainement le comte de Potenza, faisant appel à tout ce que la femme et la reine pouvaient avoir de plus sacré, sa foi conjugale, ses devoirs de mère, son honneur de tutrice, l'exhortait à prendre en cette circonstance un « cœur d'homme » : on calma comme on put cette impatience irréfléchie, et tant bien que mal on parvint à gagner le moment où le jeune Louis II se rendit en personne à Paris pour y voir régler le sort de sa couronne.

Qui eût assisté, le 9 février 1385, à l'entrée dans Paris de ce gracieux enfant¹, qui eût vu sa haquenée conduite par deux chevaliers à pied, les autorités municipales, deux cardinaux, deux archevêques, le roi d'Arménie, les ducs de Berry, de Bourgogne et de Bourbon se porter à sa rencontre, n'eût pas douté du caractère royal du jeune Louis II, non plus que des sentiments de la cour de France à son égard. Cependant les barons napolitains avaient depuis dix-huit jours requis l'aide du roi, Marie de Bretagne depuis deux semaines avait déposé ses demandes, et une démarche analogue avait été tentée par des délégués marseillais venus aux frais de Clément : la réponse de Charles VI se faisait toujours attendre. Enfin on sut que le roi de France aiderait son cousin à conquérir le royaume de Sicile en lui octroyant un nouveau subside de 100.000 francs, qu'il lui payerait dans l'année, même le reliquat du précédent subside et lui abandonnerait le produit des aides de l'Anjou, du Maine, etc., durant un an. Mais, d'autre part, les conseillers du roi faisaient au sujet des droits de Louis II sur la Provence une réserve d'assez mauvais augure : ils ne songeaient à rien moins qu'à élever sur cette partie de la suc-

¹ Lettre écrite de Paris par un des envoyés marseillais : « De nostre petit rey vos dit que ses les plus seint enfant et le plus gracios que maya fussen. » (Arch. de Marseille, Reg. des délibérations.)

cession de Jeanne des prétentions au nom de Charles VI lui-même¹.

C'était le retour aux errements des règnes antérieurs. Charles V, on s'en souvient, avait entretenu, à l'exemple de son père et de son aïeul, le projet d'étendre sa domination sur la rive gauche du Rhône². Il n'y avait renoncé que le jour où le Grand Schisme était venu bouleverser ses plans. Alors seulement le duc d'Anjou reprit le projet pour son compte. Mais, presque aussitôt le départ de ce prince pour l'Italie fournit au gouvernement royal l'occasion, qu'il cherchait depuis longtemps, d'intervenir en Provence.

C'est une histoire peu connue. À peine le bruit de la mort de Jeanne s'était répandu dans la vallée du Rhône que la guerre y avait éclaté entre les partisans de Louis d'Anjou et ceux de Charles de Durazzo³. Marseille et Arles, d'un côté, Aix, Tarascon, Draguignan, Toulon, Fréjus et Nice, de l'autre, avaient formé deux ligues rivales, qui aussitôt en étaient venues aux mains⁴.

Guerre politique compliquée d'une guerre religieuse : car les partisans de Charles III faisaient, en général, profession de reconnaître Urbain VI⁵. De là les fréquents rapports de la Provence avec

1. *Journal de Jean de Fieschi*, t. I, p. 77-81, 86-90; Arch. de Marseille, *Reg. des délibérations*. Ruffé, *Histoire de la ville de Marseille*, t. I, p. 224, 225. — Payement fait, le 22 décembre, par la Chambre apostolique à Raymond Audoubert, juriconsulte, et à Etienne de Brundis, bourgeois de Marseille, envoyés par Clément VII à Charles VI (Arch. du Vatican *Industria et studia*, n° 359, fol. 113 v°).

2. V. notre tome I, p. 191.

3. Vers le 15 janvier 1385, les Marseillais croyaient encore la reine vivante et se proposaient de notifier à toutes les villes de Provence les bonnes nouvelles apportées récemment d'Italie, « bons nova que habemus de villa domine nostre regine ». Mais informés, les gens d'Aix, dans une lettre du 20 janvier, affirmaient que la reine était morte. Le 1^{er} mars le sénéchal de Provence écrivit d'Avignon aux Marseillais que l'intention du Louis I^{er}, dans le cas où la reine aurait été assassinée, était de ne prendre aucun repos avant d'avoir tiré vengeance de ses meurtriers. La guerre, à cette date, avait déjà éclaté en Provence (Arch. de Marseille *Reg. des délibérations*). Les habitants de Sisteron ne se décidèrent que le 5 décembre 1385 à faire célébrer un service pour le repos de l'âme de la reine Jeanne (Ed. de Laplana, *Recherches de Sisteron tirées de ses archives*, Digne, 1843, in-8°, t. I, p. 176-177).

4. Ruffé, t. I, p. 215 et sq.; L. Barthélemy, *Inventaire chronologique et analytique des chartes de la maison de Baux*, n° 1696. D. Vernet, t. IX, p. 218, t. X, c. 1142-1703. Cf. une bulle du 23 avril 1383 par laquelle Clément VII donna la fidélité des Arlésiens au saint-siège, leur reconnaissant de nouveau le privilège de ne pouvoir être appelés en jugement hors de leur ville (Arch. du Vatican *Reg.* 294 fol. 83 v°).

5. V. cependant la réponse des habitants d'Auriol et de Roquevaire à l'abbé du Saint-Victor de Marseille (Ruffé, t. I, p. 219).

Rome. Sur la porte de l'église Saint-Jean d'Aix s'étalait, au mois de novembre 1382, une bulle d'Urban VI levant l'interdit que Clément VII avait cru devoir jeter sur la ville rebelle¹. La bulle *Dudum cum filii Helui*, que le pape de Rome fulmina contre ses adversaires 13 février 1383, fut adressée à l'archevêque d'Aix, avec ordre de la faire publier et traduire dans son diocèse comme dans ceux de chacun de ses évêques suffragants. Urban VI eut dans les provinces d'Arles et d'Aix un collecteur apostolique en la personne de l'évêque d'Apt Raymond², et, avant d'opposer l'évêque du Riez Jean de Maille, sur la dénonciation d'un clerc de ce diocèse³, il prétendit le remplacer par le chanoine de Gap Bertrand d'Esparrou⁴ qui, à vrai dire, fut peu après livré au pape d'Avignon. Il va de soi que les Durazzo encouragèrent de tout leur pouvoir la Provence à secouer le joug clémentin⁵.

1. Un des syndics de Marseille fit au conseil de ville, le 4 novembre 1382, la communication suivante : « Exposuit in dicto consilio ad eorum noticiam noviter pervenisse quod quedam bulla intravit Bartholomei inventa fuit in scribis scolasticis Jo. Johannis de Aquis. continens quod ipse absolvet dictum locum de interdicto posito per demum nostrum papam Clementem persequens sacerdotibus dicti loci quod deberant celebrare missas pro dicto interdicto. » (Arch. du Muséum, *Reg. des délibérations*.)

2. Arch. du Vatican, *Reg.* 310, fol. 308 v^o et 391 v^o.

3. Ce clerc s'appelait Pierre Michel et fut, de son tour, l'objet de poursuites ordonnées par Clément VII le 26 septembre 1383 (Arch. du Vatican, *Reg. Avinion.* XXXI *Clementis VII* fol. 379 v^o).

4. Bulle de Clément VII du 4 juin 1383 ordonnant à l'évêque de Viviers de déposer après enquête Bertrand d'Esparrou, chanoine de Gap, s'il était reconnu pour urbaniste (*ibid.*, fol. 376 v^o). Dénonciation de l'urbaniste Leonard d'Esparrou, prior des Salles, frère de Bertrand, anti-évêque de Riez (*Litres supplicationum Clementis VII* *antip.*, ann. IV pars II, fol. 127 v^o). Cf. le *Journal de Jean le Fèvre*, t. I, p. 110. V. aussi une bulle de Clément VII, du 8 octobre 1386 ordonnant à l'évêque de Lombes de déposer après enquête l'urbaniste Raymond d'Esparrou, prior de Colmar (Arch. du Vatican *Reg.* 297, fol. 161 v^o).

5. Le 20 novembre 1383, paiement de 192 florins de Chambéry 24 sols à Johann de Albano domus de Lebestienensis diocesis de societate Chammardi pro expensis quas ipse et certi ejus socii fecerunt capiendis et hac conventionem adducendo intrinsecum Regemum (*Introduit et exitus* n^o 33^o). — L'évêque clémentin Jean de Maille parut avoir occupé le siège de Riez jusqu'en 1386 (J.-J.-M. Fournel, *Histoire géographique et statistique du département des Hautes-Alpes*, Digne, 1861, n^o 4^e p. 723). — Le clerc est encore parmi les urbanistes du même diocèse les deux chanoines Guillaume Estève et Louis Pierre de Solerio : Arch. du Vatican *Litres supplicationum Clementis VII* *antip.* ann. I pars III, fol. 243 v^o, ann. III, fol. 123 v^o.

6. Lettres de Marguerite de Durazzo datées du château de l'Œuf, en 20 et 21 juin 1384 (G. Minardi Riccio, *Saggio di codici diplomatici*, L. II, 1^{re} partie, p. 29).

En présence de ces soulèvements, l'indifférence affectée de Louis d'Anjou et de Clément VII n'était plus de mise. Châteauneuf-les-Martigues venait de tomber aux mains des gens de la ligue d'Aix¹. Peu s'en était fallu que Lambesc n'eût le même sort, à la suite d'un complot dans lequel avait trompé le curé Geoffroy Boutin². Il n'était que temps d'intervenir. Mais, encore une fois, Louis d'Anjou avait emmené au delà des Alpes toutes les forces disponibles — on fut bien obligé de recourir au roi de France. C'est ainsi que, le 18 mai 1383, les Marseillais apprirent, par deux lettres du pape et de Charles VI — cette dernière remontant au 21 février³, qu'un officier du roi, Enguerran d'Euclin, sénéchal de Beaucaire, avait passé le Rhône avec de nombreuses troupes et n'attendait, dans le Comtat-Venaissin, qu'un signe d'eux pour entrer en Provence. Ils ne manquèrent pas d'exprimer le désir que ce mouvement s'effectuât dans le plus bref délai, et bientôt Clément VII leur apprit que, le 3 juin au plus tard, l'armée royale serait campée sous les murs d'Aix⁴.

L'imprudence était grande de la part des « angevins ». À vrai dire, le nouveau « capitaine général » se disait envoyé en Provence « pour le service de Nostre saint pere le Pape et du roy Loys de Jherusalem et de Sicille » Clément VII, en particulier, continuait de supporter tous les frais de la guerre. Sans parler des achats de munitions et des paiements faits individuelle-

1. *Raff.* t. I p. 319.

2. Bulle de Clément VII, du 29 avril 1383, mandant à l'archevêque d'Aix de priver de son bénéfice, après enquête, Geoffroy Boutin, recteur perpétuel de l'église Sainte-Marie de Lambesc qui, avec de ses complices, aurait tâché de livrer aux ennemis de l'Église et de la reine Jeanne la ville et le château de Lambesc, la personne d'Isnard de Pontaver, damoiseau du lieu et vassal de la reine Jeanne, et celles de plusieurs habitants de Lambesc — il ne paraît pas que Boutin que la trahison ne s'accomplît. (*Arch. du Vatican, Reg.* 294, fol. 44 r°).

3. Dans cette lettre, Charles VI annonçait aux Marseillais l'envoi d'Aumery de Maigouac, évêque de Paris, de Jean de Bis, chambellan, du sieur de Balançon de M^{re} Jean Tabari, et il leur faisait savoir qu'ayant appris l'arrivée en Provence d'un ennemi mortel de la reine Jeanne, Balazar Spasola, il avait donné ordre à Enguerran d'Euclin d'entrer dans le pays avec de nombreuses troupes pour y détruire les rebelles (*Arch. de Marseille Reg. des délibérations*).

4. V. dans le même registre de délibérations du conseil de ville de Marseille plusieurs lettres de Clément VII, notamment une du 6 juin 1383, que Filum a imprimée et cite (p. 200) comme étant du 6 juin 1384.

La France et le Grand Schisme

nrent à divers capitaines¹ Enguerran d'Euclin, tant pour lui que pour ses troupes, touchait sur le trésor apostolique 3 000 francs par mois². Il n'en est pas moins vrai que Charles VI avait un pied dans la Provence. Quand Saint-Cannat, Malmort, le Puy-Sainte-Réparate, Bouc, Roquefeuille, les Entrevaux, Peyrolles, etc. furent tombés aux mains du sénéchal de Beaucaire³. Aix, long-

1. Le 17 mars 1363, paiement de 1.011 florins 12 sols que Jean, évêque de Genève doit porter entre les gens d'armes appartenant au grand et fatigué qui doivent se rendre en Provence pour le service de la reine Arch. du Vatican *Instrum. et exim.*, n° 356, fol. 127 r°. — Le 11 mai, remboursement de 55 florins 30 sols que le gouverneur général des finances du roi Louis X celui de Montregard a payés le 1 mai, à deux habitants d'Anthon, lesquels auroient servi et emprisonné certains rebelles et ennemis de la reine (*ibid.*, fol. 153 r°). — Le 3 juin, paiement de 857 florins à sols à Guillaume de Sancho, d'origine castillane pour lui pour Pierre de Termes et pour Pierre de Langèves capitaine de 170 hommes d'armes tous trois destinés entrer en Provence en compagnie du sénéchal de Beaucaire pour le service du pape et de la reine (*ibid.*, fol. 157 v°). — Le 19 novembre, paiement de 857 florins à sols pour les gages et la solde de Guillaume de Sancho, de Perrot de Termes et de Perrot de la Nozière, capitaines de gens d'armes servant en la guerre de Provence; paiement de 307 florins 28 sols à Antoine, bâlard de Terride pour lui et pour ses gens, etc. (*Instrum. et exim.*, n° 337). — Le 24 mars 1364, achat de munitions pour la guerre de Provence (*ibid.*, fol. 28 r°).

2. Le 30 juillet 1363, les évêques de Genève et de Viterbe, envoyés en Provence, portent au sénéchal de Beaucaire et à ses troupes 2 142 florins 24 sols (*Instrum. et exim.*, n° 356, fol. 170 r°). — Le 15 décembre, on voit qu'il a été payé 300 florins à Enguerran d'Euclin, capitaine général en Provence, sur ce qu'il devait recevoir pour ce mois *Instrum. et exim.* n° 337 fol. 34 r°. — Le 20 mars 1364, la Chambre apostolique paye au même 2 142 florins 24 sols pour la solde des gens de guerre qui doivent prochainement se rendre en Provence (*ibid.*, fol. 37 r°). — Le 11 juin, Clément VII a pour principal message à Nicolas d'Amel aux archiducs de Provence et de Beaucaire (*ibid.*, fol. 104 v°). — Le 8 novembre, le camerlengo fait payer 3 928 florins 16 sols à Enguerran d'Euclin sur ses gages et sur la solde de ses troupes du mois de juillet dernier (*ibid.*, fol. 153 r°). — Le 12 novembre, on lui rembourse 214 florins 8 sols « quos solverat de suis propriis pecuniis certis gentibus armorum que recesserunt de civitate Aquensi » (*Instrum. et exim.* n° 359, fol. 101 r°). — Enfin, le 15 décembre, Enguerran d'Euclin, « capitaine général de toutes les Provinces des gens d'armes envoyés par le Roy nostre dit seigneur le dictes parties pour le service de N. B. P. le Pape et du roy Louis de Thermanie et de Sicille, » donne, à Avignon, quittance de 2 500 florins à lui payés par Nicolas de Montregard pour le reste de ses gages de 5 000 francs du mois de juillet dernier (*Instrum. et exim. miscellanea ad ann. 1363-64*). Cf. le paiement de 5 000 francs cité plus haut, p. 20, note 3.]

3. V. aux Archives de Marseille le registre des délibérations de l'année 1363, on se trouve notamment des lettres de Clément VII du 30 et du 27 juin (cette dernière a été publiée par Pilon, p. 176), une lettre de Marie de Bretagne datée de Durtol, le 21 octobre, une de Charles VI, datée de Paris, le 30, et une du duc de Berry,

temps assiégée, fut secourue à temps, on s'aperçut que ces places, conquises au nom de Louis d'Anjou, étaient en réalité gardées pour le compte du roi de France, et l'on se souvint qu'il est moins difficile d'obtenir, à l'heure du danger, l'aide d'un voisin puissant que de congédier un sauveur le jour où ses services ont cessé d'être utiles.

Les papes d'Avignon, même les plus enclins à favoriser l'essor de la politique royale, ont toujours vu d'un mauvais œil des entreprises sur la Provence qui menaçaient d'enserrer leurs modestes états dans un cercle de possessions françaises¹. Clément VII, si dépendante que fût sa situation à l'égard de la couronne de France, ne s'est pas écarté, dans cette circonstance, de la voie tracée par Clément VI, Innocent VI et Grégoire XI.

A peine soupçonna-t-il chez Enguerran d'Euclin le dessein secret de servir les intérêts de Charles VI qu'il s'efforça d'arrêter les progrès de l'influence française en Provence. Il tâcha d'obtenir l'évacuation des troupes qui auraient pu grossir l'armée du sénéchal. Il suspendit probablement les paiements que faisait à Enguerran d'Euclin la Chambre apostolique, et lui redemanda les places dont il lui avait livré les clefs. C'est alors qu'Enguerran put écrire à Paris : « Le pape et les cardinaux « ne sont pas bien enclinez à la partie du roy, aucun d'eulx « disans que, se le roy estoit seigneur du pais, qu'il leur sau- « droit laisser Avignon. » Enguerran ajoutait qu'une « aspre et forte » guerre lui semblait nécessaire pour pacifier le pays ; que la Provence, à son avis, accepterait plus volontiers l'autorité du roi de France qu'aucune autre, qu'il importait d'y conserver les troupes qu'on y avait ; que, quant à lui, bien que l'argent lui fût déjà défaut, il tâcherait de se maintenir le plus longtemps possible dans les places qu'il avait conquises ; enfin qu'un de ses agents s'occupait de recueillir les titres établissant les droits de Charles VI².

du 2 novembre 1383 Ruffin, t. I, p. 220. Menard *Histoire de Nîmes* t. III, p. 36, 38, 40, B. Bouché, t. II, p. 604. Papon t. III, p. 234, D. Vaimete, t. IX, p. 918 (note d'A. Molinier), Douët d'Aroq. *Choses de papiers inédites relatives au règne de Charles VI*, t. I, p. 69.

1. Cf. P. Fournier *Le royaume d'Arles et de Verne*, p. 147. *Id.* 155 et sq.

2. Douët d'Aroq. *op. cit.*, p. 67-70. *Journal de Jean le Fèvre*, t. I, p. 104.

Au même moment, une ambassade des gens de la ligue d'Aix parvenait à Paris malgré tous les efforts du pape pour lui barrer le passage, et faisait aux conseillers du roi des ouvertures bien propres à les encourager dans leur politique nouvelle. Les partisans provençaux de Charles III se montraient disposés à accepter l'arbitrage de la France, offraient à Charles VI de lui livrer les villes et châteaux faisant partie du domaine provençal dont ils étaient les maîtres, ainsi qu'un certain nombre de forteresses et d'otages en garantie de leur obéissance¹.

Pour le coup, Marie de Bretagne comprit que sa place n'était plus à Paris. Avec son fils, elle se rendit en Provence, dissimulant de son mieux ses inquiétudes². Enguerran d'Euvin vint au devant d'elle, et tâcha de justifier sa conduite (18 avril 1385). Mais il trouva de bons prétextes pour refuser de lui remettre les forteresses qu'elle réclamait. Il ne tarda pas, d'ailleurs, à quitter la Provence et s'en alla rendre compte au Conseil de Charles VI d'une situation de jour en jour plus tendue³.

Les ducs de Berry et de Bourgogne paraissent dès lors acquis au projet d'occupation de la Provence⁴. Une circonstance, en apparence, étrangère aux affaires de ce pays vint encore augmenter le désir qu'ils avaient de disputer aux « angevins » la rive gauche du Rhône. Louis de Valois, frère de Charles VI, venait d'être fiancé à la jeune reine de Hongrie, Marie, sœur puînée de cette Catherine qu'il avait d'abord dû épouser⁵. On se souvint, à cette occasion, des prétentions qu'avait élevées la maison de Hongrie sur l'héritage de la reine Jeanne, en particulier sur la Provence, et il sembla que les droits que le jeune comte de Valois allait acquérir du chef de son épouse pourraient être utilement invoqués pour justifier l'occupation qu'on méditait. Bref

1. Douc. d'Arcq. p. 80 et sq. 68, *Journal de Jean le Ferrer*, t. I, p. 97, 98.

2. V. les lettres, des plus optimistes, adressées aux Marseillais par Louis II et sa mère, d'Auxerre, le 3 avril 1385. Ils se louent beaucoup de Charles VI et des ducs (Arch. de Marseille, *Reg. des délibérations*).

3. *Journal de Jean le Ferrer*, t. I, p. 100, 106, 108. *Le Petit Thalamus*, p. 409.

4. Serait-ce avec la mission de combattre ce projet que l'évêque de Genève, Jean de Marol, fut alors envoyé par Clément VII vers le duc de Berry? Il fut cinquante-six jours absent, et revint, le 14 juillet 1385, 463 florins 26 sols (Arch. du Vatican, *Interventus et exilus*, n° 360, fol. 105 r°).

5. E. Jorcy, *La vie politique de Louis de France*, p. 22-23.

un conseil tenu, à Paris, le 10 juillet 1385 arrêta tout un plan d'annexion, dont l'exécution seule demeura subordonnée à l'approbation du duc de Berry. Ce prince, se trouvant pour lors en Languedoc semblait être mieux à même de se renseigner sur la situation véritable. On mettait en avant le besoin de faire cesser une guerre dont souffraient les provinces françaises limitrophes, et l'on prétendait n'agir qu'avec le consentement des villes et seigneurs de Provence, consentement qu'à vrai dire on se gardait bien de solliciter. De peur d'effaroucher Clément VII, on n'annonçait pas l'intention de réunir la Provence au domaine royal. Pour endormir la vigilance de la reine Marie, on promettait que les droits de son fils, s'ils existaient, seraient sauvegardés ; mais, au besoin, l'on ne manquait pas de moyens de vaincre la résistance du parti angevin, » ne fût-ce qu'en arrêtant les levées faites en France pour le compte de Louis II¹.

Cependant le plus pressé était de tirer parti de la bonne volonté des gens de la ligue d'Aix, et le duc de Berry, leur ayant fait savoir que le roi acceptait leurs offres, s'attendait à les voir remettre aussitôt en ses mains la moitié du pays². Mais alors se

¹ Duclot d'Arcq, *op. cit.* t. I, p. 60-67.

² Les historiens s'en sont tenus jusqu'à présent aux renseignements fournis par Jean le Fèvre (t. I, p. 146-149). On doit les compléter à l'aide du rapport qu'Esquerron d'Esclis, Ambassadeur de Salins et Yves Doreu adressèrent au roi le 18 août 1385. Je crois devoir reproduire ici cet important document, conservé au Trésor des chartes (Arch. nat., J 281, n° 5) : « Nostre tres redoubté et souverain seigneur, nous nous recommandons à vous tant humblement comme plus pouvons. Et vous plaise savoir que « nostre partir de Paris, nous sommes venus droit chemin devers Mgr de Berry, à Nymes, où il estoit et avoit attendu nostre venue à Avignon et audit lieu de Nymes par trois semaines ou environ, pour ce que vous lui aviez mandé par vos lettres que il ne se éloignast d'Avignon, unques ad ce que nous fussions venus devers lui, et est très grant joye de nostre venue, et nous est très grant chiere pour honneur de vous. Et yllcui lui distmes présents les cardinaux d'Amiens et de Thury, M. d'Estampes, le conte de Sancerre et messire Philippe de Savoy comment, à la requeste de ceuz du pais de Provence qui se tiennent pour Charles de la Paix vous, pour faire cesser toute guerre au dit pais, et pour garder que autres ne s'y hantent, et pour les perils et inconveniens qui par la guerre, se elle y dureroit longuement, pourroit venir à vostre royaume et à vostre Dauphiné, et pour autres considerations, aviez avisé par deliberacion de vostre Conseil de prendre ledit pais à vostre nous et le gouvernement d'icelui, pour ordonner et déterminer en lieu et en temps à qui il devoit appartenir, et comme les messagers dudit d'Esclis et de Doreu qui pour ce avoient esté devers vous l'avoient requis, et aussi vous avoient offert à vous faire delivrer les villes et chast[reaux] du

produisit un contretemps fâcheux. Les envoyés manquaient ce jour-là, comme aussi le senechal du port de Durazzo, Balthazar Spaula. Il était impossible, avant le 13 août, de réunir à Tarascon les délégués des « vigueries » obéissant à Charles III et, le duc de Berry devant être retenu à cette époque dans le Louvrou, on fut forcé d'ajourner au 15 septembre le rendez-

demaine dudit pais pour y mettre gardes et officiers à vostre plaisir, et, pour sçavoir de ce tenir vostre dit et determination à (que) le pais devroit appartenir, vous avoies en outre offert de vous bailler des châteaux et forteresses de ceux du pais hors [le domaine, avecques hostages souffisans, et leurs sermens de vous obéir et tenir vostre ordonnance et determination. Et distes aussi à mondit seigneur de Berry que sur ce avions lettres à Notre Saint Père de craindre pour lui et pour nous avec lui, et aussi à ma dame la royne et au roy de Sicille son fils, de craindre pour M. de Berry seul, sur ce que à ce ne vouloit consentir à faire le semblable de sa partie, et que nous avions lettres à plusieurs cardinaux et plusieurs nobles et communes dudit pais avecques les autres choses contenues en nostre instruction, au moyen que nous sommes. — Et, ce fait, et sur la deliberacion des pensees dessus nommées M. de Berry fut appeller yllens les dix messagers du Roussillon, et leur fist reciter par ledit cardinal de Thouy les requestes et offres que il vous avoient faictes, comme dît est, les quelles yceux messagers dîrent et confesserent toutes telles. Et leur fut respondre que vous les aviez agréables et les acceptées, et aviez delibéré de prendre le pais à vostre main à la fin dessus dictes, ne comme requeste l'avoient et que il penchoient de la brieve execution de la besongne et que la briefté y estoit moult expedient et necessaire et comme bien le povoient savoir à quoy respondraient que il en desiroient moult la briefté car il avoient sur eulx le charge de la guerre. Mais il distes autre que par l'ordonnance et commandement de Balthazar, et à la deliberacion et requeste des habitants des universités et vigueries de leurs pais, des quels les messagers avoient esté pour ce assemblez, il estoient venus par devant pour dire et rapporter seulement et que vous leur, et le plus tost qu'ilz pourroient, yceux devrés Balthazar et devrés ceux des vigueries, et les feroient assembler, et leur diraient vostre response qui leur sembleroit bonne, et que l'en accordast bien et pour ce que les messagers des dites vigueries vindrent fonder pour mettre la besongne à brief effect. Et pour ce que l'en avoit rapporté que Balthazar estoit venu à Tharazon, l'en ordénâ à la requeste des dix messagers, que nous et rais ensemble plusieurs à Brécourt pour en porter à Balthazar et lui dire vostre response, et pour parler du lieu et du jour dessus dit. Et ainsi fu fait. Et après ce que nous fumes à Brécourt qui est devant Tharazon, dedens deux ou trois jours après assemblames avec ledit Balthazar en une yde ou Baum, entre Brécourt et Tharazon, et le parloames des choses dessus dictes. Il nous respondi, et comme les dix messagers avoient dit à M. de Berry que nous adjoindre les gens des vigueries et leur rapporter vostre response l'execution ne se povoit faire, et que se il sembleroit bien à M. de Berry que à la fin de tout M. de Berry et nous fussions à Brécourt et les messagers des dites vigueries et universités avoient audit lieu de Tharazon, fonder, comme dît est, pour mettre conclusion à la besongne, ce lui sembleroit assez convenable et necessaire, et dîrent que plus tost ne se povoit honnêtement faire pour la distance de Nyort, de la comté de Vienne et des autres lieux

vous des députés de la ligue d'Aix et des représentants duros de France.

S'étant donc borné à ordonner une suspension d'hostilités, le duc de Berry crut devoir profiter des loisirs que lui laissait sa négociation avec les partisans de Doriaz pour rendre Cément VII. Il se présenta, le 9 août, devant le pape à Avignon, accompagné des commissaires envoyés par le Conseil du roi.

Le lendemain du point et nous dit et jura que, ne plus tout le pouvoir faire plus tout le ferait, et request que ne perdant l'occasion d'abolir la guerre au pays. Et nous firent bonne chère, et nous a les El nous en departiront et rapporteront nos choses devant M. de Berry, lequel nous répondit que à la dite poursuite de nous ne pouvait honnêtement estre : car il avait nécessairement à faire pour nous en Carrouge et en Tholouse pour l'ordonnance et accord du pays, et que si possible qu'il eust en negotiation avant qu'il ne pout estre retourné. Et a eulx la journée prise pour entre la Nouvelles die à la dite mi septembre, et a M. de Berry accordé et baillé, un ventres nous, nos lettres de abstinance de guerre audit pays jusques au premier jour d'octobre prochain, et plusieurs confessions pour nous qui yseront par les diètes vigueres et pour conduire les messages qui lors vendront à Tharoccon. — Et retourné M. de Berry en Avignon pour entre à parler au Pape de ceste matiere, et nous pour en parler à M^{re} la Reine, qui estoit à Villeneuve mardi vij^e jour de ce mois. Et plus tost y fust venu; mais il fu, à Nîmes, malade par trois jours, si qu'il ne pout chetiver ne hastigner. Et le mercredi ensuyvant de ceste ces choses devant le Pape en la compagnie de mon dit seigneur, et les expences en que rechargé nous avies, comme dit est, en la presence des cardinaux d'Ambrun et de Tiberi, du chancelier du Pape des notres et d'etampes et de Sancerre, le mois que nous pensions, afin que si eust ventres entre nous et les en nars pour les quelles ces choses de prendre le pays à nous mais et de encliner à la requeste des dis messages, et lui parlâmes aussi de delay et servit du message de Pruntyer qui retourné par ventres comte et confondit en pays, et aussi du maître Geoffroy Pannier, par la maison que rechargé nous eues. Lequel nous répondit yllenc presentement que, en qu'il avait fait en ceste matiere au luy et prout de son luy le second il vult avoir tout bien et seulement et selon Dieu et toute raison car il tenait que à lui appartenait le droit en dit pays par succession de son pere, que Dieu absoille lequel de la volonté du Roy en avait entrepris la conqueste, et lui y avait le Roy soutenu et aidé. Et dit au Notre Saint Pere que il y eust maint tenon car le roy Lays eno pere, que, à sa requeste et pour le bien de l'Eglise en partie entrepris le voiage d'Italie, combien que pour son luy et à sa conqueste la luy principalement, lui recommanda moult M^{re} la Reine, en femme, et M^{re} ses enfants en une que Dieu ferait son commandement de lui en dit voiage et il lui eust prout que je ne luy laudroit, et en requeste que il leur aident à soutenir et garder leur droit de tout son pouvoir, et que, considéré que il avait exposé son corps, et la vie, et son ame, et que il y eust mort, et plusieurs des vens, et considéré la promesse que Notre dit Saint Pere lui avait faite, comme dit est, lui sembla que il estoit tenu à une dicte dame et à mes dis seigneurs ses enfants en ce qu'il en greigneur chaut, de faire le poud, et en especial rendre celui qui avoit lui prout et mort en dame et en luy com qui tenoit et tenoit en partie en Pruntyer, en greigneur des qu'il

Leux-ci portèrent la parole. Ils le prirent d'abord d'assez haut peut-être pour mieux dissimuler leur embarras. Ils se plaignirent que Clément VII eût retenu au passage un des messagers provençaux et sans les papiers d'un agent de la France, le nommé Geoffroy Pannier.

Le pape ne parut pas « être lassé de concevoir sa fine réponse qui nous a été transmise, offre un mélange assez curieux de déférence et de dignité. » Ce que j'ai fait pour le roi Louis le second, « dit-il presque en propres termes, je tiens l'avoir fait bien et justement et selon Dieu. Car il me semble qu'à lui appartient le droit dans ce pays par succession de son père. Celui-ci n'en avait d'ailleurs entrepris la conquête qu'avec l'assentiment,

elle, qui était leur dame, avait été morte; et que, ce il leur faillait, tant outre devraient avoir petite confiance en lui et en ses promesses de reconnaître le bien que il lui auraient fait. Et ce il ne avait consacré votre fait en cette partie vous ne lui en deviez avoir mal gré car oncques n'avoit eue ne n'y que vous vous eussiez tendré à avoir Provençe, ne que vous y réclamassiez aucun droit, et ainsi ne vous devez pas desplaire et il souhaitent reconnaître les choses de vous dites le droit de votre eue. Et nous dit aussi que, ce il eust eue que vous y eussiez eue droit et la voussiez poursuivre et le lui eussiez fait eue, il eust mis peine de la soutenir comme son fief, mesmes, et encore l'eust à présent et vous bailleroit ses châteaux et fortresses, et autrement vous y aideroit de tout son pouvoir, en accompagnant très grandement et très gracieusement les biens que l'Eglise a eus en temps passé de vos prédécesseurs, et que il, en especial en un personne, et ainsi l'Eglise ont d'ordinaire recous du Roy votre père, que Dieu absouille, et de vous, et que il receivent continuellement de vous, qui, et vos dits prédécesseurs, avez toujours eue et eues les prières tres euees et defendeurs perspicues et euees de l'Eglise. Et ce, par la maniere et à la fin que nous lui avons dicté en autrement, le vœux mettre à votre main, il ne peut pas eue y eue, ne eue en eue maniere ou eue. — Quant à l'arrêt en delay de message de Provençe contre dit Saint Pere respont que oncques ne fu accordé ne par lui ne eue delay mais lui fut fait tantost son infirmité par eueement passer par le pont et lui dit que il alast devers la Bayne pour avoir la sien, laquelle ne le lui bailla pas tantost, et pour ce demoura à Avignon tant comme il y demoura. Et finalement M. du Berry en parla à votre dit Saint Pere lequel lui respondi comme dessus et lors présentement lui monstra le dit sauf conduit fait et baillie de la date de deux jours après la venue dudit message en Avignon, et le dit baillier audit message et eue lui fut eue la Bayne baillie la sien et eue le témoignage M. du Berry eue eue. Et quant eue de M. Geoffroy Pannier des que ce il l'eue pas trouver quant il se parti d'Avignon, il l'eue fait prendre pour eue par ce la veille des messages que il avait dictes de lui car il avait dit que Notre Saint Pere eue fait eue le tout eue du roy Robert pour ce que vous ne poussiez monstrez votre droit en Provençe, dont il avait menti manifestement. Car oncques ne le peut, et dit que lui dit tantement se peut trouver par copies en plusieurs lieux, et de son eue dit

« bien mieux avec l'aide du roi de France. Or, j'étais moult tenu
 « d'agir comme je l'ai fait. Quand, à ma requête et en partie dans
 « l'intérêt de l'Eglise, Louis le premier commença son expédition
 « d'Italie (à vrai dire, il s'est surtout préoccupé de sa conquête),
 « il me recommanda vivement sa femme et ses enfants dans le
 « cas où Dieu disposerait de lui au cours de son voyage et moi,
 « je lui promis de soutenir leur droit. Or, il y a exposé son corps,
 « son bien, ceux de ses amis, il y est mort avec plusieurs des
 « siens. Ne suis-je pas tenu de prendre le parti de sa femme et
 « de ses enfants contre le meurtrier de la reine Jeanne ? Sinon,
 « quelle confiance aurait-on désormais dans mes promesses ? Si
 « je n'ai pas favorisé les vues du roi de France, il ne doit pas

que Jacques n'en ait point, excepté un scelet en papier qui lui touchait dont valloit mon avoir qui l'a fait, et lequel il a montré à M. de Berry et le nous a baillé.

Et depuis par le conseil de M. de Berry, avons possible vos lettres aux cardinaux singulièrement, et les avons exposé contre charge et armer en effet. Des quelle la greigneur et la plus noble partie nous ont répondu et dît que vostre entencion et deliberacion ont justin et selon Dieu, et que c'est le profit et l'avancement du droit du roy Loys, et la vous devrez en donner le royaume requerrir. Et quand est d'eulx, il sont prêts à faire toujours à vostre plaisir et service en ce que il seuroient et pourroient. — Le samedi dextrenier [12 août], au vespre, M. de Berry, en allant à Bouenemaure pour voir et recevoir les messages de Hongrie qui y devoient estre, — et furent dymanche dextrenier; et les y reçut moult honorablement, et leur y fist tres grant chere et leur donna de grans et de riches dons de ses joyaux pour honneur de eulx — lui, et nous en sa compaignie, devons ma dame le Roine, et nous recommanda que nous, qui voulons droit de vous, lui desissions la croance. Et, de son commandement, et en sa presence lui baillâmes et la bailla la quelle vous l'endres et vostre intencion, en lui monstrant que c'estoit le profit de M. son fils et que elle le devoit ainsi vouloir par plusieurs raisons, et en especial que sa gentree que elle ne pavoit rendre sans vostre aide, qui avies moult à faire, et plus que pieu a eulx, ne son peche-reuseur nevoit estre en France, par ce que son adversaire mettroit en vostre main ce que il y tenoit que elle ne pouvoit jamais conquerrir par gentree et que de vous elle ne se devoit pas deffier — car vous, qui estes chetif seigneur d'alie et de son fils, estes tous de garder son droit (si comme il y avoit) plus que autre personne vivant, et par autres raisons qui lui furent dites, en lui disant de par vous que à ce se vouloit consentir et faire le semblable de sa partie, et que elle vouloit mander à ses gens qui pour lui sont au pais que il gardassent et tenassent les noblessement obtenus par mon dit seigneur de Berry dont deusm est faite mention. Aux quelles choses respondi que elle estoit bien merveillee comment vous avies eue ceste deliberacion ainsi et son filz appeller, considere ce que vous et M. de Bourgongne vostre oncle lui distes que vous n'y avies mis le dunt ne y proutier aucun malice se vous n'y voiez vostre droit ainsi estre comme vous l'avies en la ville de Paris, et que vous y avies esté mal informés, et pour ce avoit en propos de envoyer de ses gens pardevant vous, pour vous esclairer et dire son entencion, et que

« m'en savoir rien à gré : quand ai-je entendu dire qu'il récla-
 « mât des droits sur la Provence ? Ah ! si j'eusse eu connaissance
 « de ces droits ainsi que de mon intention de les faire valoir, et
 « s'il avait eu devoir m'en aviser, je me serais efforcé de soute-
 « nir sa cause, comme la mienne propre ; encore à présent je lui
 « baillerais mes châteaux et mes forteresses, trop heureux de
 « reconnaître les bienfaits que j'ai reçus de mon père et de lui,
 « qui, à l'exemple de leurs prédécesseurs, se sont toujours mon-
 « trés les princes très chrétiens, les principaux défenseurs de
 « l'Église. En un mot, si, dans l'intention que vous dites, le roi
 « aujourd'hui se propose de mettre la main sur la Provence, je
 « ne pense point m'y opposer. Mais le messager de Provence ne
 « fut jamais ni arrêté ni retardé par ma faute. Quant à Geoffroy

celui retourné, elle parleroit aux prelatz, nobles et communes de Provence qui de
 leur volente s'attachent moi en son obéissance, et que par leur avis et conseil on res-
 pondroit et feroit. Et quant aux abbateneux, nous respondi que elle ne devoit que
 c'estoit, et qu'elle n'avoit pas loier lars de y entendre. Et à ce que nous lui deman-
 dâmes se elle vouloit que nous en parlâssions à son Conseil, respondi que bien
 lui plaisoit. Mais quant nous en eumes parlé à l'evêque de Chartres, et eumes
 esté d'accord que, lundimatin ensuivant, serions aux Jacobins à Arignon, et que
 ille lui monstrerions la lettre desdites abbateneux, et eumes reçus à ma dicte
 dame que elle lui commandast que il y fust, elle respondi que elle avoit à faire
 de les lars pour ses autres besongnes, et qu'il n'y porroit lars entendre. Et nostre
 response n'en peüssmes avoir d'elle. Et sur ce vint ledit lundimatin [il vint], ma
 dicte dame partiede Villeneuve, et passa par Arignon et s'en va droit à Marseille que
 elle dit qui se vult mettre en son obéissance et li faire tous seremens et devoirs
 comme à leur dame et à son filz, comme à leur seigneur. — Nostre tres redoubté et
 souverain seigneur, c'est ce que nous avons fait et peu faire en ce fait, depuis que
 nous sommes venus par deça ; et le vous escrivons pour ce que vous le sachiez,
 comme raison es — et y pourvêes comme vous verrez que bon sera. Et par l'orde-
 nance de mon dit seigneur de Brery, nous sommes demourés pardeça jusques au dit
 jour de mi septembre. Si veuillez escrire à mon dit seigneur et à nous, le plus tost
 que bonnement pourrez, ce que vous voulez que nous fâçions au surplus, et nostre
 plaisir en tout ; le quel nous accomplirons de nos poires comme droit est. — Nostre
 tres redoubté et souverain seigneur, please vous savoir que, au bout de fait, nous
 avons trouvé le cardinal de Amiens aide, conseiller et procureur, comme vostre
 especial et seul ami, d'entre tous autres. Et avons veu que, en tout ce que vous
 avez à faire et que vous puet toucher pardeça, il a toujours esté et est tel, et ne
 craint rien au contraire. Si nous semble bon, sauf vostre bonne correction, que
 vous lui escriviez que vous lui en savez bon gré, et que ce fait et vos autres besongnes
 si lui toujours recommandez, et lui prierez à charger d'autres bons offices et que
 vous y avez parfaite fiance. Nostre tres redoubté et souverain seigneur, le Saint
 Leger, etc. — Escript à Arignon le xvij.^e jour d'aoust.

« Pannier, si je l'eusse pu trouver, je l'eusse assurément fait
« prendre, ne fut-ce que pour lui demander raison de ses calom-
« nies » il a dit que j'avais fait brûler le testament du roi Robert,
« afin que le roi ne pût s'en servir pour défendre ses droits. Il
« en a malheureusement menti!... »

Le pape, on le voit, ne déguisait pas sa répugnance à sacrifier les droits du jeune Louis II. Très poliment, il déclinait le rôle de complice que les oncles du roi lui réservaient dans leur œuvre de spoliation. Il les mettait, malicieusement, en contradiction avec eux-mêmes, et prenait peu au sérieux les droits de Charles VI, dont il n'avait, disait-il, jamais entendu parler.

Cette résistance passive aux volontés de la cour est d'autant plus digne de remarque que le pape fut seul à déployer tant de courageuse franchise. Beaucoup plus souples, les cardinaux s'inclinèrent pour la plupart devant un projet qui leur semblait, disaient-ils, « juste et selon Dieu. » La reine Marie, à les entendre, n'avait pas d'autre parti à prendre que de solliciter elle-même l'intervention du roi de France.

Tout autre était l'avis de la reine Marie, qui prit précisément le contre-pied de ces conseils. Quand les commissaires royaux l'exhortèrent, en présence du duc de Berry, à faire remettre à Charles VI les places qu'elle occupait, ainsi que comptaient le faire, de leur côté, les partisans de Durazzo, elle leur témoigna la plus vive surprise. Se pouvant-il que le roi eût pris cette détermination sans la consulter, elle ou son fils ? après lui avoir dit qu'il ne toucherait à la Provence que s'il y voyait son droit aussi clair qu'en la ville de Paris ? Charles VI avait été « petitement » informé : elle lui enverrait des gens pour mieux l'instruire, ou demeurant, elle suivrait les conseils des états. Les commissaires demandèrent au moins que Marie de Bretagne fit observer par ses soldats les trêves qu'avait prescrites le duc de Berry : mais « elle ne savoit que c'estoit ; elle n'avoit pas loisir lors d'y entendre. » Son chancelier non plus ne pouvait s'en occuper : elle avait besoin de lui « pour ses autres besongnes » (13 août). Puis, ne voulant point en écouter plus long, fuyant les envoyés du roi, comme elle avait fui le roi lui-même, elle s'enfuya dès le lendemain dans la Provence, et s'en alla, avec

son fils, recevoir les serments des Marseillais¹. Ses troupes se gardèrent de respecter les trêves : bien mieux, profitant de la confiance plus grande des paysans, elles excercèrent, notamment dans le territoire d'Aix, des déprédations plus ruineuses². Il en resulta que l'autorité du roi de France, reconnue par tous les « angevins, » perdit son prestige même aux yeux des partisans de Durazzo. Quand, le 18 septembre, Balthazar Spinola, flanqué de quelques bourgeois d'Aix et de Tarascon, s'aboucha dans une île du Rhône avec les envoyés français, ce fut pour se plaindre amèrement de la violation des trêves et pour exprimer des doutes au sujet de l'impartialité de Charles VI : impossible de tirer de lui aucune promesse quant aux places fortes que les gens de la ligue d'Aix devaient livrer au roi. Bien autre fut la déception qu'éprouverent, le 17 octobre, les envoyés de Charles VI : après s'être fait attendre huit jours à Saint-Cannat, les partisans de Durazzo leur apprirent que de longues trêves étaient à la veille de se conclure entre la ligue d'Aix et Marie de Bretagne³. Livrer les places au roi ? Jamais ils n'y avaient songé. Libre à Charles VI, s'il voulait jouer sérieusement le rôle d'arbitre, de se faire céder les places que tenait Marie de Bretagne ! Pour eux, même dans ce cas, ils ne s'engageaient à rien⁴. C'était signifier brutalement au roi de France son congé.

De fait, les envoyés français s'en retournèrent à Avignon, pennuds, « dolents, » se tenant pour « truffes, » et ils ne se trompaient guère. Le duc de Berry, qui avait eu sa grosse part d'affronts, lit contre mauvaise fortune bon cœur ; il finit par rati-

1 Cf. *Roth*, t. I, p. 127, *Journal de Jean le Père*, t. I, p. 152, 159, *Pepus*, t. III, p. 266. — Au sujet de la reconnaissance de Louis II par la ville de Marseille, v., aux Archives de cette ville, le *Registre des délibérations* de l'année 1345 (notamment aux dates du 22 mai et du 8 juillet) : il contient une intéressante lettre de Clément VII, du 16 juin 1345, qui a été publiée par M. Teissier (*Revue des Sociétés savantes*, 5^e série t. VII 1878 p. 61).

2 Ces détails et ceux qui suivent sont extraits d'une seconde relation des envoyés français (Arch. nat., J 291, n° 4 ter).

3, Cf. *Journal de Jean le Père*, t. I, p. 170, 171-172.

4. Réponse de Balthazar Spinola, sénéchal de Provence pour le roi Charles III et du conseil général de Provence assemblé à Aix : elle est adressée à Eysneras d'Endou et aux autres conseillers de Charles VI qui se trouvaient pour lors à Saint-Cannat (Arch. nat., J 291, n° 4, texte latin, n° 4 bis, traduction française).

lier la trêve de vingt mois conclue sans son aveu, et s'entremet même pour obtenir l'évacuation des places qu'occupait le sénéchal de Beaucaire, n'ayant plus qu'une pensée, au milieu du naufrage des intérêts de la royauté, celle de sauvegarder les siens propres¹. Enguerran d'Euclin fit sa paix avec Marie de Bretagne, moyennant qu'elle lui offrit 3 000 francs d'indemnité². D'adroites démarches, tentées auprès de Clément VII, empêchèrent le départ pour Paris du cardinal d'Amiens, dont les « angevins » avaient quelque raison de redouter les intrigues³, et la reine de Sicile ne fut plus exposée à subir de grossières insultes en passant sous les murs de cites provençales occupées par des soldats de Charles VI⁴.

Telle fut la fin d'une aventure qui mit en pleine lumière le sang-froid de Marie de Bretagne, la covauté de Clément VII et l'étourderie dépourvue de scrupules des oncles de Charles VI. Pour élever au nom du roi des prétentions sur la Provence, il ne fallait pas attendre que les droits reconnus à la maison d'Anjou fussent tombés aux mains d'un enfant; et, si l'on rêvait la conquête du pays, on ne devait pas commencer par se poser en

1. V. les compensations qu'il se fit offrir par Marie de Bretagne en place de la principauté de Taranto que lui avait promise Louis IV (*Journal de Jean le Fèvre*, t. I, p. 121, 125, 142, 151). *Inventaire des titres de la maison de Bourbon* n° 3620-3622.

2. *Journal de Jean le Fèvre*, t. I, p. 184, 189, 191, 197, 203-205, 208, 210, 241, 242, 249, 275, 268. — Cette dépense dut retomber encore à la charge de Clément VII; j'ai retrouvé trace de divers paiements faits par le pape à Enguerran d'Euclin, alors gouverneur du Dauphiné, le 21 mai et le 30 juillet 1387, comme complément des 3 000 francs d'or à lui dus en vertu de l'accord qu'il avait passé avec la reine Marie lors de la restitution des châteaux de Provence (Arch. du Vatican, *Instructio et executio*, n° 365 fol. 106 r°, 111 r°, 127 r°). Charles VI, de son côté, fit don à Enguerran d'une maison sise à Paris (4 février 1388, Bibl. nat., ms. latin 9113, n° 43).

3. *Journal de Jean le Fèvre*, t. I, p. 198-200. — Le cardinal d'Amiens, ancien conseiller de Charles V, avait secondé de son mieux les efforts des envoyés français (v. le rapport que j'ai reproduit plus haut, p. 106). Baluze, qui n'est point au courant de cette circonstance, cherche vainement la cause de la défiance manifestée par la reine Marie (*Vita paparum Avinionensium* t. I, c. 116i).

4. [7 septembre 1385.] « Après dîner, quant nous passâmes devant Alémanon au de la garnison eslon, sur les roches nous monstrant son eul et faisoit signe de prier pierres à nous, et ycelle fortissime se tient pour le senechal de Beaucaire » (*Journal de Jean le Fèvre*, t. I, p. 317) — c'est-à-dire pour Enguerran d'Euclin, officier du roi de France, et non, comme on l'a cru (P. Durrieu, *Les Garçons en Italie* p. 145), pour Balthazar Spinola, représentant de Charles de Durazzo.

arbitre impartial et désintéressé. Le rôle qu'on prétendait faire jouer à Charles VI et qui consistait à mettre les parties d'accord en les évinçant l'une et l'autre, ressemble trop à celui de certain personnage de la fable pour qu'il soit besoin d'insister. Mais le duc de Berry ne sut « faire approcher » à portée de la main du roi ni Charles de Durazzo, ni Marie de Bretagne.

Celle-ci, mettant à profit les longues trêves conclues avec ses adversaires, manœuvra habilement : « vers aujourd'hui elle elle l'usc nation qu'en quelques années la plupart des seigneurs et des cites de Provence firent leur soumission. A bout de ressources, les partisans de Charles de Durazzo avaient en vain songé un moment à se placer sous la protection du roi de France¹. Aix elle-même, fatiguée par une guerre qui durait depuis quatre ans², et lasse de solliciter vainement des secours de la cour de

1. Ruff, t. I, p. 229, 231 et sq. *Journal de Jean le Fèvre* t. I, p. 202, 203, 261, 263, 264, 265, 266 et sq., 277, 282 et sq., 304, 305, 378, 389, etc. G. de Nostradamus p. 487, 488. Papon, t. III p. 275. Bib. nat., ms. Dupuy 657, fol. 292. Ed. de Luchaire *Histoire de France*, t. I, p. 181, 128.

2. *Journal de Jean le Fèvre*, t. I, p. 203, 207, cf. ce renseignement donné, le 6 juillet 1386 (p. 271), au sujet des dispositions de la ville d'Aix : « Plomps estoit le traitie que liroient pro R. F. » Je proposerois d'interpréter ainsi l'expression : « pro rege France. »

3. Pitton compte deux sièges d'Aix l'un en 1382, l'autre en 1384. Le premier comme on l'a vu plus haut (p. 21 et sq.), est une pure fiction. L'autre a commencé au mois de juin 1383 (v. Arch. de Marseille, *Reg. des délibérations*, notamment à la date du 21 juin 1383 et a duré deux ou trois ans (v. une pièce que j'ai publiée en 1889 dans l'*Annuaire-Bulletin de la Société de l'Histoire de France*, p. 263). Le 21 avril 1387 et non le 1^{er} avril 1386 comme le prétend P.-J. de Harlez *Histoire de la ville d'Aix*, publiée par la *Société de l'Histoire de France*, Aix 1880 16-17 t. I p. 133 un ambassadeur de la ville d'Aix remit, en la ville de Naples, à Marguerite de Durazzo un mémoire où il décrirait les souffrances supportées par ses concitoyens depuis quatre ans : « videlicet hominum quam plurimum mortem et transmigrationem deperditionem extensionem, ipsorum hominum captivam omnem et redemptionem... et quoniam per beatum continuum in ipsorum personarum... curritur per gentes seniores, et Boiandri et per gentes domini de Ynnia et deperditionem duorum Andegavorum, continuis diebus tempore dictam civitatem abundantem, fruges et blada devastantes et superfluentes, decimo vineas et alios arborum amicos incidentes et comburentes, prodos tam hominum quam etiam animalium quorumcumque die nocteque facientes, necnon equitantes cunctis ad mania et portas civitatis, ejusdem domos comburando et devastando, hostiliter etiam Aquasors ipsorumque ardendo domos, mulierum et virginum delationes perpetrantes... » Pressés par la faim, les assiégés eurent même de faire sortir les bouches inutiles, (Arch. d'Aix, *Livre rouge*, fol. 6; c'est la pièce transcrit dans le ms. 702 de la Bibl. Mazarine, n° 11.)

Naples¹, capitulant au mois de septembre 1387². Afin d'attirer cette ville dans son obédience, Clément VII avait auparavant levé les excommunications lancées contre ses habitants³, et suspendu, le même jour 6 mai 1387, l'archevêque Jean d'Agout⁴. Cette dernière mesure a donné lieu aux interprétations les plus fausses : on a cru que l'archevêque d'Aix était frappé par Clément VII pour avoir soutenu Urbain VI et contribué à la révolte de ses diocésains⁵, au lieu que, partisan de Louis d'Anjou, il avait pris une part active (j'en ai la preuve certaine, à la guerre contre sa ville archiepiscopale⁶). Sa suspension fut, de la part du pape d'Avignon, une mesure essentiellement politique et d'un caractère transitoire, destinée à satisfaire les rancunes des habitants, auprès desquels Jean d'Agout était justement impopulaire⁷. Au surplus,

1. Elle avait envoyé à Marguerite de Durazzo quatre ambassadeurs successifs : en dernier lieu, noble homme Rostang Athenes, au mois d'avril 1387 (même piece, citée par Papon, t. III, p. 275).

2. Le 8 septembre 1387, paiement de 30 florins 30 sols à un trompette du roi Louis II qui apportait au pape d'Avignon la nouvelle de la réduction d'Aix. Arch. du Vatican. *Indroitus et exilus*, n° 302, fol. 140 r°).

3. Arch. d'Aix. *Livre rouge*, fol. 32 r°, bulle citée par Papon, p. 275.

4. Arch. d'Aix. *Livre rouge*, fol. 31 v°, bulle publiée dans la *Gallia Christiana* (t. I, *Index*, p. 69), sous la date du 6 mai 1388. M. le chanoine Albanès, à qui j'ai eu le plaisir de pouvoir signaler l'exemplaire transcrit dans le *Livre rouge*, inclinait, auparavant, à considérer cette bulle comme fautive. On constatera, en jetant les yeux sur le premier fascicule de sa *Gallia christiana novissima* (t. I, c. 92), que la commission érudite a renoncé à éléver aucun doute sur l'authenticité de cette pièce.

5. *Gallia Christiana*, t. I, c. 324, cf. les Additions placées en tête du t. III P-J de Bonis t. I p. 359, 361, 375 H. Fiquet, *La France pontificale métropole d'Aix* (Paris, in-8°), p. 108. — M. le chanoine Albanès montre que Jean d'Agout ne fut pas nommé archevêque d'Aix, comme on le crut, par Urbain VI, le 28 mai 1379 mais par Clément VII, le 1^{er} juin suivant (*Gallia christiana novissima*, t. I, c. 93).

6. Bulle de Clément VII du 12 septembre 1386, chargeant plusieurs prélats de relever l'archevêque Jean d'Agout des irrégularités qu'il a pu commettre en faisant la guerre avec une troupe d'hommes d'armes aux urbanistes et aux partisans de Charles de Durazzo : il n'avait pas lui-même versé le sang mais avait été consentant à la mort de plusieurs rebelles, clercs ou laïques. Cette bulle dont nous pourrions citer à Rome, dans le *Reg.* 297, fol. 111 v°, des Archives du Vatican, a été transcrite également par M. le chanoine Albanès, qui se dispose à la publier dans le t. I, *Index*, l'un de sa *Gallia christiana novissima*. Cf. la phrase déjà citée de la pièce que j'ai donnée dans l'*Annuaire-Bulletin de la Société de l'Histoire de France*, 1889, p. 262. phrase que Papon (p. 269) connaissait par un mémoire de Peirene et dont il a déduit les plus fausses conséquences.

7. Jean d'Agout ne tarda pas à reprendre et conserva jusqu'à sa mort l'administration de l'archevêché d'Aix. A cet égard, M. le chanoine Albanès a réuni les preuves les plus convaincantes (op. cit., c. 96).

un des articles de la capitulation promit la levée de toutes les peines, de toutes les censures prononcées en cour d'Église contre les urbanistes qui se convertiraient, maintenant seulement les châtimens édictés contre ceux qui demeureraient personnellement soumis au pape de Rome¹. Bien qu'un traité où Clément VII est vivement combattu ait pu être deux ans plus tard, rédigé en la ville d'Aix², tout porte à croire que, là comme ailleurs, la victoire des « angevins » fut aussi le triomphe du pape d'Avignon³. La cause d'Urban VI était irrévocablement condamnée en Provence.

Cependant le gouvernement de la France pouvait garder rancune au jeune Louis II d'Anjou de l'échec qu'il venait d'essuyer en Provence. Il était à craindre que Charles VI fût désormais peu disposé à lui prêter son concours pour la conquête du royaume de Sicile. De ce dernier côté pourtant arrivaient d'étranges nouvelles, bien faites pour encourager les espérances des clémentins.

II

Urban VI donnait à l'Italie le spectacle affligeant de ses violences. Brouillé définitivement avec Charles de Durazzo, il avait lassé par ses caprices la patience des cardinaux qui composaient son collège. Plusieurs songèrent, sinon à le faire périr, du moins à le mettre en tutelle, ou à le livrer à Durazzo.

Il eut vent de ce complot : sa fureur ne connut plus de bornes.

1. Art. xv et xvi (Arch. d'Aix, registre *Cornali*, fol. 160 v^o). Cf. G. de Nostredame, p. 498.

2. Il s'agit du *Tractatus informativus de electione Pape*, composé à Aix, en 1389 par Jean de Monson, le dominicain condamné à Paris pour ses doctrines sur la conception de la Vierge (Bibl. Barberini, ms. XVI 79, fol. 135-140, copie du xviii^e siècle dans le ms. Jans 1466, p. 611-707, de la Bibl. nationale).

3. On peut lire dans un *Registre des délibérations* des Archives de Marseille les articles d'un traité, malheureusement dépourvu de date, négocié par les cardinaux d'Amiens et de Cosenza, le camerlingue et le légat Raymond Bernard Flameng pour la réduction des villes d'Aix, de Nice, de Toulon et de Fréjus, des châteaux d'Hyères, de Draguignan, etc. Il est stipulé que les habitants se soumettront à Louis I^{er} et reconnaitront Clément VII.

Six cardinaux, mis aux fers dans les cachots de Nocera, subirent la question, il en fut de même de l'évêque d'Aquila (13 et 14 janvier 1383). Parmi ces cardinaux se trouvait Gentile di Sangro, dont la forte corpulence rendit l'épreuve plus pénible : il faillit s'évanouir quand les bourreaux, à trois reprises, le soulevèrent de terre avec des cordes, il se rappela, en cet instant, que lui-même avait autrefois persécuté les clémentins. Un autre, vieux, cassé, le cardinal de Venise, répétait, à chaque secousse : « Le Christ a souffert pour nous. » Du vinaigre et de la chaux furent ensuite introduits dans les narines ou dans la bouche de quelques-uns des patients, des pointes de jonc enfoncées sous leurs ongles, des cordes serrées autour de leurs tempes. Et, pour achever le tableau de ces scènes répugnantes, Thierry de Niem affirme que le soin d'appliquer la question avait été confié à un pirate genois, connu par sa haine pour les clercs. Urbain VI aurait déclaré vouloir entendre les cris de douleur de ses victimes, et, en effet, pendant toute la durée du supplice, il aurait arpenté le jardin contigu en recitant ses heures¹.

C'est ainsi que le pape de Rome traitait les cardinaux qu'il avait créés. Même rigueur à l'égard des souverains qu'il avait couronnés.

Excommuniés, maudits dans leur personne et leur postérité jusqu'à la quatrième génération, déclarés déchus de toute dignité, particulièrement de la dignité royale, Charles III et Marguerite de Durazzo n'avaient plus rien à ménager Naples, frappée d'in-

1. Thierry de Niem, *De Scismate libri tres*, p. 67-69, 76-84, 92-95 et les textes cités en note par l'éditeur. M. G. Eder (Gobelinus Persone, *Cosmadrimum*, p. 300 : *Cronicon Siculum*, p. 54, 63. Saxomene, c. 1127. *Chronicon Regense* (Muratori, t. XVII) c. 91. Confession qu'aurait faite, le 21 janvier, les six cardinaux mis à la torture, et qu'Urbain VI rendit publique le 14 février, pièce supposée, suivant l'hypothèse de H. Simonsfeld, *Analekten zur Papst- und Konstantinergeschichte im 12. und 13. Jahrhundert*, dans les *Mémoires de l'Académie de Munich* 1881, p. 13, 14 et 41). Encyclique d'Urbain VI du 27 février 1385, ordonnant la prédication dans toute la chrétienté d'une croisade contre Charles et Marguerite de Durazzo (H. Simonsfeld, *Ibid.*, p. 38). Lettre de la reine Marguerite de Durazzo au conseil des anciens de Bologne, postérieure au supplice des cardinaux et antérieure au retour de Charles III, elle n'a pu être écrite qu'entre le 14 et le 31 janvier 1383 et *Cronicon Siculum*, p. 50). Lettre du cardinal de Rieti au même conseil (24 février 1383), protestant contre les aveux arrachés aux cardinaux captifs (H. B. Sauerland *Aktensuche zur Geschichte des Papstes Urban VI*, dans l'*Historisches Jahrbuch*, t. XIV, 1893, p. 221, 224).

La France et le Grand Schisme

terdit par Urban VI, redevint le théâtre de persécutions dont les urbanistes cette fois, furent les victimes. Bientôt l'armée royale marcha contre le pape (31 janvier 1385). Elle occupa le bourg de Nocera, s'empara de la première enceinte du château. Durazzo avait promis 10 000 florins d'or à qui lui livrerait Urban VI, mort ou vif.

Assiégé dans le donjon où il gardait ses prisonniers, Urban, dit-on, se montrait aux fenêtres trois et quatre fois par jour pour lancer l'anathème sur l'armée de Durazzo. Il ne se borna pas à ces démonstrations stériles. Un contemporain parle mystérieusement d'une démarche qu'il tenta auprès de Charles VI¹. Il recourut, suivant un autre, à Bernabé Visconti, ou même à Clément VII². En tous cas, il eut l'idée, non moins hardie qu'originale, de s'adresser à quelques-uns des partisans de Louis d'Anjou.

Quel profit Clément VII n'eût-il pas pu tirer d'une circonstance aussi étrange, s'il eût été seulement prevenu à temps³, ou si les seigneurs « angevins » eussent épousé résolument sa querelle ! Mais la passion que la plupart des barons de Sicile apportaient dans la lutte politique n'avait d'égale que leur indifférence à l'égard des deux pontifes rivaux. Peut-être même ces italiens de naissance ou d'adoption qui faisaient officiellement profession d'obéir à Clément VII, gardaient-ils une secrète sympathie pour le pape originaire de la péninsule. Quoi qu'il en soit, Ronondello de Baux des Ursins, François della Ratta, comte de Caserte, Charles d'Artois, comte de Sant'Agata, plus tard Thomas de San Severino et Nicolas de Sabran, comte d'Aviano, tous ennemis jurés de Charles de Durazzo, répondirent à l'appel du pape traqué

1 [2 janvier 1385] : « M^r Jehan Tribau, qui avec messire Leonnel de Coemes avoit esté à Tarante, me bailla lettres de messire Bernard de la Salle, et disoit messire Leonnel que elle contenoient creances de Berthelemi intrus à Rome, que tout le fait de son estat il mettoit en l'ordonnance du roy de France. La matiere est as hautes que je ne frai d'acquiesce, et garda les lettres. » (*Journal de Jean le Fèvre*, t. I, p. 81.)

2 Lettre du cardinal de Rieti, du 8 mars 1385. Guérard, *Aktenstücke...*, p. 315^v, mentionnant également l'intervention de Bernardon de la Salle. Cf. le *Journal de Jean le Fèvre* (t. I, p. 98), à la date du 8 avril.

3 C'est seulement le 11 juillet qu'on sut à Avignon « que l'antipape Berthelemi estoit, avec les gens de Sicile qui se tiennoient pour le roy Lays, et en faisoit un grande feste. » (*Ibid.*, p. 81, 98, 111.)

dans Nocera ¹. Urbain VI reçoit leurs hommages comme souverain pontife (12 mars). De sanglantes escarmouches dégagèrent les approches du château ². Enfin, le 7 juillet, le pape s'échappa sous la protection de routiers habitués à combattre pour son compétiteur. Il traînait derrière lui ses prisonniers, liés sur des chevaux et exposés, tête nue, au soleil de la canicule ³.

L'étrange situation que celle de ce pontife qui, pour fuir la colère de son ancien allié, se confie aux mains de ses ennemis de la veille! Dans la région de Salerne, où il parvint à grand peine, harcelé par les troupes royales et forcé de semer en route une partie de ses trésors, l'aventure ne fut pas loin de prendre une tournure fâcheuse. Les gens de son escorte, inquiets de leur paiement, ne cherchaient qu'un prétexte pour le trahir, au besoin pour le vendre au pape d'Avignon. Ramondello s'y refusa. Urbain VI ne paya pas, comme on l'a dit ⁴, 44.000 florins sur l'heure, mais consentit à porter de 30 à 42.000 le chiffre des florins promis à ses libérateurs, et leur livra, en attendant, à titre de gages, un certain nombre de perles, de bijoux, d'étoffes ou de vases précieux qu'il avait emportés avec lui dans sa fuite. Après avoir erré

1. Lettre du cardinal de Rieti, du 1 mars 1365 (*Sauerland, Aktenstücke*, p. 825) — *Marabianus di Coppo Marabianus (Historia Fiorentina, dans Doctor degli eruditi. Toscana, t. XVII, p. 72)* prétend que ces honneurs obtinrent d'Urbain VI une reconnaissance des droits du jeune Louis II.

2. *Cronicon Siculum*, p. 58. Post-scriptum mis, le 16 mars, par le cardinal de Rieti à sa lettre du 8. Autre lettre du même, écrite le 25 mars (*Sauerland, Aktenstücke*, p. 826, 827).

3. Thierry de Niem, p. 90-101. *Cronicon Siculum*, p. 58-61. Gobelinus Persona (*Meibom, Rerum germanicarum*, ..., t. I, p. 205. *Generali Napoletani* (Muratori, t. XXI), c. 1037. Bonincontro (*ibid.*), c. 46. Baluze, *Vita papae*, t. II, c. 362.

4. Gobelinus Persona, *loc. cit.* — Thierry de Niem affirme qu'Urbain, manquant d'argent, fit alors mettre son argentier en pièces et en distribua les morceaux aux routiers. Le cardinal de Rieti dans sa lettre du 25 mars, parle aussi de cette distribution (*Sauerland, Aktenstücke*, p. 827). Quant à Froissart (éd. Kervyn de Lettenhove, t. XI, p. 250), son récit est plein d'inexactitudes qui ont déjà été plus d'une fois relevées (P. Darriès, *Les Gascons en Italie*, p. 155; G. Exler, p. 182).

5. On trouve, sur cet incident, des renseignements nouveaux, et on ne peut plus être dans une déclamation faite par Urbain VI, à Naples, le 15 septembre 1365 (*Arch. du Vatican, Instrumenta miscellanea ad ann. 1368-69*). Il résulte de cette pièce qu'Urbain VI n'était engagé à payer ses hommes d'armes par les mains de Ramondello de Bauc des Ursins, une somme de 30.000 florins, qu'une fois délivrés il leur octroya, de lavis de ses cardinaux, une somme supplémentaire de 12.000 florins qu'il paye le premier acompte, 2.000 florins, à Murryano, le second 1.000 florins, dans

pendant un mois entre Salerne, Bénévent et Minervino, et fut, dit-on, poignarder sous ses yeux l'évêque d'Aquila, qui, mal monté et se ressentant encore de la torture, avait peine à le suivre¹, il parvint au rivage de la mer Adriatique et s'embarqua, entre Trani et Barletta sur des navires que le doge de Gênes avait mis à sa disposition (19 août²). Puis, doublant le cap d'Otrante, touchant barre à Messine il y promulgua une fois de plus l'anathème contre Durazzo), remontant vers le nord et marginal Charles III jusque dans la baie de Naples, il se dirigea vers Gênes, où il débarqua le 23 septembre. Ses tribulations avaient pris fin.

Il ne s'en montra que plus implacable. Un seul des cardinaux captifs, l'anglais Adam Easton, dut une liberté relative à l'intervention de son souverain³. Les cinq autres souffrirent une étroite détention dans la demeure même du pape, et quand, l'année suivante, Urbain VI, bon gré, mal gré, dut quitter Gênes (16 décembre 1386⁴), leur disparition donna lieu aux plus sombres commentaires. Urbain les avait fait probablement jeter à la mer,

le port de Barletta, qu'il voulait, par conséquent, à payer 30.000 florins, pour lesquels il remit en gage à Ramondello la « croix » Bénédiction et la « croix » Origénienne, joyaux ornés d'or de rubis balais, de perles, de saphirs, d'émeraudes et d'autres pierres précieuses (probablement des tubes en moyen desquels les souverains pontifes buvaient le sang sacré — cf. Du Cange, v^o CENNA et v^o CANNA) que Ramondello recut le même soir, avant le 15 novembre 1386 par les mains du chevalier Philippe « de Kastellia » et en donna quittance définitive qu'en outre (et c'est là probablement ce qui eut ou lieu dans le pays de Hollande) l'urban VI avait donné entre les mains des rentiers un certain nombre de vases d'or et d'argent, de perles, d'étoffes de soie, d'étoffes brodées d'or et d'argent, d'indes diapèdes et de joyaux d'église qu'il entendait bien récupérer — que et quant profetas domineu mester non intendit propterea eis remittere — sed eis repetere intendit. »

1. Quatre autres galères génoises attendaient dans le port de Bari — grâce au chef conduit de Ramondello, les gens de la suite d'Urbain purent pénétrer dans cette ville — pour lui tenir au nom de Louis d'Anjou (Gubelmann Ferraro, p. 307).

2. Le témoignage de Thierry de Nismes est confirmé par une lettre que les cardinaux Pileo de Prato et Gaucotto Tarlati de Pietromala écrivirent aux anciens de Bologne le 8 août 1386 (Sauerland, *Altneuliche...*, p. 427).

3. Philippe de Nèstres se trompe en disant qu'Adam Easton mourut des suites de ces mauvais traitements (*Songt du Yail Telaria*, Bibl. nat., ms. français 1552, fol. 73 r^o). Le même auteur fait une peinture lamentable de la détresse des cardinaux victimes de Barthélemy, « plus cruel que serpent, Hérode ou Antiochus. »

4. Ramon Sardo, *Crónicas Pisanas*, dans l'*Archivio storico italiano*, t. VI, 2^e partie, p. 206.

ou étrangler, ou assommer et enterrer sous de la chaux vive dans l'écurie de sa maison¹. L'imagination populaire, s'emparant de ce drame, forgea des circonstances encore plus étranges. N'allait-on pas jusqu'à dire que les corps des cardinaux, salés, séchés au four, avaient été enfermés dans des malles qu'Urbain VI emportait avec lui, et sur lesquelles il avait fait placer des chapeaux rouges²?

Cette absurde légende d'origine italienne donne la mesure du discrédit dans lequel Urbain VI était tombé³. Ce n'étaient ni son compétiteur, ni les cardinaux d'Avignon qui portaient alors contre lui les accusations les plus graves, mais des clercs de sa cour ou de son obéissance, qui ne cessaient de voir en lui le pape légitime, des prélats qu'il avait promus lui-même aux premières dignités. Qui dénonça aux Bolognais sa rigueur impitoyable, si ce n'est le cardinal de Rieti⁴? Et qui permit qu'on déployât contre lui l'étendard de l'Église sinon ceux de ses cardinaux qu'il avait laissés à Naples? Un autre, qui l'avait suivi à Nocera, s'esquiva, sous prétexte de regarder un combat, et ne reparut plus. Bientôt le clergé de Rome reçut des cardinaux Pileo de Prata, Luc Gentili, Pons Orsini Barthélemy Mezzavacca et Landolfo Marramaldo une note flétrissant l'entêtement, l'orgueil et les mœurs détestables du pape italien. Il était, disaient-ils, sciemment responsable de la prolongation du schisme, par suite suspect quant à la foi et tout à fait incorrigible; une assemblée du clergé récemment tenue à Naples avait décidé de lutter énergiquement contre lui, telle était bien l'intention de ces

1. Thierry de Nicaïa, p. 103, 110, *Vita prima Clementis VII* (Balani, t. I), c. 313. *Chronicon Placentinum* (Muratori, t. XVI), c. 339. Gubelinus Persoon, p. 305-310. Minerbetti (Tortini, t. II), c. 104. Sasomene, c. 1120. *Continuationes du Liber pontificalis* (abbé L. Duchesne, *Le Liber pontificalis*, t. II), p. 303, 329, 349. — Urbain VI affecta de considérer ces cardinaux comme complètement disparus, et ils figurent tous les cinq dans une énumération des ennemis d'Urbain auxquels Jean et Poncello Orsini jurèrent le 24 septembre 1380 de ne prêter aucun secours (Arch. du Vatican, *Instrumenta miscellanea ad ann. 1380-83*).

2. André Gualtero (Muratori, t. XVII), c. 580.

3. Les Laqueois furent cependant très hâtifs de le recevoir et de le garder pendant dix mois (*La cronache di Giovanni Sercambi*, publiées, en 1892, par Salvatore Boggi, dans les *Fatti per la storia d'Italia* de l'Istituto storico italiano, t. I, p. 122-123).

4. V. les trois lettres citées plus haut (Hauserland, *Altenstube*., p. 824, 825, 817).

cinq cardinaux, comme aussi d'écrire à tous les rois, prélats et peuples de la chrétienté, afin de procéder de concert avec eux à l'union et à la réforme de l'Église¹. Le projet n'eut pas de suite, mais de nouvelles défections se produisirent bientôt dans l'entourage d'Urbain. Les cardinaux de Ravenne et de Pietramala, ayant intercédé en faveur de leurs collègues prisonniers, se crurent menacés à leur tour, et prirent la fuite². De la cour de Jean-Galéas, où ils se réfugièrent, ils adressèrent aux Bolognais le plus violent réquisitoire contre Barthélemy Prignano (8 août 1386³). L'indulgence insuflée avec laquelle, dans cette lettre, ils appréciaient la conduite des cardinaux de l'autre collège pouvait déjà faire pressager leur évolution prochaine : effectivement, ils ne tardèrent pas à quitter Pavie pour Avignon, où, ayant fait abjuration, ils furent admis par Clément VII au nombre de ses cardinaux⁴.

Tandis que le vide se faisait ainsi autour d'un pape déconsidéré, un prince heureux, mais insatiable, courait à sa perte, au lieu de jouir du fruit de ses victoires. Charles de Durazzo oubliait les engagements que lui avait fait prendre le son roi Louis le Grand : il s'embarquait pour la Hongrie et, le 31 décembre 1385, y usurpait le trône de la jeune reine Marie. Processions, cavalcades, jeux et fêtes de toutes sortes célébrèrent, à Naples, la nouvelle de ce triomphe⁵. Mais l'allégresse ne tarda pas à se convertir en deuil : Charles III, attiré, le 7 février, dans la chambre de la reine douairière de Hongrie, y avait reçu trois blessures à la tête, dont une lui avait crevé un œil⁶, emporté dans le château de Vissegrad, il y était mort, peut-être empoisonné (27 février 1386).

La Hongrie se replça sous le sceptre de Marie. A Naples,

1 Baluze, t. II, c. 383.

2 Urbain VI avait pourtant exigé, le 28 novembre 1383, un nouveau serment de fidélité du cardinal de Ravenne (Arch. du Vatican, grand cabinet de parchemin conservé dans la layette des *Instrumenta miscellanea ad ann. 1383-89*).

3 Sauerland, *Aktenstücke*, t. I, p. 627.

4 Gohelins-Persona va jusqu'à dire (p. 307) que Pileo aurait jeté au feu son chapeau de cardinal en pleine place publique de Pavie. Cf. *Religieux de Saint-Denis*, t. I, p. 302, et Rinaldi, t. VII, p. 491.

5 *Cronicon Siculum*, p. 63.

6 Cette nouvelle parvint le 2 mars à Marie de Bretagne qui donna 50 francs en mesuager (*Journa! de Jean le Fèvre*, t. I, p. 15). Cf. *Cronicon Siculum*, p. 63.

les partisans de Charles de Durazzo proclamèrent l'avènement de son fils Ladislas, âgé seulement d'onze ans, sous la tutelle de Marguerite. Les deux parts qui se disputaient le trône de Sicile n'avaient plus rien à s'envier l'un à l'autre : Charles III avait nuvi Louis I^{er} dans la tombe, de part et d'autre, le pouvoir flottait aux moins d'un enfant et d'une femme.

La catastrophe du mois de septembre 1384 n'avait donc pas fixé irrévocablement le sort du royaume de Sicile. Français et clémentins avaient encore la partie belle dans l'Italie méridionale.

Ils n'avaient guère de l'abandonner. Le jour de la Pentecôte de l'année 1385 (21 mai), on vit, dans la chapelle du palais d'Avignon, un enfant s'agenouiller aux pieds du souverain pontife et réciter de longues formules d'hommage et de serments, puis deux bannières aux armes de l'Eglise et de Naples passer des mains du pape dans celles de l'enfant : c'était Louis II d'Anjou qui recevait de Clément VII l'investiture du royaume de Sicile¹. Le jeune prince fut, il est vrai, dispensé de se rendre en Italie avant sa quatorzième année et de prendre une part personnelle à l'œuvre de la conquête avant sa dix-huitième, et il obtint remise provisoire du cens de 8 000 onces d'or, décharge définitive des 70 000 marcs que payaient au saint-siège les souverains de Sicile². A quelque temps de là, les habitants de Sorgues le virent, dans les bras du sire de Vinay, conduisant par la bride la mule de Clément VII³ : il commençait son apprentissage de roi vassal du saint-siège.

Si touchantes que fussent ces manifestations, le moindre envoi de troupes eût bien mieux fait l'affaire des barons qui poursuivaient en Italie la lutte contre les Durazzo. Bernardon de la Salle et Pierre de la Couronne, désignés pour conduire des renforts dans

1. *Journ. de Jean le Fèvre*, t. I, p. 111. Grande bulle d'inféodation pourvue des conscriptions de dix-neuf cardinaux et portant la date du 28 mai 1385 (bulle du 8 juin conférant à Marie de Bretagne le bail du royaume de Sicile (Arch. du Vatican, Reg. 205, fol. 175 r^o, 147 v^o). Bulle du 1^{er} juin 1385 autorisant Louis II à différer son voyage en Italie jusqu'à sa dix-huitième année (Arch. nat., J 513, n^o 26).

2. Il fut également dispensé, par bulles du 6 juin 1386, d'envoyer, à première réquisition, une troupe de 300 chevaliers dans les Etats de l'Eglise (Arch. du Vatican, Reg. 206, fol. 140 r^o, 148 v^o, 146 r^o et 147 r^o, Bibl. nat., ms. latin 8003, n^o 63).

3. *Journ. de Jean le Fèvre*, t. I, p. 171.

le royaume, demandaient au bas mot 40 ou 60.000 florins. C'était à qui ne les payerait pas. Une discussion entamée à ce sujet au mois de mai 1385, entre Clément et Marie de Bretagne durait encore au mois de juillet. Vainement, pris pour arbitre, le duc de Berry fixa la part du pape à 36.000 florins. Clément, sur ces entrefaites, ayant eu vent des promesses de services faites à Urbain VI par des barons du parti « angevin », ne se souciait plus de venir en aide à des alliés aussi peu sûrs¹ : il déclarait que, si cette nouvelle venait à se confirmer, il s'en tiendrait à un paiement de 30.000 florins². De fait, ce versement lui-même n'eut pas lieu ; ce que voyant, Marie de Bretagne se crut dégagée de ses promesses. Il faut attendre au mois de juin de l'année 1386 pour assister au départ des deux chefs de routiers³.

Le premier rôle dans l'œuvre de la conquête était alors réservé à un prince, décoré du titre de capitaine général. Othon de Brunswick, à peine libre, était venu mettre son épée au service de Louis II. Clément VII, ainsi que Marie de Bretagne, avait comblé de faveurs l'époux de la reine Jeanne : sans parler de la rose d'or qui lui fut attribuée⁴, il reçut une somme de 6 000 florins⁵ et obtint une pension de 500 francs par mois⁶. Mais ses prétentions devinrent exorbitantes quand il eut accepté le comman-

1. *Journal de Jean le Fèvre*, t. I, p. 106, 108, 308, 312, 323, 339, 361, 366, 345, 349; P. Darmon, *Les Gascous en Italie*, p. 149, 150. — Le même érudit a supposé (*ibid.* p. 155) que Bernardon de la Salle partit alors subitement dans l'espoir de servir d'intermédiaire entre les routiers et la cour d'Avignon.

2. Cette scène eut lieu le 23 juillet. Le 1^{er} août, Clément VII nomma François della Ratta, comte de Caserte, recteur et gouverneur de la ville et du diocèse de Bénévent (Arch. du Vatican, *Reg.* 716, fol. 133 r°). Il ignorait sans doute encore le rôle joué par ce personnage dans l'épisode d'Urbain VI. Il ne parait d'ailleurs avoir été bien informé qu'en mars de novembre. À la date du 16, on le voit remettre 30 florins à un messager venu de Naples qui lui apportait la nouvelle « de recevoir Bartholomée de Nurella » (Arch. du Vatican, *Introduit et exilus*, n° 358, fol. 48 r°).

3. *Journal de Jean le Fèvre*, t. I, p. 156, 163, 165, 279, 385.

4. *Introduit et exilus*, n° 358, fol. 81 v° (à la date du 16 avril).

5. Ce versement fut fait, le 21 mars 1385, tant à titre de don qu'en paiement de certaine somme reçue par la Chambre apostolique au nom d'Othon de Brunswick (*Introduit et exilus*, n° 354, fol. 162 r°).

6. Elle était pour moitié à la charge de la reine pour moitié à la charge du pape (*Journal de Jean le Fèvre*, t. I, p. 222, 269). En effet, on voit la Chambre apostolique payer à Othon de Brunswick, le 13 janvier, 215 florins 8 sols pour sa pension du mois courant (*Introduit et exilus*, n° 358, fol. 79 r°).

dement en chef 20 janvier 1386) : nouvelle source d'embarras, nouvelle cause de retards. Deux fois Marie de Bretagne fut sur le point de le congédier. Enfin, au mois d'octobre 1386, un traité fut conclu : le pape faisait payer à Othon de Brunswick 6.000 florins d'or, et le prince avait promesse de 32 000 ducats, dont les trois quarts retombaient à la charge du saint-siège, aussitôt Naples prise, ou du moins quand la plus grande partie du domaine royal aurait été conquise. Marie de Bretagne devait rendre à Othon de Brunswick la principauté de Tarente, ou lui inséquer une terre équivalente¹.

En somme, deux années venaient de s'écouler depuis la mort de Louis I^{er} d'Anjou. A l'envoi de quelques galères sur les côtes d'Italie², de quelque argent aux bourgeois d'Aquila³ ou au châ-

1. *Journal de Jean le Rôdeur*, t. I, p. 164, 165, 169, 170, 177, 186, 191, 192, 200, 201, 214, 217, 218, 220, 222, 223. Le 23 juin 1386, Clément VII fait payer 1.000 florins à Othon en déduction de ce qui lui est dû par la reine, attendu qu'il s'en va en Pouille (*Intrados et extras*, n° 365 fol. 172 v°). Le 8 octobre, il lui fait remettre 2.000 florins « peu complements VI^{er} Honororum mari de Camera quos Camera apostolica sibi respondit pro dominis rege Ludovico, rationis expensatus regni Sicilie » (*ibid.*, fol. 184 r°). On voit combien ont coûté le récit de Froissart (éd. Kervyn de Lettenhove, t. XI p. 268). « Et remonstren le dit messire Othon plusieurs choses au Pape et aux cardinaux... mais de finance il ne veut onques avoir car la Chambre estant si malade d'or et d'argent que les cardinaux ne peuvent avoir leurs gaiges qui leur valent deus de leurs chappenzels. En conseil le dit messire Othon de Brunswick parut mal content de cela tous Les roys delivres en la cite d'Avignon pour s'en retourner la somme de 1.000 francs, dont il en tint compte. »

2. V. un traité passé, le 30 juin 1385, par le comte de Flandre avec Pierre Eugénie, de Majorque, et Pierre Haget, de Marseille, qui s'engageait à armer deux galères de vingt-neuf bancs chacune destinées à faire la guerre pendant deux mois à l'instar Barthélemy et à Charles de la Paix, chaque galère étant payée à raison de 1.000 florins de la reine par an (Bibl. nat. ms. lat. 4813r, fol. 91 r°). C'est ainsi que le 11 juin, le chancelier de la reine Marie reçoit deux mandements de 1.000 francs payables aux deux armateurs sur le trésor pontifical (*Journal de Jean le Rôdeur*, t. I p. 110). Les 7, 23 et 30 juin 1386, Clément VII fit payer 4.000 florins 10 sols à Pierre Eugénie et à Guillaume Garen, patrons de deux galères destinées à la guerre de Sicile Arch. du Vatican, *Intrados et extras*, n° 358, fol. 11 v°, 112 v°, 116 r°).

3. D'après Kiccola di Borbone (Muratori, *Antiquitates*, t. VI p. 824), l'évêque d'Aquila aurait rapporté aux habitants, le 11 juillet 1385, 1.000 ducats de la part de Clément VII. D'autres ambassadeurs, Louis de Carlo et Nicolas Zani, envoyés par les habitants d'Aquila et par Rinaldo Orsini, se présentent à Marie de Bretagne le 22 septembre après de longues négociations, on se décide à leur donner 3.000 florins que le pape consent à débourser (*Journal de Jean le Rôdeur*, t. I p. 172, 199, 120, 220, 240). Je constate effectivement, le 25 décembre, un paiement de 3.200 florins

telain de Tarente¹ s'étaient réduits tous les efforts de la reine et du pape d'Avignon. Impuissance assurément plutôt qu'insouciance : il est aisé de s'en convaincre en suivant les débats qui s'élevaient journellement dans le palais des papes. Mais les barons napolitains, réduits à leurs seules ressources, ne s'en rendaient pas assez compte : ils réclamaient impatiemment la venue du jeune roi. C'est aussi ce que refusait de comprendre le comte de Potenza, établi désormais à la cour d'Avignon, où il se donnait pour mission de stimuler sans cesse le zèle du pape et de la reine. Il faut lire, à cette date, le *Journal* de Jean le Fèvre pour se faire quelque idée des distribues omères, des sommations hautaines ou des menaces brutales que Marie de Bretagne était condamnée à entendre. « Je le dis s'écriait Potenza à la gloire de « mes compatriotes et à votre infamie ils ont bien rempli leur « devoir, et vous n'avez rien fait!... » Et il décrivait les souffrances endurées par les barons de Sicile, bien résolu, assurait-il, à ne pas supporter indéfiniment ce « martyre » pour l'amour d'une reine et d'un roi qui, après tout, « n'étaient pas Dieu. » Si Marie de Bretagne eût écouté le comte de Potenza elle fût allée chaque jour tendre la main au pape ou aux cardinaux². Par malheur, ces boutades ne l'aidaient guère à se procurer l'argent dont elle avait besoin. En revanche, la présence du comte se traduisait, pour elle et pour Clément, par un surcroît de dépense assez notable³.

fait par la Chambre apostolique « dominus Ludovicus de Corle, militi, ambasciatore de Aquila, quos dominus noster Pape nubi, nomine communitalis Aquile, daret valent pro domini regina Sicilie » (*Introdus et eximus*, n° 358, fol. 90 r°).

1. *Journal de Jean le Fèvre*, t. I, p. 146, 148. — Le même chancelier étant venu à Avignon, la reine lui fit remettre 5.000 francs et profita de l'occasion pour envoyer 19.000 francs aux gens d'armes qui guerroyaient dans le royaume (*ibid.*, p. 215, 217, 236).

2. *Ibid.*, p. 110, 112, 113, 140, 142, 144, 215-231, 259, 271, 287.

3. La reine, qui l'avait confirmé en l'office de protonotaire du royaume, lui fit remettre, avant le 28 juillet 1385, 4.200 francs (*ibid.*, p. 112, 146). Clément VII, de son côté, lui servait une pension de 267 florins 24 sols par mois, comme il résulte de paiements faits au mois de juin 1386 et au mois de mai 1387 (*Introdus et eximus*, n° 358, fol. 114 r°, n° 363, fol. 99 r°). Le 17 septembre 1387, concession de nombreuses terres et, en attendant la mort d'Otton de Brunswick, don d'une pension de 12.000 deniers. Au mois de mars 1388, le comte vint à Angers, et Jean le Fèvre remarque que Marie de Bretagne lui fit « ordonner en chambre comme pour un roy » Il reçut, au mois d'avril, 2.600 francs, et n'en fut que plus exigeant (*Journal de Jean le Fèvre*, t. I, p. 513, 514, 516; cf. Arch. des Bouches-du-Rhône, B 1587 fol. 110 v°).

Cependant, si mollement que fussent poussées les opérations de guerre, l'heure de la victoire allait sonner pour le parti « angevin » : victoire relative et due principalement à la décomposition du parti opposé. Naples, frappée d'interdit par Urbain VI, insurgée contre l'autorité de Marguerite de Durazzo et déchirée par des factions rivales, était une proie facile à prendre. Othon de Brunswick et ses amis n'eurent guère qu'à se présenter pour se faire ouvrir les portes de la ville (7 juillet 1387). Tandis que la reine Marguerite s'enfuyait à Gaète, les vainqueurs recevaient le serment de fidélité de la bourgeoisie napolitaine.

Une ombre cependant déparait ce tableau. Soit entraînement, soit calcul, les soldats de Brunswick en pénétrant dans Naples, n'étaient permis d'acclamer « *al papa Urbano*, » et, le 28 juillet, une brillante cavalcade avait promené à travers rues la bannière d'Urbain VI avec l'étendard de Louis II¹. Cette circonstance, rapprochée de celles qui avaient accompagné l'évasion de Nocera, devait inspirer à Clément VII des réflexions mélancoliques. Était-ce donc là le fruit de ses nombreux sacrifices ? La noblesse napolitaine ne lui réclamait-elle de continuels subsides que pour les faire servir d'abord à la délivrance, ensuite au triomphe de son rival ? Ce ne fut, à vrai dire, qu'un éclair dans l'esprit du pape d'Avignon. Prompt à se rattacher à des espérances qui lui étaient chères, il se laissa persuader que la nécessité devait servir d'excuse aux défaillances de ses alliés, et que le royaume, une fois gouverné par Louis II, ne reconnaîtrait plus d'autre pape que lui. De la même main qui venait de compter 9,770 florins à Marie de Bretagne (13, 18, 23 mars 1387,² 5 700 florins aux mercenaires de Pouille (21, 23 mars³ et 1 000 florins à un homme de confiance renvoyé dans le royaume de Sicile (3 mai)⁴, il paya e

1. *Cronicon Neapolitanum*, p. 67 et sq., et les textes cités par l'éditeur G. de Blasia, *Journal de Jean le Fèvre*, t. I, p. 378, 379. P. Muerbetti c. 129.

2. Sur la somme gracieusement concédée par le pape à la reine pour la conquête du royaume de Sicile (*Intercursus et exitus*, n° 362, fol. 91 r°). Dès le 24 mai, le 8 et le 12 juin 1385, divers paiements avaient été faits (9 300, 5,700, 1,071 florins, etc.) « *Catholoni de Roca, thesaurario guerre domini regis Ludovici II, in deductionem majoris summe quam idem dominus rex debet habere a domino nostro Papa* » (*Intercursus et exitus*, n° 359, fol. 169 v° 171 r°).

3. *Intercursus et exitus*, n° 363, fol. 94 v°.

4. Il s'agit de Pierre de Murles *ibid.*, fol. 105 r°. Le même personnage y avait

nolissement d'une nouvelle galère destinée à faire dans les eaux de Naples une campagne de deux mois (12, 25, 28 septembre)¹, et il donna près de 7.000 florins au chef d'une ambassade que lui avaient adressée précisément ces mêmes barons napolitains dont il avait tant à se plaindre².

III

Clément VII cependant avait-il fait le meilleur emploi de ses deniers en les consacrant presque exclusivement à la conquête du royaume de Sicile ? Ne regrettait-il point parfois de ne pas avoir disputé à Urbain VI avec la même ténacité les autres provinces italiennes ?

Dans le Patrimoine de Saint-Pierre, le préfet de Rome, François de Vico, avait, durant dix ans, tenu tête au pontife italien. Viterbe, grâce à lui, était devenue l'un des boulevards du parti élémentin. Il avait promené le fer et la flamme de Ronciiglione à

été de, à envoyé en 1385, à cette occasion. Il avait reçu du pape 214 florins 8 sols, le 4 juin (*Introduitus et exilus*, n° 358, fol. 175 r°; cf. n° 358 fol. 18 v°).

1. Paiements successifs de 3.000 florins, de 214 florins 8 sols et de 36 florins 18 sols (*Introduitus et exilus*, n° 362, fol. 143 v°, 145 r°).

2. Paiements successifs de 1.600, de 500 et de 4.000 florins faits, les 17, 21 et 31 octobre 1387, à Nicolas Sanframondo, comte de Cerreto, en déduction de la somme octroyée par le pape à la reine en vue de la conquête et afin d'expédier ledit comte, ainsi que ses compagnons d'ambassade (*ibid.*, fol. 134 v°, 136 v°). Cette ambassade, composée du comte de Cerreto, de Pierre de Murles et de cinq chevaliers napolitains, était partie de Naples le 31 juillet (*Géographes des ducs de Montefiore*, cités par G. de Blasis, *Cronicon Siculum*, p. 70, note 3, et arrivée en Avignon le 21 août (*Journal de Jean de Fèvre*, t. I, p. 384, cf. *ibid.*, p. 391, 395, 426, etc.). Le 10 septembre, la Chambre apostolique avait payé 600 florins au patron de la galère qui l'avait amenée (*Introduitus et exilus*, n° 362, fol. 142 v°). On trouvera dans le *Cronicon Siculum* (p. 72) le récit des exploits accomplis, à son retour, par le comte de Cerreto avec une galère napolitaine et cinq galères provençales que lui avait évidemment fournies le pape d'Avignon. Cf. P. Minerbetti, c. 146. — D'après le même chroniqueur (c. 151), Clément VII aurait autorisé Otho de Brunswick et Thomas de San Severino à faire main basse sur les biens des églises et des monastères de Naples : il leur aurait abandonné le produit des revenus apostoliques du royaume et leur aurait fait parvenir des sommes importantes.

Toscanella, de Bracciano à Nepi et à Montalto di Castro. Or, sauf un envoi de blé remontant à 1380¹, je cherche en vain l'aide que Clément avait pu lui prêter². Louis d'Anjou le retint sans doute de son conseil, mais sans lui payer la pension qu'il lui avait promise³. On ne s'aperçut, en somme, de l'importance des services que rendait l'épée de François de Vico que le jour où elle lui tomba des mains. Quand, serrés de près par l'armée urbanaise, les habitants de Viterbe eurent accueilli le joug du turbulent seigneur, quand le cadavre du Préfet eut été traîné par les rues (17 mars 1387, quand Viterbe, Amelia, Todi, Narni, toutes les villes, en un mot, occupées par Vico, sauf Cività Vecchia et Rumpignano, eurent fait leur soumission au pape italien⁴, et quand Augustin de San Germano, évêque clémentin de Terasi, eut été expulsé ou même emprisonné⁵, l'on compte le coup terrible que

1. *Cronaca di fra Francesco di Andrea da Viterbo*, publiée par Fr. Cristofori dans l'*Archivio storico per le Marche e per l'Umbria*, t. IV (1884), p. 317, 319. *Cronaca Senese* (Muratori, t. XV), c. 383. Cf. G. Galvani, *Il prefetto de Vico*, dans l'*Archivio della R. Società romana di storia patria*, t. X (1887), p. 377, 388. — Il est à remarquer que, dès le 27 juin 1382, Clément VII avait nommé comme podestat du territoire de Toscanella un certain « Zoiseo de Tholomeis » damoiseau de Ferrare (Arch. du Vatican, Reg. Avignon. *XV* Clément VII, fol. 367 r°).

2. A la date du 21 février 1384, il est question dans les comptes de Clément VII du départ pour l'Italie de l'évêque François d'Urbino, qui porte au Préfet, de la part du pape, certaine quantité de blé (*Intratus et exitus*, n° 342, fol. 63 r°).

3. Des ambassadeurs du Préfet, notamment Jean Briars, son neveu, firent un long séjour à la cour d'Avignon en 1383 : le pape leur fit remettre 24 barils d'orola, le 21 janvier, et 200 barils, le 23 mars (*Intratus et exitus*, n° 343, fol. 126 v°, 129 r°). Ils prirent congé le 27 mai de la reine Marie (*Journal de Jean le Ferrer*, t. I, p. 114). Deux autres envoyés du Préfet se trouvaient à Avignon au mois de décembre de la même année : ils remportèrent des lettres du pape pour leur maître (*Intratus et exitus*, n° 360, fol. 61 r°).

4. Y a-t-il réclamation présentée de la part du Préfet le 17 novembre 1383, et cette décision prise, le 19, « que le pape accorderait au Préfet exécution de son poissance et bonne volonté et espérance. Comme M^{re} li escrivra, point ne fu advienc » (*Journal de Jean le Ferrer*, t. I, p. 108).

5. *Cronaca di fra Francesco di Andrea*, p. 320, Fr. Montemario, *Cronaca merid degli avvenimenti d'Orvieto*, p. 56, Bosomano, c. 1131, *Storia di Chieti* (Tartini t. I et V. Th. Thelner t. II, p. 410, 413-417. Notice sur la situation politique des Etats de l'Eglise au commencement de l'année 1383 (J. Burriel, *Le royaume d'Adria*, p. 39). — La révolte des habitants de Todi contre l'autorité d'Urbain VI remontait à 1362 (Thelner, t. II, p. 405).

6. Cet évêque, nommé par Clément VII, le 18 décembre 1383, en remplacement de l'évêque Barthélémy, déposé R. Eubel, *Die Promotiones prelatorum*, p. 637), est à peine connu d'Ughelli, qui ne le mentionne (t. I, c. 768), qu'à la date du 27 janvier

la chute du Préfet portait, dans le Patrimoine, aux intérêts de Clément. Plus d'une voix alors s'éleva pour en rendre responsable l'incartie du pontife d'Avignon. « Le pape metoit sa finance « ou royaume, qui n'est que chef de l'Eglise, et la terre de « l'Eglise sans moyen il laissent perdre, le Préfet estoit mort par « ce, et Berthelema seignoroit ou Patrimoine¹. »

A l'égard de l'évêque de Montefiascone Pierre Arsenh, de Pamiers², Clément VII croyait peut-être n'avoir aucun reproche à se faire. Avec l'aide du Préfet et des routiers bretons, ce prélat avait chassé les troupes urbanistes de sa ville épiscopale³. Clément VII lui avait confié la charge de collecteur apostolique dans le Patrimoine⁴, donné les châteaux de Polenzo⁵, des Grotto et de San Lorenzo⁶, abandonné les biens que possédant à Viterbe le couvent romain de Saint-Alexis⁷ attribué la dime du poisson

1344, et qui le soupçonne de n'avoir jamais pris possession de son évêché. Il est d'autant plus important de signaler la bulle de Clément VII du 1^{er} mai 1380 qui est conservée aux Archives du Vatican (*Reg. Avinion. LV, Littere de diversis formis*, quat. 12), adressée aux évêques d'Orvieto, de Marsico et de Tivoli, elle concède en commende une cure du diocèse d'Aquila à l'évêque Augustin de Terni, qui expulsé depuis deux ans de son siège par les ennemis du pape d'Avignon, gardé en prison et dans les fers durant cinq mois, se trouve maintenant dénué de tout moyen de subsistance.

1. *Journal de Jean le Fèvre*, t. I p. 365.

2. La véritable forme de ce nom a été indiquée par le P. Fr. Ehrle (*Historia Bibliothecarum Romanarum pontificum*, Rome, 1890, in-4°, t. I, p. 725).

3. *Cronaca di fra Francesco di Andrea*, p. 317, 319. Fr. Montemarte, t. I, p. 52, 56. — Cet évêque fut déposé par Urbain VI, non pas le 9 novembre 1378, comme l'indique Gams (p. 706), mais le 28 juin 1379 (Bibl. du Vatican, ms. lat. Vatie. 8330, fol. 141 v°). V. un rôle par lui présenté à Clément (*Liber supplicationum*, sous le pape II, fol. 37 r°).

4. Bulle du 13 juin 1382 lui accordant en outre le droit de lever toutes les censures encourues par d'anciens partisans de Barthélemy Prignano, ainsi que le droit de nommer des administrateurs et gardiens dans tous les monastères qui en étaient dépourvus (Arch. du Vatican, *Reg. Avinion. XXV Clementis VII*, fol. 257 r°).

5. Bulle du même jour (*ibid.*, fol. 252 v°). Grégoire XI avait fait don de châteaux « de Pluzano » Polenzo, non loin d'Orvieto, sur la rive droite du Tibre ?] au comte Ugolino de Corbara, devenu depuis un des principaux champions du parti urbaniste au diocèse d'Orvieto.

6. Bulle du 26 juin 1382 (*Reg. Avinion. XXVI Clementis VII*, fol. 154 r° et v°). Grotte di San Lorenzo est aujourd'hui une commune de l'arrondissement de Viterbe, mandement d'Aquapendente.

7. Bulle du 26 juin 1382 (*Reg. Avinion. XXV Clementis VII*, fol. 252 r°).

pêche dans le lac de Bolsene¹. Pourtant, insuffisamment appuyé, l'évêque ne put point résister à un retour offensif de l'ennemi : dès 1386, Montefiascone était retombé au pouvoir d'Urban VI².

Plus heureux que l'évêque et que François de Vico, sinon mieux secondé, Rinaldo Orsini demeurait sur la brèche. Nous l'avons déjà vu à l'œuvre dans l'Abruzzi : le véritable centre de ses opérations était plus au nord, en Ombrie. Bien que nommé par Urban VI recteur du Patrimoine³, il s'était séparé de lui un des premiers, puis empiété successivement d'Orvieto (1380), de Spolète (1383), enfin de Corneto (1386)⁴. Il y gagna de se voir confirmer par Clément les avantages dont il avait joui à la cour de la reine Jeanne, la possession, par exemple, du comté de Tagliacozzo⁵; il put joindre à son titre de recteur du Patrimoine celui de recteur du duché de Spolète et de la ville d'Orvieto⁶; les faveurs spirituelles lui furent prodiguées, ainsi qu'à Jean, son frère⁷. Mais le pape d'Avignon s'inquiéta peu, à ce qu'il semble,

1. Les pêcheurs du lac étaient également astreints à monter la garde au château de Santa Marta (v. la même bulle).

2. *Cronaca di fra Francesco di Adrea*, p. 310; Fr. Montemarte, t. I, p. 36. Cf. une bulle d'Urban VI, datée du 10 mai 1389, nommant Endeo Spinola demoiseau génois, vicaire du saint-siège dans la ville et dans le territoire de Montefiascone (Arch. du Vatican, Reg. 367, fol. 5^{re}). En 1390, l'évêque Pierre Arsena se plaint de n'avoir les ressources nécessaires ni pour entretenir, ni pour défendre la cité pontificale de Marta qu'il garde à ses frais depuis plus de vingt ans. Clément lui donne en commende, par bulle du 11 octobre, le monastère de San Severino, près d'Orvieto (Reg. Avinion, LVIII Clementis VII, *Littera de provisoribus predicatorum*, qu. 1). La même année, Pierre Arsena fit le voyage d'Avignon (Fr. Eble, *loc. cit.*, cf. plus loin, p. 163, note 3).

3. Avant le 15 septembre 1378 (L. Fumi, *Codice diplomatico della città d'Orvieto*, p. 374).

4. Fr. Montemarte, t. I, p. 64, 80 et sq; Rinaldi, t. VII, p. 106, L. Fumi *op. cit.*, p. 383, Gaetano, *Cronaca inedita degli avvenimenti d'Orvieto di Fr. Montemarte*, t. II, p. 339, 342. Math. de Grifoni (Muratori, t. XVII), p. 194. Achille Sassi, *Storia del comune di Spolète dal secolo XIII al XVII*, parte I (Foligno, 1879, in-8°), p. 259 et sq; P. Minerbetti, c. 167. — Sur l'existence antérieure d'un particulier à Corneto, v. Thönnér, t. II, p. 608.

5. La jouissance d'une penne de 163 onces d'or, le droit de haute et basse justice dans les terres et châteaux qu'il tenait de la reine, etc. (bulle du 18 avril 1382, Arch. du Vatican, Reg. Avinion, XXV Clementis VII, fol. 391^{re}).

6. Avant le 13 juin 1385 (L. Fumi *op. cit.* p. 383).

7. Bulles du 1 mai 1382 permettant à Rinaldo et à Jean Orsini et leurs femmes et à leurs serviteurs de communiquer avec les communautés autorisant les deux frères à se choisir un confesseur qui, pendant le cours de sa vie, pousse les abscondes des uns et des autres aux pénitences mineurs; chargeant les évêques de Montefiascone

de lui faire parvenir des renforts, Rinaldo ne reçut jamais d'autre argent de Clément que celui qu'il toucha pour le compte de Louis d'Anjou, et sur lequel, d'ailleurs, il préleva, dit-on, une assez forte somme¹.

D'une manière générale l'or du pape d'Avignon prenait à cette époque, la direction de Naples, et le courant qui l'entraînait ne refluit pas dans le Patrimoine. La pensée même de Clément VII semblait s'être détournée de l'Italie centrale, depuis qu'il avait renoncé à son fameux projet de tailler à Louis d'Anjou un royaume fief dans les États de l'Église². Il parlait bien d'y envoyer un cardinal comme gouverneur³. Mais ce ne fut qu'un projet éphémère. A peine prit-il un moment d'attention au complot des Michelotti, qui ne tendait à rien moins qu'à lui livrer Pérouse⁴. Ni l'armée de Louis d'Anjou, quand elle traversa

et de Marsico Nuovo de lever toutes les censures qu'ils auraient pu encourir, ou qu'ils eussent encourues leurs faveurs en adhérant à Urbain VI accordant à Rinaldo un avertissement pour l'accomplissement d'un pèlerinage à Saint-Jacques de Galice (*Arch. de Valence, Reg. Aragon. XXVI Clementis VII*, fol. 260 r^o). Bulle du 17 mars 1363 donnant à Jean Orsini, moyennant un cens annuel de 15 besons d'or, la terre de Anuiforma, dans le Patrimoine, avec tous ses châteaux (*Reg. 204*, fol. 72 v^o). Bulle du 1 avril suivant ordonnant aux deux évêques déjà nommés de lever les vicaraires ou leurs suppléants qu'ils eussent pu encourir les deux frères en portant le soutien des récidivistes, à ce moment, Rinaldo se trouvait à la cour d'Avignon (*Ibid.*, fol. 72 r^o).

1. V. plus haut, p. 76.

2. Je citerai pourant 1^o une bulle du 1^{er} juin 1363 par laquelle Clément VII infirme à Jean Cola et de Tiberti, damoiseaux du diocèse de Spolète, un château situé dans le même diocèse (*Reg. Aragon. XXVI*, fol. 136 r^o). 2^o une bulle du 17 juillet 1363 par laquelle le même pape charge Etienne Bernardi de Montefalco, damoiseau du diocèse de Spolète, de recevoir les montres des gens d'armes et de visiter les fortifications du duché de Spolète (*Reg. 204*, fol. 138 v^o).

3. Dans une lettre du 10 février [1363] adressée aux autorités et au peuple de la ville d'Orvieto, que F. A. Galliera a publiée à la suite de la chronique de Montemarte (t. II, p. 344). Le cardinal alors désigné pour se rendre en Italie, en compagnie de Louis d'Anjou et pour prendre possession du gouvernement du Patrimoine, était Jean, cardinal-prêtre du titre des Quatre saints couronnés, s'est-à-dire Jean de Neuchâtel.

4. Sur cette conspiration, qui doit se placer vers le commencement de l'année 1364, et sur les suites qu'elle eut, v. *Cronache di Perugia* (*Archiv. storico italiano*, t. XVI, partie 1^{re}), p. 229, Fr. Montemarte, p. 83, Antonio di Niccolò, *Cronaca Ferrarese* (*Cronache Ferraresi, Documenti di storia italiana*, t. IV), p. 12. L. Bonazzi, *Storia di Perugia, dalla origine al 1600* (Pérouse, 1875. in-8^o), t. I, p. 560. — Ce que l'on n'a point dit, c'est que le 27 mai 1364, Clément VII avait envoyé un messager à Pérouse (*Introd. et editio*, n^o 237, fol. 99 v^o).



la Romagne, ni la troupe de Coucy, quand elle pénétra en Toscane, ne donnerent la main aux clémentins ombriens ou toscans. Et l'on peut se rendre compte de la déception qu'ils en ressentirent en lisant, par exemple, les lettres suppliantes adressées à Coucy ou à Miles de Dormans par les gens d'Orvieto¹ : la première ville de l'Ombrie où eût été promue la bannière clémentine, où le nom, où les armes du pape d'Avignon eussent remplacé ceux de « l'intrus » dans les actes et sur les monuments, méritait bien qu'on lui envoyât le secours de cent chevaux dont elle avait besoin, en l'absence de Rinaldo, pour châtier l'insolence du comte de Corbara. Mais ce pressant appel ne fut point entendu².

1 Ces lettres sont au nombre de quatre, les deux dernières datées des 9 et 10 octobre (1384). Elles sont conservées dans le ms. 960 (n^o 40-43, fol. 30 r^o, 32 r^o) de la Bibliothèque de Cambrai et précédées des rubriques suivantes dont la seconde servirait de bon use à induire en erreur : *Comendatarius civitatis Urbeveteane cuiusdam nobili, desideranda munuscula et adveniens quidam. ~ Communis ejusdem cuiusdam cardinalis in societate ejusdem nobilis, super eadem materia*. Le destinataire de la première et de la troisième lettres n'est pas le duc d'Anjou, comme l'a cru le baron Kervyn de Lettenhove (*Froissart*, t. IX, p. 579), mais le sire de Coucy, qui est nommé à la fin de la seconde lettre. Celui de la seconde et de la quatrième ne saurait être un cardinal, mais bien le prévôt français qui avait accompagné Coucy, Miles de Dormans, évêque de Beauvais.

2 L'évêque d'Orvieto Pierre Bobier, dont j'ai signalé plus haut (t. I, p. 325, note 2) un ouvrage incomplet relatif au projet de concile, était originaire de Laroche (Aude, cant. de Peyrué-Minervois) ; c'est ce qui résulte des vers suivants inscrits en tête du *Commentaire* qu'il composa sur la règle de saint Benoît (ms. 1401 de la Bibl. Mazurine) :

Ita Marcus moschi semper comrahimus alim
Scriptis, ut frequenter, nos et quicumque sequemur
Ingenio. Hic, rumpas que lunum mentis,
Lunorum exultantia, sequimur doctor et doctor.
Hic, Patres, quos de sede Rectoris.
Hic, Martibus regnantis diocesis, ortus

Il avait fait adhésion à Clément VII (Arch. du Vatican, *Liber supplicationum Clementis VII antip*, ann. I pars III, fol. 372 r^o) et s'était vu privé de son siège par Urbain VI, le 29 juin 1379 (ms. lat. Vatic. 6330, fol. 161 v^o). Mais, par la suite, probablement peu de temps avant sa mort (son nom est précédé des mots « bone memorie » dans un ouvrage composé du vivant d'Urbain VI, le *liber dialogorum Hierarchia subcardinalis* v. Bibl. nat. ms. latin 3184 fol. 26 r^o, 28 v^o) Clément VII le suspendit de ses fonctions (il neût 1387) et confia à Thomas de Joronto, évêque de Crussé, l'administration temporelle et spirituelle de l'église d'Orvieto (Arch. du Vatican, *Reg.* 240 fol. 127 r^o et v^o). Ce Thomas, auquel Clément donna pour cinq ans, en commendé, le 1^{er} mars 1388, une des abbayes du diocèse d'Orvieto (Bibl. Barberiniana, ms. XXX 174 fol. 129 v^o), et qui lui donna, le lendemain, évêque de cette

A vrai dire (en dépit de l'insouciance de Clément etc. est même ce qui peut servir à l'excuser), l'isolement des clémentins de la région du centre n'était pas tel qu'on pourrait le croire. Depuis l'époque de Grégoire XI certaines parties du Patrimoine étaient demeurées le rendez-vous de routiers bretons, gascuns ou autres dont le jeu était de favoriser toute rébellion contre Urbain VI, et qui, en conséquence, avaient prêté main forte plus d'une fois au

villu K. Eubel, *De Præfatis prælaturis*, p. 629), ne paraît pas être rendu en Italie (v. l'adresse d'une bulle du 12 décembre 1268, Arch. du Vatican, *Reg. Armen.* LV, *Littere de diversis formis*, quat. 12). Dans une bulle du 1^{er} mai 1269, Clément VI constate que le sub-sine empêche l'évêque Thomas recouvrant l'évêché de Trévise à Orvieto de prouver son droit de son ancien siège et que ce pontife n'a osé s'y rendre y parvenir prochainement, il lui assigne, en conséquence, à titre de dédommagement, une pension sur un prieuré du diocèse d'Embrun (*Reg. Armen.* LIX, *Littere de diversis formis*, quat. 1). Les renseignements fournis par Ughelli (t. I, c. 1473) sur les évêques clémentins d'Orvieto ne sont nullement d'accord avec les documents originaux. — A Spolète, ville également conquise par Rinaldo Orsini, l'évêque français Gaillard s'étant tourné du côté de Clément VII, comme les évêques de Montefeltro et d'Orvieto. Comme eux il ne vit déposer par Urbain VI, et gagna Avignon (A. Sassi, *op. cit.* p. 357). Clément VII fut forcé de confier à un évêque de Bourges du nom d'André (cf. Ughelli t. IV, c. 155) la juridiction du diocèse de Spolète (Arch. du Vatican, *Reg.* 294, fol. 29 v^o). Il avait déjà confié au même prélat, le 10 novembre 1268, l'administration de l'évêché de Todi (K. Eubel, *loc. cit.*) Puis il assigna à l'évêque Gaillard, le 3 septembre 1269 à titre de compensation, une pension de 200 francs d'or sur les revenus de la messe épiscopale de Bourges (Arch. du Vatican, *Reg.* 294, fol. 141 v^o). Cette pension fut supprimée le 17 avril 1269, à la requête de l'évêque de Bourges (*Reg.* 294, fol. 62 v^o) et rétablie le 26 mars 1269, puis encore une fois supprimée le 1^{er} août de la même année (*Reg.* 297, fol. 29 v^o et 105 v^o). L'évêque Gaillard ne mourut donc pas peu de temps après être arrivé en Avignon, et déjà converti à la foi arborante ainsi que le prétend l'historien de Spolète (A. Sassi, *loc. cit.*). — Un autre clémentin de Spolète, non moins malheureux, fut le prêtre Pierre Coluccio du Pont : « qui, fugiendo schismaticum errorem, multas pro Vestra Sanctitate et adresse a Clément VII et la réponse du pape est datée du 20 septembre 1269 : « Inhibitiones sustinuit et sustinet ab dictam causam, de domo paterna et suis honoribus per anteaordinalem Nucerinum de factis expulsum » (*Liber supplicationum Clementis VII antip.*, ann. IV pars II, fol. 152 v^o). — Mentionnons enfin, dans la même région de l'Italie centrale plusieurs évêques clémentins de l'écluse qui ne purent pas avoir siégé dans leur diocèse (Ughelli, t. I, c. 619), notamment un français, le frère mineur Adam de Dampmartin, frère de Guillaume, archevêque de Cambrai, il fut nommé le 20 juillet 1261, Clément VII lui accorda son faveur par bulle du 21 juillet (Arch. du Vatican, *Reg.* 245, fol. 111 v^o; K. Eubel, *loc. cit.*, p. 450). — Clément VII pouva également aux évêques de Satri de Nepi, de Tivoli, de Segni, de Ferentino, d'Assise, de Bagnorea, de Civita Castellana, de Montefeltro, de Recanati, d'Umana, de Pesaro, et, plus au nord, aux évêques d'Imola, de Bergame, de Comacina, de Vicence, d'Asolo, de Caen, etc. (K. Eubel, *loc. cit.*, p. 426-427).

Préfet, à Rinaldo, à l'évêque de Montefiascone. Attirés dans le royaume de Naples par le cliquetis des armes, ces aventuriers en étaient revenus pour la plupart après la mort de Louis I^{er} d'Anjou. C'est dans le Patrimoine que Bernardon de la Salle rejoignit sa compagnie, après son voyage d'Avignon, et, malgré sa promesse d'aller dans le royaume « servir Madame et son fils, » c'est là qu'il reprit de plus belle une guerre d'escarmouches, au cours de laquelle il aida Rinaldo à battre, près d'Orvieto, les troupes urbanistes (juin 1387¹).

Du coup, Urbain VI éprouva le besoin de se rapprocher de l'Ombrie. Monté sur un grand cheval, ayant la mitre en tête, on le vit, le 23 septembre, sortir de Lucques à la tête d'une petite armée. Au bout de quelques pas, le coursier se cabrait, rompait son frein, faisait rouler la mitre à terre. Malgré cet accident de mauvais augure, Urbain poursuivit sa route vers Pérouse². Mais il y fit vite connaissance avec Bernardon de la Salle. Le terrible gascon venait de s'emparer du château de Carnara : il ravageait la contrée et poussait des pointes jusqu'à Pérouse. C'est alors que, recourant à un expédient usé, Urbain, qui avait déjà fait prêcher des croisades contre Robert de Genève³, Louis d'Anjou, Durazzo, fit retentir l'Ombrie de discours belliqueux dirigés contre les seigneurs d'Orvieto, de Spolète et de Carnara, contre Rinaldo Orsini, contre Bernardon de la Salle⁴. Mais l'esprit des croisades sommeillait depuis longtemps, particulièrement en Italie, et la voix d'Urbain VI n'était guère propre à le réveiller.

Les efforts du pontife amenèrent même un résultat qu'il était

1. *Journal de Jean de Ferris*, t. I, p. 284. *Sozomeno Muratori*, t. XVI, c. 1133. *Muerbetti* (Tartini, t. II), c. 122, 124. *Fr. Montemarte*, p. 57. *P. Durrieu*, *Les Gascons en Italie*, p. 149, 160.

2. Le chroniqueur *Ranieri Sardo* (p. 206) parle d'un évêque clémentin de Pérouse qui résidait en Avignon vers 1386.

3. Aux documents déjà cités (v. plus haut, t. I, p. 164, 217, t. II, p. 48, 66) relatifs à ces prédications on peut joindre une bulle datée du Vatican, le 7 mai 1380 (*Arch. du Vatican*, *Reg.* 310, fol. 14^{re}) : elle est adressée à Jacques, évêque de Narbonne, qui était chargé de prêcher la croisade en Toscane.

4. *Rinaldi*, t. VII, c. 405. *Ranieri Sardo*, p. 206, 209. *P. Muerbetti*, c. 129-132. *Diario d'anonimo fiorentino*, p. 473. *Fr. Montemarte*, p. 58. *Cronaca di Perugia* (*Archivio storico italiano*, t. XVI, parte 1^a), p. 230. *Cronicon Seculare*, p. 72. *Sozomeno*, c. 1134. *Cronicon Estense* (Muratori, t. XV), c. 513, 514.

lors d'attendre Florence, attachée dès le début au parti d'Urban VI, mais encore plus jalouse de sa propre autorité, avait sa peur de voir le pape reconquérir le Patrimoine qu'elle s'inquiéta des armements auxquels il se livrait. Elle lui refusa d'abord le passage par ses terres, puis ne recula pas devant une alliance, qu'Urban VI devait juger monstrueuse, avec Rinaldo Orsini et le seigneur de Gubbio. Que cette amitié s'étendit à tous les adversaires du pape de Rome, on en eut bientôt la preuve, quand Bernardin, traversant en alie les terres de la république, s'abstint de toute violence envers les habitants. Ce n'étaient point là les procédés ordinaires du gascon, qui ne quitta à ce moment la région de Pérouse que pour ouvrir à ses routiers, sur le territoire siennois, une nouvelle carrière de brigandages.

L'étrange attitude de Florence ne causa pas moins de satisfaction de ce côté des Alpes que de scandale en Italie. L'attention de Clément VII se trouva ramenée vers le centre de la péninsule, et ses efforts tendirent des lors à parachever la conversion de la république toscane. Florence semblait aller au devant de ses desirs. Elle venait de proposer, comme solution nouvelle à la question napolitaine, le mariage de Louis II d'Anjou avec la fille de Durazzo¹, et ses ambassadeurs, en regagnant l'Italie, avaient passé par Avignon. Je laisse à penser les caresses que Clément VII leur prodigua. Il fit promettre aux Florentins monts et merveilles, s'ils se ralliaient ouvertement à son parti, et ses offres eurent, dit-on, l'honneur d'être discutées

1. Rumeri Sardo, p. 212. Soruiceno, c. 1135, 1137. P. Bluerbelli, c. 128. *Chronicon Regense* (Muratori, t. XVIII) c. 95. Thinner, t. II p. 619. P. Durieu, *op. cit.*, p. 162 et sq. Cf. Arch. du Vatican, *Reg.* 367 fol. 12 r.

2. Par bulle du 14 juin 1386, Clément VII venait de suspendre pour trois années nouvelles l'effet des sentences portées contre les Florentins (Arch. du Vatican, *Reg.* 207 fol. 74 r).

3. Lettre de la république à Marguerite de Durazzo, du 10 août 1386 (*Delizie degli eruditi Toscani*, t. XVII p. 96). See Vucito (*op. cit.* t. XVIII, p. 87, à la date du 26 septembre 1386). — Il est plus rare fois question de ce projet de mariage dans le *Journal de Jean le Fèvre*, notamment à la date du 31 mai 1387. Ce jour-là, le jeune Louis II déclara à sa mère devant témoins qu'il n'y consentait jamais « disant que ce ne seroit pas bien fait de estre marié à la fille d'un traître » (P. 251 et p. 253, 255). Les *Giornali Napoletani* (c. 1008) prétendent que le même projet fut repris au mois d'avril 1388.

dans les conseils de la république avril 1387¹). Encouragé par ce succès, il envoya bientôt toute une ambassade à Florence novembre 1387². La question fut d'abord de savoir si la seigneurie pouvait donner audience aux émissaires d'un pape dont elle ne reconnaissait nullement l'autorité. Sur la réponse affirmative d'un casuiste, on résolut de les recevoir comme envoyés d'un « grand personnage » quelconque. L'évêque de Fermo, le prévôt de Toulouse et Boniface degli Ammanati (ce sont les trois envoyés clémentins adresseront alors à la seigneurie des compliments, peu mérités, sur son dévouement à l'Eglise, puis proposeront hypocritement, pour terminer le schisme, une voie contre laquelle la cour d'Avignon avait mainte et mainte fois élevé des objections, mais qu'elle avait leu de croire bien vue des Florentins : il s'agissait de la réunion d'un concile général. Si le concile se prononçait en faveur de Clément, celui-ci pardonnerait à son compétiteur et se ferait un devoir de l'admettre au nombre de ses cardinaux. Si, au contraire, par impossible, le pape d'Avignon était débouté, il irait se prosterner aux pieds de son rival, qui serait maître de le faire brûler comme hérétique. Clément faisait complète abnégation de sa personne, trop heureux, on le voit, de sacrifier son rang, sa for-

1 *Diario d'anonimo Fiorentino*, p. 186, 167. P. Minerbetti c. 113.

2. Il se retrouve dans les comptes pontificaux les noms de ces ambassadeurs, que P. Minerbetti (c. 138) se borne à désigner à lui-même « deux grands prélats et un très sage docteur », tandis que Ser Naddo, d'ordinaire plus exact, parle (p. 97) de « deux évêques et d'un chevalier, escortés d'une cinquantaine de cavaliers ». C'étaient l'évêque de Fermo Antoine de Vecchi, le prévôt de Toulouse Audébert et Boniface degli Ammanati. Dès le jour de leur départ d'Avignon, chacun d'eux devait recevoir 4 florins 1/2 par jour (*Arch. du Vatican, Istruttiva et exilia*, n° 382, fol. 164 v°-168 v°). Cependant l'évêque de Fermo (cf. Ughelli t. II, c. 713) avait dû prendre les devants : il envoya d'Italie en Avignon un messenger auquel Clément VII fit donner 10 florins le 24 août (*Istruttiva et exilia*, n° 382, fol. 126 v°). — Sur la fuite de cet évêque à Mont-toulon et les mesures prises contre lui par Urbain VI au mois de mars 1381, v. Antonio di Nierola, *Crusca Fermana* (*Documenti di storia italiana*, t. IV, p. 14 et la note de l'éditeur, M. Marco Tabarrini (p. 125). Par lettres datées d'Avignon, le 10 décembre 1388, Clément VII nomma Antoine de Vecchi évêque de la Marche d'Ancone et l'autorisa à prélever sur les revenus de cette province les sommes nécessaires à son entretien (*Reg. Avignon. LIV, Littere de indulgentia, privilegio, quod*... r). Le 25 novembre 1389, paiement de 171 florins 12 sols à ce même évêque de Fermo « un envoyé dans le Patrimoine de Saint-Pierre en Toscane » (*Istruttiva et exilia*, n° 403, fol. 319 v°).

tune, sa vie à l'intérêt de l'Église. Après cet étalage de générosité venaient les offres les plus séduisantes. Florence était invitée à se saisir des revenus que le saint-siège tirait de son territoire : c'était, disait Clément, le meilleur moyen d'amener Urbain à accepter l'arbitrage du concile. Puis Clément VII exprimant le désir de faire quelque chose pour le bonheur d'un peuple dont il commençait à comprendre la magnanimité il voulait tenir Florence quitte de toutes dettes envers le saint-siège ou même envers des membres quelconques du clergé, et il se montrait tout disposé à l'investir du vicariat des provinces que l'Église possédait dans l'Italie centrale. — « Voilà qui est facile » à dire » repartirent les Florentins, ce qui n'indique pas qu'ils pressent fort ou sérieux les offres du pape d'Avignon, et ils ajournèrent leur réponse, sous prétexte d'en faire l'objet d'une délibération plénière. Les envoyés de Clément VII s'installèrent cependant à demeure dans Florence, ce qui excita au plus haut point l'indignation d'Urbain VI. Mais on les pria officieusement de s'abstenir de visiter les églises à l'heure des offices, et, le 4 janvier 1388, ils furent congédiés. Florence verrait avec plaisir la réunion d'un concile, qu'elle n'avait pas, d'ailleurs, qualité pour provoquer. Quant à rompre avec le pape qu'elle avait constamment reconnu, elle ne pouvait le faire sans se couvrir de honte. Puis de vagues remerciements, de banales assurances..., et c'était là tout le fruit que Clément VII remportait de sa négociation. Il se était mépris évidemment sur les dispositions de Florence.

Ce qui aggravait encore son erreur, c'est qu'elle avait été partagée par le gouvernement de la France. Le lendemain même du jour où les émissaires clémentins reçurent la réponse qu'on vint de lire deux ambassadeurs environnés d'une nombreuse escorte se présentaient aux portes de Florence ; envoyés par les oncles de Charles VI, qui, eux aussi, avaient cru le moment favorable, ils annonçaient la venue prochaine de Marie de Bretagne et de Louis II d'Anjou, priaient la seigneurie de leur prêter son concours, ou tout au moins de se renfermer dans une stricte neutralité, et l'exhortaient à se rallier au pape d'Avignon. Il va sans dire que les témoignages du plus profond respect accueillirent l'ouverture des oncles du roi de France. Toutefois, la réponse

qui fut rendue dès le 15 janvier n'indiquait pas que, depuis neuf ans, la république eût modifié sa manière de voir. Elle se réjouissait fort de la venue du jeune Louis II; elle appelait de ses vœux la fin d'une guerre dont la prolongation ne lui causait pas moins de chagrin que de préjudice. Volontiers, elle se chargerait du rôle de médiatrice : quant à intervenir d'autre façon en faveur de l'un ou de l'autre des princes « français » qui se disputaient le trône de Sicile, elle n'y pouvait songer. Au sujet des affaires de l'Église, elle répétait que son dessein était de ne pas abandonner Urbain VI avant la décision d'un concile général. Les ambassadeurs du roi repartirent le 22 — ceux de Clément le 27, avec la triste conviction que la diplomatie française et clémentine s'était laissée prendre au double jeu de la république florentine. Le même calcul qui avait jadis armé la seigneurie contre le gouvernement de Grégoire XI la portait momentanément à faire échec aux entreprises militaires d'Urbain VI, sans que cette opposition purement politique impliquât le désir de se soustraire à l'autorité spirituelle du pape italien. Si le vindicatif Urbain eût mieux accueilli l'ambassade que les Florentins avaient, dès le mois d'octobre, dirigée vers Pérouse, sa réconciliation avec ceux qu'il traitait d'« hérétiques » et de « démons » eût été déjà un fait accompli¹.

Les déboires qu'éprouvait Clément VII en Toscane trouvaient une sorte de compensation dans les progrès, apparents ou réels, que son parti faisait en Lombardie.

La scène politique y avait singulièrement changé d'aspect depuis le temps où se négociait le mariage de Louis II d'Anjou avec la fille de Bernabé. Soit que ce projet d'alliance eût décidé de la chute du tyran milanais², soit que le comte de Vertus eût

¹ *Diario Lussuino Fiorentino*, p. 478; et les documents cités dans la Préface ou dans les Notes par M. Aless. Gherardi, p. 279, 374, Ser Nodda, p. 117, P. Minichetti, c. 121, 145, Rosomano, c. 1134, 1136, l'Arctio, *Historia Florentina*, p. 108. M. Perrens (*Histoire de Florence depuis ses origines jusqu'à la domination des Médicis*, t. VI, Paris, 1883 in 8°, p. 40) ne tient pas compte de ces scrupules de la seigneurie : « De moment, dit-il, qu'on s'alliait aux ennemis du pape de Rome, il fallait se prononcer nettement pour le pape d'Avignon. »

² C'est l'idée développée par M. G. Romano (*Il primo matrimonio di Lucia Visconti e la rovina di Bernabé* dans l'*Archivio storico lombardo* année XX, 1894, p. 303 et sq.).

tramé depuis longtemps la perte de son oncle la prison (5 mai 1387), puis le poison avaient fait disparaître le doyen des Visconti (18 décembre¹). De sa fille Lucie, il n'était plus question. Dès le mois de juillet, le duc de Berry avait proposé de lui substituer, comme fiancée de Louis II, Valentine Visconti, fille de Jean-Galéas, l'heureux et désormais unique possesseur de tout le Milanais². Valentine épousa, non pas Louis II d'Anjou, mais Louis, duc de Touraine, plus tard duc d'Orléans. Le frère de Charles VI, ayant dû renoncer à la main de la jeune reine de Hongrie, se rabattit sur la fille du seigneur de Milan. Ainsi la chute de Bernabò priva Louis II d'Anjou de son plus sûr allié, mais la France n'y perdit rien de son influence en Lombardie. Jean-Galéas, tant pour fortifier ses usurpations récentes qu'afin de préparer ses annexions futures, sentait le besoin de se rapprocher de plus en plus des Valois. De là à feindre un grand zèle pour les intérêts de Clément, il n'y avait qu'un pas, et le ruse politique qui avait su, dès le début, se concilier les bonnes grâces du pape d'Avignon était tout prêt à le franchir³. Des relations régulières s'établissent peu à peu entre Pavie et Avignon⁴ : un jour, Clément VII fait venir le médecin du comte⁵ ; une autre fois, il reçoit de Jean-Galéas une mule⁶. Vers le moment de la mort mystérieuse de Bernabò Pierre de Craon, chargé de missions intéressant Clément VII, fait deux fois le voyage de Toulouse à Milan⁷. L'année suivante, même va-et-vient de mes-

1. Le frère prêcheur Jean de Meusem paraît considérer la fin tragique de Bernabò comme un châtement, que le tyran milanais aurait attiré sur lui en favorisant Clément VII (passage du *Dialogus* reproduit par Rinaldi, t. VII p. 319).

2. *Journal de Jean le Fèvre* t. I p. 143.

3. Y a-t-il une bulle du 6 décembre 1386 par laquelle Clément VII inféoda Angers à Catherine Visconti femme de Jean d'Anjou, le pape loue le dévouement de cette princesse qui pénétrant avec elle même d'heureux sentiments cette faveur (Arch. du Vatican. Reg. 208 fol. 12 v^o G. Gemin. *Memoria spettante alla storia di Milano*, t. V p. 619, et *Documenti illustrativi della storia di Milano* p. 26^o).

4. V. Arch. du Vatican, *Intimonia et exilia*, n^o 1.10 (à la date d'avril 1385).

5. M^{ss} Jean « de Trevis » de Treviso, ou de Tre no²], « cortis ex curia » *ibid.* fol. 105 v^o, à la date du 3 août 1385.]

6. *Ibid.*, fol. 218 r^o, à la date du 20 septembre.

7. Payement de 10⁰ florins 12 sols fait, le 28 décembre 1383, à Pierre de Craon « pro nouis et expensis quas fecit cundo et redeundo hic de Mediolano apud Theobonum ad domum ducem Burgundensem super certis negotiis dominum nostrum Papam iungentibus » (*Intimonia et exilia*, n^o 328 fol. 63 v^o).

sagers pontificaux¹. Jean-Galéas, à l'occasion du mariage de sa fille, a donné « grant esperance au roy qu'il se declareroit et feront declarer ses subgès » pour Clément². Il se tourne également du côté d'Avignon pour obtenir des dispenses de consanguinité : c'est une bulle de Clément VII (25 novembre 1386) qui autorise Louis et Valentine à s'épouser, bien que cousins germains³. C'est un nonce du même pape qui célèbre, à Pavie, le mariage par paroles de présent le 8 avril 1387⁴; et, à ce propos, le comte expédie un nouveau courrier à Clément VII, qui lui renvoie un ambassadeur⁵.

Outre ces témoignages de déférence et d'amitié, dont Jean-Galéas, à vrai dire, n'était guère moins prodigue envers Urbain VI⁶, l'alliance franco-milanaise procura de réels avantages à Clément VII. Un des articles du contrat de mariage de Louis de Valois assurait à ce prince la possession de la ville et du territoire d'Asti. Le pape d'Avignon, considérant l'exercice de la puissance impériale comme dévolu au saint-siège par le fait de l'indignité de Wenceslas, conféra au jeune couple l'investiture

1. Le 3 janvier et le 20 février 1386, il est question de l'envoi de Guillelmus de Castillon, maître humilier du pape vers le comte de Vertus : le 4 mars Clément VII dépêche au comte un courrier, le 8 mars un messenger avec des lettres, le 3 août, un autre messenger, le 16 octobre un de ses écuyers (*ibid.*, fol. 67 r^o, 78 v^o, 83 r^o, 112 r^o, 125 r^o, 159 v^o).

2. E. Jarry, *La vie politique de Louis de France, duc d'Orléans*, p. 429.

3. Arch. nat., L 365, n^o 34. — Valentine de Milan elle-même accuse réception et donne vidimus de cette bulle, à Pavie, le 16 avril 1387. Arch. nat., K 532, n^o 1^o, pièce citée par Maurice Fournier, *Archives des Missions*, 3^e série, t. V II, p. 43, et par E. Jarry p. 30). — Cependant plus tard, par égard pour les siens, elle sollicitera du pape de Rome une dispense qui lui sera accordée rétrospectivement par Boniface IX, au mois de janvier 1390 (Bibl. de l'Institut, ms. Godefroy 304, fol. 16, bulle originale, un trou du parchemin empêche de lire le chiffre précédant les mots « kalendas februarii »).

4. A. de Cironcourt, *Le duc Louis d'Orléans, frère du roi Charles VI* (*Revue des Questions historiques*, t. XLII, 1887), p. 13.

5. Vers le 18 avril arrivée à Avignon d'un courrier apportant des lettres de Jean-Galéas relatives au contrat de mariage (Arch. du Vatican, *Intervenit et actus* n^o 362 fol. 161 r^o). Cf. *Journal de Jean le Fèvre*, t. I, p. 350.

6. *Chronicon Placentinum* (Muratori, t. XVI), c. 539. 547. Thierry de Nicos, p. 103. Cf. Le Boulleux, *Annales ecclésiastiques Carolingiennes* (Montréal sur-Mer 188-189), t. VI, p. 310; G. Giulini, *Memorie spettanti alla storia di Milano*, t. V, p. 679.

de l'Astesan en qualité d'administrateur de l'Empire vacant, et Jean-Galeas, bien que vicaire de Wenceslas en Italie, ne garda de protester contre cette inféodation¹. Les habitants de l'Astesan, province desormais française, furent obligés de reconnaître l'autorité de Clément VII², et cette conversion parut n'être que le prélude de la soumission de la Lombardie tout entière. A cet égard, l'entrée en scène d'un nouveau prince français ne pouvait manquer d'exercer une puissante influence.

Si jeune que fut alors le frère de Charles VI, Clément VII lui réservait un rôle considérable en Italie. C'est ce qui apparaît déjà dans une bulle du 26 avril 1387 le pape d'Avignon autorise Jacques de' Cavalli, évêque de Vercelli, à placer son église sous la protection de Louis³. C'est ce qui résulte mieux encore

1. Bulles du 10 mai 1387 Arch. nat., K 532, n° 11 et 12 pièces citées par MM. Fauriol, p. 64 de Circourt, p. 15. et Jarry, p. 35.

2. E. Jarry, p. 32-33, 429. — J'en relève dans les Archives valennes un certain nombre d'actes établissant les rapports de Clément VII avec le diocèse d'Asi : 1° deux bulles du 7 décembre 1384 inféodant le château la ville et le territoire de Castelm « noble homme Antoine » de Guturrua « ou » de Guturrua » docteur en lois d'Asi, et, concédant au même les biens d'un prêtre du diocèse d'Alba (Reg. 208, fol. 80 r°, 80 v°) ; 2° une bulle du 18 octobre 1387 adressée à l'évêque d'Asi, à l'abbé des Deux saints, près Asi, et au prévôt de San Secondo del Monfente d'Asi (Reg. 208 fol. 149 r°) ; 3° une bulle du 1^{er} novembre 1388 nommant un abbé dans la convent de San Stefano d'Asi (Reg. Archiv. Lit Clementis VII, fol. 34 v°) ; 4° une bulle du 12 février 1390 donnant à Thomas « de Antiochie » damoiseau du diocèse d'Asi, les maisons « Villefranche et Neuvanelli », audit diocèse, avec leurs dépendances, qui appartiennent à la messe du prieur de l'Hôpital de Lombardie (Reg. 201, fol. 4 r°) ; 5° une bulle du 21 août 1390 inféodant à Georges « Morini », chevalier du diocèse d'Asi, un château appartenant à la messe épiscopale d'Asi (ibid., fol. 57 r°) ; 6° une bulle du 9 janvier 1391 enjoignant à l'évêque d'Asi d'exhorter et, au besoin, de contraindre le clergé du diocèse à contribuer aux travaux de fortification très nécessaires entrepris par la ville d'Asi (Reg. Archiv. Lit Clementis VII, fol. 242 r°) ; 7° une bulle du 25 août suivant ordonnant à l'official d'Asi de déposer, après enquête, l'urbaniste Antoine « Ducina », prieur du prieuré bénédictin de San Stefano audit diocèse (ibid., fol. 264 r°).

3. « Cum itaque, sicut nobis super pro parte tua facti expostum, Verceilensis ecclesie undique laetitia variis et diversis oppressionibus affligatur, in Apostolicis sedis contemptum gravibusque ipsius Verceilensis ecclesie prejudicium ac pactum, adeo quod, ad extremam necessitatem reductus, cogens undique auxilium implorare pro parte tua nobis entitit humiliter supplicatum ut tu dilectum filium nobilem virum Ludovicum, ducem Turonie, in hunc ad ipsius ecclesie defensorem tuum valens. Tunc qui, ut essent tranquillitatem et pacem appetis, divinumque cultum et modicum intervium non armis perquiris, prout decretis nunquamque prelationis, apostolica tibi auctoritate concedimus quod te, ad repraesentandam innocentiam eorum

d'une lettre écrite à Charles VI le 12 mai suivant — deferant à un vœu qu'avait exprimé le roi de France — ou qu'on avait exprimé pour lui, le pape prend l'engagement d'infuser, à titre perpétuel, au jeune Louis de Valois les terres tenues jadis dans les États de l'Eglise par un vassal turbulent du saint-siège et par un adversaire de l'influence française en Italie, feu Galeotto Malatesta, c'est-à-dire les villes et territoires de Rimini, de Pesaro et de Fossombrone, auxquels il promet de joindre la ville de Faenza, le vicariat d'Imola, de Forlì et de Bertinoro¹ : projet qui, sur un plan moins vaste, rappelait le dessein formé à Spolonga huit ans plus tôt. Il n'était plus question de créer un royaume, mais les États de l'Eglise, ou, pour mieux dire, une portion de la Romagne et des Marches formaient toujours l'appât tendu à la convoitise d'un des princes de la maison de France. A défaut de l'oncle, le frère du roi était maintenant convié à se faire une part dans les terres du saint-siège. Il fallait, à tout prix, qu'une bannière fleurdelisée flottât dans l'Italie centrale pour qu'à son ombre pût s'établir et se développer à l'aise l'autorité cémentine.

La pensée de Clément VII, trop longtemps détournée des provinces du centre, s'y reportait donc plus volontiers², sans que

quorumcumque occupationum et occupatorum voluntatem terras, villas contra loco, jura jurisdictiones, fructus, redditus, proventus, homines subditos et vasallos ecclesie predictae possit integrum et dicto ecclesie quantum visis et eisdem ecclesie profuerit dictum ducem aliquo defensionem... » (Arch. du Vatican, *Reg.* 298, fol. 64 r.) — Précédemment Jacques de Cavali, nommé par Clément VII évêque de Vercelli dès le 1^{er} juin 1379 (K. Eubel *De Provisionibus praelatorum*, p. 412), avait reçu de ce pape de pleins pouvoirs pour priver de leurs bénéfices les clercs de son diocèse qui adhéraient à Urbain. Les appels interjetés de ses sentences à l'archevêque de Milan avaient été déclarés nuls (bulles du 27 juillet 1383, *Reg.* 298, fol. 132 r, 116 v). Plus tard une bulle de Clément VII datée du 3 mars 1385 lui fut également adressée (*Reg.* LV *Avenion.*, *Lettres de diversis farnis*, quat. II). On trouve enfin des bulles de Clément adressées à l'abbé de Saint-André de Vercelli (24 novembre et 8 décembre 1386, *Reg.* 298, fol. 36 r, 38 v) ou nommant un certain Odebert abbé de Saint-Jacques de Brixia, dans le même diocèse (4 décembre 1387, *Reg.* 298 fol. 12 v). Il convient d'ajouter que Jean Fieschi, l'évêque déposé par Clément, avait été nommé enrafant par Urbain VI et conserva jusqu'à sa mort, ou moins normalement l'administration du diocèse de Vercelli après que Urbain VI en chargea un autre cardinal, Louis Fieschi, neveu du précédent (K. Eubel *loc. cit.*).

1. E. Jarry, *La vie politique de Louis de France*, p. 406.

2. Je signalerai encore une bulle du 12 février 1382 par laquelle Clément VII nomme un collecteur amovible (Jean « Baudu », archiprêtre de Santa Maria de Chierio,

La conquête du royaume de Sicile cessait d'être à ses yeux l'entreprise la plus importante.

IV

Après un court moment d'angoisse, causée par l'étrange attitude de certains partisans de Louis II, le pape d'Avignon s'était vite rassuré sur les conséquences inmanquables de la victoire de son protégé. Prépondérance des armées françaises en Italie et reconnaissance de l'autorité avignonnaise, c'était tout un¹, le moyen d'en douter, quand Thomas de San Severino, v. ce-roi pour le compte de Louis II, prononçait le bannissement des chefs de l'« urbanisme », quand des délégations de la noblesse, du clergé et du peuple de Naples se succédaient en Avignon, quand la bannière de Clément VII se déployait, à côté de celle du roi Louis, sur les murs reconquis du Castel Capuano, quand, malgré l'interdit maintenu par Urbain VI, les églises de Naples se rouvraient, et quand, à l'occasion de ce rétablissement du culte, la population accueillait les mêmes bannières, triomphalement promenées à travers les rues, par les cris confondus de : « *Evviva il papa Clemente ! Evviva il re Ludovico !* »

L'œuvre pourtant demeurait incomplète, et le « défaut de pecunie » en retardait l'achèvement². Dans l'entourage de

au diocèse de Turin) pour les provinces d'Aquila, de Grado, de Ravenne, de Milan, de Zara, de Spalato et de Ténos (Arch. du Vatican, *Reg. Avenion. LXXVI Clementis VII* fol. 40 r°).

1. Je ne puis songer à énumérer tous les actes par lesquels Clément VII fit sentir son autorité dans le royaume de Naples : destitutions de prélats urbanistes, tels que les évêques Nicolas de Palerme (19 janvier 1380) et Jacques de Telesma (21 mai 1380 Arch. du Vatican, *Reg. 201*, fol. 11 v°, 94 r° et *ibid.*, fol. 1 r° 91 v°, 112 v. *Reg. Avenion. LV, Littere de diversis formis*, quat. 17. *Liber supplicationum*, ann. IX pars IV, fol. 163 r°, 203 v°), nominations d'archevêques, d'évêques, d'abbés, de collecteurs apostoliques, envois de légats, érection de deux nouveaux sièges épiscopaux de Bohio et de Nardo (K. Eubel, *Die Privilegien prelatum* p. 428), etc.

2. *Cronicon Savonarole*, p. 70, 72, 74, 76. *Giornali del duca di Monteleone*, *ibid.*, note P. Minerbetti, r. 126. Cf. *Giornale Napoletano*, c. 1036.

3. En quête d'expédients Marie de Bretagne avait pensé fuir le argent des droits de son fils sur la principauté d'Achaïe, elle essaya de les vendre à l'ordre de l'Hôpital, v. les bulles de Clément VII du 5 janvier, Arch. du Vatican, *Reg. 200* fol. 12 v°).

Marie de Bretagne, c'était toujours le même affolement douloureux aux approches des échéances¹, les mêmes recours désespérés à la libéralité pontificale², parmi les gens de la curie, la même impatience mal dissimulée³; chez Clément VII, la même volonté d'agir, mais de ne point agir seul, avec la résolution de ne plus assumer, comme jadis, tout le fardeau de la dépense⁴; dans le camp napolitain, les mêmes cris de détresse⁵, sur les levres enfin du comte de Potenza, les mêmes récriminations violentes, qui ne prirent fin que le jour où la fatigue, la maladie et l'intérêt rappelèrent dans sa patrie l'incommodé baron⁶.

Tout, dans ces conditions, devenait malaisé. Un oncle de Charles VI, le duc de Bourbon, eût été disposé à combattre pour Louis II, et déjà le comte de Genevois s'offrait à lui servir de second. Mais un prince du sang royal de France ne pouvait partir en guerre comme un chef de routiers : Louis de Bourbon demandait une petite armée. La solde de 2.000 lances, qu'il eût fallu lui avancer, représentait environ 160 000 francs, beaucoup plus que l'argent disponible (octobre 1387)⁷.

Un autre projet souriait fort aux Napolitains. A deux reprises, au printemps de 1387, puis au mois de septembre 1388, il fut question de conduire Louis II d'Anjou dans le royaume. A part l'évêque de Sisteron, qui redoutait pour la santé de l'enfant les effets du mal de mer et du changement de climat, tous à la cour d'Avignon, comme dans l'entourage de Marie de Bretagne, n'ac-

et du 11 avril 1387 (L. de Mas Latrie, *Les princes de Navarre et d'Aragon*, Venise, 1882, in-4°, p. 23). Les prétentions opposées du comte de Savoie empêchèrent Clément VII de ratifier cette vente (E. Berquet, *Juan Fernandez de Heredia Grammesater des Johanniterordens*, Mülhausen en Thuringe, 1874, in-8°, p. 78).

1 Un jour, à Rome aux bois en est réduite à envoyer Henri de Sautville à Venise avec deux capitaines de routiers, lui disant qu'il leur remettra à eux-ci une somme de 10 000 ducats, qu'il leur avait fait bien ne pas s'y attendre. Il fallut à tout prix se débarrasser de ces capitaines. *Facta mirabilis* observe Jean la Fèvre (t. I p. 284 et *ibid.* p. 283, 284).

2 *Ibid.*, p. 265, 266, 287, 288, 289.

3 *Ibid.*, p. 264, 266, 267.

4 *Ibid.*, p. 224, 225, 232, 263, 264, 424, 518, 519, 524.

5 *Ibid.*, p. 278, 413, 424, 433.

6 *Ibid.* p. 261, 438, 541.

7 *Ibid.*, p. 348, 349, 351.

corlaient à juger ce voyage indispensable. Le pape offrait de supporter un tiers de la dépense, évaluée à 200,000 francs. Restait à réunir les deux autres tiers de cette somme et à obtenir le concours, ou tout au moins l'approbation de la cour de France. Mais, quand Marie de Bretagne se fut rendue tout exprès d'Avignon à Paris, elle trouva les conseillers du roi fort peu favorables à ce projet. Ils se seraient expliqués l'envoi d'un capitaine. La présence d'un enfant ne leur paraissait devoir être d'aucune utilité. A quoi bon exposer une existence aussi précieuse ? Cependant la reine finit par obtenir un maigre subside de 30 000 francs (18 mai 1388).¹

Tant de sollicitude pour la vie du jeune prince cachait peut-être, chez les oncles du roi, un sentiment de rancune ou d'envie. Déjà le mauvais vouloir des ducs de Berry et de Bourgogne avait failli, dit-on, mettre obstacle au départ d'Othon de Brunswick pour l'Italie². Une ambassade chargée par Charles VI d'aller plaider au delà des Alpes la cause de Louis II, avait paru munie d'instructions « assez rudes »³, et le roi avait laissé au pape et à Marie de Bretagne le soin d'en payer tous les frais⁴. J'ignore si les « angevins » étaient plus satisfaits des démarches récemment faites au nom de Charles VI auprès des villes de Florence⁵, de Lucques, de Pise et de Gênes et auprès du seigneur de Milan⁶. La cour de France, dans tous les cas, manifestait peu d'enthousiasme pour une entreprise dont le résultat ne l'intéressait qu'indirectement.

Le voyage du jeune Louis fut donc une fois de plus ajourné. L'on se contenta de diriger sur Naples un homme de guerre, qui

1. *Journal de Jean le Fèvre*, t. I, p. 499, 506, 516, 524, 525. *Cronicon Siculum*, p. 16, 83, 84, 87.

2. *Journal de Jean le Fèvre*, t. I, p. 328, 333.

3. *Ibid.*, p. 112.

4. 214 florins 8 sols furent payés aux deux ambassadeurs, à Paris, avant leur départ, par l'évêque de Lodève, auquel ils furent remboursés à Avignon, le 1^{er} mai 1388, par Nicolas de Muregard (Arch. du Vatican, *Intritus et exitus*, n° 359, fol. 100^{re}). Cf. *Journal de Jean le Fèvre*, t. I, p. 138.

5. V. plus haut, p. 134.

6. *Journal de Jean le Fèvre*, t. I, p. 410, 468, 522, 529. — M. E. Jarry a récemment fait connaître (*La voie de fait*, etc., p. 218) une lettre écrite par Charles VI aux Gênois, probablement vers le commencement de l'année 1387 pour les prier de se consentir à aucune démarche hostile au jeune Louis II.

était en même temps un homme de confiance, Louis de Montjoie, neveu du pape¹ : le fidèle compagnon de Louis I^{er} d'Anjou avait fait oublier le vaincu de Marino. Nommé vice-roi de Sicile, Louis de Montjoie remplaça avantageusement Thomas de San Severino et Othon de Brunswick (octobre 1388). Ce dernier, à vrai dire déjà mal satisfait de la façon dont les « angevins » le payaient de ses services, saisit cette occasion de rompre avec un parti auquel l'avait rattaché l'intérêt, plus encore que le souvenir de son épouse trouvant sans doute le meurtre de Jeanne assez vengé, il opéra une volte-face digne d'un condottiere, fit alliance avec le fils de Durazzo et retourna son épée contre ses amis de la veille². Malgré cette défection, dont l'effet immédiat fut de rallumer la guerre, les partisans de Louis II d'Anjou gardèrent leurs positions. Une tentative infructueuse de Marguerite de Durazzo pour rentrer en possession de Naples et la conquête définitive du Castel Capuano³ sont les seuls incidents mémorables qui marquerent les campagnes de 1388 et de 1389⁴.

Cependant l'orientation de la politique française se modifiait sensiblement. Charles VI, depuis quelques mois, n'était plus l'enfant inconscient que ses oncles faisaient mouvoir à leur gré ; il s'était, à la fin de l'année 1388, emparé du pouvoir non pour le garder lui-même, mais pour le remettre aux mains des anciens serviteurs de son père⁵. Une des conséquences de la disgrâce des ducs et de l'avènement des « Marmousets » fut un changement d'attitude à l'égard de Louis II d'Anjou. Peut-être pensait-on s'inspirer des maximes en honneur du temps de Charles V en prêtant la main à une entreprise favorisée par Clément VII.

1. *Journal de Jean le Fèvre*, t. I, p. 431. *Cronicon Siculum*, p. 79. V. l'hommage prêté par Louis de Montjoie à Charles VI le 10 juillet 1387 (Arch. nat., J 621, n° 86).

2. P. Minerbetti, c. 173, 177. *Cronicon Siculum*, p. 79-81, *Giornali Napoletani*, c. 1036.

3. *Cronicon Siculum*, p. 74 et sq., 81-82. P. Minerbetti, c. 178.

4. J'ai relevé d'assez nombreux paiements faits par la Chambre apostolique, en 1389 à Arnaut Aymar, patron d'une certaine galère *Rouge* qui se rendait à Naples pour y servir l'église et le roi Louis, un mois, le 1^{er} juin de 961 florins 75 sols 1 denier, un autre de 1 000 florins, le 20 juillet (Arch. du Vatican, *Instructio et exilus* n° 363, fol. 151 v°, 167 v°).

5. J'ai cherché ailleurs *Le Conseil du Roi aux XIV^e, XV^e et XVI^e siècles* (p. 90) à montrer en quoi ce coup d'État avait modifié la composition du Conseil.

Peut-être eût-on aux conseils d'un légat envoyé tout exprès par le pape d'Avignon à Paris¹. Peut-être enfin l'amitié que ressentait personnellement Charles VI pour son jeune cousin contribuait-elle à faire apparaître sous un jour nouveau la question napolitaine. Quoi qu'il en soit, la froideur succéda l'engouement, à l'indifférence ou à l'envie plus ou moins mal dissimulées, le patronage direct. Ces nouvelles dispositions de la cour de France s'affirmèrent au milieu de fêtes éclatantes, bien propres à frapper les regards les plus inattentifs. C'est ainsi que Louis d'Anjou et son frère, conduits en l'abbaye de Saint-Denis, y reçurent des mains du roi l'ordre de la chevalerie, de joyeux « esbauchemens » de plantureux repas, de triomphantes passes d'armes célébrèrent l'alliance intime de Charles VI et de ses cousins (17, 2, 3 et 4 mai 1389). Le couronnement du jeune Louis ne pouvait avoir lieu qu'en la présence du pape. Charles VI à cette occasion promit de faire le voyage d'Avignon. Il versait, en attendant, 100 000 florins dans la cause de Marie de Bretagne, et s'engageait à lui en payer incessamment 200 000 autres. De nouvelles ambassades étaient adressées, dans l'intérêt de la cause « angevine », à Gênes², à Pise à Florence à Milan. Des lettres signées du roi parvenaient à Naples le jour même où avait lieu le miracle de saint Janvier (17 août). Au milieu de l'enthousiasme qui n'a pas cessé, depuis lors, de se manifester en pareil cas, les Napolitains appre-

1 Le cardinal du Thury, qui devait toucher, à partir du jour où il quitterait Avignon, 500 francs d'or par mois, pendant deux mois (*Intuitus et exitus*, n° 265, fol. 74 r°, reçut ses pouvoirs le 11 janvier 1389 (*Reg. Avinion. LII*, quat. 1) et fit, le 6 avril, sa première visite à Notre-Dame de Paris (Arch. nat., LL 310, fol. 77 r°). L'objet de sa mission est bien caractérisé par Jouvenel des Ursins (éd. Michoud et Poujoulat, p. 374) : « Pour déclarer la piteuse calamité et misère du royaume de Sicile ». Son séjour à Paris se prolongea au delà du 17 mai, jour où il prend dans un acte le titre d'« Apostolice Sedis nuncios ad regem France cum plenaria potestate legati de latere in certis provinciis destinatus » (C. Jourdain, *Index chronologique*, p. 189). Il retourna à Avignon le 12 juin, au mois et le 25 toucha sur le trésor du pape 617 florins 74 sols (*Intuitus et exitus*, n° 265 fol. 156 v°).

2 *Religieux de Saint-Denis*, t. I, p. 586-595. — Papon qui place cette cérémonie en 1381 et s'efforce de ne en trouver aucune mention à cette date, dans le *Journal de Jean le Jeune*, en donne (*Histoire générale du Provence*, t. II, p. 326), d'après « les mots de MM. de sainte Marthe » une courte relation, qui n'est autre qu'un abrégé du récit cité par le *Religieux de Saint-Denis*.

3 Le 1^{er} octobre 1389, Clément VII envoya encore un courrier à Gênes pour les affaires de l'Église et du roi Louis (*Intuitus et exitus*, n° 365 fol. 197 r°).

naient que leur conduite à l'égard de la seconde maison d'Anjou excitait chez le roi de France une admiration sans mélange. Ils croyaient savoir, d'autre part, que Clément VII doublait la somme de 300.000 florins donnée par Charles VI, que les Provençaux en fournissaient, de leur côté, une de 100.000, les habitants du Maine, de l'Anjou, etc., une de 55.000 bref qu'aux années de détresse allaient succéder pour Louis II des années d'abondance. L'or qu'ils virent bientôt distribuer aux soldats de Louis II leur prouva encore mieux la réalité d'un changement dont ils devaient augurer le prompt triomphe de la cause « angevine. » Enfin, la venue du jeune Louis II leur était annoncée pour le mois d'octobre au plus tard. On leur promettait qu'ils pourraient, cette année-là du moins, vaquer paisiblement aux travaux de la vendange¹.

V

Tandis que l'union intime de Charles VI et de Louis II fortifiait encore le parti clémentin, le parti d'Urbain VI offrait, en Italie, l'image de la désorganisation. Ennemi déclaré de Ladislas aussi bien que de Louis II d'Anjou, Urbain VI avait entrepris de conquérir Naples pour son compte. Affublé d'un costume militaire, on le vit sortir de Pérouse à la tête d'une armée (2 août 1388) : il ne dépassa point Ferentino. Dès Narni la plupart de ses mercenaires lui avaient faussé compagnie.

Il revint à Rome ; mais le triste accueil que lui firent les habitants, l'émeute qui éclata, peu après, à l'occasion du choix d'un nouveau Sénateur, lui donnèrent vite la mesure de l'affection des Romains².

En Toscane, même opposition, voisine de l'hostilité. Urbain VI avait laissé ses troupes se répandre sur les territoires de Sienne

1. *Cronicon Siculum*, p. 24. Cf. P. Mierobetti, c. 187.

2. *Cronique de Pisa* (Tartini, t. I), c. 802-803, Thierry de Niem, p. 113; Soromeno c. 1131, 1138, *Chronicon Regienae* (Muratori, t. XVIII), c. 93, *Cronica di Perugia*, p. 230; P. Mierobetti, c. 167, 180; *Cronicon Siculum*, p. 78, Temple Leader et Marcelli, *Giovanni Acuto*, p. 169.

et de Florence. leurs brigandages ne contribuèrent pas à lui regagner les sympathies des populations de ces contrées¹.

D'autre part, Clément VII cherchant à exploiter tous les mécontentements. Sans se laisser décourager par l'insuccès de ses précédentes démarches, il renvoyait alors en Italie Pileo de Prata, cardinal de Ravenne, un des transfuges du college urbainiste². Aux pouvoirs ordinaires d'un légat, ce souple personnage joignait les pouvoirs nécessaires pour conclure des traités, pourvoir à la garde des villes et conférer des vicariats³. Il se dirigea d'abord vers Florence tout 1389, et fit valoir, à son tour, auprès de la seigneurie les bienfaits dont Clément VII se promettait de combler les Florentins, pour peu que ceux-ci reconnussent son autorité spirituelle. Cette offre fut rejetée une fois de plus⁴; mais Florence n'en demeura pas moins sourde aux appels d'Urban VI. Vainement le pape italien invitait les Romains à lui livrer l'« antilegat », chargeait du soin de le juger des inquisiteurs de la foi, faisait prêcher contre lui une nouvelle croisade⁵. Pileo de Prata circulait librement, recevant l'hospitalité de plusieurs familles florentines, logeait notamment, hors de la ville, chez Philippe Corsini⁶. Un duc nouveau siennois offrait de lui fournir les approvisionnements dont il avait besoin. Pileo put gagner sans encombre Orvieto⁷. De là, chassé par un retour offensif

1. P. Mierzbetti, n. 149. Sozomeno, c. 1134.

2. On remarquera l'erreur commise par le *Neig. ecc. de Saint-Denis*, qui prétend (t. I, p. 302) que Pileo de Prata, venu en 1387 à la cour d'Avignon et comblé de présents par Clément VII, se repartit secrètement avant la fin de l'année, sans prendre congé du pape, et se en retourna près d'Urban.

3. Il avait aussi le droit de conférer les bénéfices *sine cura* taxés au plus à 20 livres et les bénéfices *cum cura* taxés à moins de 30 livres; d'accorder des dispenses, des indulgences, de conférer des tabellions; d'absoudre les urbanistes repentants; de négocier avec l'Église les clercs qui auraient accepté des bénéfices de l'intrus; de réformer les Universités, de composer au sujet des sacrilèges ou des incendies et des vols commis au préjudice d'églises ou de monastères, etc. (Bulles du 4 mai 1388 et du 23 janvier 1389. Arch. du Vatican, Reg. 299, fol. 1 v. 10 r°, L. Fumi, *Codice diplomatico della città d'Orvieto*, p. 540.)

4. P. Mierzbetti, n. 147. Sozomeno, c. 1136. Cf. Rinaldi, t. VII, p. 318.

5. Bulles du 30 et du 23 août 1389 (Rinaldi, *ibid.*, Arch. du Vatican, Reg. 312, fol. 20 r° et sq., Reg. 347, fol. 33 v°).

6. P. Mierzbetti, n. 147.

7. Bulle d'Urban VI, du 27 septembre 1389, adressée à Gione Xandri, duc de Sienne (sur ce personnage, cf. *Cronaca Sicula*, p. 96) «...Non possunt non

de la faction de Meliorini, il se rendit à Montefiascone, d'où avec l'aide de Rinaldo Orsini et des routiers gascons, il déclara la guerre sur les États de l'Église¹.

Méconnue en Toscane, l'autorité d'Urbain n'était guère moins chancelante en Romagne, Bologne, ainsi que Florence se voyait adresser par le pape d'Avignon de pressantes sollicitations : on ignore même généralement à quel point Clément VII se croyait alors près de réussir dans ses démarches de ce côté. Ses premières tentatives, je ne dirai pas de corruption, mais de séduction, remontaient à 1380². Il les avait renouvelées en 1386 avec le concours de Charles VI³. C'est en 1388 ou en 1389 qu'il se flatta de les voir aboutir. Bologne était alors revenue de nouveau contre l'autorité d'Urbain ; elle venait de se proclamer l'alliée du roi de France et d'arborer sur ses murs la bannière fleurdelisée⁴. Symptôme

turam quod tu premiorum non ignarus, idem Pileo, sicut transeunt, sicut habet quam plurimorum assensum fide dignorum occurrent, illi auxilium et consilium presteris ac favorem et etiam promissiones pro nostra civitate Urbivertana, quam occupasti, et pro aliis terris nostris quas imposterum occuparet, de victualibus et aliis necessariis subvenire. » Arch. du Vatican, Reg. 312 fol. 62 r^o.)

1 Fr. Montemarle, p. 63 L. Fumi, *Codice diplomatico della città di Orvieto*, p. 285.

2 V. plus haut, p. 30.

3 Des ambassadeurs, parmi lesquels se trouvait le frère prêcheur Vincent de Naples (*Introducia et exorta*, n^o 328 fol. 92 v^o), étaient venus offrir aux Bolognais je ne sais quels avantages pour prix de leur conversion. Charles VI lui-même joignit ses instances à celles de Clément dans une lettre du 13 mai 1386 dont je dois à ce moment rendre à une obligeante communication du D^r Ludovic Prati : « Amicis vestris prerogative rogantes actum et obsecramus, in Illo qui veritas et vita est, quatenus pristina devotio, veluti ab ipsis, memores, ambunatores eisdem insipientes cum reverentia et honore ipsos consueta sinceritate audire velit, et tandem fugam cujusvis erroris caligine, gratia perlustrante divina, ab mentes vestras ad veritatis lumen effectualiter inclinare, quod preterretributionis eterne promissa, laudis humane precum nostreque reverentia benevolentiam mereamur, adhuc ulterius adhiberi nullam, quasumus, ponentes obstatulum ubi vera salus exquiratur et quietudo mentium ac corporum cari divi inductionibus sinceriter procuratur. Vobis autem ac agentibus omnem potenciam meam, auxilium et favorem premitimus, et, quatenus (sic, per apostolicos nuncios antefactum volui pollicetur, procurabimus ne faciemus, autore Domino firmiter observari. » Lib. de Bologne, ms. 1^{er} II 61 n^o 33.)

4 *Cronaca di Bologna* n^o 530, 531. *Annales de Bari* (Mancoske, t. XXII), c. 1^{re} Mathieu de G^{ra}ffani (Mancoske, t. XVIII) c. 199. Cherubino Ghislanzoni, *Historia de vari successi d'Italia e particolarmente della città di Bologna* (Bologne 1669, in-64) t. II, p. 429, 431. C. H. Pagan, *Archives des médians*, 2^e série, t. II, p. 427. — L'ambassade bolognaise rapporta une lettre de Charles VI, datée de Paris, le 10 mai 1389.

tème plus caractéristique des ambassadeurs bolonais avait passé par Avignon, et l'Université de Bologne elle-même, ou plus vraisemblablement un groupe d'écoliers bolonais, avait adressé à Clément VII un rôle accompagné de promesses d'obéissance¹. C'est alors que Clément VII fit préparer une série de bulles qui ont échappé jusqu'à ce jour aux recherches des historiens². Il y donnait, en vue d'une conversion qui semblait imminente, ses instructions à un nommé Barthélemy, qu'il qualifiait du titre d'évêque de Bologne. Ce prélat, nommé par Clément VII dès le commencement du schisme³, n'avait jamais pu prendre possession de son siège; mais le moment paraissait d'autant plus favorable à son installation que des deux évêques nommés successivement par Urbain VI, l'un, Philippe Caraffa, venait de mourir, l'autre, Come Megliorato, n'était pas encore parvenu à se faire reconnaître des Bolonais⁴. Une fois installé, l'évêque Barthélemy devait recevoir l'abjuration des anciens, du gonfalonier de justice, des officiers et des délégués du peuple, leur imposer une pénitence, les absoudre, puis répandre sur la ville, rentrée dans le giron de l'Eglise, les faveurs depuis longtemps promises par Clément VII. Les anciens et le gonfalonier, constitués vicares généraux du saint-siège pour une période de vingt-cinq ans, seraient investis de la juridiction et de l'autorité souveraines dans toute l'étendue du territoire bolonais; ils auraient la jouissance des revenus romains; ils seraient seuls exécuteurs des règlements de police urbaine ou des statuts universitaires; ils pourraient conclure des alliances pour la défense du pays. De toutes les mesures votées par le conseil de ville depuis le com-

(Ghirardacci, *loc. cit.*), qui, dans un ms. cité par M. L. Frati (*Raccolta* dans l'*Archivio storico italiano*, 1893, p. 136), est précédée de la rubrique : « *Littera domini regis francie missa communi et populo Bononie pro custodia et salvaguardia ipsorum.* »

1. *Religieux de Saint-Denis*, t. 3, p. 516.

2. La plupart de ces bulles sont datées du 23 et du 25 juin 1389 (Arch. du Vatican. *Reg. Avinion. LII Clementis II*, fol. 6-11. *Reg. Avinion. LIII* fol. 17^{re}-18^{re}), deux d'entre elles seulement portent la date, évidemment fautive, du 23 juin 1388 au 3 du pontificat; la plus même qu'elles occupent dans le *Reg. Avinion. LIII* prouve qu'elles appartiennent aussi bien que les autres, à l'année 1389.

3. V. plus haut, p. 30, note 2.

4. Tghelli, t. II, c. 27. *Contra a bol. gosse di Pietro da Modula*, publiée par Corrado Ricci, Bologne, 1885, in 8°, p. 20. Cf. Ghirardacci, *op. cit.*, p. 513.

menacement des troubles, Clément VII n'annulait que les lois attentatoires aux libertés de l'Eglise ou aux droits du saint-siège. Il faisait remise aux Bolognais du cens de 5,000 florins, non seulement pour les années passées, mais pour cinq années à venir. En dehors de ce tribut, les seules obligations imposées aux habitants consistaient à fermer leurs portes aux ennemis de Clément, ou à garder ceux-ci en prison, si tel était le désir du pape, à fournir le passage et à vendre des vivres aux troupes clémentines. Un serment de fidélité au pape d'Avignon était, une fois pour toutes, exigé des anciens, des consuls et du gonfalonier, qui, à leur tour, devaient faire prêter, deux fois par an, un serment analogue aux officiers et aux mercennaires employés à la garde de la ville. C'était, en somme, l'indépendance politique reconnue à la seconde cité des Etats de l'Eglise pour prix de sa soumission au pape d'Avignon dans le domaine spirituel. Il y avait plus encore : Bologne n'était pas seulement affranchie, elle acquerrait des droits imprescriptibles sur plusieurs villes ou bourgs des Etats de l'Eglise, Forlani, Elice, Medicina et Gattinara. Enfin l'évêque Barthélemy pouvait autoriser les Bolognais à occuper, provisoirement toutes villes ou places de Romagne qu'ils enlevaient au pape de Rome ainsi que toutes forteresses qu'ils construiraient dans l'intérêt de leur défense. Dans sa hâte d'organiser sa nouvelle conquête, Clément VII songeait déjà à y réformer l'enseignement et à y régulariser, par l'institution d'un juge spécial, le fonctionnement des appels au saint-siège ; il fixait les conditions dans lesquelles les clercs bolognais pourvus par Urbain VI pourraient être maintenus en possession de leurs bénéfices¹. Il n'oubliait pas de conférer des avantages particuliers à certains bourgeois notables² : celui-ci recevait une maison pour prix de son oblation ; celui-là avait une charge d'avocat consistorial³, tel

1 Il fallait que ces clercs fussent bolognais, que leur conversion eût lieu moins d'un mois après la nomination des anciens et consuls comme vicaires de l'Eglise qu'ils renoncassent aux avantages par eux obtenus de l'indus, et que les intérêts des autres clercs fussent sauvegardés.

² Thomas di Pietro e Gallico (p. 2 pour Gallico).

³ Charles Zambecari. Un membre de cette famille Polignino Zambecari, occupait alors, à Bologne, le poste de chancelier (La Frati, *La sign des Bolognesi e dei Fiorentini sotto Galeazzo Visconti*, dans *L'Archivio storico lombardo*, serie II, t. VI, 1882, p. 8).

autre obtenait pour son fils l'emploi d'administrateur de l'hôpital Saint-Antoine¹. Le célèbre juriconsulte Gaspard de' Calderini recevait certaines terres sises aux environs de Bologne². Toutes ces bulles portent les dates du 23 juin, du 25 juin et du 8 juillet 1389. Une dernière, du 15 octobre, adressée aux Bolognais eux-mêmes leur promet l'appui du pape auprès de la cour de France et les invite à faire bon accueil à l'évêque Barthélemy, en même temps qu'à franchir le dernier pas qui les sépare encore de « l'Eglise catholique³. »

Que les espérances de Clément VII fussent ou non fondées (ce que montrera bientôt la suite de ce récit) il est certain que les Bolognais s'étaient étudiés à faire croire à leur conversion prochaine. Ils se disaient touchés de la grâce, moins peut-être pour se concilier la faveur de Clément que pour attendre Charles VI, dont ils imploraient l'assistance. C'est qu'en effet jamais peril plus pressant n'avait paru menacer la ville de Bologne : le seigneur de Milan, maître de Vérone et de Padoue, semblait vouloir attaquer la Romagne. Rapprochées par l'effet d'une commune épouvante, Florence et Bologne députaient, à ce moment même, vers le roi de France pour tâcher de l attirer dans une ligue offensive contre Jean-Galéas, et elles lui offraient bravement, pour prix de son concours, une partie des dépouilles du comte de Vertus⁴.

Il semble que l'habile Visconti eût prévu cette démarche, et déjà pris ses précautions. On se souvient du mariage conclu entre sa fille et le frère du roi de France, Charles VI était alors engagé trop avant dans l'alliance milanaise pour pouvoir se prêter à la combinaison que lui suggéraient les Florentins, d'accord avec les Bolognais. D'ailleurs, les revirements subits de la politique lombarde menagèrent, à cette époque, de fréquentes surprises aux diplomates dont les regards étaient fixés sur l'Italie. A peine avait-on eu vent à Paris des ouvertures de

1. Il s'agit du nommé Giovanni di Bartolomeo de « Savollo ».

2. Bulles du 8 juillet 1389 (Arch. de Vatic., *Reg. Aeneas*, LIII, fol. 34 r-23 r).

3. Bibl. de Bologne ms. 17 K II 60, n° 34 (communication du D^r Lud. Frati).

4. Abel Desjardins, *Négociations diplomatiques de la France avec la Toscane*, t. I, p. 29, A. de Lotzcourt, *Le duc Louis d'Orléans frère du roi Charles VI*, p. 31, note 1; cf. Perrons, *op. cit.*, t. VI, p. 5.

Florence et de Bologne qu'une réconciliation inespérée rapprocha les adversaires prêts à en venir aux mains. Jean-Galeas faisant sa paix avec Florence, une ligue conclue à Pise unissait pour trois ans le comte de Vertus, Florence, Bologne, Lucques, Pise, Sienne et Pérouse, le marquis d'Este, le sire de Mantoue, les Malatesta et le comte Antoine de Montferrat. Contre quel adversaire? on ne le disait pas. Mais il était aisé de prévoir que l'accord de ces princes et de ces cités, dont plusieurs avaient des intérêts directement opposés à ceux du pape de Rome, n'allait pas être précisément favorable à Urbain¹.

C'est alors qu'apparut l'isolement de ce pontife. De quelque côté qu'il se tournât, vers Naples, gouvernée au nom de Louis d'Anjou vers Gênes, refuge de la famille de Durazzo, vers le Patrimoine ou vers l'Ombrie, camp retranché des routiers clementins, vers Bologne, foyer permanent de révolte, vers Asti, possession du duc de Touraine, vers Rome même et vers le collège de ses propres cardinaux, partout son regard rencontrait des ennemis. On eût dit que l'Italie commençait à se lasser d'obéir à un pape italien.

L'harmonie parfaite qui, au même moment, régnait entre les chefs du parti clementin forme avec cette anarchie la plus saisissante contrainte. Avignon faisait alors de grands préparatifs². Cédant aux instances de Clément VII³, fidèle aux promesses faites à Louis II d'Anjou, Charles VI s'acheminait vers la cité des papes. Parmi les princes qui l'accompagnaient, se trouvaient son frère le duc de Touraine et son oncle le duc de Bourbon, auxquels on a joint bien à tort les ducs de Berry et de Bour-

1. P. Dardieu, *Les Guelfes en Italie*, p. 63 et sq.; *Le royaume d'Adrie*, p. 51. E. Jarry, *La vie politique de Louis de France*, p. 63, *La route de fait*, p. 222-223.

2. Urbain, durant les dernières années, avait encore osé de sévérité à l'égard d'un de ces cardinaux. Sur l'emprisonnement de Thomas Orsini, cardinal de Manupelle, v. Rinaldi, t. VII, p. 300, P. Minerbetti, c. 126. Sozomeno, c. 1136.

3. Ils avaient commencé dès le mois de juillet. On s'attendait alors à recevoir le roi les ducs de Berry et de Bourgogne. Il est question dans les comptes du pape de divers travaux, notamment du nettoyage des chambres et des corridors de palais, aux dates du 8 juillet et du 8 octobre 1389 (*Introditus et exitus*, n° 265, fol. 183 r°, 173 v°, 201 r°).

4. *Reliquies de Saint-Denis*, t. I, p. 606, 608; E. Jarry, *La vie politique de Louis de France*, p. 50.

gogne¹. A Lyon, le roi trouva le comte de Genevois, frère du pape, venu à sa rencontre². Le 30 octobre, il repartit de Roquemare³, magnifiquement vêtu d'écarlate et d'hermine, et fit une entrée pompeuse dans le palais des Papes. Clément VII l'y attendait, au milieu de vingt-six cardinaux. Après une triple génuflexion, le roi baise la main, puis le visage du pape; le duc de Touraine, le duc de Bourbon, Pierre de Navarre en font autant. Clément, se levant de son siège, embrasse à son tour le roi, lui souhaitant la bienvenue, et l'on se met à table⁴. Peu après, je le suppose, le pape put admirer la chape de velours bleu, brodée de perles et ornée de figures d'anges, de fleurs de lis et d'étoiles, que Charles VI avait fait faire à son intention⁵.

Les historiens en général semblent s'être mépris sur le caractère somptueux, mais grave, de cette réception. Froissart, dont ils suivent le récit pas à pas, fait figurer dans ces fêtes Philippe le Hardi, qui se trouvait en Artois⁶; il pourrait bien aussi avoir imaginé les « danses, caroles et esbattements » aux quels il prétend que Charles VI et son frère se livrèrent, chaque nuit, « avecques les dames et damoiselles d'Avignon⁷ ». Les passe-temps que nous révèlent des documents moins sujets à caution sont d'un genre plus austère : on visite

1. Froissart, t. XIV, p. 25, et, d'après lui, J.-B. Christophe, *Histoire de la papauté pendant le XIV^e siècle*, t. III, p. 116. E. Jarry *op. cit.* p. 52.

2. Le comte y fit servir aux gens du roi quatre queues de vin de Bourgogne (*Intrantes et exiles*, n° 364, fol. 5^r et 6^r).

3. Et non de Villeneuve-lès-Avignon, comme le prétend Froissart, qui donne des détails fantaisistes sur la traversée du pont d'Avignon.

4. E. Jarry, *La vie politique de Louis de France*, p. 52. « C'est par erreur que M. de Circourt (*Le duc Louis d'Orléans* p. 31), d'ordinaire si bien renseigné, place à Villeneuve-lès-Avignon le lieu de la résidence de Charles VI et de son frère.

5. *Reliquens de Saint Denis*, t. I, p. 616, *Cronicon Siculum* p. 88.

6. Mandement de Charles VI, date de Melun, le 12 septembre 1395, ordonnant qu'une somme de 70 livres soit payée à son argenterie Arnoul Baucher, « pour celle convertir et employer en l'achat de certains orfres de damas pour garnir et estoffer une chape de velours noir brochée de perles à ouvrages du angele, de fleursdelis et de entelles — la quelle chappe nous avons intention de faire porter avecques nous pour donner à nostre saint pere le Pape, — et pour acheter aussi certaines perles qui faillent à ladite chappe, et pour payer les ouvriers qui breille chappe garnissent et parfont. » (Bibl. nat., ms. français 20500, n° 12).

7. J. Petit, *Itinéraires*, p. 214.

8. Froissart, t. XIV, p. 37.

en détail la demeure pontificale; les trésors amassés par les papes d'Avignon s'étalent sous les yeux du royal visiteur¹; on écoute Pierre d'Ailly qui, pour la seconde fois, prononce le panégyrique de Pierre de Luxembourg². Charles VI s'entretient secrètement de l'état de l'Église avec Clément VII, et Froissart, cette fois, semble mieux informé quand il nous fait part des bonnes résolutions du roi : « Le roy, dit-il, promist de bonne volonté adont au pape Clement que, luy retourné en France, il n'attendroit à autre chose, si avroit mis l'Église à ung³. » Charles VI croyait peut-être que ce résultat serait obtenu grâce au concours pécuniaire qu'il entendait prêter à son jeune cousin : Louis II se vit assigner, peu de temps après, par le roi de France un nouveau subside de 36 000 francs⁴.

La plus brillante cérémonie, la plus significative, eut lieu le jour de la Toussaint. Sur deux trônes dressés en la chapelle du palais prirent place Marie de Bretagne et Louis d'Anjou, ce dernier vêtu de samit blanc, « en signe d'innocence » L'enfant bientôt, se dirigeant vers l'autel, lut la formule de l'hommage que prêtaient au chef de l'Église les souverains de Sicile. Dans une pièce contiguë, où il se rendit ensuite, accompagné de Charles VI et des princes, un cardinal fit sur ses mains, sa poitrine et son dos les onctions saintes. Ramené au trône, Louis fut revêtu d'une sorte de costume sacerdotal fleurdelisé, tandis que sur l'autel, où le pape lui-même célébrait le saint sacrifice, reposaient, d'un côté, la tiare pontificale, de l'autre, l'épée, le globe, le sceptre et la couronne. Clément VII, au cours de la messe, remit au jeune roi ces insignes; mais ce fut Charles VI qui pour mieux indiquer la part qu'il prenait à cette investiture alla lui-même chercher la couronne sur l'autel. L'enfant brandit trois fois l'épée, baisa le pape au visage, ainsi que les cardinaux présents, communia sous les deux espèces. Au repas qui suivit,

1. *Reliquaire du Saint-Denis*, Jaco éd.

2. Du Boulay, *Historia Universitatis Parisiensis*, t. IV, p. 661-669.

3. Froissart, t. XIV, p. 38. Cf. P. Moncelet, c. 102.

4. E. Jarry, *La vie politique de Louis de France*, p. 32. — Lorsque Charles VI repassa par Avignon à la fin du mois de janvier 1396, Clément VII détacha auprès de lui Raymond Bernard Flameng pour l'entretenir des affaires de l'Église et de Louis II d'Anjou (*Introduitus et exitus*, n° 306, fol. 86 r°).

assis à la table de Charles VI, il se vit servi par le sire d'Albret, par le comte de Genevois, par le sire de Coucy et par Henri de Bretagne. Le pape et le roi de France ne pouvaient guère annoncer plus clairement l'intention de soutenir désormais avec zèle la cause de Louis II d'Anjou.

Le contentement de Clément VII trouva d'ailleurs, durant le séjour du roi de France à sa cour, mille manières de se manifester. C'est alors qu'il confirma la bulle d'or par laquelle, en 1378, le défunt Empereur avait nommé Charles VI, alors dauphin, vicaire de l'Empire dans le royaume d'Arles¹. Entre autres présents qu'il fit au roi, je citerai un grand gobelet de cristal aux armes royales² et deux chevaux, payés 244 florins³. Les princes de la suite de Charles VI et jusqu'au dernier des chevaliers de son escorte participèrent, dit-on, aux largesses du pape. On prétend que celui-ci ne dépensa pas, en ces quatre jours, moins de 70 000 florins⁴. Pendant le court séjour que Charles VI fit à Beaucaire, en quittant Avignon, avant de poursuivre son voyage à travers le Languedoc, il fut encore l'objet des attentions gracieuses de Clément VII : un écuyer du pape descendit le Rhône

1. La relation détaillée du sacre et du couronnement se trouve aux Arch. nat., P 1334², n° 7, fol. 12 v°, elle a été publiée par Leibnitz (*Codex juris gentium diplomaticus* t. I, p. 340). Cf. *Vita prima Clementis VII*, c. 323, *Religieux de Saint-Denis*, loc. cit.

2. Bulle du 6 novembre 1383 (Arch. nat., J 265, n° 17 ; Arch. du Vatican, Reg. 201, fol. 29 v°), éditée par P. Fournier (*Le royaume d'Arles et de Vienne*, p. 510). À cette occasion, le pape obtint de la chancellerie royale une sorte de lettres de non préjudice. Ces lettres datées de Paris, le 2 mars 1390, visent expressément la bulle du 6 novembre, et ajoutent : « Notum facimus quod nostre intentionis nunquam fuit nec est dictis vicariatus eos jurisdictione et potestate nobis per dictarum litterarum continenciam attributa ut in terris Ecclesie Romanæ, preteritis confirmationis apostolicæ supradictæ alias quam vivente dicto Imperatore, avocando nostro, nisi potestatem eisdem, inhibentes universis iudicibus et officiis ad executionem dictorum vicariatus deputatis vel deputandis ne quidquam in contrarium attemptare possint. » (Arch. du Vatican, *Instrumenta miscellanea ad ann. 1380-89* et Reg. 101 fol. 63 v°, cf. *ibid.*, fol. 38 v°). Il n'y a là qu'une précaution destinée à prévenir les empiétements des officiers royaux, toujours disposés à abuser de leur autorité, et je cherche vainement comment M. E. Jarry, *La vie de fait* s., p. 221, a pu y découvrir « la preuve » qu'on envisageait dès lors la translation de Clément VII à Rome.

3. Arch. nat., KK 39, fol. 29 v°.

4. Arch. du Vatican, *Instruta et critica*, n° 206, fol. 71 r°.

5. *Cronica Sicula*, loc. cit. *Religieux de Saint-Denis*, loc. cit.

pour venir lui présenter de la part de son maître, deux truites vivantes pêchées dans le lac de Genève¹.

Des libéralités d'un autre genre, qui font date dans l'histoire de la discipline ecclésiastique, consistèrent à mettre à la disposition du roi et de ses proches une multitude de bénéfices. Ce n'était pas, d'ailleurs, un acte sans précédent : sans remonter jusqu'au règne de Philippe le Bel², on se souvient peut-être d'une bulle du même Clément VII concédant à Charles V, pour une fois seulement, la libre disposition de cent canonicats³. En 1389, le pape se montra beaucoup plus généreux. Froissart dit qu'il céda au roi, le droit de nommer à deux canonicats dans chacun des chapitres ; le *Religieux de Saint-Denis* fixe à sept cent cinquante le nombre des bénéfices dont il abandonna ainsi la nomination au roi. Ce dernier chiffre se trouve vérifié par les bulles dont j'ai pu prendre connaissance aux Archives du Vatican. Elles sont datées des 6 et 7 novembre 1389. Nicolas du Bosc, évêque de Bayeux, et Guillaume d'Estouteville, évêque de Lisieux, furent chargés de pourvoir de canonicats, au fur et à mesure des vacances qui se produiraient dans les églises cathédrales ou collégiales du royaume, cinq cent quatre-vingt-dix clercs qui devaient leur être désignés successivement par Charles VI, soixante autres qui devaient leur être désignés par le même, au nom de sa femme Isabeau, soixante autres qu'il devait leur nommer au nom de son frère le duc de Touraine, et enfin quarante autres qu'il devait

1. Le 8 novembre, envoi d'un écuyer à Beaune, vers Charles VI, « cum uno batello pro presentando sibi duas troyas vivas que fuerunt portate de lacu Gebennensi, ex parte domini nostri Pape » (*Introduits et exilus*, n° 366 fol. 51 v°).

2. L. Thomassin, *Ancienne et nouvelle discipline de l'Eglise*, t. II, p. 34 et 77. — Urbain V ou Grégoire XI avaient déjà réservé cent dix canonicats à la nomination de Charles V (Arch. de Glionde, G 41, fol. 191, et l'*Inventaire* de MM. Guizot, Dequennois-Duraf et le chanoine Allais, p. 37).

3. Bulle du 16 novembre 1378 (v. noire t. I, p. 310). Une autre, du 17 novembre 1378, accordait une faveur analogue au dauphin (elle est visée dans la bulle, ci-dessous mentionnée du 20 février 1383). Cf. la bulle déjà citée (t. I, p. 310) du 6 janvier 1380, celle du 14 mai 1382 déclarant que les clercs pourvus par l'évêque de Paris sur la désignation du roi doivent l'emporter sur ceux qui sont pourvus directement par le pape à la requête des Universités (*Reg. Avinion*, XXVI, fol. 225 r°), celle enfin du 20 février 1383 expliquant que les droits conférés à Charles V et à son fils peuvent s'exercer même dans les églises où il n'y a ni un nombre fixe de chanoines, ni des prébendes distinctes (*Reg.* 294, fol. 73 r°).

choisir au nom de son oncle de Bourbon¹ — total sept cent cinquante — en dehors de ce chiffre se trouvaient encore auxiliaires canoniques, sur lesquels le *Religieux de Saint-Denis* garde le silence, et dont la nomination était réservée, pour une fois, au duc de Berry ? Il est probable qu'une faveur analogue dut être, en même temps, faite au duc de Bourgogne². Parmi les clercs que désignait le roi, le pape entendait accorder une préférence aux gradués, aux gens du Parlement, aux maîtres des requêtes de l'Hotel, aux serviteurs du roi, enfin aux clercs apparentés à des ducs, à des comtes, à des barons ou à des bannerets³. Quels qu'aient été, au point de vue du recrutement du clergé, les résultats immédiats de cette mesure — qui semble annoncer déjà les concessions faites plus tard aux rois à titre permanent, si connues dans l'histoire sous le nom d'*adulthood*, Clément VII ne paraît pas s'en être tenu là. Il accueillit les rotes qui lui furent présentées de la part de Charles VI ou de ses proches⁴, il eut

1. *Reg. Arvern.* LVI Clementis VII (parm. les *Littere de dignitatibus, personatibus et officiis sub expectacione*), *Reg. Arvern.* LVII (*Littere de indulgentiis, privilegiis, quat. m.*). Par suite, pour qu'une réserve faite par Clément VII dans un chapitre cathédral de France sortit son plein effet, il était bon que le pape y inserât une clause derogatoire vis-à-vis la concession faite à Charles VI — v. notamment une bulle du 9 avril 1391 réservant à Jean Marteau une dignité dans le chapitre de Lyon (Arch. de Gironde G 61 fol. 7).

2. *Reg. Arvern.* LIX Clementis VII (*Littere de diversis formis, quat. XII*), *Reg. Arvern.* LVII (*Littere de indulgentiis, privilegiis, quat. III*).

3. Cf. Froissart (t. IIY, p. 38), qui indique aussi, avec moins de vraisemblance, le sire de Coucy comme ayant le honneur d'une faveur analogue. D'ailleurs ni le duc de Bourgogne, ni le duc de Berry ne se contenteront du privilège qui leur fut concédé en 1380. Deux bulles du 19 avril et du 7 novembre 1391 réserveront de nouveau à chacun d'eux cent vingt bénéfices (elles sont visées et interprétées par une bulle du 1^{er} avril 1392, *Reg. Arvern.* LXX, fol. 578 r^o). Le duc de Bourgogne, par exemple, pouvait nommer à des canonicats situés même en dehors du royaume, pourvu que ce ne fût pas dans les églises de Besançon, de Vienne, de Bâle, de Lausanne, de Combray, de Yverre et de Die, et son choix pouvait porter même sur des clercs déjà pourvus de bénéfices ayant charge d'âmes (Arch. de la Cité-d'Or, B 11610 Bibl. aut. collection de Bourgogne ms 33, fol. 107 r^o).

4. Bulle interprétative, du 9 avril 1392 elle dispense, au entre le roi de l'obligation de présenter deux clercs pour chacun des canonicats vacants (*Reg. Arvern.* LXX, fol. 578 r^o).

5. V. surtout, aux Archives du Vatican, le *Liber supplicationum Clementis VII antip.* sous XII et pour les années suivantes, le *Liber supplicationum anni XIV* (pars II, fol. 80 r^o) et, à la Bibliothèque nationale, le ms. latin 9071 n^o 23 (rôle cité par M. Mommsen, *Mémoires de la Société de l'Histoire de Paris*, t. XVI, p. 308, 390, et par E. Jarry, *La vie politique de Louis de France*, p. 120).

égard, dans la distribution des hautes prelatures, à la recommandation du roi : c'est ainsi que Jean de Talaru reçut le chapeau de cardinal, Ferry Cassinel, l'archevêché de Reims, Jean de Saint-Avit, l'abbaye de Saint-Médard de Soissons, puis l'évêché d'Avranches. Le pouvoir séculier n'avait jamais rencontré souverain pontife plus accommodant ¹.

VI

Au moment où la cour d'Avignon fêtait brillamment la présence de deux rois, Urbain VI, depuis quinze jours, avait cessé de vivre. Parvenu à sa soixante-douzième année², ce pape avait terminé, le 15 octobre 1389, son triste pontificat dans le même palais du Vatican où avait eu lieu onze ans plus tôt, son élection tumultueuse³.

Suivant Froissart, cette grande nouvelle serait parvenue le dixième jour, par conséquent le 25 octobre, à la connaissance de Clément VII. Mais l'aimable conteur se contredit lui-même, car il ajoute que Charles VI était déjà de retour à Paris. Or, cette rentrée du roi dans la capitale n'eut lieu que quatre mois plus tard.

1 *Vita prima Clementis VII*, c. 523, *Reliquiae de Saint-Denis*, t. I, p. 606. — D'une manière générale, on a remarqué que les choix du pape d'Avignon se portaient le plus souvent sur des favoris du roi ou des princes de France (Nicolas de Clémanges, *De corrupto Ecclesiarum statu*, cap. XII et C. Kehrman, *Frankreichs innere Kirchenpolitik von der Wahl Clements VII und dem Beginn des grossen Schismas bis zum Passauer Konkord*, Leipzig, 1890, in-8°, p. 34, 36-39).

2 V son épitaphe reproduite par Ph.-Lant. Dionysius (*Sacrarum Vatu aux basilicarum cryptarum monumenta*, Rome, 1773, in-fol., p. 149).

3 P. Muscibelli, c. 189. *Annales Forolivienses* (Muratori, t. XXII), c. 190. *Cronaca Siciliana*, p. 84. H. Denifle, *Charakteristik der Universität Paris*, t. III, n° 1639. Un monument fut élevé à Urbain VI dans l'église Saint-Pierre, il a été transporté, le 12 septembre 1606, dans les cryptes de la nouvelle basilique, où l'on peut le voir encore. Un bas-relief y représente Urbain VI agenouillé devant saint Pierre, qui lui remet les clefs. Le couvercle du sarcophage est formé d'une statue couchée, à laquelle l'artiste a donné une expression saucieuse. A remarquer également la physionomie étrange du personnage qui soulève l'oreiller sur lequel repose la tête du pontife (cf. Ph.-L. Dionysius *op. cit.*, tab. LVI, et abbé L. Duchesne, *Le Liber pontificalis*, t. II, p. 506).

Il se pourrait que, durant le séjour de Charles VI à sa cour, c'est-à-dire jusqu'au 3 novembre¹, le pape d'Avignon eût ignoré la mort de son rival. Pourtant il ne dut pas tarder beaucoup plus à l'apprendre.

On se représente sans peine les espérances qu'il en dut concevoir. La chrétienté n'allait-elle pas se tourner tout entière vers lui? Un seul homme pouvait se targuer d'un titre antérieur au sien : il venait de disparaître. En admettant que le saint-siège fût considéré comme vacant, à qui devait-on s'adresser pour le choix d'un nouveau pape sinon aux cardinaux dont le caractère était indéniable, à ceux qui avaient été créés par Innocent VI, par Urbain V, par Grégoire XI, aux doyens du collège d'Avignon et au pontife d'Avignon lui-même? Les « pseudo-cardinaux » créés par Urbain VI, et dont plusieurs avaient vécu en si mauvais termes avec lui n'allaient-ils pas chercher eux-mêmes à se rapprocher de Clément? L'exemple de leurs collègues de Ravenne et de Patramala indiquait assez que Clément VII n'hésiterait pas, le cas échéant, à les admettre au nombre de ses cardinaux². Il importait de leur en donner l'assurance, et, en même temps, de faire agir les souverains dans les deux obédiences. Avec un peu d'adresse et de célérité, l'on pouvait espérer atteindre en quelques semaines le but dont onze années d'efforts n'avaient pas permis d'approcher. Clément donc se hâta d'aviser Charles VI; il le pria, dit-on, d'écrire de son côté à un certain nombre de princes³.

L'usage est de prétendre que le roi de France, mal conseillé par le duc de Bourgogne, montra dans cet instant critique la plus coupable insouciance. On oublie que Charles VI voyageait alors dans le Langue-doc, que près de deux cents lieues le séparaient de Philippe

1. *Chronicon Siculum*, p. 89. — M. Petit (séjour de Charles VI dans le *Bulletin du Comité des travaux historiques*, 1893, p. 215), mentionne, sans citer de sources, le séjour du roi à Villeneuve-lès-Avignon le 5, et à Avignon même, le 6 novembre.

2. Cependant, d'après un docteur en lois de l'Université de Paris, Etienne de Conty, du reste fort mal informé des choses d'Italie, la nouvelle de la mort d'Urbain VI parvint en Avignon pendant le séjour de Charles VI, qui se serait hâté d'envoyer une ambassade aux cardinaux de Rome pour s'efforcer de les ramener « dans la voie de la vérité » (II. Deuile, *Chartularium*..., t. III, p. 696).

3. Froissart, t. XV, p. 81.

le Hardi, et que ce dernier, par conséquent, n'a pas pu prononcer les fatales paroles qu'on lui prête¹.

Froissart, l'auteur de cette légende, n'est guère mieux inspiré quand il raconte l'émoi répandu subitement dans l'Université de Paris à la nouvelle de la mort d'Urban VI, les études suspendues, les remontrances portées trois jours de suite à l'hôtel Saint-Paul, les réponses évasives du roi. Encore une fois, Charles VI tenait alors sa cour à Montpellier : il ne pouvait pas plus entendre les doléances des facultés de Paris que prêter l'oreille aux insinuations de son oncle de Bourgogne.

Au surplus, que le roi de France ait manifesté zèle ou indifférence, qu'il se soit borne à voir venir les événements, ou qu'il ait expédié courrier sur courrier dans toutes les directions son attitude n'a pu avoir aucune influence sur les faits. L'espoir de terminer le schisme n'était déjà plus qu'une chimère au moment où il faisait palpiter les cœurs de tant de chrétiens. Quatorze des cardinaux créés par Urban VI s'étaient réunis à Rome, et, sans tenir compte de l'existence du college clementin, composé à leurs yeux d'intrus et de schismatiques sans chercher les moyens de rétablir l'unité, sans consulter princes ni peuples, ils n'avaient songé qu'à donner au plus vite un nouveau chef à leur parti ou, pour mieux dire, un nouveau pape à ce qu'ils crovaient être, à ce qui était peut-être en effet. L'Eglise catholique, et à procurer à l'un d'entre eux le triste honneur de gouverner une moitié de l'Occident chrétien. Dès le 2 novembre, Urban VI avait eu un successeur en la personne du cardinal de Naples, Pierre Tomacelli, qui fut couronné, peu de jours après (9 novembre), sous le nom de Boniface IX². Le pape d'Avignon l'apprit bien avant, le 27 novembre, jour où il adressa à tous les archevêques de France des bulles par lesquelles il défendait, sous

1. Charles VI se trouvait, le 13 novembre, à Nîmes, du 15 au 18 à Montpellier, etc. (E. Petit, *loc. cit.*), il ne rejoignit le duc de Bourgogne que le 11 février 1390, à Tournai (E. Petit, *Entrée du roi Charles VI à Dijon sous Philippe le Hardi*, Dijon, 1885., in-16, p. 17).

2. P. Mauerbelli, c. 190 *Cronicon Siculum* p. 90, etc. Rinaldi, *loc. cit.* Dolan-ger, *Beiträge zur politischen, kirchlichen und Cultur-Geschichte der sechs letzten Jahrhunderte*, t. III, p. 361.

peine d'excommunication, de solliciter les faveurs du nouvel « antipape¹. »

La situation de l'Église restait donc la même, ou plutôt le changement résultant de la disparition d'Urbain VI n'était rien moins que favorable au parti élémentin.

Boniface IX ressemblait peu à son prédécesseur. Haut de taille, noble de race, très jeune, fort peu instruit, il portait, répandu sur toute sa personne, un air de douceur et d'affabilité qui contrastait étrangement avec la raideur cassante de Barthélemy Prignano.

Son premier soin fut de témoigner à tous ses cardinaux une confiance à laquelle Urbain VI ne les avait guère accoutumés. Il rappela ceux que ce dernier avait, en 1383, dépouillés de la pourpre²; puis, impatient de mettre fin à un malentendu désastreux, il accueillit les ouvertures, si longtemps repoussées, de Marguerite de Durazzo. Les censures furent levées, les Napolitains sommés d'obéir au fils de Charles III, et le jeune Ladislas sacré, couronné, à Gaète, par un cardinal investi des fonctions de légat³. Désormais le pape de Rome retrouvait un allié dans l'un des prétendants au trône de Sicile.

La politique néfaste suivie par Urbain VI avait eu, l'on s'en souvient, pour autre résultat de grouper les grands états de Toscane, de Romagne et de Lombardie en une ligue menaçante. Trois mois ne s'étaient pas écoulés, et déjà personne ne croyait plus à l'existence de cet accord conclu cependant pour trois années. On avait découvert à Bologne un complot qui semblait fomenté par le comte de Vertus⁴ et, à Florence, un autre, qui devait livrer San

¹ Arch. du Vatican, *Reg.* 301, fol. 17 v°, et *Instrumenta miscellanea ad ann. 1388-89*. Le même jour, Clément VII fut défendu aux frères de soroadre à Rome à l'occasion du jubilé prescrit par Barthélemy, « abhominande memorie » (*Reg.* 301, fol. 18 v°).

² Rinaldi, t. VII, p. 518.

³ P. Minichetti, c. 206. Rinaldi, t. VII, p. 520. — En revanche, Boniface IX approuva toutes les condamnations portées par son prédécesseur contre Robert de Genève, le comte de Fondi, Louis d'Anjou, « de damnée mémoire », le François de Vico, Rinaldo Orsini, etc., et renouvela les concessions d'indulgences faites à quiconque combattait les partisans de « l'antipape » (Arch. du Vatican, *Reg.* 312, fol. 231 v°).

⁴ Pietro di Mattioli, p. 18, 19. Ch. Ghirardacci, *op. cit.*, p. 433. Lod. Frati, *La lega dei Bolognesi...*, p. 14, 15.

Minato aux gens du seigneur de Milan¹. Les deux cités crièrent à la trahison et, suivant leur coutume, recoururent au roi de France Charles VI, qui venait de regagner sa capitale, ne tarda pas à voir venir de nouveaux envoyés florentins². Des députés de Bologne les accompagnèrent, ou les suivirent de près³; Clément VII, auquel ils avaient commencé par rendre visite à Avignon, avait chargé deux de ses clercs de les accompagner près du roi⁴. Cette dernière circonstance explique peut-être la condition que mit Charles VI à son alliance : il protégerait les deux cités contre toute attaque du seigneur de Milan, pourvu que celles-ci reconnussent le pape d'Avignon, et que Bologne, en outre, fit à Clément VII, chaque année, un présent pour tenir lieu du cens qu'elle devait au saint-siège. Mais ni Bologne, ni Florence ne se souciaient d'acheter à ce prix la protection du roi. Elles s'étaient refusées à cette apostasie du vivant d'Urbain VI, elles devaient encore moins en supporter l'idée sous le règne de Boniface IX. Les relations, en effet, que l'une et l'autre entretenaient avec le nouveau pape ne se ressentent guère de la lutte qu'elles venaient de soutenir contre son prédécesseur⁵. Les Bolognais, en particulier, avaient dès le 3 janvier 1390, accueilli les ambassadeurs de Boniface⁶, et, de toutes les avances qu'ils avaient faites à Clément VII, de toutes les démarches qui avaient accrédité le bruit

1. P. Miorbetti, c. 193.

2. A. de Circourt, *Le duc Louis d'Orléans*, .., p. 30, 31, 39. P. Durrieu, *Les Gascons en Italie*, p. 49.

3. *Religione di Saint-Denis*, t. I, p. 870. — L'ambassade bolognaise était partie le 24 décembre 1389 (*Cronaca di Bologna*, n. 526, Mathieu de Griffoni, c. 199, Ch. Gibrardacq, *loc. cit.*). Auparavant (3 novembre) les Bolognais avaient demandé pour leurs ambassadeurs libre passage à Jean-Galéas, qui leur avait répondu (8 novembre) en exprimant le désir de connaître le nombre exact et les noms de ces envoyés (L. Frati, *Una raccolta di lettere politiche del secolo XIV nella Biblioteca municipale di Bologna*, p. 126).

4. Andébert, prévôt de Toulouse, et M^r Gilles « Juvénis » ou « Janonis », secrétaire du pape auxquels Clément VII fit payer, au mois de février, en vue de ce voyage 321 florins 12 sols et 107 florins 4 sols (Arch. du Vatican, *Intritus ad artem*, n° 365, fol. 95 r°). On se souvient peut-être que le premier avait fait partie de l'ambassade envoyée par le pape à Florence au mois de novembre 1387.

5. P. Miorbetti, c. 190. Le 28 juin 1390, Boniface IX charge l'évêque de Florence d'absoudre, dans ses diocèses, les « schismatiques » repentants (Arch. du Vatican, Reg. 312, fol. 104 r°).

6. *Cronaca di Bologna*, n. 537.

La France et le Grand Schisme,

de leur conversion prochaine, il ne restait plus que le souvenir d'une véritable mystification. Barthélemy, l'évêque nommé par Clément VII, continua de vivre loin de son diocèse, réduit à solliciter quelque compensation dans les diocèses d'Ivrée, d'Asti et de Turin¹. Les Bolognais obtinrent, par la suite, une partie des avantages que Clément VII avait fait miroiter à leurs yeux ; mais c'est des mains de Boniface IX qu'ils reçurent ces récompenses, notamment le titre de vicaires du saint-siège dans toute l'étendue de leurs terres, ce qui leur assura pour vingt-cinq ans les prérogatives de la souveraineté².

Donc, au nord comme au sud, le cercle d'adversaires qui s'était formé autour d'Urbain VI se rompait peu à peu et le pape de Rome déjà respirait plus à l'aise.

Boniface IX eut encore mieux le sentiment d'une délivrance le jour où le baron turbulent qui avait soulevé contre Rome une partie des États de l'Église tomba sous le fer des assassins. Le meurtre de Rinaldo Orsini (14 avril 1390), eut pour conséquence immédiate le recouvrement de Spolète. Déjà les habitants serrenaient de près la garnison clémentine. Les excès d'un légat compromirent un instant le succès du pape de Rome ; mais un nouveau recteur mit les mutins à la raison et, après trois mois de siège, força les clémentins à lui livrer la citadelle³. La place, remise aux mains de Marino Tomacelli, et le duché, gouverné par le propre frère de Boniface IX, opposèrent désormais aux incursions des clémentins une barrière infranchissable⁴.

1. Bulle de Clément VII du 12 mars 1393 confirmant et interprétant une concession antérieure : il s'agissait d'un certain nombre de bénéfices que Barthélemy devait posséder en commendé tant qu'il serait privé des revenus de son évêché de Bologne (Arch. du Vatican, *Reg. Avenion. LXXI Clementis VII antip.*, fol. 460 v^o). On doit se garder de confondre ce prélat clémentin 1^o avec Barthélemy di Raimondi, postulé par le peuple et élu par Boniface IX évêque de Bologne, sacré et installé sur son siège le 1^{er} décembre 1397. 2^o avec un autre Barthélemy probablement évêque en partibus, appartenant à l'ordre des Prêtres Mineurs et qui apparut à Bologne vers le même temps (M. de Grillon, c. 261. P. di Maitino, p. 27-28, Ughelli, t. II, c. 26).

3. *Cronaca di Bologna*, c. 151, 152, 153, Thonier t. III, p. 25, 27. Rinaldi, t. VII, p. 501-502.

4. *Annales Perusinas* (Muratori, t. XXII), c. 197, *Chronicon Eugubinum* (*ibid.*, t. XXI), c. 215. Buonamici, c. 1113. A. Sansi, *Storia del comune di Spoleto*, partie I, p. 261, 262, 267, 269. P. Darrien, *Le royaume d'Adria*, p. 27.

5. A. Sansi, *op. cit.*, p. 271. — Cependant, le 16 octobre 1391, Boniface IX se plaignit de la rébellion des deux châteaux de Montisanto et de Lereto di Spoleto, et il enjoignit

Orvieto fût tombée, comme Spolète, au pouvoir du pape italien, si, de ce côté, les compagnies de routiers « gascins » et « bretons » n'eussent continué à veiller de près aux intérêts de Clément VII. La mort de Rinaldo Orsini y eut du moins pour conséquence de rendre moins intraitables les Muffati, ses partisans, de provoquer le rappel des exilés, *senadversarii*, et l'établissement d'une sorte de *modus vivendi* qui conciliait autant que possible les égards dus au pape de Rome avec les services exigés par les mercenaires clémentins : on priait publiquement, dans le dôme d'Orvieto, pour le pape Boniface, mais les routiers « bretons » continuaient à venir s'approvisionner dans la ville¹.

On le voit, le campement permanent des routiers dans la région baignée par le lac de Bolsone était le seul obstacle qui arrêtât encore les progrès de Boniface IX. Les compagnies gagnèrent même du terrain tout d'abord. Elles s'attaquèrent aux villes qui, après la mort de François de Vico, avaient repassé sous la domination romaine²; elles reprirent Toscanella et Montefiascone, qui devinrent le lieu de résidence du légat clémentin Pileo de Prata³. La position de Viterbe elle-même fut bientôt intenable.

à tous les priats d'Italie de faire arrêter ceux des habitants de ces places que leur désignera Marino Tomacelli. Les 22 et 25 octobre, il ordonne l'arrestation de tous les défenseurs de Carrello et la confiscation de leurs biens. Le 26 novembre il exhorte les habitants de Montefiascone à rentrer dans l'obéissance (Arch. du Vatican, Reg. 311, fol. 185 r°, 192 v°, 193 r°, 196 r°, 213 v°).

1. Fr. Montemarte, p. 63, 65, 67, 68-70; L. Fumi, *Codice diplomatico della città d'Orvieto*, p. 387. P. Minerbetti, c. 243-247. — Je note, le 10 avril 1302, un paiement de 42 florins 24 sols fait par la chambre apostolique d'Avignon « deux messagers envoyés d'Orvieto pour les affaires de l'Eglise » (Arch. du Vatican, *Introdus et exilus*, n° 260, fol. 91 r°). Il est à remarquer qu'en 1303, un *mandato* de provenance milanaise range encore Orvieto parmi les villes occupées ou gouvernées au nom de Clément VII (P. Darriès, *Le royaume d'Adria*, p. 30).

2. Thiers, t. II, p. 409. Sotomero, c. 1133. G. Gallass, *I prefetti di Vico*, p. 349.

3. Je ne sais si Pileo de Prata toucha, à Pise, comme le prétend P. Minerbetti 25 000 livres envoyés par Clément VII pour les frais de la guerre. Mais je retrouve dans les comptes du pape d'Avignon les mentions de deux paiements de 4 162 florins 24 sols et de 2 832 florins 4 sols que le pape lui fit faire le 24 août et le 14 novembre 1300 (*Introdus et exilus*, n° 266, fol. 190 v°, n° 267, fol. 62 r°). Le cardinal de Ravenne touchait alors une pension viagère de 500 florins d'or sur les revenus du Comitat-Venetus (charte du camerlingue datée d'Avignon, le 10 août 1304, *Instrumenta miscellanea ad ann. 1300-09*). On trouvera quelques mentions de sa correspondance avec Avignon pendant les années 1319 et 1320 dans les registres des *Introdus et exilus* (n° 263, fol. 191 r°; n° 266, fol. 131 v°, 131 r°, 136 r°, 237 r°). L'évêque Pierre de

la ville ne souleva contre sa garnison urbaniste 26 septembre 1390, et eut se donner à Clément VII en ouvrant ses portes à Pileo (23 octobre). Mais le cardinal de Ravenne, après avoir successivement tenu pour Urbain et pour Clément, songeait alors en se ralliant à Boniface IX, à mériter le surnom de « cardinal aux trois chapeaux. » Les trahisons ne lui coûtaient guère, non plus que les apostasies : après avoir mis en lieu sûr les officiers et les gardiens d'une des portes de Viterbe, il fit entrer de nuit dans la ville les troupes de Boniface. Quelle ne fut pas la surprise des habitants, quand, réveillés au petit jour par des sonneries de trompettes, ils distinguèrent le cri de *Viva il papa di Roma!* et reconnurent parmi les bannières ennemies celle de Pileo! Néanmoins ils organisèrent promptement la résistance, et se battirent « bien, aux cris de « Vive le pape Clément ! » que les envahisseurs lâchèrent pied, en laissant derrière eux une centaine de morts (7 février 1391). Il ne restait plus au cardinal de Ravenne qu'à s'en aller recueillir à Rome le prix de sa trahison manquée ; il parvint, en effet, à sortir de Viterbe en se laissant glisser au bas des murs le long d'une corde. Alors la colère des habitants se tourna contre ses compagnons : trois d'entre eux furent massacrés, parmi ceux qui en furent quittes pour un court séjour en prison, je crois reconnaître un certain Lucido de Nicusa, évêque d'Andria, que Clément VII venait de transférer au double siège de Viterbe et de Toscanella¹. Au surplus, les habitants, qui tenaient à se maintenir dans le parti d'Avignon, ou plutôt qui ne voyaient pas d'autre moyen de vivre en paix avec leurs voisins les routiers,

Montefaucone, qu'il envoya vers Clément VII « pour le fait du méisme, » tomba malade à Avignon puis au moment de s'en retourner, le 30 octobre 1390, reçut du pape 102 florins 14 sols.

¹ Fra Francesco di Andrea, p. 321, 322. P. Minorbetti, p. 264. Cf. C. Colisse, *op. cit.*, p. 306. — Les évènements de Viterbe et de Toscanella s'étant trouvés viciés par la mort de l'évêque Nicusa, Clément VII y transféra, le 15 décembre 1390, Lucido, évêque d'Andria (Arch. du Vatican, *Reg. Avenion*, LXX, fol. 225 r°; cf. Ughelli, L. I, c. 1419, qui fournit, à ce sujet, des renseignements contradictoires). Ce prêtre obéissant dans le palais épiscopal de Viterbe le 11 septembre 1391 (I Ciampi, *Cronache e statuti della città di Viterbe*, Florence, 1873, in-8°, p. 406). Cf. une bulle du 26 février 1392 par laquelle Clément charge l'évêque de Montefaucone de recevoir son serment de façon qu'il ne soit pas obligé de faire le voyage d'Avignon (*Reg. Avenion*, LXX, fol. 293 r°).

appelèrent le nouveau préfet de Rome, Jean Sciara, neveu de François de Vico (10 février 1391), et, en même temps, mirent Clément VII au courant de la situation. Il serait trop long d'énumérer les messages envoyés à cette époque par Clément dans le Patrimoine de Saint-Pierre, ainsi que les gratifications accordées par le même pape aux courriers qui lui apportaient sans cesse des nouvelles de Viterbe, de Montefiascone, de Jean Sciara ou des routiers¹. Les derniers avaient alors pour principaux chefs Tandon de Badefol, décoré des titres de gouverneur ou de châtelain d'Acquapendente de San Lorenzo Nuovo², plus tard de Soriano³, et Bernardon de Serres, qui exerça au nom de Clément VII la charge de recteur du Patrimoine de Saint-Pierre en Toscane⁴. Cependant ces succès ne furent pas de longue durée.

1. Le 10 mars et le 11 mai 1391. Des ambassadeurs de la ville de Viterbe reçurent de Clément VII, la première fois, 31 florins 12 sols, la seconde 171 florins 12 sols. Le 18 juillet suivant, paiement de 133 florins 16 sols à Mathieu de Soriano, qui apporte à Clément VII des lettres du Préfet, de Bernardon de Serres, de Tandon de Badefol et de la garnison du château de Soriano ; reportées des lettres de Clément VII. Le 12 octobre 1391 puis le 10 avril 1392, je note encore la présence à Avignon d'envoyés du Préfet et de la ville de Viterbe. Le 20 mars et le 10 avril 1390 et le 30 mai 1390, j'y remarque la présence d'envoyés de l'évêque et des habitants de Montefiascone (*Introductions et exiles*, n° 367, fol. 118 v°, 114 v°, 173 v°, 305 v°, et 346, fol. 84 v°, 81 v°, n° 370, fol. 113 v°).

2. Depuis le 30 juin 1391 (*Reg.* 301, fol. 151 v°, 152 v°).

3. À partir du 13 février 1392 (*Reg. Aragon.* LVIII *Clementis VII* fol. 98 v°, et *ibid.*, fol. 301 v°). Antérieurement, le château de Soriano (ou Camino) avait été successivement occupé, au nom de Clément VII, par Jacques « Petri » (*Introductions et exiles*, n° 154, fol. 83 v°, à la date du 7 mars 1381), bulle du 26 août 1388, appelant ce domoier à d'autres fonctions, *Instrumenta miscellanea ad ann. 1385*, par le fameux Bernardon de la bulle, jusqu'à sa mort, ensuite par le seigneur Jean Jordan de Grammont et par le général Raymond « de Chismoux » (v. leur nomination du 30 mai 1391, et le serment que prêté le premier, devant Clément VII, le 5 juin, de combattre Pierre Tomacelli, de prêter aide et conseil au préfet Jean Sciara, de donner assistance et hospitalité aux messagers du pape à Avignon. *Reg.* 301 fol. 117 v°). La bulle du 13 février 1392 ordonnait aux deux châtelains d'opérer la remise de la châtellenie entre les mains de Tandon de Badefol.

4. M. P. Durven, qui a consacré à ce personnage une notice fort intéressante (*Les Gacesse en Italie* p. 173 et sq.) n'a pas connu les documents suivants. Bulle du 13 septembre 1392 nommant Bernardon de Serres recteur du Patrimoine chargé en outre, trois commissaires d'examiner les comptes de ce qui lui était dû pour le pape et ainsi qu'à ses compagnons d'armes, de transiger au besoin avec lui, de lui prêter de nouveaux à la suite du saint-siège et de lui payer ses gages (*Reg. Aragon.* LVII fol. 73 v°, 74 v°), bulle du 19 septembre chargeant deux des mêmes

Boniface IX aspirait à prendre sa revanche. Grâce au concours du peuple romain, qui commençait lui-même à se plaindre du voisinage des routiers, il réussit à mettre sur pied un nombre respectable de troupes. Vainement les éléments remportèrent une victoire sous les murs de Viterbe 21 mai 1392, ils furent eux-mêmes battus l'année suivante, et vint un jour où le préfet Jean Sclarra reconnut l'impossibilité de prolonger la résistance. C'était le moment d'accomplir ou de feindre une conversion. Avancé en âge, connaissant la brièveté de la vie, il voulait, dit-il, quitter le chemin qui l'eût conduit à la perdition de son âme (15 juin 1393) Boniface IX lui ouvrit ses bras et Viterbe, dont Sclarra fut nommé gouverneur par le pape italien, se trouva une fois de plus replacée sous l'obédience romaine¹.

Ainsi même de ce côté, et en dépit des routiers éléments, Boniface IX regagnait le terrain momentanément perdu. En même temps, les pèlerins affluent de toutes parts dans la Ville éternelle, à l'occasion du jubilé qui, suivant la volonté du pape défunt, s'ouvrait avec l'année 1390. La situation du pape de Rome s'était réellement transformée depuis la disparition d'Urban VI

commissaires de réclamer à Bernardon de Serres et à ses compagnons les villes et châteaux qu'ils occupaient au nom de l'Église, de les contraindre, au besoin, à s'en démettre et d'en confier la garde à d'autres (*ibid.* fol. 72 v°), vers le 23 septembre, vers de 3 125 florins 21 sols 5 deniers d'Avignon à Bernardon de Serres au Préfet et à Tandon de Badolal (*Instruitus et exutus*, n° 340 fol. 146 r° bulle du 8 juillet 1393) chargeant Guillelmus de Castillon maître huisier du pape de prendre de nouveaux Bernardon de Serres à la solde de l'Église la Toscane doit être encore une fois le théâtre de ses opérations (*Reg. Avinion. LXVIII* fol. 126 r°) Lécuyer Antoine de Serres était allé rejoindre vers le mois d'avril 1393 son frère Bernardon pour servir avec lui Clement dans le Patrimoine (*Instruitus et exutus* n° 365 fol. 138 r°) Tous deux partirent, le 30 mai 1394 le capitaine Fontedeco de Pietramala, avec 200 lances (de trois chevaux chacune) pour combattre leurs ennemis et ceux de Clement VII Dans ce dernier acte Bernardon de Serres prend encore le titre de gouverneur et recteur dans le Patrimoine de Saint-Pierre au Trévise (*Instrumenta miscellanea ad ann. 1394*, 1395).

1. Fra Francesco di Andrea, p. 324, 325. P. Minorbati, c. 315. Bonaccorso (Muratori, t. IXI), c. 45. Rinaldi, t. VII, p. 146. Thénier, *op. cit.*, t. III, p. 35 45 7°. — P. Durieu, *op. cit.*, p. 184. Cependant, le 14 juin 1393, j'ai encore noté la présence à Avignon d'un messenger envoyé par le Préfet pour les affaires de l'Église (*Instruitus et exutus*, n° 370, fol. 118 r°). — L'évêque élémentaire Lucido parait avoir été expulsé de Viterbe au commencement de l'année 1391 (I. Ciampi, *op. cit.*, p. 604).

VII

La révélation des ressources infinies que possédait en lui-même le parti « urbanis » (je continuerai de l'appeler ainsi) aura-t-elle pu donner à réfléchir aux chefs du parti élémentin et calmer, par exemple, l'ardeur avec laquelle Charles VI, depuis peu, prenait en main la cause de Clément VII en Italie. Mais ni la cour de France ni celle d'Avignon, ne parurent éprouver le moindre découragement. Au contraire, l'époque de Boniface IX est peut-être celle où, de ce côté des Alpes, furent projetées, sinon réalisées, les plus vastes entreprises dans le dessein de renverser « l'usurpateur du siège de Rome ».

Le voyage de Louis II d'Anjou fut la première de ces tentatives. Réclamée depuis cinq ans, toujours promise et toujours différée, la venue du jeune roi n'avait pu avoir lieu durant les mois qui suivirent son couronnement. Pour faire prendre patience aux Napolitains, Clément s'était borné, comme d'habitude, à leur envoyer quelques galères¹. Mais, en même temps, il expédiait à Naples des approvisionnements², et rassemblait dans le port de Marseille une flottille composée d'au moins quatorze galères et huit brigantins armés³. Tant en frets de vivres qu'en achats de subsistances, en transports ou en versements faits dans le trésor de Marie de Bretagne, il dépensa, non pas 300.000 florins,

1. Paiement de 3.000 florins le 20 octobre 1389 aux frères Marc et Luc Grimaldi, pour la solde de deux mois d'une galère avec laquelle ils doivent servir l'Église et le roi Louis. Paiements de 857 florins 4 sols, de 107 florins 4 sols et de 1.400 florins faits à Talabart, chevalier de Saint-Jean, les 16 et 29 octobre et le 23 novembre 1389 (*Introduit et exilus*, n° 266, fol. 58 v°, 59 r°). Les quatre galères de Talabart parvinrent, en effet, à Naples le 16 décembre (*Cronicon Siculum*, p. 90).

2. *Introduit et exilus*, n° 364, fol. 78 r° 114 v°. — Cf. deux bulles du 4 janvier 1390 obligeant les ecclésiastiques de Languedoc à fournir certaines quantités de blé (Arch. du Vatican, *Reg.* 301, fol. 8 v° 11 r°).

3. P. Minerbetti, c. 226. Nouveau paiement de 1.080 florins à Marc et à Luc Grimaldi, etc. La plupart des galères étaient armées à Barcelone (*Introduit et exilus*, n° 366, fol. 67 v°, 81 v°, 93 r°, 111 r°, 163 r°).

comme l'avaient dit ses ennemis, mais ainsi qu'il en était convenu, 60 000 florins d'or¹.

Enfin l'embarquement eut lieu le 20 juillet 1390. Au moment du départ, la galère royale reçut la bénédiction du cardinal-légat. « Seigneur, bénis ce navire et tous ceux qu'il renferme, comme « tu as daigné bénir l'arche de Noé, au milieu du déluge.. Tends « leur la main comme à saint Pierre lorsqu'il marchait sur les « flots .. » Ainsi parla Pierre de Thury².

Cependant on s'attarda encore le long des côtes, et ce n'est seulement du 10 au 13 août que les navires « angevins, » les uns après les autres, parvinrent au port de Naples³. Louis II avait alors douze ans. Il n'amenait pas, comme on la dit⁴, sa mère, mais un légat (Pierre de Thury)⁵, un archevêque (Guillaume Guindazzi), des princes, des chevaliers, des troupes, des chevaux et des vivres. A peine débarqué, il donna à son peuple le spectacle de la cavalcade traditionnelle : la bannière de Clément VII flotta dans les rues de Naples ; le jeune roi s'avança sous un dais, précédé du légat clémentin. L'accueil de la population et celui de la noblesse furent, d'ailleurs, tels qu'on pouvait l'espérer. Louis II reçut beaucoup de serments et, qui mieux est, se vit amener beaucoup de troupes. Le gouvernement, auquel le légat prit, durant son séjour, la plus large part et son séjour dura vingt mois, fonctionna sans exercer trop de mécontentements⁶. Enfin les hostilités, qui n'avaient, pour ainsi dire, jamais été interrompues, se poursuivirent avec des alternatives de succès et de revers, mais en tournant plutôt à l'avantage des « angevins. » La prise du château Saint-Elme

1. Le complément des 60 000 florins d'or fut versé le 14 juillet 1390 (*ibid.*, fol. 90 v°, 91 r°, 105 r°). Avant le 20 mai, Clément VII s'était rendu processionnellement au couvent des frères Prêcheurs afin d'attirer les bénédictions de Dieu sur l'expédition du roi de Sicile (*ibid.*, fol. 133 r°).

2. Arch. nat. P 1334¹, fol. 19 r°.

3. *Cronicon Siculum*, p. 94.

4. J.-B. Christophle t. III, p. 115.

5. Ce cardinal avait été nommé, par bulle du 16 mars 1390, légat dans les royaumes de Sicile et de Trinacrie, dans la Campanie et dans la Maritime (Arch. de Vaticans, *Reg. Avenion. LVIII Clementis VII Littere de curia*).

6. Il fut pourtant l'objet d'une sorte d'envoûtement. V. *Cronicon Siculum* p. 97 et sq. 102. *Vita prima Clementis VII* c. 32, *Giornali Napoletani* c. 1058 et sq.

(18 octobre 1390) et du Castel Nuovo (7 mars 1391), le combat livré en Pouille, où furent faits prisonniers les deux chefs ennemis Othon de Brunswick et Alberigo de Barbiano 24 avril 1392¹, la conquête d'Amalfi 25 juin 1392) et celle de Ravello (28 février 1393), la soumission d'un grand nombre de barons calabrais (septembre 1393) semblèrent indiquer de quel côté la balance devait définitivement pencher. Ladislas parut lui-même s'incliner devant l'arrêt du sort : après avoir parcouru, sans grand résultat, les villes qui lui étaient demeurées fidèles, il refusa la bataille que son rival venait lui offrir sous les murs d'Avorsa².

Boniface IX pourtant taxait les ecclésiastiques et ordonnait l'aliénation partielle des biens de certaines églises ou de certains monastères afin de pouvoir venir en aide à l'héritier des Durazzo³. Mais Louis d'Anjou, de son côté, ne cessait de recevoir des secours de Clément VII. A cet égard, les chroniques sont pleinement d'accord avec les documents d'archives. Ce n'étaient que navires amenant de Marseille or, habillements, denrées ou soldats de renfort⁴. Les 60 000 florins que Clément VII avait promis étaient depuis longtemps dépensés : le pape d'Avignon n'était aussitôt obligé à fournir une somme complémentaire de 1,600 francs⁵. Par bulles du 13 janvier⁶ et du 15 mai 1392, il

1. La nouvelle n'en parvint à Avignon que vers le 7 juin : à cette date, j'ai noté un duc de 12 florins 4 sols fait par Clément VII « Leonis de Comp. cursori de Veneris, qui portavit nro domino nostro Pape de victoria habita in Apulia per regem Ludovicum, seu eius gentes » (*Introitus et exitus*, n° 369, fol. 110 r°).

2. *Cronicon Siculum*, p. 99 et sq. P. Minerbetti, c. 225, 242, 293. *Giornali Napoletani*, c. 1062. Cf. S. Barone di Vincenzo, *Notizie storiche tratti dai registri di cancellaria di Carlo III di Durazzo*, p. 505, et sq. M. de' Griffoni, c. 204. *Annales furlacenenses* (Mutator, t. XXII), c. 106.

3. Bulles datées du Vatican, le 22 novembre 1390 (Arch. du Vatican *Reg.* 312, fol. 261 v°, 262 r°, 263 v°). Cf. d'autres bulles du même, datées du 7 décembre (Theiner, t. III, p. 28). Le 9 mars 1392, Boniface IX, toujours animé du désir de résister à Louis II d'Anjou, autorisera Giovannello Tomacelli, capitaine général des troupes de l'Église, à faire vendre, pour les besoins de la guerre, la « cavale B. Marie de Locrano », « dans le diocèse de Frigento, possession du monastère de Saint-Vincent-sur-le-Vulturno » (*Reg.* 313, fol. 290 v°).

4. *Cronicon Siculum*, p. 99, 99, 100, 101, 101, 102, 110, etc.

5. *Introitus et exitus* n° 367 fol. 64 r° 97 r°, 138 v°, 158 v° etc. n° 369, fol. 78 v° 81 r° 112 v°. — Parmi les plus fortes sommes envoyées d'Avignon à Louis II, j'en ai noté une de 7 503 florins 16 sols, envoyée le 31 mars 1392, et une autre de 2,084 florins 3 sols 6 deniers, envoyée le 2 janvier 1393 (*Introitus et exitus*, n° 369 fol. 83 v°, n° 370 fol. 64 r°).

6. Les termes de paiement fixés dans cette première série de bulles sont ceux de

voulut imposer sur tout le clergé de France une décime d'une année dont le produit serait employé au recouvrement des États de l'Église et à la conquête du royaume de Sicile¹. Une opposition sur laquelle je reviendrai plus loin en retarda la levée jusqu'à l'année suivante² : mais des bulles du 2³, du 18⁴ et du 20 janvier 1393 ordonnèrent que les sommes provenant de cette décime, après avoir été centralisées entre les mains de certain négociant d'Avignon seraient intégralement remises au duc Louis de Bourbon⁵. Ceci a d'autant plus besoin d'explication qu'il

Pâques et de la Saint-Michel 1392. *Reg. Arvernus*. LXXI, fol. 21 v^o, 22 r^o, 23 r^o, 27 v^o, 28 v^o, 33 r^o. Dans la table qui se trouve en tête de ce registre (fol. 1 r^o et v^o), on lit, en marge des rubriques de ces bulles : *alio non habuerunt effectum, nec reformata fuerunt, ut in/râ patet.*

1. *Reg. Arvernus*. LXXI, fol. 35 v^o. Cette fois, la Saint-Roual 1392 et la Chandeleur 1393 sont indiquées comme termes de paiement.

2. *Religione de Saint-Denis*. t. II p. 30. Le chapitre de Notre-Dame de Paris, auquel ces bulles furent présentées le 18 août 1392, s'empresse de solliciter une remise, en invoquant la protection de Charles VI et en alléguant la détresse à laquelle l'avaient réduit les guerres (Arch. nat., LL 100^r p. 21 et 26).

3. Bulle donnée à l'archevêque de Sens, aux évêques de Paris et de Meaux pouvoir de réclamer aux collecteurs et sous-collecteurs les sommes déjà perçues, aux bulles chargeant le collecteur Guy d'Albi de contraindre au paiement de la décime les ecclésiastiques des provinces du Sens et de Rouen, bulles analogues expédiées pour les autres provinces (Arch. du Vatican, *Reg. Arvernus*, LXXIII fol. 73 r^o, 79 r^o).

4. Bulle envoyant en France l'évêque de Maguelone, trésorier du pape, avec tous les pouvoirs nécessaires pour contraindre les clercs recalcitrants (Arch. du Vatican, *Reg.* 316 fol. 2 r^o-3 r^o).

5. Bulle envoyant en Langue doc Jean Laverne pour lever la décime et contraindre les prélats récalcitrants (*Reg. Arvernus* LXXIII fol. 83 v^o, 85 v^o). Le 3^e février 1393, Bertrand de Thierno, ambassadeur ou l'égier du pape et viceroy du pape, partit d'Avignon pour se rendre à la cour de Charles VI où il devait s'employer au recouvrement de la décime : il toucha 5 francs d'or par jour pendant les trois mois que dura sa mission (charte du comte de Guérolles, du 16 juin 1393. *Instrumenta macedonia ad ann.* 1392-93). Cf. *ibid.* un mandement de Charles VI, daté de Paris, le 7 mars 1393, et adressé à tous comtes et députés à employer, recueillir et recevoir le dixième ordonné estre levé en nostre royaume et par Nostre saint Père ordonné à nostre tres cher et tres aimé cousin le roy de Sicille, le roi exempt du paiement de cette decime les maîtres et suppôts de l'Université d'Orléans, en faisant remarquer notamment qu'ils avaient été dispensés de contribuer aux décimes précédemment octroyées par le pape au roi lui-même.

6. Quittance donnée, à Avignon, le 10 juin 1393, par Jean Cuvencion, marchand d'Avignon, à recepitur ordinaris per bullam... ad exigendum... pecunias decime super per ipsum papam in regno Francie impositas, qui pecunie fuerunt ordinale per ipsum dominum nostrum tradi domini duci Burboni pro viagio suo quoniam

s'agit d'un épisode de la vie du duc de Bourbon qui a échappé jusqu'à présent à tous ses biographes¹.

L'oncle maternel de Charles VI avait, on s'en souvient, dès 1387, offert de mettre son épée au service de Louis II². L'échec de sa récente croisade en Barbarie ne l'avait pas dégoûté des aventures lointaines; il reparlait alors de conduire une grande expédition dans le royaume de Sicile³. Dès à l'annonce de ses préparatifs semait l'effroi en Italie⁴. Clément VII, outre le produit de la décime dont je parle, avait décidé d'y consacrer 40 000 francs d'or⁵; il frétait à Barcelone des vaisseaux destinés au transport du duc et de ses troupes et, durant les sept premiers mois de l'année 1393, ne se lassait pas de déboursier, en vue de cette campagne, des sommes de cinq et de dix mille flo-

lucit, et ordinatione regis Francie, ad juramen regis Ludovici » (*Instrumentis mercatorum ad ann. 1392-93*). Autre quittance de 1 000 francs, donnée par le même, le 5 novembre suivant, au collecteur de Reims (Bibl. aut., ms. français 16026, n° 1918).

1. *La chronique du bon duc Jays de Bourbon*, éd. Chazaud, J.-M. de la Mure, *Histoire des ducs de Bourbon* (Paris 1868, in-8°), t. II, p. 78 et sq.

2. V. plus haut p. 141.

3. C'est à cette occasion que Clément VII envoia, vers le 14 janvier 1393, un chevaucheur au duc de Bourbon et un autre à Paris avec des lettres pour Charles VI et les princes du sang, telle est également la cause du voyage fait en France, dans le même mois de janvier par François de Menthon, chevalier et viguier d'Avignon (*Introdus et exilus*, n° 370, fol. 73 v°, 74 r°, 124 r°). Le chapitre général tenu à la Grande Chartreuse en 1393 ordonna la célébration de messes « pro duce Borboni, qui vadit ad partes Italie et proponit pro pace R. R. Ecclesie et regni Sicilia efficaciter laborare » (Le Cousteux *Annales ordinis Cartusienus*, t. VI, p. 465).

4. Le 21 février 1393, les Florentins font part au cardinal Thomas Orsini des nouvelles reçues de France : le duc de Bourbon remuit à Marseille et à Nice de « grands vaisseaux et doit emmener avec lui 200 nobles et chevaliers », les uns prétendent qu'il fera voile directement vers Naples, les autres qu'il s'occupera d'abord de soumettre le Patrimoine (E. Jarry *La vie politique de Louis de France*, p. 435). Cf. *Cronicon Siculum*, p. 110.

5. Bulle du 24 janvier 1393 adressée à l'évêque de Maguelone (*Reg. Arceus* LXVIII, fol. 82 v°, et ms. de la Vallée de la B 12, fol. 148 r°, sous la date fautive du 24 janvier 1389). L'indication fournie par M. E. Jarry (*La voie de fait*, p. 298) d'une concession de Clément VII qui remonterait au 20 juillet 1392 pourrait avoir quelque valeur, si les notes modernes où a été puisé ce renseignement (Arch. nat. L 378, n° 121) n'étaient point le plus souvent inexactes. « Le 20 et le 23 décembre 1392 la reine Marie et le duc de Bourbon donnent à Charles de Hangeot, sénéchal de Beauvoire, leurs procurations pour toucher cette somme de 40.000 francs » (*Introdus et exilus*, n° 370, fol. 10 r°).

ruis¹. A Naples même, l'Ermite de la Faye, chevalier du duc de Bourbon, venait recruter des troupes, de façon que le duc trouvât, en débarquant, une armée toute prête à entrer en campagne². Puis, soudain, ce projet s'en alla en fumée. Je ne sais quels obstacles empêchèrent Louis ce Bourbon de tenir sa promesse³. Lui fit-on rendre au moins l'argent qu'il avait reçu⁴? Les forces rassemblées furent-elles utilisées? Le produit de la dîme trouvait-il son emploi dans le royaume de Sicile⁵? On ne saurait rien affirmer à cet égard de positif.

Toujours est-il que, comme nous l'apprend un relevé fait à l'époque du pape d'Avignon Benoît XIII, les subides gracieusement offerts par Clément VII à Marie de Bretagne et à Louis II d'Anjou, en vue de la soumission de la Provence et surtout de la conquête du royaume de Sicile, s'élevèrent à la somme de 159.161 francs 8 sols en monnaie d'Avignon⁶. Si l'on y joint tous les paiements faits directement par le pape dans l'intérêt de la cause « ungevaine », le total, pour neuf années seulement du règne de Clément VII, monte au chiffre de 468.449 florins de Chambre 26 sols 4 deniers⁷. C'est près de 500.000 francs que le pape d'Avignon consacra, depuis la mort de Louis I^{er} d'Anjou, à l'établissement d'une monarchie française et clémentine dans l'Italie méridionale.

1. Le 15 février 1393 envoi de 3.214 florins 8 sols à Barcelone pour le fret des navires destinés au transport du duc de Bourbon et de ses troupes. le 21 mars, versement de 18.071 florins 12 sols. le 23 juin, de 5.522 florins 6 sols 6 deniers. le 26 juin, de 630 florins 27 sols, le 31 juillet, de 4.000 florins, etc. *Intentus et exitus*, n° 370. fol. 80 r°, 87 v°, 115 r°, 138 r°.

2. *Cronicon Siculum*, p. 111.

3. Au mois de juin 1393, le duc de Bourbon se trouvait à Avignon, et Clément VII paraissait croire encore à son prochain « partement pour aller en royaume de Sicile » (P. Ducloux, *Le royaume d'Ardre*, p. 64).

4. Le 11 novembre 1393, y relève un paiement de 1.007 florins 12 sols fait « de pecuniis decime regni Francie ad opus regis Ludovici concessa » (*Intentus et exitus*, n° 371, fol. 238 r°).

5. *Instrumenta miscellanea ad ann. 1378*. — Ne sont pas compris dans ce chiffre divers paiements montant pour les règnes de Louis I^{er} et de Louis II à 255.073 florins de Chambre.

6. « Summa universalis omnium pecuniarum dalarum per Curiam apostolicam datis solutarum regibus scilicet Ludovico I et II secundum quod reperitur in litteris Curie apostolicæ a rotulis scriptum de annis pontificatus domini Clementis pape VII, videlicet VII^o VIII^o IX^o, X^o, XI^o, XII^o, XIII^o et XV^o » *Reg. Arden.*

Charles VI, de son côté, outre les 100 ou 130.000 francs que le gouvernement de ses oncles avait octroyés à Louis II, outre les 300.000 florins que lui-même y avait ajoutés, fit à son jeune cousin, deux années de suite, le sacrifice d'une moitié des gabelles et des aides levées dans les terres d'apanage de la maison d'Anjou¹. Je ne parle pas d'une troupe qui lui envoya, au mois de juillet 1394, sous la conduite d'un de ses compagnons d'enfance, Henri de Bar².

VIII

Que de richesses et que de vies sacrifiées à la poursuite d'un résultat, glorieux sans doute pour une branche cadette de la maison capétienne, mais aussi peu profitable à la nation qu'à la royauté française, résultat qui même au point de vue religieux, ne pouvait donner satisfaction au pape, élémentin ! Naples et toute l'Italie méridionale soumises à la seconde maison d'Anjou, c'était un sief de l'Église repris par Clément VII : ce n'était pas le siège de la papauté lui-même reconquis. De même, la conversion, tant de fois espérée, de Florence ou de Bologne, la réduction, tentée à maintes reprises, de la Romagne ou de l'Ombrie, c'eût été pour le pontife d'Avignon une source de profits et de gloire :

LXIV Clément VII, fol. 552 et sq.). — Le même registre contient (fol. 555) la récapitulation de ce que Clément VII avait payé pour Louis II pendant les dernières années de son pontificat. c'était, pendant la 13^e année (1390-91), 22.664 florins de Chambre 12 s. 2 d. pendant la 14^e (1391-92), 35.806 florins, 7 s., et, pendant la 15^e (1392-93), 64.937 florins 8 s. 8 d. Total pour les trois années 123.407 florins 25 s. 8 d.

1. Mandement royal du 15 mars 1392 portant abandon des aides et gabelles pour l'année commençant au 1^{er} février 1392, et mentionnant l'octroi fait l'année précédente (Arch. nat. K 54. n° 11 : cité par Lacey de la Marche *Le roi René*, t. I, p. 26). Cette donation ne portait pas, comme l'a écrit par erreur Jules Tardif (*Monuments historiques*, n° 1715) sur les aides et gabelles levées en la ville de Paris.

2. Le 29 mai 1394, paiement de 400 florins au patron d'un vaisseau que fait armer le pape « pro viagio domini Henrici de Bar, quoniam rex Francie mittit ad regem Sicilie. » Le 28 juin, paiement de 1 366 florins, d'une part, et de 460 florins, de l'autre, à des patrons de galères louées par le pape pour le même voyage (*Fasti et exilia*, n° 371, fol. 267 r°). Cette troupe qui comprenait trente chevaliers et huit cent trente hommes d'armes, était commandée, suivant le *Cronicon Siculum* (p. 114), non par Henri, mais par Louis de Bar, elle débarqua à Naples le 27 juillet 1394.

ce n'eût pas été encore le triomphe qu'il espérait. Le vrai but de ses efforts, celui vers lequel, tout en surveillant Naples et tout en convoitant Bologne, il ne cessait de tendre, c'était Rome.

Rome, dont il n'avait depuis son avènement, jamais pu approcher, où trônait son rival, mais d'où il se flattait de gouverner lui-même, sous peu, l'Église universelle, Rome exerçait sur lui son irrésistible attraction. Qu'un homme seulement s'offrit à lui, assez puissant pour s'emparer de la capitale du monde chrétien, et assez désinvolte pour faire profiter l'Église de sa conquête. Clément voyait déjà son rival délogé, traqué, arrêté peut-être, livré à sa vengeance, le schisme, en tous cas, terminé, de la façon la plus glorieuse pour lui, par son intronisation dans Saint-Pierre.

Cet homme, ce sauveur, Clément VII crut d'abord l'avoir trouvé en la personne de Louis I^{er} d'Anjou, mais Louis, on s'en souvient, courant au plus pressé ne jeta pas même, en passant, un coup d'œil sur Rome, où Urbain VI ne disposait alors d'aucun moyen de défense. L'occasion manquée ne se retrouva plus. Enguerran de Coucy se garda de dépasser Arezzo; Bernardon de la Salle se contenta de détrousser les pèlerins qui se rendaient au tombeau des Apôtres¹, les lieutenants de Louis II furent bien trop occupés à guerroyer contre Ladislas pour risquer une marche sur Rome. En un mot, le projet de Clément VII sommeilla jusqu'au jour où Charles VI, affranchi de la tutelle de ses oncles, parut vouloir donner un libre cours à ses goûts belliqueux, à ses instincts chevaleresques.

Un roi épris de gloire, nourri dans le respect des pontifes d'Avignon, généreux comme on l'est à vingt-deux ans, pénétré en outre du sentiment des devoirs que sa naissance lui imposait à l'égard du saint-siège, c'était bien là l'homme que cherchait Clément VII. Quand il l'eut découvert, il n'eut de cesse qu'il ne l'eût amené à une expédition contre Rome.

On a suppose que la résolution en avait été prise, dès le mois de novembre 1382, durant les quatre jours que Charles VI passa dans le palais des Doms. On a même rattache à ce projet l'envoi

1. P. Darricau, *Les Gascous en Italie*, p. 104.

du maître des requêtes Pierre Fresnel et de Pierre de Craon en Lombardie (avril 1390), et l'on a voulu voir une preuve du contentement de Clément VII dans la concession qu'il fit d'une demi-décennie au roi par bulle du 18 juillet 1390¹. Cette hypothèse semble quelque peu hasardee. Dans tous les cas, rien ne transparaît du dessein concerté entre le pape et le roi avant les derniers jours de l'année 1390.

Le témoignage de Froissart tendrait même à faire croire que Charles VI rêvait alors de croisade en Orient² ; c'est un de ses conseillers, Jean le Mercier ou Bureau de la Rivière, qui aurait détourné son attention vers Rome : « Sire, lui aurait-il dit, « vous avés devotion et ymagination tres grande, et bien le veons, « de aler oultre mer sur les Sarrazins et de conquerre la sainte « Terre d'oultre mer. — C'est verité; toutes mes pensees, nuit et « jour, ne s'inclinent ailleurs. — Sire, vous ne povés à cons- « cience bonnement faire ce voyage, se l'Eglise n'est à ung. Si « commenciés au chief, et vostre emprise ara bonne conclusion. « Où voulez-vous que je commence? — Sire, pour le present, « vous n'estes de rien chargie ne ensonnyé; vous avés trieves « aux Anglois pour ung grant temps. Si povés faire, se vous vou- « lés, la trieve durant, un moult bel voyage, et nous ne veons « plus bel ne plus raisonnable pour vous que vous allés vers « Rome à puissance de gens d'armes et destruisiés cel antipape « Boniface que les Rommains ont de force et par erreur creé et « mis ou siege cathedral Saint Pierre de Rome. Se vous voules, « vous accomplires trop bien tout ce fait, et mieulx ne povés « employer vostre saison; et espoir, si cel antipape et ses car- « dinaux seevent que vous veulhés aller sur eulx à grosse armee, « il se mettront et rendront tous à merchy. »

La proposition parut séduire Charles VI, d'autant plus (c'est encore Froissart qui le raconte, qu'il se considérait comme l'obligé de Clément VII depuis la réception gracieuse dont il avait été l'objet dans le palais d'Avignon. Cette conversation, d'ailleurs, que Froissart place aux environs de la Saint-André

1 E. Jarry *La « voie de fait »*, p. 219, 220, 222, 224, *La vie politique de Louis de France*, p. 52, 57, 69.

2. T. XIV, p. 290. Cf. H. Morunvillé, *Étude sur la vie de Jean le Mercier*, p. 139.

(30 novembre) 1390, n'a pu avoir lieu avant les derniers jours du mois de décembre suivant, s'il est vrai, comme le rapporte le même chroniqueur, que le roi eût alors auprès de lui, à Paris, ses deux oncles les ducs de Berry et de Bourgogne. Dans le conseil qui fut ensuite tenu, et où la présence des oncles du roi est également attestée par la *Chronique des quatre premiers Valois*¹, on décida, paraît-il pour le mois de mars 1391, une grande expédition en Italie. Charles VI devait lui-même franchir les Alpes à la tête d'une armée d'au moins 12.000 lances, dont les chefs principaux étaient le comte de Savoie, les ducs de Touraine, de Berry, de Bourgogne et de Bourbon, le sire de Coucy, le comte de Saint-Pol.

Vers ce moment, comme on l'a justement remarqué, la diplomatie royale s'occupe activement de renouveler les alliances de la France avec l'Allemagne, l'Ecosse et la Castille, sans doute afin d'isoler l'Angleterre et d'assurer la paix au nord, tandis qu'on s'appretait à marcher vers le sud². La prudence défendait également de laisser derrière soi un vassal connu pour entretenir avec Richard II des relations suspectes : le duc de Bretagne fut invité, s'il faut en croire Froissart, à se joindre à Charles VI avec 2 000 lances. Il n'osa pas dire non, et répondit au roi des lettres « moult belles et moult douces, » ce qui ne l'empêcha pas, suivant la même chronique, de prendre peu au sérieux l'expédition projetée. On eût dit qu'à cet égard il en savait plus long qu'il ne voulait l'avouer, même à son confident le sire de Montboucher : « Regardés et entendés que Monseigneur m'escrit... Si m'aït « Dieu et les sains, il n'en fera rien : il aura temprement autres « estoupes en sa quenouille ! » Jean de Montfort pensait-il que Richard II ne laisserait pas au roi de France le loisir de chevaucher en Italie ? Nourrissait-il lui-même secrètement le projet d'arrêter la marche du roi par quelque diversion ? On a pu admettre cette dernière hypothèse. Mais c'est, je pense, aller trop loin que considérer la prise de Champocéaux, place forte appartenant au sire de Clisson, comme un expédient destiné à retenir en France le connétable et par là même à priver le roi d'un auxiliaire indispen-

¹ P. 316.

² E. Jarry, *La route de fait* n.°, p. 227 et sq.

sible¹. Ce coup de main de Jean de Montfort eut lieu au mois de novembre 1390², par conséquent à une époque où l'expédition d'Italie n'était pas même décidée, encore moins notifiée au duc de Bretagne.

Si l'on excepte Jean de Montfort, le projet de Charles VI semble avoir réuni les suffrages de tous les barons. L'inaction pesait alors à la noblesse française, que le renouvellement des trêves avec les Anglais avait privée de son passe-temps favori. Suivant Froissart, elle accueillit avec joie la perspective d'une chevauchée à travers l'Italie et activa ses préparatifs. On sait que Bureau de la Rivière et le Besgues de Villaines requèrent l'un 3 000 francs, l'autre 2 000 pour s'équiper et que Nicolas de Tanques écuyer de corps du roi, acheta pour 7 500 francs d'armures. De son côté, le duc de Bourgogne s'occupait de faire venir des troupes de la Flandre et obtenait du duché de Bourgogne une aide spéciale de 30.000 francs. Enfin Charles VI et son frère enrôlaient en Écosse des archers qui s'acheminaient vers Lyon. Rendez-vous général y avait été donné pour le 15 du mois de mars³. Dès le 28 février, la nouvelle se répandit à Naples que Clément VII et Charles VI, suivis d'une brillante chevalerie, allaient venir à Rome pour rétablir l'unité dans l'Église⁴.

Tel était, en effet, le dessein du roi de France — il ne se contentait pas de marcher sur Rome, il y emmenait Clément VII avec lui. C'est ce que les historiens semblent avoir ignoré, et c'est ce qui explique pourtant l'émotion singulière que la détermination du roi causa, suivant Froissart, au pape et aux cardinaux d'Avignon : « Si furent grandement resjoys et leur fut bien advis que leur besongne estoit ainsi come achevée. » C'est, d'ailleurs, ce qui résulte d'une lettre inédite adressée par Clément VII, le 14 février, au clergé d'Aragon :

1. E. Jarry, *La « rose de fait »*, p. 220.

2. D. Morice, *Preuves de l'histoire de Bretagne*, t. II, p. 515.

3. E. Jarry, *La « rose de fait »*, p. 231, 236, et *La vie politique de Louis le Français*, p. 71. A. du Guesclin, *Le duc Louis d'Orléans* (*Revue des Questions historiques*, t. XLI, p. 66).

4. *Cronicon Siculum*, p. 109.

5. Après avoir rappelés les efforts qu'il a déjà faits pour mettre un terme au schisme, Clément VII poursuit en ces termes : « Nobis autem sic estuante animo

Charles VI avait fait savoir à Clément VII qu'il viendrait le prendre avant Pâques 20 mars 1391). À partir de ce moment, il se constituait son guide, son gardien; il ne lui demandait que de vouloir bien le suivre. Au reçu de ces propositions, que Clément VII qualifie lui-même d'insupportables, le pape rendit grâces à Dieu, puis, après mûre délibération, répondit qu'il serait prêt. Restait à se procurer les ressources nécessaires. C'est dans ce dessein qu'il écrivit, notamment au clergé d'Aragon. Il avait soin de faire valoir le péril auquel il s'exposait, ainsi que le dévouement d'un prince qui sacrifiait tout au salut de l'Eglise; les clercs ne pouvaient, dans cette conjoncture, lui refuser leur concours pécuniaire. Il sollicitait donc, ou plutôt réclamait le paiement d'un subside dont il fixait d'avance la quotité : de 100 à 300 florins pour chacun des abbés, de 200 à 300 pour les chapitres cathédraux, ainsi que pour les évêques; 2 000 pour l'archevêque de Saragosse. Cette taxe d'un nouveau genre eut évidemment cours dans les autres pays d'obédience clementine. J'ai noté un prelat de Languedoc qui vers le 1^{er} avril, paye encore 219 florins « pour le fait du voyage de Rome¹. »

D'autre part, Clément VII correspondait avec le roi, par l'intermédiaire du doyen de Vienne et de l'évêque de Chartres², et,

laboranti pervenit eos clamoris nostri deprecatione exaudita, nuncios nobis per carissimum in Christo filium nostrum Carolum, regem Francorum illustrem, quod licet nos intentionem cum deliberatione firmata existat personaliter nos ad Urbem conducere hoc variati tempore, ac in sede quam iniuste quibus aliis preter nos ascendere nituntur divina sibi cooperante potencia collocare, quodque infra domitium Braccerbano solum instanti nobiscum conveniet, ubicumque nos eos congerit, ad iter huiusmodi provocandum, nichil a nobis penitus postulans nisi personam adire presentiam regis et conductos intendi eos et custos, et nisi aut oblationem tantam recusaverimus, aut nos monstraverimus impotentem, tanquam proprii voti compes, avaram progenitorum more. nec termino adiciat, nec executionem tardabit. Exhibitis itaque gravis super iam insperata rei munera honorum omnium largitioni, habite cum fratribus nostris delibacione matura subsidium oblationibus gratanter accepimus usque ad illud, premissum rescripimus et paratum » (*Arch. du Vatican. Instrumenta miscellanea ad ann. 1390-91*). Les comptes de Clément VII mentionnent, sous la date du 23 février 1391, l'envoi en Aragon d'un courrier du pape porteur de nombreuses lettres « pro subsidio habenda per viagos domini nostri Pape » (*Introduit et exilus*, n° 367, fol. 101 v°).

Il « Ratione subsidii per eos domino nostro Pape pro viagio Rome concessi » (*Introduit et exilus*, n° 367, fol. 114 v°). On pourrait citer de nombreux exemples analogues.

2. « Deo facto viagi Romani » *ibid.*, fol. 111 v°).

sans plus tarder, il commençait ses préparatifs de départ. Il faisait garnir ses vêtements de fourrure¹, achetait deux sacs portatifs², se mettait en quête de navires³. Cependant, comme le voyage devait se faire par terre, c'étaient surtout des chevaux et des bêtes de somme qu'il se procurait, à grands frais, soit à la foire de Chalon-sur-Saône, soit en Languedoc, par l'entremise du collecteur apostolique. Il achetait également des bâts, des selles, des couvertures, des caisses, tout le matériel d'un grand déménagement. Tel chevalier était désigné pour faire partie de son escorte⁴, tel huissier, tel balayeur de la chambre, pour accompagner ses bagages⁵.

Quelle ne dut pas être sa déception quand, soudain, il apprit que le voyage n'aurait pas lieu ! À cet égard, je puis fournir une date et un détail précis : le 11 mars au plus tard, Perrinet, chevaucheur du roi, avait apporté à Clément VII des lettres de Charles VI contremandant l'expédition⁶.

1. Dépense de 15 florins, à la date du 3 mars (*Introduc ad sanctum*, ré 367, fol. 111 r°).

2. Dépense de 9 florins 20 sols, à la date du 4 mars (*ibid.*, fol. 114 r°).

3. *Ibid.*, fol. 114 r° (à la date du 9 mars).

4. Le 1^{er} mars, paiement de 21 florins 12 sols à domine Jehanni de Milliano militi, quon domine noster Papa sibi dari voluit, qui sibi servivit in custodiis Comitatus Venetiarum, et vendit ad partem suam ad se parandum pro serviendo sibi in viagio Rome » (*ibid.*, fol. 106 v°).

5. [28 février 1391.] « Die eodem, fuerunt soluti Hugues Salomonis, hostiaris minoris domini Pape, ordinato pro conducente sommarius camere domini nostri Pape in viagio Rome, cum cum Eynardo de Ripola hostiaris minore, et Johanne de Furno, sombaters camere domini Pape, pro summentis, hastis et hancis emendis pro dictis viagio. VIII^{or} XLVIII florunt Camere XVI solidi. Item, Johanni de Tolheto, hostiaris majoris domini Pape, missos ad mundinas Cabilon, vicos pro summentis, hastis et hancis emendis pro dicto viagio, „III^{or} XXVIII florunt Camere XVI solidi » (*ibid.*, fol. 106 v°.) Au 8 mars on trouve également un paiement de 24 florins 20 sols à domine fait à un officier du pape « pro complemento precit XVIII hostiarum per ipsum completum per viagio domini nostri Pape et expensis per ipsum faciendis tam pro equis quam custodit pro sommario dicti viagio quem solvit » (*ibid.*, fol. 114 r°). Enfin, le 16 juin, paiement de 263 florins 6 sols pour cinq sommiers achetés par le collecteur apostolique du Toulouse et envoyés à Avignon en vue du voyage de Rome, pour cinq bâts, des selles, etc. (*ibid.*, fol. 164 v°).

6. « Item, Perrieto, equitatori regio, qui ex parte Regis portavit litteras domini nostri Pape de contramandando viagio Rome et revertatur ad ipsum cum litteris domini Pape, pro suis expensis faciendis, XIII^{or} florunt currentis et III solidi valentes XII florunt Camere III solidos » (*ibid.*, fol. 113 v°.) Le même jour, le pape envoya à Charles VI le chevalier Jean de Chamberlain (*ibid.*, fol. 116 r°). — Jusqu'ici on n'avait point relevé, avant le 15 mai 1391, de preuve de l'ajournement du projet d'expédition (cf. E. Jarry, *La vie de fait s...*, p. 232).

Que s'était-il passé ? Pourquoi le roi de France renonçait-il tout d'un coup au projet qui lui souriait si fort la veille ? Était-il donc devenu insensible à l'honneur de terminer le schisme ? N'avait-il plus hâte de s'en aller cueillir en Italie les lauriers d'un Pépin ou d'un Charlemagne ?

On s'est perdu en conjectures. Cependant on n'a pas pu trouver d'explication plus naturelle que celle que deux chroniqueurs avaient donnée¹ et qu'ont également indiquée les conseillers du roi lui-même². Vers le commencement du mois de février, Thomas Percy et Louis Clifford, ambassadeurs d'Angleterre, s'étaient présentés à la cour de Paris ; en réponse aux propositions pacifiques de la France, ils avaient invité Charles VI à s'aboucher personnellement avec Richard II. Par acte passé le 14 février, il fut convenu que, vers la Saint-Jean, le roi de France se rendrait à Boulogne ou à Saint-Omer, tandis que le roi d'Angleterre débarquerait à Calais, puis qu'une entrevue aurait lieu, dans laquelle chacun des deux souverains serait accompagné de ses oncles, de son chancelier, de deux prélats, de deux docteurs et de quatre cents chevaliers ou écuyers³. Ce projet était évidemment inconciliable avec celui d'une campagne d'été en Italie. Charles VI aime mieux ajourner son voyage que laisser échapper l'occasion de conclure une paix définitive avec les Plantagenets. Cette fois du moins, il se montra moins impatient d'acquiescer de la gloire que soucieux d'assurer le repos de son peuple. on ne peut l'en blâmer.

Qu'il ait été pourtant dans cette circonstance, dupe de l'Angleterre, c'est ce qui ne saurait aujourd'hui faire de doute pour personne. L'entrevue proposée n'était qu'un leurre destiné à le retenir en France. Mais, si l'espérance d'une réconciliation pouvait paraître illusoire, la crainte d'une invasion était beaucoup

1. *Chronique des quatre premiers valois*, p. 316, Froissart, t. XIV, p. 227.

2. « Et dirent comment nosseigneurs le roi entreprit de mener N. S. P. à Rome, et l'eust fait, s'il n'eust esté empêché par le fait de la paix et autres besognes. » (Championillon-Eyraud, *Louis et Charles, ducs d'Orléans*, Paris, 1854, in-8°, p. 8.) Cf. le discours prononcé en présence du pape par l'évêque de Noyon, le 26 mai 1363. P. Darricau, *Le royaume d'Adrie*, p. 42.

3. H. Normannville, *Conférences entre la France et l'Angleterre*, Bibliothèque de l'École des Chartes, 323) p. 359.

mieux fondée. Une fois Charles VI disparu derrière les Alpes, qui eût empêché Richard II de pénétrer au cœur du royaume? Un chroniqueur va jusqu'à dire que le monarque anglais avait, en effet, menacé Charles VI d'une rupture des trêves, si le voyage d'Italie avait lieu. Dans la situation où se trouvait l'Europe, rien n'était plus hasardeux qu'une expédition de ce genre, destinée par son objet même à exciter de vives colères dans une partie du monde chrétien.

On a supposé que l'intervention de Richard II avait été provoquée par une démarche de Boniface IX. Il serait téméraire d'affirmer positivement le contraire : cependant l'arrivée de Thomas Percy et de Louis Clifford à la cour des Valois a précédé probablement le moment où le pape de Rome eut vent de l'expédition projetée¹. En tous cas, si, comme le rapporte le chroniqueur Walsingham, un envoyé de Boniface IX, l'abbé de Nonantola, vint denoncer à Londres les projets de Charles VI, et, mêlant beaucoup de fables à un peu de vérité, il soutint que Clément VII avait l'intention de donner au roi de France la couronne impériale, au duc de Bourgogne « certains grands avantages, » au duc de Touraine les terres de l'Église en Italie et au comte de Vertus un royaume formé de la Lombardie et de la Toscane, si enfin il pria Richard II d'insérer dans le traité qu'il conclurait avec son adversaire une clause interdisant aux Valois toute attaque contre le pape de Rome, cette démarche ne put avoir lieu qu'assez tard, au mois de juin ou au mois de juillet 1391, par conséquent, elle fut sans influence sur les négociations qui amenèrent, dès le commencement du mois de mars, le roi de France à renoncer à sa périlleuse entreprise².

Boniface IX, au fond, n'éprouvait peut-être pas les sentiments de terreur qu'on lui prête. En cas d'attaque, sa tactique — au dire d'un Italien, eût consisté à se mettre à l'abri. Réfugié dans le

1. E. Jarry, *La vie politique de Louis de France*, p. 71.

2. Le projet paraît n'avoir été connu à Naples que le 22 février (*Chronicon Neapolitanum*, p. 160).

3. Walsingham, t. II, p. 206, Rinaldi t. VII, p. 530. Cf. A. de Cironart, *Le duc Louis d'Orléans* (*Revue des Questions historiques*, t. XLV, 1880) p. 72, E. Jarry *La cour de Louis de France*, p. 243.

Prioul, au besoin en Allemagne, il eût laissé passer l'orage. Lorsque le flot des envahisseurs se serait écoulé, on l'aurait vu reparaitre, aussi respecté qu'avant¹. La grande erreur de Charles VI avait été de méconnaître le caractère insaisissable de cette papauté romaine qui, comme celle d'Avignon, puisait sa force dans les libres suffrages d'une grande partie de la chrétienté.

IX

Lors même que l'Angleterre ne fût pas intervenue, il est probable que Charles VI eût été obligé d'ajourner son voyage jusqu'à ce que les circonstances lui permissent de voir un peu plus clair dans les affaires de l'Italie. Il se passait alors en Lombardie un fait étrange, le beau-père du duc de Touraine, l'allié de Charles VI, Jean-Galéas Visconti, se voyait sur le point d'être attaqué par un vassal du roi de France. En effet, le jeune comte d'Armagnac Jean III brûlant de venger le tort fait par le comte de Vertus à sa sœur Béatrix, belle-fille de Bernabò Visconti il s'était engagé au service de Florence, et, se mettant à la tête des compagnies de routiers qui infestaient le midi de la France, il promettait de combattre durant au moins six mois le tyran milanais². Ce projet de guerre privée ne cadrerait guère avec les plans du roi, qui tenait à conserver l'amitié de Jean-Galéas, surtout au moment de s'aventurer lui-même en Italie³. Il fit donc ce qu'il put pour retenir Jean III, l'invitant à agir, dans ses revendications, plutôt « par voie amiable, » lui adressant successivement Coucy et le duc de Berry, tandis que le duc de Touraine et le duc de Bourgogne se rendaient de leur côté, auprès du seigneur de Milan.

1 P. Durrieu, *Le royaume d'Adria*, p. 42.

2. *I capitoli del comune di Firenze, inventario e registro*, t. II, p. 108. P. Durrieu, *Les Gascous en Italie* p. 51 et sq. E. Jarry, *La vie politique de Louis de France*, p. 69.

3 A. de Cincourt *loc. cit.* p. 61. — M. E. Jarry (*ibid.*, p. 63) a signalé l'envoi de Jean d'Estouteville à Avignon dès le mois de novembre 1390, « pour le fait des vaines des gens d'armes dévins en la compagnie du comte d'Armagnac ».

Les résultats de cette dernière entrevue sont demeurés obscurs, ainsi que le rôle joué à Pavie par Philippe le Hardi. Cependant, même sans admettre entièrement les hypothèses d'un ingénieur érudit¹, on peut croire que Jean-Galéas saisit cette occasion de protester, une fois de plus, de son dévouement à Clément VII². Il conclut, le 20 mars, avec les princes français une sorte de traité, et remit au duc de Bourgogne une somme avec laquelle ce dernier s'engagea à débaucher les troupes de Jean III d'Armagnac.

Singulière mission pour un prince! Philippe le Hardi s'en acquitta de son mieux. On le retrouve au commencement du mois d'avril en Avignon³, où Jean III achevait ses préparatifs de guerre. Tout en renouvelant auprès de celui-ci les démarches qu'avaient inutilement tentées Coucy et le duc de Berry, le duc de Bourgogne en fit d'autres, moins infructueuses, auprès des compagnies. Quinze cents lances furent achetées et enrôlées au service du seigneur de Milan, qu'elles avaient dû combattre, Bernardon de la Salle se chargea de les conduire de l'autre côté des Alpes, et, pour mieux indiquer d'après quels ordres il agissait, on lui remit deux étendards sur lesquels se lisait la devise de Philippe le Hardi⁴.

L'opération pourtant ne réussit qu'à moitié. Sans parler d'une rixe qui éclata aux portes d'Avignon entre les routiers demeurés fidèles à Jean III et les gens du duc de Bourgogne, le comte d'Armagnac lui-même se mit à la poursuite des transfuges, et parvint à les battre avant qu'ils eussent rejoint le seigneur de

1 E. Jarry, *La voie de fait* n.°, p. 234 et sq.

2 E. Jarry, *La vie politique de Louis de France*, p. 72, 129.

3 Cf. un lettre datée de Suse le 30 mars 1391 (*Archives historiques, archéologiques et littéraires*, 1^{er} novembre 1869, p. 37). Dans les comptes de Clément VII il est question à la date du 31 mars de l'envoi d'un chevaucheur en Piemont vers le duc de Bourgogne et à la date du 2 avril de préparatifs faits au Pont-de-Sorques en vue de l'arrivée prochaine du même prince (*Intrusus et extrus*, n° 36^o, fol. 133 v^o, 127 r^o). Sur la pension accordée par le duc de Bourgogne au cardinal de Viviers et sur les distributions de vin qu'il fit pendant son séjour d'Avignon, v. Bihl, *ibid.*, col. 133 v^o et Bourgogne, ms. 21 fol. 22 v^o.

4 Ces curieux détails ont été révélés par M. E. Jarry (*La voie de fait* n.°, p. 236). Le duc ne tarda pas à regagner la cour de France, le comte de Nevers s'y accompagna, ainsi que plusieurs officiers du pape (*Intrusus et extrus*, n° 36^o, fol. 133 v^o, 142 r^o aux dates du 26 avril et du 3^o mai 1391).

Milan. Là perit le fameux Bernardon de la Salle¹, non pas, comme on l'a dit, après avoir franchi les Alpes, mais dans quelque vallée de la région dauphinoise. Cette mort, en effet, qu'on a pris l'habitude de dater du mois de juin², était, dès le 28 mai, connue de Clément VII³, or, la présence de Jean III sur le versant français est attestée, à cette date, par un document authentique⁴ : c'est du côté de Gap ou d'Embrun qu'il a pu rattraper Bernardon.

De quel œil cependant le pape d'Avignon vit-il la mort d'un capitaine qui avait si fréquemment combattu pour sa cause et qui, la veille encore, le servait en Italie⁵ ? Comment, d'ailleurs, avait-il pu laisser Jean d'Armagnac organiser sous ses yeux une expédition si contraire à ses vues, aussi qu'à celles du roi de France ? On affirme qu'il s'opposa de toutes ses forces au départ de Jean III, qu'il se joignit au duc pour lui promettre monts et merveilles à condition que les routiers ne feroient pas la guerre aux Milanais. C'est là une idée aujourd'hui généralement admise⁶ et qui s'appuie, il faut bien le dire, sur des témoignages anciens⁷. Mais le dépouillement des comptes de la Chambre apostolique oblige à reconstituer les faits tout autrement.

Non seulement Clément VII ne fit rien pour mettre obstacle à l'expédition du comte : mais il y contribua, pécuniairement par-

1. *Religieux de Saint-Denis*, t. I, p. 711, P. Minerbetti, c. 219, Sazanovs, c. 1144.

2. P. Durrieu, *Les Gascons en Italie*, p. 70, 77. E. Jarry, *La route de fait* n.°, p. 139.

3. Ce jour-là, des courriers sont expédiés à Maucune, « ubi, certa hora, venit domini Bernardi de Sala, quondam militis » (*Intretus et exilus*, n° 367, fol. 152 r^o et. *Ibid.*, fol. 172 r^o). Dès le 30 mai, Clément VII pourvoit au remplacement de feu Bernardon de la Salle comme châtelain de Somaso. Arch. du Vatican, *Reg.* 361, fol. 117 r^o).

4. P. Durrieu, *op. cit.*, p. 89. — C'est à Embrun que Clément VII envoie, le 18 mai, un de ses bailliers pour porter un message au comte d'Armagnac (*Intretus et exilus*, n° 367, fol. 149 r^o). Le 1^{er} juin, Jean III se trouvait encore à Barastier.

5. *Intretus et exilus*, n° 367, fol. 136 r^o, à la date du 17 avril.

6. P. Durrieu, *op. cit.*, p. 63. Th. Lindner, *Geschichte des deutschen Reiches unter König Wenzel*, t. II, p. 323. A. de Circourt, *op. cit.*, p. 62. E. Jarry, *La vie politique de Louis de France*, p. 73. *La route de fait* n.°, p. 136-140. G. Romano, *Gian Galeazzo Visconti e gli eredi di Bernabò*, *Archivio storico lombardo*, 1891, p. 34. — Corio *Storia di Milano*, t. II, p. 342) était inconsciemment plus près de la vérité.

7. P. Minerbetti, c. 219. Sazanovs, c. 1145.

lant, dans une large mesure. Il s'était engagé à lui compter 15 000 francs d'or. Le versement de cette somme, commencé à l'époque où il s'app préparait lui-même à faire le voyage de Rome, se poursuivit après l'abandon de ce projet et durant le séjour des princes en Avignon : 133 florins 11 sols furent payés à Jean III le 20 janvier 1391¹; 80 florins 25 sols, le 2 mars²; 8.035 florins 20 sols, le 25³; 8.057 florins 4 sols, le 30⁴; 428 florins 16 sols, le 2 avril, 1.307 florins 1 sol, le 14⁵; 107 florins 1 sol, le 23, 642 florins 24 sols, le 24; enfin 2 657 florins 1 sol, le 2 mai⁶. Le chiffre prévu par la convention originaire avait été dépassé : Clément VII ne laissa pas d'allouer à Jean III une indemnité supplémentaire de 2.571 florins 12 sols pour les frais de son séjour à la cour d'Avignon⁷.

Cette conduite bizarre peut s'expliquer de deux manières. Les ravages exercés dans le Comtat-Venaissin par un turbulent personnage dont il sera question plus loin avaient fait acquiescer au pape une triste expérience des maux que peut causer la présence des routiers. Il désirait plus que personne voir s'écouler vers l'Italie les bandes qui fournaissaient à Raymond de Turenne de fréquentes recrues. Jean d'Armagnac venait de trancher, par voie d'arbitrage, les différends pendants entre Raymond et la curie : mais il allait rendre au saint-siège un service plus important

1. Payement fait a domino de Orbesiano, recipienti nomine domini Bernardi de Armanaco et de mandato domini comitis Armanaci, in deductionem eorum que domine nostre Papa sibi dare convenit pro certo viagio faciendo ad utilitatem Ecclesie. v. *Introdus et extrus*, n° 365, fol. 99 v°.

2. A Jean d'Armagnac archevêque d'Auch, qui les reçoit au nom de Jean comte d'Armagnac, « in deductionem XV^m franchorum auri eidem domino quatuordecim conventionum per dominum nostrum Papam ratione certi viagi per ipsum cum genibus armorum ad partes Romanie loc. undi » *Introdus et extrus* n° 367, fol. 110 v°.

3. « In deductionem XV^m franchorum auri sibi per dominum nostrum Papam tradi conventionum pro viagio suo, et ut gentes sue transcunda per Comitatum Venaysin[is] et alias terras Ecclesie sue dent dampnum » *ibid.*, fol. 121 r°.

4. « In deductionem VII^m V^m franchorum auri sibi conventionum debent de summa XV^m franchorum auri sibi per dominum Papam tradi conventionum pro viagio suo ad partes Romanie » *ibid.*, fol. 123 r°.

5. « Pro viagio suo ad partes Romanie et pro uti statu Ecclesie » *ibid.*, fol. 127 r°, 123 v°.

6. *Ibid.*, fol. 136 r°, 138 r°, 152 v°.

7. *Ibid.*, fol. 121 v°, a la date du 20 mars.

encore en éloignant les compagnies de la rive gauche du Rhodan. D'ailleurs, pour se transporter de Languedoc en Lombardie, les routiers devaient forcément s'approcher d'Avignon. Clément ne pouvait acheter leur neutralité trop cher. La somme qu'il promit à Jean III comme celle qu'Urban V avait payée jadis à du Guéclin dans une circonstance analogue, était en quelque sorte la rançon du Comtat-Venaissin¹.

Ce n'est pas tout encore. Les officiers pontificaux ont une façon particulière de présenter, dans leurs comptes, l'expédition de Jean d'Armagnac : « Un voyage, disent-ils, que le comte entreprend, avec des troupes, en *Romanie*, dans l'intérêt de l'Église ». Il n'est nullement question d'attaque du Milanais, ni de guerre aux Visconti. La *Romanie* est indiquée comme l'unique but de l'entreprise. Or, par ce mot, il faut entendre non seulement la Romagne mais d'une manière plus générale Rome et l'Italie centrale. Jean d'Armagnac, probablement, avait persuadé à Clément VII qu'après avoir réglé son compte avec Jean-Galéas, il tournerait ses armes contre Boniface IX². Clément VII approuvait

1. V. le texte reproduit ci-dessus, p. 163, note 2. — Le 22 mars 1366, Eudes de Villars, Gérard d'Arles et plusieurs autres capitaines sont envoyés avec des troupes « ad conducendum Britones et gentes armorum romane hermannice per Comitatum Vennysioi » « ad dampnificand patriam », « d'autres officiers du pape se rendent au Pont-Saint-Espit » « ad videndum jurare Britones quando transibunt ad partem Imperii et non dampnificent Comitatum Vennysioi », le 26, le cardinal du Hurel se charge de remettre 750 florins « viceresenti illis lictis. Bertrando Blasciardi et ceteris aliis capitaneis gentium armorum qui volunt transire Rodanum, et non dampnificent territorium Avinionense et Comitatum Vennysioi ». Le 28, un bailliver du pape est envoyé, avec le comte d'Armagnac, vers les compagnies qui se trouvent dans le Comtat, afin de leur faire évacuer le pays. Le 2 avril, le pape, impatient d'obtenir ce résultat, envoie au comte d'Armagnac Pierre Gaudelin, alors bailli des baronnies du Dauphiné. Il envoie ensuite, le 22 avril, un écuyer du comte d'Armagnac aux compagnies qui s'alluraient à Carpentras (*Instritus et exilus* n° 267, fol. 119^{re} 127^{re} et v. 127^{re}, 161^{re}). Cf. Ed. de Laplace *Mémoires de Jacques Louis de ses archives*, t. I, p. 192. — Il n'est pas impossible que Charles VI lui-même ait fait compte, de son côté, la 10e édition à Jean III pour que celui-ci débarrassât le royaume des compagnies. V. les textes cités pour le comte de Ciconart, *Revue des Questions historiques*, 1905, p. 62, note 1.

2. *Instritus et exilus* n° 267, fol. 140^{re}. — Cf. ce passage du *Wottonet* (t. XIV, p. 2^o) : « Le comte d'Armagnac et son frère et autres chevaliers de leur alliance » « ont fait venir celui qui se nomme pape Clément », et se offrant à servir ce pape « il leur ont offert ces bons lombars » et de ces offres leur accant un bon géd, et en font mille remerciens » et se transignent donné par Zurich (t. II, fol. 200^{re}) : « Passa a Italia a huer guerra contre Jean Galéas duque de Milan con ompres de puzisi » « infuso a erbar de la sala apostolica al papa Bonifacio ».

cette dernière partie du programme de Jean III : il feignait d'ignorer la première. Il se fiant peut-être à l'habileté de Jean-Galéas pour régler à l'amiable et au dernier moment ses différends avec Jean III. Il espérait, dans tous les cas, que les mercenaires du comte d'Armagnac formeraient l'avant-garde de la grande armée du roi de France ; puis, quand il sut que Charles VI renonçait à partir, il se dit que, du moins, ces troupes, tôt ou tard, iraient grossir les bandes qui guerroyaient à son service dans le Patrimoine de Saint-Pierre. C'est ainsi qu'un des compagnons du comte d'Armagnac, qui reçut de Clément, le 17 mai, une gratification, est porté sur les comptes d'Avignon comme se rendant en Italie « pour le fait de l'Église ». « Fondées ou non, les espérances du pape d'Avignon jettent un jour tout nouveau sur l'entreprise de Jean d'Armagnac.

Il est difficile de dire si le jeune comte d'Armagnac eût satisfait aux engagements qu'il avait dû prendre vis-à-vis de Clément. Le siège d'Alexandrie, où s'était renfermée l'armée de Jean-Galéas, fut son dernier exploit. Une plume élégante autant que docte a retracé naguère les circonstances de cette fin prématurée¹. On sait qu'une action follement engagée se termina par une retraite désastreuse, qu'éguré, accablé par le poids de ses armes, Jean d'Armagnac chercha dans la fraîcheur de l'eau un soulagement à sa soif, et que, frappé probablement de congestion pulmonaire, il expira, dans le camp ennemi, le 2^e juillet 1391². Sa mort amena la dispersion et, en partie, la destruction des bandes qu'il avait emmenées en Italie. Quelques débris en reparurent dans le Comtat-Venaissin : Clément VII, à partir du 10 août, fit compter, à plusieurs reprises, des sommes d'argent à des gascons ou à des languedociens échappés du désastre.

1. Aux mois de septembre et de novembre 1388 les Florentins s'étaient bérés de l'espoir que Clément VII nourrisseait des intentions hostiles à l'égard de Jean-Galéas (Cf. Lupi, *Della relazione fra la repubblica di Firenze e i ruoli e i duchi di Savoia* dans le *Giornale storico degli archivi Toscani*, t. VII, 1883, p. 186).

2. P. Durrieu, *Les Gascons en Italie*, p. 83 et 84.

3. Il est assez piquant de voir un des cardinaux de la cour d'Avignon complimenter Jean-Galéas de sa victoire : c'était, à vrai dire, un Turbutt le cardinal de Pietromano, il devait se rejouer de la déconvenue de Florence (lettre datée d'Avignon le 17 août 1391, Bibl. nat., nouv. acq. latines 1153 fol. 10 r.).

notamment à Tandon, l'écuier qui portait le bassin et du comte¹.

On se rappelle l'entrevue convenue entre les rois de France et d'Angleterre à laquelle Charles VI avait sacrifié son projet de voyage d'Italie. Elle n'eut lieu, ainsi qu'on pouvait s'y attendre, ni à la date indiquée, ni dans les mois qui suivirent. Richard II manqua même le rendez-vous fixé au mois de mars 1392, et les pourparlers n'aboutirent qu'à une nouvelle prorogation des trêves.

Bientôt, à la suite de l'assassinat du connétable de Clisson, les idées de Charles VI prirent un autre cours : c'est une expédition contre le duc de Bretagne qui désormais fut à l'ordre du jour.

Qu'est-il besoin de rappeler l'accident lamentable qui interrompit, dans la forêt du Mans, la chevauchée du roi ? La maladie de Charles VI fit retomber le pouvoir aux mains des princes du sang.

X

La cour de France, reprenant ses anciens errements, va-t-elle donc de nouveau se désintéresser, dans une certaine mesure, des questions politiques ou religieuses qui se débattent en Italie ? — Non pas. La situation n'est plus la même qu'avant l'émancipation du roi. Les ducs de Berry et de Bourgogne doivent, à présent, compter avec leur jeune neveu, le duc de Touraine, devenu le duc d'Orléans, et l'on sent les raisons qui font que le frère du roi tourne volontiers ses regards du côté de l'Italie. Nous entendrons encore parler d'intervention française au delà des Alpes et de lutte à main armée contre le pape de Rome. Cependant Clément VII regrettera l'époque où Charles VI suivait ses propres inspirations. Les offres qu'on lui fera n'auront plus le même cachet de désintéressement, il ne pourra plus dire.

¹ *Intrositas et exilus* n° 367 fol. 184 v°, 186 r°. — Un des chefs de bande de l'année d'Armagnac Guillelmus de Chamuscord, est signalé, au mois de novembre 1391, aux environs de Sédoran et se capture bientôt après au château de Laxer (Ed. de Laplanche *Histoire de Vaucouzon* t. 3 p. 290).

comme en 1391 : « On ne m'impose aucune condition, l'on ne me demande que d'être là !... ! »

On lui demande tout autre chose, à partir de 1393, sous l'influence du duc d'Orléans; et le duc d'Orléans n'est lui-même, à son insu, qu'un instrument dans la main de son beau-père, le très subtil et très cupide Jean-Galéas Visconti. C'est de Milan que partent tous les fils qui mettent désormais en mouvement la diplomatie française².

On se souvient peut-être de ce « royaume d'Adria » taillé en pleines terres de l'Église, dont Clément VII avait pensé au début de son règne, investir Louis I^{er} duc d'Anjou : projet, qui n'avait été suivi d'aucune exécution, dont Clément, semble-t-il, eût voulu effacer jusqu'aux dernières traces, mais qui n'avait passé complètement inaperçu ni de la cour de France, ni de Jean-Galéas. On demandait qu'il fût repris à nouveau, non pas, bien entendu, au profit de Louis II, déjà pourvu d'un royaume, mais en faveur d'un autre prince français qui possédait une terre en Lombardie, et dont le beau-père régnait en maître sur toute l'Italie du nord, je veux parler de Louis d'Orléans. Fait souverain de la Romagne, des Marches et d'une partie de l'Ombrie, le frère de Charles VI prendrait possession de ce royaume, qui, sous la suzeraineté du pape d'Avignon, formerait, au nord de Rome, le véritable pendant du royaume de Sicile. De gré ou de force, il le purgerait de tout élément hétérodoxe, le maintiendrait coûte que coûte dans l'obéissance avignonnaise. Délivré, désormais de tout souci de ce côté, Jean-Galéas serait libre de suivre l'impulsion de son cœur, qui le portait (il l'avait assez souvent répété) à se déclarer en faveur de Clément. Florence, tenue en respect, imiterait cet exemple; le trône de Louis II serait consolidé. Quant à Boniface IX, il n'aurait d'autre ressource que de fuir, et sans

1. V. la lettre transcrite plus haut p. 178 note 5.

2. Les détails qui vont suivre sont empruntés pour la plupart à l'excellente dissertation de M. P. Durrieu (*Le royaume d'Adria*, p. 13 et sq.) qui ont complété sur certains points les travaux postérieurs de MM. A. de Lamoignon (*Le duc Louis d'Orléans, frère de Charles VI*, dans la *Revue des Questions historiques*, t. XLV, 1889, p. 75 et sq.) G. Romano (*Gaon Galeazzo Visconti e gli eredi di Bernabò*, p. 19 et sq.), E. Jarry (*La vie politique de Louis de France*, p. 107 et sq., et *La vie de Louis de France*, p. 246 et sq.)

esprit de retour, nous peine d'être pris, comme dans un étau, entre les deux royaumes clémentins. La conquête méthodique des États de l'Église, l'établissement définitif d'une royauté française aux portes de Rome, tel était le vrai moyen d'obtenir la conversion de l'Italie et d'en finir avec le schisme.

Ce plan était sorti tout entier de l'imagination de Jean-Galéas, qui, pour le faire agréer des cours d'Avignon et de Paris, avait ingénieusement profité d'un moment où son attitude inspirait de ce côté des Alpes les plus sérieuses appréhensions. On craignait de le voir s'unir au pape Boniface IX, et son double jeu ne donnait à ce bruit que trop de consistance. Il s'était empressé, après la mort de Jean d'Armagnac, de notifier son triomphe au pape italien, et, peu après, les Florentins avaient mis en circulation une lettre, vraie ou supposée¹, dans laquelle il se vantait au même pontife de son succès comme d'une victoire remportée sur le parti français tout entier; il y raillait même de la façon la plus impertinente la douleur ressentie par Charles VI à la nouvelle du trépas de Jean d'Armagnac². Le comte de Vertus avait désavoué cette lettre; mais il n'avait pas démenti, peut-être même avait-il répandu à dessein le bruit que Boniface IX cherchait à l'attirer dans son alliance. Déjà, dans les deux cours de Paris et d'Avignon, l'on se représentait le pape de Rome anussant dans une opposition commune à Clément VII et à la France Milan, Padoue, Mantoue, Ferrare, Bologne, Florence et jusqu'à l'Angleterre et à l'Allemagne. Pour parer à un pareil danger, imaginaire, je me hâte de le dire, on ne crut pouvoir mieux faire que d'entrer en pourparlers avec le seigneur de Milan, Clément VII, tout le premier, manifesta un vif désir de voir la France tendre la main au comte de Vertus; il chargea Raymond Bernard Flameng, envoyé pour trois ans à la cour de Charles VI³, d'appuyer de

1. MM. G. Romano (p. 41) et E. Jarry (*La voix de fait*, p. 34) se prononcent contre l'authenticité, qu'admettent, au contraire, MM. C. Cipolla (*Storia delle guerre italiane dal 1313 al 1526*, p. 206) et P. Durrieu (*Les Gascons en Italie*, p. 89).

2. L. Onio *Documenti tratti dagli Archivi Milanesi* t. I p. 300; G. Giulini *Documenti illustrativi della storia della città e campagna di Milano* (Milan, 1857 in-8°) p. 276.

3. L'époque et la durée de cette mission nous sont révélées par le registre n° 370 des *introduzioni ed esiti* (fol. 60 r° 54 v° 119 v°) à la date du 6 décembre 1392. Cle-

toutes ses forces, dans l'intérêt de l'Église, le projet d'alliance franco-milanaise. Mais, au moins, Jean Galéas allait-il se déclarer et faire déclarer ses sujets pour le pape d'Avignon? Hélas! cette déclaration si conforme qu'elle fût aux sentiments du comte risquant, dans l'état de choses actuel, de soulever contre lui, l'Italie et ses propres sujets. Il y avait bien un moyen: c'était précisément d'inféoder une partie des États de l'Église au roi de France ou à un prince français. Ainsi fut amenée cette proposition de création du royaume d'Adria de la manière la plus propre à séduire les conseillers du roi et ceux de Clément VII. On ne tarda pas à découvrir que le rôle de souverain feudataire du saint-siège convenait à merveille au duc d'Orléans, et la cour de France, s'appropriant l'idée de Jean-Galéas, entama aussitôt, d'une part, avec Milan d'autre part, avec Avignon une série de négociations dont l'histoire a été contée par le menu, et dont je me bornerai ici à indiquer les grandes lignes¹.

Visconti, quelque prédilection qu'il eût pour les voies tortueuses, marcha droit, cette fois, vers le but qu'il s'était proposé. Non qu'il eût renoncé à ses vieilles habitudes de dissimulation. Pour donner le change aux Florentins, il leur dénonçait, par exemple, les intentions belliqueuses de son gendre et prétendait

ment VII fait payer 602 florins 19 sols à Raymond Bernard Flameng, pour ses gages de trois mois; il l'envoie à Paris vers le roi et vers les ducs de Berry et de Bourgogne « tam pro facto scismatico quam pro ageris regis Ludovici et regine Sicilie ». Une somme de 161 florins 2 sols lui est encore payée avant le 17 janvier 1393. À cette dernière date, Flameng se trouvait à Paris. Enfin le paiement de reste de ses gages, et le remboursement de ses dépenses durant ce même voyage soit 136 florins 28 sols) lui sont faits le 26 juin 1393.

1. Quant aux Florentins, on se contenta de les prier, une fois de plus, de ne favoriser ni le compétiteur de Clément VII ni l'adversaire de Louis II d'Anjou. Mathieu d'Hamiers qui leur fut envoyé à cet effet (P. Durieux, *Le royaume d'Adria*, p. 24) passa d'abord par la cour du seigneur de Milan. Clément VII adressa à ce dernier un message, à Paris, le 10 mars 1393 (*Introduit et extrait*, n° 370. fol. 85 r°). Les Florentins protestèrent, comme d'habitude, de leurs bonnes dispositions et prétendirent même avoir refusé à Boniface IX malgré ses instances répétées. Ils dirent de faire partir de la ville de Bologne. Cette réponse des Florentins à Charles VI, citée par M. P. Durieux (*Le royaume d'Adria*, p. 24) d'après les Archives de Toscane, sous la date du 2 juillet 1393 est la même qui est conservée aux Archives du Nord (B 122) et y porte la date du 20 août 1393. La même encore qui a été publiée par Kervyn de Lettenhove (*Froissart*, t. X, p. 345-346) d'après une copie conservée dans le ms. 959 de Cambrai, sous la date fautive du 20 août 1393.

avoir envoyé une ambassade à Paris dans le seul dessein de le dissuader d'attaquer l'Italie. Néanmoins, dans ses rapports avec la cour de France, il montra une certaine bonne foi qui s'explique par le désir sincère qu'il avait d'aboutir. On le vit rechercher les bases d'un accommodement avec les descendants de Bernabò, sans doute dans l'espoir de désarmer le parti de la reine Isabelle de Bavière petite-fille elle-même de Bernabò. Si il ajourna encore sa déclaration en faveur de Clément VII, quelque importance qu'y attachât la cour de Charles VI, il eut soin de s'adresser au pape d'Avignon pour obtenir l'autorisation de fonder la Chartreuse de Pavie¹. Il précisa le nombre de lances qu'il mettrait à la disposition du roi en cas d'expédition française en Italie, et il promit un secours de mille cavaliers si la France venait à être envahie par une armée anglaise. Il fournit enfin de puissants arguments aux négociateurs français, qui, grâce à lui, parurent devant Clément VII armés de toutes pièces pour la discussion, ayant entre les mains une copie de la bulle de 1379, un éloquent exposé des raisons historiques et autres qui militaient en faveur de l'inféodation, enfin une notice très détaillée sur la situation actuelle des États de l'Église et sur les ressources dont le parti clémentin disposait en Italie.

A moins de miracle, le pape d'Avignon ne pouvait espérer triompher qu'avec le concours de la maison de France : c'était une idée communément acceptée à cette époque et, pour tout dire, celle qui résume le pontificat de Clément VII. Mais dans quelles conditions se flattait-on d'obtenir cette intervention si nécessaire? Allait-on redemander à Charles VI de conquérir l'Italie centrale pour le compte de l'Église? Quand bien même

¹ Bulle de Clément VII du 11 juillet 1394. Le pape charge l'archevêque de Milan d'octroyer de sa part, à Jean-Galéas l'autorisation, que ce roi-eût-il eu fait demander de fonder une chartreuse à Pavie (Arch. du Vat. ms. Reg. 202, fol. 467 r^o) — circonstance ignorée des historiens (cf. G. Magenta, *I Visconti e gli Sforza nel castello di Pavia e loro attinenze con la Certosa e la storia cittadina*, Milan 1882, in-fol. t. I, p. 367). Notons encore, à la date du 23 avril 1391 l'envoi d'un huiissier majeur de Clément VII, Guillonnet de Castillon, « qui militat per dominum Papam ad partes Lombardie pro facto vicinias et Ecclesie » *Intritus et exitus*, n° 279, fol. 102 r^o). Avant de se rendre en Lombardie, le même messager avait été envoyé vers Charles VI, et avait reçu, à cette occasion, le 10 février 30 écus d'or (*Instrumenta miscellanea ad ann. 1392-93*).

le roi s'y prêterait, ce qui n'était nullement démontré (les circonstances avaient changé depuis 1391), on ne pouvait par ce moyen obtenir qu'une victoire éphémère. Ce qu'il fallait, c'était un établissement stable, un gouvernement fort, celui de Louis d'Orléans, derrière lequel on sentirait toujours le roi de France. D'ailleurs, à cette inféodation l'Église avait tout à gagner. Son autorité sur les provinces qu'il s'agissait d'aliéner était depuis longtemps illusoire. En révolte perpétuelle contre le souverain pontife, elles avaient, en réalité, inauguré le schisme bien avant la mort de Grégoire XI. Des exils, des spoliations, des excommunications, des interdicts, des répressions sanglantes et coûteuses, tels étaient les seuls actes par lesquels put se traduire la souveraineté d'un pape en ces contrées, non sans offense contre Dieu et sans scandale pour les âmes. Le roi de France, ou plutôt le seigneur de Milan, faisait ainsi le procès au pouvoir temporel, du moins au pouvoir exercé directement par les papes ou par leurs représentants ecclésiastiques. Par contre, il célébrait les avantages de la suzeraineté, rappelait les services rendus par les rois de Sicile de la première maison d'Anjou et invoquant les précédents les plus favorables à sa thèse, sans oublier la promesse faite à Louis d'Orléans lors de son mariage¹, ni surtout l'inféodation à Louis I^{er} d'Anjou du royaume d'Adria². C'est cette dernière bulle qu'on remettait constamment sous les yeux de Clément VII, en ne lui demandant que d'y changer un nom.

La plupart de ces arguments portèrent : le pape en fut impressionné. L'expérience toutefois avait mûri Robert de Genève, et ceux-là s'étaient grossièrement trompés qui avaient compté lui voir commettre la même imprudence qu'autrefois. La bulle de Sperlonga n'avait fait qu'amuser Louis d'Anjou, sans le décider à conquérir la « Romanie », en revanche, elle risquait de faire passer à tout jamais Clément VII pour un dilapidateur de l'héritage de l'Église. Il n'entendait pas renouveler la même faute, ou, du moins, il comptait prendre cette fois, ses précautions. Il voulait s'entourer de tous ses cardinaux, donner à l'inféodation une forme moins générale, plus digne du saint-siège, enfin et surtout

1. V. plus haut, p. 138.

2. V. notre tome I, p. 147 et sq.

à assurer que le duc d'Orléans avait, de l'heure actuelle, l'envie et les moyens d'opérer la conquête : trois points fondamentaux dont il ne voulait pas démordre, et en cela il fit preuve d'autant de prudence que de fermeté.

Les ambassadeurs français qui, deux années de suite (18 mai 1393, 20 mai 1394), furent envoyés en Avignon pour traiter cette affaire s'obstinèrent à lui refuser cette triple satisfaction. Point de communication officielle aux cardinaux ! surtout point de consistoire ! C'était matière trop délicate, et qui demandait à être traitée dans le plus profond mystère ; il fallait empêcher qu'aucune nouvelle en transpirât en Italie. Tout ce que Clément put obtenir, c'est qu'on le laissât consulter d'abord trois cardinaux, Jean de la Grange, Nicolas Brancacci et Pierre de Thury, plus tard Jean de Brogny, cardinal de Viviers, le comeringue et l'évêque de Maguelone. Mais, ainsi restreinte, la délibération était condamnée à ne pas aboutir : le pape ne pouvait aliéner la moindre parcelle des États de l'Eglise qu'en la présence de ses cardinaux, et après les avoir librement consultés.

L'entêtement avec lequel les envoyés français continuèrent de réclamer une bulle exactement semblable à celle de Sperlonga fut encore plus déraisonnable. Ils voulaient que le pape eût l'air d'inféoder, d'une manière générale, toutes les terres de l'Eglise en se réservant que par voie d'exception un certain nombre de provinces. N'était-il pas plus convenable et plus logique à la fois de désigner nominativement les villes ou seigneuries comprises dans l'inféodation ? Encore si le débat avait porté sur le fond même de la concession ! Mais le pape ne refusait à Louis d'Orléans ni l'autorité, ni le titre de roi : il se réservait seulement de choisir pour le nouveau royaume une dénomination moins étrange que celle d'*Adria*. Le duc aurait régné sur la Romagne, Ferrare, Bologne, Ravenne, la Marche d'Ancône, la province de Massa Trabana, Pérouse, Todi et Gubbio : sauf le duché de Spolète, c'étaient exactement les provinces autrefois promises au duc d'Anjou. Il fallait avoir bien grande envie de prolonger la discussion pour insister ainsi sur l'obtention d'une bulle qui, au dire de Clément VII, aurait tourné « au vitupère et infame » du saint siège et « à la deception » de Louis d'Orléans.

« la quale nostro dit saint pere ne voudroit faire, ne à ce consentir pour quelconque chose du monde. »

Enfin les envoyés français ne se mirent guère en peine de satisfaire la légitime curiosité du pape. Quelles étaient au juste les intentions de Charles VI et des princes ? Le duc d'Orléans d'apportait-il de l'argent nécessaire ? Quel appui fournirait le comte de Vertus ? Quelles troupes le duc emmènerait-il, et quel était son plan de campagne ? Autant de questions devant lesquelles les ambassadeurs restaient muets à moins qu'ils ne fissent entendre une de ces réponses vagues, propres à inspirer la méfiance. « Les intentions de Louis ne pouvaient être douteuses... on trouverait plus de gens d'armes qu'on n'en aurait besoin... le roi lèverait sur le royaume une aide dont le produit dépasserait un million, » etc. » Clément VII eût désiré des assurances plus positives. Son dernier mot fut celui-ci : six mois après le consistoire dans lequel aura été passé la bulle d'inféodation, ou bien six mois après le couronnement du prince, la conquête sera commencée, sinon déchéance immédiate ! Laisant de côté tout autre projet de conquête, le duc se mettra lui-même à la tête de l'armée, il aura, pendant trois ans, 2 000 lances sous ses ordres, dont 600 consistant en troupes d'origine italienne, ou du moins ayant l'habitude de combattre en Italie, et 500 arbalétriers à cheval. Passé ce terme, il devra, si la conquête n'est pas achevée, poursuivre ou faire poursuivre la lutte jusqu'à complète victoire. Il sera en état d'y dépenser 500 000 francs durant la première année, 300 000 durant chacune des deux années suivantes ; ces sommes seront entièrement fournies par le roi ou les princes ; aucune dépense ne retombera à la charge du saint-siège, non plus que du clergé de France, à moins qu'il n'y consente. On s'assurera d'alliés tels que Venise, Florence, Gênes ou le comte de Vertus. Celui-ci, après la venue de son gendre en Italie, se déclarera solennellement dans les trois mois, et fera reconnaître en ses états l'autorité de Clément VII. Le roi et ses oncles auront un trésor de réserve, ainsi qu'une flotte ou une armée de renfort car il faut tout prévoir, jusqu'à une défaite. C'était là parler clair. Le pape n'entendait pas recommencer l'expérience qu'il avait faite à ses dépens. Si il consentait au sacrifice qu'on exigeait de

lui, du moins voulait-il être sûr d'en recueillir les fruits. Loûs de trouver mauvaise une telle prévoyance, le duc d'Orléans aurait dû savoir gré à Clément de ne point exiger, comme le lui conseillait le cardinal de Thury, que la conquête précédât l'inféodation.

Qu'on ne s'étonne donc pas si les négociations traînaient en longueur, et qu'on ne rejette pas sur Clément VII la responsabilité du retard ! À peine la première ambassade avait-elle pris fin (21 juin 1393), qu'il dirigea vers Paris son trésorier, l'évêque de Maguelone¹. Il mit cette occasion de faire parvenir au roi un présent de trois chevaux blancs². La cour de France avait promis de renvoyer vers la Toussaint de nouveaux ambassadeurs. Le pape trouva sans doute ce terme trop éloigné : il fit lui-même repartir son trésorier, vers le mois d'octobre³, avec mission d'insister pour la prompte exécution de l'entreprise, les circonstances, disait-il, n'ayant jamais été si favorables. Un soulèvement qui avait forcé Boniface IX à s'enfuir de Pérouse, des troubles causés dans le pays de Forli par les Malatesta et les Ordelaffi⁴, de nouveaux succès remportés par les routiers dans le Patrimoine⁵, et surtout les mouvements fomentés par Gentile di Camerino dans la Marche d'Ancône inspiraient probablement au pape cette confiance dans le succès d'une campagne rapide-

1 Ce prélat avait dû être déjà envoyé à Paris au commencement de l'année 1391. A cette occasion, Clément VII l'avait autorisé (12 janvier 1392) à réserver vingt bénéfices à sa nomination, sans préjudice des droits de nomination précédemment accordés à Charles VI aux ducs de Berry et de Bourgogne (Arch. du Vatican, Reg. 305, fol. 21 v°). Le 20 juin 1393 nous voyons Clément VII conférer avec lui l'évêque de Maguelone. À l'occasion de son nouveau voyage en France, le droit de disposer d'un certain nombre de bénéfices *ibid.* fol. 14 v°.

2 *Indultus et exilus* n° 370, fol. 118 v°, à la date du 17 juin 1393.

3 Le 12 octobre, Clément conféra du nouveau pouvoir à l'évêque de Maguelone à l'occasion de son départ pour la France : pouvoir de conférer vingt bénéfices, de recevoir des résignations, de nommer des laïques, etc. (Reg. 305, fol. 4 v°).

4. Leon Cobelli, *Cronache Fortitense* (Des monuments italiens portants les provinces de Romagna, 2^e série, Cronaca. t. I Bologne. 1877, in-8°), p. 124. P. Minerbetti, c. 321-321 — Sur la complicité de Malatesta, fils de Pandolfo Malatesta, avec les routiers clémentins, v. Thénier, t. II, p. 83.

5 Reprise du château de Montalto di Castro prise de Corneto, etc. Plus tard victorieux remportés sur les Romains et les Sennois (P. Minerbetti, c. 312, 326. *Notamento*, n. 1117, fra Francesco di Andrea, p. 227, cf. P. Darmon, *Les Gens d'armes en Italie*, p. 183, 184).

ment mené¹. Cependant les ambassadeurs dont la cour de France continuait à promettre l'envoi et dont les instructions étaient rédigées depuis le 26 janvier 1304, n'avaient pas encore paru à Avignon le 13 mars, quand Clément VII se décida à leur parler pour Paris non comeringue², accompagné de plusieurs

1. En 1302, Gentile atteignit encore à Bonifacio IX, mais dit-il de ceux qu'on repère il n'est pas content de l'approche d'une grande réconciliation (P. Duran, *Le royaume d'Arles*, p. 36). Par bulle datée de Perouse, le 25 janvier 1303, Bonifacio IX prouve-vit des poursuites contre les rebelles qui occupaient Camerino, Fabriano, Jesi, San Severino et les territoires de Macerata et de Cingoli, et il renouvela ses menaces le 12 février (Arch. du Vatican, Reg. 114, fol. 83 v^o 72 v^o). Un message envoyé par Gentile de Camerino se trouvait à la cour d'Avignon le 20 mars 1303. Gilles d'Acquin, ambassadeur du même, reçut de Clément VII 50 florins le 26 novembre suivant (*Extraits d'archives* n^o 270 fol. 92 v^o, n^o 271 fol. 114 v^o). Enfin je citais la curieuse bulle suivante, datée d'Avignon le 20 décembre 1303 qui montre à quel point Clément VII avait souffert en Gentile de Camerino : « Dilecti filii nobilissimi viri Gentili de Camerino militi, et Rodolphi de Camerino, que ante, domusculi celestem . . . de vestris fidelibus circumspiciunt et iudicium plerum in domo domini oblationem vobis et eorum caritatem cum quibusdamque personis aliquotibus de terra Romanorum Ecclesie obedientibus unitis et eadem Ecclesie rebellibus et transgressibus super personarum ipsorum ad nostrum et ipsius Ecclesie obedientiam et obedientiam reductionem invitandi, ac uno ad obedientiam et obedientiam huiusmodi adhibendi, etiamque quousque paces temporales quas, propter rebellionem et inobedientiam huiusmodi tam per personam quousque apostolicam et a jure quousque aliam, quousque libere incurrebant tenent, unumquemque in huiusmodi obedientiam sive totum propter personam nostram circa nos positam adhibendi ipsorum ad huiusmodi gentes et homines primitus rebellandi et eadem rebellandi nomines et eorum reductionem profectus huiusmodi apostolicis personis, omnes et singulis effectis temporaliis Maribus Anconitanis ad nos et ipsam Ecclesiam immediate pertinentibus, quousque nomines concessimus et per quousque personam nosse tenentur, nos gubernantes ac ipsorum officiorum administrationem et executionem personis nobis et diti Ecclesie fidelibus et devotis de quibus, et prout vobis videtur cum amplexibus et aliis quousque actibus vel de quibus vobis videtur plenarie commendandi et etiam concedendi, et personis eodem ab ipsis effectibus nostris et et prout vobis videtur a morandi et ex nunc, et promittitur, commendandi et concedendi, ac etiam alia faciendi que circa personam fuerint quousque libere incurrebant, plenam et liberam auctoritatem apostolicam acque ad huiusmodi nostram concedimus personis. Nos omnes quousque curas personis vobis ac eorum feceritis, vobis habebimus etque huiusmodi ac fortissimè inviolabiliter observari. » Reg. Aragon. LXVIII Clementis VII, fol. 142 v^o.

2. Cette date est incertaine, de la façon la plus générale par le Reg. Aragon. LXV fol. 142 v^o : « Quo die domini Franciscus, divina gratia Narbonne archiepiscopus, dicit dicitur noster camerinus, vocavit de Aragonia pro quibus ad regem Francie monuit per ipsam domum nosse nosse » Cf. d'autre part le règlement cité par le P. Bénédict (*Archivarium Universitatis Parisiensis*, t. III n^o 1605,

canonistes¹. C'est peut-être là l'explication de l'embarras qu'éprouva Clément VII, à son tour, quand enfin les ambassadeurs français furent arrivés : la discussion, reprise le 21 mai, ne recommença pour tout de bon qu'onte semaines plus tard, après le retour du camerlingue². Il est vrai qu'à ce moment les droits de Clément VII semblaient remis en question par l'Université de Paris : je reviendrai plus tard sur ce grave incident, qui a pu contribuer aussi à paralyser momentanément les bonnes intentions du pape. Celui-ci, en tous cas, ne perdit point de temps à partir du 12 août 1394. Le texte de la cédula contenant ses conditions fut définitivement arrêté le 28 ; le 4 septembre, en congédiant les envoyés français, il leur remit pour le roi et son frère des missives qui n'étaient point, comme on l'a cru, de simples lettres de politesse, il annonçait, en même temps, l'envoi de nouveaux messagers, priait qu'on voulût bien les expédier promptement, et qu'on lui renvoyât des ambassadeurs munis, cette fois, de pleins pouvoirs pour conclure. Tout son désir était de mettre l'affaire le plus tôt possible en consistoire : « Car, » quant en lui est, la bezogne lui plect, » Bref, en 1394 comme en 1393, le moins pressé de faire aboutir les négociations n'était pas Clément VII.

En réalité, la cour de France n'était guère prête à entreprendre une conquête dont elle discutait vainement les résultats, et cela est si vrai que, dans les instructions de janvier 1394, le duc d'Orléans réclamait un délai de trois ou quatre ans. C'est qu'en effet de nouvelles rechutes semblaient avoir à tout jamais

1. Julien Lhuquet, auditeur des comptes du sacré Palais, qui avait reçu, le 2 mars 1393 florins 3 sols 2 deniers pour s'acheter quatre chevaux en vue de ce voyage. Pierre Blus, docteur en décret, et Raymond d'Albigeois, qui avaient touché la même somme. Le camerlingue lui-même avait reçu un acompte de 338 florins 20 sols (*introduit et exitus*, n° 371, fol. 160 r° et v°). Cf. les autres textes publiés par le P. Denifle (*Chartularium Universitatis Parisiensis*, t. III, p. 669).

2. L'absence du camerlingue est constatée dans les comptes pontificaux aux mois de juin, de juillet et même d'août 1394 (*introduit et exitus*, n° 371, fol. 166 v°, 169 v°, 171 r°). Il rentre à Avignon le 3 août (P. Denifle, *Chartularium*,..., t. III, n° 1443). C'est bien lui dont on attendait le retour à la cour d'Avignon, et non le « chancelier, » comme on l'a cru (P. Durrieu, *Le royaume d'Avignon*, p. 32). Par bulle du 13 mai, Clément VII lui avait assigné une pension de 20 francs d'or par jour (*Reg. Avenion. LXX Clementis VII* fol. 24 v°).

ruiné la santé de Charles VI. Le parti de la reine se montrait toujours hostile à l'alliance milanaise. Il est possible même que le duc de Bourgogne, jaloux de l'importance que prenait son neveu, ait commencé dès lors à lui faire une opposition sournoise, dont les preuves, il est vrai, restent encore à trouver¹. Mais surtout le duc d'Orléans, s'étant mis en tête de préluder à l'occupation du royaume d'Adria par une autre conquête, plus facile, qui n'intéressait que médiocrement la papauté : il s'agissait de répondre à l'appel d'une partie de la noblesse génoise qui, après s'être adressée au roi de France, se tournait vers le duc d'Orléans. Une expédition se préparait, le sire de Coucy la commandait, et la partie qui était sur le point de s'engager en Lagune absorbait, pour le moment, toute l'attention du frère du roi.

Ainsi, jusqu'à la dernière année de sa vie, Clément VII fut victime de mirages décevants. C'étaient Louis I^{er} d'Anjou, puis son jeune fils, ensuite Charles VI lui-même, ou le comte d'Armagnac, enfin Louis d'Orléans, qui le prenaient par la main pour le conduire à Rome, enseignes déployées. L'« intrus » cédait la place; l'Italie se prosternait, le monde saluait comme pape le pontife replacé sur le siège de saint Pierre. Mais, au moment où l'on croyait toucher à cette félicité, la vision disparaissait. La mort avait frappé le duc d'Anjou, le comte d'Armagnac; la politique ou la maladie enchaînaient Charles VI; Louis II n'avait que trop de soucis en son nouveau royaume, Louis d'Orléans se déroba. Tombé des hauteurs de son rêve, Clément VII se retrouvait chaque fois diminué, cloué sur le siège d'Avignon, réduit à se contenter d'une moitié de pouvoir, et placé dans une sorte d'infériorité par cela seul qu'il était exclu de la capitale du monde chrétien.

La France eût sans doute épargné au pape d'Avignon ces déboires, si elle eût mieux conservé les traditions du règne de Charles V. Mais les gouvernements qui se succédèrent après la mort du sage roi ne répugnaient ni aux entreprises coûteuses, ni

1. Malgré les ingénieuses recherches de M. E. Jarry, *La rose de fait* n. 1, p. 305 et sq.)

aux aventures lointaines, ni aux procédés violents. L'Italie en fit la triste expérience. La France ne se bornait plus à appeler discrètement l'attention des cités ou des princes étrangers sur les motifs qui lui semblaient militer en faveur de la légitimité du pape d'Avignon : la lance et le glaive étaient désormais ses arguments préférés; elle prétendait convertir *manu militari*. Lors même qu'elle se contentait d'agir par voie diplomatique, elle usait de séduction plutôt que de persuasion, moins soucieuse de convaincre que d'acheter les consciences.

L'emploi de cette politique nouvelle ne produisit point, au delà des Alpes, les résultats qu'on s'en était promis. Le succès des armes de Louis II repleça, il est vrai, officiellement du moins, la plus grande partie du royaume de Sicile sous l'autorité élémentine. Mais l'Italie, d'une manière générale, demeura, dans le domaine spirituel, fidèle au pontife de Rome.

CHAPITRE IV

LE PAPE D'AVIGNON REÇU EN ESPAGNE, EN ORIENT ET EN FLANDRE. RÔLE DU DUC DE BOURGOGNE

Si l'on se bornait à étudier l'histoire du schisme en Italie, l'on serait fatalement amené à croire que la puissance de Clément VII avait atteint son apogée sous Charles V. Il en fut autrement. Le règne de Charles VI vit, en réalité, le parti clémentin s'étendre en diverses contrées.

Ces nouveaux succès ne seraient-ils pas dus à une pression exercée par le gouvernement de la France ? Dans ce cas, ne prouveraient-ils point, je ne dis pas la légitimité, mais du moins l'efficacité des procédés violents qui furent en honneur à la cour des Valois à partir de 1380 ? L'examen de cette question délicate va nous conduire successivement en Espagne, en Orient et dans le comté de Flandre.

I

On se souvient des perspectives brillantes qui semblaient s'ouvrir pour le parti clémentin dans la péninsule ibérique au moment de la mort de Charles V. Le Portugal s'étant déjà déclaré pour Clément. Les autres rois chrétiens n'avaient pas dit leur dernier

mot : mais déjà, sous l'apparence de la neutralité, ils laissaient voir une préférence plus ou moins marquée pour le parti du pape d'Avignon.

Le roi de Castille, dont on se rappelle l'attitude calme et réfléchie, fut le premier à franchir le pas décisif. À voir le soin méticuleux avec lequel, au préalable, il tenta de s'éclairer, j'ai peine à croire que sa détermination ait été uniquement dictée par des intérêts politiques.

L'enquête faite par son ordre en Avignon et à Rome avait fourni une base solide à la discussion¹ qui s'ouvrit, en sa présence², à Medina del Campo. Tenir la balance égale entre les deux partis paraît avoir été, des lors, son unique rôle³. Le 23 novembre 1380, Pierre de Luna parla en faveur de Clément VII ; le 25, François d'Urbain plaida pour Urbain VI⁴. Les 26 et 27, dépôt des deux *Laus*, ou récits officiels rédigés de part et d'autre

1. M. Boucheon (*Des Populambles von Bonifaz VIII bis Urban VI und der Entstehung des Schismas 1378*, p. 103) semble attacher peu d'importance aux témoignages recueillis au cours de l'enquête de Castille, et il en donne plusieurs raisons. La principale ne serait-elle pas qu'il ne les connaît ni-même que par les extraits qu'en ont publiés Rinaldi ou Baluze ? — L'évêque de Zamora avait, par ordre du roi, fait le voyage de Nîmes dans l'espoir de décider les cardinaux de Florence et de Milan à venir déposer en Castille : *Idem papatum*, t. II, c. 375. C'est par erreur que dans ses *Sales* (t. I, c. 1048), Baluze fait intervenir ici l'évêque d'Osma. D'ailleurs, l'évêque de Zamora put rapporter en Castille la deposition des deux cardinaux italiens, mais que leurs réponses aux « doutes » de l'archevêque de Tolède.

2. Circonstance contestée par P.-B. Gams (*Die Kirchengeschichte von Spanien*, t. III 1^{re} partie, p. 387).

3. J'emprunte les détails qui concernent ce procès verbal authentique de l'assemblée de Medina del Campo dressé, sur l'ordre du roi Jean lui-même, par le notaire apostolique Pedro Fernandez de Pinon, archidiaque de l'église de Palencia (v. la note placée à la fin du ms.). Afin de rendre impossible toute interpolation, le recto et le verso de chacun des 377 feuillets qui composent ce volume ont été encadrés d'une ligne qui suit exactement le contour de la partie écrite et qui aboutit, au bas de la marge inférieure, à la signature de Pedro. Ce notaire avait assisté à tous les actes de l'assemblée, en compagnie d'un de ses confrères, et les avait recueillis dans son protocole. Le seul manuscrit qui est son œuvre a été trouvé à Ferriscola, dans la bibliothèque de Pierre de Luna, donné par le cardinal de Foix au collège que ce prélat venait de fonder à Toulouse, puis acquis, au XVII^e siècle, par Charles de Montbail, archevêque de Toulouse, par Alexandre Pezou, et par le président Achille de Harlay ; il est conservé aujourd'hui à la Bibliothèque nationale, sous le n° 11765 du fonds latin.

4. Ms. cit., fol. 4-9. — D. Martens et D. Durand ont publié que la dernière partie de ce discours d'après un ms. du collège de Saint-Jérôme de Dole (*Theaurus novus thesaurorum*, t. II, c. 1081 bis).

Chacune de ces narrations, complétée à dessein, fut découpée en un certain nombre d'articles, qui fournirent la matière de près de deux cents questions, successivement posées à trente-quatre prélats ou clercs espagnols qui, pour la plupart, s'étaient trouvés à Rome au moment du conclave d'Urbain VI : ainsi pas un des faits, pas une des circonstances alléguées en faveur de l'un ou de l'autre pape n'échappèrent au contrôle de témoins réputés suffisamment impartiaux. Tandis qu'une commission de vingt-trois canonistes ou prélats assermentés procédait à cet interrogatoire (il ne dura pas moins de quatre mois, treize témoins espagnols furent invités à consigner leurs solutions par écrit. Les représentants officiels de chaque pape furent confrontés avec le texte du *Casus* de la partie adverse¹, une discussion contradictoire s'engagea entre eux, en la présence du roi ou de ses conseillers². Enfin ces derniers prirent la peine de relever dans l'ensemble des dépositions tout ce qui militait en faveur soit de la première soit de la seconde élection³. Alors seulement le clergé de Castille fut invité à se prononcer. Son vote, dit-on, fut unanime : ce dont il y a lieu de s'étonner, car l'examen attentif des pièces du procès conduirait aujourd'hui un lecteur impartial, sinon à la conclusion contraire, au moins à la conviction qu'aucune conclusion ne s'impose. Quoi qu'il en soit, le 19 mai 1381, à l'issue de la grand messe célébrée en la cathédrale de Salamanque, le roi Jean fit lire devant le clergé, la noblesse et le peuple une déclaration, conforme au vote de l'assemblée, enjoignant à ses sujets de Cas-

1. Leurs explications et leurs déclarations, singulièrement instructives m'ont été d'un grand secours pour la reconstitution des faits (v. ms. cit., fol. 258 v^o et sq., et plus haut, t. I, p. 29 et sq.).

2. Le 23 mars et six jours suivants V ms. latin 1470 fol. 129 et sq., ms. latin 9724, fol. 85-101. — Ce dernier ms. contient, en outre (fol. 142 v^o-153 v^o), des *Allegationes solennissime domini cardinalis de Luna contra regem et eumque Francie* (à son caselle). Enfin d'autres allégations développées en présence du roi et du conseil de Castille, notamment les 29 et 30 mars et le 1^{er} avril 1381, par Bonifacio degli Ammannati, professeur de droit, avocat fiscal de Clément VII se trouvant, à la Bibliothèque, dans le ms. latin 1470 (fol. 142 et sq., 153 v^o-155 v^o, 156 v^o-163 r^o, 162-286), et dans le ms. latin 9724 (fol. 108-142).

3. Ms. latin 11745 fol. 369 v^o-274. — Le résumé final des points acquis aux cardinaux a été donné par D. Martène d'après le ms. déjà cité de Bole (*Thesaurus novus anecdotorum*, t. II c. 109 v. 16^o 8).

tulle et de Léon de reconnaître Clément VII sous peine d'encourir l'indignation royale¹.

Cet ordre fut obéi, quelques objections qu'il soulevât². Il se produisit même un fait qui impressionna vivement les esprits, bien qu'on y ait au fond attaché peut-être trop d'importance. Gutierre Gomez de Luna, un des membres de la députation urbaniste, prétendit que la délibération et le vote de l'assemblée lui avaient ouvert les yeux : en conséquence, le jour même et à la suite de la déclaration du roi, il se démit des fonctions de légat, et déposa le chapeau qu'il avait reçu des mains du pape de Rome³. Il est bon d'ajouter que Gutierre Gomez appartenait à une vieille famille castillane, qu'il devait sa haute situation dans l'église à la recommandation de Henri de Trastamare, et qu'à ce double titre, il était, pour ainsi dire, obligé de donner l'exemple de l'obéissance à Jean I^{er}. D'ailleurs, Clément VII s'empressa de lui rendre le chapeau dont il venait fort à propos de faire le sacrifice⁴.

La déclaration de la Castille n'en était pas moins pour Clément VII un triomphe éclatant. Les 34 florins 8 sols dont le pape d'Avignon gratifia le porteur de la nouvelle⁵, et les 83 florins 26 sols qu'il fit remettre, par la même occasion, à un envoyé de l'archevêque de Saragosse⁶, ne sont que de faibles marques du

1. Baluze, t. II, c. 920.

2. Cf. Ayala, *Cronica del rey D. Juan I* (*Cronica de los reyes de Castilla*, t. II) p. 71 75, Fernand Lopez, *Chronica del rey D. Fernando* (*Collecção de livros inéditos de historia portugueza*, t. IV), p. 377. — Quarante prélats espagnols se déposèrent publiquement des anneaux qu'ils avaient eue des mains d'Urban VI (L. Fumi, *Codex diplomaticus d'Orvieta*, p. 588).

3. Baluze, t. I c. 1298, L. Fumi, *lucro cxi*, lettre écrite, le jour même, par l'évêque de Pesaro et par Bonifacio degli Ammannati (*Thesaurus novus anecdotorum*, t. II c. 1016).

4. Cette seconde promotion eut lieu, au plus tard, le 26 juillet 1501. A cette date je trouve une série de bulles de Clément VII concédant au cardinal Gomez 1^o le droit de donner au peuple, à certains moments, la bénédiction solennelle 2^o celui de faire célébrer la messe ou de présenter avant le lever du jour ou dans des lieux fréquents d'interdit 3^o celui d'avoir un autel portatif; 4^o celui de se choisir un confesseur 5^o le droit de tester (Arch. du Vatican, *Reg.* 293, fol. 23 v^o 24 r^o).

5. Arch. du Vatican, *Introsus et exitus* n^o 351, fol. 105 r^o (sous la date du 11 juin). C'est ce messager peut-être qui apporte au pape la lettre triomphante de l'évêque de Paris et de Bonifacio degli Ammannati (*Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, c. 1008).

6. *Introsus et exitus*, n^o 354, fol. 105 v^o (sous la date du 8 juin) — Même jour, le 8 juin, à un familier du duc de Gironne, qui apportait au pape des lettres de son maître.

contentement qu'il en éprouva. Ses chevaucheurs s'élancèrent aussitôt dans toutes les directions; celui qui était chargé de renseigner Charles VI dut faire en trois jours le trajet d'Avignon à Paris¹. Il n'est pas jusqu'aux habitants de la petite ville de Montefiascone qui ne se soient vus invités à admirer en Jean de Castille la prudence d'un « nouveau Salomon. » Déjà l'on publiait, non sans exagération, que les deux tiers de la chrétienté obéissaient à Clément VII².

Cependant ce triomphe passe auprès de certaines gens — urbanistes chagrins³, érudits soupçonneux — pour un résultat des intrigues auxquelles se serait livrée la France. Un savant allemand a expliqué qu'à la veille de lutter contre les forces réunies du Portugal et de l'Angleterre, le roi de Castille avait dû sentir le besoin de s'assurer à tout prix l'appui de Charles VI⁴. Mais, si tel était le but que poursuivait Jean I^{er} en reconnaissant Clément VII, la déclaration de Salamanque devrait être, semble-t-il, antérieure aux pourparlers que le roi Jean entama avec la cour de France. Le contraire a eu lieu. Les ambassadeurs de Castille sollicitèrent, disons mieux, obtinrent, à Bicêtre, le renouvellement des alliances entre les deux royaumes dès le 22 avril 1381⁵, un mois par conséquent avant la déclaration du roi Jean. Il est peu probable

1. *Introitus et exitus*, n° 354, fol. 101-102, 103 v° (sous les dates du 30 mai et du 3 juin). — C'est l'exemple de célérité le plus remarquable qu'on puisse citer pour cette époque. Le P. Ehrle (*Neue Materialien zur Geschichte Peters von Luna*, dans *Archiv für Literatur und Kirchen-Geschichte*, t. VI, 1891, p. 149, note 1) n'a relevé que l'exemple d'un courrier effectuant en même trajet en dix jours.

2. Lettre du 4 juin 1381 (et non 1380 comme le veut l'éditeur) écrite par un cardinal aux primurs et à la ville de Montefiascone (L. Fumi, *op. cit.*, p. 368). — Un exemplaire de la déclaration de Salamanque fut également envoyé à la ville d'Aix-en-Provence, c'est un cahier de papier, moult autrefois de deux sceaux et portant comme adresse : « Nobilibus et circumspectis viris domini iudicis et consulis honorabilis civitatis Aquensis, domini et amici suis. » (Bibl. nat., ms. Dapuy 657, fol. 274-276.)

3. V. la prédiction faite au roi Jean par un saint homme portugais en mai de l'an 1381 (*De conformitate vite B. Francisci ad vitam domini Jean d'Arcei redemptoris nostri liber editus a fratre Bartholomeo de Piam*, fol. 72 v°).

4. H. Sachse, *Die Papstwahlten...*, p. 102. Cf. F.-W. Schirrmacher *Geschichte von Spanien*, t. VI (Göttingen, 1893, in-8°), p. 25, et Craghton, *A history of the papacy during the period of the reformation*, t. 3, p. 96.

5. *Arch. nat.*, J 403, n° 81. Douët d'Arcq, t. I, p. 14. Rysner t. III, pars II, p. 111.

que Charles VI ait fait de la reconnaissance de Clément VII par la Castille une des conditions du traité. Les Valois eurent le bon goût de n'intervenir dans les débats de Medina del Campo que pour y faire présenter par des canonistes de leur choix des considérations juridiques. Ainsi, le 2 avril, le clergé castillan entendit Èvarard de Trezagon et Pierre de Thury, ambassadeurs du roi de France¹. L'évêque d'Amiens faisait sans doute partie de la même députation², le savant discours qu'il prononça en présence du roi Jean subsiste³ ainsi que les allégations d'un envoyé du duc d'Anjou l'avocat Jean d'Amenson⁴. On n'y découvre pas la moindre allusion politique. Les oncles de Charles VI avaient imité, cette fois, la discrétion de Charles V : ils ne s'étaient probablement rendus coupables d'aucune pression ni sur le roi, ni sur le clergé de Castille⁵.

1. Bibl. nat., ms. latin 1470, fol. 163-176. Cf. Baluze, l. II, c. 1203, 1204.

2. C'est bien ce qui semble résulter de l'éloge de ce prélat composé par Philippe de Mézières, « Ut in cunctis predictis generali fero G et XX virorum illustrium regumque yspanorum, catholice etc) regis Castelle presente et cardinalibus clementinis et barrensis presentibus, de electionibus septuaginta numerorum pontificum questione fero per duos annos maturius ventilata, opinionem serietate tanti doctoris, iurum ambulatoris, episcopi Ambianensis, suorumque amicorum in tanto consilio sepius referentis et in statuta maturius appensa omnes una voce concluderunt et, nemine contradicente, leio animo acclamaverunt Clementem verum pontificem et Barrensem intrusum, dequendo Ambianensem » *Tractatus quidam de B. Maria conseruans ecclesiam Ambianensem*, Bibl. nat., ms. latin 1454, fol. 20 r.) — L est à remarquer que, plus tard, Boniface IX rangeait Jean Roland parmi les principaux instigateurs de la déclaration de Salamanque (Rinald, l. VIII, p. 30).

3. *Allegata coram rege a stelle domini episcopi Ambianensis pro domino Clemente in fauore Seismatis. Inc.* « Circa primum dubium quo queritur... » (Bibl. nat., ms. latin 1469, fol. 53 r.-59 v.). — La même argumentation se lit dans le ms. latin 8724, fol. 46-53, elle y est précédée de deux titres dont l'un atteste également le discours à l'évêque d'Amiens, mais dont l'autre serait de nature à induire en erreur : *Allegaciones pro Clemente papa VII coram rege et consilio Francie. Item Castelle*.

4. Bibl. nat., ms. latin 1470, fol. 176 r.-181 r., ms. latin 8724, fol. 103 v.-107 v.

5. V les conditions que le roi Jean aurait en quelque sorte imposées au pape d'Avignon (Rinaldi, t. VII, p. 637. Le 6 septembre 1381, Clément VII fait droit à une requête de Jean Marlinen de Bains ambassadeur du « son cher fils » le roi Jean (Arch. du Vatican, *Liber supplicacionum Clementis VII ead. III*, fol. 146 r.). Il accède au roi la dixième partie des décimes Ferreras, *Histoire générale d'Espagne*, t. V, p. 680). Plus tard, les 6 et 11 novembre 1384, le 12 février et le 28 mars 1385, il répond aux notes que lui présentent quatre ambassadeurs du même prince, Teodoro Gonzalez, Pierre

Si l'on veut voir l'effet d'une pression violente, il faut se transporter de Castille en Portugal¹ : mais la responsabilité de cet excès de pouvoir ne pèse pas sur la France. Le résultat n'en fut rien moins que favorable au parti clémentin.

A peine le roi Ferdinand de Portugal avait-il reconnu le pape d'Avignon et notifié cette décision à Charles V, qu'il traitait secrètement avec le duc de Lancastre en vue d'envahir la Castille². En vertu de cet accord, le comte de Cambridge, avec une troupe de 3 000 Anglais, débarqua à Lisbonne (19 juillet 1381). Des lors, le Portugal fut obligé de subir les lois de l'Angleterre. Une des conséquences de cet envahissement fut l'abjuration de Ferdinand. En dépit des efforts du cardinal de Luna, qui, après avoir obtenu l'adhésion de la Castille, se flattait de conjurer l'apostasie du Portugal³, le roi, éclairé, nous dit-on, par les avis de ses clercs, se rendit en la cathédrale de Braga et, après avoir prêté serment sur une hostie, déclara tenir Urbain pour le pape légitime (29 août)⁴. Disons à sa décharge que cette démarche répondait aux vœux d'un grand nombre de ses sujets⁵, et que le parti urbaniste con-
plait en Por-

Lopes d'Ayala, Jean, évêque de Calahorra, et Jean Manet, chevalier (*Liber supplicacionum Clementis VII*, nouv. VII pars 1, fol. 1 v°, 4 r°, 12 v°, 104 v° et 114 v°). Le subside octroyé à Clément VII par le clergé castillan rapporté, durant les mois de février, de mars et d'avril 1384, près de 7 000 florins de Chambre *Introduitos et exatos*, n° 360, aux dates du 17 février, du 19 mars et du 7 avril). D'ailleurs, la chambre apostolique d'Avignon ne croyait pas devoir envoyer en 1383-84, moins de trois collecteurs en Castille : un pour les diocèses de Seville, de Tolède, d'Avila, de Ségovie, d'Ossma, de Sigüenza, de Badajoz, de Carthagène, de Cordoue, de Jéna, de Plasencia, de Cadix, un pour ceux de Burgos, de Compostelle, d'Orense, de Tuy, de Lugo, de Mondoñedo, de Ciudad Rodrigo, de Coria, de Palencia, de Zamora, de Salamanque, de Léon, d'Astorga et d'Oviedo : mais un troisième pour le diocèse de Comen (*Reg.* 308).

1. Santarém, *Quadro elementar das relações politicas e diplomaticas de Portugal com os diversos governos do mundo*, t. I, p. 340, Ruyter, Fiedera, t. IV, p. 24.

2. Un discours prononcé par Pierre de Luna, à Santarém, en présence des conseillers du roi de Portugal, se trouve dans le ms. XVI/9 (fol. 32-38, de la Bibl. Barberini). L'analyse qu'en donne le P. Fages dans son *Histoire de saint Vincent Ferrer*, t. I, p. 119 ; on peut y lire aussi (fol. 98-113 les objections soulevées par les prélats portugais (Rinaldi, t. VII, p. 618). Saint Vincent Ferrer prit part à cette discussion (P. Fages, *op. cit.*, p. 120).

3. Fernand Lopes, *loc. cit.*, p. 408.

4. Dès le 13 juin 1381, Urbain VI avait un collecteur apostolique en Portugal en la personne du doyen de l'église de Silves (*Arch. du Vatican, Reg.* 210, fol. 117 v°).

tugal, entre autres membres influents, l'archevêque de Braga¹.

Néanmoins, la nouvelle attitude de Ferdinand dura tout juste autant que la guerre de Castille et que le séjour des Anglais dans la péninsule ibérique. Une fois la paix faite avec le roi Jean et les Anglais rapatriés, les idées de Ferdinand reprirent un autre cours. Rien ne l'empêcha plus de prêter l'oreille aux remontrances de Pierre de Luna; les arguments qui l'avaient jadis impressionné à Évora retrouvèrent toute leur force, et, pour la seconde fois, l'évêque Martin de Lisbonne reçut l'ordre de faire le voyage d'Avignon, afin d'aller déposer aux pieds de Clément VII, de la part de Ferdinand, des assurances formelles d'un inébranlable attachement².

Le roi de Portugal ne fut pas maître de poursuivre la série de ses évolutions : il mourut au mois d'octobre 1383.

Sa fille et héritière venait d'épouser le roi de Castille, en sorte qu'un moment on put croire à la réunion effective des deux sceptres en la main de Jean I^{er} : eût été tout profit pour le pape d'Avignon.

Mais le sentiment public se prononça énergiquement contre cette sorte d'annexion du Portugal à la Castille. Des troubles éclatèrent, une des premières victimes de l'émeute fut un des hauts représentants du parti clémentin, l'évêque Martin de Lisbonne, que son origine castillane désignait plus que nul autre à la vengeance

1 Ce prélat apparaît comme le principal champion du pape de Rome en Portugal, de même que Martin, évêque de Silves, puis de Lisbonne, y est le plus chaud partisan du pape d'Avignon. C'est ainsi que, le 17 mars 1381, l'archevêque Laurent de Braga est nommé par Urbain V collecteur apostolique en Portugal avec un chanoine de Lisbonne (Arch. du Vatican, *Reg.* 310, fol. 203 r^o). Il y avait, d'ailleurs, antagonisme entre ces deux prélats. Martin, évêque de Silves, avait signé au nombre des juges délégués qui, du temps de Grégoire XI, portèrent contre l'archevêque de Braga une condamnation qu'Urbain VI fit cesser le 16 février 1379 (D. Rodrigo da Cunha, *Historia eclesiastica dos archiepos de Braga*, Braga, 1835, in-fol., t. II, p. 194, 196; Baluze, t. I, p. 1436, 1435). Le 23 mai 1384, Clément VII essaya de remplacer l'archevêque Laurent par le chanoine Pierre sur le siège de Braga (K. Eubel, *Des Pensions praelatorum*, p. 424).

2 Fernand Lopes, p. 483. — L'évêché de Coimbra étant devenu vacant, Clément VII y transféra Amé, évêque de Pesaro, par bulle du 28 janvier 1383 (K. Eubel, *ibid.* cit.).

populaire 6 décembre 1384)¹. Finalement, le trône de Portugal demeura aux mains d'un bâtard de Pierre I^{er}. Jean, grand maître de l'ordre d'Aviz. Ce nouveau roi, ayant à se défendre contre les prétentions du roi de Castille, ne manqua pas de s'allier à tous les adversaires politiques et religieux de Jean I^{er} : c'est assez dire qu'il rechercha l'amitié des Anglais et qu'il embrassa le parti d'Urbain VI. Le pape de Rome, de son côté, poursuivait de sa rancune l'auteur de la déclaration de Samanieu. Il avait prononcé la déposition du roi de Castille ; il alla jusqu'à faire prêcher la croisade contre lui, et decerna au duc de Lancastre, chargé du commandement suprême, le titre de gonfalonier de l'Église². Avant la fameuse bataille d'Aljubarrota, qui ruina pour toujours les espérances du roi de Castille, on vit, dans l'un des camps, l'archevêque de Braga, dans l'autre, deux évêques et des frères Prêcheurs promettre, au nom des papes, des indulgences à ces chrétiens qui s'apprêtaient à s'entre-tuer (14 août 1385)³. La fortune de la guerre favorisa Urbain. Le Portugal se trouva soustrait définitivement à l'autorité clémentine⁴.

1. Ayala p. 86. Duarte Nunes de Leão, *Cronica del rey João I, ed. Rodrigo da Cunha* (Lisbonne, 1788. in-4°) t. I p. 24. — Il se pourrait que Clément VII, ignorant cette mort, eût compris l'évêque de Lisbonne, dans la promotion du cardinalat qu'il fit le 22 décembre de la même année (v. Baluze, t. I, c. 1301). — Il existe une bulle d'Urbain VI, datée de Gênes, le 4 novembre 1385, qui accorde l'absolution aux meurtriers de l'évêque de Lisbonne; leur emportement est mis sur le compte d'un zèle pieux (« zelo devotissime ecclesie »), et leurs victimes « car, avec l'évêque, ils avaient tué, paraît-il, le prêtre Domingue Yeloso » sont traitées de schismatiques qui propalaient de fausses nouvelles aux chrétiens (J. Soares da Sylva, *Memorias para a vida del rey D. João I*, Lisbonne, 1734. in-4°, t. IV, p. 17). C'est vers cette époque que Jean le Févre, évêque de Chartres, fut envoyé en Portugal par Charles VI et par les ducs de Berry et de Bourgogne sans doute pour y défendre les intérêts français et clémentins. Sa mission se prolongea jusqu'au mois de juin 1386 (*Journal de Jean le Févre* t. I, p. 51-53, 54).

2. Bulles du 28 mars 1383, du 31 mars et du 8 avril 1383 (Rinnaldi t. VII, p. 463, 457, 471).

3. Duarte Nunes de Leão, *Cronica del rey João I*, t. I, p. 231, Fernand Lopez, *Cronica del rey dom Janina I* (éd. A. Alvarez Lisbonne, 1662, in-fol.) p. 107. — Le roi de Castille recourut à Clément VII, qui lui écrivit pour le consoler de son malheur (Ayala, p. 107, 108), et qui, plus tard (20 janvier 1386), lui abandonna le produit des décimes (Arch. du Vatican, *Reg.* 299 fol. 69 v°). Il s'adressa aussi à Charles VI qui en 1387 ordonna la levée d'une aide destinée à secourir son allié, envoya 2 000 hommes en Castille sous les ordres du duc de Bourbon (E. Lavey, *La course de fait s.*, p. 229).

4. Urbain VI y avait pour collecteurs apostoliques, en 1386, Lourenço, archevêque de Braga, et Jean, évêque de Lisbonne (bulle du 25 octobre, datée de Gênes, Arch.

de Bragança et de Grand Schisme.

56

Ainsi le pape de Rome avait pris sa revanche. Il semblait que Clément VII ne pût faire un pas en avant sans être obligé d'en faire un autre aussitôt en arrière.

Mais bientôt l'Aragon suivit l'exemple de la Castille; l'avantage demeura au parti clémentin — c'est ce qu'il convient d'expliquer sommairement.

Le vieux roi Pierre d'Aragon, qui n'était pas sans avoir fait quelques avances à Clément VII (j'en ai fourni plus haut la preuve¹, s'était gardé de rompre avec le pape de Rome. S'agissant-il d'arracher l'Amagoutse aux Génois, d'arrêter un mouvement séditionnaire en Sardaigne, d'obtenir une pension pour la reine

du Val-de-Arce *Reg.* 211, fol. 2 v^o). Pinetart, Bonifacio IX, par bulle du 27 janvier 1300, accorda au roi Jean I^{er} de Portugal les dispenses nécessaires pour son mariage, déjà consommé, avec Philippa, fille du duc de Lancastre, le releva de tous les vœux qu'il avait pris comme religieux de l'ordre de Calatrava, légitima son avènement et lui pardonna la connexité qu'il aurait pu prêter à Robert de Genève (*J. Bascris de Sylve, op. cit.*, t. IV, p. 54; cf. *Ferreras*, t. V, p. 143). En revanche, le roi Jean envoya deux galères au service de Boniface IX, qu'on nomma capitaines un certain Bernard de Perpignan (bulle datée du Vatican, le 21 octobre 1301, *Arch. du Vatican, Reg.* 312, fol. 103 r^o). La même année, Boniface IX envoya en Portugal, ainsi qu'en Languedoc, François, évêque de Poussieux, avec autorisation du donner l'absolution aux clercs repentants (bulle datée du Vatican, le 24 décembre 1301, *ibid.*, fol. 277 v^o). Le Portugal servait alors d'asile aux urbanistes de Castille. D. Rodrigo da Cunha, *op. cit.*, t. II, p. 204, 205). — Quant au pape d'Avignon, le 13 juin 1304, il avait encore sévi contre le doyen de Lisbonne Alvar Velazquez d'Azavedo, coupable d'avoir contracté un mariage par paroles de présent, et avait disposé de ses bénéfices en faveur de Jean Flameng, fils du fameux diplomate Raymond Bernard Flameng, arch. du Vatican *Liber applicationum Clementis VII antip. anno VII*, fol. 85 v^o); le 1^{er} avril 1305, il avait encore concédé diverses faveurs à l'écuyer de Lisbonne Raymond de Bivota, « qu'il comptait au nombre de ses chapelains, et qui remplissait, en son nom, les fonctions de collecteur apostolique de Portugal (*Arch. du Vatican, Reg.* 216, fol. 8 v^o, 9 v^o). Mais il ne tarda pas à rompre toutes relations avec ce pays par deux fois infidèle à sa cause et ne se laissa plus que gratifier de la croix d'or (*E. Hauré, L'antipape Clément VII dans le Brève archiepiscopale, 2^e série*, t. XI, p. 176), puis d'une somme de 50 florins (avril 1304), au infant de Portugal qui pouvait bien être dom Denis, fils du Pierre I^{er} et d'Inès de Castro, prince marié à une fille naturelle de Henri de Trastamare *Instrum. et cartul.* n^o 21, fol. 103 r^o).

1. T. I, p. 217-18. — C'est à lui que, vers le 20 décembre 1302, Clément VII envoie un concilier, avec des lettres et des bulles, vers le roi d'Aragon, en même temps que vers le roi de Castille, vers le duc et le duchesse de Gironne et vers le cardinal de Loria, arch. du Vatican *Instrum. et cartul.* n^o 305, fol. 101 r^o). Le 18 août 1305, il lui comptait 20 florins à l'évêque de Pisane, qu'il envoie vers le roi d'Aragon (*Instrum. et cartul.*, n^o 309, fol. 198 r^o).

de Chypre? il écrivait à Urbain VI¹. Une fois même, il lui mit le marché à la main. On voulait qu'il se déclarât pour le pape ital en? Il lui fallait, en ce cas, l'investiture de l'île de Sicile, la remise du cens dû au saint-siège pour la possession de la Sardaigne, la reconnaissance d'un droit de patronage étendu, l'abandon des décimes pour un laps de dix ans, l'érection de deux nouveaux évêchés². L'échec de cette négociation engagea-t-il le roi Pierre IV à reporter ses espérances sur Clément VII? Ou bien l'âge, la maladie lui inspirèrent-ils le désir de se mettre en règle avec le pape légitime quel qu'il fût? Dans tous les cas, il éprouva le besoin de parfaire l'enquête commencée en 1380. Deux légistes, par son ordre, partirent pour Avignon et procédèrent, du mois de mai au mois d'août 1386, à l'interrogatoire des cardinaux de Florence, de Viviers, de Glandève, de Poitiers, de Marmontier, de Saint-Ange, de Vergne et d'Aigrefeuille, de Gilles Bellemère, de Conrad Heinrich, etc³. A leur retour septembre 1386)⁴, on consulta de nouveau les canonistes du royaume d'Aragon, et, sous la double influence du grand maître de Rhodes et de la reine Sibilla, Pierre IV aurait peut-être fini par se déclarer en faveur de Clément : mais la mort le prévint (5 janvier 1387).

1 Zurita. *Los annales de la corona de Aragon* t. II, fol. 380 r. L. de Mrs Latrie. *Histoire de l'île de Chypre*, t. III, p. 783-769, 770. — En 1383 Bonifacio degli Ammanni avait trouvé l'influence urbanienne prédominante à la cour d'Aragon. Baluze. *Vita papae urbane* t. I c. 1340).

2 Zurita. *loc. cit.* Clément. *Rélativement à II*.

3 Zurita. fol. 392 v. Baluze. t. I c. 1053, 1263. L. Cuyet. *op. cit.*, t. I. pages 303 p. 137, 68-76, 81-94, 97-107, 111-124, 138-162, 165. — On peut remarquer certaines divergences entre les dépositions et celles que les mêmes cardinaux avaient faites six années auparavant. cf. *Bibliothèque de l'école des Chartes* t. LV 1880 p. 149).

4. Les comptes du pape mentionnent, aux dates du 28 et du 30 août 1386, les missions confiées par Clément VII à un capitaine de compagnie Guillelme de Sanhes, et à un clerc du diocèse d'Angoulême. Nicolas de Vaux, ces hommes partirent avec les ambassadeurs du roi d'Aragon. Le premier doit les escorter avec 50 lances jusqu'à Narbonne le second les accompagner jusqu'à Perpignan. Le 7 septembre, l'est question d'un courrier que le pape envoie au roi Pierre IV. Arch. du Vatican. *Introduit et cardus*, n° 360. fol. 134 v°, 135 r° et 135 r°.

5 Zurita. *loc. cit.* *Vita prima Clementis VII* c. 517. — Les réponses des suppliques adressées par la reine Sibilla au pape d'Avignon, dont la réponse favorable est datée du 12 décembre 1381. Arch. du Vatican. *Liber supplicationum Clementis VII anap.*, ann. 13 mars n. fol. 13 r°.

Froissart prétend qu'avant de mourir, Pierre fit venir ses deux fils et leur recommanda, dans la question du schisme, une grande circonspection : « J'ay toujours tenu la neutralité, dit-il. Encore » veul-je que vous la tenes jusques à tant que la détermination » vous appera plus clèrement. » — « Monseigneur, répondirent- » ils, nous le ferons tres volentiers¹. » Cette anecdote, reproduite par la plupart des historiens, me paraît mériter assez peu de créance. L'un des deux princes mis en scène, l'infant Jean, était alors éloigné de son père, et si malade lui-même que, malgré les graves nouvelles reçues de Barcelone, il ne quitta pas Hostalrich, dans le diocèse de Girone². Le codicille de Pierre IV dénote, d'ailleurs, chez le vieux roi le désir que l'enquête aboutisse : le prince recommande expressément à son successeur de faire passer les témoignages recueillis de part et d'autre, et, après avoir consulté prélats, religieux, barons et représentants des villes, de déclarer auquel des deux papes il convient d'obéir³. Le nouveau roi, pour se conformer aux instructions paternelles devait forcément, un jour ou l'autre, renoncer à la neutralité.

On sait déjà de quel côté penchait Jean d'Aragon lorsqu'il n'était encore que duc de Girone⁴. A l'en croire, il s'était fait de bonne heure sur la question du schisme une opinion raisonnée, qu'il eut la satisfaction de voir confirmée par le résultat des enquêtes entreprises en France, en Portugal et en Castille. Il recuanut dès lors dans le secret de sa conscience le pape d'Avignon, et rédigea en ce sens une profession de foi qu'il tint secrète jusqu'à la mort de son père. Au surplus, les relations cordiales qu'il entretenait avec la maison de France ne pouvaient que l'en-

1 Froissart (éd. Kervyn de Lettenhove) t. XII p. 39.

2 M. Carbonell, *Chroniques de Espanya*, fol. 264 r°.

3 Zurita, fol. 308 v°, 392 v°.

4 V. notre tome I p. 212. — Je puis encore citer une supplique de Jean, duc de Girone, à laquelle Clément VII répondit sous la date du 9 mars 1381 (*Liber supplicacionum Clementis VII antip. an. III* fol. 63 v°). Le 8 juin de la même année, le pape accorda une gratification de 83 florins 26 sols à un familier du duc de Girone qui lui avait apporté une lettre de son maître contenant « certaines nouvelles » (*Indroitus et exilus* n. 355, fol. 103 v°). Enfin vers le 18 août 1383, Clément envoya au duc de Girone un de ses écuyers et l'un de ses pénitenciers Pierre d'Orange (*Introduitus et exilus* n. 358 fol. 128 r°).

courager à persévérer dans cette voie¹. Un de ses premiers soins après son avènement fut de conclure une alliance avec Charles VI², il maria plus tard sa fille au jeune Louis II d'Anjou³. Sa femme enfin étant Yolande de Bar, nièce de Charles V, qui, une fois sur le trône, se vit invitée par ses parents, par les cardinaux d'Avignon et par Clément VII lui-même (tel est du moins le récit de Froissart⁴) à faire servir son influence au triomphe de « la bonne cause. » J'imagine qu'elle n'eut pas de grands efforts à faire. Dès le 21 février 1387, le nouveau roi d'Aragon publiait le résultat de l'enquête commencée par son père et ordonnant à ses sujets d'obéir à Clément⁵.

Dès lors, le cardinal de Luna joua un rôle encore plus actif que par le passé en Aragon⁶. L'évêque Jacques de Valence, proche parent du roi, accepta le chapeau que Clément lui avait offert dès

1. C'est ainsi qu'en mois de novembre 1381, il avait fait présent à Charles VI d'une mappemonde (E.-T. Hamy *Cronique de Jean*, dans le *Bulletin de géographie historique et descriptive* publié par le Comité des travaux historiques en 1891, p. 319).

2. Dès le 27 janvier 1387 Charles VI donna de pleins pouvoirs à Roger d'Espagne, seigneur de Montespan, amiral de Carrouge et à Pierre Fresnel pour conclure toutes sortes d'alliances avec Jean I^{er} roi d'Aragon. Une alliance défensive et offensive fut, en effet, conclue par les soins de ces deux ambassadeurs, à Barcelone, le 31 avril suivant, en la présence de Pierre de Luna (Arch. nat., J 591 n° 10).

3. A. Lecoy de la Marche *Les relations politiques de la France avec le royaume de Majorque*, t. II, p. 269. Cf. *Journal de Jean le Rive*, t. I, p. 331, Zurita t. II fol. 388 v°.

4. T. XII, p. 30; t. XIV, p. 35.

5. Baluze, *Vita papae*, t. II, c. 988. Huguet Solomon, huissier mineur du pape, reçoit de Clément VII une gratification de 12 florins 24 sols, pour lui avoir le premier apporté cette nouvelle (*Introduit et exilus*, n° 302, fol. 122 r°). Sur la démarche faite par Clément VII, en 1386, pour ménager une entrevue entre le roi d'Aragon et Charles VI, v. Zurita t. II, fol. 395 r°, et D. Vaissette, t. IX, p. 349. C'est à cette occasion que Clément VII envoya à la cour d'Aragon l'évêque Pierre de Conserans, dont la mission commencée le 19 juillet 1389, prit fin le 8 septembre suivant : ce prélat toucha durant ce temps, 8 florins d'or par jour (Arch. du Vatican *Introduit et exilus*, n° 302, fol. 122 r°). Une ambassade aragonaise parvint à Avignon entre le 12 et le 20 janvier 1390 (*Introduit et exilus*, n° 366, fol. 81 v°-82 v°).

6. Le 29 avril 1387, au cours d'une grave maladie (cf. Zurita, t. II fol. 393 r°), le roi Jean I^{er} dicta, à Barcelone, son testament et désigna Pierre de Luna parmi ses exécuteurs testamentaires (Arch. nat., J 591, n° 6). Le même légat s'interposa entre la roi et sa belle-mère, la reine Blanche, que celui-ci voulait faire mettre à la torture, après lui avoir enlevé tous ses biens (Zurita, t. II, fol. 389 v°-391 r°; Arch. nat., J 596, n° 7 et 8). Cf. P. Euges *Histoire de saint Vincent Ferrer*, t. I, p. 45, 86.

1381¹. L'archevêque de Tarragone entreprit d'extirper le « schisme » de sa province². Les collectes des royaumes d'Aragon, de Valence et de Majorque commencèrent d'alimenter le trésor d'Avignon³ et elles eussent fourni à Clément VII des ressources plus importantes encore, si ce pape, dans le dessein de favoriser le roi Jean et afin de lui faciliter le recouvrement de la Sardaigne et de la Corse, ne lui avait abandonné en tout ou en partie la jouissance des décimes dans l'étendue de ses états⁴.

1. J'ai retrouvé les pouvoirs que Clément VII avait concédés par bulle du 16 décembre 1381 à Jacques, évêque de Valence, récemment créé cardinal et clerc envoyé dans le royaume d'Aragon : ils comprennent notamment le droit de confirmer, au nom du pape, toutes les collations ou provisions de bénéfices auxquelles le chapitre cathédral de Valence ou les autres avaient procédé depuis le commencement du schisme « droit d'annuler certains abus de donner l'ordination ou certaines ordinations, de consacrer des assemblées du clergé du nombre des missions à des ecclésiastiques ou à des prêtres des Archa. de Valence, Reg. Aragon. LXV Clementis VII, fol. 174 et sq. » Ce que rapporte l'auteur de la *Vita prima Clementis VII* (Baluzi, t. I, c. 34⁷) que la création du cardinal de Valence précéda de beaucoup le moment où il consentit à accepter publiquement le chapeau, est donc rigoureusement exact, et c'est (Baluzi, t. I, c. 346). Ferreras (t. V, p. 346). Guenzas *Vie d'un pape pendant les troubles romains*, Rome, 1877, in-fol., t. II, c. 388), etc., qui font erreur en reculant cette création jusqu'aux années 1387 ou 1388.

2. Bibl. Barberini, ms. XXX 174, fol. 182 r° (à la date d'octobre 1384).

3. Verement de 2.114 livres d'or fait, le 5 février 1388, par le collecteur Guillaume de Mondreville, chanoine de Paris (*Introductions nouvelles ad us. 1388-1392*). Verement de 1.300 livres faits les 2 février et 7 mars 1388 (*Introductions ad us. 1388*, n° 265). Dès le 5 juin 1386, Clément VII avait reçu quelques milles de Garcia Fernandez de Heredia, archevêque de Saragosse (*Introductions ad us. 1386*, n° 228, fol. 54 r°). En 1388-1389 la chambre apostolique d'Avignon envoyait un collecteur dans le diocèse d'Elne et un autre (c'est encore Guillaume de Mondreville en Aragon et en Majorque (Reg. 308, *Notitia collectorum praelectorum Curiae apud Avin.*).

4. Bulles du 5 novembre 1386, du 16 février 1387 et du 17 juillet 1388 (Reg. 301, fol. 1; Reg. Aragon. LXVI Clementis VII, fol. 28 v°, Reg. Aragon. LXVIII, fol. 120 v°). — Dès le 10 mars 1387 Clément VII avait rendu au noble seigneur Raymond « de Castels » la mission d'acquiescence en Sardaigne et lui avait confirmé la tite de vicar de son ordre dans l'île (Reg. Aragon. XXVI, fol. 120 v°). Par bulle du 16 novembre 1388, Urbain VI « était pleiné que des clémentines, pourvoyant au malice, venaient en Corse et tentaient, parfois avec succès, d'entraîner les habitants dans le schisme » il avait donné ordre à la vice évêque d'Alghero de faire arrêter et punir ces dangereux dénommés (Reg. 311, fol. 7 v°). Le 12 décembre du même année, il avait reconnu que des clémentines catalanes occupaient la ville d'Alghero, en Sardaigne, ainsi que la prison benédicte que les Doria y avaient fondé (*Codex diplomaticus Sardiniae*, t. I, p. 816). Le 1^{er} septembre 1388, Clément avait en voyé, comme « seigneur de paix », en Sardaigne et en Corse l'évêque de Citra Nuova, Sallusto, et l'évêque de Galloli, Guillaume, avec mission d'y faire connaître à la

Un autre service que rendit Clément VII à la maison d'Aragon, et dont il se flatta d'être largement récompensé lui-même, consista à octroyer des dispenses pour le mariage de Marie, reine de Trinacrie, avec don Martin, neveu du roi d'Aragon : cette union et la conquête qui en fut la conséquence tendirent à établir officiellement dans l'île de Sicile, malgré les répugnances de la population, l'autorité du pape d'Avignon en même temps que la domination d'un prince aragonais¹.

Il reste à mentionner une dernière victoire remportée par Clément VII en Espagne. La disparition du roi Pierre d'Aragon avait été précédée d'une autre mort, non moins avantageuse au parti clémentin (1^{er} janvier 1387). Charles le Mauvais, roi de

naples, au clergé et au peuple les circonstances véritables de son départ et de l'objet de convertir les habitants de son État, malheureusement attachés au parti arbaniste (Reg. 326, fol. 1^{er}). Le 22 décembre 1386, il ordonne à l'évêque et au collecteur de l'île de Majorque de payer 200 écus d'or à ce même évêque de Gailhé, toujours investi de la même mission délicate en Sardaigne et en Corse (Reg. 321, fol. 20^{er}). Notons, par contre, une bulle de Boniface IX du 18 novembre 1390, chargeant l'évêque d'Ancône de publier en Sardaigne et en Corse les indulgences octroyées à quiconque prendrait les armes pour combattre Robert de Genève et ses adhérents (Reg. 347, fol. 132^{er}).

1. B. Niccolò Pirri, *Cronologia regum pontis quos Sicilia fuit imperium* (Palermo, 1643, in-fol.), p. 79, *Sicilia sacra* t. I, p. 323, t. II, p. 47, 171, etc. Rinaldi, t. VII, p. 241 et sq., 345. Zurita, t. II, fol. 388 v, 403 v. *Cronica Sicula*, p. 100 — Le duc de Montblanc après avoir offert des sentiments de pleine soumission à l'égard de Boniface IX, s'empressa, une fois parvenu en Sicile, de persécuter le clergé arbaniste et d'installer sur les sièges de Montréal, de Palerme, de Girgenti, etc., des prélats clémentins. C'est en vain que Boniface IX donna le 2 avril 1397 des pouvoirs spéciaux à deux de ses monnes, l'archevêque Philippe de Messine et l'évêque Menendo de Cordoue, pour aller recevoir le serment de la reine Marie et l'inviter à départir vers Rome une ambassade solennelle qui solliciterait du saint-père l'investiture de la Trinacrie (Arch. du Vatican, Reg. 310, fol. 301^{er}). En 1394 seulement, vers le mois d'avril, le duc de Montblanc prétendit vouloir se réconcilier avec Rome et envoya une ambassade à Boniface IX (I. La Lumia, *Storia di storia siciliana*, Palermo, 1870, in-12, t. I, p. 548, 568, 615, 634, 636, 638, 639, 660). Cf. un rôle présenté à Clément VII par Marie, reine de Sicile et duchesse d'Athènes (*Liber supplicacionum Clementis VII antip.*, vol. I part II, fol. 723^{er}) — L'evêque de Franche, évêque « limonensis » (peut-être pour Anagninensis?) en l'île de Sicile pour les affaires de l'Eglise est mentionné dans les comptes de Clément VII sous la date du 9 juillet 1379 (*Introdus et arduus*, n° 376 fol. 130^{er}). Enfin je relève dans les mêmes comptes, sous la date du 3 janvier 1380, la mention de l'envoi de frère Antoine, abbé de Saint Pierre de Pérusse, vers les rois de Sicile et de Trinacrie et, sous la date du 16 janvier 1396, la mention de l'envoi d'un messager en Sicile, vers le duc de Montblanc (*Introdus et arduus*, n° 370, fol. 66^{er}, n° 371, fol. 158^{er}).

Navarre, quoique inclinant vers le pape d'Avignon, n'était renfermé jusqu'à son dernier jour dans la neutralité¹. Après lui, son fils Charles III, beau-frère du roi de Castille et tout disposé à vivre en bonne intelligence avec la France, n'avait plus de motif de résister au courant qui entraînait vers Clément VII les rois de l'Europe occidentale. Il prit cependant le temps de réfléchir, n'entoura des lumières du clergé navarrais : les lettres et légistes consultés à Pampelune ne furent pas moins unanimes en faveur de Clément que les docteurs de Paris, de Salamanque et de Barcelone. Charles III se déclara, le 6 février 1390, en présence de ses clercs, de son peuple et du légat. C'était la troisième manifestation de ce genre à laquelle le cardinal de Luna présidait².

On sait comment Clément VII avait coutume, en pareil cas, de témoigner son contentement : ce fut, cette fois, Jean de Hevila, porteur des lettres de Charles III, qui reçut des mains du pape d'Avignon une gratification de 188 florins 16 sols³, et le chapeau de cardinal fut envoyé à un prélat qui n'avait pas peu contribué à la détermination du roi de Navarre, Martin de Salva, évêque de Pampelune⁴.

1 Bolusa, t. I, c. 1372. — Parmi les prélats navarrais qui, dès cette époque, se rattachaient au parti d'Avignon je puis citer Gonsalo de Mena Vargas, évêque de Calahorra, auquel Clément VII octroya, par bulle du 1^{er} juillet 1381, le droit d'accorder à dix enfants naturels de son diocèse la dispense pour irrégularité de naissance. Arch. du Vatican, *Reg.* 293, fol. 65 r^o. Le 18 mars 1383, le même pape répondit à un rôle qui lui était présenté par Pierre de Navarre, second fils de Charles le Mauvais (*Liber supplicationum Clementis VII antip.*, anni VII pars 1, fol. 120 r^o).

2 Du Boslay, t. IV p. 648. — On trouvera dans le ms. latin 3291 de la Bib. nat. (fol. 97 r^o) le texte d'un discours prononcé à Pampelune, en espagnol, à l'occasion de cette déclaration : l'orateur anonyme y proclame que jamais un roi de France, ni un prince du sang de France n'a participé à aucun schisme (fol. 99 r^o).

3 Arch. du Vatican, *Intrositas et extus.* n^o 366. fol. 104 r^o.

4 *Vita prima Clementis VII* c. 525. — Il existe aux Archives du Vatican (*Instrumenta miscellanea ad ann. 1390-91*) un cahier de papier contenant le texte d'un discours prononcé à cette occasion. Après avoir vanté les vertus et rappelé la carrière du nouveau cardinal, qui eût été brève, paraît-il, de relever le chapeau, l'orateur s'exprimait ainsi : « Sed cum quod per r^one necessarium et sapientiam tanti et maxime status ad congruentiam hujus veritate in facto hujus dolendi occasionis reducti sunt, et operatur in futurum plures reduci... Et quantum de capello, non concevit meritis, sed danti in curia, ... et si quandoque missus fuerit, hoc fuit supplicatione et petitione instantibus premisiis... » ac tamen, contra morem solitum, omnia vota eodem die et eodem consistorio et expedita et concessa fuerunt, propter honorem et reverentiam domini nostri regis... » L'orateur ne manquait pas d'adresser également

La défection du Portugal était donc largement compensée par l'adhésion de la Castille, de l'Aragon, de la Navarre, sans parler de la Sicile et des îles Baléares. C'est l'époque où Robert Germain, évêque de Senes, compare le parti clémentin à un fleuve qui grossit à mesure qu'il avance¹.

Sans doute, le pape de Rome s'efforcera de regagner tout ce terrain perdu². Quand le roi Jean de Castille mourra, victime d'une chute de cheval (9 octobre 1396), Boniface IX se persuadera qu'au dernier moment le « schismatique » s'est repenti, que ses héritiers ont l'intention d'abjurer leur erreur, et il parlera de faire donner au roi défunt « la sépulture chrétienne : » mais la mission dont il chargera, pendant plusieurs années, l'archevêque de Bordeaux et l'évêque de Dax ne produira ni en Castille, ni en Aragon, ni en Navarre de résultats appréciables³.

ses félicitations au roi de Navarre « Nunc in obscuritate hujus scismatis voluit lucere et suum anclum et devotum declarationem facere pure, nectere sine partis praeiudicio, conventionibus aut conditionibus precedentibus, ... et Iordan, quando hoc, nulla alia similis processit »

1 « Decretis Clemens VII qui in principio suo fuit parvus propter paucitatem adherentium sibi, sed tandem crevit et crevit omni die, per Dei gratiam, in flumen maximum. » *Myrica electa*, Bibl. nat., ms. latin 1467, fol. 8 v^o; sur cet ouvrage, v. notre tome I p. 125 (cf. Fournier t. IX p. 157) « Étaient li roialme crestien par le fait de ces pappes en variation. ... Unhaies en avoit la grigneur partie ; mais la plus profitable, tant comme li royaume et li plains obéissance Clemens la tenoit »

2 On trouve dans la mémoire du P. K. Eubel (*Des Præfationes pontificum* p. 435) l'indication de bulles par lesquelles Urbain VI ou Boniface IX nommèrent, postérieurement à la déclaration de la Castille, un archevêque de Compostelle et deux évêques de Ségovie, de Salamanque, d'Antorga, de Badajoz, d'Oviedo et de Ciudad Rodrigo. — Boniface IX paraît avoir chargé le frère prêcheur Jean de Mazon d'une mission auprès des dominicains d'Aragon : mais celui-ci prétendit qu'on avait l'intention d'attenter à ses jours et préféra décrire, au lieu de la thèse arthasite la traité intitulé *Dialogus* (Bibl. nat. ms. latin 1466, p. 3). Dans nos superstitieux en 1389, il avait composé un traité analogue, l'*Informatorium*, qui, comme il nous l'apprend lui-même, s'était principalement répandu en Espagne (*ibid.*, p. 4).

3. Bulles du 1^{er} mars 1391 par lesquelles Boniface IX envoie François Ugatoni, archevêque de Bordeaux, et Jean Guillerm, évêque de Dax, en Castille et Léon, avec de nombreux pouvoirs, notamment celui de poursuivre les clémentins apostates et celui d'obéir aux clémentins repenants. Autres bulles du 21 septembre suivant envoyant les mêmes en Catalogne, Castille, Aragon et Navarre, avec mission de favoriser les conversions qui se préparent. Boniface a particulièrement en vue celles du jeune Henri III, roi de Castille, de sa femme Catherine de son frère l'infant Ferdinand, des rois et reines d'Aragon et de Navarre. Arch. du Vatican. Reg. 313, fol. 61 r^o 62 et, 62 v^o 200 et 201 v^o 203 v^o 204 v^o 213 v^o 214 v^o 215 v^o (une de ces bulles est publiée partiellement par Rivetti t. VII p. 450 cf. *Galla Christiana* t. II, c. 459) En ce

Je n'oserais point me porter garant des secrets mobiles qui dictèrent aux souverains espagnols leur déclaration en faveur de Clément VII. Un lecteur impartial estimera cependant que les apparences sont plutôt favorables à l'hypothèse d'une adhésion sincère et d'une soumission réfléchie¹. Que ces rois aient suivi la bonne voie, ou qu'ils aient fait fausse route, il n'est pas nécessaire pour expliquer leur choix de supposer de perfides calculs, encore moins de faire intervenir les machinations du roi de France. Le rôle des Valois, ici, est surtout celui de spectateurs qui s'intéressent, sans s'y mêler, aux querelles des papes en Espagne. Leur intervention en Castille se borne à l'envoi de quelques orateurs. Ils sont hors d'état d'empêcher la défection du Portugal. S'ils jouissent d'un grand crédit auprès des nouveaux rois d'Aragon et de Navarre, ils paraissent s'en être peu servi pour amener ces monarches à partager leurs vues.

II

Les succès que Clément VII remporta en Orient sont loin d'avoir la même importance, ils ont généralement passé inaperçus.

Peu d'historiens paraissent avoir soupçonné l'existence de foyers clémentins à Corfou², en Albanie, en Morée³, dans l'île

qui concerne Catherine, Boniface ignorait peut-être que cette fille du duc de Lancastre s'était déclarée expressément en faveur de Clément, le 27 mars 1390, du vivant de son beau-père (note dont l'analyse existe aux Arch. nat., L. 870, et, à Rome, dans l'Inventaire ms. des Archives du Château Saint-Ange, mais dont je n'ai pas été assez heureux pour retrouver l'original). Jean Gutierrez mourut vers le mois d'avril 1394. François Ugucione demeura seul chargé de la mission qui leur avait été confiée par le pape de Rome (bulles des 24 et 30 avri. 1394; *Reg.* 214, fol. 248 v°, cf. Rinnaldi t. VII, p. 583).

1 Y, au sujet des sentiments du roi d'Aragon, notes *Extraitement II*.

2. L'archevêque de Corfou prive de son bénéfice Nicolas « de Nardo, » doyen de la même église, coupable d'avoir prêché dans le sens arhaniste. Clément VII ratifie cette déposition, le 22 septembre 1379, à la requête d'un prêtre de Lencade du nom de Démétrius, qui se vante d'avoir porté en « Romanie » la bonne parole clémentine suivant les instructions du cardinal Jacques d'Étro (Arch. du Vatican, *Liber supplicationum*, ann. I pars II, fol. 188 r°). Le 19 janvier 1380 et le 9 mars 1382, bulles de Clément VII ordonnant des levées de décimes en la province de Corfou (*Reg.* 292, fol. 88 v°; *Reg. Avinion.* XXXI, fol. 282 r°).

3. Lettres de Clément VII, du 25 juillet 1386, ordonnant à l'évêque de Caron de

de Chypre, peut-être en Macédoine¹ et en Thessalie². Tel est pourtant le résultat de l'expansion de la race latine, on pourrait presque dire de l'émigration française : ici en effet règne la dynastie des Lusignan³; là sont établis des serviteurs ou des alliés de la seconde maison d'Anjou⁴.

Mais cette influence française et clémentine n'est pas la seule à s'exercer dans les pays du Levant. Les puissantes républiques de Venise et de Gênes y patronnent le pape italien⁵. Elles ont fréquemment le dessus. A Chypre, les Génois, maîtres de Famagouste, obligent la population, sinon à renier Clément VII, du moins à se renfermer dans la neutralité⁶; et les représentants du

priver de son bénéfice Antoine de « Groternari » chanoine urbaniste du Medan (*Reg.* 297 fol. 10^v). Au diocèse de l'évêque Menendo de Cordoue l'autorité de pape de Rome eurent été reconnues en Grèce, « ce qui ne s'était point vu depuis bien des années » (Rinaldi, t. VII, p. 306).

1. Bulle de Clément VII, du 12 octobre 1382, adressée à l'archevêque de Verre et nommant Jean « Guleril » évêque de Basium (*Reg. Annon. XXIV*, fol. 67^v).

2. Lettres de Clément VII, du 8 octobre 1380, chargeant le cardinal de Capoue de nommer, s'il l'en juge digne, le frère prêcheur François « de Margulibus » à l'évêché de Zetoun (*Reg. Annon. LII, Lettres de provinciaibus prelatorum*). — Cf., aux Archives de la Grande (G 81 fol. 257), une bulle du pape de Rome chargeant l'archevêque de Patras, légal dans tout l'Orient, de exercer des poursuites contre les clémentins.

3. V. t. I, p. 194-197. Lettres de Clément VII du 17 janvier 1380 et 8 mars 1382, du 4 juillet 1382 et du 15 janvier 1384 adressées à un évêque du Paphos (*Reg.* 292, fol. 66^v, *Reg. Annon. XLVII*, fol. 292^r, *Reg.* 304, fol. 143^r, *Reg.* 307, fol. 141^v). Acte du 27 juillet 1382, par lequel Gontieret d'Abana reconnaît avoir reçu 2100 livres de chambre du collecteur apostolique de Chypre (*Reg.* 308, fol. 30^v). Lettres de Clément VII, du 1^{er} février 1383, ordonnant à deux abbés du diocèse de Nicose de pourvoir Guy « de Neseine », archidiacre de Nicose, d'une des prébendes de la même église (*Reg.* 306, fol. 104^r). Bulle du 28 février 1388 accordant dispense favorable à la reine Elénore, veuve du roi Pierre I^{er} de Chypre (*Reg.* 340 fol. 18^v).

4. Lettres de Boniface IX, du 12 avril 1398 ordonnant à Georges de Baux, fils de Branimir prince du la Zenta, de faire tout possible pour arracher à la domination clémentine et pour raporter sous l'autorité du pape de Rome la ville de Durazzo, occupée, au nom de Louis II d'Anjou, par un seigneur clémentin (*Reg.* 313, fol. 103^v, et Rinaldi, t. VII, p. 344).

5. Les Vénitiens étaient maîtres notamment de l'île de Crète et Corfou ou replète, en 1386, sous leur domination. On n'attache pas grande importance à des bulles promulguées par Clément VII, le 13 novembre 1379, à l'archevêque de Candie et à ses suffragants pour leur enjoindre de publier les sentences rendues contre Barthélémy Frignone (*Instrumenta miscellanea ad ann. 1378-1379*).

6. N. Valois, *Un ouvrage inédit d'Honoré Bueil, prisonnier de Salée dans l'Annuaire-Bulletin de la Société de l'Histoire de France*, t. XXVII, 1890, p. 200, 228.

pape d'Avignon ne peuvent qu'avouer leur impuissance. C'est ainsi que l'archevêque de Nicose nommé par Clément VII (25 mai 1383),¹ tarde deux ans à se rendre en son diocèse², dès 1387, il est de retour en Occident, et Clément VII en est réduit à lui faire une place parmi ses commensaux³, en attendant qu'il le nomme administrateur de l'évêché de Cavillon⁴. C'est à Marseille que revient à bout l'évêque de Lamsac : le pape d'Avignon lui donne l'abbaye de l'Huveaune⁵ et le dispense, par charité, du paiement des décimes et des procurations⁶.

1 La date exacte des provisions de l'archevêque André m'est connue grâce à une obligeante communication de M. le chanoine Albanès. J'en ai trouvé, de mon côté (*Reg.* 294 fol. 106 r., 106 v.), une bulle de Clément VII autorisant André à recevoir la consécration (2 juin 1383), et une autre du 6 octobre 1383, ordonnant à Raymond, évêque de Paphos, seigneur seigneur de Lequien et de Mas Latrie, de lui assigner la sixième partie des sommes revenant à la Chambre apostolique sur les dépouilles du défunt archevêque Bernagier (sans doute celui qui figure sous le nom de « Paleungre » dans l'*Histoire des archevêques latins de l'île de Chypre* de M. de Mas Latrie. Paris, 1882, in-4° p. 78, et probablement aussi le même qui est appelé Bertrand dans une bulle de Clément VII du 9 mars 1387. *Reg. Armand.* XXV, fol. 282 r.). Ces divers documents confirment une hypothèse émise par M. de Mas Latrie *op. cit.*, p. 77).

2 Bulle de Clément VII, du 20 mai 1384, conférant divers pouvoirs à l'archevêque André, qui est envoyé en Chypre pour les affaires de l'Eglise notamment le pouvoir de corriger tous réfractaires ou autres qui prêchaient ou agissaient en faveur de l'hérésie, et celui de priver de leurs bénéfices les clercs urbanistes et celui d'absoudre les urbanistes repentants, etc. Les terres et revenus de l'archevêché de Nicose se trouvent aux mains de divers usurpateurs, et tout recours au pape étant presque impossible à l'archevêque André, Clément VII lui désigne comme conservateurs de ses biens les évêques de Rhodes et de Lamsac, ainsi que l'abbé de Lapeire. *Reg.* 296, fol. 2 v., 13^r et 14. Le 25 mai, le pape d'Avignon reçoit 1.000 florins, à titre de subside gracieux, de l'archevêque André. *Instructio et expositio*, n° 252, fol. 20 v.

3 Bulle du 20 septembre 1387. *Reg.* 296 fol. 21 v°. L'archevêque de Nicose qui résidait dans son diocèse en 1391 et auquel Jacques I^{er} demanda des prières publiques au cours d'une épidémie (*Chronique de Strambaldi*, éd. R. de Mas Latrie, p. 261), doit être un prélat urbaniste.

4 Par bulle du 16 décembre 1392 (communication de M. le chanoine Albanès. Cf. *Gallia Christiana*, t. I, c. 342).

5 Je dois également à M. le chanoine Albanès la connaissance des détails suivants. Dès le mois d'octobre 1394 l'évêque de Lamsac lève à Marseille une maison qu'il doit habiter l'année suivante, on le rétrograde à Avignon, il vend en commendement l'abbaye de Notre-Dame de l'Huveaune par bulle du 7 octobre 1394. Cf. *Gallia Christiana*, t. I c. 702.

6 Lettres du conciliabule du 1^{er} novembre 1393, défendant au sous-collecteur apostolique de Marseille d'inquiéter à ce sujet le pauvre évêque Jean de Lamsac, attendu que le schisme est cause de sa détresse pécuniaire. *Reg.* 306, fol. 17 r.

Clément VII cependant ne se décourage pas. Il envoie en Orient d'importantes émissaires : un archevêque d'Athènes¹, un patriarche de Jérusalem², jusqu'à un sénéchal du roi Léon VI d'Arménie³. On dirait qu'il se flatte de restaurer la puissance de ce prince de la maison de Lusignan, depuis longtemps dépossédé par les émirs⁴, qu'il a lui-même contribué à délivrer des mains des Ottomans⁵, et qui, depuis, vit en France des libéralités de Charles VI.

1. Clément VII, le 25 août 1380, autorise Antoine, archevêque d'Athènes (serait-ce le même que Lequier, t. III, p. 642, donné comme ayant été nommé par Urbain VI ?) à commencer avec lui un religieux de l'ordre de la Merci, même sans la permission de ses supérieurs (Bibl. Barberini, ms. XXX 174, fol. 166 v°). Une décime imposée par Clément VII, le 9 mars 1381, devait être levée dans le duché d'Athènes (*Reg. Ar. non.* XXVJ, fol. 282 r°).

2. « Sequitur recepta omnia facta per dominum Aymonem patriarcham Ierosolimitanum, in fide et aliis partibus orientalibus de toto tempore quod cecit ibi legatus noster nomen domini nostri pape Clementis VII. Et cecit prefatus patriarcha in dicta legatione, tam eundo, stans quam reveniendo, a tercia die mensis augusti anno M^o CCC^o LXXIX^o VII^o, qua die iter meum arripuit a domo sua de Meliorio, in Combusio [Mullerie, Haute-Savoie, cant. d'Évian], usque ad XIII^o diem februarii anno M^o CCC^o nonagesimo, quo die primo introivit presentiam curiam et civitatem Avinionensem. » (*Instruments miscellaneus ad ann. 1385-87* = *Jus univ.*, d'autre part, dans les comptes de la Chambre apostolique : un paiement de 3 flor au 12 août (fol.), le 3 août 1387, « pro registrandis certis bullis missis in Ciprum per dominum patriarcham Iherosolimitanum », *Instrum. et cartae*, n° 262, fol. 121 r°). A partir du 16 mars 1383, le patriarche administrait l'évêché de Saint-Pons-de-Thomier (*Galla Christiana*, t. VI, c. 261), et ne quitta plus l'Occident.

3. Jean de Corsival, demeurant florentin, envoyé notamment en Chypre, pour les affaires de l'Eglise et pour celles du roi Léon : à la date du 25 mai 1383, Clément VII lui, délivre un sauf-conduit lui assignant une somme de 1.000 florins, que doivent lui payer les évêques de Nicosie et de Paphos et le recommande au grand maître de l'ordre de l'Hôpital (*Reg.* 296, fol. 1 v°, 2 r°). Je détache le passage suivant du compte déjà cité du patriarche Aymon : Item, recepit a domino abbate Lavo. quondam regentis (sic) archiepiscopatum Nicosiensem, et hoc ad procuracionem domini Johannis de Corsival. titolo gratuli subsidii, quingentas ducatos de quibus habuit prefatus dominus Johannes, pro labore et sumptibus Laurenci, sui familiaris, quem Laurencium misit ad Ciprum. . . Le ducaton « Il ne faut sans doute pas confondre ce personnage avec un autre Jean de Corsival, chevalier florentin, dont Clément VII joua le rôle, à la date du 14 janvier 1385, et dont il affranchit de toute servitude la maison, sise à Avignon (*ibid.*, fol. 184 v°).

4. Clément VII adressa plusieurs bulles (1^{re} février 1385, 15 janvier 1394) à un archevêque de Tarse qui ne jouissait évidemment que d'un titre honorifique (*Reg.* 296, fol. 189 v° = *Reg.* 307 fol. 282 v°). Tarse était depuis longtemps occupée par les Ottomans.

5. Léon VI était, en 1381, prisonnier au Caire, envoyé à différentes cours d'Europe, et notamment à celle d'Avignon, son gendre Schahar, comte de Corfou, l'or-

Mais Clément VII trouve surtout d'utiles auxiliaires dans les chevaliers de Saint-Jean-de-Jérusalem. L'ordre de l'Hôpital se recrutait, à cette époque, pour la plus grande partie, dans la noblesse espagnole ou française. Il avait à sa tête l'illustre aragonais Jean Fernandez de Hérédia, qui n'avait pas été probablement sans subir l'influence de son compatriote Pierre de Luna¹.

Une cruelle mésaventure dont fut victime le grand maître dès les premiers temps du schisme put, de plus, contribuer à l'indisposer contre Urbain. Hérédia se laissa prendre, en Grèce, par un chef albanais qui le vendit aux Turcs : à tort ou à raison, l'on rendit responsable de cette capture l'incurie du pape de Rome². Qu'elle que soit le bien fondé ou la fausseté de cette accusation, les chevaliers de l'Hôpital inclinèrent, pour la majeure partie, vers le pape d'Avignon. Je n'en veux pour preuve qu'une bulle, datée du 2 mars 1381 par laquelle Urbain VI chargea le cardinal de Tusculum de se livrer à une enquête et de déposer, s'il y avait lieu, le grand maître Hérédia, ainsi que tous les chevaliers suspects d'adhérer à « l'intrus » ; le pape italien, en même temps, parlait de réformer les couvents de l'ordre, à commencer par celui de Rhodes³.

ment VII, touché de ses réelles, enjoignit aux archevêques de Terragone, de Saragossa, de Tolède, de Saint-Jacques de Compostelle et de Séville, ainsi qu'au chapitre de Braga, de faire remettre au comte, pour la rançon du roi et de la reine d'Arménie, tous les deniers qui proviendraient de biens mal acquis dans l'étendue de leurs diocèses respectifs (bulles du 4 juillet 1381, conservées aux Arch. du Vatican, Reg. 393 fol. 135 v°, et dont la première seule a été citée et en partie publiée par Rinaldi, t. VII, 446, puis par Dulaurier, *Recueil des historiens des croisades. Documents arméniens*, t. I, p. 722). Léon VI, une fois remis en liberté, rendit visite successivement à Urbain VI et à Clément VII.

1. A la date du 14 mars 1381, le grand maître choisit Pierre de Luna pour être un des quatre protecteurs de l'ordre (Bosio, *Dell'istoria della antica religione di S. Giovanni Gerusalemitano*, Rome, 1630 in-fol., p. 181).

2. Paroles prononcées par un envoyé français en présence du comte de Flandre l'orateur accusait du malheur advenu aux Hospitaliers la folie (*stultitia*) d'Urbain VI (Du Boulay, L. IV, p. 521). — La capture du grand maître fut connue à Florence le 28 septembre 1378 *Diario d'anonimo Fiorentino*, p. 396). C'est donc à tort que la date de 1379 donnée par Bonincconti (*Memorie*, t. XXI, p. 30), a été adoptée par les érudits modernes (Karl Herquet, *Juan Fernandez de Heredia. Granmaestre del Hospital de San Juan*, p. 68. — A. Morel-Fatio, *Chronique de Murce aux XIII^e et XIV^e siècles*, Corbeil 1882, in-8°, p. xxx, etc.).

3. Bibl. du Vatican, ms. lat. Vatic. 6772 fol. 37 v°.

Cette menace fut bientôt mise à exécution le 15 décembre 1382, défense fut faite, de la part d'Urbain VI, aux chevaliers de l'Hôpital, d'entretenir aucuns rapports avec Hérédia, « l'ex-grand maître schismatique¹. » Cet ordre, est-il besoin de le dire, demeura sans effet dans la plupart des commanderies. Le napolitain Carracciolo, qu'Urbain VI essaya de substituer au grand maître, n'obtint que l'adhésion des chevaliers anglais, italiens et allemands². Au contraire, Hérédia continua de diriger la plupart des établissements de l'ordre, notamment ceux d'Orient.

Une fois mis en liberté, il avait fixé sa résidence près du pape d'Avignon. Grâce à lui, Clément VII vit son autorité reconnue dans l'île de Rhodes³, dans l'île de Niharia⁴, à Smyrne même, en un mot partout où les Hospitaliers tenaient tête aux Ottomans.

Rendons cette justice à Clément : le désir de l'emporter sur son compétiteur ne lui fit pas oublier l'intérêt supérieur de la chrétienté en Orient. Les progrès incessants des Turcs éveillèrent

1 Arch. du Vatican, *Reg.* 310, fol. 290 v^o V, dans Rinaldi (t. VII, p. 490, 495), d'autres bulles postérieures dirigées contre les religieux de l'Hôpital.

2 Bosio, *op. cit.*, p. 126, K. Harquet, p. 76, J. Delville Le Roux, *Un ex-grand maître de l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem*, dans la *Bibliothèque de l'École des Chartes*, t. XL (1879), p. 524.

3 Lettres de Clément VII, du 19 juillet 1388, autorisant un clerc de Rhodes, âgé de six ans, Édouard Gibo, à acquiescer un canonicat dans l'église cathédrale (*Reg.* 399, fol. 92 v^o). — Je lis dans le compte déjà cité du patriarche de Jérusalem : « Primum, recepit dictus patriarcha in supradicta loco de Rodis a domino archiepiscopo et capitulo ac toto clero dicti loci et diocesis, rationis stipendiorum ubi assignatorum videlicet XII florenorum (amare per diem) et LX ducatos. Recepit a fratre Bartolomeo de Patas, bailivo comarum Rodi alias portu Rodi, rationis ejusdem compensationis facto cum prefato domino patriarcha pro obtinendo absolutionem super hoc quod prefatus bailivus aliquos emolumenta receperat pro tanto permittendo portare ad portu Barnasemorum ferram et ligamina et alias mercedos prohibitas..., C. florenos Rodi. »

4. Il résulte du même compte que le patriarche Ayman avait reçu, comme évêque, de l'évêque de Niharia une « pierre d'Israël », montée en bagne. Diverses lettres de Clément (19 janvier 1380, 9 mars 1382) sont adressées à ce prélat, suffragant de Rhodes (*Reg.* 292, fol. 64 v^o, *Reg. Avignon.* LXXVI fol. 282 v^o), qui s'appelait Thomas. Le même pape le transféra, le 16 juin 1380, à l'archevêché de Thubas, siège qui était situé hors de son obédience, et, pour cette raison il ne conserva l'administration de l'évêché de Niharia (*Reg. Avignon.* LXX Lettres de divers formis, quat. xi). Le 8 juillet 1381, il le nomma seul collecteur apostolique dans le diocèse de Rhodes (*Reg. Avignon.* LXXVI, fol. 62 v^o).

sa sollicitude; il fit aux chevaliers de l'Hôpital, pour les aider à conserver en Asie leur périlleux avant-poste de Smyrne, l'abandon de presque tout l'argent que ses collecteurs parvenaient à recueillir dans les églises du Levant¹.

III

C'est d'une façon tout à fait indirecte que la France a pu exercer quelque influence en Orient. Tout autre est l'action des Valois (on a eu déjà lieu de le constater) dans une contrée romaine, ou plutôt faisant partie intégrante du royaume. La Flandre a résisté aux prières ou aux menaces de Charles V et de Charles VI : elle n'en doit pas moins, à son tour, grossir l'obédience d'Avignon.

Cette dernière conquête, dont Clément VII lui-même semble faire honneur à la maison de France, n'atteste-t-elle pas mieux que toute autre le pouvoir tyrannique que s'arrogent, dans le domaine religieux, les aires des fleurs de lis? Question à laquelle il importe à présent de répondre, mais après un examen particulièrement approfondi.

La première expédition de Charles VI en Flandre (1382) avait eu pour résultat la conversion fort peu sincère et, par conséquent, fort peu durable d'un petit nombre de cités flamandes². Les urba-

1 Bulle du 19 janvier 1380, adressée notamment à l'archevêque de Smyrne, et ordonnant, dans l'intérêt de la défense de la place, la levée d'une décime dans tout l'Orient latin (*Reg.* 292, fol. 68 v°). Bulle analogue du 9 mars 1382 : le produit de la décime doit être versé aux mains du receveur général de la maison de Rhodes (*Reg. Avignon.* XXVF, fol. 292 r°). Bulle du 10 mars 1382 faisant au maître et au couvent de Rhodes, à raison de franchises civitatis Smirnarum, à don d'une somme de 2.000 florins d'or due à la Chambre apostolique par le collecteur du royaume de Chypre (*ibid.*, fol. 292 v°). Bulles du 26 septembre 1388 autorisant un certain Jean, que Clément a nommé archevêque de Smyrne, à se faire sacrer, lui envoyant le palium, et chargeant du soin de le lui remettre le patriarche de Jérusalem, les archevêques de Thèbes et de Rhodes (*Reg.* 299, fol. 32 r°). Bulle de 1390, sollicitant des subvides en faveur de Smyrne (*Boiss.*, *op. cit.*, p. 139, cf. E. Herquet, p. 79). Bulle du 2 janvier 1392 renouvelant cet appel en faveur de Smyrne, qui est toujours menacée par les Turcs, et qui a été ruinée par un tremblement de terre (*Reg. Avignon.* LXY, fol. 376 r°).

2 Les princes ne masquèrent pas de se vanter de ce résultat auprès de Clément VII : c'est ce qu'on voit par une bulle du 17 octobre 1382, où ce pape félicite Charles VI d'avoir reprimé l'audace des Flamands : « ...ac partim reduxerunt ad obediendum et catholicam veritatem » (Arch. du Vatican, *Reg.* 294, fol. 175 v°).

nistes de la contrée se sentaient, au fond, d'autant moins disposés à sacrifier au roi de France leurs convictions religieuses qu'ils les savaient partagées par leur comte. Sur le terrain politique, la victoire de Roosebeke avait produit des résultats plus appréciables : le rétablissement de l'autorité de Louis de Male, l'affermissement de la suprématie française, la ruine, ou peu s'en faut, de l'influence anglaise. C'est ainsi qu'expulsés de Bruges, les marchands d'outre-Manche avaient eu tous leurs biens confisqués, et la position de Calais elle-même s'était trouvée menacée par le voisinage des garnisons françaises de Dunkerque et de Gravelines¹.

Ces dernières circonstances expliquent, bien mieux encore que les progrès de Clément VII en Flandre, le retour offensif des Anglais. Mais, de même que Charles VI, en marchant contre Gand, avait affecté de remplir une mission sainte, de même l'Angleterre couvrit du manteau de la religion une agression surtout utile au point de vue de ses intérêts politiques.

Les Anglais n'eurent, d'ailleurs, qu'à suivre un mouvement provoqué par Urbain VI lui-même. Ils le firent seulement dévier quelque peu. Le pape de Rome, toujours prompt à faire entendre son cri de guerre, ne visait alors à rien moins qu'à mettre aux prises l'Angleterre et la France. Il chargeait un prélat batailleur, Henri Despenser, évêque de Norwich, d'organiser une croisade contre les « fauteurs et conseillers de l'antipape Robert de Genève² » — c'est ainsi qu'il désignait, très clairement, les Valois — et, détail caractéristique autant que scandaleux, il appelait aux armes les ecclésiastiques eux-mêmes : l'évêque de Norwich devait assurer l'entière jouissance de leurs revenus aux religieux et aux bénéficiaires qui participeraient à l'expédition, lorsqu'ils même ceux-ci bravement, pour se rendre à l'appel du saint-

1. Th. Walsingham, *Historia anglorura*, t. II, p. 81. J. Maitre, Continuation de R. Higden, dans *Polychronicon Ranulphi Higden* (ed. J. Rawson Lumby, t. IX, p. 15. — Dès le 15 mai 1382 Louis de Male avait déclaré qu'il ne gardait plus sous sa protection les marchands étrangers (Arch. du Nord, B 909).

2. Pour toute cette histoire on peut se reporter au récit très complet de M. H. Wallon *Richard II*, Paris, 1861 in-8°, t. I, p. 145 et sq. Cf. George-M. Wrong, *The crusade of MCCCLXXXVIII known as that of the bishop of Norwich* Londres, 1892, in-8°, p. 10.

siège, la défense de leurs supérieurs. Il pouvait excommunier quiconque, évêque, duc ou roi, s'opposerait à la croisade¹.

Le roi d'Angleterre n'avait garde de s'y opposer, d'autant que la victoire de Charles VI éveillait dans son entourage le désir d'une revanche. Moins de sept jours après la journée de Roosebeke, le conseil de Richard II ordonna la publication des bulles que Despenser avait reçues de Rome (6 décembre 1382²). L'appel aux armes retentit alors dans les paroisses anglaises. C'était à qui conférerait le chaperon blanc à croix rouge, signe de ralliement des soldats d'Urban VI. Ceux qui ne portaient pas donnaient à pleines mains; partout l'espoir de gagner les indugences promises entraînait dans un généreux élan les pieuses populations de l'Angleterre³. Le Parlement lui-même, qui avait hésité quelque temps à confier une armée à un prêtre s'en fit persuader, le montant d'une taxe récemment octroyée au roi fut affecté aux dépenses de la guerre; enfin l'évêque, ayant reçu en l'église de Westminster l'étendard de la croix, se mit en devoir d'utiliser des ressources dont, disait-il, l'Église lui demanderait compte⁴.

C'est alors que la croisade parut soudain changer d'objet. On n'attendait à voir Despenser envahir les terres du roi de France « Là sont nostre ennemys, » disait Hugues Calverley; « .. et si sont li franyens tout clementin⁵; » le seul but que des « soudoyers

1. Walsingham, t. II, p. 71, 76. Kington éd. Twysden), c. 2671, Froissart (éd. Kervyn de Lettenhove) t. X, p. 205. M. Wrong (p. 18), s'appuyant sur les textes des *Rotuli Parliamentorum* (t. III, p. 133, 140), prouve que les bulles d'Urban VI doivent remonter à l'été de 1382. — De son côté Clément VII, au dire du *Monse d'Erchem* (éd. Th. Hearne, p. 43), autorisant, vers le même moment, les rois et les barons d'Espagne à entreprendre une croisade contre les Anglais et tous autres hérétiques.

2. Walsingham, t. II, p. 71, 72, Rymer, t. IV (éd. de 1869), p. 157, cf. Wrong, *op. cit.*, p. 16.

3. Walsingham, t. II, p. 76 et sq. Froissart, t. X, p. 207 et sq. *Monse d'Erchem*, p. 42-44. Kington, c. 2673. J. Malverne, p. 27. Cf. Wrong, p. 27, 30, 43, 54.

— Un écuyer Richard Graden, fils du maire de Bordeaux, reçut délégation de l'évêque de Norwich pour poursuivre en Guyenne le fait de la croisade. *Archives historiques de la Gironde*, t. XIII, p. 99.

4. Walsingham, t. II, p. 81, *Enlogium historiarum*, t. III, p. 358, Froissart, t. X, p. 209, J. Malverne, p. 18-19, Rymer *Feodera*, t. IV, p. 169. Cf. H. Wallon, *op. cit.*, t. I, p. 171 et sq.; Wrong, p. 47, 51, 53.

5. Froissart, t. X, p. 210.

du pape » puissent poursuivre, c'est la « destruction » des schismatiques. Au lieu de la Picardie, Despenser attaqua la Flandre occidentale, la Flandre, dont ni le comte, ni la plupart des habitants ne s'étaient séparés d'Urban VI, mais où la prépondérance des armes françaises compromettait les intérêts britanniques¹. Chez l'évêque de Norwich, l'anglais faisait tort au légat : les Flamands s'en aperçurent bien vite à leurs dépens.

Graveures fut sommée de se rendre à Urban VI et, sur le refus de la garnison française, emportée d'assaut, tous ses défenseurs, quelle que fût leur manière de penser au sujet des deux papes, périrent jusqu'au dernier².

L'un des moins surpris de cette irruption soudaine ne fut pas le comte de Flandre Louis de Male. On essaya vainement de lui faire comprendre que la journée de Housbeke avait ruiné son autorité dans la Flandre, et qu'en envahissant ses états les croisés, en réalité, luttèrent contre Charles VI lui-même. Il eût désiré s'expliquer à la cour de Richard II — on ne le lui permit pas, sous prétexte que la guerre sainte ne regardait pas le roi d'Angleterre. Il est vrai que Louis de Male n'avait rien fait pour attiser sur lui la colère d'Urban VI; mais sa vassale Yolande de Bar était une schismatique, et c'est par les terres de la dame de Cassel que Despenser avait commencé à envahir la Flandre. Au surplus, il s'offrait alors un bon moyen d'éprouver les Flamands : s'ils étaient urbanistes, ils n'avaient qu'à se joindre à l'armée d'Urban VI, sinon, ils devaient s'attendre à être attaqués les premiers³.

Sur ce, sans plus se soucier des protestations du comte, l'évêque poursuivit son chemin. Il rencontra des troupes conduites par Louis d'Aarschot de Flandre, et leur fit demander en quel pape elles croyaient : elles commirent une première faute, celle

1. C'est bien ainsi que l'entend M. Wrong (p. 9) : « The more ignorant or pious may have thought that the war was a holy war. It was convenient that they should think so. But the politician and the business man of the time knew better. It was against the enemies of english commerce in Flanders and the enemies of english claims in France that the crusading force was arrayed. »

2. Walsingham, t. II p. 88-90. *Memoire d'Evresham*, p. 60. Froissart, t. X, p. 214, cf. Wrong, p. 60.

3. Froissart, t. X, p. 217.

de tuer son heraut, une seconde, celle de se laisser battre. Dans cette action le clergé anglais fit merveille, dit-on, et la victoire de la Saint-Urbain (on était au 25 mai) sembla presager le succès final des urbanistes. De fait, elle livra aux croisés Dunkerque, Furnes, Nieuport, presque toute la côte de Calais à l'Écluse, Bourbourg, Bergues, Poperinghe, Cassel et Saint-Venant, dans l'intérieur des terres; Yolande de Bar avait disparu, le clergé clémentin était en fuite¹. Le « conquérant de la Flandre occidentale » (c'est le titre que s'attribuait désormais Despenser) adressa au roi de France un message insolent où il le traitait d'usurpateur et le sommait de renoncer à sa fausse croyance. En même temps, ayant reçu d'importants renforts d'Angleterre et de Gand, il mit le siège devant Ypres².

Là, l'évêque de Norwich ne pouvait plus arguer des erreurs de dame Yolande. Louis de Male, directement attaqué, eut beau protester de nouveau, rappeler qu'il « estoit sans urbanistes, et la conté de Flandres ussy, » offrir même de fournir, pendant trois mois, 500 lances à l'évêque, si celui-ci consentait à s'en aller faire autre part « guerre raisonnable » à de vrais clémentins. L'introitable légat continua de regarder comme ennemis du saint-siège des citadins qui ne lui ouvraient pas leurs portes. On raconte qu'il lança un jour l'excommunication sur des délégués de la ville d'Ypres avec lesquels il venait d'avoir une conférence³, puis que, faisant déployer une bannière d'azur sur laquelle se détachait l'image du crucifix, il déclara tenir les assiégés pour mécréants et promit l'indulgence plénière à qui leur donnerait l'assaut. Les pauvres habitants d'Ypres étaient, au contraire, si pleins de foi qu'ils organisèrent aussitôt une procession spéciale pour rendre

1. Chartre attestant que le prévôt et les religieux de Watten ont dû abandonner leur église durant l'occupation anglaise, en 1383, citée par P.-J.-E. de Smeyere (*Essai historique sur Yolande de Flandre, comtesse de Bar et de Langueville*, Lille, 1877, in-8°, p. 86).

2. Walsingham, t. II, p. 20-23, 25, Froissart, t. X, p. 221-224, 227-230, *Mémoires d'Éverchaum*, p. 46; *Itinéraires et chroniques de Flandres*, t. II, p. 201. *Eulogium historiarum, Continuatio* (éd. F.-S. Hayden t. III p. 356 et sq; *Chronica Anglia* (éd. E.-M. Thompson), p. 158, cf. Wrong p. 63, 67.

3. Quatre « prelas, » quatre chevaliers et quatre bourgeois, suivant un chroniqueur contemporain (*Itinéraires et chroniques de Flandres*, t. II p. 201), ce que M. Wrong (p. 70) traduit inexactement par : « Four bishops, four knights and four burghers. »

hommage aux armoiries du Christ représentées sur la bannière du légat, et que le prévôt de Saint-Martin interjeta appel de cette sentence inique au pape Urbain lui-même¹.

Cependant le roi de France ne pouvait laisser ainsi la Flandre devenir anglaise, ni manquer de relever le défi de Despensier. Une nouvelle expédition en Flandre fut résolue². Le 2 août 1383, Charles VI se rendit à Saint-Denis pour y reprendre l'ordalanne³. En même temps, Clément VII, sans aller jusqu'à faire prêcher une contre-croisade, empruntait à son compétiteur, s'il faut en croire un chroniqueur, un de ses procédés les plus blâmables : il levait, par une bulle qui fut lue le 7 août au parlement de Paris, les irrégularités que pouvaient encourir des clercs en combattant contre les urbanistes⁴. Ainsi, à cette triste époque, les deux pontifes rivaux ne se faisaient point scrupule de détourner le clergé de sa mission pacifique; la règle qui rendait incapable soit de recevoir, soit d'exercer les ordres tout clerc qui avait commis, même au cours d'une guerre sainte, un homicide ou une mutilation⁵, subissait de fâcheuses dérogations⁶. Elle subsistait pourtant, et, sans sortir de Flandre, je puis citer l'exemple d'un clerc du diocèse de Therouane, Gilles de la Motte, qui avait fait plu-

1. Walsingham, t. II, p. 55-58. Froissart, t. X, p. 234-235. *Isidore et croniques de Flandres*, t. II, p. 288, 290, 301, 316. Rodolphus de Rivo, ed. Chapeville, t. III, p. 56, et Wrong, p. 69, 71.

2. V. deux quittances de pèges payés, dds le 2 juit et 1383, au vue de cette chevauchoie, Bibl. nat., *Titres relatifs de Cloumbardell*, vol. LXIV n° 4963, et vol. LXV n° 5020. Cf. *Ordonnances des rois de France*, t. XII, p. 136, H. Moreauville, *Étude sur la vie de Jean le Maréchal*, p. 94-96.

3. *Religions de Saint-Denis*, t. I, p. 205, *Partim inédite des chroniques de Saint-Denis* (éd. J. Pichon), p. 39, *Chronographia regum Francorum* (éd. H. Moreauville), t. III, p. 56.

4. Le témoignage de la *Chronographia regum Francorum* (p. 67) ne peut malheureusement pas être contrôlé, la collection des registres du Parlement présentant, à cette date, une lacune dans la série du Conseil. Le chroniqueur parle d'une « absolution » donnée d'avance par Clément VII, il s'agit sans doute de quelque dispense accordée en vue de l'exercice ou de la réception des ordres.

5. L. Thomassin, *Anciens et nouvelle discipline de l'Eglise*, t. III, p. 35. Cf. le *Souge du Vergier*, l. II, chap. CXXVIII et le *De Belle* de Jean de Leguano (Bibl. nat., ms. latin 2348, fol. 227^{re}, 241^{re} et 243^{re}).

6. Sur cette question « les prestres ou clercs peuvent aller en guerre ou en bataille volontairement », Honoré Bonet prétend relever de grandes contradictions parmi les auteurs et se montre lui-même fort embarrassé dans *Arbre des batailles* (éd. E. Nys, Bruxelles 1894 in-8° p. 123).

sieurs des campagnes de Philippe le Hardi servi notamment à Roosebeke et tué deux hommes de sa main : abouti du crime d'homocide, il n'en dut pas moins, pour ce motif, résigner un des canonicats de l'église de Cambrai dont Clément VII l'avait pourvu¹.

À l'approche de Charles VI, Despenser se replia. Ypres fut dégagée, Cambr., Dringham, Bergues, Dunkerque, Bourbourg, Gravelines retomberent au pouvoir des Français. La leçon donnée au légat d'Urbain VI eût été sans doute encore plus sévère, si, au bout d'un mois, les princes, circonvenus par le duc de Bretagne, n'eussent éprouvé soudain une étrange impatience de terminer la guerre : ils permirent, ou même achetèrent, par un acte d'inconcevable faiblesse, la retraite des Anglais².

Le pape d'Avignon avait esquivé mieux. Au moment même où Charles VI regagnait l'Île-de-France, Clément VII exprimait discrètement le vœu que l'achèvement de l'œuvre commencée ne souffrit aucun retard, et, pour le faciliter, il octroyait au roi le droit de percevoir, pendant un an, une taxe sur les ecclésiastiques se livrant au commerce dans les diocèses de Paris, de Saintes, d'Angoulême, de Melle et de Luçon. Il ne manquait plus, d'ailleurs, de célébrer les louanges d'un jeune souverain qui, « dédaignant les plaisirs de son âge, recherchant au milieu des

1. Bulle datée d'Avignon, le 8 novembre 1381 (Arch. du Vatican, *Reg. Arminio*, LXX Clément VII, fol. 208 v°) — Louis d'Étoupes avait nommé l'évêque d'Angers, Herdeon de Bueil son lieutenant dans ses archidiaconats d'Angers, de Touraine, etc. Clément VII autorisa le prélat par lettres du 11 juin 1383 à porter des armes, mais en stipulant qu'il ne s'en servirait ni pour tuer ni pourblesmer personne (*Reg.* 104, fol. 101 r°). Cf. une bulle de dispensation donnée par Urbain VI, le 1^{er} mai 1383, aux défrayés du château de Nocera, et d'où il résulte que les clercs qui répondaient le sang humain tombaient sous le coup d'une excommunication et encouraient l'herésie (*E. von Ottenhof, Regula canoniarum apostolicarum, der päpstlichen Kanzleiordnungen von Johannes XXII bis Nikolaus V.*, Innsbruck, 1886, in-8° p. 33). V. aussi la bulle citée dans le précédent chapitre (p. 111, note 6) et celle que cite le P. K. Ebel, *Des Provisions pontificales*, dans *Himelochs Quartalschrift* t. VII, 1893, p. 111, note 1). Il suffit, d'ailleurs, de remarquer avec quelle indignation le *Religieux de Saint-Denis* condamnait (t. I, p. 626) que, par exception, Clément VII avait laissé ordonner prêtre un homme qui avait presque des relations capitales, aussi dans les armées et aussi à des batailles.

2. Walsingham t. II p. 98-103. Froissart, t. X, p. 262-263, 264 et sq., *Estéban*, p. 32, *Religieux de Saint-Denis*, t. I, p. 218-220, 221, *Rolls Parliamentorum*, t. III, p. 122-124 et Wragg p. 62-4, 66, et H. Wallon, t. I, p. 200 et sq.

hazard de la guerre, les moyens de témoigner son dévouement au saint-siège » (17 octobre 1383¹).

Cependant la croisade urbaniste avait échoué, et l'évêque de Norwich recevait un triste accueil à son retour en Angleterre. Les reproches qu'il essuya de la part du gouvernement anglais, les restrictions auxquelles il se vit condamner la défense qu'il fut signifiée de faire porter désormais son épée devant lui, l'emprisonnement de plusieurs de ses compagnons d'armes montrèrent bien quel es espérances non entreprises avait fait concevoir et quelle déception sa retraite avait causée aux conseillers de Richard II². Il n'en faut pas davantage pour mettre en évidence le caractère plus encore politique que religieux de la croisade urbaniste. Mais l'initiative en avait été prise par Urbain VI, l'exécution en avait été confiée à son légat : c'en était assez pour compromettre aux yeux des urbanistes l'autorité du pape de Rome. A en juger par une chronique anglaise le sentiment public commençait à se soulever contre ces procédés violents. On ne craignait pas de dire, de l'autre côté du détroit, que les religieux envoyés par Henri Despenser, sous prétexte de braver l'antipape, avaient bravé toute pudeur³. Certains esprits révolutionnaires tiraient

1. Bulle du 17 octobre 1383, adressée aux évêques de Tiviers, d'Angers et de Bézier. Le roi avait rappelé au pape sa première campagne de Flandre et lui avait annoncé qu'il marchait, cette fois, contre l'évêque de Norwich « pro extirpatione monachorum generum arripuerunt armatura laici reseruerunt, quo de alim parilibus somno vacantes neque cum amantibus ex eisdem solatibus ad remedium redirent... » En conséquence, il sollicitait du pape en faveur personnelles. Clément, charmé des hautes dispositions de jeune roi, qui, « valens animo modernis, abhorrens delicias et otia faciens, ardens quereis ac magna et virtute diligenter amplectens, erga nos et romanam Ecclesiam devocione parlente preerulit... », a se décide, quoique à regret, à porter une nouvelle atteinte aux immunités ecclésiastiques, en assignant « quod etiam de quolibet huiusmodi delictis non patitur » sur l'avis des cardinaux et de plusieurs prélats de Langres d'Orvignien de Avignon. Il octroie au roi le subside en question, comme étant susceptible d'être promptement levé. La taxe consiste en 20 francs d'or par mesure de sel, ou un huitième du vin vendu, et en 12 deniers par livre sur le prix de toute autre marchandise : les ecclésiastiques atteints de cette taxe ne doivent payer en même temps aucune autre taxe au roi (Arch. du Vatican, Reg. 224, fol. 175 v°).

2. *Rotuli Parliamentorum* t. III, p. 112 et sq. Froissart, t. X, p. 252-257-232. Walsingham t. II, p. 104, 109. Rymer, t. III (éd. de 1760), pars III p. 186, J. Malverne, p. 29, *Eulogium*, p. 117.

3. *Eulogium*, p. 117. Cf. Knighton, c. 266.

même de ces scandales des conséquences singulièrement inquiétantes pour l'avenir des institutions ecclésiastiques : « Les deux » papes, écrivait Wyclif, se disputent le pouvoir comme deux » chiens se disputeraient un os : la seule manière de les apaiser, » c'est de leur enlever l'os, autrement dit, le pouvoir temporel. » Et le célèbre recteur de l'église de Lutterworth opposait à la douceur des préceptes évangéliques l'âpreté des mœurs cléricales d'alors qui transformait des ministres du culte en lutteurs de profession, en vendeurs d'indulgences, en « démons incarnés¹ ».

Cette désapprobation violente, ce trouble jeté dans les esprits sont les seuls fruits que les deux papes recueillirent de la nouvelle guerre de Flandre. Sans doute le champ de bataille, comme en 1282, demeurait à Charles VI, par conséquent à Clément VII. Mais le pays flamand reconnaissait toujours le pape de Rome, et les princes, cette fois, n'usèrent point de contrainte pour le faire changer de croyance.

Clément VII, pendant toute cette période, se borne à envoyer en Flandre des prélats de haut rang : Jean Rond, évêque d'Amiens²; Jean le Fèvre, évêque de Chartres³; Ange de Spo-

1. J. Wyclif, *Cruciatu* (dans *J. Wyclif's Polymathic works in Latin*, publiés pour la Wyclif Society par H. Buddenweg, Londres, 1863 in-8° t. II, p. 591 et *passim*; *Sermons* (t. IV, publié par J. Lussert pour la même Société, Londres, 1890 in-8°, p. 117 et sq. Cf. un passage du *De Perfectione status*, ouvrage composé par Wyclif vers les mois d'avril ou de mai 1383, et où il est question du projet d'une croisade évangélique qui aurait été commandée par un prélat, fécond et dirigée contre les urbanistes d'Angleterre : « Videtur ex bulis hinc putridis tam facile contrarius obis ipis a quod quilibet in ecclesiis nostris habitans tenetur sub pena damnationis secundæ fratrem suum... » (*Polymathic works*, t. II, p. 659.)

2. Bulles datées de Sorgues, le 30 juillet 1382 conférant divers pouvoirs à l'évêque d'Amiens, qui est envoyé pour les affaires de l'Eglise dans les diocèses de Cambrai, de Tournay, d'Utrecht, de Therouanne et d'Arras (Arch. du Vatican, *Reg. Armon. XXV Clementis VII*, fol. 313 v°).

3. Bulles datées d'Avignon, le 30 juillet 1382 conférant divers pouvoirs à l'évêque de Chartres, qui est envoyé pour les affaires du pape et de l'Eglise dans les diocèses susdits, notamment le pouvoir de donner l'absolution à vingt individus coupables d'homicides sur la personne de laques, le droit d'accorder quatre dispensations du mariage et d'une dispense pour irrégularité de naissance, le pouvoir d'absoudre des cas habituellement réservés aux pénitenciers mineurs, le droit de collation pour douze bénéfices situés dans la région flamande, etc. (*Reg. Armon. XXVI Clementis VII*, fol. 29 r°). C'est le 26 juillet 1382 et non comme le prétend Baluze (t. I, c. 106) le 26 février 1383 que Jean le Fèvre quitta Avignon, sur l'ordre

lète, ministre général de l'ordre des frères Mineurs¹. Il excommunique Jacques Dardain, le nonce d'Urbain VI²; il frappe de destitution certains bénéficiers, qui lui sont plus particulièrement signalés, ou qu'il peut plus facilement attendre³. Mais, en somme, l'attitude de Louis de Male continue de paralyser son action. Clément VII ne peut même obtenir la liberté pour tous les siens. Un clerc du diocèse de Therouane, François Yes, se plaint d'avoir reçu des coups et des blessures en résistant aux adversaires de la foi clémentine⁴. Le doyen et les chanoines de Saint-Amé de Douai prétendent que leur constance à soutenir Clément les a exposés à

de Clément VII, « mesagé de par li ordonné pour aler en Flandre avec l'evêque d'Amiens pour le fait du scisme. » Cette mission dura plusieurs mois. L'évêque de Chartres ne fut de retour qu'au mois de mars 1383. *Journal de Jean le Fèvre* t. I (p. 46).

1. Lettres du pape, datées d'Avignon, le 21 septembre 1382, ordonnant à l'évêque de Genève et à Pierre, élu de Lodève, nonces apostoliques, de payer 200 florins d'or de Chambre à Ange de Spolite, envoyé pour les affaires de l'Eglise dans les cinq diocèses susdits Arch. du Vatican, *Instrumenta miscellanea ad ann. 1381-1387*. Pour voir du même prelat, daté du 2 octobre, et comportant notamment le droit d'accorder six dispenses de mariage, douze dispenses pour irrégularité de naissance, le droit de donner l'absolution à vingt personnes coupables d'avoir porté la main sur des clercs, etc. (*Reg. Avinion. XXV Clementis VII*, fol. 312 r°).

2. Arch. du Vatican, *Reg.* 309, fol. 31 v°; *Instrumenta miscellanea ad ann. 1381-1387*.

3. Je citerai Christian Crestien, doyen de chrétienté de Bourbourg, dont la prébende est attribuée par Clément VII, le 14 janvier 1382, à Jean le Hacle, chapelain de la comtesse Yolande de Bar; Jean Gaszon, écuyer de Saint-Pierre de Douai; et Jean de Herseberghe, chanoine de Saint-Donatien de Bruges, dont les bénéfices sont donnés à des clercs clémentins le 19 juillet suivant (Arch. du Vatican, *Liber supplicationum Clementis VII* daté ann. 17 pars II, fol. 20 r° et 241 r°). Autres urbanistes dénoncés à Clément : Jean « de Piets », recteur de l'église de « Oekerkhe » au diocèse de Tournay (Ouskerke-les-Bruges, dans la Flandre occidentale), et Olivier Bianvuel, « greens et nomme intrus pro saccollectore in diocesi Morinensi et rector parochialis ecclesie de Bulocomy; Flandre occidentale curam de Furnis, dicte diocesis, quique pretextu litterarum dicti Bartholomei canonice ecclesie S. Walburgis Furnensis, dicte diocesis, per privationem de facto sita de pias. » *Ibid.*, fol. 170 v° et 174 r°. On dénonçait jusqu'aux morts, par exemple Pierre Bardoux, chapelain perpétuel en l'église Saint-Pierre de Douai, qui « per multa tempora ante mortem suam bartholomeista extitit. » (*Ibid.*)

4. « Dira verbera necnon et vulnera sustinuit. » Il s'autorisait de ces blessures pour solliciter un canoniat en l'église Saint-Pierre de Lille, alors possédée par un urbaniste, Oudard le Coq, lequel avait renoncé les bénéfices qu'il possédait dans les terres d'obédience clémentine et s'était fait pourvoir d'autres bénéfices par les ministres du « intrus » (*Ibid.*, fol. 244 v°).

mille moqueries, à mille persécutions au milieu d'une population tout entière urbaniste¹. On peut se demander si la situation n'était pas analogue dans l'Artois, dont Louis de Male venait d'hériter à la mort de sa mère : Jacques Arondel, curé de Dainville et scelleur de la cour épiscopale d'Arras, dut « être plusieurs fois exposé à la mort en publiant, à Arras et à Douai, et en traduisant dans la langue du pays des bulles fulminées par Clément contre Urbain² ».

Quoi qu'il en soit, la mort de Louis de Male changea soudain la face des choses (30 janvier 1384). Les comtés de Flandre et d'Artois passèrent aux mains de sa fille unique, Marguerite, mariée à Philippe le Hardi. Ce fut, en fait, le duc de Bourgogne qui devint le maître des comtés. Son autorité dans le nord ne fit que se consolider quand il eut, par la suite, allié deux de ses enfants par un double mariage au fils et à la fille du régent de Hainaut³.

IV

Le quatrième fils de Jean le Bon ne nous est apparu jusqu'ici qu'au second plan. S'il a pris une part, souvent prépondérante,

1. Rôle auquel Clément VII répondit sous la date de 14 avril 1385 (*Liber supplicationum* ann. VII pars I, fol. 133 v°).

2. « Jacobus Arondel, sigillifer curie Attrebatensis, presbiter, rector parrochialis ecclesie de Dainville, Attrebatensis diocesis qui pro Sanctitate Vestra plurimum laboravit, processus vestros contra nefandissimum Bartholomeum... in Attrebatensi predicta et Duscensi villis, ac alibi, in latino et in vulgari fideliter publicando et exponendo, propter quod pluries fuit in periculo mortis » (Supplique « laquelle Clément VII répond sous la date du 7 mars 1384, *Liber supplicationum* ann. VI, fol. 68 v°). Parmi les urbanistes artésiens, je citerai deux chanoines de Saint-Pierre d'Alre, Jacques Renard et Guillaume Willard, dont Clément VII donna les bénéfices à Gilles de Truancourt et à Nicolas l'Évêque. Un chapelain, l'autre secrétaire de la comtesse Yolande de Bar (*Liber supplicationum* ann. III, fol. 19 v°).

3. Albert de Bavière, dont on a vu déjà (t. I, p. 279-281) l'attitude à l'égard de Clément. Sur la demande des pères et des enfants, le pape d'Avignon accorde des dispenses en vue de ces mariages, par bulles du 6 février 1385 (*Reg.* 296, fol. 59 r°). Ils furent célébrés, le 12 avril, à Cambrai. A vrai dire, les deux jeunes couples s'adressèrent, par la suite, à Urbain VI, pour obtenir également de lui des bulles de dispense, qui leur furent expédiées à pres coup, de Gênes, le 5 avril 1386 (L. Devilliers, *Cartulaire des comtes de Hainaut*, t. II, p. 359, 361).

dans le gouvernement du royaume, et si l'on peut même le considérer comme l'auteur responsable des deux expéditions dirigées vers la Flandre en 1382 et en 1383, on ne l'a pas vu se mêler, personnellement du moins, aux affaires du schisme. À vrai dire, Philippe le Hardi n'avait pas, pour épouser les intérêts de Clément VII, les mêmes raisons que son frère Louis d'Anjou. Ses sentiments pourtant ne sauraient être douteux. On en a pour garant la politique suivie constamment par la France à l'égard du saint-siège, politique qu'à partir de 1382, nul ne dut contribuer plus que le duc de Bourgogne à faire prévaloir dans les conseils de la royauté. Philippe le Hardi avait, d'ailleurs, déjà donné à Clément VII une preuve de son zèle en lui prêtant de ses deniers 20.000 florins d'or¹.

La disparition de Louis de Male, l'avènement de son gendre transformaient donc les conditions dans lesquelles jusqu'alors avait vécu la Flandre. Les urbanistes perdaient singulièrement au change. Il y avait désormais opposition de croyances entre la population et le depositaire de la puissance seigneuriale. Quelles en furent les conséquences? Quelle attitude prit alors Philippe le Hardi à l'égard de sujets refusant de partager sa foi?

La réponse à cette question se trouve dans plus d'un livre. Les historiens de la Flandre n'ont qu'une manière de caractériser la politique religieuse de Philippe le Hardi. Ce fut, à les entendre, la persécution dans ce qu'elle a de plus odieux. Maître du comté de Flandre, le duc de Bourgogne défend à ses nouveaux sujets, « sous les peines les plus sévères, » d'obéir au pape de Rome. Il leur impose une apostasie que leur conscience reprouve : l'exil, la prison, les supplices au besoin lui servent à châtier leur désobéissance².

On serait, de prime abord, tenté de souscrire les yeux fermés

¹ Charte du 6 février 1383 (n. st.) par laquelle Philippe le Hardi reconnaît avoir été entièrement remboursé d'une somme de 20.000 florins d'or francs, qu'il avait prêtée au pape, « à son braving et à sa requeste » (Arch. du Vatican, *Instrumenta miscellanea ad ann. 1383-1384*).

² Kervyn de Lettenhove, *Histoire de Flandre*, t. IV, p. 75, 81 ; abbé Voisin, dans les *Bulletins de la Société historique et littéraire de Tournay*, t. X, p. 67 et sq. ; L. Gillebouts-Van Severen, *Inventaire des chartes (Inventaire des Archives de la ville de Bruges)*, Bruges, 1875, in-4°, 1^{re} série, t. III, p. 236 et sq.

à un jugement qui s'appuie sur une connaissance approfondie de l'histoire locale comme sur une longue pratique des dépôts d'archives de la Belgique et du nord de la France. Il faut y regarder d'assez près pour s'apercevoir qu'il reste encore des pièces à utiliser; que les comptes municipaux de Bruges n'ont pas dit leur dernier mot; qu'une chronique tournaisienne inédite peut fournir des traits nouveaux, et que la Bibliothèque nationale, les Archives du Nord, de la Côte-d'Or, surtout celles du Vatican donneraient sans doute la clef d'un certain nombre de problèmes jusqu'ici réputés insolubles. A l'aide d'un dossier complété de la sorte, on peut, sans trop de témérité essayer de reviser le procès de Philippe, duc de Bourgogne.

Bien que Philippe le Hardi vécût à une époque qui n'inscrivait pas la tolérance au nombre de ses vertus, j'eusse été curieux de lire le texte de l'ordonnance, que les historiens lui prêtent, par laquelle il courba, dit-on, le peuple flamand sous le joug de Clément VII. A défaut de l'acte lui-même, on voudrait en trouver au moins quelque mention dans les chartes, dans les chroniques contemporaines. Un indice sûr serait ici d'autant plus souhaitable qu'il faut bien en convenir, les paroles et les actes du prince ne cadrent guère avec un ontre aussi brutal.

En 1384, les gens d'Ypres se plaignaient des conversions forcées qu'opérait, disaient-ils, la dame Yolande de Bar dans les châtellenies de Cassel, de Bourbourg et de Dunkerque. Les commissaires délégués par Philippe le Hardi s'empressèrent de faire droit à cette réclamation; ils écrivirent à dame Yolande que de telles « duretez » déplaisaient fort à Monseigneur, et l'invitèrent à révoquer toutes ses ordonnances¹.

Le duc lui-même, dans une charte du 28 décembre 1384, affirma

1 Ces détails sont empruntés à une lettre d'Yolande de Bar publiée par Kervyn de Lettenhove (*Froissart*, t. IX, p. 520) sans autre date que celle du mois de mai. Je n'hésite pas à placer en 1384 la composition de cette lettre. La dame de Cassel, en effet, y parle du duc de Bourgogne comme de son suzerain, preuve certaine qu'elle écrivait postérieurement à la mort de Louis de Mule. D'autre part, elle y mentionne comme vivant encore le duc Louis I^{er} d'Anjou, dont elle ne put ignorer la mort à partir des mois d'octobre ou de novembre 1381.

très nettement son intention de n'obliger personne à se soumettre au pape Clément VII¹.

L'année suivante lorsque Philippe prêta l'oreille aux propositions des Cantons², ceux-ci lui firent savoir qu'ils voulaient une paix « en laquelle Dieu fust honoré, » et ils ajoutèrent, de peur de n'être pas bien compris, que la liberté du culte et de la foi religieuse était un privilège auquel ils ne renonceraient jamais, qu'ils demeureraient fidèles à la croyance dans laquelle Louis de Male avait vécu, que, seule, la décision d'un concile général pourrait les faire changer d'avis, enfin qu'ils desiraient des conditions semblables pour toutes les villes de leur alliance³. Loin de s'irriter de ce langage, les plénipotentiaires bourguignons et français répondirent que le duc et le roi de France se borneraient à délnir de leur mieux les consciences des Cantons, sans prétendre leur faire violence, au surplus, le traité qu'il s'agissait de conclure n'avait aucun rapport avec ces questions de foi. La même déclaration se retrouve dans la réponse que fit, plus tard, le duc lui-même aux délégués de Gand : « Quant à la suplication « que vous avés faite sur le fait de l'Eglise, nous vous ferons informer, *toutes fois qu'il vous plaira*, de la verité de la matiere, et « n'est pas nostre intention de vous faire tenir aucune chose contre « vos consciences ne le salut de vos ames⁴. »

Vers 1390, le duc, il est vrai, tenta d'amener ses sujets de Flandre à reconnaître Clément. Mais écoutons les chroni-

1 « Nous qui ne valons aucun d'eulx contraindre de venir à l'obéissance de nostre dit saint pere. » (Bibl. nat., collection de Flandre, ms. 183, *Thérouanne*, n° 9.)

2. Ils avaient auparavant arboré la bannière d'Angleterre et s'étaient emparés de Damme, ce qui nuosa la une nouvelle expédition française. Le 21 septembre 1385, Clément VII fait remettre 42 florins 24 sols à un chevalier de Charles VI qui lui apportait la nouvelle de la reddition de Damme (Arch. du Vatican, *Intritus et exiitus*, n° 339, fol. 210 v°).

3. *Thesaurus novus encyclopediarum*, t. I, c. 1618.

4. *Ibid.*, c. 1623. Notes de Kervyn de Lettenhove au t. X de son édition de *Froissart* p. 570, 571, 572, 576. — Le même érudit a fait erreur en signalant dans l'art. 1^{er} du traité de Tournay une clause relative à la liberté religieuse. On ne lit rien de pareil ni dans le texte français (*Histoire des ducs de Bourgogne de la maison de Valois*, par M. de Barante, avec des remarques par le baron de Roiffenberg, Bruxelles 1835, in-8°, t. III, p. 321-329), ni dans le texte flamand du traité (J. Vuysteke, *De verkenningen der stad Gent, Tijds. ak van Philips van Artevelde*, Gand. 1891-1893, in-8°, p. 303-317).

queurs : « Le duc de Bourgogne *traita* à ceulx du pays de
« Flandres affin qu'il fussent de la partis du pape Clement ;
« il *respondirent* que *riens n'en feroient*, et parmy tant les *laissa*
« en *paix*¹... — En ce temps là, le duc de Bourgogne s'efforçait
« par divers moyens d'*attirer* ses sujets en l'obédience du pape
« Clement; comme il n'y pouvait parvenir, il les *laissa en paix*
« moyennant une somme de 60.000 nobles qu'ils lui avaient
« paye²... » L'insuccès de la tentative me paraît évident, ainsi
que le caractère diplomatique de la démarche — rien qui ressemble
à une note impérative ou comminatoire. C'est la conclusion qu'on
tire aussi d'une lettre de Philippe le Hardi à son bailli de Gand
(17 juil et 1390)³. De nouveaux troubles avaient éclaté dans cette
ville, et le duc ne s'expliquait pas l'émotion populaire. « Car,
« écrivait-il, si comme tenus sommes, nous avons mis paine de
« *induire* nos subjects, les dis de Gand et autres de nostre pays de
« Flandres, à estre d'une creance et opinion avecques nous et
« d'eulx infourmer de la verité du scisme et de la bonne justice
« de nostre saint pere le pape Clement, et en ce avons volu et
« *voulerions labourer* à la seurté, bien et honneur de nostre dit
« pays et de nos subjects, *sens ce que nous aïens volu et conse-*
« *rien faire aucune contrainte pour ycellui fait*... » Deux con-
seillers de Philippe furent même chargés de porter aux bourgeois
de Gand ces assurances, que le bailli de son côté, devait renou-
veler en toute occasion.

1 Chronique anonyme connue sous le nom de *Continuation de Raoul de Arras* (Kervyn de Lettenhove, *Œuvres et chroniques de Flandre*, t. II), p. 307. Cf. la *Chronique des Pays-Bas* (J.-J. de Smedt, *Recueil des chroniques de Flandre*, t. III, p. 285) : « Ou meisme an [1390], tenta iceil duc de Bourgogne vers ceulx de Flandres pour estre de la partis du pape Clement, mais riens n'en vollurent faire. »

2 Chronique de Jean Brandon (Kervyn de Lettenhove, *Chroniques latines relatives à l'histoire de la Belgique sous les ducs de Bourgogne*, t. I), p. 18. Passage imité dans la *Chronique de Tranchiennes* (J.-J. de Smedt, *Recueil des chroniques de Flandre*, t. I, p. 621), compilation moderne qu'on a trop souvent le tact de citer comme une source originale.

3 Cette lettre, publiée par Kervyn de Lettenhove (*Froissart*, t. XII, p. 450), porte la date de Marquon, le dimanche 17 juillet. Le 17 juillet est tombé un dimanche en 1384 et en 1390 — mais, à la première de ces dates, Philippe se trouvait à Dijon, au lieu qu'en 1390, il se rendit entre le 6 juillet et le 5 août, de Dijon à Saint-Omer et put par conséquent se trouver à Marquon le 17 juillet (B. Pelet, *Recherches*, p. 168-222).

En 1392, des délégués de plusieurs villes vinrent entretenir le duc de la situation religieuse. Ayant tenu conseil, il laissa les Flamands (ce sont les propres expressions du chroniqueur) « libres de se soumettre à tel pape qu'ils voudraient. »

Enfin j'invoquerai le témoignage du pape de Rome lui-même. Anvers, bien que située dans le duché de Brabant, ayant été précédemment cédée au comte de Flandre, les habitants de cette ville étaient soumis au même régime que les Flamands. Or, j'ai retrouvé deux bulles du 6 février 1391 dans lesquelles Boniface IX constate la défection du peuple et du clergé d'Anvers et la juge d'autant plus sévèrement qu'*aucune nécessité*, dit-il, *ne les forçait à quitter le droit chemin*². Est-ce là le langage qu'il aurait tenu si Philippe le Hardi avait édicté, comme on l'affirme, « les peines les plus sévères » contre ceux de ses sujets qui obéissaient au pontife de Rome³?

Les historiens pourtant ne se bornent pas à supposer une ordonnance générale supprimant la liberté de conscience des Flamands : ils relèvent à la charge de Philippe le Hardi une série de faits particuliers qu'il importe à présent d'examiner attentivement.

Tel est tout d'abord cet attentat sur la personne d'un légat urbaniste qu'a le premier révélé M. Gulliodts-Van Severen : « Le « légat lui-même (je cite les paroles du savant archiviste de « Bruges) n'échappe pas aux outrages ; le clergé officiel l'accuse, et « les justiciers du duc de Bourgogne le mettent en état d'arresta- « tion⁴. » Incident demeuré jusqu'ici fort obscur, sur lequel je crois être en mesure de fournir quelques éclaircissements.

Guillaume della Vigna, trésorier d'Urbain VI et évêque d'Ancone⁵, avait été chargé de parcourir les diocèses de Cambrai, de Thérouane et de Tournay pour y solliciter du clergé des subsides

1. Jean Brandon, p. 22.

2. « Nullo necessitate compulsi, sed malis iniqui hominis persuasionibus fascinati. » (Arch. du Vatican, Reg. 312, fol. 16 r^o et 16 v^o.)

3. *Inventaire des chartes de Bruges*, 1^{re} série, t. III, p. 134.

4. Ce personnage se trouvait encore auprès d'Urbain VI à la fin de l'année 1386, il fit, à Gênes, l'ordination de la Noël, dans laquelle fut compris l'historien Gobeilmus Veranus *Caesodromum*, p. 310.

et pour y passer l'inspection des collecteurs apostoliques¹ il était même investi par le pape de Rome des fonctions d'administrateur du diocèse de Tournay². La venue d'un légat urbaniste dans la Flandre ne paraît pas d'abord avoir beaucoup ému le gouvernement ducal. Le fils du comte de Namur, que Philippe venait de nommer gouverneur de la Flandre³, honora de sa présence une fête présidée précisément par ce légat. Pour que ces dispositions tolérantes soient devenues soudainement hostiles, ne faut-il pas que le légat ait abusé de la liberté qu'on lui laissait, et parle ou agi de manière à laisser la patience des autorités⁴? Simple hypothèse, qui va bientôt se transformer en certitude.

La chronique inédite de Tournay que j'ai déjà plusieurs fois mentionnée rapporte que Guillaume della Vigna s'était rendu à Gand vers le mois d'avril⁵, il faudrait plutôt dire vers le mois

1 Il avait reçu les 12 et 13 mai 1387 une première mission beaucoup plus étendue : « Guilelmus episcopus Aconitanus, thesaurarius noster, apostolicæ Sedis noster, qui est pro quibusdam articulis per nos sibi commissis negotia ad Francie, Bohemie, Navarre, Dacie, Swezie et Norwegie regna, necnon Alemannie, Lotheringie, Flandrie, Leodii et Hennonie partes presentanter accersurus... » (Arch. du Vatican, Reg. 311 fol. 57 r° et 58 r°, *Regesta diplomatica Historiæ Danicæ*, t. I, p. 431.) Cette mission fut postérieurement circonscrite dans les limites des diocèses de Cambrai, de Thérouanne et de Tournay (v. une bulle datée de Pérouse, le 2 août 1388, cons. fermant à Guillaume les pouvoirs nécessaires pour réconcilier les églises ou clercs profanes *sibi*, fol. 264 r°). Guillaume, évêque d'Ancône est, en 1388, l'un des collecteurs du subside qu'Urban VI prétend lever dans le diocèse de Liège, et dont le produit doit servir à la répression des schismatiques, à la défense de l'Eglise romaine et au paiement de la rançon des prisonniers retenus par les édimantins (bulle du 31 décembre Reg. 311 fol. 265 r°).

2 A. Le Mire, *Opera diplomatica et historica* (Bruxelles, 1723-1748. in-fol.), t. II, p. 1029.

3. Arch. du Nord, B 1063. — V. un rôle présenté à Clément VII par la mère de ce prince, Catherine de Savoie, comtesse de Namur et auquel le pape répondit à la date du 17 décembre 1379 (*Liber supplicationum Clementis VII anteq. an. II* par. 17 fol. 4 v°).

4 A. Le Mire *loc. cit.*

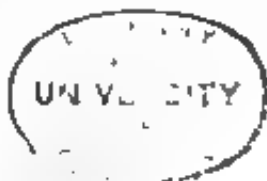
5 « L. au M. II. III. X, mandèrent li clergie de le conté de Flandres à l'autre pape Urban que il lui pleust envoyer en le conté de Flandres ung legat en menbaçades (sic) pour ramonstrier et preschier par tout le pays de le conté de Flandres leur ley et discipline, et y vint un eveque de Rome au mois d'avril, et avoit en sa compaignie ung chevalier d'Allemaigne, lequel estoit leur traictement, et les guidoit pour leur argent, et tant qu'ilz vinrent à Gand, et y fu moult bien receus de tout le clergie et du peuple. Et, au venu à Gand, l'evienement il prescha en latin... » (Bibl. royale de Bruxelles, ms. 1082. fol. 75, communication de M. A. d'Herbomez.)

de mars 1390¹. Fort bien reçu des habitants, il prêcha, en latin, dès le lendemain de son arrivée, un sermon dont le chroniqueur reproduit les grandes lignes, sinon les termes mêmes : « Le pappe
« Urbain estoit vrais pappes. . Monseigneur le conte de Flandres,
« liquelz estoit vostre sire naturel y creoit et crut tout le temps
« qu'il vesqui... Et aussi, qui plus y fait, vous avez eu et receu
« tous vos sacremens de baptesme et de confirmat on, de oile et
« de confession, de communion, de mariage et de priestrage du
« vrai pappe Urbain Et aussi il est verité que, quant Monsi-
« gneur de Flandrez fu agrevé de le maadie dont il trespassa,
« il reçut ses sacremens et bien et vrais creans ens ou vrai
« pappe Urbain. Et encore vous requierqun, à tous, grans et petis,
« que vous y crussiez pour le sauvaion de vos ames, pour
« lequel, bonne gent, avisez vous. » Jusqu'ici, dans ce langage,
rien qui outre passe les libertés reconnues en Flandre aux predi-
cateurs urbanistes. Mais le légat poursuit : « Vostre sire de
« Bourgegne se vult dampner et perdre saine. Pour Dieu, avi-
« sez vous, et ne les creez mie, ne le roi de France, ne plusieurs
« autres princes. Et si vous jur, par le Dieu qui est es chieux et
« en terre, que il vous vaulroit mieus à morir en ne creance et
« en no foy que à vivre comme vostre sire croit : car il est escon-
« menyé, et tous ceux qui ne croient à Urbain, et, des mainte-
« nant, je les esquemenie et tous leurz aderens, de telle condi-
« tion que il soient echouté de le [royaume] de Dieu et du vray
« pappu Urbain, qui s'et en le royaume de Dieu, et des XII
« apostles, que les XII cardennus representent. » Je sais peu de
gouvernements, même de ceux qui, de nos jours, se piquent le
plus de respecter la liberté de la parole, qui toléreraient en chaire
de telles personnalités.

Ce qui devait fatalement se produire arriva². Comme, le len-

1 N. la suite de ce récit. Une date certaine, celle du 2 avril, est fournie par un compte de Bruges.

2 « Et toutesfoiz, quant il eut fait et finie sa predication, il se mist en orisons devant l'ostel une espasse, et puis se leva ou s'en vint à son hostel, et l'endemain se party de Gant pour aler à Bruges, accompagné de son traceman et aussi d'ununs de ceux de Gant. Mais il trouverent dure encontre, car ilz furent assallit de chevaliers et de écuyers du pays de Flandres peüz eux prendre comint urbanistes. Mais il se mirent bien et vaillamment à defence, et se comporterent assés bien, et en le fin



demain, l'évêque d'Acône se rendait de Gand à Bruges, accompagné d'un chevalier, d'un abbé, d'un docteur et de plusieurs hommes d'armes, il se vit assailli par une troupe dont les chefs étaient des chevaliers ou écuyers flamands, notamment Simon Ruu et Jean d'Hallwin, bâtard de Lichtervelde¹. Malgré leur belle résistance, le légat et ses compagnons finirent par avoir le dessous. Plus ou moins grièvement blessés, ils furent conduits d'abord près de Pecq, puis, durant la nuit, à Lille et remis aux mains du châtelain. Celui-ci les dirigea sur Arras, où ils furent emprisonnés. La nouvelle cependant se répandait en Flandre : les autorités de Gand et de Bruges se concertèrent (2 avril) un courrier partit pour Rome, un « parlement » s'assembla à Bruges², les auteurs de l'attentat furent, à plusieurs reprises, menacés ou frappés d'excommunication³. Enfin des députés de Gand, de Bruges, des autres villes du Franc, se rendirent à Paris pour obtenir du duc de Bourgogne l'élargissement des prisonniers⁴.

Jusque là, tout s'était fait sans doute à l'insu de Philippe. L'arrestation avait eu lieu dès le lendemain du jour où le légat avait prononcé de si imprudentes paroles. Le bâtard de Lichtervelde, principal auteur du coup de main, avait agi peut-être de sa propre autorité. C'est bien ce que semblerait croire le pape d'Avignon quand, par reconnaissance, il alloua au bâtard 107 florins en récompense de son initiative⁵. Jean d'Hallwin, sur lequel j'ai pris mes

suront pris et seront menés vilainement ; et les prièrent de bonnes guerres, car il croissent en la foy et forment error. — Item les prièrent vers Simon Ruu et messire Jehan de Kahlen, bastart, Robin le Roux et leurs varlois, et les menèrent au Chevalier deien Peue pour reposter, et là furent 15 heures ou plus pour les mener par nuit, et les menèrent ens en cartiel à Lille, et les délivrèrent à messire Jehan de Pastre, escoutein du ruciel, lequel les mena à Arras en prison à Bellemeille. Et oncques par un n'en oï nouvelle. » (Ms. ch^{te}, *ibid*.)

1. Le véritable nom de ce chevalier est révélé par les lettres ci-dessous (note 3 et p. 263 note 1).

2. L. Gillelde-Van Saveren, *op. cit.*, p. 333. [J. Vuytche], *De verhaegen der stad Gand, Tydreck van Philips van Artervelde*, p. 409, 415.

3. La chronique bourgeoise déjà citée poursuit : « S'en furent Flamens menés courtois et destourbet, car li deus hommes qui avoient fait ceste prison furent esquement par plusieurs foiz par les seigneurs de la costé de Flandres, voire se ils ne restituèrent lesdis prisonniers, et en le fin en les tint en paix. » (Ms. cité, fol. 73).

4. L. Gillelde-Van Saveren, *loc. cit*.

5. Le 10 juin 1390, paiement de 107 florins à nos « domino Johanni de Alexia, maître bastards de Lichtrebel, qui capit ambemertens intrus in partibus Flandrie » (Arch. du Vatican, *Instruções e cartas*, n° 314, fol. 160 r°).

renseignements dans le trésor des chartes de Flandre. Hant, d'ailleurs, un chevalier querelleur, prompt à mettre l'épée à la main¹.

Si le duc est étranger à l'arrestation elle-même, il semble, une fois mis au courant de l'incident, avoir plutôt fait preuve de longanimité. Ses conseillers et ceux du roi, s'étant rassemblés à Bruges, firent relâcher l'évêque d'Amèes². Seuls, les compagnons du légat au nombre de neuf furent transférés au château de Juilly, en Champagne. Ils y parvinrent le 22 avril 1390; l'un d'eux y mourut, et plusieurs n'y trouvaient encore le 4 juillet 1392; un ne fut libéré, moyennant forte rançon, qu'en 1394, j'emprunte ces derniers détails aux Archives de la Côte-d'Or³ ou

1. Au mois d'août 1391, se trouvant à la fête de Thonoult, il fut mêlé à une querelle entre Guillaume de Virelles et un bourgeois du nom de Guillaume du Prior, seigneur de Brechemont; on échangea des « paroles riensmes » à les interlocuteurs « se courroucerent les uns contre les autres »; enfin le bourgeois prenant la fuite Jean d'Halluin fut de ceux qui lui donnaient la chaise, l'atteignirent, le bloquèrent, de telle façon que mort s'ensuivit. Le bastard de Lilloerwilde qui « abasmeit de Flandre », mais qu'ayant accordé satisfaction « se parlois » jusqu'au jour où des lettres de rémission du duc le réintégraient dans la jouissance paisible de ses biens et de sa bonne réputation. V. les lettres expédiées, à Lille, au mois de février 1392 (n. st.) en faveur notamment de « messire Johan de Hauw, bastard de Lilloerwilde » (Arch. du Nord, B 1681, *Reg. des chartes de l'Audience*, fol. 167 r°).

2. L. Gilliodts-Van Severen, *loc. cit.*

3. On lit dans un compte de Jean Paris, receveur des terres du duc de Bourgogne tenu en Champagne, pour l'année 1390 (27 nov.-1391) : « Pour deniers paiez et baillies, par le mandement de Monseigneur donné à Paris, le VII^e jour de janvier l'an mil CCC III^e et dix, à messire Pierre de Lontaigne, capitain du chastel de Juilly [Aube], la somme de trois cens francs d'or pour les despens et minimes qu'il a fait en la garde de messire Anthoine de Vigny chevalier, messire Gile de Paupenne, Anthoine, son neveu, Pale, sergent d'armes Pierre l'escuyer sedit chevalier, Corrent d'Alenmengue, Jehan de Mandree, l'abbé de Bourdelet [Bordeley, ou diocèse de Lincoln, dans la Wavereshire] et ung autre varlet, que Mon dit seigneur fit mener prisonniers audit Juilly, pour les y garder à ses despens, depuis la XXII^e jour d'avril mil CCC III^e et dix jusques à présent. ; III^e francs d'or » (Arch. de la Côte-d'Or, B 3865, fol. 58 v°.) Puis, dans le compte de l'année 1391 (27 nov.-1392) tenant suite au précédent : « Pour deniers paiez et baillies par le mandement du Monseigneur donné à Saint Omer, le VIII^e jour de juillet l'an mil CCC III^e et dizeur à messire Pierre de Lontaigne capitain du chastel de Juilly, la somme de trois cens cinquante francs d'or pour les despens, fraiz et minimes qu'il a fait en la garde de les messires Gile de Paupenne, docteur en decret, messire Anthoine de Vigny, chevalier et plusieurs prisonniers aus dits messagiers de l'empereur Bonifere, qui ja prison furent prins et arreestes au pais de Flandre et envoies, par l'ordonnance de mondit seigneur, en garde audit chastel de Juilly, auquel lieu ledit messire Gile est reguerres trespasses, et ont demoré plusieurs deudis prisonniers depuis le mois

aux Archives du Vatican¹. Il n'y a certes pas lieu de prononcer ici le mot de persécution. Les faits, on le voit, s'expliquent assez naturellement par l'intempérance de langue d'un prélat italien, qui aurait même pu payer son imprudence plus cher, si Philippe le Hardi eût montré moins de sang-froid.

Un autre fait reproché au duc de Bourgogne, et qui me paraît avoir encore moins d'importance, est celui que rapporte M. Kervyn de Lettenbove. Le duc aura treuvé Jean Van der Capelle, souverain bailli de Flandre, et la bienveillance que témoignait ce magistrat aux urbanistes serait la vraie cause de sa disgrâce. J'ignore si, en effet, Jean Van der Capelle manifesta aux urbanistes une bienveillance particulière²; mais le fait même de sa disgrâce me semble contestable. J'ai recherché à Lille les lettres par lesquelles fut nommé son successeur Guillebert de Leuvrin-

d'avril l'an milCCC IIII^{es} et dix quelques audit III^e de juillet audit an en estat audit Justel depuis ledit temps jusqu'en audit juer. et ainsi pour aucuns voyages que ledit capitain a fait et fait faire en tant par devers mondit seigneur, pour le fait descha prisonniers, sur les quelz depens, fraiz et missions a receu du receveur d'ides, par le commandement et ordonnance de mondit seigneur, trois cens fraiz d'or si comme il appert par le compte precedent en chapitre de despense extraordinaire pour les dix prisonniers. Et nonobstant ledite somme de trois cens fraiz. vuest mon dit seigneur que ledit capitain ait et prene encorres, pour les causes dessus dites, ledite somme de trois cens L. fraiz d'or, si comme il appert par le mandement de mondit seigneur. Pour ce par ledit mandement et lettres de quittance dudit capitain, tout rendu à court. ; II^e L. fraiz d'or. » Arch. de la Côte-d'Or, B 2867, fol. 5^r.

1 Bulle de Boniface IX du 6 février 1391 enjoignant à l'évêque d'Autun la mission de collecteur apostolique dans la province de Rouen et dans les diocèses de Liège et d'Utrecht, mission que ne peut plus remplir le chanoine de Hologne M^r « Gilius de Pompon » qui « est vu arrêté par les schismatiques à peine commençait-il à exercer lesdites fonctions (Arch. du Vatican, Reg. 313, fol. 34 v^o) ». Bulle du même du 11 août 1394 ordonnant à Jean, élu de Liège, de contribuer au paiement de la rançon d'Antoine « de Vinsis » chevalier de Capoue pour une somme de 200 florins d'or, qui sera imputée sur les « communs services » dus par ce prélat au saint-siège (Reg. 314, fol. 2^{re} v^o).

2 *Histoire de Flandre*, t. IV, p. 82.

3 M. L. Gillaerts-Van Severen, qui avait reproduit l'opinion de Kervyn de Lettenbove, en y ajoutant un « et » au compte de la ville de Bruges (op. cit., t. II, p. 128) a bien voulu me faire savoir que le passage en question mentionnait le remplacement de Jean Van der Capelle par Guillebert de Leuvringhem sans en faire connaître le motif. Quant à Kervyn de Lettenbove, il se pourrait qu'il eût été induit en erreur par un passage ambigu de l'historien J.-Nicolas Despers (*Cronijck van den lande ende grafscap van Vlaenderen*, éd. J. de Jonghe, Bruges, 1859, in-8^o, t. III, p. 162).

ghem (10 octobre 1390)¹ on y voit que, si Jean Van der Capelle fut déchargé de fonctions qu'il avait « bien et longuement » exercées, c'est à sa « diligence », à sa « prière » et à sa « requête ». Le duc ajoute que l'ancien bailli venait d'être, « pour ses bons mérites, » pourvu d'une autre charge par devers lui². En effet, Jean Van der Capelle continua, durant les années suivantes, d'avoir sa place marquée dans le conseil du prince³.

Jean de Heyle et Pierre de Roeselare sont également nommés par la plupart des historiens au martyrologe des urbanistes flamands. Le premier n'était pas, comme on l'a dit⁴, un bourgeois de Gand, mais un chevalier de Flandre. Grâce à son habileté, à ses relations dans les deux camps, il avait menagé entre Philippe et les Gantois le rapprochement qui aboutit au traité de Tournay (1385). Il eut le sort commun à beaucoup de ceux qui se devouent au rôle ingrat d'intermédiaire entre les grands et les petits ; comme le parisien Jean des Maris, il encourut la disgrâce de son maître vers 1384⁵. Arrêté, vraisemblablement pour des motifs d'ordre politique, il mourut dans sa prison, à Lille⁶.

1. Inexactement donnée par Ph. de l'Esplanay (*Recherche des antiquités et noblesse de Flandres*, Douai, 1631, in-fol., p. 13) cette date a été bien indiquée par M. Froust (*Messenger des sciences historiques de Belgique*, année 1876, p. 102).

2. « Comme à la diligence, prière et requête de nostre oncé et seigneur chevalier et conseil. le messire Jehan seigneur de la Chapelle, qui bien et longuement a tenu et exercé de par nous l'office du souverain bailliege de nostre pays de Flandres, nous nous en chargeons et deschargeons ycelui seigneur de la Chapelle dudit office, et l'avons autrement pourvu devers nous pour ses bons merites. » Lettres du duc d'Arras, le 10 octobre 1390. Arch. du Nord, B 1598.

3. Ph. de l'Esplanay, *loc. cit.*, L. Gilliodts-Van Severen, *op. cit.*, 1^{re} partie, t. IV, p. 10, 21, 27; cf., aux Archives du Nord (B 1854), un mandement par lequel Philippe le Hardi ordonne de tenir compte à Jean Van der Capelle, son conseiller, des voyages que celui-ci a accomplis pour son service.

4. Kervyn de Lettenhove *Histoire de Flandre*, t. IV, p. 36.

5. Froust (éd. Kervyn de Lettenhove), t. X, p. 411, Jean Brantion, p. 7. — A la suite de ces négociations, Philippe le Hardi le nomma son chevalier d'honneur et lui attribua une pension de 300 francs (Kervyn de Lettenhove *Froust*, t. XXI, p. 521, *Manuscrit des Archives du département du Nord*, B 1042, 1042, 1043).

6. C'est à cette date que remonte la destitution de la charge de châtelain de Chastel-Bayhaes (*Manuscrit des Archives du département du Nord*, B 1043).

7. *Continuation du Brantion d'Arras*, p. 406. Cf. Jean Brantion, p. 20. — L'écrit de J. Meyer (*Annales Flandricæ*, fol. 216 v^o) est peut-être le premier qui ait songé à faire intervenir ici la passion religieuse. Son exemple a été, d'ailleurs, suivi par Nicolas Despars t. III, p. 163, par Ch.-Fr. Cuxis (*Jacq-Baertien der stad Brugge*, Bruges, 1745, in-12, t. I, p. 469), par Kervyn de Lettenhove *Histoire de Flandre*, t. IV, p. 32. Froust, t. XXI, p. 521, etc.

Pierre de Roesslare appartenait à la bourgeoisie de Bruges. Le chroniqueur le plus digne de foi n'assigne à son exécution qu'une cause également politique. « Pierre de Roesslare, dit Jean Brandon¹, fut arrêté par ordre du duc de Bourgogne, conduit à Lille et décapité comme traître et comme conspirateur. » En effet, il serait difficile d'admettre que des laïques ne fussent assez compromis dans les querelles du schisme pour encourir l'emprisonnement ou la peine capitale, alors que, dans le même pays, aucun membre du clergé ne fut traité avec autant de rigueur. Des procès en matière de foi n'eussent pas manqué d'être déferés, suivant l'usage, aux juges d'Église, et nulle part il n'est question de la comparution de Jean de Heyle ou de Pierre de Roesslare devant les tribunaux ecclésiastiques.

Au nombre des victimes de la persécution religieuse, on nomme également M^r Gerard Van der Zype, abbé de Baudeloo². Celui-là, il est vrai, dut se signaler au premier rang des adversaires de Clément VII; car son procès (j'en ai la preuve) fut entamé, en Avignon, en même temps que ceux de Jacques Dardain, nonce d'Urbain VI, et de Denis Paeldinke, prévôt de Saint-Martin d'Ypres. Tous trois eurent leur nom affiché sur la porte du palais des Doms; tous trois, ayant brave durant deux ans l'excommunication, furent anathématisés comme schismatiques³. L'abbaye de Baudeloo ayant été, par suite, pourvue d'un nouveau titu-

1. P. 21 — Il est vrai que Jean de Dismade, écrivain postérieur, qui rédigea sa chronique au moins trente ans après les événements dont il s'agit (cf. *Introduction* de J.-J. Lambin, p. viii, et les observations du chanoine de Smedt dans les *Bulletins de la Commission royale d'histoire*, t. XI, p. 7), semble rapporter la supplice de Pierre de Roesslare parmi les incidents qui troublèrent la paix religieuse à Bruges vers 1392 : « In Brugge quam om de pausen een heroorste daerom dat hertog Philips dede te Brugge eenen poorter vanghen die hem vele onderwaat van den pous Urbain. » (*Uits de cronike ende genealogie van den prinsen ende groten van den Vorstele van Bue dat heet Vlaenderlant van 803 tot 1438*, éd. J.-J. Lambin, Ypres 1839, in-8° p. 213).

2. Il abandonna son abbaye, suivant le *Chronicon comitum Flandrensiem* (J.-J. de Smedt, *Recueil des chroniques de Flandre*, t. I, p. 347) il se retira dans le Brabant, ajoute J. Meyer (fol. 213 v°), j'ignore d'après quelle source. La *Chronique de Tranchimont*, qui s'exprime de même, est une compilation bien postérieure au travail de Meyer.

3. Le 23 janvier 1343 (Arch. du Vatican, *Instrumenta miscellanea ad ann. 1343-1344*).

laire¹, il ne pourrait que le séjour de la Flandre fût devenu difficile à Gérard Van der Zype, et qu'aimant à échapper aux tracasseries du haut clergé, mais aux persécutions du gouvernement ducal, il se fût quelque temps réfugié dans le Brabant. Sera-t-il permis pourtant de ne pas s'apitoyer outre mesure sur le sort de ce martyr urbaniste ? Le 22 juillet 1392 à peu près vers le moment où les historiens déplorent son exil, une pièce conservée aux Archives du Nord nous le montre, en l'abbaye des Dunes, tranquillement occupé à faire retraction. La main sur le livre des Évangiles, notre abbé reconnaît, en présence de témoins², que très saint père en Dieu monseigneur Clément a toujours été et est encore le vrai pontife de Rome³. Il jure de lui obéir, et renie

1. Dans les pièces que je viens de citer Gérard Van der Zype est appelé « l'ancien abbé de Baudzlo » et plus, le 2^e janvier 1390 « et », un certain Bernard « statutaire abbé de Baudzlo », en même temps que vicaire général du diocèse de Tournay A. Van Laberen, *Histoire de l'abbaye de Saint-Basile et de la crypte de Saint-Jean*, Gand, 1833, in-4^e, 2^e partie, p. 33).

2. Jean, abbé des Dunes, qui avait dû se convertir au parti clémentin avant le 13 septembre 1390 (à cette date Clément VII lui accorda divers privilèges entre autres le droit de porter la mitre, v. *Cronica et cartularium monasterii de Dunco*, Bruges, 1863 in-4^e p. 161 Pierre Van der Zype capitaine bien connu, Jean Hoof, docteur de Malines, et Christophe de Dinuade, prévôt de Saint-Martin d'Ypres, au même moment (v. son obit lors du siège d'Ypres, *Idem et croniques de Flandres*, L. 1. p. 314).

3. « Gerardus, permissione divina abbas monasterii de Bodelo, Cisterciensis ordinis, subactis locis ubi prius promissa litteras impetravit quod in presentibus venerabilis unius personarum et dominorum abbatum monasterii de Dunco, prepositi S. Martini Iprensis, Petri de Zype, militis, et Joannis Hoof, scultheti Mechliniensis sacris necessitatibus evangelicis, publicum juramentum fecit, cujus tenor sequitur in hoc verba Ego, frater Gerardus, abbas monasterii de Bodelo, cognosco aliquem confiteor sanctissimum in Christo patrem et dominum nostrum Clementem papam VII iustum et esse verum romanum pontificem ac verum in terris Christi vicarium, et ad hoc sancta Dei evangelia manibus meis tactis iuro et promitto eidem domino nostro Clementi pape VII ejusque successoribus canonice utramque et nullis aliis, nisi vero romanis pontificibus, obedire, et preterito schisma in Ecclesia Dei et contra prefatum dominum nostrum Clementem papam VII exortum penitus abjuro. Sic Deus me juvet et haec sancta Dei evangelia per me tacta. Et nos, Joannes, abbas de Dunco, Christophorus, prepositus S. Martini Iprensis Petrus de Zype, dominus de Destrughem, et Joannes Hoof, sculthetas Mechliniensis, qui eidem juramento solemniter factis presentes interfuimus ipsamque sic fieri audivimus, expropter sigilla nostra una cum sigillo domini abbatis de Bodelo supradicti presentibus litteris duximus appendenda Datum et actum in monasterio de Dunco predicto die 22^e mensis julii, anno Domini 1392 » Arch. du Nord. B 1180 je reproduis ici la copie collationnée par Louis Godefroy sur le *Registre des chartes de la chambre des comptes de Lille*, copie qui se trouve à la Bibl. nat., collection de Flandre, ms. 64, fol. 6^r7.

son passé. Tout porte à croire qu'au prix de cette abjuration, dont chroniqueurs et historiens négligeaient de nous faire part, Gérard Van der Zype fut admis à reprendre immédiatement le gouvernement de son monastère¹.

Accueillons-nous du moins une tradition, soigneusement conservée parmi les his oriens flamands, qui représente le duc de Bourgogne comme s'attachant, pour ainsi dire, aux pas de Louis de la Trémoille, évêque de Tournay ? Il voulait, nous dit-on, forcer par sa présence les habitants à reconnaître le prélat clémentin². A vrai dire, au printemps de 1392, Philippe se transporta d'Arras à Tournay pour l'installation du nouvel évêque. Mais cette « feste » eut lieu le 21 avril, et, dès le 26, le duc de Bourgogne était de retour à Lille, d'où il ne tarda pas à regagner Arras³. On ne le voit pas davantage, quoi qu'en dise l'annaliste Meyer⁴, accompagner Louis de la Trémoille dans la tournée pastorale qui se termina d'une façon si pitoyable à l'Écluse. C'était la veille de la Trinité : comme l'évêque se disposait à commencer l'ordination, un incendie, auquel la chronique n'est pas loin d'attribuer une cause miraculeuse, éclata dans la ville, détruisant plus de la moitié de la paroisse Notre-Dame et obligea le prélat à battre précipitamment en retraite⁵. Or, cet incident, je crois pouvoir le démontrer, se produisit à une époque où Philippe le Hardi resi-

1 Il n'en jouit pas longtemps : sa mort paraît remonter au 3 décembre 1392 (*Gallia Christiana*, t. V, c. 36).

2 J. Meyer, loc. cit. 2^e v^e, N. Despars, t. III, p. 167. — Louis de la Trémoille était déjà à Tournay le 23 juin 1390 (bulle de Clément VII instituant une pension sur l'évêché de Tournay, Arch. du Vatican, *Reg. Avenion. LVIII Clementis VII, Littere de curia*). On remarquera d'ailleurs que le chapitre de Tournay n'avait donné à Clément VII que des marques de fidélité (bulle du 31 janvier 1390, dans *A. Hirsinger's opera*, t. II, p. 1031). Un seul chanoine, « Sigerus de Belra », nous est signalé comme partisan de Clément VII le déposa, « de son propre mouvement », par bulle datée du 2 juillet 1393 (*Reg. Avenion. LVV Clementis VII*, fol. 406 r^o).

3 E. Petit, *Henriciens*, p. 227. Jean Bréard, p. 21. — La *Continuation de Baudouin d'Arras* (p. 489), la *Chronique des Pays-Bas* (p. 287) et la *Chronique de Tournay* (J.-J. de Smidt, *Racueil des chroniques de Flandre*, t. II, p. 573), qui se copient l'une l'autre ajoutent, il est vrai, que Philippe le Hardi « fut tant que audit évêque ille obeyrent ».

4 Même affirmation, par exemple, dans l'*Histoire de Tournay*, de J. Cousin (Douai, 1620, in-4^e, t. II, p. 180).

5, Jean de Dixmude *États de cronike*, p. 291.

da t en Bourgogne¹, le 31 mai de l'année 1393. Cette date personnelle sans doute ne s'en est aperçu) est fixée dans le *Chronicon comitum Flandrensiarum*², par le vers suivant :

arsit xvli Lare sLIVs CYM GoldVr trlnVa et VnVs,

qui, en mauvais latin, signifie que l'Écluse a brûlé vers le moment de la fête de la Trinité mais qui aussi, par un jeu de mots assez fréquent au moyen âge, indique le millésime 1393³. C'est, en effet, le total auquel on parvient en attribuant à L, aux C, aux L, aux V et aux I contenus dans ces neuf mots leurs valeurs numériques et en les additionnant les uns aux autres. Ce point chronologique étant ainsi fixe, il en résulte que nos historiens ont fait une fois de plus erreur, et qu'ils ont, sans nulle preuve, attribué au duc un rôle assez ridicule et, en tous cas, fort déplacé. Philippe le Hardi ne s'est point fait le guide de Louis de la Trimoille à travers la Flandre, il n'a pris probablement aucune part personnelle aux démarches, non plus qu'aux déconvenues du prélat élémentin.

Il reste à parler des troubles dont on rend responsable le duc de Bourgogne⁴ et qu'aurait provoqués un certain official de Tournay qui passe pour le représentant de l'évêque élémentin⁵. Jean du Mont (j'ai retrouvé le nom de cet official) n'a rien de commun avec le clergé élémentin. L'autorité qu'il exerçait lui venait de l'évêque d'Ancône, légat du pape de Rome⁶. Il jouissait même

1. E. Pont. *Itinéraires*, p. 23^o.

2. P. 24^r.

3. Le *Chronicon comitum Flandrensiarum* et les *Deux* de Jean de Dixmude contiennent d'autres vers analogues correspondant aux millésimes de 1402-1408 1415 1419 1421, 1429 1436, 1438 1432 1435, etc.

4. Après avoir mentionné la prétendue ordonnance de Philippe défendant de reconnaître le pape de Rome, M. Kervyn de Lettenhove (*Histoire de Flandre*, t. IV, p. 81) poursuit en ces termes : « Dès ce jour une désolation profonde se répandit dans toute la Flandre, les églises des villages se fermèrent, le peuple inquiet et furieux eût égorgé au pied de l'autel le prêtre qui se fut rendu coupable d'apostasie... à peine quelque clerc élémentin osait-il célébrer les divins offices dans la chapelle des chanoines protégée par une double enceinte de fossés et de créneaux... »

5. On ajoute, en effet, que tout ce mouvement de résistance eût sa source et sa inspiration par les urbanistes de Liège et par l'évêque d'Ancône, le cathédral Van Severen (*op. cit.*, 1^{re} partie, t. III, p. 236-240).

6. C'est ce qui résulte d'une bulle de Boniface IX datée de Perouse, le 1^{er} avril 1393 (Arch. du Vatican. *Reg.* 314, fol. 95^{rs}).

si bien de l'estime de Boniface IX que ce pape le nomma plus tard administrateur du diocèse de Tournay¹. Tous ces détails sont révélés par diverses bulles qui subsistent dans les Archives du Vatican.

Les mêmes documents nous expliquent comment, en pays urbaniste, cet official, quoique urbaniste lui-même, a pu soulever l'opinion contre lui. Esprit intransigeant, tempérament de combat, Jean du Mont avait excommunié le prieur et les moines de Saint-Pierre de Gand, pour refus d'obéissance à leur abbé Antoine, de plus, un certain nombre d'officiers ou de conseillers du duc de Bourgogne. Or, il prétendait qu'en quelque lieu du diocèse de Tournay que se montrât un de ces excommuniés, le culte fût interrompu, et que l'interdit continuât d'être rigoureusement tenu jusqu'au troisième jour après l'éloignement du coupable². L'ordre fut exécuté par tout ce que le clergé comptait d'urbanistes dociles mais non sans provoquer de sourds mécontentements. Le 17 septembre 1391, il est question d'un appel interjeté au pape de Rome au sujet de l'interdit mis et maintenu par Jean du Mont. Des notabilités brugeuses se rendent à cet effet, en la ville de Gand; des lettres sont adressées, de Bruges, aux cures et aux villes. Le prévôt de Saint-Donatien correspond avec l'évêque d'Ancône, et cette démarche qui avait fait croire que le légat urbaniste était hostile à l'official, prouve seulement qu'on cherchait à obtenir de lui le desaveu de son délégué. Bientôt un certain Julien Van Haemne porte à Rome des lettres écrites par les trantons, les Brugeux, les habitants du Franc 27 janvier 1392. Enfin, chose curieuse, la Flandre en est réduite à chercher contre les vexations de l'official urbaniste un point d'appui

1. Quand l'évêque urbaniste Guillaume de Froidmont eut été transféré au siège de Bâle, et que l'évêché de Tournay eut été donné en commendé au patriarche d'Alexandrie (bulle du 11 mars 1394; Arch. du Vatican, *Bog* 214, fol. 209 r°).

2. Autre bulle de Boniface IX, du 11 mars 1391 (*Ibid.*, fol. 210 r°). — On la peut-être en fait connaît par la *Continuation de Raoul d'Avesnes* (p. 409); « Quel pays, pour lors, on ne enloit ne mers, ne melinon; et faisoient les seigneurs du pays enster devant eulx du pape Clement » (Cf. *Chronique des Pays-Bas*, p. 315.) Jean Brundon (p. 30) et Jean de Dixmude (p. 323) ajoutent que beaucoup d'églises se ferment ou, du moins, se voilent. On a vu plus haut (p. 240, note 4) que Kervyn de Lettenhove donnait à ces textes une interprétation tout autre.

auprès du gouvernement ducal : tel est sans doute l'objet de ces députations qui vont porter soit à Courtrai, aux seigneurs de l'Audience, soit à Lille, au Conseil de Flandre, soit à Tournai, à Ypres et à Lille, au duc de Bourgogne lui-même, les doléances de Gand et de Bruges « au sujet du clergé¹. »

Il se produisit alors un incident nouveau : une de nos bulles inédites en fait foi. Pierre Lanchals, doyen de chrétienté de Bruges, ayant exécuté, sur l'ordre de Jean du Mont, divers mandements dirigés contre des habitants de cette ville, les bourgeois, irrités, le bannirent de Bruges. Courroux de l'official, qui adressa aux bourgeois des monitions réitérées et leur enjoignit de rapporter ce ban sous peine d'excommunication. Nouvel appel, interjeté par les bourgeois au pape de Rome. C'est à cette occasion que, le 25 janvier, le 2, le 3, le 12 et le 19 février 1392, divers députés ou messagers se rendirent de Bruges à Gand, où résidait Jean du Mont, pour procéder à l'insinuation de ce second acte d'appel, ainsi qu'à celle des lettres dimissoires, dites *apôtres*, qu'un official, en pareil cas, était tenu de délivrer aux appelants². Les Flamands, on le voit, s'accommodaient de moins en moins des procédés violents de l'official urbaniste.

Dans ce dernier conflit, le pape de Rome donna raison à Jean du

1 L. Gilliodts-Van Severen, *op. cit.*, p. 235-240.

2 M. L. Gilliodts-Van Severen a eu l'extrême obligeance de copier à ma sollicitation plusieurs passages du *Compte de 1391-1392*, qui complètent sur ce point son importante publication « Doe (25 janvier) Franchouse den Lijpere ende den her Jan Biegh ghesont te Ghend up t'faut van den deken van kerelmede... » (fol. 67, n. 3). — « Item den andren dach in sporkele, meester Nieluis Scoorkiane ende den her Jacop Mulaerde ghesont te Ghend an den officiaal van tij. daghen, ...somme xxiij. lb. » (fol. 67, n. 1). — « Item, den derden dach in sporkele, meester Wouter Wegghen ende meester Mayhoit ghesont te Ghend an den officiaal omme te traktieren met hem up t'faut van den deken » (fol. 67, n. 3). — « Item, den vijftien dach in sporkele, Jan Gheerboude ghesont te Ghend an den officiaal up t'faut van den appeler omme te insinueren van v. daghen, ...somme vi lb. » (fol. 68, n. 5). — « Doe (19 février) senen hode te Ghend omme de insinuation van den laatste appeler ende van den apostelen, van vij. daghen, ...vij. n. grote, somme xlvij. n. » (fol. 68, n. 3). À propos de ce dernier passage, on me permettra de relever une légère erreur dans le *Glossaire flamand* joint par M. Edw. Gailiard à l'édition de M. Gilliodts-Van Severen (1892). Le mot flamand « apostole » y est donné comme ayant le sens du mot français « apostille », alors qu'il signifie en réalité « apôtre » ou lettres dimissoires.

Mont, jugeant qu'il y avait là une question de soumission à l'Eglise romaine et résolu à ne pas transiger sur ce point, il rejeta comme frivole l'appel des gens de Bruges¹ 1^{er} avril 1393¹. Mais il fut moins insensible aux plaintes de la ville de Gand. Le chagrin de cette population si fidèle à sa cause, et cependant privée par un juge urbaniste d'une partie des secours de la religion, excita sa pitié. Il ordonna la levée complète de l'interdit 11 mars 1394². Ce fut la fin d'une crise qui avait longuement troublé la vie religieuse en Flandre, mais dont le rôle intransigeant d'un agent urbaniste doit être rendu responsable, bien plus que l'esprit persecuteur du gouvernement de Philippe le Hardi.

Ainsi s'évanouissent les unes après les autres les accusations portées contre le duc de Bourgogne. De tous les faits cités comme preuves de la tyrannie qu'il exerçait sur les consciences, il ne reste rien, ou du moins presque rien. L'histoire ne saurait se contenter d'hypothèses, surtout d'hypothèses démenties par des documents dignes de foi. La légitime antipathie qu'inspire aux historiens de la Flandre la domination bourguignonne ne saurait tenir lieu de preuves pour démontrer l'existence d'une persécution violente qui n'a laissé de traces ni dans les chartes, ni dans les chroniques.

Toutefois, je me garderai de tomber dans un excès contraire en prêtant au duc de Bourgogne une impartialité qui n'était ni de son époque, ni de son goût. Qu'il ait respecté la liberté de conscience de ses sujets au point de blâmer l'emploi de la contrainte et de repudier lui-même tous les moyens violents, c'est déjà un exemple assez rare, assez beau pour mériter d'être noté. Il ne faudrait pas en conclure que Philippe le Hardi se renferma dans la neutralité, et qu'il n'entreprit point par d'autres procédés de rallier ses sujets de Flandre au parti cémentin.

Le premier voyage que Philippe le Hardi fit en Flandre après la mort de son beau-père détermina la conversion des pays de Lille, de Douai et d'Orchies³. Les chanoines de la collégiale de

1. Arch. du Vatican. *Reg.* 315 fol. 9a v.

2. *Ibid.* fol. 210 r.

3. Elle est, en effet, mentionnée dans la lettre d'Yolande de Bay (publiée par Kervyn de Lettenhove *Procès-verbaux* t. IX, p. 530), quo, comme je l'ai montré plus haut, fut

Saint-Pierre de Lille choisirent le moment des funérailles de Louis de Male pour abjurer solennellement leur « erreur » et prêter serment à Clément VII, en présence de l'archevêque de Reims, des évêques de Cambrai et de Tournay et d'une multitude de peuple. Ils donnaient ainsi à entendre que la volonté de Louis de Male les avait seule retenus jusque là dans l'obéissance de Rome. Pour unique pénitence, l'évêque de Tournay leur imposa de faire une oraison spéciale à l'intention de Clément VII au cours des messes qu'ils diraient jusqu'à la prochaine fête de Pâques (1^{er} mars 1384).¹

Ce fut ensuite le tour des châtellenies de Cassel, de Bourbourg et de Dunkerque. Là, il est vrai, s'exerçait surtout l'action d'Yolande de Bar², on se souvient même de l'admonestation que valut

écrite au mois de mai 1384 : « ...mesmement que à la venue par decha dudit Mgr de Bourgogne, ceulx de Lille et du pais d'environ se tournerent et vindrent à la bonne voie... ». Il s'agit évidemment ici du premier séjour que le duc fit à Lille aux mois de février et de mars 1384 (v. E. Petit, *Itinéraires*, p. 164). Dès le 14 mars 1384, le curé de Cysoing (Nord, arr. de Lille) se fit autoriser par les vicaires généraux de l'archevêque de Reims, en vertu d'une bulle de Clément VI., à purifier et à béner le cimetière de Louvil (I de Coussemaker, *Cartulaire de l'abbaye de Cysoing*, Lille, 1883, in-8°, p. 300). Clément VII vers ce moment, envoie courrier sur courrier en Flandre (*Instituta et exilia*, n° 237, fol. 52 v°, 67 v°, aux dates du 13 mars et du 26 avril 1384).

1. E. Hautecœur, *Cartulaire de l'église collégiale de Saint-Pierre de Lille* (Lille et Paris, 1804, in-8°), t. II, p. 300. V. (*ibid.* p. 113-115-320-331) diverses faveurs accordées au même chapitre par Clément VII, et une requête adressée, le 14 janvier 1388, par les chanoines de Lille au pape d'Avignon, dont la réponse est datée du 10 mars suivant (Bibl. Darberville, ms. XXX 174 fol. 126 v°). Cf. *Isidore et croniques de Flandres*, t. II, p. 362. — Une chronique du xiv^e siècle, la *Chronica Tornacensis* à laquelle il ne convient d'ailleurs d'attribuer qu'une valeur relative, prétend (p. 573) que l'évêque de Tournay profita de cette circonstance pour faire exhumer, à Lille et à Orchies, les corps des prêtres urbanistes et brûler les esprits qu'ils avaient consacrés.

2. On la trouve, dès le début, en relations avec Clément VII : v. un rôle de Henri d'Antwerp, seigneur de Plachy, et de Jean d'Antoing, seigneur de Briffaut, ambassadeurs d'Yolande de Flandre, et un rôle d'Yolande elle-même, avec réponses de Clément VII portant les dates des 22 et 28 novembre 1378 (*Liber applicationum anni I pars III*, fol. 229 v°) une bulle de Clément VII du 19 février 1379, autorisant Yolande, sur sa demande, à pénétrer plusieurs fois l'an avec les personnes de sa suite dans des couvents d'hommes ou de femmes cloîtrés (Arch. du Vatican, *Reg.* 201 fol. 61 r°). Autres bulles du même, des 18 et 26 février et du 1^{er} mars 1379, autorisant les huit clercs ou chapelains d'Yolande à percevoir sans résider les revenus de leurs bénéfices, dispensant de l'abstinence les religieux Mendicants qu'

à la dame de Cassel son zèle peut-être indiscret. Toutefois la réponse qu'Yolande fit aux reproches des bourgeois d'Ypres montre à quel point le duc de Bourgogne s'intéressait, de son côté, à la conversion de la Flandre occidentale. Yolande n'avait agi que sous l'inspiration de Philippe : n'avait-elle pas eu entre les mains des lettres par lesquelles il signalait à l'évêque de Thérouane les dispositions favorables des habitants de ce pays? N'avait-elle pas elle-même été invitée par le duc à seconder l'action de l'évêque, ce dont il promettait de lui savoir « très grand gré? » Qu'avait-elle fait que se transporter avec Jean Tabari sur plusieurs points des châtellenies? Le prélat, en sa présence, s'était adressé « courtoisement » aux curés des paroisses : il leur avait démontré, avec pièces à l'appui, la légitimité de Clément, elle-même avait parlé dans le même sens de son mieux. La plupart avaient immédiatement exprimé l'intention de reconnaître Clément VII, les uns avouant que tel était depuis longtemps leur désir, bien que la force ou la crainte les eussent quelquefois fait céder aux exigences des urbanistes d'Ypres, les autres expliquant leur long aveuglement par l'ignorance où ils se trouvaient des causes véritables du schisme. Quant à ceux, moins nombreux, qui ne s'étaient pas laissé convaincre, ils n'en étaient retournés tranquillement chez eux, « sans qu'on leur fessit force ni contrainte; » et c'était pure calomnie que prétendre qu'on se fût livré contre eux à des voies de fait, comme c'était pur mensonge que soutenir que les habitants désertaient à présent le service divin : jamais l'affluence aux offices n'avait été si grande, jamais la piété des fideles ne s'était si bien manifestée¹.

Soit qu'Yolande eût toujours observé cette réserve, soit qu'elle eût fait usage de procédés moins doux, ainsi que semblait l'y inviter le pape d'Avignon lui-même², la persuasion, on le voit,

seront reçus en l'hôtel d'Yolande, et dispensant du jeûne Yolande elle-même, à cause de la délicatesse de sa constitution (Finot, *Inventaire des Archives départementales du Nord*, t. VII, p. 71)

1. Lettre déjà citée (*Froissart*, t. IX, p. 520)

2. Bulle du 31 mars 1384 conservée aux Archives du Nord (B 1029) et citée par J.-E. de Smytère (*Essai historique sur Yolande de Flandre, comtesse de Bar et de Longueville*, p. 88), autorisant Yolande de Bré à faire emprisonner les rebelles récalcitrants. Cf. une autre bulle de Clément VII, du 20 novembre de la

était le seul mode de propagande qu'elle crût devoir avouer, le seul, par conséquent, qu'elle sût approuver en haut lieu.

Les urbanismes d'ailleurs, seraient mauvaise grâce à adresser ici au gouvernement ducal des reproches sur son intolérance. Fux-irmen, si j'en crois une charte inédite¹, se montrèrent fort

ambassadeur donnant à Jean Tassin, député de Thérouanne, le pouvoir d'abandonner les urbanismes repentants et de lever les censures dont ils étaient frappés, comme aussi le pouvoir de faire ordonner, dans l'étendue de son diocèse, tout ce qui paraissait dans leur œuvre (Arch. de Valenciennes, Reg. 200, fol. 36 v^o). — Le premier de ces pouvoirs fut renouvelé ou même prêté par bulle du 24 juin 1307 (Reg. 200, fol. 174 v^o).

1. Philippe, fils de roy de France, à nostre ami et feal chevalier Jehan de Jumeu, souverain bailli de Flandres et à tous nos autres baillis et officiers ou à leurs lieutenants, salut. Par la grant compacité de plusieurs gens d'Eglise, rotes et entres de la terre de Flandres de Lancel et de plusieurs autres lieux seigneurs ou de ceans de Thérouanne en nostre subjection et seigneurie avens de nuntal entredite qui complicités que, de leur desgré, par la exortacion et induction de nostre tres chiere et amee cousin le comte de Bar et nostre ami et feal conseilier l'evêque de Thérouanne, de se soient ensembles et d'ensemble, les uns d'un à l'autre et les autres en embrasement de point en point à la vraie partie et obéissance de nostre saint père pape Clement et en ycelle sont parvenus et veulent estre et demeurer comme vrais catholiques de obéissance de nostre sainte Eglise, nous-mêmes certains personnes, c'est assavoir messire Pierre Lamp Croton Croton ou digne officier et seigneur de Thérouanne en nostre ville d'Ypres, Nicholas Baen, nuy nous-mêmes d'Ypres de la seigneurie de Diquette Jehan Tassin de la seigneurie d'Ypres Fournier Pas-lert, de la seigneurie de Baillet, Nicholas Blochemere, de la seigneurie de Berghem, et Jehan Bart, de la seigneurie de Coesel, et officiers de par Bartholomé justis avens, unques de Bar intrus en nuntal ouge de Rouens ont fait et font en leurs personnes et fait faire par autres de point en point plusieurs gens de malice, dommages, complicités, chicanes et malversations indolentes et de fait ont rotés et autres gens d'Eglise de ceans de ceans de instituer et faire recevoir autres prestres et curés en leurs églises et bénéfices, de les prendre et emprisonner, d'eux et leurs peuples et subgits, contre leur gré et volonté faire complicités et convenir devant nous en nostre sainte ville d'Ypres en présence de divers seigneurs de défendre au peuple qu'il ne leur obéissent, de faire parvenir de leur certains logies de Berghem et plusieurs autres et de les contraindre par menaces fortes et violence de retourner à l'opinion des prestres de dit Berghem, et de les mettre et emmener à grands peines et emmener quant ils ne veulent estre à leur volonté et vraies amies prendre en gré et lever par force en emmenant plusieurs autres approchant à l'encontre d'eux et par telles voies et manières que de ce sont habiter se deservent pour doubler de leurs personnes en leurs diocèses églises et bénéfices, se y faire leur devoir ; les quelles choses sont, et non sans cause, à nostre tres grant desplaissance et au contempn de nous et de nostre seigneurie comme par nous-mêmes ne ne leur appartenent de entreprendre plus sur ceux qui de leur bon gré sont venus ou veulent venir à l'obéissance de nostre dit saint père pape Clement pour les faire gouverner à leur manières opinions, qui nous, qui ne valons aucun d'eux contraindre de venir à l'obéissance de nostre dit saint père. Pour quoy nous, valons et deservons à gouverner sur

peu conciliants à l'égard des nouveaux convertis, particulièrement dans la terre de Cassel. L'official et le seigneur urbanistes de Thérouane, en résidence à Ypres, les doyens de chrétienté urbanistes de Dixmude, d'Ypres, de Bailloul, de Bergues et de Cassel entreprirent non seulement d'installer de nouveaux clercs à la place des curés et des prêtres passés dans le parti clémentin, mais d'emprisonner ceux-ci, de les forcer, eux et leurs ouailles, à comparaître devant eux, de faire réconcilier leurs églises, notamment celle de Bourbourg, comme si elles eussent été profanées, de frapper les convertis d'amendes et d'en exiger par force le paiement, en un mot, d'amener les nouveaux clémentins, par la contrainte ou par la menace, à retourner au parti d'Urban VI, ou bien de leur rendre le séjour de la Flandre intolérable. Philippe le Hardi se sentait d'autant plus à l'aise pour obliger ses sujets de Flandre à se montrer tolérants en matière religieuse que lui-même, comme il le dit, prêchait d'exemple. Il déclara prendre sous sa sauvegarde les nouveaux convertis de la terre de Cassel, et donna aux magistrats des instructions expresses pour empêcher à l'avenir le renouvellement de pareils faits (28 décembre 1384).

ce ainsi que de raison est et appartient pour la reverence de Nostre Seigneur l'honneur de sainte Eglise et le salut des amez de ce iz qui croient et croient avec la vraie opinion de sainte Eglise. vous mandons, comissions et enjoignons entement que aus dessus nommez et chascun d'eulz et à tous autres qui appertendront aus ditz officiers pour le ditz Berthelemi vous enjoignons deffendes et comissions expressément de par nous, sur la foy, loialte et serement qu'il nous ont fait et d'autres grans paines, et sur quelque il ne puent souffrir envers nous et qui nous encouriront nostre indignacion, que durez en avant il se delaisent et desleient de toutes lez choses dessus dices et chascune d'icelles, et fassent et souffrent paisiblement et sans faire aucune force ou violence de corps ou de biens les dessus ditz. Car tous yceulz et chascun d'eulz avecques leurs corps, biens et benefices nous en ce cas avons mis et pais, prisonz et millans, par la lenour de ces presentes, en nostre protection, tutelle, deffense et sauvegarde especial. Et ou cas que vous traverser par les ditz officiers dudit Berthelemi dessus nommez ou autres aucune chose estre faite ou attemptee contre la lenour de aux presentes lettres, si la remettez au faitz nostre tantost et sans delay au premier estat et deu, en contrainant ad ce exequement et punissant grievement les rebellez, et tellement que ce soit exemple à l'un autres et que plus n'en viengne complainte devers nous. Donne a Paris, souz nostre seel le xxviii^e jour de decembre, l'an de grace mil trois cens quatrevingt et quatre. » (Bibl. nat. collection de Flandre. ms. 383, *Thérouane*, n° 9, vidimus donne par le sire de Saint-Omer le 7 février 1385.)

Il se contentait, pour lui, d'user de persuasion. On le voit, par exemple, au mois de septembre de cette même année assembler à Lille une sorte de synode, auquel il convie des représentants de l'Université de Paris¹. Il honore lui-même de sa présence, le 27, une conférence faite par le docteur en lois Jean d'Aramon, cet orateur, le même que Louis d'Anjou avait chargé d'aller argumenter pour Clément VII en Castille, prouve une fois de plus, à grand renfort de citations, que les cardinaux avaient eu peur au mois d'avril 1378, que l'élection qu'ils avaient faite de Prignano était nulle, et que leurs actes subséquents n'avaient pu confirmer un choix originairement dépourvu de valeur².

C'est encore dans le dessein d'éclairer les Flamands qu'il fut question d'organiser, après la paix de Tournay (18 décembre 1385), une sorte de diète où les députés des villes flamandes devaient se rencontrer, en présence du duc, avec des envoyés de Clément VII. On donne bien improprement à cette assemblée,

1. Le 18 septembre 1385, assemblée générale de l'Université, cum Mathurinus, pour entendre lecture de lettres des ducs de Berry et de Bourgogne relatives à l'envoi de délégués au « concile » de Lille (élection des délégués, Du Boulay, t. IV, p. 603, et E. Desille *Charivarius*..., t. III, n° 1491 et 1652). C'est à cette assemblée de Lille, et non, comme le suppose le P. Denife (n° 1653), à l'assemblée postérieure de Cambrai que doivent se rapporter les paroles suivantes prononcées, devant Clément VII par Pierre d'Ailly vers la fin de l'année 1385 : « Quod in recenti memoris est [Universitatis] nuncios suos proprios et deputatos sollemniter ad seducionem scismatis in Flandriam delegavit. » (*Ibid.*, p. 406). En effet, Cambrai n'était pas « tota in Flandria », et rien ne prouve que l'Université se soit fait représenter à cette dernière assemblée, connue seulement par un passage du *Souvenir de Jean la Fièvre* (p. 96) [16 avril 1385] « Ju vins à Maseon, par terre, et là trouvâ le provincial des Augustins et M^r Laile d'Orléans, augustin, qui, de par nostre saint Pere, aluent l'assemblée qui doit estre à Cambrai » — M. L. Saligny (Petrus de Alenço, p. 28, note 4), affirme à tort que les guerres empêchèrent le synode de Lille d'avoir lieu.

2. J'ai retrouvé le texte, ou du moins le thème développé de ce discours, dont nul historien ne fait mention, dans un ms. du xv^e siècle conservé à Rome (Bibl. Barberini, ms. XVI 79, fol. 87-90). Incipit : « Allegaciones rectate per dominum Johannem de Aramone, in insula, XXI^{II} die decembris etc), coram domino duci Burgundie. — Ex hac themate clare colligitur dictum Bartholomeum nullum jus in papatu habere, quod breviter super triplici articulo demonstratur... » Desinit : « Nec sunt que post faciam rectitudinem succinte allata fuerunt per me, Johannem de Aramone, legum indignum doctorum in villa de Insula Tournenensium diocesis, coram serenissimo principe domino duci Burgundie Flandie (sic) et Arlesani comite, anno Domini M^o CCC^o [LXXX^o] quarto die XXVII^o mensis septembris » — Cette dernière date est la bonne : Philippe le Hardi séjourna à Lille du 24 septembre au 3 octobre 1385, il se trouvait à Paris le 27 décembre (G. Petit, *Itinéraires*..., p. 169).

dont le lieu de réunion n'est pas spécifié, le nom de « synode de Grand¹ ». Le projet soulevait, d'ailleurs, une grosse difficulté. Les Gantois avaient, au cours de négociations récentes, prononcé le mot de concile, qui soulevait mal aux oreilles de Clément : la crainte de les voir insister, dans la diète, sur cet appel au jugement de l'Eglise universelle plongeait le pape d'Avignon dans une étrange perplexité. Défrayer à un vœu tant de fois exprimé, il n'y songeait point. On se rappelle les objections que la cour d'Avignon avait de tout temps formées contre le projet de concile, les années écoulées semblaient les avoir encore fortifiées. En effet, durant ce temps, les complications qui rendaient difficile la composition de l'assemblée, s'étaient multipliées à tous les degrés de l'échelle ecclésiastique. L'Angleterre, l'Allemagne, la Hongrie paraissaient moins désireuses que jamais de se prêter à une entente; il en était de même des princes qui, comme le roi de Castille, s'étaient déterminés après de mûres réflexions. Pour tout dire, Clément VII ne prévoyait pas seulement les difficultés que souleverait la réunion d'un concile : il redoutait aussi pour le succès de sa cause le jugement d'une assemblée dans laquelle le grand nombre des évêchés italiens risquait d'assurer l'avantage aux partisans de son adversaire. D'autre part, se déclarer, au vu et au su des Flamands, hostile à l'idée d'un concile, présentait de graves inconvénients, d'autant que, suivant un bruit récent, Urbain VI se montrait favorable au projet. La comparaison serait fâcheuse, et l'on ne manquerait pas d'interpréter la répugnance du pape d'Avignon comme une preuve qu'il redoutait le verdict de l'Eglise. Il s'agissait donc d'étuder la demande des Flamands, mais sans en avoir l'air. A cet effet, les envoyés de Clément reçurent de curieuses instructions², œuvre du cardinal d'Embrun³, auxquelles Bahuze a eu le tort d'assigner

¹ Kervyn de Lettenhove, *Histoire de Flandre*, t. IV, p. 76.

² L'un des nonces envoyés à cette occasion en Flandre est sans doute le cardinal Jean « Amici » pénitencier du pape, à qui Clément VII conféra, par bulle du 1^{er} mai 1386 divers pouvoirs, notamment celui de donner cinquante dispenses pour irrégularité de naissance, celui de commuer des vœux, et surtout celui d'absoudre les urbanistes repentants (Arch. du Vatican, *Reg.* 297, fol. 163^r et sq.).

³ Et non de Pierre de « Burmonas » (lucres Martenot), comme le dit M. Kervyn de Lettenhove *Histoire de Flandre*, t. IV, p. 77.

une date beaucoup trop reculée¹. Il importe, expliquait Pierre Ameilh (et je reproduis le sens plutôt que les termes de son mémoire, il importe qu'avant l'ouverture de la conférence, le duc et ses conseillers soient bien endoctrinés. Ensuite le duc de Bourgogne s'efforcera de pressenter les députés flamands. S'ils s'ouvrent à lui de leur dessein, il leur contera l'échec d'une démarche semblable faite jadis, en sa présence, par le feu duc de Luxembourg. Cette façon d'alléguer un souvenir personnel écartera l'idée qu'il récite une leçon. Libre ensuite à ses conseillers de venir à son aide en développant quelque une des objections touchées plus haut, pourvu qu'ils aient bien l'air de la tirer de leur propre fond. À supposer pourtant que les Flamands s'entêtent à vouloir donner suite à leur proposition, le duc de Bourgogne seindra de vouloir s'en entretenir avec les envoyés de Clément. La réponse de ceux-ci est toute dictée d'avance : ils manquent de pouvoirs. Rien de surprenant à cela, puisque le pape ne pouvait s'attendre à ce qu'on proposât un expédient depuis longtemps reconnu impraticable. Sans doute, si les Flamands étaient en mesure d'indiquer un lieu où il fût possible de tenir un concile, s'ils se faisaient fort d'y assembler les représentants des deux partis, Clément VII ne serait pas le dernier à s'en réjouir. Malheureusement, ce n'était là qu'un rêve, déclaré chimérique par tout ce que l'univers comptait d'esprits sages. Mais, au fait, cette motion a tout l'air d'une ruse destinée à faire dévier la discussion, et peut-être à empêcher la diète de produire ses effets salutaires. Au surplus, les envoyés du pape sont venus pour répondre à toutes les questions, sans attendre la réunion problématique d'un concile, les Flamands peuvent auprès d'eux satisfaire leur curiosité. C'est ainsi que le cardinal d'Enbrun traçait le canevas de la comédie qu'il entendait faire jouer en Flandre aux envoyés de Clément, aux conseillers bourguignons et au duc de Bourgogne lui-même.

1. *Vita papae marianensis*, t. II, c. 857-884. — Pour dater ce mémoire, on peut faire remarquer, d'une part, qu'il est postérieur : 1° à la mort du duc Wenceslas de Brabant († 7 déc. 1383), 2° à celle de Louis de Male († 30 janvier 1381), 3° à l'arrivée d'Urban VI à Gênes (23 sept. 1383) 4° vraisemblablement à la paix de Tournay (18 déc. 1385) ; d'autre part, qu'il a été écrit à une époque où le roi d'Aragon gardait la neutralité, par conséquent du vivant de Pierre IV († 5 janvier 1387). Cela revient à dire qu'il date de l'année 1386.

J'ignore si chacun débata le rôle qui lui était attribué, ou même si la conférence projetée put avoir lieu. Dans tous les cas, les efforts combinés de Clément VII et de Philippe le Hardi ne parvinrent pas avant plusieurs années à triompher des convictions de la majorité des Flamands¹. Le 4 janvier 1386, Nicolas Cokel, pourvu par Clément VII d'un des canonicats de Tournay, se plaint de ne rien toucher de ses biens situés en dehors des limites de l'obédience avignonnaise, et n'entrevoit même pas le moment auquel sa situation pourrait s'améliorer². Urbain VI félicite, le 13 mai, la ville d'Ypres de son attachement à sa cause³. L'évêque de Chartres enfin chargé de renseigner le pape d'Avignon sur l'état des esprits, recueille, au cours d'une conversation avec l'évêque et l'official d'Arras, la triste assurance que le peuple flamand est plus obstiné que jamais dans sa croyance⁴.

Peut-être faut-il reconnaître l'indice d'un premier changement dans une démarche d'un sous-diacre du nom de Goutier de Bellevue. Il sollicita de Clément VII, et obtint, le 10 avril 1389, l'expectative d'un bénéfice situé dans une partie du diocèse de Cambrai non encore soumise au pape d'Avignon⁵. L'avenir n'était donc pas sans inspirer confiance à certains clémentins.

1. Je me demande quelle sorte de sanction put recevoir une bulle de Clément VII (du 4 avril 1385) qui nomma Jacques Garret, un chapelain de Lille sous-collecteur apostolique dans les diverses parties des diocèses de Tournay, de Therouanne, de Cambrai, d'Arras, de Liège et d'Utrecht non encore soumis au pape d'Avignon, et qui charges cet ecclésiastique d'y recueillir les cases dues au saint-siège, d'y examiner les comptes des inquisiteurs de la foi, d'y punir toute révolte, toute désobéissance (Arch. du Vatican, *Reg.* 196, fol. 1^{re}).

2. « Nec speratur quod in cito dicta ecclesia possit recognoscere dicta bona, nec gaudere de eisdem. » (Arch. du Vatican, *Instrumenta miscellanea ad ann. 1386-1387*).

3. Diegerich *Inventory analytique et chronologique des chartes appartenant aux Archives de la ville d'Ypres* (Bruges, 1853-60, in-8°), t. II, p. 254.

4. « Après dîner, je visité l'évêque de Arras, et il parlé se par nulle voie il veoit remede ne souame quant il Flandre. Dist que non, et que plus estant obstinée que oncques mais, pour une cause laquelle il me dist et son official, M^r J. de Lalor la me conferma. » (*Journal de Jean le Pèvre*, t. I, p. 327).

5. Arch. du Vatican, *Litter supplicationum Clementis VII antip.*, noul XI par 1, fol. 83^{re}. — Des prédications solennelles « pour l'exaltation de la foi catholique » avaient lieu, le premier vendredi de chaque mois, dans un des couvents de Cambrai par bulle du 3 juin 1388, Clément VII accorda une indulgence d'un an et d'une quarantaine à quiconque assisterait pieusement à ces sermons, qui attirèrent, parut-il, une grande affluence (*Reg.* 299, fol. 105^{re}).

Un mouvement ne préparait effectivement en Flandre. Clément VII y envoyait Clément de Grandmont, évêque de Lodeve¹, le canoniste Gilles Bellemere, alors évêque de Lavaur, Pierre Chandus, docteur en lois, et le frère prêcheur Jean Hayton, pénitencier d'Angleterre². Les pouvoirs confiés à ces hommes, notamment celui d'accorder diverses grâces et avantages spéciaux aux urbanistes qui se convertiraient, supposent évidemment chez le pape d'Avignon l'espoir de réaliser quelque progrès considérable³. Le camerlingue va jusqu'à dire, dans des lettres du 1^{er} juillet 1390, qu'il s'agit du « fait de la déclaration de la patrie flamande⁴. » C'est, en effet, l'heureuse nouvelle du

1. Bulle datée d'Avignon, le 26 mai 1390, conférant divers pouvoirs à l'évêque de Lodeve envoyé pour affaires ardiennes vers Charles VI et deux ardiennes parbes de Namur, notamment le pouvoir de conférer trente bénéfices et vingt abbayes en Flandre, celui d'accorder deux dispenses de mariage et deux dispenses pour irrégularité de naissance, le droit de célébrer ou de faire célébrer l'office divin dans les lieux soumis à l'interdit, celui de donner la bénédiction épiscopale partout où il passerait, celui d'absoudre les urbanistes repentants et d'indiger des cocottes ou d'autres peines à quiconque, d'après ce légation, prêcherait dans un lieu contraire aux intérêts du saint-siège Arch. de Valenciennes, *Reg. Arvenson* LII *Clementis VII* quat. 5). D'autre part, il résulte des comptes de la Chambre apostolique que Clément de Grandmont était envoyé vers le duc de Bourgogne et vers les Flamands pour l'affaire du schisme des concierges nû furent dépêchés par Clément VII, en Flandre le 6 janvier et le 2 mars 1390 (*Introduit et exilus*, n° 246, fol. 90 v° et 91 v°). Il touchait tout par jour sur les revenus de l'église de Cambrai, notamment, le 1^{er} mars 1390, le pape déclare qu'il ne lui avait rien été ni par l'évêque, ni par les chapitres de cette ville depuis le nomination d'André de Luxembourg « en-t-à-dire depuis le 21 janvier précédent, *Reg. Arvenson* LII *Littere de diversis formis* quat. 1 » Le 17 avril 1390, les officiers du schisme et de clergé flamand intervenant auprès l'envoyé d'un chevalier vers Charles VI et vers son oncle de Bourgogne (*Introduit et exilus*, n° 246, fol. 116 v°).

2. Une somme de 100 francs d'or avait été assignée à Gilles Bellemere pour son voyage (*ibid.*, fol. 125 v°; *Reg. Arvenson*, LIX, *Littere de diversis formis*, quat. 118 et 119).

3. Entre autres pouvoirs, ils ont celui d'absoudre les urbanistes repentants, de leur accorder toutes des décimes, des procurations ou des autres taxes, pour un temps à leur d'accorder le droit de leur faire grâce des irrégularités qu'ils aient encourues, de leur faire abandon des revenus qu'ils aient indûment perçus, de les maintenir ou pourvoir même des bénéfices dont ils aient été dépouillés de légitimes possesseurs (il n'était fait exception que pour les dignités pontificales majeures), enfin de leur rogat avec ceux qui n'auraient versé aux mains des collecteurs de Rome un argent réclamé par le pape d'Avignon (bulles des 2 et 3 mai, des 28 et 29 juin 1390 *Reg. Arvenson* LIII *Clementis VII*, fol. 75 v°, *Reg. Arvenson*, LVIII *Littere de curia*, *Reg. Arvenson* LIX, *Littere de diversis formis*, quat. 111 et 112).

4. Avignon 1^{er} juillet 1390 « Cum nuper dominus noster Pater, pro facto declaratione patrie Flandrie, venerabilis in Christo patrum dominum Egidium, episcopus-

cette « déclaration » que reçut Clément VII vers le 29 du même mois : dans sa joie, il compte 85 florins au messager¹.

À vrai dire, j'ai peine à m'expliquer en quoi consistait cette « déclaration ». Je n'ignore pas qu'aux mois de mai et de juin 1390, Clément VII considérait comme imminentes la démission et l'abjuration de Simon Bartel et de Guillaume de Froidmont. Les évêques urbanistes de Thérouane et de Tournay², il s'était même entendu déjà avec le duc de Bourgogne pour leur assurer des moyens d'existence³. Mais, seul, Simon Bartel réalisa cette espérance⁴. Guillaume de Froidmont — qui résidait depuis longtemps en Italie — demeura fidèle à Boniface IX⁵. À cette conver-

sum Venerabili, ipsius domini nostri Papae familiarium, ac venerabiles viros Johannem Huten, sacre theologie professorem, et magistrum Petrum Candem, legum doctorem doctum transmittentes, ipsique nunci, sicut accepimus, pro incumben-
tibus eis expensarum oneribus pecunia indignum de presenti. nos. ne propter spec-
tandam perniciem deficiam eis commissorum negotiorum, cordi prefati domini nos-
tri plurimum beneticium, expedire retardetur... »; le comte ague ordonne au col-
lecteur de la province de Reims de payer 120 francs d'or à l'évêque de Laon, 60
francs à Jean Hayton et autant à Pierre Chaulon. Ce dernier en donne quittance, le
6 août, à Saint-Omer, Gilles Bellemere, le 17 août, à Houdin, en l'hôtellerie du la
Fleur de lis (*Instrumenta miscellanea ad ann. 1390-1391*). Dans l'intervalle, j'en trouve
mentionné dans les comptes de Clément VII à la date du 11 juillet, l'envoi d'un cour-
rier en Flandre, vers les évêques de Laon et de Lodève (*Introduit et exilus*, n° 306-
fol. 163 v°). Le P. Devès et Hartmann — t. III, p. 856) suppose à tort, on le voit, que
ces diverses missions se rapportent au projet du duc de Bourgogne d'envahir
l'Italie.

1. Arch. du Vatican, *Introduit et exilus*, n° 306, fol. 176 v°.

2. Les auteurs de la *Gallia Christiana* ne comprennent pas bien ce qui était un cer-
tain Simon, évêque de Thérouane (t. II, p. 1364), et ils ignorent totalement l'exis-
tence de Guillaume de Froidmont (cf. t. III, p. 736, et à Sanders, *Flandria illustrata*,
Bruxelles, 1°35, in-fol., t. II, p. 328). Simon Bartel appartenait à l'ordre des frères
Prêcheurs, il s'était obligé au paiement des « services » accoutumés le 12 mai 1390
(K. Eubé, *Die Franciscana praefectura*, p. 420).

3. « Adh, est-il dit à propos de Guillaume de Froidmont, qu'il ne se trouve pas
redut à la mendicte » (Bulle du 3 mai et du 29 juin 1390 adressées aux évêques de
Laon et de Lodève. *Reg. Avinion LVIII, Littre du curia*, *Reg. Avinion LIX, Littre*
de diversis formis qual., III).

4. Sa déchéance fut prononcée, pour ce motif, le 6 février suivant, par Boni-
face IX, qui en même temps envia à l'évêque d'Arcône l'administration de l'évêché
de Thérouane (bulle adressée à ce dernier. Arch. du Vatican, *Reg.* 313, fol. 8 v°,
et les par. 141, t. VII, p. 560). Cf. une autre bulle de Boniface IX, du 2 février 1391,
donnant au mal-conduit à l'évêque d'Arcône — qui se rendait de nouveau en Alle-
magne, en Flandre, en Brabant, en Hainaut, etc. (*ibid.* fol. 31 v°).

5. Son seul engagement et la situation est que de son breve engagement Boni-
face s'efforçait également à l'évêque d'Arcône l'administration de l'évêché de Tournai.

isolée, on peut joindre celle des habitants de la ville et du territoire d'Anvers : Boniface IX, le 6 février 1391, les représente comme séduits par les sophismes d'un « homme méchant » et menace, s'ils ne se repentent de leur apostasie, d'interdire toutes relations, même commerciales, entre eux et les populations « catholiques »¹. Quant à la conversion générale des Flamands, je crois, en effet, que le duc et les nonces la tentèrent en 1390 ; mais on a déjà vu que cette tentative échoua. En présence de l'attitude résolue des Flamands, particulièrement des Gantois, le duc se décida à les « laisser en paix, » leur faisant tout au plus acheter leur liberté par une taxe supplémentaire². C'est l'époque où un chroniqueur fournit cette preuve naïve de la foi des Flamands. Certains gens du commun, dit-il, avaient coutume de dessiner sur leurs murs, à la craie ou au charbon, les armes de Boniface IX, ou bien encore ils suspendaient son déussou aux crucifix, aux statues de la Vierge³. Les relations avec Rome n'avaient même pas subi d'interruption. L'évêque d'Acône, rendu à la liberté, avait fixé sa résidence à proximité de la Flandre⁴; de Cologne ou de Liège il administra les évêchés de

may. C'est ce qui résulte d'une bulle du 8 février 1391 dont il existe deux textes quelque peu différents : dans l'un (*Reg.* 312, fol. 37 r^o), la suspension de Guillaume de Frosmont est motivée par le désir qu'éprouve le pape de conserver ce prélat auprès de lui, dans l'autre (*ibid.*, fol. 37 v^o), par l'impossibilité où est l'évêque de trouver dans son diocèse un lieu où reposer sa tête.

1. Ils devaient être traités comme des hérétiques, défense était faite, sous peine d'excommunication, de se rendre à leurs foires et marchés, de se admettre eux-mêmes en d'autres marchés ou en d'autres foires, de leur prêter la moindre assistance (*Arch. du Vatican. Reg.* 312, fol. 30 r^o et 31 r^o). — Clément VII comptait peut-être précédemment quelques partisans à Anvers, tels que son conseiller Henri de Arna, « licencié en lois, auquel il avait confirmé la possession du décanat d'Anvers dès le 15 septembre 1382 (*Reg. Anversien.* XLV, fol. 216 v^o) ; sur ce personnage, cf. *Catalogue général des manuscrits des bibliothèques publiques de France, Départements* t. XVII, Cambrai, p. 204).

2. *Continuation de Baudoïn d'Arras*, p. 402, Jean Brandon, p. 21 — mémoire de Trésorier de Bruges Barbeyss (L. Gilliodt-Van Severen, *op. cit.*, t. IV, p. 16).

3. *Chronique des Pays-Bas*, p. 285.

4. L. Gilliodt-Van Severen, *op. cit.* t. III, p. 230, Jean Brandon, p. 21. — Ce fait se trouve encore confirmé par un texte dont je dois communication à M. V. Vonder Heyden l'obligeant archiviste de la ville de Gand. Dans le *Compte ma.* de 1390-91, en 151 à la date du 31 juillet 1391, le passage suivant : « tem Fluerkin de messager, voer up den selven dach te Ludeke an den bisscop van Antwoerpe met brieven, van vij daghe die hij kule was, vij. s. »

Therouanne et de Tournay, suppléait dans leurs droits de collation et de présentation les « ordinaires » qui avaient pris parti pour Clément VII, et usait des pouvoirs étendus attachés à son titre de légat¹.

Les progrès véritables du parti clémentin s'accomplirent plutôt durant les années suivantes. Chose curieuse, ils coïncident avec les mesures rigoureuses que prit, on n'en souvient, l'official urbaniste. Pourquoi s'en plaindre ? On sait le mécontentement qu'exciterent ces mesures. Les troubles qui éclatèrent vers 1392 n'eurent peut-être pas d'autre cause². Déchirée par des querelles parfois sanglantes, poussée à bout par des exigences insoutenables, lassée de lutter à la fois contre le clergé urbaniste et contre le clergé clémentin, la Flandre fut peut-être ainsi amenée à chercher un refuge dans l'obéissance avignonnaise. La pression plus ou moins discrète des agents de Philippe acheva sans doute de l'y conduire.

L'abjuration de l'abbé de Baudouin eut lieu le 22 juillet 1392³. Au même moment, la soumission du chapitre de Saint Martin d'Ypres devait être en bonne voie⁴. Enfin l'on nous apprend

1. Il avait notamment mission d'opérer, dans les diocèses de Liège, de Cambrai, de Therouanne et de Tournay, la visite et la réforme des couvents de l'ordre de Prémontré et de l'ordre de Saint-Antoine-de-Vienne, dont les chefs se trouvaient en France, par conséquent, soumis à l'autorité de Clément. (bailles du 6 février 1391, Arch. du Vatican. *Reg.* 213, fol. 4 v^o 22 v^o 29 v^o 32 v^o, 24 v^o et 37 v^o, cf. Rombold, t. VII, p. 340, 341). Rappelons à ce propos une lettre de l'abbé de Prémontré à l'abbé de Tranchiennes (insérée dans une compilation moderne publiée sous le titre de *Chronique de l'abbaye de Tranchiennes, Recueil des chroniques de Flandre*, t. I, p. 522). Le souverain bailli de Flandre Jacques de Lathierwilde « étoit plus en l'abbé de Prémontré de la désignation qui avoit été faite d'un certain frere comme maître d'Hastertien. Et l'abbé de Prémontré composoit de transmettre à l'abbé de Tranchiennes cette réclamation, en lui recommandant le candidat agréé par Philippe le Hardi. À la suite du compilateur des annales de Tranchiennes les historiens modernes ont assigné à cette lettre la date du 13 novembre 1391 cf. Kervyn de Lettenhove *Histoire de Flandre* t. IV p. 25) mais la lettre est évidemment postérieure au 2 février 1396, date de la nomination de Jacques de Lathierwilde au poste de souverain bailli. Arch. du Nord B1470 et Pressat, *Manuel des sciences historiques de Belgique*, 1876, p. 292).

2. « Ceuls dudit pays de Flandres furent en armes les uns contre les autres pour cause des popes — mais les gentils hommes dudit pays furent pour les moines — et les appaierent » (*Continuation de Baudouin d'Arras*, p. 402).

3. V. plus haut, p. 247.

4. V. une bulle expédiée par Clément VII le 12 juin 1393, à la prière de Philippe le Hardi, au sujet du prévôt Christophe de Dinande à donner l'absolution à « tout

la conversion « libre et spontanée » de la ville de l'Écluse, de la ville d'Ypres et de toute la Flandre occidentale¹. Alors se produisirent ces émigrations dont parle le chroniqueur Jean de Dixmude², et qui prouvent à quel point la croyance urbaniste était profondément enracinée dans l'âme de certains Flamands : prêtres, religieux, beguines, laïques même, hommes et femmes, quittèrent en grand nombre un pays désormais rallié à « l'antipape, » ils sacrifièrent leurs bénéfices, ou ils abandonnèrent leurs foyers, pour aller vivre à Cologne, à Liège ou à Utrecht, dans l'obédience de Boniface IX³.

Il n'est pas jusqu'à la ville de Bruges qui n'ait reconnu Clément VII⁴. Je ne garantis pas que cette dernière évolution n'ait pas été adroitement préparée par des agents désireux de complaire à Philippe le Hardi, « Nous lesimes tant, avoua plus tard « le trésorier de Bruges, le le peuple se retourna à l'obéissance « ensik yl pleut à M. de Bourgogne⁵. » On peut se demander si ces manœuvres ne consistèrent pas à expulser un certain nombre de bourgeois dont le chroniqueur Jean de Dixmude mentionne le départ. Malgré ces éliminations, le peuple, au dire du même

cinq des chanoines, pourvu que ceux-ci témoignent un humble repentir, la bulle prévoit le cas où ils auraient adhéré à Urbain VI ou à Boniface IX et celui où ils seraient coupables d'avoir blasé mortellement quelques clercs. Arch. du Vatican, *Reg. Aeneas*, LXX Clementis VII, fol. 383 v°)

1. *Chronicon comitum Flandrennum*, p. 257.

2. *Ibid.* de cronike, p. 283.

3. Sur l'émigration des Chartreux, qui fut d'ailleurs facilitée par des mesures prises dans le chapitre général urbaniste de 1392, v. Le Goulet, *Annales ordinis Cartusiensis*, t. VI, p. 452.

4. *Chronicon comitum Flandrennum*, p. 257, bulles de Clément VII du 1^{er} avril 1393, accordant diverses grâces au recteur de Saint-Sauteur, au prévôt de Notre-Dame au chapitre de Saint-Denis de Bruges (*Inventaire des Archives départementales du Nord* B 1215 A. Le Mire, *op. cit.* t. IV p. 56, 57). Cf. une lettre écrite de Tournay le 1^{er} avril 1393 par B. Boet, archidiacre de Bruges, à M^r Jean Derleke, archidiacre de Gand : j'y relève cette phrase : « Insuper domini mi scriba reverendissimo domino meo cardinali S. Angeli rectando esse paternitati dulcora, langores et dampna que propter scisma habui sublinere, et me sanctissimo domino nostro recommendare. » Arch. du Vatican, *Instrumenta miscellanea ad ann. 1385-1399*.

5. L. Lalibodet-Van Severen, *op. cit.* t. IV, p. 10. Cf. une lettre de Clément VII, du 6 février 1393, chargeant l'évêque de Thérouane de s'enquérir des opinions de Henri Garbale, chanoine de Saint-Denis, signe comme urbaniste, et de le priver au besoin de son bénéfice (Arch. du Vatican, *Reg. Aeneas*, LXXVIII Clementis VII, fol. 251 v°).

chroniqueur, sera t resté urbaniste dans l'âme. Les églises, dénormées desservies par des prêtres clementins, demeurent vides même les jours de fête, un quart de la population se rendait à Gand pour faire ses pâques¹.

Gand, en effet, continuait de tenir bon pour Boniface IX². La question religieuse y avait soulevé des orages³, provoqué même des massacres, si l'on en croit une chronique normande⁴. Un jour, il avait fallu pour calmer l'effervescence du peuple que l'orateur Jean de Wilde ne fit accompagner du Saint-Sacrement

1 Il est question aussi, dans cette chronique, du départ de Jacques d'Oostbourg et de celui de Jean de Waas, curé de Sainte-Walburga : en dernier on ne retourne qu'après avoir à maintes reprises dénoncé en chaire les clementins comme des maudits et des quinquenniers (*Dele de cronike*, p. 283).

2 Philippe de Mézières raconte une visite à Gand dans un passage du *Songe du Vieil pelerin* qui peut remonter à 1348 : « Et quant au clergie, peu en y avoit. Et ceulz qui s'y trouvoient estoient fort obstinez et de propre volente et comme en barres de leurs propres voisins. » (Bibl. nat., ms. français 21543, fol. 121 r°) V, dans la chronique de la Chartreuse de Gand, le récit de la mort miraculeuse d'un chartreux urbaniste ré agit à Gand. Ce prodige aurait contribué en due du chroniqueur, à confirmer les Gantois dans la foi urbaniste : « Ite in Ede et obediencia Urbani pape sunt confirmati et nullus Philippo, doris Burgundie et Flandrie comitis, cessaverunt unum Mandatumque, nec clementinas recipere vellet presbyteros, tota fere ipsius potentia lret radente Flandria. » On voit que l'événement est contemporain d'Urbain VI, et D. Le Goulluz ne paraît l'avoir à tort rejeté jusque vers 1393 (*Annales ordinis Cartusianorum*, t. VI, p. 489).

3 Anna., le 15 juillet 1390, une Amende avait ordonné : « Gand au retour des monnaies envoyés vers le duc pour le fait de l'Eglise, » le bailli était alors intervenu pontifiquement; Philippe le Hardi avait écrit la lettre ci-dessus plus haut (p. 238) et avait envoyé deux de ses conseillers pour protester de son esprit de tolérance (Kervyn de Lettenhove, *Froissart*, t. XI, p. 450). Le 20 juillet, les Gantois adressèrent au duc, à ce sujet, une nouvelle députation (*De exchanges der stad Gand*, p. 417). Dans une circonstance analogue, au des adversaires irréconciliables de la puissance bourguignonne, Pierre Van den Bousche, qui, après le traité de Tournay, s'était fait conduire à Laon, écrit à son ancien échelon de Gand de premier confiage et de ruisper sur l'aide du roi d'Angleterre dans le cas où Charles VI et le duc de Bourgogne persécuteraient les défenseurs de la vraie foi (Kervyn de Lettenhove, *Froissart*, t. XII, p. 376).

4 « En cel an 1391, avint en Gand que une grant partie de peuples et de femmes firent comme on pour ce que Mgr le duc de Bourgogne vouloit que les Flamens tenissent le pape Clement à paine. Et, à banners despliées, alerent par les rues de Gnn., criant : « Vive le pape de Rome Boniface ! » Puis vindrent sur le marche et demanderent aux gouverneurs de Gand : « Quel pape crevez vous ? » et ils respondirent : « En pape qu'vous crevez. » Puis occistrent ceulz qui s'y esmeuvoyent entre eux-mesmes. » (*Chronique des quatre premiers Valois*, p. 391.)

sur la place publique¹. En somme, plus heureuse que Bruges, la fière cité avait résisté et aux entreprises du clergé urbaniste et aux efforts de la propagande clémentine.

Malines se trouvait à peu près dans le même cas, Malines, ville de Brabant, qui, comme Anvers, avait été acquise par le comte de Flandre, mais qui ne s'était pas, comme Anvers, ralliée au parti clémentin. Là, de curieux documents montrent bien de quelle manière le duc et la duchesse de Bourgogne servaient les intérêts de Clément. Philippe le Hardi, par exemple, déclarait, un jour, que son « intention » et son « plaisir » étaient que les habitants de Malines « donnassent obéissance à l'évêque de Cambrai [André de Luxembourg et preussent leurs sacrements en l'église cathedral. » D'autres fois, il écrivait ou faisait remonter de vive voix qu'un certain official, urbaniste sans doute, ne devait exercer à Malines aucune juridiction. Mais, le jour où il apprenait que son écoutelet s'était permis de malmenier cet « intrus, » au risque d'ameuter la population, il s'empressait de désavouer son agent trop zélé². Quand la duchesse se rendit en Flandre en 1394, des délégués de Malines la prièrent d'honorer leur ville d'une visite. Marguerite de Flandre saut cette occasion de manifester son déplaisir : « L'obstination des habitants à répudier sa croyance, « celle de Monseigneur et celle du roi lui avait toujours déplu. » Elle pria les délégués, elle chargea même un envoyé spécial d'exhorter les gens de Malines à faire leur soumission. Puis, comme ces ouvertures demeuraient sans réponse, elle en fut à « fois surprise et blessée. De si « notables gens, » connus pour leur sagesse et pour leur loyauté, ne devraient pas, écrivit-elle, résister, au péril de leur âme, à des avis dictés par l'affection la plus sincère. Ni Monseigneur, ni elle-même, ni l'évêque de Cambrai

1. *Chronicon comitis Flandrensis*, p. 247. — Le chroniqueur semble indiquer que la colère des Gantois était dirigée cette fois contre le clergé. Peut-être la cause en était-elle l'interdit mis par l'official urbaniste, plutôt que la « proclamation » des ordres à du duc de Bourgogne comme le suppose Kervyn de Lettenhove (*Histoire de Flandre*, t. IV, p. 85).

2. Van Doren *Inventaire des Archives de la ville de Malines* (Malines, 1863, in-8° t. III, p. 4. — On ne saurait accepter, pour cette lettre de Philippe le Hardi, écrite à Dijon le 14 février, la date de 1390 que propose l'éditeur : cette lettre ne peut être écrite qu'en 1393 ou en 1391 (cf. E. Petit *Itinéraires*, p. 207, 218, 224).

n'étaient gens à leur conseiller rien qui ne fût bon et juste. Vraiment ce n'était point le témoigner grand desir d'obtenir sa visite. Ils ne devraient point différer plus longtemps de « condescendre » à une demande aussi « saine, raisonnable, honneste et fructueuse » d'autant que le plus grand nombre des Flamands leur en avaient déjà donné l'exemple : « Si vous prions et requérons, « très chiers et bien amés,... de cuer, que plus povons, que, « pour amour de nostre presente requeste..., vous vueilliez « vous declarier et retourner à l'obéissance de vostre dite mère « Eglise et induire... le clergé de vostre dite ville... Et nous « exorcisez sur ce vostre vouenté¹. » Certes, ce n'était point là garder dans le conflit religieux une position neutre. On saura gré pourtant à Marguerite de Flandre, ainsi qu'à Philippe le Hardi, d'avoir compris qu'en une matière aussi délicate leur commandement devait revêtir la forme d'une prière.

On sait maintenant ce qu'il faut entendre par la conversion de la Flandre : c'est plutôt une série de conversions successives. Jamais l'œuvre, d'ailleurs, n'a été achevée.

Quant au duc de Bourgogne, il n'a pas employé les procédés brutaux que l'histoire jusqu'à présent lui reproche, et qui, je le constate à l'honneur des Flamands, eussent probablement échoué auprès d'une population aussi réfléchie dans ses croyances, aussi jalouse de ses libertés que la bourgeoisie des villes du nord.

Que néanmoins son zèle ait excité l'admiration des éléments fervents et la reconnaissance du pape d'Avignon, il n'y a point lieu de s'en étonner. Sans vouloir énumérer toutes les faveurs qu'il reçut de Clément VII², je signalerai le droit de disposer au

1 Van Doren, *op. cit.*, t. III, p. 8. — Cette lettre fut écrite à Lille, le 6 août. Marguerite de Flandre ne put y trouver à pareille date qu'en 1394 (E. Patat, *Annales...*, p. 225, 546, 547, 550, et Bibl. nat., collection de Bourgogne, ms. 42, fol. 136 v^o, 139 v^o, 160 r^o, 188 r^o, ms. 45, fol. 58 v^o).

2 Honoré Bonet qui ne compte point parmi les admirateurs du duc de Bourgogne lui sait gré pourtant d'avoir soumis la Flandre à l'autorité de Clément VII (N. Valon, *Un ouvrage inédit d'Honoré Bonet, prieur de Salou, dans l'Annuaire-Bulletin de la Société de l'Histoire de France*, t. XXVII, p. 203).

3. En 1390 don d'un anneau d'or, de 375 florins et d'une aiguière d'or ornée de perles du prix de 1 000 florins. En 1391 don de deux tabies-échiquiers (F. Maitz, *Le pape Clément VII, dans la Revue archéologique*, 3^e série, t. XI, p. 182). Au mois de février 1392, don d'un cheval et d'un mulet, un autre cheval est, au même temps,

profit de ses chapelains ou des clercs de sa chapelle d'un bénéfice dans chacune des églises cathédrales de Tournay, de Cambray, de Thérouanne et d'Arras, ainsi que dans chacune des églises collégiales des comtés de Flandre, de Hethel et d'Artois¹ pour le droit de frapper, durant deux ans, du même impôt que les laïques les clercs d'Artois ou de Flandre se livrant au commerce des boissons². A une date où la conversion de la Flandre était fort avancée, Clé-

offert au comte de Nevers (Bibl. nat., collection de Bourgogne, ms. 44 fol. 46 v^o). Un inventaire de tout un ordre remontait au 24 juillet 1353. Clément VII avait autorisé Philippe le Hardi à se faire ouvrir après sa mort et à faire placer en différents lieux les diverses parties de son corps (Arch. du Vatican, *Reg.* 306 fol. 13 v^o). Sur l'intervention de Clément VII dans le conflit violent qui éclata entre Philippe le Hardi et l'archevêque de Beauges Guillaume de Vergy, v. la *Vita prima Clementis VII*, c. 52^r, et surtout diverses bulles du 14 octobre et du 11 novembre 1390 (Arch. du Vatican, *Reg. Aragon.* LVII *Clementis VII, Indulta, privilegia*, quat. viii et ix. Arch. de la Côte-d'Or, B 11206 Bibl. nat., collection de Bourgogne, ms. 13, fol. 117-121). Quant aux présents offerts par le duc à Clément, une croix d'or et une image de saint Antoine, une Annonciation, etc., v. collection de Bourgogne, ms. 23, fol. 25 r^o et v^o.

1. Pavaire obtenu, en dernier lieu, vers 1360 (Bibl. Barbierus ms. XXX 176, fol. 73 v^o). Au même moment, le duc obtint de Clément VII deux dispenses pour un clerc de sa chapelle, Jean Oudon, qui était fils naturel d'un poète, et pour un nommé Jean Heier Derouhem, qui avait reçu la tonsure des mains du 1^{er} évêque de Tournay (ibid.).

2. Bulle du 14 mai 1392 adressée aux évêques de Tournay, d'Arras et de Thérouanne. « Dum infra mentis archiepiscopi sollicita revolvimus liberos varios et expressos quos clerici illius nobilissimi Philippus dux Burgundie circa bonum et salutem regimini personarum cum ecclesiasticarum quam secularium in terris et domibus preteritis Flandrie et Arthem, comitatibus suis, degenerum, et ut ipse Flandria comitatus incide quos antiquis corporibus actura a nostris et Romane ecclesie obedientiam segregaret, ad ipsius Ecclesie gremium revertantur, hactenus sustinuit et sustinet iocundanter dignum, quia ymmo debitum reputamus ut Sedem apostolicam reperiat in cathedrae gratia multarum et rerum liberalium. » (Arch. du Vatican *Reg. Aragon.* LXV *Clementis VII*, fol. 381 v^o). Dans une autre bulle qui reproduit le même dispositif, mais qui est datée du 12 novembre 1392 (*Reg. Aragon.* LXIX fol. 296 r^o), les considérations d'ordre religieux sont remplacées par des considérations d'ordre politique : il ne s'agit plus question que des dépenses supportées par Philippe pour défendre la Flandre contre les incursions des Anglais, pour y construire ou y réparer des châteaux-forts etc. Errance que Clément VII était moins satisfait du rétablissement de Philippe le Hardi au mois de novembre qu'en mai de mai 1393 ? On peut plutôt se juger. Il ne produit d'écarter le souvenir des discussions religieuses au moment où il prétendait soumettre à un nouvel impôt les membres du clergé flamand ? Je remarque que déjà le 25 octobre 1387, Clément VII avait chargé l'évêque d'Arras d'ouvrir une enquête au sujet de l'opposition que certains membres du clergé faisaient à la levée des 12 deniers sur la vin vendus en la ville d'Arras (Arch. du Vatican, *Reg.* 306 fol. 101 v^o).

ment VII voulut que celui qu'il en considérait comme l'auteur principal fût à même de la conduire à bonne fin, donnant au duc une marque de confiance dont on pourrait à peine citer un autre exemple, il s'engagea d'avance à ratifier toutes les faveurs que Philippe le Hardi croirait devoir promettre au nom du saint-siège à des bourgeois, à des nobles ou à des clercs de Flandre ou de Brabant disposés à se convertir (13 avril 1394)¹.

Par ses procédés de propagande, Philippe le Hardi appartenait à l'école de Charles V plutôt qu'à celle de Louis d'Anjou. Sa patience et son adresse, qualités qu'on n'a pas coutume de reconnaître en lui, firent plus pour le succès du parti clémentin dans la Flandre que la violence et les menaces auxquelles on avait eu précédemment recours.

À une époque où les Valois paraissaient croire que la question du schisme était de celles qui devaient être tranchées par l'épée,

1. V., dans les *Additions et corrections* de notre premier volume, l'analyse d'une bulle expédiée par Clément VII, le 31 mai 1390, en faveur de Charles V.

2. Bulle adressée au duc de Bourgogne : « Cum itaque venerabili abbatibus, decanis, prepositis, priores, barones, milites, nobiles, universitates opidorum, castrosum, villarum et locorum, ac personis aliis singulis ecclesiasticis et secularibus in ditione Brabantie et comitatu Flandrie morantibus aliis quoque subjectis dictis morantibus, dudum dampnata memoria Bartholomeus, dum viveret, adhaerens, et postea cum dampno Perrino de Thomastis adhuc, postea dolor adhaerens de presenti nos ipsorum et aliorum simili seductionem erroris reductionem ad viam veritatis potius deciderantes affectu, attendentesque propensius quod ad reductionem hujusmodi, quam se cordi gerere, et ad hoc jam multipliciter inhorresco cogitationem ab aspectu, adeo quod per hoc seductionem studium quompiam de partibus coproduit dictum memoratis adherentes intrinsecus nostram, inspirante Domino, tandem objurata sciamus, justitiam cognoverunt, et cum manu fideliter amplectuntur, et de brevi predictorum adhuc errantium reductione, se ulterius persequente, sperant, tanto melius et fructuosius poterit operari quanto circa hoc oportuerit a Sede apostolica majores recuperare potestates nobilitati iam prefatus octonarius ad viam veritatis et unitatem ecclesiasticam, abjurata dicta scismate, redire volentibus, gratias et commendationes, de quibus, et prout prudentia tua pro faciliori reductione ipsorum valdebit expedire, per nos et dictam Sedem faciamus, eisdem firmiter nostro et dictae Sedis nomine promittendi, ipsorumque tutas, securas et causas super compimento et executione promotionum hujusmodi faciendi plenam et liberamuctoriam apostolicam litteris concedimus potestatem. Nos enim quicquid se promittendum deserte retum et gratiam habebimus et effectualiter curabimus adimplere » (Arch. du Nord, B 1241, original). C'est évidemment l'une des trois bulles dont M. E. Jarry a relevé une simple mention dans les Archives de la Chancellerie et qu'il a supposées devoir se rapporter aux affaires de l'union, car c'en est une de fait » (dans la *Bibliographie de l'École des Chartes*, t. LII, 1892, p. 109).

et au moment où se formaient, d'accord avec Clément VII, tant de projets d'invasion et de conquête de l'Italie, il n'est pas inutile de constater que la force brutale ne fut pour rien ou presque rien dans les progrès réels qu'accomplit, sur divers points, le parti clémentin

CHAPITRE V

FIDÉLITÉ D'UNE GRANDE PARTIE DE L'EUROPE AU PAPE DE ROME

En regard du tableau des progrès réalisés par Clément VII en Espagne ou en Flandre, il convient de placer le tableau des échecs qu'essaya le même pontife en Angleterre ou en Allemagne. D'une part, de demi succès ou d'éclatantes victoires, d'autre part, de continues et fugantes déceptions, de coûteux et vains efforts. Les pages sombres succèdent, ou plutôt s'entremêlent aux pages glorieuses dans les annales du clementisme. Elles sont également instructives. Elles nous font connaître l'infatigable opiniâtreté d'un pontife qui s'obstine à vouloir régner sur toute l'Église; elles nous montrent, une fois de plus, le gouvernement de la France occupé à faire œuvre de propagande au dehors; elles expliquent surtout le découragement qui s'empara peu à peu des esprits à la vue de tant de peine perdue, de tant de projets renversés, de tant d'obstacles reconnus décidément insurmontables.

I

Charles V avait pu un instant se flatter qu'à la faveur des liens de parenté et d'amitié existant entre les deux maisons de Valois et de Luxembourg, il déclarerait le chef de l'Empire à reconnaître, avec lui, la légitimité de Clément. Cet espoir, on s'en souvient, s'était évaporé dès les premières paroles sorties

de la bouche de Charles IV ; loin d'accepter le mot d'ordre envoyé de Vincennes, Wenceslas, à son tour, suivant l'exemple paternel, avait pris fait et cause pour le pape italien.

Cependant il s'agissait de savoir dans quelle mesure le roi des Romains répondrait aux espérances d'Urban VI. Serait-il le sauveur attendu sur les rives du Tibre ? Jetterait-il son épée impériale dans l'un des plateaux de la balance ? Tiendrait-il tête aux schismatiques ? En un mot, saurait-il jouer ce rôle d'avoué du saint-siège qui semblait appartenir en propre au chef du saint Empire romain, mais que les souverains allemands avaient eu le tort d'abandonner souvent aux rois de France ?

Au premier abord, on put le croire¹. A l'issue d'une diète tenue à Nuremberg au commencement de l'année 1381, Wenceslas annonça des intentions nouvelles². Son zèle avait peut-être été réchauffé une fois de plus par la voix des Électeurs. Peut-être aussi espérait-il se faire bien venir de la cour d'Angleterre et faciliter ainsi la négociation du mariage projeté entre sa sœur et Richard II. Quoi qu'il en soit, une entente s'établit, comme en 1379, entre les deux cours de Prague et de Bude, et une double ambassade allemande et hongroise s'achemina vers la France. Le fait me paraît d'autant plus utile à signaler que, par suite d'une confusion étrange, on avait jusqu'ici attribué au roi Jean I^{er} de Castille une démarche dont l'honneur ou le blâme revient de plein droit à Wenceslas³.

Parvenus à Paris avant le 10 mars 1381, les ambassadeurs allemands et hongrois durent attendre jusqu'après Pâques (14 avril) pour expliquer l'objet de leur mission. On peut se demander si ce retard fut fortuit, ou s'il ne marque pas, de la

1. Voici, par exemple, la nouvelle qui fut apportée, le 15 septembre 1381, au conseil de ville de Marseille : « Quidam Ungarus in Italia longo tempore exiit in partibus Italie, ubi magnam, magnam gentem armigeram aggregavit, qui nunc est in terra totius Bohemensi, deferens insignia seu regalia Imperatoris Alamanis, regis Ungarie et Bartholomei antipape, inferens terris, civitatibus atque locis non obediens eidem Bartholomeo antipape dampna rerum et offensiones innumerabiles personarum, non parvorum persone, semu vel clero. » (Arch. de Marseille, *Reg. des délibérations*.)

2. J. Wenzelher, *Deutsche Reichsgeschichte*, t. 1, p. 280 et sq.

3. Le point fut l'objet d'une dissertation que j'ai cru devoir rejeter à la fin de ce volume, V l'appendice n^o IV.

part de la cour de France, peu d'empressement à écouter les communications de Louis de Hongrie et de Wenceslas.

Les conséquences désastreuses du schisme et la nécessité urgente d'y couper court fournirent aux envoyés une entrée en matière. Wenceslas et Louis, dirent-ils, avaient consulté à diverses reprises le clergé de leurs états. Ayant acquis la conviction qu'Urbain VI était le véritable vicair de Jésus-Christ, ils suppliaient Charles VI de se réunir à eux. Mais ils lui rappelaient aussi que les alliances contractées avec des schismatiques sont une offense à la raison, en même temps qu'une désobéissance aux décrets du saint-siège. Si donc le jeune roi de France persistait dans son erreur, c'en était fait des traités conclus jadis avec Charles V par l'Allemagne et par la Hongrie : Wenceslas et Louis I^{er} les déclaraient rompus.

C'était là dans la bouche des souverains urbanistes un langage nouveau. Il fallait que la place de Charles V fût occupée par un enfant pour qu'ils songeassent à présenter leurs observations sous cette forme communatoire. Ils semblaient, d'ailleurs, vouloir donner un dernier démenti aux espérances formées par le feu roi. Loin que le souvenir des alliances politiques les déterminât à se rapprocher de la France sur le terrain religieux, la divergence de leurs vues sur la question du schisme les entraînait, au contraire, à rompre des traités purement politiques. La France, retranchée de la société des puissances catholiques, allait être condamnée à l'isolement.

Le Conseil de Charles VI fit ce qu'il devait faire. Sans s'attarder à l'examen d'une question déjà résolue et que, d'ailleurs, la démarche des deux rois urbanistes ne tendait nullement à éclaircir, il se contenta de fixer une audience où l'on ferait comprendre aux ambassadeurs étrangers l'inutilité de leur tentative d'intimidation.

Au jour dit, le duc d'Anjou lui-même prit la parole. C'était, on s'en souvient, l'époque où le gouvernement se trouvait presque concentré en ses mains : l'Italie ne l'avait pas encore accaparé. Nul n'avait, d'ailleurs, mieux que lui qualité pour défendre une politique dont l'initiative lui appartenait au moins autant qu'à Charles V. Il protesta du desir qu'éprouvait le jeune roi de

mettre un terme au schisme. La détermination prise par la France ne procédait, suivant lui, ni d'un calcul intéressé, ni d'un caprice de Charles V. Rappelant le témoignage des trois cardinaux venus en France, les précautions prises par le roi pour éclairer sa conscience, notamment le soin que ce prince avait eu de recourir au clergé (et à ce propos le duc d'Anjou exagéra quelque peu l'influence des assemblées de Paris et de Vincennes), il conclut au bien fondé de la déclaration du 10 novembre 1378. C'est aux cardinaux, dit-il en terminant, qu'il appartient de notifier l'élection des papes. Les princes de l'Église ont parlé : il serait absurde de supposer qu'ils ont, par un mensonge, compromis leur salut. La maison de France se soumet au pontife qu'ils proclament, sans hésiter un seul instant.

Cette réponse était nette : les ambassadeurs étrangers durent s'en contenter. D'ailleurs, le duc d'Anjou ne les laissa pas repartir sous l'impression de leur échec. Il les reçut chez lui, les traita, durant plusieurs jours, avec magnificence, et ne les renvoya dans leurs pays que chargés d'or et de pierres précieuses, au demeurant fort satisfaits, *hilares*, nous dit le chroniqueur¹.

Ce contentement aurait bien pu n'être point partagé par les rois Louis et Wenceslas. La France dédaignait leurs avis : c'était le moment pour eux de passer des paroles aux actes. On s'attendait presque à les voir dénoncer, comme ils l'avaient promis, les traités qui les liaient aux Valois. Il n'en fut rien. Je cherche en vain la trace d'une altération quelconque des rapports établis entre l'Allemagne et la France. Sans doute, les négociations relatives au mariage d'Anna de Luxembourg aboutirent à un traité. Wenceslas et Richard II en profitèrent pour s'engager à poursuivre les « schismatiques » même les plus haut placés². Mais, en notifiant à Charles VI le mariage de sa sœur, le roi des Romains eut bien soin de dire qu'il n'entendait, par cette alliance, déroger aucunement à l'amitié qui l'unissait à la maison de France ; en même temps, il offrait sa médiation pour négocier entre la France et l'Angleterre soit une prorogation des trêves, soit une paix

1. *Religieux de Saint-Denis*, t. I, p. 72-80. Cf. *Chronographia regum Francorum* (éd. H. Moravcsik, t. II), p. 52.

2. Lüdner, *Geschichte des deutschen Reiches*, t. I, p. 118, 119.

définitive¹. Débuter par de si hautaines menaces, essayer un échec si piteux et aboutir à de si timides protestations d'amitié, c'était montrer à Urbain VI le peu de fond qu'il devait faire sur le dévouement du roi des Romains. La France, en particulier, pouvait persister dans sa foi : elle n'avait rien à craindre du chef de l'Empire.

Par contre elle ne renonçait nullement à poursuivre en Allemagne sa propagande clémentine. Après avoir repoussé l'assaut des urbanistes, elle allait reprendre l'offensive.

Tout d'abord elle persistait à vouloir frayer un chemin jusqu'en Bohême au représentant officiel du pape d'Avignon. Longtemps, on s'en souvient. Guillaume d'Aigrefeuille avait attendu à Metz le sauf-conduit du roi des Romains. Puis le prudent cardinal s'était hasardé à faire un pas de plus dans l'Empire, mais sans sortir des régions soumises à l'influence du duc Léopold III d'Autriche² : il avait établi sa résidence à Fribourg-en-Brisgau³. Plus difficile était de parvenir jusqu'à Wenceslas. On se rappelait le sort de plusieurs clercs et prêtres attachés au service du légat et qui, probablement en traversant l'Alsace, étaient tombés entre les mains de Bernard de Babelnheim : cet urbaniste fanatique n'avait fait que mériter par là les bonnes grâces

1 Lettre de Wenceslas à Charles VI, datée du 15 octobre 1381 (F. Winkelmann, *Acta Imperii sancti saculi XIII et XIV*, Innsbruck, 1885, in-4°, t. II, p. 641). C'est évidemment la lettre que Kervyn de Lettenhove (*Froissart*, t. X, p. 353) écrivait sous la date de 1383, et pour laquelle M. Lindner (t. I, p. 390, note 2) propose la date de 1381. — M. E. Jarry (*La « voie de fait » et l'alliance franco-milanaise*, p. 227) me paraît aller trop loin quand il affirme que ce rapprochement de Wenceslas avec l'Angleterre e devenait l'équivalent d'une rupture des alliances ».

2 *Vita prima Clementis VII* c. 102.

3. On y constate sa présence le 6 mars (Hibl. nat., nouv. acqu. lat. 2533, n° 26), et 2542, n° 118, le 12 août (Baume, t. I, c. 1011) et le 2 octobre 1381 (*Histoire générale de Metz* par des religieux bénédictins de la congrégation de Saint-Vanne, Metz, 1775, in-4°, t. II p. 585), et encore au commencement de l'année 1386 (H. Haupt, *Das Schisma des ausgehenden 14. Jahrhunderts in seiner Einwirkung auf die ober-rheinischen Landesherrschaften*, dans *Zeitschrift für die Geschichte des Oberrheins* nouvelle série, t. V p. 274). I. ne rentre à Avignon, de retour de sa légation, que le 20 janvier 1385 (Baume, *loc. cit.*). C'est à son installation que l'abbaye cistercienne de Kappel (entre Zug et Zurich) se déclare pour Clément VII le 10 mars 1382 (Arch. de Yverlouse, II 64², original); fait ignoré de M. Haupt, qui pourtant avait constaté (*loc. cit.* p. 275) l'existence de relations entre ce couvent et Guillaume d'Aigrefeuille.

de Wenceslas¹. Les instructions sévères que venait d'envoyer (29 avril 1381) pour l'arrestation des clémentins le chancelier de l'Empire, Jean de Jenzenstein, archevêque de Prague et légat d'Urban VI dans les diocèses de Meissen, de Ratisbonne et de Bamberg, pouvaient donner aussi à réfléchir². Quant aux intentions du roi lui-même, elles étaient bien connues : en dernier lieu, n'avait-il pas fait prendre à plusieurs villes d'Alsace et de Wetteravie l'engagement de ne tolérer sur leur territoire aucune prédication suspecte 9 mars 1382³ ? Ces dispositions défavorables ne décourageront pas la cour de France. Sur la demande du pape et des cardinaux d'Avignon, Charles VI écrit au roi des Romains et lui reproche, dans les termes les plus vifs, de refuser aux représentants du « pape légitime » une audience qu'il accordait aux envoyés de « l'intrus⁴. » De son côté, le duc d'Anjou, à qui Clément VII venait d'abandonner, en vue de son expedition d'Italie, la majeure partie des revenus apostoliques, consentit expressément à ce qu'une somme de 2 500 francs d'or fût prélevée, chaque année, sur ces fonds pour la pension de Guillaume d'Aigrefeuille⁵.

Le contraste de l'activité française et de l'apathie allemande ne fit que s'accroître quand l'armée de Louis d'Anjou eut débou-

1. E. Haupt, *loc. cit.* p. 67. X. Mossmann, *Un fonctionnaire d'Empire alsacien au XIV^e siècle, Bernard de Hebstheim* dans la *Revue historique*, t. XXII (1862), p. 67.

2. Gerodorf, *Codes diplomatiques Saxonum regum*, t. II (Leipzig, 1862, in-4°), p. 792. E. Wachsmuth, *Johann II von Jenzenstein*, dans l'*Archiv für die sächsische Geschichte* de C. von Weber, nouvelle série t. VI (1879), p. 267. *Geschichte der Bischöfe des Hochstiftes Meissen* (Dresde, 1884, in-8°), p. 315.

3. Lindner, t. I, p. 155, 156.

4. Je n'ignore pas que cette lettre, publiée par Kervyn de Lettenhove (*Fronart*, t. IX p. 534 d'après le ms. 838 de Cambrai, a été qualifiée par M. Lindner (t. I, p. 110) de simple exercice de style. Je ne vois pourtant aucune raison bien sérieuse d'en suspecter l'authenticité. La rédaction en serait postérieure à la déclaration du roi de Castille.

5. Clément VII avait déjà fait payer 2 000 florins au cardinal le 29 décembre 1381 (Arch. du Vatican, *Intrusus et exclus* n° 215, fol. 26 v°). Par bulles du pape d'Avignon, le 11 avril 1382, il passa à 2 500 francs d'or le chiffre de la pension d'Aigrefeuille pendant toute la durée de sa légation, et ce malgré les conventions passées avec le duc d'Anjou quant à l'emploi des revenus du saint-siège. Louis d'Anjou consentit lui-même à ce prélèvement le 6 mai 1382. Enfin Aigrefeuille donna, le 14 septembre, sa procuration pour toucher cette pension : il se trouvait alors à Schaffhouse (Arch. du Vatican, *Instrumenta miscellanea ad ann.* 1381-82).

ché en Italie. C'est alors surtout qu'Urban VI essaya de réveiller Wenceslas. Le pape de Rome n'avait pas attendu ce moment pour déclarer illicites les alliances conclues entre l'Empire et des princes « schismatiques », « cette association déplorable des enfants de lumière et des enfants de ténèbres, des disciples du Christ et des sectateurs de Bélial ; mais, de nouveau, il somma le roi des Romains de rompre les traites qui l'unissaient à Charles VI¹. Il espérait que Wenceslas passerait lui-même en Italie, pour y recevoir de ses mains la couronne impériale. Arrêté en principe depuis plusieurs années², mais différé de jour en jour, le voyage de Rome semblait au pape d'autant plus opportun qu'il devait entraîner l'intervention armée de Wenceslas dans les affaires de la péninsule. » Accourez donc, lui écrivait-il le 6 septembre 1382. Passez les monts avec les Electeurs du saint Empire ; venez exercer parmi nous votre autorité impériale et faire sentir aux troupes de Louis d'Anjou quel abîme sépare la lâcheté française de la valeur germanique. Que l'Allemagne se hâte de voler au secours de l'Italie, sa sœur, et de l'arracher au joug honteux que lui prépare une soldatesque efféminée ! C'est en vain que le français cherche à vous donner le change, feignant de n'aspirer qu'au trône de Sicile. Il veut substituer en Italie l'autorité de Charles VI à celle de l'Empereur, usurper l'Empire, comme la puissance, et fonder, aux dépens de la maison de Luxembourg, la monarchie universelle. Wenceslas demeurait sourd à ces appels vaine ment, dans une dernière lettre (20 novembre 1382), Urban VI lui montra le duc

1. Bulles du 30 mars 1382 et du 17 avril 1383 (*Reges Fidei conventiones littere* I, III, 3^e partie p. 137 et 152 ; I, IV, éd. de 1869 p. 144). Il est à remarquer que ces bulles ne nous sont connues que par des copies tirées des archives anglaises. Cf. une bulle du même Urban, remontant à 1378, qui annule les alliances existant entre l'empereur Charles IV et ses fils et des puissances schismatiques (Bibl. nat., ms. Moreau 1239, fol. 545).

2. A Avignon, l'on croyait tellement à la réalisation de ce voyage que Clément VII^e par bulle du 16 juillet 1381, autorisa le duc Léopold d'Autriche à violer, en ce qui concernait Wenceslas, l'engagement qu'il avait pris de ne laisser passer aucun urbaniste à travers ses états. Le pape d'Avignon supposait que Wenceslas était homme à se frayer une route de vive force (Lichnowsky, *Geschichte des Hauses Habsburg*, t. IV, n^o 1404).

d'Anjou campant déjà au cœur de l'Italie, le projet de voyage à Rome fut indéfiniment ajourné¹.

Le roi d'Angleterre n'était pas plus heureux de son côté. Ses dernières tentatives pour conclure avec Wenceslas une alliance dirigée contre « l'usurpateur du royaume de France » échouèrent devant la volonté évidente du monarque allemand de ne pas compliquer par de nouvelles querelles sa situation déjà embarrassée².

L'ignare « Urbain VI conservait encore quelque illusion sur le rôle que Wenceslas était appelé à jouer dans le schisme — en tous cas, le nouvel incident qui se produisit au cours de l'année 1385 acheva, j'imagine, de lui dessiller les yeux. L'ambassade solennelle que les oncles de Charles VI envoyèrent à Prague fut la contre-partie et la revanche de celle qu'avaient envoyée à Paris, en 1381, Louis de Hongrie et Wenceslas³. A son tour, le roi de France faisait la leçon à son cousin, et à une profession de foi en faveur d'Urbain VI, répondait par une démonstration de la légitimité de Clément. Vainement la méfiance du roi des Romains avait élevé autour de la Bohême et de l'Allemagne un mur que n'avait pu franchir le légat d'Avignon — le gouvernement de Charles VI tournait la difficulté. Il envoyait, à titre d'ambassadeurs royaux, un évêque, un chevalier, un secrétaire du roi, un religieux et un docteur en droit⁴, ceux-ci diplomates attitrés de la cour d'Avi-

1. Pelzel, *Lebensgeschichte des römischen und böhmischen Königs Wenzeslaus* (Landskronebuch, t. I, p. 31-37. Cf. une lettre écrite de Vérone à Wenceslas le 24 octobre 1382 (Palacky, *Geschichte von Böhmen*, t. III, p. 34).

2. V. les instructions données par Richard II, le 16 août 1382, à ses ambassadeurs auprès de Wenceslas (Rymér, t. III, 2^e partie, p. 141, 142). Cf. les promesses que les deux rois se firent mutuellement le 12 janvier et le 2 mars 1383 (Arch. nat. J 268, n° 10⁶ Winkelmann, t. II, p. 643). Ils s'alignèrent envers et contre tous, mais sans désigner personne. M. E. Jarry (*loc. cit.*) incline, un peu trop à mon sens, à interpréter cette alliance comme une ligae hostile à la France. D'ailleurs, les alliances existant entre les rois de France et de Bohême furent renouvelées plus tard, en 1390 (Winkelmann, t. II, p. 651, 654; Pelzel, t. I, p. 92, 93; Lindner, t. II, p. 321).

3. Il est possible que le roi de France ait répondu immédiatement à la démarche de 1381 par l'envoi d'une première ambassade auprès de Wenceslas (v. une lettre de l'évêque de Paris à l'archevêque de Prague, J. Loserth *Der Codex epistolaris des Erzbischofs von Prag Johann von Jenzenstein*, *Österreichische Geschichte*, t. LV, p. 317).

4. Pierre de Thury, évêque de Mailaine, Guy de Beaumont, chevalier, Jean d'Ailly, secrétaire du roi, Ange de Spolète, général des fêtes, Minours, maître en

gnon, les uns et les autres munis d'instructions et de pouvoirs que leur avait fait parvenir indirectement Clément VII¹. J'ajoute que d'autres clercs ou prélats au service et à la solde du même pape les accompagnaient officieusement². Ces nonces déguisés ne se présentaient pas, comme les ambassadeurs allemands et hongrois, la menace à la bouche, mais au contraire avec des paroles courtoises, des promesses engageantes et de l'or dans les mains. Ils tenaient du roi de France de pleins pouvoirs pour conclure ou renouveler tous traités avec Wenceslas et ses frères. De la part de Clément VII, ils promettaient au roi et au clergé allemands les faveurs du saint-siège. On ne demandait à Wenceslas que de rentrer dans le giron de l'Église : le pape d'Avignon était tout prêt à le réhabiliter, à confirmer son élection, à ceindre son front de la couronne impériale, à lui renouveler les privilèges octroyés à ses prédécesseurs ; il comptait prendre, d'accord avec Charles VI, les mesures les plus propres à assurer la prospérité de l'Empire.

théologie, Raymond Bernard Flameng, chevalier et docteur en lois V. les lettres de Charles VI datées de Melun le 5 mai 1383 (Arch. nat., J 316 n° 10¹ Winkelmann t. II, p. 381). M. E. Charuvay a signalé (*Revue des autographes*, août 1890, n° 376) un mandement de Charles VI daté d'Orléans, le 16 avril 1383, octroyant aux généraux des aides d'avancer pour trois mois 5 francs d'or par jour un général des finances Minours, envoyé vers le roi des Romains pour certaines et grosses besognes qui grandement touchent l'onneur et profit de nous et de nostre royaume. — M. A. Leroux (*Nouvelles recherches critiques*, ..., p. 38, note 3) suppose qu'à la date du 8 mai, les ambassadeurs de Charles VI se trouvaient déjà en Allemagne; cette hypothèse est en contradiction avec ce que M. Leroux avait dit lui-même précédemment (*ibid.*, p. 3, note 1).

1. Bulles de Clément VII adressées à Charles VI et datées d'Avignon le 13 avril 1383 (Arch. nat., J 316, n° 41, 44, 46 Winkelmann, t. II, p. 381). Par lettres datées d'Orléans, le 24 avril, Charles VI valide ces trois bulles et confère lui-même aux cinq ambassadeurs, à quatre, ou même à trois seulement d'entre eux, les pouvoirs qu'y énumèrent (Arch. nat., J 316, n° 43 bis et 43, J 265, n° 10¹ et ², Winkelmann, *loc. cit.*).

2. Vers le 13 juin 1383, les comptes pontificaux mentionnent l'envoi de Hinko, évêque de Leitomischl, vers le roi des Romains (Arch. du Vatican, *Introduit et exilus*, n° 236, fol. 132 r° et fol. 161 v°). Raymond Bernard Flameng fut accompagné, dans son voyage d'Allemagne, par Nicolas Buchner, clerc du chœur de Liège, auquel Clément VII fit payer, le 11 décembre 1383, 53 florins 16 sols (*Introduit et exilus*, n° 237, fol. 26 r°). — Raymond Bernard Flameng lui-même se vit rembourser plus tard par la Chambre apostolique les dépenses qu'il avait faites en se rendant, à la part de Clément VII, à près du roi de Bohême pour certaines affaires intéressant le pape et Wenceslas *ibid.*, fol. 36 r° — paiement partiel de 107 florins de Chambre 4 sols, fait le 31 décembre 1383.

De même, il promettait aux prélats bohémien et allemands qui abjureraient leur erreur la levée des censures prononcées contre eux, la conservation de leurs bénéfices et l'adoption de toutes les mesures les plus favorables aux intérêts de leurs églises. Clément VII avait été jusqu'à offrir au roi de France un crédit de 30 000 francs d'or pour gagner à sa cause les conseillers de Wenceslas. Raymond Bernard Flameng, l'un des ambassadeurs, devait développer des arguments d'un autre ordre. Dans un mémoire qu'il lut ou remit, le 21 août, à Wenceslas, il relut le récit de l'élection d'Urbain VI, s'attachant surtout à réfuter les motifs qu'on avait fait valoir en Allemagne en faveur du pape italien, et établissant la légitimité de Clément VII, qui, par sa famille, il n'eut pas ce défaut, appartenait à l'Empire¹.

A vrai dire, la cour de Prague ne se laissa convaincre ni par ces offres alléchantes, ni par ces habiles arguments². L'exemple de l'Université de Paris aurait pu produire quelque impression sur le clergé de Bohême — mais un docteur normand de passage à Prague prétendit que l'adhésion de ses confrères parisiens avait été peu volontaire³. Bref, le roi des Romains demeura fidèle à Urbain VI.

Il n'en est pas moins vrai qu'une ambassade envoyée de la part de Clément VII était parvenue en Bohême et avait fait entendre à Wenceslas un plaidoyer en faveur du pape d'Avignon. Le scandale fut grand. La nouvelle même se répandit que le roi des Romains s'était laissé séduire par les artifices de Clé-

1. Martène et Durand, *Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, c. 1120-1122, Wenzscler, *op. cit.*, t. I, p. 398-408. Cf. Lindner, t. I, p. 304 et 408. Le P. Denifle (*Chartularium Universitatis Parisiensis*, t. III, p. 668), indique trois exemplaires manuscrits de ce discours.

2. Les minutes des lettres royales du 26 avril et du 3 mai 1383 forment une liasse reliée par un parchemin sur lequel une main contemporaine a tracé ces mots : « Copie plurimum litterarum Regis hungaricium Wenzur nam regem Romanie in regem Romanum electum, ad quem Rex misit certum ambaxiatores hic nominatos et fuit magister J. d'Ailly cum suis et nichil fecerunt » (Arch. nat. J 286, n° 10). D'autre part, les originaux des bulles et lettres royales du 13 et du 26 avril, conservés dans la layette J 516, portent au dos, des notes contemporaines se terminant chacune par une des mentions suivantes : « Que non fuit effectum sortito » (n° 42 bis, 55 et 56), « Que erat tunc effectus » (n° 45) « Que non habuit aliqualem effectum » (n° 43), « Que tunc effectus caruit simile » (n° 42).

3. Zaulzius, *Chronicon* (Martène et Durand, *Amplissima collectio*, t. V), p. 326.

ment VII : Wenceslas dut démentir ce bruit, colporte principalement dans la région rhénane, en protestant à plusieurs reprises de son inaltérable attachement au pape italien¹.

À un autre point de vue, l'ambassade française ne demeura peut-être pas sans résultat. Wenceslas venait de conférer à Josse, margrave de Moravie, le vicariat général de l'Empire en Italie². Il n'alla pas jusqu'à charger ce prince, comme on l'aurait voulu en France, d'ouvrir une enquête impartiale sur les prétentions des deux papes³; mais il lui ordonna de rechercher les plus sûrs moyens de pacifier l'Eglise, et il évita, dans ses instructions, de lui désigner Urbain VI comme le pape légitime. De même, sans reconnaître expressément les droits de Louis d'Anjou au trône de Sicile, il autorisa le margrave, une fois parvenu en Italie, à se liquer avec l'adversaire de Charles de la Paix⁴.

Ainsi application constante à ménager les susceptibilités de la France, désir d'éviter tout conflit, volonté arrêtée de se garder les mains libres, tel était toujours le caractère de la politique de Wenceslas, dont l'allure timide et les façons distraites trahissaient d'autres préoccupations. Le schisme de l'Eglise, en effet, ne parvenait pas à détourner son attention des affaires intérieures de l'Empire, ni de la question hongroise. Toujours desireux d'étendre ses possessions territoriales de sa famille, Wenceslas voulait pouvoir, à un moment donné, mettre la main sur la Hongrie, qu'il destinait à son frère Sigismond.

Cette hésitation apparente encourageait Clément à renouveler auprès de lui, des démarches qu'il ne désespérait pas de voir, à la

1. Lindner, t. I, p. 204, 311. *Pierre de Herenthals, Vita Clementis VII* (Baluze, t. II), c. 557.

2. Diplôme du 5 juillet 1363 (Th. Sickel, *Das Vicariat der Visconti*, dans *Sitzungsberichte der phil.-hist. Classe der kais. Akad. der Wissenschaften Vienna*, 1859, t. XXX, p. 84).

3. Les deux papyrus qu'on a prétendus avoir été donnés au margrave, et qu'a publiés Baluze (t. II, n. 890, 891), ne sont que des projets sans doute émanés de la chancellerie française : c'est ce qu'a démontré M. Weizsäcker (t. I, p. 394) et ce qu'a également reconnu M. Th. Lindner (t. I, p. 406). M. A. Lermuz, qui les fait remonter à 1361 (*Nouvelles recherches critiques*..., p. 8 et 56), ne semble pas avoir eu connaissance des objections qui ont soulevées l'authenticité de ces pièces.

4. Diplôme du 21 août 1343 (Felsel, *Urkundendruck*..., t. I, p. 53). Cf. Th. Lindner, t. I, p. 303, 306. — Il est vrai que le margrave Josse de Moravie s'abstint de faire le voyage d'Italie.

fin, réussir. On ignore combien de messagers parlèrent d'Avignon pour l'Allemagne ou la Bohême et portèrent plus ou moins secrètement à Wenceslas les exhortations de Clément VII¹. Si tôt qu'il était bruit d'une entrevue du roi des Romains avec les princes de la maison de France, soit à Mouzon, au mois d'octobre 1384, soit à Luxembourg, au mois de mai 1391, le pape d'Avignon designait un prelat ou un docteur pour aller y plaider sa cause².

Wenceslas ne fit point toujours la sourde oreille. En 1387, dans un de ces moments où passait à travers la chrétienté comme un souffle de conciliation, il alla jusqu'à donner à Pilgrim de Puchheim, archevêque de Salzbourg, de pleins pouvoirs pour négocier avec le pape d'Avignon, dans l'intérêt de la pacification religieuse³. Cette démarche eut, d'ailleurs, d'autre résultat connu que la concession de quelques indulgences faite par Clément VII à l'archevêque allemand⁴.

1. Je note en premier lieu l'envoi de l'allemand M^r Jean « de Leone, » hachelier en décret (sur ce personnage v. notre tome I, p. 295, note 3), à Jean, margrave de Moravie, dont il vient d'être question. Clément VII fit payer à M^r Jean 200 florins, le 14 décembre 1383, en vue de ce voyage. Le pape d'Avignon avait précédemment retiré quelques dons à divers serviteurs du margrave Arch. du Vatican *Introduit et exilus* n° 337, fol. 32 r°. Le même Jean « de Leone » reçut de nouvelles missions de Clément VII pour l'Allemagne vers le 8 avril 1384, vers le 8 juillet et le 18 octobre 1385, vers le 27 juin 1387, enfin vers le 22 septembre 1391 (*ibid.*, fol. 44 v°, 63 v°, 109 r°; *Introduit et exilus*, n° 349, fol. 224 v°, n° 362, fol. 120 r°; n° 367, fol. 110 r°). Il passa, en 1395, au parti de Boniface IX (v. un mémoire de M. H. Haupt, dans l'*Archiv des historischen Vereins von Unterfranken und Aschaffenburg*, t. XXXIV, 1891).

2. Le 27 octobre 1385, paiement de 107 florins 4 sols à Conrad Heinrich de Wesel, doyen de Wierchrad, que Clément VII envoie vers Charles VI et vers les ducs de Berry et de Bourgogne, pour la diète qui doit se tenir à Mouzon, *Introduit et exilus*, n° 336, fol. 180 r°, 181 r°. Le 5 mai 1391, paiement de 121 florins 12 sols à Pierre Chandon, docteur en lois, avocat fiscal de la Chambre apostolique, « qui militat per summas Papam in Franciam pro eundo ad dictum regem France et Boemie ad locum de Luxemburg » *Introduit et exilus*, n° 367, fol. 116 r°. Aucune de ces conférences n'eut lieu.

3. Pouvoirs donnés de Nuremberg, le 26 juillet 1387 (Th. Lindner, *Das Erbkaiserthum Karls IV und seiner Nachfolger*, Stuttgart, 1882, in-8°, p. 290). Je note encore, le 10 septembre 1393, un paiement de 50 florins fait par la chambre apostolique d'Avignon à Angelino Squer, allemand, *curator domini Pape*, missus per dominum Papam ad archiepiscopum Salzburgerensem et regem Romanorum cum cartis litteris domini Pape. » (Arch. du Vatican *Introduit et exilus*, n° 370, fol. 150 r°).

4. P. Adelgöti Schutz, *Stellung Langwids III von Oesterreich zum grossen schändlichen Schisma*, Innsb. cit. p. 54. — Le 9 novembre 1387, Clément chargea l'arche-

Elle coïncida à peu près avec des ouvertures que firent les Électeurs auprès d'Urban VI, à l'instigation, dit-on, des rois de France et de Castille, en vue d'amener une entente avec le pape d'Avignon et dans le dessein de parvenir à la convocation d'un concile¹.

Un peu plus tard, au mois de juillet 1390, un des écuyers de Wenceslas accompagna jusqu'en Avignon un courrier de Clément VII qui revenait d'Allemagne². En 1391, un autre courrier fut encore chargé par l'évêque Hinko de Leitomischl de porter à Clément VII des lettres du roi des Romains³.

Ni les nouvelles condamnations prononcées par Urban contre les chefs du parti clementin⁴, ni l'envoi en Allemagne d'un autre légat urbaniste, le cardinal Philippe d'Alençon⁵, ni l'audacieuse irruption d'une armée française au cœur de l'Empire⁶, ni, plus tard, les encouragements, les supplications de Don-

réque Pilgrim de nommer un abbé dans le couvent de Saint-Lambert (K. Eubel *Der Premonstratensierorden* p. 446). Précédemment, Clément VII avait, à la prière de Pilgrim de Puchheim, élu à la même archiepiscopale de Salzbourg les deux monastères de Berchtesgaden et de Saint-Elmir d'Admont toutes les 29 mai 1383 et du 4 janvier 1386; Arch. du Vatican, *Reg.* 296, fol. 163 v°; *Reg.* 297, fol. 170 v°, et K. Eubel, *ibid.* cit.). On peut se demander si c'est avec l'assentiment du même archevêque qu'il avait prononcé, dans le diocèse de Salzbourg, dès le 11 juin 1383, la déposition de deux urbanistes, Eberhard et Ortolf d'Offenstetten, l'un prévôt, l'autre doyen de la cathédrale (*Liber supplicationum*, ann. IV pars II, fol. 86 v°) à la mort d'Eberhard, l'élection de Grégoire Schenk fut confirmée par le légat Guillaume d'Agrefeuille puis approuvée, le 13 juin 1385, par Clément VII (même K. Eubel *ibid.* cit.).

1. Lettre de Jean de Jeneustein à Urban VI, que J. Loeperth (*op. cit.*, p. 361) date environ de la fin du mois de février 1387 : « Vous ignorez, écrit l'archevêque de Prague, quels adversaires vous avez dès à présent ici, à Prague et en beaucoup d'autres contrées de l'Allemagne. Plusieurs sont suspects même parmi ceux que vous avez promus... » M. Th. Lindner (t. II, p. 303, 461) se demande si l'affaire du schisme fut mise en délibération dans la réunion de Warzbourg, au mois de mars, ou dans la diète de Nuremberg, au mois de juillet 1401, Cf. Th. de Strym, *De Brabant* p. 116.

2. Le 7 juillet 1390, paiement de 12 florins 16 sols à Jean de Constanten, courrier de Clément VII, qui arrive d'Allemagne avec l'écuyer en question, et y retourne chargé de lettres du pape (Arch. du Vatican, *Intimus et externus*, n° 306, fol. 161 v°).

3. Le 21 mai, Clément fait payer à ce courrier 12 florins 4 sols (*Intimus et externus*, n° 367, fol. 130 r°).

4. Pouvoirs du 2 avril et bulle du 29 août 1387 (Th. Lindner, t. II, p. 461, et Raaldi, t. VII, p. 496).

5. Th. Lindner, t. II, p. 304.

6. L'expédition de Gueldre de 1396 paraît avoir plus préoccupé Urban VI que Wenceslas. Le pape de Rome essaya de persuader à l'archevêque de Cologne et à ses sub-

face IX ne purent vaincre chez Wenceslas ce goût pour une politique équivoque¹. Le fameux projet de voyage en Italie, toujours remis sur le tapis, ne fut jamais réalisé². Wenceslas, les yeux constamment fixés sur Bude ou sur Cracovie, ne mérita jamais complètement ni les remerciements de Rome, ni les reproches d'Avignon.

II

À tout prendre, c'était pour la diplomatie clementine ou française presque un succès d'avoir évité une rupture complète avec le roi des Romains. De même, à défaut d'une conversion totale de l'Allemagne, qu'on n'espérait plus, on s'estimait heureux d'entretenir encore des relations avec certaines villes d'Empire, d'y exploiter des ambitions ou des rancunes, d'y perpétuer l'agitation, le doute et la lutte latente³. C'est l'explication des nom-

fragments d'envoyer des troupes au secours du duc de Gueldre et de prêcher, en Allemagne, une sorte de croisade contre les éléments français (Rinaldi, t. VII, p. 500). Mais l'archevêque de Cologne, l'évêque de Liège et celui d'Utrecht se bornèrent à jouer l'orbe de purification (Froissart, éd. Kervyn de Lettenhove, t. XIII, p. 261 et sq.). Cf. une bulle d'Urban VI, transcrit sans date dans un protocole (*inventaire sommaire des Archives départementales de la Gironde, Série G*, p. 44), autorisant la démolition d'une chapelle située près des remparts de Ruremonde, et qui eût servi à la défense en cas d'attaque de la ville par les Français ou par les clementins du duché de Gueldre.

1. Th. Lindner, t. II, p. 332, Theiner, t. III, p. 27, 32, J. Weissäcker, *Deutsche Reichstagsakten unter König Wenzel*, t. II, p. 359-376, cf. p. 288.

2. N'est-ce pas aller bien loin toutefois qu'écrire « Wenceslas poussa le bon vouloir jusqu'à faire mine d'opposer à Boniface IX en refusant de se laisser couronner par lui, comme s'il eût été un usurpateur du trône pontifical ? » (A. Leroux, *Nouvelles recherches critiques...*, p. 15.)

3. Si les archevêques de Mayence et de Cologne, les évêques de Liège et de Breslau et le bohémien Pierre de Rosenberg refusèrent, vers le commencement de l'année 1385, le chapeau de cardinal que leur offrait Urban VI il ne faudrait pas, comme on l'a fait (P.-C. Meichelbeck, *Historia Frisingensis* Augsburg, 1729, in-fol., t. II, p. 173), attribuer cette détermination à la crainte que leur inspirait le roi de France. Dans le passage de sa chronique qui a donné lieu à cette erreur, Thierry de Nismes (*De Scismate*, p. 31) n'a pas en vue les prélats allemands, mais les prélats napolitains créés cardinaux par Urban, et le monarque dont ceux-ci redoutent le mécontentement n'est pas le roi de France, mais le roi Charles de Sicile, en d'autres termes Charles de Durazzo.

bons messages envoyés par Clément dans diverses parties de l'Allemagne¹, et du continuel va-et-vient de certains émissaires, parmi lesquels Hinko Kluk, élu de Leitomschil, et Henri de Stwoleka, doyen de Prague, continuent de tenir une place importante².

1. Le 30 août 1303, paiement de 36 florins à un messager que Clément VII envoie en Allemagne pour affaires ardues (*Introduit et exilus*, n° 355, fol. 135 v°). Un autre procureur de la nation anglaise en l'Université de Paris (H. Damié, *Auctorium Cartularum*, t. I, c. 262. H. Nicolas « de Cracovie », a été envoyé par Clément vers divers prisonniers d'Allemagne au mois de juillet 1303 (*Introduit et exilus*, n° 337, fol. 54 v°-100 r°), vers le 18 avril, vers le 18 août 1305 (*ibid.*, n° 366, fol. 144 v°, 150 v°) et vers le 10 novembre 1305 (*ibid.*, n° 367, fol. 37 v°). Aux mois de juin et d'août de la même année, envoi en Allemagne de Nicolas du Nordich, marchand de Prague et de Henri « de Bence » (*ibid.*, fol. 178 r°, 190 v°). Vers le 18 décembre suivant, envoi de Conrad de Ben et du général de l'ordre des Augustins, Jean de Bole (*ibid.* n° 368, fol. 51 r°). Vers le 10 août 1306, envoi de Gervin « de Comeneta » et de M^r Jean de Constance (*ibid.*, fol. 173 r°), vers le 15 décembre, envoi du Nicolas Morel, chanoine de Laugres, à Strasbourg (*ibid.*, n° 363). Vers le 26 mars 1307, envoi en Allemagne de Conrad Hutarich, doyen de Wischegrad vers le 27 juin, envoi de Jacques Ha Hense (*ibid.* fol. 18 r°-18 r°). Le 1^{er} décembre 1309, paiement de 66 florins 30 sols à Jacobus Xavale, allemand, Loutinussien de velle, qui vult hoc ad dominum nostrum Papam pro curia Ecclesie Romanæ negotiis et quoniam datus est noster Papa curatui Prage etc) et ad curia alia loca Alemannie pro multis negociis. » (*Introduit et exilus* n° 366 fol. 55 r°. Cinq jours après le 6 décembre, paiement de 120 florins 16 sols à Valentin de Hise, allemand, audiatum Xaver Palatib, qui vult hoc per dominum Papam ad partes Alemannie pro facto scismatis cum certis litteris ad curia principes et milites, pro equis amondin et alia expensis Incendia. » (*ibid.* fol. 57 r°. Le même reçoit encore 160 florins 36 sols le 10 décembre (*ibid.*, fol. 58 v°). Il se met en route peu de jours après, puis, le 23 décembre, Clément VII se porte devers lui l'un de ses confesseurs, Gantier du Monténach, chargé de lui remettre des lettres du Charles VI destinées à l'Allemagne (*ibid.* fol. 72 v°, 74 r°). Le 23 janvier 1310, paiement de 25 florins 30 sols à un nommé Jean de Trèves qui est allé d'Allemagne, où il s'était occupé des affaires de Clément VII (*ibid.*, fol. 54 r°), etc.

2. Vers le 31 janvier 1302, le doyen de Prague (Henri de Stwoleka), frère du évêque « Ulmbr » envoie un messager de Bohême par ordre de Clément VII (*Introduit et exilus*, n° 355, fol. 55 r°). Vers la fin du mois de janvier 1304, Clément envoie en Allemagne Jean de Constance, qui a été autre que l'écuyer de Hinko Kluk (cf. *Introduit et exilus*, n° 366, fol. 213 r°). Le 30 avril, il fait payer 17 florins 4 sols à un messager de l'élu de Leitomschil Hinko Kluk et le renvoie vers son maître en Allemagne (*Introduit et exilus*, n° 337, fol. 59 r°). Le 30 janvier 1313, il renvoie en Allemagne un chef du doyen de Prague et lui confie des lettres pour Hinko Kluk (*Introduit et exilus*, n° 338, fol. 125 r°). Le 18 août suivant, il est question de l'envoi en Allemagne de Hinko Kluk lui-même (*ibid.*, fol. 136 v°). Le 19 octobre 1304, le pape d'Avignon envoie des lettres pour la Bohême à un familier de Henri de Stwoleka (*Introduit et exilus*, n° 366, fol. 140 v°). Hinko Kluk fait, en 1309, un long séjour à

De là aussi ces missions délicates confiées par exemple, à Rumold de Malines dans le diocèse de Liège¹; à Jean de Zderaz dans les provinces de Prague et de Salzbourg et dans le patriarcat d'Aquilée², à Bernard de Berne dans les provinces de Mayence, de Cologne et de Brème, dans les diocèses de Trèves, de Hambourg et de Bâle. Ce dernier émissaire devait s'efforcer de faire comprendre aux habitants la nullité des censures prononcées par Urbain; il était chargé d'examiner les comptes des collecteurs apostoliques, devait révoquer ceux qui tenaient leurs pouvoirs de l'« intrus » et, autant que possible, diriger vers les caisses d'Avignon l'argent récolté en Allemagne au profit du saint-siège³. On peut se demander si la faculté de conférer quinze offices de notaires et d'accorder des dispenses à soixante bâtards⁴ constituait au profit de Bernard de Berne un moyen de séduction assez rémunérateur pour qu'il réussît dans cette tâche. J'ignore

Avignon, où l'avait appelé Clément VII, il ne repart pour son pays qu'après avoir reçu du pape, le 16 avril, 62 florins 25 sols, puis le 18 août, 140 florins 12 sols (*Instrum. et exlus*, n° 363, fol. 115 v°, 170 r°). Au mois de janvier suivant, occupé en Allemagne « pro factis Ecclesie et domini nostri Pape », il envoie à Clément VII son trésor, à qui le pape fait remettre un habit de 25 florins 25 sols pour l'évêque de Leoben (fol. 364, fol. 85 v°). Le 12 janvier 1390 Henri de Siwecka est de retour en Avignon d'une mission en Allemagne que le pape lui avait confiée (*Ibid.*, fol. 91 v°).

1. Pour dire Rumold Wans (*cf.* H. Douteils *Chartularium*, t. III, nos 1422, 1425). Ce frère mineur maître de la maison pieuse de l'Université de Paris, est chargé, par bulle du 17 janvier 1386, de prêcher au faveur de Clément dans la province de Reims et dans le diocèse de Liège, où « plusieurs », est-il dit, marchent dans les ténébreuses (*Arch. du Vatican, Reg.* 296, fol. 31 v°).

2. Bulle du 29 août 1385 confiant à ce prêtre du diocèse de Prague la mission de faire connaître par sa prédication les justes raisons sur lesquelles se fondait la légitimité de Clément, lui donnant au même temps le pouvoir de réconcilier et de relever de toutes censures ou irrégularités les urbanistes convertis (*Reg.* 296, fol. 135 r°). Cf. H. Simonfeld, *Analekten zur Papst- und Kurialen Geschichte...*, dans *Abhandlungen der historischen classe der k. bayer. Akademie der Wissenschaften* t. XX, 1^{re} partie (1893), p. 4.

3. Bulles du 31 août et du 10 septembre 1386 (*Arch. du Vatican, Instrumenta miscellanea ad ann. 1386-1387*). — Bernard de Berne est lévoisé en droit et prêtre de Saint-Vincent de Berne, ses pouvoirs entraînent la révocation de tous les pouvoirs précédemment accordés aux mêmes évêques et d'autres collecteurs apostoliques. Le 24 septembre suivant, Clément VII invite les évêques, religieux, clercs, princes, etc., à lui faire bon accueil (*Instrumenta miscellanea ad ann. 1386*).

4. Bulles du 31 août et du 10 septembre 1386 (*ibid.*, et *Instrumenta miscellanea ad ann. 1386-1387*).

aussi quelle pouvait être la sanction des censures lancées par Clément VII ou par ses délégués contre les détenteurs d'un bénéfice dont Bernard se plaignait d'avoir été dépossédé¹. Mais, et la plus souvent les représentants du pape d'Avignon se trouvaient matériellement réduits à l'impuissance ils n'en remplissaient pas moins leur rôle d'agitateurs, cela suffisait pour ébranler dans beaucoup d'âmes sincères la confiance en la légitimité d'Urban.

En vue de produire le même effet moral, Clément VII ne se lassait pas d'intervenir dans le gouvernement des diocèses de l'Empire par des mesures de rigueur, ou par des concessions gracieuses, octroyant par exemple ou faisant sauter des bénéfices dont il était loin d'avoir la libre disposition². Il continuait de recevoir les dénonciations portées contre certains clercs urbanistes³.

1. Bernard de Berne avait possédé la prévôté de Saint-Séverin de Cologne et c'est sans doute de ce bénéfice qu'on l'avait dépossédé en vertu d'une bulle d'Urban VI. Clément VII à ce propos, charge les évêques de Cambrai, d'Autun et de Labeck de lui faire rendre justice et leur envoie sa bulle du 27 février 1361, dirigée contre les urbanistes qui osent s'emparer de bénéfices appartenant à du haut clémentine (*Reg.* 296, fol. 93 v° et 94 r°).

2. À titre d'exemples, on peut citer des bulles du 27 janvier, du 18 septembre et du 13 octobre 1362, nommant un abbé de Wissembourg au diocèse de Spire un abbé de Florbach et un abbé de Saint-Gilles-en-Ponthieu, au diocèse de Liège; une bulle du 3 juin 1364 nommant un abbé de Neustadt, au diocèse de Würzburg; une bulle du 16 décembre 1363, nommant évêque d'Essen un certain Jean Huter chanoine de Sainte-Marie-au-Capitole de Cologne, une autre enfin du 27 février 1365, nommant évêque d'Essen le prévôt de Spire Albert (K. Eubel, *Die Promotiones pontificum*, p. 410, 411, 419, 422). Cf. une bulle du 15 avril 1364 adressée à l'abbé de Wedgassen, au diocèse de Trèves (*Arch. du Vatican*, *Reg.* 307 fol. 521 r°).

3. Je signalerai la déposition de Jean Zulfus, chanoine et cellier de la cathédrale de Hambourg et prévôt de l'église Saint-Etienne en la même ville (*Liber supplicacionum* anni IV pars II fol. 82 r°), les dénonciations faites contre Raynier Greyt, chanoine des Saints-Apôtres de Cologne (*ibid.*, fol. 87 v°), contre Godenvalch Hone-man, curé de « Wernel » (peut-être Werspel dans la curie de Dusseldorf) au même diocèse (*ibid.*, fol. 112 v°), contre Eberhard de Moribach, curé de la cathédrale de Würzburg et ensuite Othon de Nida curé de Kelheim au même diocèse (*ibid.* fol. 160 r°), contre Jean de Perweis ou Seurelle, chanoine de Namur, contre Hermann de Xanten, chanoine de Huy (*ibid.*, fol. 166 r°, 167 r°), contre Jacques « Ovele », chanoine de Sainte-Gertrude de Nivelles (*ibid.*, fol. 124 v°); plus tard (30 septembre 1365), la destitution de Charles de Heselbourg, remplacé comme doyen de Würzburg par Engelhard de Nideck (*ibid.*, anni VII pars II, fol. 81 r°). Othon de Brunswick, désirant obtenir de Clément VII la prévôté de la cathédrale de Hildesheim pour son fils Guillaume Busche chanoine de Minden, fit valoir que le titulaire actuel Nicolas Hoad, avait volé et répandu en Alle-

et faisait entamer de longues procédures qui aboutissaient d'ordinaire à la condamnation des « schismatiques. » Ainsi les assignations et les excommunications lancées, au mois d'octobre 1382 et au mois de février 1383, contre Arnoul de Horne, Florent de Wevelinghofen et Potho de Pothenstein, les trois évêques urbainites de Liège, d'Utrecht et de Munster, ne s'adressaient pas seulement aux bourgeois d'Avignon, qui en purent lire le texte sur les portes du palais ou de l'église des Doms¹, mais surtout aux fidèles dispersés dans les bassins du Rhin et de la Meuse. La nomination du prévôt d'Halberstadt, sous-diacre du nom de Henri, à l'archevêché de Magdebourg (9 juin 1382), bien qu'elle n'ait laissé aucune trace dans l'histoire, contribua peut-être à entretenir les espérances des élémentins saxons².

L'antagonisme si fréquent des autorités ecclésiastiques et des pouvoirs municipaux fournissait parfois à Clément VII une occasion d'intervenir qu'il n'avait garde de laisser échapper. Il réussit de la sorte à gagner à sa cause la ville de Landau³. Moins heureux à Cologne, où il avait essayé, dès 1379, de nouer des intelligences avec la bourgeoisie, il ne en chargea pas moins, en 1393, un habitant de la ville Hermann de Goch, d'encourager les mécontents en promettant ses faveurs aux adversaires de l'archevêque et en se faisant fort de leur procurer l'appui du roi de France⁴. Certains privilèges furent octroyés aux bourgeois de Wurtzbourg, une première fois, par le pape de Rome Boniface IX⁵, quatre ans plus tard par le pape d'Avignon Clément

magne divers écrits contre le pape d'Avignon. la réponse de calixti se 21 décembre 1288, fol. « Privimus, et de adhesionis constat. » (*Liber supplicationum anni 1288*, fol. 22 r°).

1. Le 10 octobre 1382, les 13 et 18 février 1383 (*Reg.* 308, fol. 31 v°, et *Instrumenta miscellanea ad ann. 1382-1384*).

2. *Reg. Aragon.* XXIV Clementis VII, fol. 86 v°, et K. Ebel, *Die Promissiones privilegiorum*, p. 421. — Le siège fut alors occupé par Louis de Missin, qu'Urban VI avait transféré de Mayence à Magdebourg. Il ne semble être question du prélat élémentin que dans la bulle inédite indiquée ci-dessus. Cf. *Chronicon Magdeburgense* (Meibom, *Scripta germanicarum*, t. I, p. 348) *Magdeburger Schöppenschronik* (*Chroniken der teutschen Städte*, t. VII, Leipzig, 1869, in-4°, p. 274, Fr. Kummer, *Die Bischofsverhältnisse*, [p. 80]).

3. Th. Landner, t. I, p. 93 et p. 211.

4. H. Haupt, *Das Schisma des ausgehenden 14. Jahrhunderts...* (*Zeitschrift für die Geschichte des Oberrheins*, nouvelle série, t. V, 1^{re} partie, p. 36).

5. Bulles du 20 novembre 1283 (*Notabilia Italiae*, t. XLIV, p. 160 et sq.).

VII¹, puis de nouveau par Boniface, qui, dans l'intervalle, les voyant consacrés par une bulle de son rival, avait cru devoir les révoquer².

D'autres fois, Clément VII s'appuyait sur de hauts représentants de la noblesse. On sait les sympathies qu'il avait, dès le début, rencontrées chez le duc Wenceslas de Luxembourg³ et chez Albert de Bavière, comte de Hainaut⁴, chez Engelbert III, comte de la Mark, et chez son frère Adolphe, comte de Clèves. Ce dernier, dont on était toujours heureux d'accueillir les

1. Le 14 des calendes de novembre de la quinzième année du pontificat de Clément VII (Arch. du Vatican, *Reg. Avenion. LXXIX Clementis VII*, fol. 82b v^o), ce qui ne correspond pas au 16 octobre 1392, comme veut l'éditeur des *Monumenta Boica* (voir cit., p. 270 et sq.) et H. H. Haupt (op. cit., p. 34), mais au 19 octobre 1393.

2. Bulles du 5 décembre 1391 et du 16 septembre 1392, *Monumenta Boica*, t. XLIV, p. 302, 304, 258.

3. Wenceslas était mort le 8 décembre 1383. Un de ses gendres de sa cour demeura fidèle à Clément VII : v. un rôle présenté au pape d'Avignon par Jean, seigneur de Wesemalle, maréchal héréditaire de Brabant avec la réponse du pape datée du 22 juillet 1385; Arch. du Vatican, *Liber implorationum Clementis VII*, ann. VII pars I, fol. 18a v^o.

4. Albert de Bavière investit du temporel de l'abbaye de Saint-Gereon et admit à l'hommage (19 décembre 1384) un certain Jean de Gemmagnere élu abbé par les religieux, confirmé par Jean T'Serclaes, et contre lequel le roi des Romains avait écrit, le 24 septembre, une lettre fulminante, en lui reprochant de s'être fait confirmer par un évêque rhénan (D. Baudry, *Annales de l'abbaye de Saint-Gereon dans les Monuments pour servir à l'histoire de la province de Namur — du Baron de Ne-Schoberg*, t. VIII, p. 5 B, 520). Je ne vois pas que cette circonstance tende à prouver le fait qu'affirme sans preuve D. Baudry, à savoir que Jean T'Serclaes garda la neutralité en 1384. Il semble bien pourtant qu'à partir d'une certaine date, Albert de Bavière et les pays qui lui étaient soumis se renfermèrent dans la neutralité (cf. La Courtonne, *Annales ecclésiastiques Carolingiennes*, t. VI, p. 297). Outre le témoignage déjà cité (t. I, p. 279 note 2) de Froissart, je puis alléguer celui du poète anonyme dont j'ai donné deux pièces de vers dans l'*Eclaircissement I* (quatre 96, v, nous tome I, p. 303), puis celui de Philippe de Mézières, qui s'exprime ainsi dans une partie du *Devis du Viel pelerin* rédigée vraisemblablement vers 1399 : « Lequel pais de Monnaut avoit pris un nouveau nom qui de leurs pays ne s'a jamais trouve. C'est assavoir le pais de Monnaut estoit appelle curie, c'est assavoir des lursmann et yrmans gouvernez du Père de la Roynne... » (Bibl. nat., ms. français 2242, fol. 121 v^o). On lit dans une chronique inédite de Tournay : « Et le duc Albert estoit neutre et se devoit se l'un, ne l'autre, et estoit les benéfices. Pour les prouffes en ce mais. » Bibl. royale de Bruxelles ms. 7382 fol. 63 v^o (commémoration du R. A. d'Herbomez). Enfin la situation semble nettement définie dans un discours composé, sous le pontificat de Boniface VIII par un partisan du pape d'Avignon : « At clare nos decuit experiri non solum hinc per ipsam Monachorum diocesim Cameracensem, qui hujusmodi depravationem neutralitatem observant, qui, in principis solius curiatis, pro usque Ecclesie prae- »

requêtes¹, se déclara ouvertement pour Clément VII le 8 janvier 1306².

Un des barons allemands sur lesquels le parti avignonnais paraît avoir le plus compté est un jeune prince qui, tour à tour, a attiré les faveurs des deux papes rivaux. Je veux parler du margrave Bernard I^{er} de Bavière, que ses relations avec le duc Léopold III d'Autriche et sans doute aussi son désir d'obtenir une pension de

quando fuerant multum ferendi, vel, postquam puerum et acutatum, de unione Ecclesie v. a sociis regerant. Et quod istud ex ambicione promissi eodem experiri et demonstrat quoniam sunt prefati Monachorum domini Benedicti obediunt in tribus, in uno duntaxat, per huiusmodi neutralitatem rebelles. — Declara. — Plures aliqui sunt cum obediunt prefati Monachorum in loro sacramentorum quo a tempore crismatis percipiunt ab episcopis Imperatoribus promissa per felicitatem promotionis domini Clementis, ultimi defuncti, ne per dominum Benedictum, ipsum monachum sunt et obediunt in loro sacramentis devotio per appellationem totum archiepiscopum Romanum, totum metropolitano, et deinde deinde velle magis dominum Benedictum papa monachum sunt et obediunt totis obediunt in loro sacramentis, quoniam et sunt aliqui obediunt aut devotio in tribus respectibus domini prefati, et talis magis et talis a tempore Benedicti neutralitatem seu dispensationem super his episcopis, sine quacunque diffinitione aut contradictione... admirantur huiusmodi littere absolutiois et dispensationis huiusmodi domini Benedicti ex parte sua profectionem beneficiorum et continentis duntaxat recusando et contradicendo, cum tamen minus sunt beneficiis et possessionibus temporalium quam incrementis ecclesiasticis et sua remuneratione et salute animi convenientis. Et ideo, domini monachorum, recedere dignum propter humilitatem, ex quo tanto eis talis tempore originem sola dampnata neutralitas, et patet quod ex sola ambicione supradicta. » (Bibl. nat., ms. lat. 1479, fol. 28 v°)

1 Il fit valoir notamment auprès de Clément VII que la collégiale de Saint-Martin de Zyllich, lors que située à environ une lieue du château de Clèves n'était qu'à une portée de lance du duché de Gueldre, par conséquent sur la limite des deux obédiences ou un pays fort dangereux à habiter pour des ecclésiastiques de l'un ou de l'autre parti. Le doyen et l'écolâtre de cette collégiale, ainsi que la plupart des bénéficiaires adhéraient au pape de Rome, et il était à craindre qu'ils ne facilitassent leur transfert dans le duché de Gueldre, c'est-à-dire en un pays tout à fait ennemi. Pour passer à ce danger, Adolphe de Clèves demandait que la collégiale de Zyllich fût unie à celle de Clèves, qui avait l'avantage d'être défendue par de fortes murailles. En effet, Clément VII ordonna, le 3 juin 1306, que cette union fût prononcée, après vérification des faits exposés par le comte (Arch. du Vatican, *Reg. Avinion.* *LXX Clementia VII, littere de iudicio, privilegia, quat. v*, cf. E. Eubel, *Der Ursprung des grossen abbaszlichen Stimmes, des Deutschen Quartalschrift*, t. VIII, 1894, p. 264).

2 Je n'ai retrouvé à Rome dans l'inventaire des Archives du Château-Saint-Ange que la date de cette pièce, que Weiss (Paris, *Archiv*, t. IX p. 461, n'a connue lui-même que par l'analyse conservée aux Archives nationales, cart. n. 378. La déclaration n'aurait été faite dans le chœur de l'église de Clèves.

la France portèrent à se rapprocher du pape d'Avignon. Clément VII le reçut à bras ouverts. En 1383¹, il lui adressa une première bulle pleine de compliments et d'encouragements, dans laquelle il rappelait que son crédit était grand à la cour de France. En 1391, il chargea l'évêque de Lombes et l'official de Constance d'examiner au point de vue canonique le mariage du jeune baron avec la comtesse Marguerite de Hohenberg, et d'accorder en cas de besoin les dispenses nécessaires². Enfin, le 18 mai 1392, Clément VII éproua en faveur du margrave toutes les formules d'éloge : presque seul dans des contrées envahies par l'erreur, Bernard de Bade a tenu d'une main vaillante et ferme « le bouchier de la foi, » mur vivant dressé pour la défense de l'Église, « tour inébranlable » de la maison du Seigneur, il a bravé les assauts des schismatiques, et n'a reculé ni devant le péril, ni devant la dépense. Afin qu'il puisse travailler d'une manière plus efficace encore à la suppression du schisme, Clément VII lui accorde spontanément un subside de 20.000 florins de Chambre. La somme, bien qu'inférieure au chiffre de l'indemnité allouée à Léopold d'Autriche, était considérable, et cette donation aurait sans doute comblé les désirs du margrave, si une clause insérée dans la bulle ne l'avait rendue à peu près illusoire. Les 20.000 florins étaient assignés sur les revenus apostoliques des provinces de Mayence, de Cologne et de Trèves : c'est-à-dire que, pour en obtenir le paiement, il fallait commencer par soumettre à l'autorité de Clément VII des régions depuis longtemps acquises à Urbain VI³. Ou le pape d'Avignon se jouait du margrave, ce

1. Le 30 septembre, et non le 20 ou le 25, comme l'écrit par distraction M. H. Haupt (*Markgraf Bernhard I von Baden kirchliche Politik während des grossen Schismas, dans Zeitschrift für die Geschichte des Oberrheins, nouvelle série, t. VI, 2^e partie, 1891, p. 211 et 230*). Pour tout ce qui touche Bernard de Bade, on consultera, d'ailleurs, avec fruit cette excellente dissertation.

2. Arch. du Vatican, *Reg. Avinion, LXX Clementis VII*, fol. 330 r^o, *Reg. 262*, fol. 1 r^o ; H. Haupt, *loc. cit.*, p. 221.

3. H. Haupt, *loc. cit.*, p. 232. — Je proposerai une correction au texte qu'a imprimé H. Haupt d'après une copie notariale conservée aux Archives de Carlsruhe. Dans la phrase « quam primum dicta provincia ad nostrum et dictæ Ecclesiæ obsequium reducta fuerit », *provincia* n'a point de sens, puisqu'il s'agit non pas d'une, mais de trois provinces ecclésiastiques. C'est *patria* qui devait exister dans le texte original, comme il se lit encore dans une bulle identique, conservée au Vatican, dont je parle ci-dessous.

qu'il est difficile de croire, ou sa détresse pécuniaire l'obligeant à n'allouer que des pensions à échéances lointaines, ou enfin son instant l'avertissant qu'un des plus sûrs moyens de parvenir à la conversion des provinces rhénanes était d'y intéresser les seigneurs.

Cette dernière explication est d'autant plus plausible que la mesure prise en faveur de Bernard de Bade ne fut point isolée. Il existe une autre bulle expédiée, le même jour, en termes identiques, en faveur du brillant comte Eberhard III de Wurtemberg, qui venait de recueillir l'héritage de son aïeul et qui, détail bon à noter, par sa femme Antoinette Visconti, se trouvait être l'oncle de la reine de France, Isabelle de Bavière. Clément VII le décore des mêmes épithètes, lui adresse les mêmes remerciements, et lui concède la même subside de 20 000 florins, qu'il escompte sur les mêmes revenus éventuels¹. Un an plus tard, le 26 avril 1393, il renouvelle à peu près la même concession en faveur du chevalier Émeric Host de Waldeck, maréchal de l'archevêché de Mayence, et de son fils Jean : il leur alloue 6 000 florins d'or payables sur les revenus apostoliques de la province de Mayence². Ces exemples pourraient sans doute se multiplier : car Clément VII comptait encore dans la région rhénane d'autres puissants partisans. Je ne citerai que Jean II, seigneur de Limbourg-sur-la-Lahn³, le comte Ernest VIII de Gleichen, vassal de l'archevêché de Mayence⁴, et Bruno de Rappoltstein, qui s'était engagé à servir la France envers et contre tous, sans excepter la roi des Romains, et qui, en 1384, arrêta au passage et retint long

1. Arch. du Vatican, *Reg.* 303, fol. 8 v^o : bulle citée par le P. K. Eubel (*Sur l'histoire des premiers eberhards*, *Schismata*, p. 262, qui se demande si la bulle s'adresse à Eberhard le Querelleux († 15 mars 1391) ou à Eberhard le Doux.

2. *Reg.* 303, fol. 12 v^o : *Reg. Arminio*, LXVIII Clementis VII fol. 116 v^o. E. Eubel, *luc. cit.* p. 263. — Sur ce personnage, cf. Gudon, *Codex diplomaticus associatorum* (Franckfort et Leipzig, 1741, in-4°), t. III, p. 431.

3. Une bulle datée d'Avignon, le 10 février 1385, sous la fidélité à l'Église romaine de « Jehanne, dame epouee de Lumborg, » au diocèse de Tournai et lui soumettant sur sa demande, ainsi qu'à ses successeurs, le droit de polluer des canonicats de Saint-Georges de Limbourg (*Reg.* 286, fol. 161 v^o; E. Eubel, *Die Privilegien protestantorum*, p. 416, note 4).

4. C'est l'Ernest, comte de « Lychgen » ou de « Lychen, » au diocèse de Mayence, que Clément VII autorise, le 9 octobre 1381 à faire célébrer l'office divin dans son château de « Lychgen » nonobstant tout interdit (*Reg. Arminio*, XXV Clementis VII, fol. 134 v^o; cf. *Liber supplicationum Clementis VII antip.*, anni III, fol. 170 v^o).

temps prisonnier certain chevalier anglais qui se rendait à Rome¹.

Le résultat obtenu grâce à tant de négociations, de prédications et d'intrigues n'est certes pas proportionné à la dépense de forces, de temps et d'argent que s'imposait le pape d'Avignon². Il parvenait cependant à ranimer çà et là quelques étincelles et à attiser un feu qui couvait sous la cendre. A Münster, le prévôt de la cathédrale, Heidenreich de Wolf Luedinghausen, s'adressait d'abord à Clément VII pour obtenir sa nomination au siège épiscopal³ et il n'était pas le seul à recourir au pape d'Avignon⁴. A Utrecht, Arnold de Vane luttait encore. A Würzburg,

¹ H. Haupt, *loc. cit.*, p. 30.

² Un exemple significatif : le cardinal d'Agoultville légat en Allemagne, écrit, le 1^{er} mai 1300, donne quittance, à Metz, de 1.000 florins d'or de Chambre à valoir sur une somme de 7 ans florins d'or que Clément VII des le 4 février 1300, lui avait assignée sur les revenus apostoliques des provinces de Basse, de Brie, de Reims, de Lyon et de Vienne (Arch. de Vatic., *Indicamenta miscellanea ad ann. 1300*).

³ Dans une bulle du 3 octobre 1300, adressée à l'évêque Clément d'Utrecht, le pape d'Avignon exprime l'intention de placer Heidenreich sur le siège de Münster. Toutefois, en un fait qu'on ne saurait passer sous silence, l'expédition des lettres pontificales Heidenreich est invité à rembourser la somme qui a été avancée pour la confection de ses lettres (Reg. 292 fol. 22 v^o). La raison mentionnée de cette façon mystérieuse n'est autre probablement que la défection de Heidenreich : il ne tarda pas, en effet, à recommander sa cause à l'archevêque de Cologne (Lambert, *Urkundensammlung zur Geschichte des Niederrheins*, t. III, p. 735), et fut bientôt nommé évêque de Münster par Urbain VI lui-même *Chronica episcoporum Munsterensium*, éd. J. Fischer, *Die Geschichtsquellen des Bistums Münster*, t. II, 1861, Münster in-8, p. 72. La démarche de Heidenreich auprès de Clément VII semble être restée ignorée des historiens (cf. Fr. Kuntze, *Die Bischofsverhältnisse*, p. 28 et 29).

⁴ J'ai noté un rôle présenté à Clément VII, vers 1302, par plusieurs allemands du diocèse de Münster (*Liber supplicationum Clementis VII antip.*, tome IV part. I, fol. 6 r^o et fol. 85 r^o). Le clerc du duc de Cologne sollicitait de Clément VII une prébende en l'église de Münster. Le même pape y déposait comme archidiacre l'écuyer Thomas « du Palas » (*ibid.*, part. II, fol. 157 v^o et 22 v^o).

⁵ Une bulle de Clément VII du 3 octobre 1300 lui donne encore le titre d'« évêque d'Utrecht » (Reg. 292, fol. 22 v^o). On continue à dénommer ce pape d'Avignon les archidiocèses de ce diocèse par exemple Bernard Heinrich de Deventer chanoine de Saint-Léonard de Deventer « rebelle et nequam dissensator sanctis vestris » Giselbert Koe, prévôt et archidiacre d'Utrecht (*Liber supplicationum anni III* fol. 23 v^o tome IV part. II, fol. 20 v^o), déjà destitué par Clément le 27 mai 1300 (v. notre tome I, p. 303, note 4). Henri Beupeneth de Deventer (*ibid.*, fol. 143 r^o), Hermann Bayr de (ibid. fol. 87 v^o), Clément VII ordonne la déposition de Jean Wilda prévôt de Saint-Martin d'Emmerich, de Giselbert de Walenberch, chanoine et archidiacre d'Utrecht, de Giselbert Greter de Reuen, prévôt de la frise occidentale,

l'évêque entrant en pourparlers avec la cour d'Avignon¹. A Mayence, les religieux Mendiants s'arrogeaient, en vertu de bulles de Clément VII, le droit de conférer les sacrements², et le mouvement de conversion au parti clémentin y était assez prononcé pour que le prévôt de Saint-Maurice, Henri de Gelphausen, reçût, en 1394, la mission de lever les excommunications, les interdicts et de réconcilier avec l'Eglise les urbanistes pénitents³. Les indifférents ou les clémentins pullulaient dans les diocèses d'Olmütz⁴ et de Cologne. A Augsbourg, ailleurs encore, des

de Hermon, abbé de Saint-Laurent d'Outhrecht, prie Utrecht, etc. (*Liber supplicacionum*, ann. IV pars II, à la date du 20 avril 1388, et fol. 70 r°, bulle du 8 mars 1389. *Reg. 223* fol. 55 v° et K. Eubel, *Die Privilegien privilegiorum* p. 420). Une bulle d'Urban VI, datée de Pérouse, le 2 août 1388, et adressée à l'évêque d'Utrecht Florent de Weylinghofen, ordonne l'arrestation du clémentin Jean Guel, chanoine de l'ordre de Saint-Antoine-de-Vienne, accusé de faire des collectes dans le diocèse d'Utrecht et d'en transmettre le produit aux clémentins. Une autre bulle, du même jour, enjoint au prévôt de Hermonde et au doyen d'Utrecht de s'opposer aux arguments analogues d'un abbé dudit ordre du nom de Bertrond (*Reg. 132*, fol. 263 r° et v°). Enfin, le 5 mai 1391, le même Florent de Weylinghofen lance l'excommunication sur au clerc de son diocèse, Andes de Weyherch, convaincu d'avoir prêché la doctrine clémentine dans des églises et sur des places publiques du diocèse (Bibl. nat., ms. latin 1662, fol. 150 r°).

1 [8 mars 1385] « Je bulle à V. S. Par la redite bulle pro parte episcopi Hermonis laquelle n'estoit ne homme ne bête. » (*Journal de Jean le Férré*, t. I, p. 24.) L'attachement de l'évêque Gerard au parti de Rome n'est pourtant point douteux v. *Monumenta Berni* t. I LNF p. 246, t. KLIV p. 245, 261, 221, 204, 200. *Monumenta Zolierana*, t. V, n° CLEVIII).

2. *Guido. Codex diplomatus anastatorum*, t. III, p. 402-406. — On peut citer parmi les clémentins du ce diocèse les clercs Conrad Fuchs, Jean de Hiesenberg et Jacques d'Osterberg, les laïques Jean de Crumenberg et Jean de Waldenberg (K. Eubel, *Die Privilegien privilegiorum*, p. 408, note 2).

3. Bulle du 1^{er} juin. Une autre du même jour autorise le prévôt à donner des dispenses à tous bâtarde du diocèse (Arch. du Vatican, *Reg.* 207, fol. 520 r° et v° et K. Eubel, *Die Geschichte des grossen abend. Schismas*, p. 293) Il est à remarquer que ce petit clémentin avait été élu par le chapitre de Saint-Maurice (Guido. t. III, p. 226. L'archevêque de Mayence Adolphe de Nassau n'est pourtant séparé de Clément VII dès 1381 Guido, t. III p. 226, 226, *Chronicon Moguntinum*, ed. L. Beger, p. 210 et Eubel, *Die Geschichte der Kirche Frage auf den Geschichte. Archäologen von 1318-1320* p. 71 et non excommunié, Conrad de Weneberg, n'entreint jamais de rapports qu'avec Boniface IX v. Guido, t. III p. 226, Fr. Kummer, *Die Bischofsverhältnisse...*, p. 70).

4. Lettre écrite par l'archevêque de Prague à l'évêque d'Olmütz en 1381 ou en 1382 (Loserth, *Der Codex apudavensis...*, p. 245).

5. Dans la septième année de son pontificat, Clément VII déclare nulle et non avenue l'excommunication lancée par l'archevêque de Cologne contre les habitants

prédicateurs ambulants élevaient plus ou moins ouvertement la voix en faveur de Clément VII ; des ecclésiastiques acceptaient des bénéfices de sa main¹, et le pape de Rome insistait pour qu'on opérât sans distinction l'arrestation des élémentins².

Mais cette agitation n'est nulle part plus sensible que dans le diocèse de Liège. Les puissances infernales avaient pourtant, s'il faut en croire un naïf chroniqueur, confessé, par la bouche d'un démoniaque de Seraing, la légitimité d'Urbain : plus dociles à la voix du chanoine Jean de Sprimont, beaucoup de liégeois s'étaient laissé entraîner vers Clément. On conspire : il fut question de rétablir à main armée l'évêque Eustache Persard de Rochefort sur le siège occupé par Arnoul de Horn. Dans le conseil même, quand un consul eut dénoncé certains bourgeois dont les maisons recélaient, disait-il, des hommes d'armes, le nommé Henri Gilles osa lui répliquer par une apologie de Clément VII et de Persard. Cependant les autorités crurent devoir faire une descente chez un chanoine de Sainte-Croix : on y découvrit un certain nombre de clémentins en armes. Leur arrestation déconcerta les conjurés ; Sprimont se hâta de fuir, et, des le len-

de Smet et donna à l'écolâtre de cette église, Thierry Wernich, le titre de chapelain du pape. Deux banquiers de Nuremberg originaires de ce diocèse, les frères H. et J. de Loebem, avançant 4.000 florins à Clément VII, qui leur donna, en échange, une délégation de pareille somme sur les annates des provinces de Cologne et de Mayence (K. Ebel, *Die Provinzen prelatum*, p. 617). Cf. *Liber supplicationum*, anni IV pont. xi, fol. 187 v°.

1. Lettre de Wenceslas au conseil et au conseil de la ville d'Angsbury (12 décembre 1382), publiée par Christian Meyer (*Das Schisma unter K. Wenzel und die deutschen Städte*, dans *Forschungen zur deutschen Geschichte*, t. XVI, p. 25). Ordonnance du légat Jean de Jensestein (J.-F. Schmaus, *Concilio Germanie*, t. IV p. 326).

2. Dès le 2 décembre 1379, Urbain VI s'adressant au prince Jean II d'Anhalt, l'exhortait à poursuivre énergiquement les schismatiques et à s'employer activement « circa eorum captivum et detinendum ac ultimum exterminium » (O. von Heinemann, *Codes diplomatiques Anhaltiens* Dessau, 1873 in-4°, t. IV p. 415). Le 13 juillet 1382 il confiait une mission en Lombardie et en Allemagne au docteur in utroque Baldo de Lovello, avocat du Sacré-Palais, avec ordre notamment de poursuivre les élémentins «... per te, vel alium seu alias personaliter capias et arreptos ac diris coarctabis mancipari et delinere facias et prosequi, inventis ad hoc, si opus fuerit, quilibet brevis secularis » (Arch. du Vatican, *Reg.* 310, fol. 252 v°) Enfin, le 23 janvier 1381, Boniface IX ordonne aux évêques de Carême et de Lorient de faire arrêter les élémentins qui ont l'audace de venir et de séjourner, « quandoque publicis et quandoque occultis, » tant en Bohême qu'en Allemagne (*Reg.* 319, fol. 325 r°).

demain, une communion fut instituée par les chapitres et par l'évêque pour entamer le procès des rebelles « schismatiques »¹. C'est aussi le moment que choisit Urbain VI pour donner une impulsion nouvelle aux poursuites dont étaient l'objet les clémentins liégeois. Guillaume de Salvarville, l'ancien chancelier de Paris, reçut à cet effet les pouvoirs nécessaires (1^{er} décembre 1382).

Plus tard, après la mort de l'évêque Arnoul de Horne 8 mars 1389², Eustache Pernand se flatta d'acheter à prix d'or le triomphe qu'il n'avait pu remporter de vive force : c'est du moins ce que permet de supposer une bulle de Clément VII datée du

¹ Rudolphus de Rivo, p. 42 et Cf. *Chronique des quatre premiers papes*, p. 211. — La situation des clémentins devant des lors de plus en plus d'efficacité dans le diocèse de Liège. Le pape Henri Nainz se plaint à Clément VII d'avoir été chassé de ses bénéfices à cause de ses dévouements au pape d'Avignon (26 décembre 1383, Arch. du Vatican, *Liber applicationum Clementis VII antep.*, sans VI, fol. 8 v^o). Le clerc Galard Trophard, familier du roi de France, toujours exilé de sa patrie (v. notre tome I, p. 213, note 2) reçoit de Clément VII, à titre de dédommagement, une pribrade au diocèse de Laon (30 janvier 1384; *ibid.* fol. 10 v^o). Par contre le diocèse de Liège devient l'asile des clercs qui veulent se soustraire à la juridiction du pape d'Avignon — tel est Willelmus Bonaventura cord de « Woudeloopewout » ou d'un pays de Brême — probablement l'undecimcent. Nainz, vassal de Brême, compromis dans une affaire de sorcellerie, il confut dans le diocèse de Liège où on lui refusa de se faire évêque. Ses poursuivants que l'archevêque de Brême a intentés contre lui ont l'ordre de Clément (bulle du 4 novembre 1384, adressée à l'évêque de Lodève, *Reg. Avenion. LII, Indulga. privilegia*, quat. 22).

² Ces pouvoirs comportent également le droit de réconcilier avec l'Église les hérétiques répentins (Arch. du Vatican, *Reg.* 210, fol. 286 v^o, 286 v^o et 286, bulles citées par H. Denifle : *Barbarismes et vices de la Pénitence*, t. III, n^o 1049). Il est à remarquer que, dans ces bulles, Guillaume de Salvarville est qualifié de chancelier de Paris — c'est un titre que lui avait apparemment décerné Urbain VI.

³ Le chapitre de Liège procéda, le 26 mars, à l'élection de Thierry de la March, qui fut aussitôt confirmé par Urbain VI, ainsi que la nouvelle en parvint à Liège le 28 juillet suivant. Néanmoins Thierry déclina cet honneur, ne se trouvant pas, dit-on, de force à assumer pareille tâche (Fr. Kummer, *Die Bischofswahlen in Deutschland*, p. 27. Ce qu'on ignore, c'est que dès le 8 juillet Clément VII avait envoyé l'allemand Henri Nainz vers le comte Adolphe 1^{er} de Clèves avec lequel j'ai fait connaître ses bonnes relations, et qui était frère de « l'intrus de Liège » com-a-dieu du Thierry de la March (Arch. du Vatican, *Salvatoris et alius*, n^o 263, fol. 163 v^o). On peut supposer que cette mission avait quelque rapport avec l'élection de Thierry. Cependant Henri du Horne, mai-mbourg du pays de Liège détestait les Français (cf. *ibid.* J.-G. Schannhert, *Inventaire des chartes du chapitre de Saint-Lambert de Liège*, Liège, 1861, in-4^o, p. 272). Les chanoines firent par écrit à Urbain, le suppliant, en regard à la durée de la vacance, de leur donner promptement un pasteur et de les

10 mars 1390¹. Le pape, apprenant que Persand nourrissait l'espoir de recouvrer son siège *per tractatus honestos*, l'autorisait à emprunter une somme de 30.000 francs d'or. Mais cette tentative échoua ainsi que la première. Le nom d'Eustache Persand ne reparait désormais dans les registres d'Avignon que les jours où Clément VII lui alloue, par charité, quelque secours pécuniaire².

La maison de France ne s'était pas désintéressée d'une lutte qui se soutenait aux portes du royaume. Le duc de Bourgogne, particulièrement attentif aux événements dont le contre-coup pouvait se faire sentir en Flandre, avait exhorté les Liégeois à se rapprocher de Clément. La réponse que lui adressèrent, le 5 janvier 1390, les chanoines de la cathédrale aurait dû lui faire perdre toute illusion à cet égard³. C'est une profession de foi des plus nettes en faveur de Boniface IX, à laquelle les chanoines se permettent de joindre des conseils : « Que Philippe le Hardi s'abstienne de molester les fideles du Christ, et qu'il ferme l'oreille aux suggestions des cardinaux ! »

Tel était le dernier mot de la ville de Liège. Tel fut aussi, à peu de chose près, l'accueil que les clémentins reçurent dans toutes les parties de l'Empire où ils s'efforcèrent de prendre pied.

guer confirmer l'élection qu'ils avaient faite d'un doyen, en la personne de M^r Thomas d'Ambreville. Urbain VI étant mort sur ces entrefaites, les cardinaux, dès le lendemain (16 octobre 1389) répondirent aux chanoines et aux consuls de Liège, en les priant de prendre patience et en leur promettant d'agir auprès du futur pape (Arch. du Vatican, *Reg.* 312, fol. 43 v^o, *Reg.* 347 fol. 47 r^o). Boniface IX, effectivement, ne tarda pas à nommer évêque Jean de Bavière.

1. *Reg. Avinion. JXX Clementis VII, Littere de diversis formis*, qua. 311

2. Le 19 septembre 1389 et le 22 mai 1391, dans de 85 florins 20 sols (*Introdus et curia* n^o 364, fol. 191 r^o n^o 367, fol. 150 v^o) à ces deux dates, Eustache Persand résidait à Avignon

3. Bibl. du Vatican, ms. lat. Vatic. 5927, fol. 50 v^o, at Rhoadi. t. VII, p. 817.

Je me sais pourquoi les érudits belges ont pris l'habitude d'appeler cette lettre « la réponse pleine d'énergie du chapitre de Liège aux clercs du synode de Gineu », synode qui, on le va, ne s'est peut-être jamais tenu. Les Gantois auraient recouru, en 1390, à l'habileté des théologiens de la « grande cité épiscopale des bords de la Meuse qui pour les peuples des Pays-Bas était la Rome du nord, » (Kervyn de Lettenhove *Histoire de Flandre*, t. V p. 79, Gillebode-Van Severen, *Inventaire des chartes de Bruges* 1^{re} série, t. III, p. 221)

Tandis qu'ils s'épuisèrent en de vains essais de conquête, ils avaient à défendre leurs positions menacées. L'autorité du pape d'Avignon chancelait dans les trois évêchés de Lorraine.

A Metz, battue en brèche par le roi des Romains dès 1380, elle fut encore plus compromise quand Wenceslas eut fait savoir, le 16 janvier 1382, sa résolution de se saisir de la personne et des biens de tous les clercs schismatiques¹, et quand, devenu, par la mort de son oncle, héritier du Luxembourg, il se fut transporté de sa personne à Metz, le 13 novembre 1384, et eut lui-même intimé au clergé l'ordre de reconnaître l'évêque urbaniste Thilmann Vuss de Bettembourg². Plus encore que ces ordres dépourvus de sanction et que ces menaces non suivies d'effet, l'intervention armée de Guillaume de Juliers, de Gérard de Blankenheim, des seigneurs de Boulay, du comte de Nassau et de Thilmann Vuss lui-même, aidé de son oncle et de ses beaux frères, mit en péril l'autorité de l'évêque clémentin. Par bonheur celui-ci, qui était alors le jeune et saint Pierre de Luxembourg, trouva un puissant protecteur en la personne de son frère le comte de Saint-Pol. Pour défendre les prérogatives de l'évêque contre les empiétements de la bourgeoisie, ce seigneur s'était, une première fois, approché de Metz en 1385, avec une troupe de cent vingt lances et de quarante arbalétriers; l'année suivante, il fit appel au concours du duc de Bourbon, et, son armée se trouvant ainsi grossie de quatre cents hommes d'armes, il entra en campagne contre les urbanistes allemands, enleva Commercy au comte de Saarbruck, s'empara de l'abbaye de Gorze, du château de Champillon, de Vic de Moyenvic et de Marsal³. L'évêque urbaniste Thilmann ne se tint pas pour battu : ses incursions armées sur le territoire de la ville, de l'évêché et du chapitre se renouvelèrent si souvent que Raoul de Coucy, successeur de

1. *Histoire générale de Metz*, t. IV, p. 225.

2. *Chronique du duc de Saint-Thiebaud*, c. CLXXVI. Cf. D. Calmet, t. II, p. 621; Th. Lindner, t. I, p. 224; N. van Werveke, *Les relations entre Metz et le Luxembourg sous le règne de Wenceslas* (*Fahr-Buch der Gesellschaft für lothringische Geschichte und Alterthumskunde*, 1901), p. 197.

3. *Chronique du duc de Saint-Thiebaud*, c. CLXXVI et sq. J. Cabaret d'Orville, *La chronique du bon duc Lays de Bourbon* (éd. Chataud), p. 280-284, *Histoire générale de Metz*, t. II, p. 506, t. IV, Preuves, p. 420.

Pierre de Luxembourg¹, se déclarait, en 1390, hors d'état de prolonger la résistance, si Clément VII ne lui venait en aide. C'est alors que le pape d'Avignon, pour permettre à Raoul de Coucy de subvenir à ses besoins les plus pressants, lui donna en commendé l'abbaye de Saint-Arnoul².

À Toul, le clergé reconnaissait l'autorité de Clément VII³, mais il n'en était pas de même de la bourgeoisie, toujours en guerre contre son évêque et soutenue de loin par le roi des Romains⁴.

1. Une bulle de Clément VII datée d'Avignon le 26 octobre 1388, autorise Raoul, nouvellement nommé évêque de Metz, à recevoir tous les ordres, en deux jours, des mains d'un évêque catholique. Raoul n'était alors qu'un simple clerc, âgé de dix-neuf ans (Arch. du Vatican, *Reg.* 290, fol. 22 v°). Il ne fut pourtant préconisé que dans un consistoire tenu à Requestrum, le 12 août 1387 (*Journal de Jean le Rôdeur*, t. I, p. 376, inégalement. d'ailleurs, de faire usage de la bulle de 1388 car une autre bulle, du 16 août 1388 datée de Carpentras l'autorisa de nouveau à recevoir les ordres et la consécration épiscopale des mains d'un évêque catholique (*Reg.* 290, fol. 21 v°). Son entrée dans la ville de Metz avait eu lieu le 6 janvier précédent (*Histoire générale de Metz*, t. II, p. 600).

2. Bulle du 11 novembre 1390 (Arch. du Vatican, *Reg. Avenion.* LIX, *Littere de diversis formis*, quat. VII), publiée sous la date du 3 novembre 1389 dans l'*Histoire générale de Met.* (t. IV, Fœvius, p. 389). Par la suite, Raoul fut obligé de renoncer à cette abbaye (*ibid.*, p. 430).

3. L'évêque Jean de Neufchâtel, parent et partisan dévoué de Clément VII, après son élévation au cardinalat le 23 décembre 1383, fut remplacé quelque temps par le siège de Toul par un certain Savin *de Florano* ou *de Fiorano* (cf. *Gallia*, t. XIII c. 1030, D. Calmet, t. II, p. 638, Ch. Robert, *Sigillographie de Toul*, Paris, 1868, in-8°, p. 23, Fr. Kummer, *Die Bischofsurkunden...*, p. 50), que Clément VII autorisa, par bulle du 17 février 1384 (Arch. du Vatican, *Reg.* 295, fol. 4 v°), à se faire consacrer. Mais Savin ne tarda pas être transféré au siège de Mourmouze, et Jean de Neufchâtel reprit l'administration du diocèse de Toul (29 mai 1385). Les 14 et 28 septembre 1387, comme il se disposait à se rendre en son diocèse et dans certaines parties des provinces ecclésiastiques de Beaumont et de Trèves, Clément VII lui conféra des pouvoirs étendus, notamment celui d'absoudre les archiclerges répentis et celui d'accorder des indulgences aux fidèles qui contribueraient à l'entretien des ponts, des hôpitaux, des églises du pays (*Reg.* 296 fol. 1 v°-1 r° et 130 v°). Jean de Neufchâtel se trouvait dans cette région le 25 janvier 1388 quand il reçut de Clément VII de nouveaux pouvoirs (*Reg.* 299, fol. 94 v°). Il en reçut d'autres enfin, le 12 août 1394, à un moment où il se disposait à se rendre encore une fois dans le diocèse de Toul dans les provinces de Cologne, de Beaumont et de Trèves (v. quinze bulles transcrites dans le *Reg.* 307, fol. 3 et sq.). Quant à Frédéric de Mulhouse, nommé évêque de Toul par Boniface IX, le 31 janvier 1391 (K. Eubel, *Die Primates praelatorum*, p. 413 et *Gallia*, t. XIII c. 1042) il paraît n'avoir exercé aucune autorité dans le diocèse (K. Eubel, *ibid.*, Guden, t. III, p. 596, 598).

4. Benoît (*Histoire ecclésiastique et politique de Toul*, p. 403 et sq., dont le récit a été reproduit par tous les historiens postérieurs (D. Calmet, t. II, p. 638,

La situation de l'évêque de Verdun n'était pas moins précaire¹. Son rival urbaniste, Rolin de Rodemacré, fort de l'appui de Wenecolas, levait des troupes, dévotait les terres du chapitre, se faisait servir par les chanoines et exerçait probablement, en vertu de bulles d'Urban, des poursuites dans les trois évêchés contre les clémentins ecclésiastiques². D'autre part, Urban VI avait disposé de la principauté en faveur d'un frère du seigneur de Boulay, pour qui de puissants barons prenaient parti. Enfin la bourgeoisie, naturellement opposée à l'évêque, trouvait, comme à Toul, un appui dans le roi des Romains. Pour mieux défendre sa seigneurie et sa juridiction, l'évêque Liébaut en transporta la moitié indivise au roi de France non pas, comme on l'a cru³, à la suite d'une visite que Charles VI

A. Duput, *Histoire de Lorraine*, Nancy, 1880, in-8°, t. II, p. 304), rapporte que Wenecolas invita le chapitre à élire un évêque urbaniste et Th. Lindner, *Geschichte des deutschen Reiches*, t. II, p. 319, pense que, d'accord avec la bourgeoisie, il fit déclarer la guerre à Jean de Neufchâtel et aux chanoines. Le palais épiscopal aurait été rasé, les chanoines obligés de fuir à Vouziers. Charles VI, intervenant à son tour, obtint la retraite du archevêque de Luxembourg. Enfin, aux termes d'un accord intervenu entre la ville et le cardinal, celui-ci aurait reconstruit l'évêché, mais à condition que les habitants ne seraient point obligés de reconnaître Clément VII. Ce récit, qui paraît s'appuyer en partie sur des pièces d'archives aujourd'hui disparues, contient plusieurs invraisemblances : il y est, par exemple, question d'une sentence de Charles VI et de Wenecolas à Paris qui n'est jamais venue en pouvoir le contrôler. À l'aide des textes conservés aux Archives communales de Toul, soit dans la série G des Archives de Meurthe-et-Moselle : mais j'ai dû renoncer à cet espoir après avoir dépouillé l'inventaire du premier de ces dépôts (Arch. nat., F 80097), et après que M. E. Duvernoy archiviste de Meurthe-et-Moselle, auquel obligamment transmis le résultat négatif de ses propres recherches.

1. Il est inutile de chercher de nouvelles preuves des relations de Liébaut de Constance avec Avignon : je citerai pourtant une requête de ce prelat à laquelle Clément VII répondit le 4 janvier 1306 (Bibl. Barberine, ms. XXX 174, fol. 80 v°), et une bulle du 5 avril 1304 dans laquelle Clément donne à l'évêque Liébaut le titre d'administrateur de l'abbaye de Faverney (Arch. du Vatican, Reg. 307, fol. 361 r°, cf. *Gallia christiana*, t. XV, c. 301).

2. Bulle datée du Vatican, le 13 février 1302 (Arch. du Vatican, Reg. 310, fol. 19 v°). — Dès le 29 octobre précédent, Urban VI avait envoyé au même Rolin des instructions au sujet de la réconciliation des nombreux clercs et laïques de diocèse de Verdun qui jusqu'alors avaient le droit de rentrer dans le giron de l'Eglise (ibid., fol. 190 v°). Cf. la commission que Rolin et Jean son frère, avaient reçue de Wenecolas le 16 janvier 1301 (*Histoire générale de Metz*, t. IV, p. 335).

3. P. Daniel, *Histoire de France* (éd. de 1729) t. V, p. 241, D. Calmet, t. II, p. 455, 772), [abbé Roussel], *Histoire ecclésiastique et civile de Verdun*, p. 246 ; abbé Clouet,

aurait faite à Verdun au début de son expédition de Gueldre¹, mais plus tard, le 30 septembre 1389. Le pariage reçut, le 12 février suivant, l'approbation de Clément VII. Cependant, Wenceslas s'inquiétait de voir la France étendre ainsi la main sur une ville « impériale » : il défendit au chapitre de ratifier le pariage, invita le sénéchal et l'engagiste de Luxembourg à châtier Liebaux (5 décembre 1389) et ordonna la saisie de la sei-

Histoire de Verdun t. III, p. 431-432, 436 à Loretz *Monnaie recherches religieuses...*, p. 12 et 78. H. Labande et J. Vernier, *Inventory sommaire des Archives communales de Verdun* (Verdun, 1881, in-4°), p. XLIX. — On est moins surpris de rencontrer cette erreur jusque dans le t. II p. 120 de la *Geschichte des deutschen Reiches* de H. Th. Linder, qui avait pourtant soigneusement, devant l'illustration du roi dans un médaillon dont il sera question plus loin.

1 Cette tradition repose 1° sur un document apocryphe inséré par Wassebourg dans ses *Antiquités de la Gaule Belgique* (fol. 431 v°), 2° sur un passage authentique, mais sans doute inexact, du *Religieux de Saint-Denis* (t. I, p. 332 et *Journal des Ursins* p. 374). Le texte publié par Wassebourg est un mémoire contenant les griefs du chapitre de Verdun contre la reine douairière de Bohême, Béatrice de Bourbon. On y lit notamment « Item la quarante dernière pence en l'année que le roy fut à Verdun, la dite royne fit greues rasembles de gens d'armes... » passage d'où il résulterait que ce mémoires a été présenté au roi de France dans le courant de l'année 1389. Or, à cette date Béatrice de Bourbon avait depuis longtemps cessé d'inquiéter le chapitre. Cette difficulté, à vrai dire, n'est pas pour écarter M. l'abbé Cuvet, le dernier historien de Verdun en conclut tout simplement qu'on doit faire vivre Béatrice jusqu'en 1393 et corriger la date de 1393 assignée jusqu'ici à la mort de cette princesse. On aura mal déchiffré l'épigraphie de Béatrice qui se voyait au-dessus des Jureles du Parloir, on aura lu « trois » au lieu de « treize » erreur qu'explique facilement sans doute la vétusté du monument (*Histoire de Verdun* t. III p. 436-437). Mais non l'erreur n'est point possible à effacer pour son convaincre de jeter un coup d'oeil sur le monument de la reine de Bohême, visible aujourd'hui encore dans l'église de Saint-Denis. La date de l'inscription est parfaitement lisible, et pour plus de sûreté, nous apprend que Béatrice est morte un vendredi qui était le jour de Noël, ce qui convient fort bien à l'année 1393 mais nullement à l'année 1392 (cf. F. de Guilhermy, *Inscriptions de la France*, Paris, 1873, in-4° t. I, p. 497). Un autre argument non moins probant a été récemment fourni par M. H. Morinville (*Un incident de frontière dans le Verdunois*, dans la *Bibliothèque de l'École des Chartes* t. LV 1893 p. 368 note 2). On voit la peu de confiance que méritait la pièce citée par Wassebourg et combien peu elle prouve que Charles VI passa personnellement à Verdun. Quant au *Religieux de Saint-Denis* il raconte que Charles VI en s'acheminant vers le duché de Gueldre s'approcha de Verdun pour l'occuper. Il dut se châtier les habitants qui depuis longtemps, lui refusaient tout service : la médiation de quelques chevaliers français amenèrent et à faire leur soumission. Les historiens modernes ont ajouté que l'évêque protesta de la présence du roi et de la frayeur des habitants pour jeter les bases d'une entente qui aboutit à un pariage. Malheureusement l'illustration de Charles VI, à présent bien connue (à la Courcour, Louis d'Orléans, dans la *Revue des Questions histo-*

gneurie épiscopale (21 février 1390)¹. En présence de cette opposition et des résistances de la bourgeoisie, l'évêque finit par être obligé lui-même de renoncer au pariage (10 août 1395,².

Heureux encore quand la victoire demeurait indecise entre les deux partis ! Il n'en fut pas partout ainsi. Dans les provinces meridionales de l'Empire, on ne constate pas seulement de l'agitation, de l'instabilité, des luttes, mais bien l'affondrement du parti clémentin. Un homme, dans cette région, avait tendu la main au pape d'Avignon pour lui promettre son concours, et aussi pour en recevoir le prix. Ses vastes possessions s'enfonçaient comme un coin au milieu des pays d'obédience romaine, et interceptaient presque les communications de l'Allemagne et de l'Italie³, tandis que son influence rayonnait au dehors en Alsace et en Souabe au grand avantage de Clément. N'avait-on pas vu le duc d'Autriche menacer d'une guerre les habitants de Colmar, parce qu'ils refusaient d'indemniser les clémentins qu'avait arrêtés Bernard de Bobolnheim⁴ ? Une journée suffit pour trans-

regens t. XLII, 1347, p. 21; H. Moravcsik, *Étude sur la vie de Jean le Mercier* (p. 117), ne passe pas par Verdun, mais plus au nord, par Grandpré, Rumigny, Mouzay-sur-Meuse et Virlem. C'est même sans doute le nom de cette dernière ville, que le *Reliquaire du Sacre-Duques* a pu confondre avec celui de Verdun. Mais il y a eu erreur de la part du chroniqueur, et non pas faute du copiste. Sur ce point notamment, je me sépare de M. Th. Lindner, qui a, d'ailleurs, bien rectifié l'itinéraire de Charles VI (*Der Feldzug der Franzosen gegen Jülich und Geldern im J. 1398*, dans *Monatsschrift für rheinisch-westfälische Geschichtsforschung und Alterthumskunde*, t. II, 1876, p. 2-3).

1. Par le rapprochement de ces dates, on voit que l'intervention de Wenceslas est antérieure à celle de Clément VII. Il ne faut donc pas dire, de la bulle de ce pontife du 13 février 1390, qu'elle « était un acte inconsidéré qui allait provoquer la réplique de l'Empereur » (A. Leroix, *Nouvelles recherches critiques...*, p. 43, cf. p. 79).

2. Charles VI recueillit du moins un avantage de ces longs débats : la ville de Verdun fut replacée sous sa garde le 19 octobre 1395. Arch. nat. J 344 n° 11-17, J 385 n° 10. 18 bis. 21, 23-26, 30. Arch. du Vatican *Reg. Avenion LVII Clementis VII, De indultis, privilegiis*, quart. v, abbé Clouet, t. III, p. 401 et sq., Labande *Evangel.*, p. XLIX et sq.

3. P. Adalbert Schatz, *Stellung Leopolds III.*, p. 32. J. Brucker, *Inventaire sommaire des Archives communales de la ville de Strasbourg* (Strasbourg 1882. in-8°), AA 109.

4. H. Haupt, *Das Schicksal des ausgehenden 14. Jahrhunderts*. (*Zeitschrift für des Geschichte der Oberheim*, nouvelle série, t. V), p. 40-61. — Vers le 31 janvier 1393, Clément VII envoya au duc Léopold III le frère aîné Henri Ratz, le 31 octobre de

former cette situation avantageuse. Le 9 juillet 1386, Leopold III se battait d'écraser l'armée suisse dans la vallée de Sempach : il y demeura lui-même couché parmi les morts¹. Le gouvernement de ses états, la tutelle de ses fils passa aux mains de son frère Albert dont un des premiers soins fut de faire savoir en cour de Rome qu'il désirait voir l'autorité d'Urban VI reconnue dans toutes les possessions de la maison de Habsbourg². A cette occasion, l'un des envoyés d'Albert III débâta probablement devant le pape de Rome une harangue dont on attribue la composition à Henri de Langenstein. Appliquant heureusement à l'héritage de Léopold le texte de saint Jean : « Levez les yeux, très saint père, dit-il, et voyez comme ces vastes campagnes blanchissent déjà pour la « moisson. » C'étaient toutes les terres de Styrie, de Carinthie, de Tyrol, d'Autriche, de Suisse, de Souabe et d'Alsace qui attendaient pour se convertir que la venue des prédateurs dont Albert III, au même moment, sollicitait l'envoi. On implorait même la pitié d'Urban VI en faveur du prince dévoyé qui avait entraîné tant de chrétiens dans sa chute, et l'on demanda la levée de l'excommunication qui, peut-être, empêchait Leopold de goûter les joies du paradis³. Porte irréparable pour le parti d'Avignon ! Clément VII chargea bien inutilement le général des Augustins, Jean de Hâle, d'assister à une entrevue qui eut lieu

la même année, il fit payer 100 florins à un messenger du duc (Arch. du Vatican. *Introtus et exiit* n° 315, fol. 63 v°, n° 316, fol. 65 r°). André, chapelain de Leopold lui présenta un rôle de suppliques (*Leber supplicationum*, ann. VII pars 1, fol. 111 r°). — Cependant, un peu plus tard, Leopold suspendit sa propagande en faveur de Clément, du peur de soulever contre lui les villed souabes, que Wenceslas exhortait à attaquer, sous la bannière de l'Empire, les partisans du pape d'Avignon (v. Wencslicher, t. I, p. 414, H. Haupt, p. 308 A. Scholz, p. 42).

1. Urban VI s'empessa de pardonner aux confédérés leur révolte contre les Habsbourg, et leur octroya de nombreuses indulgences (H. Haupt, *loc. cit.* p. 303 et sq.). Un service fut célébré le 8 août, à Avignon pour le repos de l'âme de Leopold (*Journal de Jean le Fèvre*, t. I, p. 201).

2. Les lettres de créance données par Albert III à son conseiller intime Herold de Lichtenstein et au chevalier Conrad Swemwarter sont datées du 14 février 1387 (H.-V. Sauerland, *Drei Beglaubigungs-Schreiben der Herzoge A., W. und Leopold von Osterreich für ihre Gesandten an Papst Urban VI*, dans *Mittheilungen des Instituts für österreichische Geschichtsforschung*, t. XIV, 1903, p. 125).

3. H.-V. Sauerland, *Rede des Gesandten des Herzogs Albrecht III von Osterreich an Papst Urban VI*, dans *Mittheilungen des Instituts für österreichische Geschichtsforschung*, t. IX (1898), p. 408-410.

peu de temps après, entre Albert III et Philippe le Hardi¹. Le mariage du second fils de Léopold III avec Catherine, fille du duc de Bourgogne, n'opéra pas le rapprochement qu'on s'obstinait à espérer, non plus qu'une démarche du prieur des Chartreux auprès d'Albert lui-même². Clément VII ne devait plus rencontrer que résistance du côté des Habsbourg.

Les conséquences de cette situation nouvelle se firent bientôt sentir. A Brixen, dans le Tyrol, l'évêque Frédéric d'Erdingen s'empressa d'entamer des négociations avec Urbain³. A Bâle, Werner Schaler, pourvu par Clément VII 21 novembre 1382), et qui, depuis la mort de Jean de Vienne, disputait l'évêché à Imier de Habsbourg, dut renoncer à la lutte⁴. Si les diocèses de Lausanne⁵ et de Coire demeurèrent au pouvoir de prélats clément-

1. Le 9 septembre 1367, paiement de 120 florins 16 sols à M^r Jean de Bâle, envoyé par le pape : *ad certam dietam intendam in confinitibus Alamanie et Burgundie inter dominos ducem Burgundie et Albertum, ducem Austria, pro suis expensis faciendis* (Arch. du Vatican, *introducus et exitus*, n° 302, fol. 141 r°). Le traité relatif aux conditions du mariage de Catherine de Bourgogne fut en effet conclu par les deux ducs, le 14 septembre, à Genlis, près Dijon (E. Fétit, *Itinéraires...*, p. 190).

2. H. Haupt, *loc. cit.*, p. 47, note 6.

3. A. Scholz, p. 49.

4. H. Haupt, p. 41-53. Tronchet, *Monuments de l'histoire de l'ancien évêché de Bâle* t. IV, p. 422, 423, 434, 493, etc. Mgr Vautour, *Histoire des évêques de Bâle* (Einsiedeln 1885 in-8°, t. II p. 426-429). K. Eubel, *Die Prämonstratensensium*, p. 412. — L'évêque Imier de Habsbourg gardait encore quelques ménagements envers les clémentins de son diocèse, comme le témoigne sa conduite à l'égard du seigneur ecclésiastique Jean Molitor (H. Haupt, p. 42). Clément VII, de son côté, continuait d'intervenir parfois dans les affaires du diocèse : le 1^{er} mai 1381, il confirma l'élection d'un prévôt du nom d'Albert célébrée par les religieux augustins d'Ueberberg (K. Eubel, *loc. cit.*), et, le 23 juin 1383, après avoir cassé l'élection célébrée de nouveau dans ce chapitre, il conféra la prévôté à l'un des religieux lui-même, un nommé Jean (Arch. du Vatican, *Reg.* 305, fol. 143 v°; *Reg. Avinion.* LXXX fol. 626 v°).

5. H. Haupt, p. 34. — Les 13 juillet 1380 et 6 juin 1386, Clément VII autorisa l'archevêque de Nazareth Jourdain, qui, à cause du schisme, n'a pu prendre possession de son siège, à jouir de certains bénéfices au diocèse de Lausanne (Bibl. Barberini ms. XXX 174, fol. 83 v°). — Une bulle du 8 mai 1380, adressée à l'évêque de Lausanne Guy de Prangins, a trait aux dévotions ecclésiastiques commises par les Bernois dans la prière clémentine de Moatriches (Arch. du Vatican, *Reg. Avinion.* LV *Clementis VII, Littere de diversis formis*, qual. III). Il en est encore question dans une bulle du 1^{er} mai 1382. Les Bernois ont attaqué le primat, profané les saintes espèces, volé des titres du grand sceau ecclésiastique dans la ville légitime de Saint-Nicolas Andelle et de Tournus, conservateur délégué par le saint-père à excommunier les ecclésiastiques et jeter l'interdit sur la ville de Berne, excommunication et interdit que, au bout d'une

tins¹, les évêques du parti d'Avignon qui se succéderent à Son eurent grand'peine à se maintenir contre leurs concurrents grâce à l'influence exercée par le comte de Savoie dans la partie basse du Valais². Le dernier nommé, Humbert de Billiers, simple clerc auquel Clément VII avait permis de se faire conférer en même temps tous les ordres³, avait plus tard que les libéralités de ses amis le faisaient vivre, et que la plupart de ses diocésains lui refusaient l'obéissance⁴. L'évêché de Constance avait été long-

temps, ont été publiés, sur l'ordre de Clément VII, par feu l'évêque de Lodève [Clément de Grandmont]. Cependant les Bernois sont venus à composition, l'évêque, les consuls, le commun de la ville ont supplié le pape d'Avignon de lever les censures. Commission fut donnée, à cet effet, à l'évêque de Lumbex Jean Hiltalinger (*Reg. Avinion. LXX* fol. 337 v° tous ces incidents semblent ignorés des historiens les mieux informés : cf. E. von Wattenwyl von Diesbach *Geschichte der Stadt und Landschaft Bern*, t. II, Bern, 1872, in-8° p. 306 et sq.). — Un peu plus tard (3 octobre 1393), Clément VII ordonne à Guy de Prangins de déposer Thierry de Mordlaurent, curé de Remont, s'il est reconnu coupable d'avoir trompé dans le meurtre du comte de Savoie Amédée V^e (*Reg. Avinion. LXXIX*, fol. 528 v° ; cf. Guichenon, t. II, p. 12). À la mort de Guy de Prangins, Clément VII nomme le patriarche de Jérusalem Aymon administrateur de l'évêché de Lausanne (26 juin 1394), puis (7 août) il donne l'évêché à l'archidiacre de Helms Guillaume de Menthonnay (K. Eubel, *Die Provinzialsynoden*, p. 414; cf. *Reg.* 366, fol. 164 v°). — Un évêque de Lausanne du nom de Jean, nommé par Urbain VI, ne paraît avoir joui d'aucune autorité dans ce diocèse (K. Eubel, *loc. cit.*).

1 H. Haupt, p. 24. — Le 21 octobre 1388, Clément désigne comme successeur à l'évêque Jean II Hartmann, comte de Werdenberg (K. Eubel, *Die Provinzialsynoden*, p. 411).

2 Abbé Grimaud, *Documents sur le Valais*, dans les *Mémoires de la Société romande*, t. XXXVII, p. 280, 303, 312, 390. — L'auteur n'a pas connu une bulle d'Urbain VI du 26 janv. et 1389 autorisant l'évêque urbaniste de Son. Henri de Blanghes, à reconcilier avec l'Eglise les éléments repentants de son diocèse, Arch. du Vatican, *Reg.* 311 fol. 178 r°).

3 Par bulle du 7 décembre 1387 (*Reg.* 296, fol. 12 r°), et non du 2 février 1388 comme le suppose le P. K. Eubel (*loc. cit.*, p. 415) Cf. un rôle présenté à Clément par Humbert de Billiers et dans lequel celui-ci sollicitait prioritairement l'autorisation de recevoir ensemble ou successivement tous les ordres des mains de l'évêque de Lausanne ou de tout autre prélat ecclésiastique (Bibl. Barberini, ms. XXX 175, fol. 68 v°). Le comte de Savoie, dès le 9 octobre 1387, s'était engagé envers la communauté de Lendche à pourvoir auprès de Clément VII la nomination d'Humbert de Billiers (abbé Grimaud, p. 312).

4. Bulle de Clément VII du 3 juillet 1392 accordant à Humbert de Billiers un certain nombre de compensations (*Reg. Avinion. LXXV*, fol. 351 r°). M. l'abbé Grimaud (p. 390) cite un dernier acte d'Humbert de Billiers, daté de Grayères, le 30 juillet 1392, après quoi il perd ses traces. La vérité est qu'Humbert renonce son évêché. Clément VII recevant alors l'évêque urbaniste Henri de Blanghes (K. Eubel, *loc.*

temps disputé par deux prélats rivaux, puis dévolu, à partir de 1185 à un évêque notablement urbaniste, Clément VII prétendit, en 1187, l'attribuer à un protégé du feu duc Léopold et des princes de la maison de France ; mais cet Henri Bayler ne se hasarda qu'une fois dans le diocèse de Constance durant une absence de l'autre évêque, et l'accueil qu'il y reçut ne l'encouragea pas à renouveler sa tentative¹. Nommé plus tard évêque de Valence, puis d'Alet, il conserva ce qu'il appelait l'administration de l'archêché de Constance et ce qui n'était, en réalité, que la protection lointaine et fort peu efficace de quelques groupes de clémentins répandus à travers ce diocèse. Les plus fideles se maintinrent en possession des chapitres de Zolingen, de Beromünster et de Schönenwerd², de l'abbaye de Saint-Blaise-en-Herzogen³ et surtout de la ville de Fribourg-en-Brisgau⁴.

Dans la journée de Sempach avait aussi péri l'un des digni-

cité p. Un autre urbaniste, Guillaume le Bon de Huren qui parait devoir être distingué de Guillaume de Barogne prend dans un acte du 11 décembre 1202, non plus le titre d'êvê, mais celui d'évêque, et ne tarde pas à être reconnu tel dans le Bas-Valais abbé Germond, *loc. cit.*, complété par le P. K. Eubel).

1 H. Haupt, p. 289, 296, 317, Fr. Kummer, p. 104, 106, K. Eubel, *loc. cit.*, p. 411.

2 Henri, « évê de Valence et administrateur du diocèse de Constance » (on voit que contrairement à ce que supposait H. Haupt, p. 296, Henri Bayler eussent de porter le titre d'évêque de Constance avant d'être transféré à l'évêché d'Alet, a fait savoir que les chapitres de Zolingen (en Argovie), de Schönenwerd (canton de Soleure) et de Beromünster (canton de Lucerne) voulaient bien seoir ouvertement à Clément VII, mais qu'ils sont retenus par la crainte que leur inspire la crainte du « sceleret Barthélemy, » auquel obéissent, dans le pays, tous les clercs et tous les laïques : ils redoutent, s'ils viennent à se déclarer une ruine complète par bulle du 2 juin 1303. Clément VII leur confirme la possession de certains bénéfices qu'ils avaient acquis d'une manière irrégulière (*Reg. Avenion. LV. Littere de diversis formis* quat. vi). D'autre part les chanoines de Beromünster se plaignent de ce qu'après la bataille de Sempach, les « meurtriers du duc Léopold » ont devancé et hâté leur église. Clément VII, le 4 septembre 1389 mit à cette collégiale les deux cures de Naidorf et de Hügghagen. *Reg. Avenion. LV. Indulta, privilegia*, quat. vii).

3 Continuellement attaquée parce qu'elle a toujours refusé d'obéir aux « anti-papes, » l'abbaye déclare ne plus pouvoir suffire à sa défense : par bulle du 12 août 1202, Clément VII mit deux cures à la même abbaye. *Reg. Avenion. LV. fol. 36 v.*

4 H. Haupt, p. 274, 289, 291, 296, 312, 317. — Fribourg fut l'une des cités clémentines allemandes et bohèmes et la poste d'observation des agents du pape d'Avignon. Il s'agit d'Ulrich, fils de Lestomisch, et son frère Henri, doyen de Prague y vécurent, vers 1301 et 1302 personnes par Clément. *Intitulés et cités* n° 36, fol. 130 v°, n° 353 n° 360, fol. 86 v°, n° 330. fol. 55 r°.

tures clémentines de l'église de Strasbourg, Jean d'Ochsenstein, prévôt de la cathédrale et gouverneur d'Alsace¹. Au même moment, la parole fougueuse de Jean Malkaw exerçait dans les rangs des clémentins de cette ville de terribles ravages, quand l'évêque, cédant aux clameurs d'une partie de son clergé, livra aux mains de l'Inquisition cet apôtre de l'urbanisme, plus de seize mille strasbourgeois avaient déjà, dit-on, fait retour à l'obédience romaine². D'ailleurs, l'évêque lui-même finit par désertir une cause regardée comme perdue. Frédéric de Blankenheim, naguère, faisait arrêter un prélat urbaniste envoyé de Wenceslas ; maintenant il acceptait des mains de Boniface IX l'administration du diocèse de Bâle³.

Ainsi se refaisait peu à peu, au détriment du parti clémentin, l'unité religieuse de l'Empire. Un moment déconcertée par l'apparition simultanée de deux papes rivaux, la nation germanique se ressaisissait, pour ainsi dire ; les gros bataillons impériaux ralliaient en masse la bannière du pontife de Rome. C'était comme une protestation unanime des Allemands contre la prétention qu'on attribuait à Clément VII de vouloir disposer du trône de Charlemagne en faveur du roi de France son protecteur et son complice⁴.

III

Non content de chercher à étendre ou à maintenir son autorité en Allemagne, Clément VII entrevit plus d'une fois la possibilité de soumettre des pays situés au delà de l'Empire.

¹ H. Haupt, p. 38.

² V. les documents publiés par M. H. Haupt (*Zeitschrift für Kirchengeschichte*, t. VI, 1883, p. 369, 371, 375).

³ Th. Lindner, t. I, p. 236, t. II, p. 304, H. Haupt, *Das Schisma des ausgehenden 15. Jahrhunderts* (*Zeitschrift für die Geschichte des Oberrheins*, nouvelle série t. V), p. 37-39, A. Scholz, p. 37, Fr. Kummer, p. 123, cf. J. Brucker, *Inventaire sommaire des Archives communales de la ville de Strasbourg* AA 3409, 1412, 1416.

⁴ *Magdeburger Schöppenchronik*, dans *Chroniken der deutschen Städte*, t. VII, *Magdeburg*, I (Leipzig, 1889, in-8°), p. 279. Lettres d'Urban VI (6 septembre 1382) et d'Antoine de Lemaco à Wenceslas (Verone, 26 octobre 1382, publiées l'une par Pelzel (*14. hundertbuch*, t. I, p. 53), l'autre par Palucky (*op. cit.*, p. 39) *Chronicon Regense* (Marotari, t. XVIII), c. 88.

La Hongrie notamment lui fit concevoir quelque espérance, quand, plusieurs années après la mort de Louis I^{er}, il fut question de marier la jeune reine Marie avec Louis, frère de Charles VI. J'ai la preuve que les ambassadeurs envoyés de Hongrie pour hâter cette union passèrent par Avignon, au mois d'août 1385, et que le pape mit un carrosse à leur disposition¹. Déjà Louis de Valois s'acheminait vers son futur royaume, et l'on se flattait que son influence entraînerait, un jour, la reine Marie à se tourner du côté d'Avignon, quand soudain on apprit que le frère du roi des Romains avait obtenu de force la main de la jeune reine².

Le même Sigismund s'était précédemment fait reconnaître roi de Pologne³. Néanmoins, Clément VII ne désespéra pas de gagner la Pologne à sa cause, par l'entremise d'un frère converti⁴.

Ce religieux, du nom de Wladislas, n'était autre que le dernier rejeton de la dynastie des Piast échoué après une vie d'aventures, dans l'abbaye de Saint-Benoît de Dijon. Clément VII voulut le voir, lui enjoignit de sortir de son couvent, le 6 juillet 1382⁵.

1. V. le texte reproduit plus haut, en note, p. 105. Le 14 août 1385, achat de deux chevaux « pro uno curru tradito ambasciatoribus Ungarum » (Arch. du Vatican, *Introdus et exilus*, n° 359, fol. 107 v°).

2. Th. de Niem, *De Jermenis*, p. 108; Th. Landner, *Geschichte des deutschen Reiches*, t. I, p. 246 et sq., 400 et sq.; E. Jarry, *La vie politique de Louis de France*, p. 22, 23. — Clément VII envoya encore, vers le 6 avril 1386, un courrier à Bude et, vers le 7 octobre 1387, un de ses huisiers, Thomas de Bordelles, en Esclavonie et en certaines parties de Hongrie, L. donne à ce dernier la somme importante de 200 florins (*Introdus et exilus*, n° 380, fol. 99 v°, n° 382, fol. 146 v°). Le siège de Buda était occupé par un gavage, le frère Guillaume, misé partisan de Clément VII, et auquel celui-ci donna, le 9 janvier 1388, l'expectative de deux évêchés hongrois, mais qu'Urban déposa et remplaça la même année (H. Eubel, *Des provinces prefectorum*, p. 444). Il est fait (*ibid.*) mention de bulles de Clément VII pourvoyant aux sièges épiscopaux de Zengg et de Kaja, en Croatie de Nona, en Dalmatie.

3. Charles V s'était montré en 1373, assez disposé à laisser le marquis de Luxembourg s'approprier cette part de l'héritage de Louis I^{er} (N. Valois, *Le projet de mariage entre Louis de France et Catherine de Hongrie et le voyage de l'empereur Charles IV à Paris*, dans *l'Annuaire-Bulletin de la Société de l'histoire de France*, t. XXX, 1903, p. 219).

4. Dès le début du schisme, il avait pris soin de faire porter en Pologne diverses lettres et informations par un clerc du diocèse de Breslau, Nicolas Dopuscipita (Arch. du Vatican, *Liber supplicationum anni III*, fol. 148 v°).

5. L. d'Achery, *Spirilegium*, t. III, p. 756. On voit que les projets de Clément et de Wladislas remontent à une époque antérieure à la mort de Louis I^{er} (il en 19 septembre 1382). C'est ce que l'on a généralement pu comprendre (cf. *L'art de vérifier les dates*, t. II, p. 71). — M. G.-N. Amundus, *Mémoires historiques sur Wladislas*.

le releva de ses vœux, lui fit jeter le froc et l'envoya briguer le trône que ses compatriotes étaient, croyait-on, disposés à lui offrir. « Nous comptons, écrivait Clément VII, qu'avec l'aide de « Dieu, tu ramèneras dans la voie du salut ces peuples, que le roi « Louis de Hongrie a entraînés dans une erreur damnable¹. »

La tentative de Wladislas échoua, comme on pouvait s'y attendre : le « roi Lancelot » (c'est le nom qu'on lui donnait en France) revint mourir à Strasbourg².

Cependant Sigismond n'avait pu se maintenir sur le trône de Pologne. Il y fut remplacé par Hedwige de Hongrie qui pour complaire à ses nouveaux vœux, épousa Jagellon, grand duc de Lithuanie (17 février 1386). De cette alliance resulta la conversion au christianisme du prince et du peuple lithuanien, événement dont le retentissement fut grand dans toute l'Europe, et dont la France ne fut pas la dernière à se rejouir. J'ai retrouvé une lettre dans laquelle Charles VI félicite le royal neophyte³.

prince polonois. Dans les *Mémoires de l'Académie des sciences, arts et belles-lettres de Dijon* 1882, *Partie des lettres*, p. 32, donne les démarches faites après de Wladis au par ses amis de Pologne comme s'étant produites après la déposition de Sigismond.

1. Bulle du 15 septembre [xvi kal oct.] 1382 (Arch. de Vatican, *Reg. Avenac.* LVII fol. 43 r^o), publiée sous sa vraie date par A. Favyn, *Le théâtre d'honneur et de gloire sacrée*, Paris, 1626, in-8r, t. II, p. 1312 et par D. Luc d'Achéry (*loc. cit.*, p. 722), nous reproduits sous la date du 1^{er} octobre 1382 [par suite de la suppression du chiffre xvii], dans le t. IV de la *Gallia Christiana* (*instr.*, c. 284) et citée par Feyer (*Codex diplomaticus Hungariae*, t. IX, vol. 3 p. 393) comme étant de 1381.

2. Sa pierre tombale orne encore, à Dijon, un des côtés de l'église Saint-Basile (cf. G.-N. Amanton, *loc. cit.* p. 36). — Vers le 20 novembre 1385, Clément VII envoya de nouveau en Pologne un cardinal au nom de Pierre (*Instituta et ordina*, n^o 360 fol. 52 r^o).

3. « Rex Francie regi Polonie super facto Ecclesie... Non valemus condigne gratiarum actiones Regi regum de tanti beneficii vobis colati referre, qui, prout ex relatione dilecti nostri Johannis de Strata militis in religione eximia dominorum Francie militantium, didicimus, personam vestram, cum cum quatuor alio fratribus vestris germanis, tam salubriter, clementer et eleganter et pie vestram dignatus est. Et quia vult per credimus, inter cetera que testis Scriptura Deo accepta censetur testimonium veritatis perhibere, fraternique et proximorum secretatibus corporis pariterque suffragari non modici ructus et efficacie solatio-rio ex-uit profecto militis, de regno nostro oriundi personam ubique commendabilem tam in civibus et hinc militem exortem daturam quam in fidelitate et notitia famorem et exporem multique laborem polio maximo pro fides orthodoxa defensionem frequentius attinam prout ex vobis et aliis relatione et actione poteritis agnoscere, secretatibus etiam vestris super his de quibus et aliis duxit implendum, recommendamus curdique cum affectu. Et ut que pro vestris vestris

Un chevalier de l'ordre Teutonique originaire de France fut, par cette lettre, recommandé à Jagellon. Tout en transmettant au nouveau souverain de Pologne les compliments du roi de France, cet envoyé devait-il chercher à le gagner au parti de Clément VII? Rien n'autorise à le supposer. Charles VI aurait eu mauvaise grâce à initier ainsi le nouveau converti aux tristes querelles qui déchiraient la chrétienté occidentale. En tous cas, sous ses nouveaux maîtres, la Pologne ne cessa pas de donner aux papes de Rome des preuves multiples de son attachement¹.

Les regards de Clément VII s'étendront plus loin encore. Il nomma un certain Albert Hecht évêque de Dorpat, en Livonie (24 janvier 1379)². Ce prélat, soutenu par des chevaliers de l'ordre Teutonique, s'empara même de quelques places dans cette contrée perdue. Mais l'autorité de Rome l'unit par y prévoir : l'évêque Albert, réduit à faire devant un rival urbaniste³, dut se contenter des bénéfices que Clément VII lui permit d'acquérir, à titre de compensation, en Béarn ou en Brabant⁴.

omnibus regni et subditorum ab ipso domino nostro ihesu christo premissis in fide conservatum, nos et nostrum regnum et subditos diuturnis requirere, perat omnes et nos offerimus liberaliter semper prout. Personam, statum igitur vestrum, sic) de bono semper in melius conservet Altissimus, acrophitorem ductor et premiorum legitime certissimum, usque ad conceptionem beati sempiterni. Datum Parisius. » (Bibl. de Lambdal, ms. 960, n° 100, fol. 63 v°)

1. Gestes dont on trouve de nombreuses preuves dans l'ouvrage d'A. Thierse (*Fœdera monumenta Prætorie et Lithuanie historiam illustrantia*, Rome 1880, in-fol., p. 751-751) et dans la dissertation de l'abbé S.-F. Lubca (*Quidnam Poloni præsens advenant Schisma occidentale synodumque Constantiensem et Basiliensem*, Wurtemberg 1879, in-8°, p. 45 et sq.)

2. K. Ebel, *Die Provinzen prelatum*, p. 422.

3. Bulle de Clément VII, du 8 avril 1380, donnée à l'évêque Albert de Dorpat les pouvoirs nécessaires pour priver de leurs bénéfices les clercs urbanistes qui résident dans la province de Riga et en particulier dans le diocèse de Dorpat (Arch. de Valtrai, Reg. 202 fol. 102 v° et K. Ebel, *loc. cit.*). Rôle présenté à Clément par Albert Hecht (*Liber supplicationum*, num. I par. vi, fol. 310 v°), *Deimar et kronch*, dans *Die Chroniken der norddeutschen Städte, Lübeck*, t. I, (Leipzig, 1894, in-8°), p. 508. Th. Hirsch, M. Tüppen et E. Strechke, *Scriptores rerum prussicarum* (Leipzig, 1866, in-4°), t. III p. 112.

4. Première autorisation donnée dans la cinquième année du pontificat de Clément et concernant les bénéfices situés dans la partie du Béarn appartenant au comte de Foix, seconde autorisation, du 6 juillet 1381 s'étendant aux bénéfices situés en la ville de Pamiers, troisième du 5 octobre 1385, concernant les bénéfices du duché de Brabant (K. Ebel, *loc. cit.*)

La position de Lübeck avait une tout autre importance, que Clément VII, d'ailleurs n'eut garde de méconnaître. Dans un curieux mémoire qui nous est parvenu, un des prévôts de la cathédrale de cette ville exposait que, si Urbain VI venait à le révoquer, les magistrats et bourgeois de Lübeck étaient gens à secouer l'autorité du pape de Rome, que même leur defection entraînerait sans doute celle des soixante-dix-sept évêques de la Ligue hanseatique, celle de la province de Ruga et celle des trois royaumes de Danemark, de Norvege et de Suede. « Nos consuls, » ajoutait-il, ont déjà reçu mainte et mainte fois des lettres de « l'antipape insistant pour obtenir leur adhésion à son parti¹. »

J'ignore si, en effet, le prévôt de Lübeck, exécutant sa menace, prêtait l'oreille par la suite aux propositions de Clément VII. Mais, à quelque temps de là, un nommé Wittenbourg, qui semble devoir être distingué de ce prévôt², bien qu'il porte le même prénom que lui³, tâcha de s'emparer de l'évêché de Lübeck en vertu de lettres qu'il avait obtenues de Clément : ce renseignement émane du chroniqueur Detmar⁴. Il se trouve pleinement corroboré par diverses bulles datées, l'une du 6 septembre 1379, les autres du 1^{er} avril 1380 : Clément VII, après avoir déposé Nicolas Ziegenbock, nommait par ces bulles Jean de Wittenbourg évêque de Lübeck⁵, puis lui donnait le pouvoir de condamner ou d'absoudre les urbanistes de son diocèse, de publier le procès de l'« intrus » et de disposer des bénéfices contiguës sur les clercs « schismatiques : » en certains cas même, Jean de Wit-

1. K. Koppmann, *Neuen und wesentlich Neues*, dans *Hannoversche Geschichtsblätter*, 1882, p. 103.

2. D'après les documents cités par M. Koppmann (p. 103-104), le prévôt dont il s'agit pourrait être l'ancien doyen de la cathédrale Jean Clendewitz, qui fut prévôt entre 1381 et 1384, ou bien un de ses prédécesseurs, appelé également Jean, qui figure dans un acte du 14 juin 1380. Même dans cette seconde hypothèse, il semble impossible de le confondre avec Jean de Wittenbourg, qui, dès le 1^{er} avril 1380, avait été comme on va le voir, pourvu de l'évêché par Clément.

3. On ignore que Jean de Wittenbourg, prêtre du diocèse de Hildesbourg, faisait, en 1379, partie de l'Université de Montpellier : il figure, parmi les bacheliers en droit, dans le rôle adressé à Clément par cette Université (*Cartulaire de l'Université de Montpellier*, p. 581).

4. *Detmar-Chronik*, p. 367.

5. K. Eubel, *Die privilegien praelatusum*, p. 127.

tenbourg devant exercer une juridiction sur toute la province de Brême¹. J'ai retrouvé également un rôle présenté au pape d'Avignon de la part de cet évêque², dont le nom figure encore dans l'adresse d'une bulle datée du 30 janvier 1382³. Néanmoins, Jean de Wittenbourg n'osa jamais, dit-on, se montrer dans le diocèse de Lübeck — tout son rôle se borna à y faire circuler plus ou moins secrètement des bulles de Clément VII⁴.

On vient de voir qu'un prévôt de Lübeck avait parlé de la conversion possible des états scandinaves — il ne fut pas seul à faire luire ces espérances aux yeux de Clément VII. La cour d'Avignon entretenit, à cet égard, des illusions étranges. Dans un mémoire qui remonte à 1380⁵, le cardinal de Viviers donne comme clémentins « le roi de Norvège et tous ceux de son parti qui luttent, à ce moment, contre le duc de Mecklenbourg pour la succession de la Suède et du Danemark » Il faut entendre par là le jeune roi Olaf et la célèbre reine Marguerite de Walde-mar, qui venait de reunir dans les mains de son fils les sceptres de Danemark et de Norvège et qui allait s'emparer bientôt de celui de Suède. Sous de tels auspices, l'avenir du clémentisme eût été assuré dans les royaumes du nord. Mais les actes de Marguerite et de son fils protestent contre l'affirmation de Pierre de Surténac. Marguerite et Olaf ne cessèrent d'obéir aux pontifes de Rome⁶, d'accord en cela avec le clergé de leurs états⁷.

1. Arch. du Vatteun, *Reg.* 202, fol. 102 r^o et v^o, 233 r^o.

2. La réponse de Clément est datée du 9 octobre 1381 (*Liber supplicationum anni III* fol. 110 v^o).

3. Bulle nommant Jean « Eurchini » abbé du couvent bénédictin de Saint-Jacques des-Écossais d'Erfurt (*Reg. Avinion. XXIV Clementis VII* fol. 35 v^o).

4. *Detmar-Chronik* loc. cit.

5. Bien que Baluze (t. II, c. 868-873) le publie sous la date de 1381. Postérieur à la démarche du duc de Brabant auprès du roi des Romains en faveur du concile v. c. 869, cf. notre tome I p. 394, il est antérieur à la défection du Portugal (v. c. 867), et à la défection de la Castille v. c. 872. Il a été rédigé au moment où l'on s'attendait à une entrevue entre Wenceslas et Charles V (v. c. 869), c'est-à-dire vers le mois de juin 1380.

6. *Regesta diplomata historice dantica*. t. I (Copenhague 1847, in-4^o). p. 334-335 2^e série, t. I (1880) p. 443, 454-455.

7. *Ibid.* p. 417-426. L. Danc. *Synodus ad historiam ecclesiasticam provinciarum septentrionalium Magna mensura synodique Constitutionum temporibus pertinentes* (Christiana, 1888, in-4^o), p. 17, 22, 33. — A joindre aux textes cités dans ce mémoire

A vrai dire, les comptes d'Avignon révèlent un fait étrange, dont je ne me pique pas de fournir l'explication. Le 16 mars 1389, Clément VII fit donner 17 florins 6 sols à un certain Henri de Prusse qui lui était envoyé par la reine Marguerite, il lui remit, en même temps, des lettres pour la reine¹. D'autre part, le 12 avril, il fit compter 83 florins 20 sols à un courrier qui lui apportait des lettres du « roi de Suède, » et confia également à ce second messenger une réponse pour son maître². Bien que Marguerite eût déjà pris le titre de reine de Suède, il n'y avait alors d'autre « roi » de Suède qu'Albert de Mecklembourg sur lequel les troupes de la reine venaient de remporter la victoire de Falkoping (21 février), et qu'elle gardait alors prisonnier dans le château de Lindholm, en Scanie. Que ne peut-on surprendre le secret de ces correspondances, échangées au moment où se décidait le sort de la Suède? Certes, ni Albert de Mecklembourg, ni Marguerite de Waldemar ne reconnaissent le pape d'Avignon : quelle sorte de communication éprouvèrent-ils donc le besoin de lui faire? A la rigueur, si Henri de Prusse fit grande diligence, on peut supposer que Marguerite avait chargé ce messenger de porter à Clément VII la nouvelle de son éclatante victoire. Quant à Albert de Mecklembourg espérait-il obtenir par l'entremise de Clément VII, quelque secours ou quelque adoucissement à sa captivité? En l'absence de renseignements précis, il serait super-

une bulle d'Urban VI du 13 mai 1380, adressée à l'évêque Nicolas de Lankoping et à tous les monarques apostoliques en Danemark, Suède et Norvège. Arch. du Vatican. *Reg.* 110, fol. 62 v°. Les étudiants suédois et danois désignent l'école de Paris (H. Denifle *Scriptorium Châtelain* I, I, p. xix). V. enfin les termes dont se servent les *Annales Danici* pour évoquer les origines du schisme (J. Langebek et P.-F. Schum *Scriptores rerum danicarum* Copenhague 1798, in-fol., p. 323). Le P. K. Faber cite pour tout une bulle de Clément VII, du 18 février 1383, nommant un certain Jean Jagou seigneur prêtre, au siège de Strengnäs, vacant par la mort de l'évêque Trugillus (*Die Preussische predatoren*, p. 423).

1 « Henrico de Prussia qui venit de regina Dacie et remittitur ad ipsam cum certis litteris domini Papae » *Introdus et exilus*, n° 365, fol. 117 v°. — Ce messenger devait être plutôt au service de Clément qu'à celui de la reine de Danemark — on le voit, vers le 11 juillet 1390, repartir d'Avignon pour porter des lettres de Clément VII au maître des Teutoniques. *Introdus et exilus*, n° 366, fol. 118 v°.

2 « Dominus Hagani de Hulsche, abbas mon. missio ad dominum nostrum Pontem per regem Suecie cum certis litteris, et qui exstitit ad eum cum litteris domini Papae » (*Introdus et exilus*, n° 365, fol. 132 v°).

flu de former des conjectures. Les textes que j'ai cités prouvent du moins l'existence de relations momentanées, et qu'on ne soupçonnait guère, entre le pape d'Avignon et les états scandinaves¹.

IX

L'Écosse avait dès le premier jour reconnu Clément VII². Mais les démarches auxquelles ce pontife se livra pour établir son autorité sur le reste des Iles Britanniques ne sont guère mieux connues que les relations qu'il prit soin d'entretenir avec l'Allemagne, le Danemark ou la Suède. On semble ignorer l'existence d'un parti clémentin en Irlande³.

La domination anglaise ne s'étendait guère alors, en Irlande, au delà du pays de Dublin. Il n'y avait donc pas d'impossibilité à ce qu'une partie de la contrée formant aujourd'hui la province de Connaught secartât de la voie suivie par les Anglais en matière religieuse et se soumit à Clément VII. C'est ce qui advint, à en juger par une série de bulles inédites⁴.

Clément avait confié à un certain Thomas, prieur de Saint-Comman de Roscommon, le soin de convoquer en Irlande une assemblée de clercs et de laïques. Lecture devait y être donnée publiquement des actes concernant l'origine du schisme, ainsi que des bulles fulminées par le pape d'Avignon contre Prignano et ses « complices » l'archevêque de Tuam, chacun de ses suf-

1. Le 1^{er} mars 1385, Clément VII avait déjà fait remettre 61 florins 8 sols à Jean Rode, doyen de l'église Saint-Lutger de Munster, qu'il envoyait en Danemark et en Norvège (*Introduit et exilus*, n° 359, fol. 136 r°).

2. Ce pape crée cardinal en 1383, et non en 1385 comme l'a écrit M. A. Bellesheim (*Geschichte der katholischen Kirche in Schottland*, Mayence, 1883, in-8° t. 1, p. 368). Walter Wardlaw évêque de Glasgow (Baume, t. 1 c. 1312), passe lui-même le 24 novembre 1384 les pouvoirs de légat à *inter* dans le royaume (Arch. du Vatican, Reg. 204, fol. 34-37). Quand aux démarches tentées par les papes de Rome en Écosse, v. K. Eubel, *Die Prämonstratensienensium prælaturum*, p. 524.

3. V., par exemple, A. Bellesheim, *Geschichte der katholischen Kirchen in Irland*, Mayence, 1890 in-8°, t. 1, p. 537.

4. Bulles du 17 janvier 1383 (Arch. du Vatican, Reg. 204, fol. 34 r°, 35 r°).

5. L'envoi en Irlande d'un messager « cum certis processibus » est mentionné dans les comptes du pape d'Avignon à la date du 19 avril 1380 (*Introduit et exilus*, n° 352).

fragants étaient, en même temps, invités à publier ces pièces dans leurs diocèses respectifs. Effectivement, une assemblée se tint à Roscommon. Les actes de provenance avignonnaise furent lus par le prieur de Saint-Comman. On ne nous dit pas l'effet qu'ils produisirent sur l'assistance pour moitié composée de laïques. Mais l'archevêque de Tuam¹, les évêques de Kilmacduagh, de Clonsfert et d'Ardagh se déclarèrent sennce tenante pour Clément VII. Il y eut pourtant au moins une voix discordante : deux évêques de la province de Tuam manquaient au rendez-vous, et l'un d'eux, Robert, évêque de Killala² s'était fait représenter par l'archidiaque Jean Mac Oyreachtuig, qui prit la parole pour protester contre la condamnation d'Urban. Ce fut le commencement d'une lutte acharnée. Aux menaces de déposition³ l'évêque de Killala répondit par la production d'une bulle d'Urban VI qui lançait l'excommunication contre l'archevêque de Tuam. Il essaya de soulever toute la province et de faire passer aux mains d'un arbaliste, Hugues, évêque de Cloyne et d'ailleurs lève au nom du pape d'Avignon. D'autre part un procès, entamé à la requête du prieur de Saint-Comman, fut instruit par deux des cardinaux de la cour de Clément VII⁴; il aboutit, le 17 janvier 1383, à la condamnation par contumace, à la suspension et à la déposition de l'évêque Robert de Killala : l'administration de son diocèse devait être confiée à Cornelle O'Connell, chanoine de Tuam. Une condamnation semblable frappa le même jour, et pour des motifs analogues, Thomas, évêque d'Elphin⁵.

1 Sans doute Grégoire O'Moghau (cf. J. Warren, *De praelatis Hiberniae commentarius* (Dublin, 1865, in-fol.), p. 348).

2 Il semble bien n'y avoir à cette époque qu'un évêque de Killala du nom de Robert, celui qu'Urban VI croyait mort le 9 août 1381, et auquel il donna un successeur en la personne de Thomas Lodowis (Rymer t. IV, éd. de 1869, p. 129).

3 « Et quod, cum prefatus archiepiscopus, nostris sibi in hac parte commissis et sua ordinatio auctoritatibus, eundem Robertum monuisset et mandauisset eidem et a premissis rebellionibus, et aliis que contra nos et Romanam ecclesiam suam debetis talia committere, desisteret, et ad obedientiam nostram et Ecclesie catholice unitatem rediret, et precoribus predicationis nostre ciuilem et diocesam publicaret, dictus Robertus monitionibus et mandatis huiusmodi parere contempnerat ac propterea dictus archiepiscopus prefatum Robertum merito contumacem rebellem et inobedientem nobis et sibi imputauerat, ac ab episcopali dignitate deponendum fore renuntiauerat... »

4 Pierre Ayelin de Montaigne et Nicolas Brunetier.

5. Saint-Louis Thomas Barret (cf. J. Warren, p. 154). — Les documents bulles repro-

J'ignore quelle fut l'issue du conflit soulevé dans la province de Connaught. Quoi qu'il en soit, l'exemple donné par les évêques d'Elphin et de Killala paraît avoir été suivi dans le reste de l'Irlande. Le parti urbaniste y fut prédominant¹. Froissart raconte plaisamment comment le chevalier Henri Chrystead, ayant entrepris d'instiller aux mœurs et aux croyances anglaises quatre rois irlandais vaincus par Richard II, eut à leur enseigner l'usage des selles et celui des braves, dut leur apprendre à ne pas manger dans le même plat que leurs valets : mais ces princes à demi barbares firent entendre qu'ils n'avaient nul besoin des leçons du gentilhomme anglais pour croire à la divinité de Jésus-Christ ou à la légitimité du pontife de Rome².

Quant à l'Angleterre elle-même, il serait superflu d'ajouter qu'elle demeura fidèle aux papes italiens, si ses perpétuels conflits avec la cour de Rome n'avaient rendu son dévouement suspect, sa soumission contestable. Les réserves apostoliques, les exigences fiscales d'Urban VI et de Boniface IX excitaient au plus haut degré l'indignation du clergé britannique, provoquant dans le sein du Parlement des adresses d'une violence inouïe et, de la part de la royauté, des mesures qui semblaient présager une rupture définitive³. D'autre part, les théories de Wyclif tendaient à entamer le prestige de l'autorité pontificale. Après avoir vanté les vertus d'Urban VI⁴, l'hérésarque s'était mis à

douter en grande partie les termes des premières. Elles reprochent particulièrement à l'évêque d'É. phin d'avoir fait opposition aux actes envoyés d'Avignon, d'avoir proclamé dans son diocèse la légitimité d'Urban de s'efforcer d'entraîner ses diocésains dans son erreur, d'avoir nommé Malachie O'Dhyonurg doyen de sa cathédrale en vertu de bulles de l'extrus, enfin d'avoir désobéi aux mandements de l'archevêque de Tuam (*Reg.* 296, fol. 36 v°; ces deux bulles ne sont que mentionnées par le P. K. Eubel, *loc. cit.*).

¹ Cf. A. Thirner *Väter monumenta Hibernorum et Scotorum historica illustrata* (Rome, 1864, in-fol.), p. 365-366 Rymer, t. IV (1869), p. 155, 163 — Clément VII avait pourtant nommé, le 16 janvier 1381, un archevêque d'Armagh et, le 22 octobre 1382, un archevêque de Keshel (K. Eubel, *loc. cit.*)

² Froissart (éd. Kervyn de Lettenhove), t. XV, p. 175, 176

³ Rymer, t. III (1740), par. 10, p. 68, Russell, t. VII, p. 646 H. Wallon, *Richard II*, t. II, p. 89.

⁴ J. Wyclif *Tractatus de Ecclesia* (édité pour la Wyclif Society par J. Lomax, Londres, 1880, in-8°), p. 27, 309, 353

confondre les deux papes dans une égale réprobation¹. « C'est « prendre le parti du diable, écrivait-il, que tenter de rétablir au « profit de l'un ou de l'autre la suprématie temporelle². » Et parfois on le voyait jeter comme un regard d'envie sur les schismatiques grecs, « inébranlables dans leur foi, tranquilles spectateurs des fourberies pontificales³. »

Mais toute cette opposition, si violente quelle fût, nuisait à Urbain VI sans profiter à Clément VII⁴. Ne nous y trompons pas : les Anglais nourrissaient à l'égard de ce dernier une insurmontable aversion. Ils ne voyaient en lui que la créature de Charles V, élevée par les intrigues du cardinal d'Amiens, agent dévoué de la cour de France⁵. Pour les Plantagenêts, la guerre à l'« antipape » n'était qu'une nouvelle forme de la lutte contre les Valois. C'est bien ceux-ci qu'ils combattent en Flandre par l'épée de l'évêque de Norwich ; en Italie, en faisant alliance avec Urbain⁶, avec Charles de Durazzo⁷, avec les villes de Toscane ou d'Ombrie⁸ ; en Provence, en

1. *De Christo et suo adversario Antichristo*, dans *J. Wiclif's Polemical works in Latin* (éd. de la Wyclif Society, t. II, p. 633, 674-683). V. aussi un passage où Wyclif essaye de démontrer la nullité des excommunications lancées soit par Urbain VI soit par Clément (*Joh. Wyclif's sermons*, éd. J. Loeber, Londres, 1869, in-8°, t. III, p. 341).

2. *De discussionibus paparum*, dans le t. II des *Polemical works in Latin*, p. 672.

3. *Cruciana*, *ibid.*, p. 306. Cf. Knighton (éd. Twyden), c. 2056.

4. Seul, Wyclif prétend que ses concubins anglais retransformaient beaucoup de démentis déguisés (*Sermons*, t. IV, p. 61).

5. V. les lettres apocryphes publiées par Ulrich de Hutten, sous le titre *De Schismate extinguendo et ecclesiastica libertate adpetenda epistolae aliquot* (in-8°), et qui, suivant H. Th. Lindner *Theologische Studien und Kritiken*, 1833, 1^{re} partie, p. 151-152), auraient été toutes composées par un même écrivain, en Angleterre, vers 1381. Le cardinal d'Amiens y est accusé d'avoir grossièrement calomnié Urbain VI auprès de Charles V : « Vulpes enim dolosa, tamen la presentia supradicti Caroli diuina fortia fecit, et in vituperium sui collegii non modicum quod morte illi quo in christianum electus fuit, cum meretrice jaceret, »

6. Pouvoirs donnés, le 3 mai 1381, à Jean Hawkwood, à Nicolas Dogworth et à Walter Skyrclaw (Rymor, t. IV, éd. de 1869, p. 114 et p. 144).

7. Pouvoirs du 15 avril 1382 (*ibid.*, p. 145) et du 6 février 1385 (*ibid.*, t. III, éd. de 1740, pars III, p. 177).

8. Pouvoirs du 16 mai 1381 (*ibid.*, t. IV, éd. de 1869, p. 116) et du 6 février 1385 (*ibid.*, t. III, éd. de 1740, pars III, p. 177, 178). — Richard II fit parvenir jusqu'à Florence des fonds destinés à la guerre contre les partisans français : v. une lettre du cardinal de Naples publiée par Karvyn de Lettenhove (*Erasmus*, t. XI, p. 448). Cf. une bulle de Boniface IX, du 8 juillet 1391, donnant pouvoir à un génois de traiter avec le roi et la noblesse d'Angleterre (citée par Rinaldi, t. VII, p. 452, et par E. Jarry, *La route de fait*, t. I, p. 246).

donnant la main aux gens de la ligue d'Aix¹; en Portugal, en s'emparant de l'oreille de Ferdinand; en Castille enfin, au moyen d'une expédition armée qui, comme celle de Despenser, revêtait la forme d'une croisade². L'ainé des oncles de Richard II, tout aussi bien que l'ainé des oncles de Charles VI, avec lequel on l'a justement comparé³, exploitait à son profit la situation de l'Eglise, et, sous prétexte de répondre à l'appel du saint-siège, entraînait son pays dans une guerre lointaine à la poursuite d'une couronne qu'il ne put pas saisir. Partout, on le voit, l'adversaire religieux se confondait, aux yeux des Plantagenêts, avec l'ennemi politique; partout le clementin se présentait aux Anglais sous les traits d'un français ou d'un allié de la France; partout enfin la résistance au pape d'Avignon s'imposait comme un des devoirs du loyalisme britannique.

La politique belliqueuse des Valois justifia longtemps, il faut le reconnaître, les dispositions hostiles de l'Angleterre. Les campagnes de Roosbroeke, de Bourbourg et de Damme, mieux encore l'armement formidable de l'Écluse, entretenirent au delà du détroit une méhance qui rendait impossible toute tentative de réconciliation. Il en fut autrement quand la disgrâce momentanée des oncles de Charles VI, puis celle des oncles de Richard II eurent amené une détente dans les rapports des deux pays. De fréquents pourparlers s'ouvrirent alors⁴, et, profitant de cette occasion, le pape d'Avignon, de son côté, se flatta de faire entendre raison à l'Angleterre⁵.

Un ouvrage d'imagination que j'ai eu l'occasion de signaler

1 Ces communautés de Provence, considérant que le roi d'Angleterre, seigneur de Guyenne, était le prince le mieux placé pour leur venir en aide, auraient offert de lui transporter leur hommage et de se soumettre entièrement à lui. V. les pouvoirs donnés, le 6 mai 1383 à Jean Hawkwood (Rymur, t. III, pars 10, p. 18).

2 Mandement du 11 avril 1386 pour la publication des bulles d'Urban VI (*ibid.*, pars III, p. 197).

3. H. Wadding, *op. cit.*

4. Cf. surtout H. Monroville, *Conferences entre la France et l'Angleterre*, dans la *Bibliothèque de l'École des Chartes*, t. L (1889), p. 355 et sq.

5. Je relève dans les comptes de Clement, à la date du 1^{er} décembre 1389, un paiement de 80 florins 20 sols « vocato Lencastre heraldo regis Anglie. quos dominus noster Papa sibi dari voluit pro certis negociis per eum sibi expressis » (Arch. du Vatican *Inventus et exitus* n° 366, fol. 60 r.).

naguère, le *Somnium super materia Scismatis* d'Honoré Bonet¹, contiennent des parties historiques qui fournissent à cet égard des renseignements nouveaux. Les ducs de Lancastre et d'York s'abouchèrent à Amiens, au mois d'avril 1392, avec Charles VI et les ducs de Touraine, de Berry, de Bourgogne et de Bourbon. Or, tandis que les conditions de la paix faisaient l'objet de débats colossaux, une discussion moins bruyante s'engagea, au sujet de la situation de l'Église, entre le duc de Lancastre et le prieur de Salon². Honoré Bonet, simple bénédictin, docteur en droit canon, mais surtout connu comme auteur de l'*Arbre des batailles* dut peut-être à sa renommée d'écrivain militaire la faveur de cet entretien avec l'oncle de Richard II³.

Au cours de la conversation, il entreprit de démontrer que l'élection d'Urban VI n'avait aucune valeur, et chose curieuse il semble avoir amené sans trop de peine son noble interlocuteur à reconnaître que l'autorité de Boniface IX reposait sur des bases fragiles. Le prince, à vrai dire, répliqua que les droits de Clément VII n'étaient pas mieux fondés. Il eût volontiers renvoyé les deux pontifes dos à dos : conclusion peu logique ou il faut peut-être voir un reflet des doctrines de Wyclif, dont Jean de Lancastre avait été le plus puissant protecteur. L'amour-propre britannique dicta, d'ailleurs, au prince la déclaration suivante : « Jamais, dit-il, le roi Richard ne consentira au maintien de « Clément, si Boniface est évincé : ce serait une honte pour « l'Angleterre. Il faut que les deux papes subissent un sort égal » qu'ils cedent la place l'un et l'autre, et qu'un troisième soit élu. » Au surplus l'unité ne se fera dans l'Église que le jour où « Charles VI et Richard II signeront la paix. » C'était réduire le grand conflit qui divisait la chrétienté aux proportions d'une

1. Un ouvrage inédit d'Honoré Bonet, prieur de Salon (mémoire lu à l'Académie des Inscriptions et belles-lettres, dans la séance du 30 janvier 1891, puis publié dans l'*Annuaire-Bulletin de la Société de l'histoire de France*, t. XXVII, p. 193-224).

2. On peut exactement le prieur de Salonnat (Basses-Alpes) ainsi que je l'ai fait voir en m'appuyant sur un texte extrait des Archives du Vatican (*Bibliothèque de l'École des Chartes*, t. LII 1891, p. 262).

3. Je ne sais s'il avait reçu du pape la mission de se rendre à la conférence d'Amiens. Il est certain qu'à peine informé de l'époque à laquelle se tiendrait cette conférence, Charles VI avait averti Clément VII (mandement du 31 décembre 1391) cité par E. Jarry, *La vie politique de Louis de France duc d'Orléans*, p. 77.

La France et le Grand Schisme.

simple querelle entre deux princes rivaux, le choix d'un pape devenait matière à concessions réciproques tout comme la délimitation des frontières de Guyenne ou la fixation du chiffre de l'indemnité de guerre¹.

Les Plantagenêts se montrèrent encore moins conciliants, l'année suivante, à Leulinghem. Cette fois, l'orateur du parti clémentin ne fut pas un simple moine, mais un des personnages les plus considérables de la cour d'Avignon. Pierre de Luna venait d'être nommé légat à latere, non seulement en France, en Hainaut, en Brabant, en Flandre et en Écosse, mais en Irlande et en Angleterre². Prenant fort au sérieux cette dernière partie de sa mission, il se rapprocha du lieu où se tenait la conférence et, par l'entremise des ducs de Berry et de Bourgogne³, obtint, s'il faut en croire le *Religieux de Saint-Denis*⁴, une audience des oncles du roi d'Angleterre 28 mai 1393, Admis sous la tente des ducs de Lancastre et de Gloucester, il présenta la défense du pape d'Avignon et exprima le désir de poursuivre sa mission au delà du détroit. « Nous avons, lui répondit Lancastre, reconnu jusqu'ici Monseigneur Boniface, et nous continuerons de lui obéir dans tout ce qui regarde la spiritualité. Il vous plaît d'aller prêcher contre lui dans le royaume, soit ! nous vous laissons libre de passer le détroit. Toutefois, puisque vous parlez de ce succède schisme, sachez-le bien c'est vous, cardinaux d'Avignon, qui en êtes les auteurs, qui l'entretenez, qui l'aggravez. Si l'on voulait m'en croire, une fois la paix conclue, vous seriez

1. Le 30 avril 1392, Clément VII fait payer à Bayne 30 sols « domino Richardo de Norwint, militi anglie, quos dominus noster Papa noster daret voluit pro certis rebus sibi junctis faciendis in Anglia pro facto Ecclesie et schismatis » (*Inventar et censur.* n° 369, fol 94 v°).

2. Bulles du 1^{er} février 1393 (Arch. du Vatican, Reg. 204, fol 2 et sq.). Richard II y est qualifié de « très cher fils. » — Le chapitre général de l'ordre des Chartreux présente des prières, en 1393, pour les membres de la famille royale et pour le cardinal de Luna, « qui aborant pro pace Ecclesie et dominorum regum Francie et Anglie » (Le Couteux, *Annales ordinis Cartusianorum*, t. VI, p. 487).

3. C'est sur l'ordre du duc de Bourgogne qu'Eustache Deschamps, qui avait suivi les princes à Leulinghem, traduisit en français sa *Complainte de l'Église* — sorte de lettre ou de supplique adressée aux princes par l'Église, de son « pauvre palais avoué de discords. » à la date du 3 avril 1393 (*Œuvres d'Eustache Deschamps*, ed. Quenec de Saint-Nicolas, t. VII, p. 303).

4. T. II p. 20.

« obligés de refaire l'unité, ou bien exterminés! » La chronique ne dit pas que le cardinal ait insisté pour obtenir ses sauf-conduits.

La version de Froissart est différente¹. Les Anglais auraient prévenu la démarche de Lana : « Débarassez-vous de ce légat, » dirent-ils aux princes français. Nous n'avons que faire de l'écouter. D'ailleurs, s'il se mêlait de nos négociations, nous parlerions sur l'heure. » Ils auraient même émis la prétention d'imposer Boniface IX à la France, disant avoir mission du parlement anglais de réclamer la déchéance de Robert de Genevo. Les ducs de Bourgogne et de Berry comprirent alors qu'il valait mieux écarter du débat la question religieuse, sur laquelle l'Angleterre et la France étaient sûres de ne pouvoir s'entendre².

Quelles qu'aient été au juste les paroles prononcées au mois de mai 1393, les conférences de Leulinghem se renouvelèrent l'année suivante (avril-mai 1394)³, et, une seconde fois, Pierre de Lana y accompagna les ducs de Berry et de Bourgogne. De nouveau, il entra, ou du moins essaya d'entrer en pourparlers avec les oncles de Richard II⁴, et peut-être est-ce alors qu'il se montra, en présence du duc de Lancastre, partisan de la cession des deux pontifes rivaux⁵. Cette seconde entrevue échoua, d'ailleurs, comme la première, tant au point de vue religieux qu'au point de vue politique : la conclusion de la paix fut encore ajournée, et l'hostilité

1. Éd. Kervyn de Lettenhove, t. IV, p. 119, 124.

2. Clément VII fait remettre, le 3 juillet 1393, 30 florins 11 sols à un chevalier royal envoyé de Boulogne par Charles VI et par les ducs de Berry et de Bourgogne : « Et portavit cum de tractatu pacis. et ad nos revertitur cum litteris dominici Papae » (*Industria et caritas*, n° 370, fol. 139 r°). Le 12 avril de l'année suivante, il fait au comte d'Artois 11 livres à Jean l'Anglais, « quem dominus noster Papa mittit ad certos partes Anglie et ad locum de [mot lacé en blanc], ubi fit tractatus pacis regum » (*ibid.*, n° 371, fol. 162 r°).

3. Remet t. III, para iv, p. 96, 98.

4. On lit dans des instructions rédigées par le Conseil du roi, au mois de février 1396 : « Car, par deus autres il [Pierre de Lana] a esté à Boulogne et pardevant les oncles du roy d'Angleterre et autres grands seigneurs de son conseil. Et a écrit et en voye plusieurs fois en Angleterre et ma toute la peine qu'il a pu d'estre voy en Angleterre pour monstrier la bonne justice de N. S. P. Clément. A quel finablement, apres plusieurs dilations et journées qui sur ce luy ont esté mises il n'y a pu estre voy ny recou. Et luy ont respondu les Anglois qu'il estoient bien informez du fait de l'Eglise. » (Marius et Burand, *Amplissima collectio*, t. VII, c. 113).

5. Fr. Ehrle *Neue Materialien zur Geschichte Peters von Luna*, p. 158, 159.

sourde qui continue de marquer les rapports de l'Angleterre et de la France ne laisse que peu d'espoir d'amener Richard II à partager les vues de son « adversaire de France. »

On ne saurait oublier que certains pays continentaux recevaient, à cette époque, les lois de l'Angleterre. Certes, l'opposition des Plantagenêts à Clément VII ne pouvait produire nulle part d'effets plus déplaisants que dans la province anglaise que quelques journées de marche séparaient d'Avignon.

L'obédience urbaniste avait achevé de s'étendre jusqu'aux limites des possessions anglaises d'Aquitaine¹. Dans la diocèse de Bordeaux, l'archevêque clementin Guillaume n'exerçait plus la moindre autorité², le siège métropolitain s'y trouvait occupé, depuis la mort de Raymond de Roqueta³, par l'italien François I guccione l'un des représentants d'Urban VI en Espagne lors

1. Le chanoine Pierre de Mortier, nommé par Clément VII, le 23 novembre 1302, collecteur apostolique dans les provinces anglaises, s'exprime de la sorte : « Et postquam fui collector ordinatus in collectariis michi commissis per Angliam et vicinias populares et omnia contra eam ad orationem coartata. » (Bibl. nat. collection de Périgord, ms. 21, fol. 212 r°.)

2. Il n'en était pas de même dans le reste de la province. À deux reprises Clément VII confia à l'archevêque Guillaume le soin de lever pour deux ans les décimes procurations de sa province (Bibl. nat., collection de Périgord, ms. 21, fol. 212 r°). Le 16 mai 1307, il lui donna encore les pouvoirs nécessaires pour réconcilier avec l'Église les urbanistes pénitents et pour lever les excommunications encourues par trente personnes de sa province coupables d'avoir porté la main sur des clercs, etc. (Arch. du Vatican, Reg. 258 fol. 120 r°). Le 10 août 1303, il révoque le don qu'il lui avait fait en commendé de ceux des revenus de l'abbaye de Saint-Saver qui étaient compris dans l'étendue des terres du comte de Foix, pour tout le temps que ladite abbaye située en pays anglais et schismatique, continuerait d'obéir à l'intrus, et que ledit archevêque continuerait à ne point occuper son siège; la raison de cette révocation paraît être un procès pendait en cour d'Avignon au sujet de ces revenus entre l'archevêque Guillaume et Guillaume Raymond de Sadirec, secrétaire du comte de Saint-Quintin-du-Mas. Reg. Archives LXXX Clément VII, fol. 546. Signé Louis enfin au acte du 12 septembre 1302 par lequel l'archevêque Guillaume bailla à soi une terre mise à Langouran (Archives historiques de la Gironde, t. VII, p. 255). Le pape d'Avignon, d'ailleurs, continue à recevoir des dénonciations portées contre certains urbanistes du diocèse de Bordeaux. Bernard de Malabot, chanoine de Saint-Seurin de Bordeaux et de Bazas, Bertrand d'Arcejan, vicaire perpétuel en l'église Saint-Michel de Bordeaux et chanoine de Lombers. Vital Charles, chanoine et chanoine de la cathédrale (Arch. du Vatican, Libri supplicatumum Clementis VII antip., sous II pars II, fol. 79 v°; sous III, fol. 101 v°; sous IV pars II, fol. 171 r°).

3. Arrivé le 19 juin 1304 (Inventaire sommaire des Archives départementales de la Gironde Series G, p. 98), et non en 1300 comme le suppose

de l'assemblée de Medina del Campo¹. Un moine anglais gouvernait désormais le diocèse d'Aire². A Dax, ce n'était pas ainsi qu'on le suppose³. L'évêque urbaniste Jean Guttierrez qui avait fait sa soumission à Clément VII — c'est, au contraire, l'évêque clémentin Jean Beaufais qui, vers 1385, passa au parti d'Urban VI, en sorte que le pape de Rome réintégra Beaufais sur le siège de Dax, en même temps qu'il transféra Guttierrez à Lambonne⁴. Une partie des seigneurs et des habitants du diocèse

MM. Figeac et Delpé) (*Archives historiques de la Gironde*, t. XVII, p. 114). Raymond de Biquays était, en même temps qu'archevêque collateur apostolique pour Urbain VI « une bulle de ce dernier du 11 mai 1382. Arch. du Vatican, Reg. 20, fol. 238 v° ».

1. Bulle d'Urban VI datée du camp de Nocera, le 23 août 1384, transférant à l'archevêché de Barbeut François Arnaud évêque de Narbonne alors archevêque de Bénévent (*Inventaire des Archives de la Gironde*, Serie G, p. 372). Les auteurs de la *Gallia Christiana* (t. II, c. 828), puis, à leur exemple, les historiens bordelais (par exemple, L. Brongn, *Comptes de l'archevêché de Bordeaux*, dans les *Archives historiques de la Gironde*, t. XXII, p. 851) dédoublent ce personnage : ils distinguent un premier archevêque, François, dont ils ignorent le nom patronymique et qu'ils font mourir en 1389, puis François Ugarcione, dont ils ne font commencer le pontificat qu'à cette date de 1389. Gams (p. 576 et 572) s'oppose à ce sujet des renseignements contradictoires. La vérité est restée non par l'abbé qui tombe dans les mêmes contradictions, mais par son commentateur N. Collet (*Italia sacra*, t. VII, c. 154-156). Je signifierai une bulle d'Urban VI, datée de Lucques, le 1^{er} avril 1385, ordonnant à l'archevêque François Ugarcione de faire emprisonner Nicolas Guillebert, ex-vicaire perpétuel en l'église Saint-Michel de Bordeaux partisan de Charles de Durazzo « de damnée mémoire » (Arch. du Vatican, Reg. 21, fol. 41 v°).

2. Abbé Tassin, *Les diocèses d'Aire et de Dax pendant le Schisme*, p. 210. Cf. E. Eubel, *Die Provisionen praelatorum*, p. 427, 428. — Le 16 juin 1384, Clément nomme évêque d'Aire un certain Garsus « Arnaut de Navalhus ».

3. Abbé Tassin, *op. cit.*, p. 252. — M. l'abbé Tassin a été laissé induire en erreur par un passage d'une bulle de Boniface IX (5 décembre 1393) « in forma bene connue » qui exprime *Romanam curiam diem clausit extremum* « indique simplement que Jean Guttierrez ne se trouvait pas, au moment de sa mort, à la cour de Boniface IX, et non pas qu'il s'était « séparé » de la cour de Rome.

4. *Inventaire des Archives de la Gironde*, G. 81, fol. 170, 171 et 183. — Jean Beaufais paraît d'ailleurs avoir vécu assez en bons termes avec Clément VII qui lui adressa une bulle le 28 décembre 1380 (Arch. du Vatican, Reg. Armatum. LVII Clementis VII, De iudiciis privilegia, quib. 1), puis le transféra au siège de Yech et lui donna pour coadjuteur Pierre « Tracelli », le 4 août 1391 (E. Eubel, *Die Provisionen praelatorum*, p. 428). Jean Guttierrez, de son côté, redevint évêque de Dax : il porte ce titre dans une série de bulles de Boniface IX datées du 1^{er} mars et du 26 septembre 1391 (Reg. 23, fol. 200 v°, 201 v°, 205 v°, 213 v° et 215 v°) ; v. plus haut, p. 217, note 3, et *Archives historiques de la Gironde*, t. XXIV, p. 1, et, J. Balasque et E. Dauvergne, *Études historiques sur la ville de Bayonne*, t. III, p. 304, 312-313. Il mourut avant le mois de décembre 1393 (Rymer, t. III, pars iv, p. 92) et Boniface IX lui donna pour successeur Pierre Duboué (E. Eubel, *loc. cit.*).

d'Oloron reconnaissent l'autorité des administrateurs nommés successivement par Urbain VI et par Boniface IX¹. On cite même un abbé de Clairac expulsé par les urbanistes dans le diocèse d'Agen².

Il faut franchir les bornes de l'Aquitaine anglaise pour se retrouver en pays clémentin. A Auch, par exemple, Philippe d'Alençon, qu'Urbain VI, dès le début, décora de la pourpre, n'avait pu se maintenir en possession de l'archevêché, qu'il tenait en commende depuis plusieurs années³. Vainement la fraction urbaniste du clergé de ce diocèse entreprit de tenir une sorte de synode à Saint-Sever⁴ : son opposition n'empêcha pas la métropole de la Gascogne de tomber aux mains de Jean Flandrin, nommé par Clément VII⁵. Pierre d'Anglade, qu'Urbain VI avait donné comme successeur à Philippe d'Alençon dans l'archevê-

1. Urbain VI, ayant déposé l'évêque d'Oloron Guillaume, a confié l'administration de ce diocèse à Monendo, évêque de Cordoue. Boniface IX a transféré ce dernier au siège de Bayonne (avant le 11 février 1393), puis il a nommé, le 16 janvier 1394, administrateur du diocèse d'Oloron, ou du moins d'une partie de ce diocèse Pierre Ameilh de Brenac, patriarche de Grado (K. Ebel, *loc. cit.*, 429, 430) : « In eo locis diocesis Olorensis quorum dominium temporale tenentes et incole in sinceritate fidei et unitate S. Romane Ecclesie se obedientia et devotione nostra persolvunt. » Par lettres du 16 février 1394, Boniface recommande Pierre Ameilh à l'archevêque de Bordeaux et prie ce dernier, malgré son titre de collectionneur apostolique, de ne point empêcher le patriarche de toucher les revenus auxquels cette administration lui donne droit (Arch. du Vatican. *Reg.* 314 fol. 201 v°).

2. Le 20 mars 1391, Clément VII fait donner à Berino II sole « domino abbati de Chayrac antiquo servitori domini quondam cardinalis Palenitensis... quia se expulso de abbacia sua propter summa pro eis expensis inchoatis. » Le 2 avril, nouveau payement au même de 17 Ravins à sole « pro expensis suis » (*Instructio et cartae*, n° 368, fol. 121 et 121 v°). — Vers le même moment, Urbain VI dut nommer au siège d'Agen un certain Jean, qui s'obligea à payer les « services » accoutumés le 21 août 1392, et qui eut pour successeur, avant le 18 septembre 1391, un certain Pierre, nommé par Boniface IX (K. Ebel *loc. cit.*, p. 431).

3. Baluze, t. II, c. 473. — Richard II lui accorda une compensation dans le diocèse de Suéoth (Rymer, t. III, pars 1re, p. 122).

4. L.-Cl. de Bruges, *Chronique ecclésiastique du diocèse d'Auch* (Toulouse 1714 in-4°), p. 135, 137, abbé J.-J. Monlezun, *Histoire de la Gascogne* (Auch, 1847 in-8°, t. IV, p. 3, 49; abbé CASSEZAN, *Conciles et synodes du diocèse d'Auch, dans la Basse-Gascogne* (1870), p. 112; abbé TAUNIN, *loc. cit.*, p. 329. V., dans un protocole conservé aux Archives de la Gironde (G 41), un acte du pape de Rome ordonnant des poursuites contre les clémentins de la province d'Auch.

5. Abbé A. BOUQUET, *Prohibitions d'histoire ecclésiastique concernant Aragon et le Comtat-Venaissin* (Avignon, 1882 in-8°), p. 15-16.

che d'Auch, sans inutilement ses forces et le crédit de l'Angleterre dans une lutte sans espoir contre l'archevêque clementin¹ : de guerre lasse, il finit peut-être par embrasser lui-même le parti d'Avignon².

Je signalerai enfin, dans la même région, une sorte de demi-sucche rapportée par Clément Longtemps le pape d'Avignon avait eu à se plaindre de ses relations avec le comte de Foix³. Le puissant Gaston Phébus pensait pour un instant une veyante albigeoise, Constance de Rabastens, le désignant même comme le sauveur appelé à restaurer l'autorité du pape italien⁴. À vrai dire, je ne sais si Gaston se départit jamais de la neutralité entre les papes rivaux : trouvant vit, à sa table, sans cesse en même temps deux évêques arbornites et deux évêques clementins⁵. Mais, au moins

1 Mandement de Richard II du 16 mars 1383 (Rymér, t. III, pars III, p. 169), cité à tort par M. l'abbé Isenot sous la date du 16 mai — En descendant de ce comte, Pierre d'Angleade se fit d'abord par le comte VII administrateur de l'évêché de Tarbes, avant le 10 avril 1388 (L. Labat *Des prêtres protestants* p. 127 dans la note 146 de la page 130, le P. Labat confond ce Pierre d'Angleade avec Pierre Ameilh).

2 Ce serait en fait ignorer si, semble résulter d'une bulle du 10 septembre 1385 (Arch. du Vatican, *Reg. Aronian LVII Clementis VII*, fol. 49 v°) : Clément VII mande aux évêques de Lencq et de Lombez, ainsi qu'à Suard « de Burgareno » d'apaiser de Saint-Etienne de Montauban, d'abandonner et de valuer de toute irrégularité le frère mineur Pierre d'Angleade, qui s'est fait nommer archevêque d'Auch par l'usurpation, « a reçu la consécration des mains de certains schismatiques, s'est fait donner le pallium et a longtemps exercé les fonctions d'archevêque sans touché du respect comme maintenant l'intention de faire ce nom comme un « vrai pape » Il devrait recevoir son objection et sa prohibition de lui le réconcilier avec l'Église, lui imposer des pénitences, le suspendre pour un temps, mais, d'autre part, le déclarer éligible à tout autre siège épiscopal ou archiepiscopal. Quelques jours après (23 septembre 1385) je trouve dans les registres de la Chambre apostolique la trace d'un paiement de 6 florins 18 sols fait « fratri Bernarde Fustoria, monacho mense per dominum nostrum Papam et quondam intrusum Auxitanum ad veritas parum, pro suis expensis sequendis » (*Introduit et exiles*, n° 330, fol. 210 r°).

3 Dans la lettre écrite d'Avignon, le 1^{er} février [1382], par l'évêque de Rodas au comte d'Armagnac, dont il existe une traduction française dans Martens et Durand (*Implicite collation*, t. I, c. 1317) : « Et en vérité, nous encher nous encher le Pape répondit ne soit gracieusement, et les grande honer de vos, d'après com le comte de Foix l'en temps ne luy les places, n'ily die come treffen. » (fol. 101, ms. Bn 104, fol. 45 r°) L'évêque ajoute (fol. 45 v°) qu'il « n'est pas que Clément VII est d'après de la pourpre ne nous de comte de Foix, a que l'usurpation les petits de l'usurpation » petite obédience. »

4 Je reviendrai plus loin sur ces relations qui doivent faire prochainement l'objet d'une publication.

5 Froissart (éd. Kervyn de Lettenhove), t. XI, p. 173.

de décembre 1380, le comte de Foix dut prêter à Clément VII une aide tout au moins pécuniaire : j'ai retrouvé mention d'une somme de 10 000 florins d'or que l'évêque de Valence était chargé par Clément VII d'emprunter à Gaston Phébus au nom de la Chambre apostolique¹.

Il va sans dire que Clément VII, en même temps qu'il tâchait de maintenir ses positions en France, s'efforçait de gagner du terrain dans l'Aquitaine anglaise². On se ferait quelque idée des obstacles que rencontraient de ce côté ses émissaires en lisant, dans un registre de la serie des *Collectores*, le récit des tribulations de Pierre de Mortiers³. Ce chanoine de Bordeaux fut nommé par Clément, le 25 novembre 1382, collecteur apostolique aux diocèses de Bordeaux, de Périgueux, de Bazas, de Dax et de Bayonne, qui comprenaient toute l'Aquitaine anglaise. Plaudir la cause de Clément VII en présence du clerge et du peuple, provoquer des dénonciations contre les urbanistes, dresser et envoyer au pape d'Avignon la liste des clercs « schismatiques, » absoudre les convertis, enfin recueillir le plus d'argent possible, telle était la mission confiée à ce comptable doublé d'un prédicateur. Il parvint bien jusqu'à Orthez, mais n'osa point s'aventurer dans les pays de Dax et de Bayonne, et n'y trouva même aucun clerc qui consentit à accepter

1. Autorisation donnée par Clément VII à Henri évêque de Valence, le 10 décembre 1380 Arch. du Vatican, *Reg.* 301 fol. 7 r^o. On remarquera qu'à la même époque Gaston Phébus se disposait à recevoir splendidement Charles VI (D. Varoata, t. IX, p. 464).

2. Arnould Bernard provincial des frères Prêcheurs en la province de Toulouse maître en théologie, fut envoyé comme nonce apostolique dans les parties des provinces de Toulouse, d'Auch, de Bordeaux et de Bourges « in quibus pululat dampnabile prœsens scisma, » chargé, par bulle datée de Beaumont, le 18 août 1387, d'arrêter et d'incarcérer les urbanistes clercs et laïques, de tout rang, de tout sexe, de les tenir sous bonne garde, en invoquant au besoin l'aide du bras séculier d'absoudre les urbanistes repentants, après leur avoir imposé une pénitence de les reconvenir de les relayer de toute irregularité, etc. (*Reg.* 298, fol. 1 r^o). Pierre de Tarascon, chanoine d'Albi, reçut de Clément VII, le 17 janvier 1390 le pouvoir d'absoudre les clercs des diocèses d'Aire, de Lescar, d'Oloron, de Tarbes, de Dax et de Bayonne qui ont adhéré à « l'intrus » ou accepté de lui des bénéfices, mais qui maintenant ont le desir (le pape le veut) de rentrer dans le giron de l'Eglise (*Reg.* 301, fol. 5 r^o).

3. Bibl. nat. collection de Périgord, ms. 31, fol. 202, ms. 28 fol. 269 r^o et sq.

de lui le mandat de sous-collecteur¹. Plus heureux à Bazas², il tomba bientôt après aux mains de brigands qui le dépouillèrent, et qui l'eussent fait prisonnier sans l'intervention du Bâtard de la Lanne. Il put ensuite se montrer à Podensac, où Anglais et Français tenaient alors une conférence, puis gagner Cadillac, château du capital de Buch³, Saint-Macaire, Ruon, Langouren et la Grande-Sauve, c'est grâce à l'escorte que lui fournit le même seigneur de la Lanne⁴. Somme toute, il ne réussit nulle part à se faire entendre ; il ne fit point les enquêtes dont on l'avait chargé. Saint-Macaire est le seul point du diocèse de Bordeaux où il put récolter quelque argent. Il trouva même la plus grande partie du diocèse de Bazas envahie par l'obédience romaine⁵.

Ainsi, après seize ans d'efforts, le pape d'Avignon était bien obligé de reconnaître qu'une motte au moins de l'Europe catho-

1. Cum non essem ausus plus procedere cum tota patria Aquensis, Bearnensis et Burdegalenensis essent in seismate et rebelles, nec potui reperire in illis partibus qui vellet recipere honus et officium subcollectorie... » (Bibl. aut., collection de Périgord, ms. 33, fol. 229 r°).

2. « Et cum maximis laboribus et periculis corporis veni in civitate Vasatensi, ubi concessim subcollectorem dominum Stephanum Pontali, canonicum Vasatensem. » (*Ibid.*, fol. 202 r°). — Jean, évêque clémentin de Bazas, fut déposé par Boniface IX vers 1393 (K. Eubel, *Index lat.*, p. 431).

3. Je ne crois pas qu'il se présente à Clément VII par Archambaud de Grailly, capital de Buch, la réponse du pape est datée du 20 mars 1385 (Arch. du Vatican, *Libri supplicacionum Clementis VII*, tome VII pars 1, fol. 131 r°).

4. « Et in itinere inter Usentium et Nouillacum fui captus et male pertractatus et deprivatus de III francis repertis in erumena. Verum, dein eram in manibus dictorum depredatorum captivatus et ligatus. venerunt gentes armorum utique ad major[em] [sic] XX, quorum unus erat capitaneus Bas arduus de Lano, qui me solvit et conduxit ad dictum castrum de Naulhac, ubi fui per III dies cum ipso et deinde in eorum societate ivi apud Podensac, distantem III leucas, ubi tenebatur [sic] concilium Gallici et Anglici pro facienda pace inter duo Reges. Et ibi de Burdegala qui venerunt pro dicta pace [sic] aut esset dictus Bastardus, me occiderunt. Et fecit me conducere apud Cadillacum castrum dictum Caplath, et in crastinum dictus Bastardus venit ad dictum castrum me questum et pro conducendo, cum tunc esset internatus quod in-vade contra me parato [sic] per Burdegalenens. et conduxit me apud S. Macharum. » (Collection de Périgord, ms. 33, fol. 229 r°).

5. « De aliis civitatibus et dyocesis in quibus eram collector ordinatum non habui, nec habere potui aliquid, sed nichil, quia civitates et dyoceses Burdegalensis, Balaionensis, Aquensis sunt seismatice, receptis quorundam Burdegalenem loco S. Macharii, civitas Vasatensis in obedientia dicti domini pape existit, sed major pars dyocesis vel in seismate, et feci quod potui. » (*Ibid.*, fol. 213 r°). — Il est à remarquer que la mission de Pierre de Mortiers dura de 1382 au 27 juin 1387.

lique échappant à sa domination. Germains, hongrois, slaves, anglo-saxons et scandinaves formaient une masse hostile et irréconciliable, que renforçaient encore les contingents urbanistes fournis par la race latine, portugais, italiens ou gascons. Clément VII pouvait bien renouveler ses offres, multiplier démarches et prédications : les gens n'entendaient pas sa langue, ou, s'ils la comprenaient, se bouchaient les oreilles. Le gouvernement de la France venait souvent à la rescousse : mais son crédit avait des bornes ; sa puissance était limitée, et, en présence de certaines hostilités jalouses, son appui devenait parfois plus nuisible qu'utile

CHAPITRE VI

LE SCHISME INVÉTÉRÉ. LASSITUDE GÉNÉRALE. RUPTURE DE L'ALLIANCE ENTRE LA FRANCE ET LE PAPE D'AVIGNON

Pour se faire une idée complète des difficultés au milieu desquelles se débattait la papauté avignonnaise, il ne faut pas seulement considérer la lutte qu'elle soutenait contre les urbanistes. Un autre ennemi plus proche la harcelait sans relâche, lui coupant les vivres, lui ôtant la liberté de ses mouvements, achevait d'épuiser ses finances. Il est temps d'introduire dans ce récit le personnage légendaire dont les érudits provençaux ont écrit plutôt le roman que l'histoire ¹.

¹ Je renonce à suivre César de Nostradamus, H. Bouché, J.-S. Pilon, J. de Gaudriod, P.-J. de Hautes, etc., dans leur récit déclamatoire de « la plus horrible guerre que les siècles passés aient jamais vue en Provence. » Ce qu'ils rapportent de Raymond de Turenne, « ce roi et cruel Attila, » est surtout inspiré d'un *Discours des troubles qui furent en Provence au temps de Louis second... par lequel Raymond Rouquier surnomé le vicomte de Thoron*, que M. Éd. de Laplane, *Histoire de Sisteron* t. I, p. 192) attribue à Honoré de Valbelle, et que Popon (*Histoire générale de Provence*, t. III, p. 292), je ne sais pourquoi, dit remonter au règne du roi René, mais dont les plus anciennes copies sont du xvr^e siècle (Bibl. d'Arles, ms. 189, Bibl. Méjanes mss. 773, 777 et 857, Bibl. de Carpentras, ms. de Peiresc 67, Add. aux mss. de Peiresc, n° 11). C'est, comme j'ai pu le constater dans un des mss. d'Arx, un ramas de fables et d'anachronismes. Pour ne citer qu'un de ceux-ci, l'auteur fait vivre Grégoire XI jusqu'en 1300 — Uncrivain moderne, l'abbé Rose, a été mieux inspiré en réunissant dans une brochure intitulée *Étude historique Raymond de Turenne* (Pont-Saint-Esprit, 1858, in-8°), quelques extraits empruntés au *Journal de Jean le Fèvre*. M. le baron Pirbon enfin a résumé les renseignements fournis sur Raymond de Turenne par la pièce des Archives nationales X. 65, n° 22 (*L'apparition de M^r Jehan de Neung*, Paris, 1855, in-8°, p. 78-80).

I

Raymond-Louis de Turenne, neveu de Grégoire XI, occupait en Provence, avec le consentement de son père, Guillaume Roger, vicomte de Turenne et comte de Beaufort¹, une partie des vastes domaines de la famille Roger : c'étaient pour ne parler que des places fortes, Éguilles, Pelissanne, les Pennes, Saint-Remy et la redoutable forteresse des Baux : Éléonore de Comminges, mère de Raymond, tenait, de son côté, la place de Meyrargues.

Ce voisinage devint soudain fort inquietant vers le printemps de l'année 1386 : Raymond de Turenne se déclarait tout à la fois l'ennemi de Louis II d'Anjou² et celui de Clément VII. On a prétendu sans fondement, qu'il avait eu à se plaindre d'une spoliation générale de ses terres. La vérité est que Marie de Bretagne venait de faire arborer sa bannière et celle de son fils en la bourgade d'Aureille, située près des Baux et qu'elle s'apprêtait à réunir la ville de Saint-Remy au domaine du comte de Provence³.

1. Le dernier ne trouva jamais dans les révoltes de son fils — notamment une ligne conclue entre lui et Raymond d'Agout, seigneur de Baux, le 23 juin 1387 dans laquelle Guillaume Roger réserve expressément son devoir d'obéissance à l'égard de Louis II (Arch. des Bouches-du-Rhône, B 589). Il avait offert son château de Pertuis pour servir de résidence au jeune roi et à Marie de Bretagne, qui, à ce propos, lui délivra des lettres de non-préjudice datées du château de Montreuil, le 12 septembre 1386, Guillaume Roger y est qualifié : « monseigneur cher et loyal conseiller le vicomte de Turenne » (ibid., B 584).

2. Douët d'Arcey, *Chartes de pièces inédites relatives au règne de Charles VI*, t. I, p. 69. — Il est à remarquer que, le 8 juin 1385 la reine de Sicile, Marie de Bretagne, avait reçu à hommage lige de François de Baux, seigneur d'Arles, pour ses châteaux des Baux d'Éguilles, de Puyricord, etc. (L. Borghély, *Inventaire chronologique et analytique des chartes de la maison de Baux*, n° 1513).

3. Le 19 ou le 20 janvier 1386, Raymond avait prêté serment de fidélité à la reine, et le 23 celle-ci avait retenu à son service deux des écuyers de Raymond (Journal de Jean le Fèvre, t. I, p. 222, 223, 226, 230).

4. Journal de Jean le Fèvre, t. I, p. 254, 255, 256, 259, 266, 269, 271. — La ville de Saint-Remy paraît avoir été même un temps avec Raymond et arboré la bannière royale : v. une charte de la reine Marie, datée d'Arles, le 10 mai 1386 (il y a contradiction dans les indications chronologiques fournies par la copie antée 1386, au II du regne de Louis II), laquelle accorde aux habitants de Saint-Remy certaines exemptions de poages, laydes, etc. : «... ipsi universales et homines ipsius, dudum existentes ad regimen et gubernationem Raymundi Rogerii alius de Turano, rebelles

Quant au pape d'Avignon, il avait quatre fois en trois mois, disait-on, tenté d'empoisonner Raymond¹; une trahison avait failli le rendre maître des Baux, la nièce de Raymond de Turenne, Alix de Baux, comtesse d'Avellino, avait été mariée à Eudes de Villars sans le consentement de sa famille, et Raymond maudissait que cette enfant de douze ans avait été deshonorée à l'insigation de Clément VII². Je ne parle pas de l'hôtel en en Avignon dont Raymond revendiquait la propriété, non plus que des créances qu'il prétendait avoir sur le trésor du pape, soit comme héritier de Grégoire XI, soit pour avoir servi le saint-siège en Italie³. Quelle que soit la valeur réelle de ces griefs, dont plusieurs ne supportent même pas l'examen, les gens de Raymond avaient déjà « couru » jusqu'aux portes d'Avignon, quand, le 24 août 1386, Clément VII, ne se trouvant plus en sûreté à Châteauneuf-du-Pape, vint chercher un refuge dans le palais des Doms⁴.

majestatis nostre, quæ opus actum et dampnabilem opinionem sequimur veluerunt, sed ad obediendum majestati nostre et dicti patri nostri regis se sponte, cum omni devocione spiritus, miserunt, per ipsam Raymundum Rogerii, alias de Turona, et gentes non alios heredes, requisiones, insulas, disambaciones, incomoda, captiones, curaciones et redemptores hominum subtraherunt. Exierunt similiter ad arma regalia, clamoribus et jocundis sub invocamine nostri et dicti regis, patri nostri, nemine alio voce... » Arch. des Bouches-du-Rhône, Reg. Aquila, B 18, fol. 234 r°) — Les Archives de Saint-Remy renferment (FF 4) des lettres du pape et de la remise de cens accordées, au nom de Clément VII, aux habitants qui avaient servi sous Raymond de Turenne.

[1] Et non de l'« empoisonner », comme porte l'*inventaire sommaire des Archives départementales de l'Aude* (Série B, t. III, p. 207).

[2] *Ibid.* Cf. une bulle fautive attribuée à Benoît XII (Chr. Justel) *Histoire générale de la maison de Turenne* Paris, 1645, in-fol., Preuves, p. 136) et qui est sans doute l'œuvre de Raymond de Turenne, v. aussi les actes donnés par Justel (p. 112) et par L. Barthelemy (*op. cit.*, n° 1560).

[3] A. Prudhomme, *inventaire sommaire des Archives départ. de l'Aude, Série B t. III*, p. 207. N. Valois, *Raymond de Turenne et les papes d'Avignon*, dans l'*Annuaire-Bulletin de la Société de l'Histoire de France*, t. XXVI, 1880, p. 325. 3° Raymond paraît avoir quitté l'Italie et être revenu en Avignon avant la mort de Grégoire XI (déposition de Fernando Perez, Bibl. nat., ms. latin 31715, fol. 171 r°). Il avait déjà reçu 1.000 florins, le 11 août 1379, sur ce qu'il devait la Chambre apostolique Arch. de Valenc, *Fatras et exilus*, n° 353, fol. 31 v°).

[4] *Journal de Jean le Fèvre*, t. I, p. 313. — Le 9 mai précédent, Clément avait déjà déboursé 665 florins 4 sols pour obtenir de deux capitaines de compagnies qu'ils évacuaient le Comtat (*introduit et exilus*, n° 360, fol. 103 r°). L'un d'eux, Guillaume de Saubert, passa au service de l'Église *ibid.*, n° 362, fol. 126 r°).

Le pape d'Avignon se hâta de mettre sa redoutable forteresse en état de défense : je relève dans ses comptes précisément vers cette époque, des dépenses motivées par l'enrôlement de nouveaux archers et par la réparation des pièces d'artillerie du château¹. Pendant ce temps, ses troupes se faisaient battre à Eyrargues (3 septembre). Mais le pape ne tarda pas à mettre en ligne de nouve les forces sous les ordres de son maître d'hôtel Georges de Marie et d'Eudes de Villars, investi de la charge de capitaine général². Il fit assiéger Saint-Remy³ et ravager les terres Bauxenques, c'est ce que permet du moins de supposer l'achat d'une soixantaine de haches distribuées aux troupes pontificales en vue de cette dévastation⁴. Cependant ces efforts ne parvinrent sans doute pas à mettre Raymond de Turenne à la raison : c'est à prix d'or qu'au mois de décembre, le pape et la reine de Sicile durent acheter le désarmement du turbulent seigneur, l'éloignement des routiers dont il faisait ses compagnons⁵. Le comarlingue prit l'engagement de lui verser, chaque année, 500 francs et 510 florins de Chambre jusqu'à concurrence

1 Arch. de Valence, *Introduitus et exitus*, n° 360, fol. 138 v° (à la date du 3 septembre 1286).

2 *Journal de Jean le Fèvre*, t. 1, p. 318, 320. — Le 11 octobre, Eudes de Villars est qualifié capitaine général des gens d'armes étant en Provence au service du pape (*Introduitus et exitus*, n° 360, fol. 148 v°). Le 2 décembre, paiement de 1,211 florins 8 sols à Eudes de Villars et aux autres hommes d'armes étant au service du pape dans le Comtat (*Introduitus et exitus*, n° 363, fol. 30 r°).

3. Il est question, le 17 octobre, du ravitaillement des assiégés (*Introduitus et exitus*, n° 360, fol. 160 v°). Le 12, dans une conversation, Clément VII avait approuvé la réversion de Saint-Remy au domaine provençal (*Journal de Jean le Fèvre*, t. 1, p. 322).

4. Le 30 octobre, paiement de 25 florins 20 sols « pro LX oncoribus et achis per [Huguetum Salomonis hostiarium mironem domini Pape] emptis ad faciendum gaudum per gentes armorum » (*Introduitus et exitus*, n° 360, fol. 163 v°).

5. Le 12 décembre, paiement de 445 florins 20 sols qui, portés à Pertuis par Guillaume du Lac, clerc de la Chambre apostolique, ont été remis, par ordre du pape, à Raymond de Turenne pour être distribués aux gens d'armes que celui-ci entretenait à Pertuis et dans le château de Meyrargues (*Introduitus et exitus*, n° 361, fol. 85 v°). — Le 2 et le 4 janvier 1287, paiement de 321 florins 15 sols et de 214 florins 8 sols « Raymond de Turenne » « de luctionem certe summe sibi expediente pro extrahendo societas de Provincia » (*ibid.*, fol. 71 r°, 72 v°). — Le 11 janvier, paiement de 1,140 florins, « quon dominus noster Pape ordinavit tradi domine regine Sicilie pro expellendo de tota palatia grotes armorum et societas exierunt in Provincia, prout apparuit per quedam pacta facta per eam cum domino Raymundo de Turano milite, ultra 1125 florenas currentes jam receptas a Camera per ipsam dominam

de 15 000 francs (7 janvier 1367¹). L'escorte de cent chevaux et de quarante hommes d'armes avec laquelle notre baron fut autorisé sur ces entrefaites à se rendre en Avignon ne semblait guère assurément à l'équipage d'un vaincu².

L'issue avantageuse de cette première campagne en faisant présager le prompt renouvellement³. Effectivement, au mois de

Raymundum » (*ibid.*, fol. 76 r^o). Le 14 février, paiement de 171 florins 12 sols au chevalier Guillaume de la Roche, qui les reçut au nom de Raymond de Turenne (*ibid.*, fol. 86 r^o).

1. Il existe à la Bibl. du Vatican (ms. lat. Vatic. 2891, fol. 1-7) une consultation détaillée sur ce cas : le comte-évêque est-il tenu de continuer le paiement à une rente qu'il a déjà servie à Raymond de Turenne pendant six ans, d'oùtes d'impôt pendant trois ans ? On y lit : « Anno Domini M CCC XC VII^o - *littere* LXXXVII^o - die nono mensis super certa controversia et domanda huius factis tractatis et accordum pacts inter dominum Clementem, felicis recordationis, in nos, et dominum Raymundum de Turenne, ex altera partibus, in quo quodam, inter alia capitula, continetur articulus sequens : Item est acordatum et promissum quod ille assignaciones quas prefatus dominus noster Papa fecit prefato domino Raymundo dictas dom. nos Camerarius noster solvat videlicet qualibet anno quingentas francos et quingentos florenos de Camera... et sic de anno in annum usque ad plenam satisfactionem dictis assignacionis. Et propter hoc sciendum et attendendum, dictus dominus Camerarius obligabit se quod ratione propriis et bona Camera... Falsique promissum, contractum et iuratum. Cujus tenores et veritas ipsos dominus Camerarius aliquibus annis et temporibus solvit dictis V^o Romanis et V^o francensibus, et aliquos de latinis calenderibus solvit etiam fructu et violata dicta pace per dictum dominum Raymundum. Subsequenter, plectus consensit, ultra alias certas rationes, remanere a dictis solucione; quia de dictis bullis et assignacionibus quibus inquitur articulus nulli debet fides, nec numerus vel numerum in istis debitis contentorum, dictisque dominus Raymundus, veniendo contra promissa et contracta in dictis accordis, fecit guerram, violando et frangendo pacem promissam. » Cf. Arch. nat. B⁷ 20 et A. Prudhomme, *Forcardier*..., t. III, p. 207.

2. Soul-contrat du 15 décembre 1366, valable durant quinze jours : « Clementis Raymundo de Turenne, militi, spiritum missile nasioris... » (Arch. du Vatican, *Instrumenta mortuorum ad ann. 1366-87*) Raymond prétendit plus tard qu'on avait tâché de le faire assassiner pendant ce séjour en Avignon (A. Prudhomme, *Forcardier*..., t. III, p. 206).

3. Raymond de Turenne prit hommage à Louis II et à Marie de Bretagne le 6 janvier 1367, à Avignon, dans la bibliothèque du cardinal de Saluces (Arch. des Bouches-du-Rhône B 765, fol. 20 r^o et 262 r^o). J'ai retrouvé du plus des suppliques de Raymond auxquelles le pape eut devoir faire un accueil favorable les 28 janvier 2 mars et 11 juin 1367 (Arch. du Vatican *Liber supplicationum Clementis VII* notes ann. IX pars IV, fol. 55 r^o, 81 v^o et 91 v^o; cf. le *Journal de Jean le Fèvre*, t. I, p. 308 à 310 306-306) Mais deux mentions que j'ai relevées, à Mende, dans un registre des délibérations du conseil de la ville, prouvent qu'aux dates du 10 mai et du 15 juin 1366, la cause Maria n'occupait de moitié le siège devant le château de Meyrignac, deux hommes y furent envoyés de Mende par ordre du précepteur de la commanderie et du sénéchal de Provence.

novembre 1385, la cour d'Avignon semble en proie à une singulière inquiétude. Clément VII expédie messages sur message en Languedoc, en Gévaudan, en Rouergue, jusqu'en Auvergne, pour tâcher de prévenir le retour des compagnies¹; il prend soin de faire surveiller la rive droite du Rhône et d'éloigner les embarcations dont les routiers pourraient se servir pour la traversée du fleuve. En même temps, il s'occupe de recruter lui-même des

1. Le 13 novembre 1385, paiement de 214 florins 8 sols à Pontie de Lonzac, damoiselle qui militait par domaines Papam ad certas partes Lingue Christiane pro impediendo certis gentes armigeras ne transirent Rodanum, et paiement de 21 florins 12 sols à Guilhem de Lambac et Stéphane de Montelay damoiselles qui militaient per dominum nostrum Papam ad domum Raymondum de Turenne quidem super certis negociis, » (*Instruit et existit*, n° 363.) — Le 21 novembre, paiement de 8 florins 16 sols à un messager envoyé en Rouergue et ad Guissem de Crescenti et quoscumque alios captivos gentium armorum in dictis partibus raptorum ad impedendum ne transirent ad partes istas » Le 25, on voit arriver à Avignon un chambellan du comte d'Armagnac envoyé vers le pape et pro facto quorundam capitaneorum cum et gentium armorum qui volebant venire ad partes istas » *ibid.* Le 11 décembre, paiement de 4 florins 8 sols à Bernardo de Moscos, damoiselle, moscos ad obviandum quod gentes armorum non transirent Rodanum ad partes imperii. » Le 14, paiement de 7 florins 11 sols à eisdem sicut fore Pontie de Lonzac missa ad certas gentes armorum existentes a partibus Castellorum ne transirent Rodanum » (*ibid.*, fol. 54 v°). Le 16, paiement de 20 florins 22 sols 6 deniers à Ponchons de Lonzac, viguerie Avinionensis, qui militat ad partes Alvernie ad certas gentes armorum, ad impedendum ne transirent ad partes istas » (*ibid.*, fol. 57 r°) Enfin, le 7 janvier 1386 envoi d'un chevaucheur dans la direction de Lyon, et ad obviandum civitatem gentium armorum inimicorum Ecclesie » (*ibid.*, fol. 73 v°).

2. Le 24 et le 28 décembre, il est question des missions confiées à M^r Jean des Barbes à Jean de Cermant, à M^r Jean Harbond pour qu'ils empêchent les gens d'armes de passer le Rhône. Hugues Salomon, bailliour mineur du pape, est envoyé et cum magistro Johanne Terratoris, locumtenente magistri portuum ad faciendum tolli naviga de super Rodanum, ne gentes armorum transirent ad partes imperii » (*ibid.*, fol. 64 v°, 65 r°). Le 30 paiement de 325 florins 20 sols à Antelme Lobet damoiselle, pro distribuendo inter gentes armorum societas Guissem de Crescenti, dicti Manfroure Johannis le François et Percivali ad ordinationem Ponceti de Lonzac viguerie Avinionensis ad hoc quod non transirent Rodanum ad affodendum terram Forlensis et Provençie, et paiement de 1 florin 11 sols à Johannino de Cameraco equitatori, qui militat festinantis per ripam Rodani ascendendo et descendendo ad perscrutandum ubi cum gentes armorum que volent transire in imperium » (*ibid.*, fol. 67 r°). Le chef de bande dont il est question est Gayot de Crescenti. Et enfin, le 7 janvier suivant, à Clément VII de passer avec ses troupes au service de l'Eglise (*ibid.*, fol. 73 r°). En effet, le 11 janvier, paiement de 1.144 florins 8 sols à Guissem de Crescenti, Johannino le François, Percivalle de Buco, Hugues de Villibus et Jacqueminus de Papon, capitaneis ceterarum gentium armorum a parte regni ex mentium numero CLX basinotorum, qui sine promissionem esse in servitio domini nostri Pape et custodire passus, ne aliquis transiret contra dominum nostrum

soldats en Languedoc, en Savoie, en Dauphiné, en Genevois¹, il rappelle Eudes de Villars² il implore les secours du comte d'Armagnac, du maréchal de Sancerre et du duc de Berry, il met garnison dans plusieurs places du diocèse de Vienne, particulièrement à Châteauneuf-d'Isère³. Ses craintes n'étaient que trop fondées : une première troupe ennemie semble avoir passé le Rhône vers le 30 décembre 1388⁴, d'autres la suivirent, malgré la précaution prise de garder le fleuve avec des barques armées⁵.

Papam, Ecclesiam romanam et Comitatum Viennoysium hunc ad festum B. Marce mensis march proximo venientis. » Une somme de 345 florins 20 sols est payée, aux mêmes conditions, à un autre capitaine, Pierre, dit Montfalcon (*ibid.*, fol. 74 v°).

1. Le 30 décembre, envoi de Gérardin du Rolencort en Languedoc, « pro adducendo » hommes armorum ad servitium domini nostri Papae » d'un autre officier en Savoie » ad multos nobiles, ad faciendum vestire gentes armorum, » d'un troisième en Dauphiné, etc. (*ibid.*, fol. 47 r°). Le 10 janvier suivant, ordre de payer, à Valence, 1.714 florins 8 sols aux gens d'armes que le pape fait venir du Dauphiné, de la Savoie et de Genevois pour combattre les ennemis de l'Eglise » qui noviter venerunt de regno citra Rodanum pro offendendo terram Ecclesie et comitatus Provincia » (*ibid.*, fol. 73 v°).

2. Le 31 décembre, un courrier part pour porter à Eudes de Villars, à Chambéry ou en quelque autre lieu qu'il se trouve, des lettres du pape » pro facto gentium armorum que transiverunt Rodanum de novo » (*ibid.*, fol. 69 r°).

3. Le 30 décembre, un messenger est envoyé en toute hâte à Toulouse, vers le maréchal de France [Louis de Sancerre], porteur de lettres du pape (*ibid.*, fol. 67 v°). Le 14 janvier suivant, on renvoie à Toulouse un chevaucheur du duc de Berry qui apportait des lettres de son maître » pro facto guerre quam fecit dominus Raymundus de Turena contra dominum nostrum Papam et Ecclesiam romanam, » le même jour, envoi d'un druyer vers le comte d'Armagnac, etc. (*ibid.*, fol. 73 r°). Un chambellan de ce dernier se rend près du pape, » ut advenerit gentibus armorum que volebant transire ad partes istas contra Ecclesiam » (*ibid.*, fol. 81 r°). Le 24 janvier, paiement de 31 florins 12 sols » Andreæ de Graim, scutifero honoris domini Papae, que venit de domo marescalli francie et remittitur ad opus et venit ad succursum et juxta dictum dominum Papam pro dicta guerra » (*ibid.*, fol. 80 v°).

4. Arch. nat., JJ 137, n° 47, D. Valmet, t. IX, p. 957, t. X, e. 1784.

5. V. les textes cités aux notes 1 de cette page et de la précédente. Le 15 janvier 1389, paiement de 54 florins 12 sols » Huguelo Salomonia, hostario maneri domini Papae qui adduxit hic avenonem navigia cum quibus gentes armorum domini Raymundi de Turena transiverunt Rodanum » (*Introduit et extraits*, n° 365, fol. 76 v°).

6. Le 8 janvier 1389, paiement de 318 florins » un humilier du pape et à un sergent du maréchal de la cour romaine l'un et l'autre chargés de la garde » duorum barcherum ordinatariorum ad eundem supra Rodanum ad impediendum gentes armorum transire in adjutorium inimicorum Ecclesie » (*ibid.*, fol. 74 v°). Le 21 janvier, une somme de 154 florins 12 sols est allouée à RAPHAËL de LAITRE versé de Mur-

La France et le Grand Schisme.

22

Raymond de Turenne (car c'était lui l'auteur de la nouvelle agression) prétendait, cette fois, que le pape avait voulu attenter à sa vie pendant son séjour d'Avignon. De plus, il avait déclaré épouser certaine querelle de sa tante Alix de Beaufort, comtesse douairière de Valentinois¹ : de là ses incursions sur les terres du comte, Louis de Poitiers, de là les hardis coups de main qui, durant cette campagne ou quelque une des suivantes, le rendirent maître successivement de Felmeas, de Soyans, de Châteauneuf-de-Mazenc, de Saint-Gervais de Rochefort et de la Roche-Saint-Secret, toutes places situées dans le comté de Valentinois et relevant en fief de l'Église.

Là ne se bornèrent pas les méfaits de Raymond à l'égard du saint-siège. La campagne d'Avignon, avec ses routes sillonnées de prélats, de pèlerins, de voyageurs, que des intérêts de toutes sortes appelaient sans cesse auprès du pape ou du sacré collège, lui offrait le théâtre d'opérations plus simples et non moins lucratives : vraie guerre de bandits qui convenait à merveille aux gens de compagnies dont il s'entourait. Il prit Roquemartine, à sept lieues d'Avignon² : ce fut, avec les Baux, son quartier général. De là, ses mercenaires se lançaient au pillage. Les voyageurs detroussés ou emmenés prisonniers, mis à la question et rançonnés, appartenaient en grand nombre à la classe des clercs, voire à celle des prélats. L'évêque d'Albi Guilleaume de la Voûte compte au nombre de ses victimes³. Ce prélat revenant

seule un brigantin monté par dix archers et vingt-quatre rameurs (*ibid.*, fol. 40 r°). Ce brigantin, commandé par Jean Arnaud, fut à la disposition du pape avant le 8 février (*ibid.*, fol. 90 r°).

1. Cf. A. Prudhomme, *Inventaire...*, t. III, p. 200.

2. La prise de Roquemartine mentionnée dans une bulle du 15 décembre 1393 pourrait bien n'avoir eu lieu qu'au commencement de l'année 1391 : à la date du 26 février 1391, le conseil de Brignoles se réunit pour aviser aux mesures de défense à prendre attendu que les gens de guerre de la vallée du Rhône venaient de s'emparer de Roquemartine, la même conseil de ville vota, le 17 juillet, l'envoi de six archiers pour contribuer à secourir Roquemartine, qui venait d'être reprise par les ennemis du roi Louis II (Arch. de Brignoles, DB 1, fol. 120 v°, 17°) — communication de M. Mireux, archiviste du Var.

3. La bulle inédite du 15 décembre 1393, à laquelle j'emprunte tous ces détails, porte : « Bone memorie Guillelmi episcopi Albiensis ». Il s'agit de Guilleaume de la Voûte, que ne se fut pas, comme le rapportent les auteurs de la *Gallie* (t. I, c. 231) jusqu'en 1397, mais qui était mort dès le 14 octobre 1392 (J.-H. Althaus, *Armorial et sigillographie des évêques de Marseille* [Marseille, 1887, in-8°], p. 90).

d'Avignon avec ses serviteurs quand, à six lieues de là, ils firent la rencontre d'une des bandes de Raymond argent, joyaux, tout leur fut enlevé. Puis c'étaient des paysans mal traités ou blessés, des bestiaux volés, des tonneaux de vin, des sacs de blé, des marchandises de toutes sortes dirigés vers une des places dont Raymond avait fait ses magasins généraux : Ancone¹, par exemple, ou Châteauneuf-de-Mazenc. Fréquemment le sang coulait, comme à la prise de Vaison, qui fut l'œuvre de Raymond lui-même. Vison, Pierrelatte, Robions, Menerbes, autres châteaux du Comtat dont les gens de Raymond tentèrent de s'emparer, ne lui échappèrent que grâce à la vigilance de leurs gardiens. Les châteaux d'Oppède et de Baumons tombèrent en son pouvoir; tous les habitants, hommes et femmes, furent emmenés prisonniers. De nombreuses habitations devinrent la proie des flammes².

Quand, au mois de février 1389, Clément VII, las d'acheter de la poudre et des engins, de commander des viretons, des donneurs, des pavois, des échelles et des maillets, de recruter des capitaines, des gens d'armes, des archers, et d'emprunter des ingénieurs ou des bombardiers jusqu'au prince d'Achaïe et au margrave de Moravie³, prit le parti de traiter de nouveau avec Raymond de Turenne⁴, on devine aisément à quels durs sacrifices

1. Le 19 mars 1392, Clément VII fera donner 4 florins 24 sols à Pierre de Tigny, prieur d'Ancone, « qui locus fuit destructus per guerram domini Raymundi de Turenno » (Arch. du Vatican, *Introduit et exilus*, n° 369, fol. B2 v°).

2. Le 20 avril 1392, Clément VII prendra à sa charge une marque « ad quatuordecim Petrelate tenebatur gentibus domini Raymundi de Turenno qui sunt in Castro novo » (*ibid.*, fol. 74 v°).

3. Bulle du 15 décembre 1393 (Arch. nat., P 1331, n° 694).

4. Le texte des comptes porte « princeps de Pignerol » Je ne vois qu'Amé de Savoie, prince d'Achaïe, qui ait pu être Amé désigné.

5. Arch. du Vatican *Introduit et exilus*, n° 365 (fol. 82 r°, 83 v°, 90 r°, 104 r°, 111 r°). — Le 28 janvier, paiement de 1 71½ florins 8 sols au comte de Genevois, qui se rend lui-même sur le théâtre des opérations, pour son état durant un mois, et paiement de 827 florins 4 sous pour la solde des cinquante hommes qu'il fournit personnellement, etc. (*ibid.* fol. 84 r°). Eudes de Villars de son côté envoie 80 lances (*ibid.* fol. 93 r°). Le quartier général des troupes pontificales se situait aux 466 Monts d'or (*ibid.*, fol. 85 v° et 99 v°).

6. 1. Les mesures prises au mois de février par les officiers du Dauphiné à l'égard des gens d'armes lancées de part et d'autre (Arch. nat., JJ 137, n° 67 D, Vaisseau *lucro eis*); les succès remportés sur eux à Raymond le 22 février par le comte de Genevois et le 3, mars, par le pape lui-même, Harlard-Bretonnes, *Inter*

il dut se résigner. Raymond reçut en prêt d'abord 6 000 florins, puis une somme au moins égale par paiements s'échelonnant entre les mois de juin et de décembre de la même année¹. Le pape dut supporter les frais de transbordement des compagnies au-delà du Rhône² et pensionner Garin d'Apehier, châtelain de la forteresse des Baux³.

La paix, cette fois, ne dura guère plus d'un an⁴. Dans cet intervalle, Raymond prétend avoir été l'objet de plusieurs tentatives de meurtre ou d'enlèvement : on avait comploté de le tuer dans son lit : il n'avait eu que le temps de s'échapper de

de la maison ducale de Bourges, n° 3734-3739, 3744). — Le 24 février, paiement d'une somme de 363 florins 16 sols dont le comte de Genève avait gratifié ses compagnons, certains barons, chevaliers et hommes d'armes qui avaient servi dans les troupes du pape (Arch. du Vatican, *Introduit et exilus*, n° 363, fol. 104 v°).

1. *Ibid.*, fol. 106 r° (à la date du 16 février).

2. Le 14 juin, paiement de 1 000 florins d'or concesi à Raymond de Turenne « quos sibi solvere convenit dominus comes Gebennensis ratione et ex causa, ac in satisfactionem certarum prebitionum factarum per ipsum dominum Raymundum, proinde hoc labus continetur in capitulis factis et concordatis inter ipsum dominum eundem Gebennensem nomine domini nostri Pape domini regis Sicilie et domini Odonis de Villuria, ex una parte, et domini de Apehier, Nimalensis diocesis, nomine ipsius Raymundi et alia, que quidem capitula sunt signata et observata monacho domini cardinalis Petavenensis et Ambianensis » (*ibid.*, fol. 114 r°). Autres paiements le 31 juin, le 5 juillet, le 28 septembre et aussi le 15 décembre (*ibid.*, fol. 115 v°, 121 v°, 125 r°; *Introduit et exilus*, n° 365, fol. 76 r°).

3. Le 31 mars 1249, paiement de 304 florins 3 sols à Antoine de la Tour, seigneur de Vinay, capitaine de 71 lances et de 18 archers, pour un soldo et solde de ces gens « ac pro navigio per ipsum emptis pro personis gentium armorum domini Raymundi de Turenne ultra Rodanum ad loquerio hominum ad hoc necessarium » (*Introduit et exilus*, n° 365, fol. 133 r°). Le 6 avril, paiement au même de 1 001 florins 7 sols pour le complément de ses gages, « inclusis etiam omnibus expensis per ipsum factis tam in navigio pro transito gentium domini Raymundi de Turenne de Imperio ad regnum, et alia navigio in quo adduxit Avinionem dominum Raymundum predictum » (*ibid.*, fol. 133 r°).

4. Le 17 décembre 1249, paiement de 420 florins 16 sols à Garin d'Apehier, « pro stipendiis et expensis custodie castri de Baux sibi traditi in custodia, qui convenit quod exinde nullum dampnum fieret domino nostro Pape, regni Sicilie, nec eorum gentibus vel terris, juxta certas conventiones super hoc factas, rediret pro tribus mensibus inceptis die 1^{re} hujus mensis decembris » (*Introduit et exilus*, n° 366, fol. 70 v°). Nouveau paiement égal, le 19 mars 1250 « pro tribus mensibus inceptis die XVIII hujus mensis martii » (*ibid.*, fol. 105 r°). Cf. P. Anselme, t. III, p. 86 et 87.

5. Le 2 juin et 1249 le pape avait fait payer 107 florins 4 sols à certains capitaines pour les détourner d'envahir le Comtat (*Introduit et exilus*, n° 365, fol. 160 r°). Le 21 mars 1250, on signa l'apparition des gens d'armes dans le diocèse de Valence (*Introduit et exilus*, n° 366, fol. 106 r°).

Saze¹, château situé en Languedoc; le pape enfin avait traité avec le seigneur de Suze², en Valentinois, pour l'attirer dans ce dernier château et s'emparer de sa personne³. Ce que je vois de plus clair dans ces accusations, c'est qu'elles servirent à Raymond de prétexte pour enlever, par manière de représailles, le château de Suze; ce qui amena le pape d'Avignon à envoyer des troupes pour en faire le siège (avril 1390⁴). Puis Clément VII dut entreprendre le siège de Savasse, dont les gens de Raymond s'étaient également emparés⁵, et celui de Châteauneuf-de-Mazenc⁶; il finit par prendre Leyne⁷, et racheta Savasse au prix de 1.000 écus d'or⁸. La guerre, interrompue au mois d'août, se ralluma au mois de novembre⁹.

1. Gard, canton de Villeneuve-lès-Avignon.

2. Drôme, canton de Grims-Nord.

3. Pour plus de détails, v. A. Prudhomme, *inventaire*, t. III, p. 203, 204.

4. Plusieurs capitaines s'y rendent. On envoie chercher à Aix un maître des engins, des bombardes le sénéchal de Provence Georges de Marle, procureur des mineurs (*Futroitus et exitus*, n° 366, fol. 120 v° et sq.), puis se rend lui-même à Suze avec 25 archers (*ibid.*, fol. 122 r°). Le 2 mai, intervient un arrangement : une somme de 664 florins 8 sols est envoyée au comte de Valentinois à Louis de Savoie et à Eudes de Villars « pro solvendo illis qui dictum castrum tenent ratione concordie predictae domini comitis ipsius facta » (*ibid.*, fol. 123 v°). Le pape paye jusqu'à 8 florins 16 sols à trois mimes ou jongleurs d'Orange qui avaient soutenu sans doute par leurs diclamations le moral de l'armée assiégée (*ibid.*, fol. 128 r°), et encore, le 14 mai, 342 florins 24 sols au comte de Valentinois, « pro statu suo et expensis per ipsum factis in acie castri de Suza et hic, Avialome, expectando expediendum eam. » Le même comte reçoit, en outre, 857 florins 24 sols pour quinze jours de la solde de cent hommes d'armes avec lesquels il se disposait à continuer la guerre contre Raymond de Turenne dans le Valentinois (*ibid.*, fol. 131 r°).

5. La perte de château de Savasse (Drôme, canton de Marignan), fut annoncée au pape le 22 mai 1390 (*ibid.*, fol. 133 r°). Dès le 9 juin, il est question de la reprendre : Raymond, bâtard de Chissac, se rend à ce nouveau siège (*ibid.*, fol. 149 r°).

6. Juillet 1390. Parmi les capitaines des troupes assiégeantes se trouve Herbert de Valars, sevré de Clément VII (*ibid.*, fol. 174 r°).

7. Château des comtes de Valentinois situé près de Savasse. A. Prudhomme, *inventaire*, t. III, p. 203.

8. Cette somme est envoyée, le 13 juin, au comte de Valentinois à Savasse, « sub tenetur acies contra gentes domini Raymundi de Turenna qui dictum castrum ceperunt, videlicet pro redemptione ipsius loci » (*Futroitus et exitus*, n° 366, fol. 150 r°). Le 23 envoi de 261 florins 17 sols aux gens qui tiennent le château de Leyne « pro expeditione ipsius castri » (*ibid.*, fol. 153 r°).

9. *Ibid.*, fol. 154 v°, *Futroitus et exitus*, n° 367, fol. 55 r° et v° 62 r°. Cf. les délibérations du conseil de la ville de Sisteron, aux dates du 7 et du 18 novembre 1390 (passages reproduits par Eu. de Laporte, *histoire de Sisteron tirée de ses archives*,

Jean d'Armagnac était alors tout l'espoir de Clément. Raymond de Turenne avait consenti à accepter ce baron comme arbitre de ses différends soit avec la curie, soit avec le roi de Sicile, l'évêque de Valence, les comtes de Genevois et de Valentin. On devait livrer au comte d'Armagnac les places litigieuses; il avait un délai d'une ou de deux années pour élaborer sa sentence¹. Au bout de trois mois de pourparlers, une convention provisoire fut, en effet, conclue, en vertu de laquelle de nouvelles sommes passèrent de la caisse pontificale dans les mains de Raymond². Mais, en même temps, la présence du comte d'Armagnac avait pour résultat fâcheux d'attirer en grand nombre dans la vallée du Rhône les routiers qu'on avait voulu en écarter³. C'était le moment où Jean III, tout entier à son projet d'expédition contre Milan, concentrait à la hauteur de Mont-Lamar des bandes recrutées dans toutes les parties de la Langue d'Oc⁴. On pouvait espérer qu'au moins il aurait l'occasion d'infliger à Raymond de Turenne une leçon méritée⁵, ou encore

1. I p. 190-191) — Le 14, quatre gros navires sont dirigés d'Avignon vers Bourgs-Saint-André à l'occasion de la guerre que fait Raymond à l'Église et à la reine de Sicile (*Introduit et exitus*, n° 267 fol. 83 r°).

1. Lettre de Clément VII au comte, 18 avril 1390 (P. Durrieu, *Les Émissaires en Italie*, p. 22). Convention du 20 mai entre le comte et l'évêque de Conserans, légat du pape (Bibl. nat., ms. Doat, n° 204, fol. 52-56). Accord passé à Nîmes, le 9 août, ratifié les 20, 20 et 20 du même mois (Beluze, *op. cit.*, t. II, p. 1052-1057, P. Vassier, t. IX, p. 305). Le 9 août, Clément VII se rend à Beaucaire, où l'on faisait depuis huit jours des préparatifs pour le recevoir, afin d'y conférer avec le comte d'Armagnac (Arch. du Vatican, *Introduit et exitus*, n° 305, fol. 156 r°, 170 r°, 184 v°, 187 v°). Le 7 septembre un courrier est dépêché de Beaucaire à Nîmes où était retourné le comte, « pro tractatu domini Raymundi de Turenna, pro quibusdam scitatis que supervenerunt » (*ibid.*, fol. 197 r°). Le 22 octobre, paiement de 757 florins 20 sols au trésorier du pape pour la dépense de deux voyages qu'il a faits vers le comte à l'occasion de son arbitrage (*ibid.*, fol. 211 r°).

2. Le paiement de 642 florins 24 sols est fait, le 12 octobre, à Raymond de Turenne en exécution du traité conclu par le comte d'Armagnac (*ibid.*, fol. 211 v°).

3. Une remise faite par le saint-siège, en 1391, « propter discurrerum gentium armigerum comitis Armagnaci, que Comitatum discurrerunt » (Arch. des Bouches-du-Rhône. C 132 fol. 32 r°).

4. Cf. plus haut, p. 183-186.

5. Le 13 janvier 1391, 1 714 florins 8 sols sont payés au comte d'Armagnac sur ce que le pape était convenu de lui donner « causa quo oporteret ipsum facere guerram contra dominum Raymundum de Turenna pro sustentatione gentium earum que tunc sunt in Montibus Adomari, et ut non dampna facerent patriam et terras Ecclesie ».

qu'il rendrait au pape le service d'entraîner à sa suite le turbulent seigneur. Si l'idée de se joindre à l'expédition d'Italie Raymond fit entendre, dit-on, une réponse évasive¹, mais il laissa le comte partir seul, et, après son départ, reprit de plus belle, dans la vallée du Rhône, une guerre dont il savait tirer de merveilleux profits². Le château du Caire, dont s'empara bientôt une de ses troupes (juin 1341), lui fut racheté 1 000 florins³. Les États de Provence lui en offrirent 20 000 pour obtenir qu'il se tint en repos (22 juillet)⁴. Enfin, le 6 octobre, il conclut avec le reine et le roi de Sicile un traité qui lui était entièrement favorable⁵.

(*Introduit et annexé*, n° 367, fol. 80 v°) Le 4 février, nouveau paiement de 3,571 florins 12 sols à valoir sur les 30 000 francs d'or consenti au comte d'Armagnac « pro satisfactione prout eorum armigerorum contra dominum Raymundum de Turenna caso quo idem dominus Raymundus vult facere guerram contra Ecclesiam et Comitatum Venayssim ac terram Provincie » (*ibid.*, fol. 80 v°).

1. Froissart, t. XIV, p. 297.

2. Je relève de nombreux et importants paiements faits au cardinal de Hurle « pro facto guerra quam dominus Raymundus de Turenna facit contra Ecclesiam et dominum montium Papam » : le 10 juin, 614 florins 8 sols ; le 1^{er} juillet, 1 114 florins 8 sols ; le 7, 817 florins 4 sols ; le 13, 257 florins 4 sols ; le 22, 1 028 florins 16 sols ; le 27, 1 804 florins ; le 30, 771 florins 12 sols ; le 31, 400 florins ; le 14 août, 257 florins 4 sols ; le 18, 644 florins 20 sols ; le 19, 684 florins ; le 22, 640 florins ; le 23, 644 florins 20 sols ; le 2 septembre, 514 florins 8 sols ; le 11, 1,371 florins 12 sols ; enfin le 12 octobre, 429 florins (*Introduit et annexé*, n° 367, fol. 108 v° à 206 v°). Les troupes du pape, durant cette campagne, mirent le siège devant Ancone (*ibid.*, fol. 108 v°) et de nouveau devant Châteaufort-de-Mazenc (*ibid.*, fol. 174 v°). L'ennemi menaça le château de Basimare (*ibid.*, fol. 187 v°).

3. Ed. de Laplane, *op. cit.*, t. I, p. 194, 197.

4. Arch. des Bouches-du-Rhône, B 49, fol. 103 r° ; B 712, fol. 32 v° 52 r° et *passim*. Le registre est presque entièrement rempli d'actes relatifs à l'emploi des 20 000 florins votés par les États.

5. On lui restituait les Pennes, Meyrargues, le péage de Bone (Bouches-du-Rhône, comm. de Fos), le port de Sainte-Réparate (comm. du Fay-Sainte-Réparate), etc., on le faisait mettre, lui ou son père, en possession d'une moitié de la vicomté de Valernes. Louis II restituait les deux forteresses de Malignon et du Côtillon, dont les garnisons, par suite, devaient cesser d'inquiéter les habitants du territoire des Hauts parants. Raymond lui 600 francs de dommages-intérêts, se reconnaissant débiteur d'une rente de 1 000 livres, enfin pardonnant à tous les gens et complices de Raymond sauf à B. Baudet de Remusat. De son côté, Raymond devait raval du roi de Sicile pour ses nouvelles possessions et se reconnaître avec les Marquis et les autres qui avaient pris part au démantèlement de Meyrargues et des Pennes. Ce traité, ratifié par le reine Marie le 30 novembre suivant, se trouve transcrit tout au long dans le registre B 712 / fol. 63 107 des Arch. nat. — un texte moins complet se trouve conservé parmi les *Titres de la maison d'Anjou* (P 335), n° 625. — A la date du 6 décembre 1341, le reine Marie ordonne l'exécution de la clause relative au port du

et, vis à vis du pape, il eut soin de garder sa liberté d'action.

Il semble que le gouvernement du roi de France, trop heureux d'avoir une nouvelle occasion d'intervenir dans le midi, eût dû depuis longtemps prendre en main la défense de Clément VII. Mais, chose étrange, les princes, si disposés à patronner Clément VII au dehors, montraient beaucoup moins d'empressement à le protéger contre les ennemis du dedans. Avaient-ils conservé bon souvenir des services rendus par Raymond de Turenne en Guyenne² ou en Flandre³? Lui savaient-ils gré de l'attitude qu'il avait prise en 1385? A l'époque où ils avaient complété de mettre la main sur la Provence, ils considéraient comme acquies d'avance à la cause française les places occupées par Raymond⁴. Dans tous les cas, Clément VII, dont la conduite loyale dans la même circonstance avait excité leur dépit, ne passait pas à leurs yeux pour avoir entièrement raison⁵, et, symptôme significatif, le cardinal d'Annens, connu pour ses attaches avec la cour de France, garda dans le conflit une attitude équivoque qui, plus tard, le fit taxer de complicité avec Raymond⁶.

Sainte-Réparate (Arch. des Bouches-du-Rhône. B 383). Le 15 février 1332, elle transporte à Raymond, en déduction de ce qui lui avait été promis, tous ses droits sur un tiers du château de Senus (Chr. Justel, *Histoire genealogique de la maison de Turenne*, Preuves, p. 126).

1. La clause suivante, insérée dans les conventions préliminaires, ne fut pas maintenue dans la rédaction définitive du traité : « Item, que la d^{te} messire Raymond promettra et assurera que, des Bass, ne de nul autre lieu qu'il tiengne ou obtiendra en Provence, ne fera guerre publiquement ne occultement au Pape, ne ne recevera personne qui nul luy veuille faire qu'il le puisse avoir. Ou cas toutesfoiz que le Pape luy fera guerre, Madame est contenue qu'il se defende » (Arch. nat., M^{ss} 37, fol. 181 v°).

2. A. Prudhomme, *Itinéraire*, p. 206.

3. Lors de la chevauchée de Bourbourg, en 1373 (Bibl. nat., *Titres scellés de Clarambault* vol. LIII n° 4053, cf. N. Valois *Raymond de Turenne*, p. 334).

4. Bonet d'Artois, *Choix de pièces volées*, t. I, p. 89.

5. Monseigneur Bonet sembla plus tard, en parlant de Raymond : « Ou temps passé il eurent entendee au Roy et à sesseigneurs que la guerre il ne faisoit que contre le pape Clément, et pour ce que l'une estoit que aucunement le Pape lui avoit tort, ly Roy et sesseigneurs avoient aucunement patience... » *L'apparition maître Jehan de Meun*, Bibl. nat., ms. français 514, fol. 32 v°.

6. Fr. Ehrle, *Neue Materialien zur Geschichte Peters von Luna* (Archiv für Literatur- und Kirchengeschichte des Mittelalters, L, VI, 1891), p. 213.

Au surplus, ce mauvais vouloir se dissipe comme par enchantement aussitôt que Charles VI eut remercié ses oncles et inauguré ce qu'on a appelé son gouvernement personnel Raymond de Turenne prétendit qu'il avait dû être calomnié par le pape pendant le séjour du roi à la cour d'Avignon. Toujours est-il qu'à partir de 1389, Charles VI prit résolument parti pour Clément VII.

Des lors, on voit le roi défendre aux routiers de passer sur la rive gauche du Rhône : il cherche à faire le vide autour de Raymond. La transmission des ordres royaux aux compagnies, l'inspection du fleuve, la garde du Comtat deviennent l'occupation journalière de Charles de Giac, sénéchal de Beaucaire, et de l'Ermite de la Faye, qui, en l'absence de ce dernier, gère la sénéchaussée¹. Défense est faite aux parents de Raymond et à tous les sujets du royaume de donner asile ou de porter secours à l'intolérable batailleur. A la fin du mois de juin 1390,

1. A. Prodhomme, *Inventaire*, t. III p. 206.

2. Le 2 juin 1389, un huissier du pape est envoyé, avec un sergent d'armes du roi et avec un notaire, à exécuter des litters domini ducis Bituricensis ab Aquismartibus usque Tornacum ne societas gentium armorum transcant Rodanum; » peu après, une défense royale analogue est transmise jusqu'aux gens d'armes du Bergrue (Arch. du Vatican, *Introduit et exilus*, n° 265, fol. 151 v° et 152 v°). Le 3 mai 1390 l'Ermite de la Faye part, avec le juge du Vivarais, plusieurs sergents et notaires, pour mettre certains châteaux en état de défense. Le pape lui fait compter, à cette occasion, 115 florins 20 sols, puis, le 9 mai, 53 florins 16 sols. L'Ermite de la Faye doit, en même temps, intimer aux compagnies la défense du royaume ne jurent dominum Raymundum de Turenne contra regnum et dominum nostrum Papam; » il envoie le long du fleuve plusieurs sergents royaux pour garder les passages (*Introduit et exilus* n° 266, fol. 128 r°, 128 v°, 133 r° et v°). Le 28 mai, il repart pour Savasat » pro mulando litters regis gentibus domini Raymundi de Turenne et deinde ibid. pro executione dictorum litters contra alias gentes congregatas per ducem dominum Raymundum a parte regni, ne transcant Rodanum » (*ibid.*, fol. 179 v°). Le 21 juin, il se rend le long du Rhône pour y organiser la garde des passages (*ibid.* fol. 153 r°). M^r Gilles Vireux, lieutenant du sénéchal de Beaucaire, est envoyé le 14 novembre, vers Raymond de Turenne et vers les gens d'armes qui occupent Ancone » ne dampnificent patriam » (*Introduit et exilus* n° 267 fol. 61 r°). Puis de nouveau les 30 janvier et 11 février 1391 paiement de 140 florins 20 sols et de 75 florins 6 sols » l'Ermite de la Faye » pro expensis per ipsum factis in prosecutione quorundam litters regiarum per ipsum impetratarum » roge française contre dominum Raymundum de Turenne, et pro ipsius executionis pro facili guerra quam idem dominus Raymundus fecit contra dominum nostrum Papam » (*ibid.*, fol. 89 v°, 101 v°, Au mois de septembre, c'est Charles de Giac lui-même qui vaque à l'exécution des lettres royaux dirigées contre Raymond de Turenne (*ibid.*, fol. 158 v°).

Charles VI, dans l'espoir de mettre un terme à la guerre qui desole le midi, envoie en Dauphiné un membre de son Conseil. Puis le bailli de Grévaudan signale à Raymond la défense de poursuivre sa lutte contre le pape, sous peine d'encourir une amende de 1 000 marcs profitable au roi de France. Mende, 23 juillet 1390. Charles VI se souvient qu'il est « le protecteur de l'Eglise, » et il n'oublie pas d'invoquer également son titre de vicarius impérial dans le royaume d'Arles. Vainement Raymond rejette sur ses adversaires la responsabilité de la guerre, prétendant mettre en garde le roi contre les perfidies « de cest pape qui onques ne lui fist bien ne service, ne qui n'est point de son royaume » vainement il en appelle à Charles VI mieux informé¹, bientôt le maréchal de Sancerre amène au pape des renforts et coopère au siège de Châteauneuf-de-Mazenc². Enfin, l'année suivante, c'est toute une ambassade, composée du patriarche d'Alexandrie, de l'évêque de Noyon, de Bureau de la Rivière et de Jeannet d'Estouteville, qui, par ordre du roi, et à la demande du pape se rend dans le midi pour négocier un arrangement (septembre 1391).

Activement secondés par le gouverneur du Dauphiné, les commissaires royaux réussirent, au mois de novembre, à conclure une trêve bientôt prolongée jusqu'au 31 janvier puis renouvelée du 14 février jusqu'au 1^{er} avril³. Le roi, considérant probable-

1. A. Prudhomme, *faucouyère*, t. III, p. 301-303, 308, 309.

2. Le 16 juin 1390, une somme de 3.214 florins 8 sols est destinée au maréchal de Sancerre, qui se trouve actuellement à Vienne et doit amener des gens d'armes pour la défense du Comtat et de la Provence — une somme égale lui est envoyée le 19 juillet — à cette dernière date, il se disposait à mettre le siège devant Châteauneuf-de-Mazenc, « de quo domnus Raymundus de Turenna (sic) gentium Ecclesie » (*Introduitus et exilus*, n° 366, fol. 151 r, 171 v°).

3. *Introduitus et exilus*, n° 367, fol. 198 r, 200 v°, 201 r°, 203 r, 204 v, 205 r°, 211 r°. — Le 23 novembre, les trêves sont conclues, l'Ermite de la Faye et le Bâtard de Caylar en sont nommés conservateurs, et Clément VII fait passer 3.214 florins 8 sols à Raymond de Turenna (*Introduitus et exilus*, n° 369, fol. 62 v°, 66 r°, 50 r°). Le 19 décembre, prolongation des trêves jusqu'au 31 janvier, et nouveau paiement de 4 265 florins 20 sols (*ibid.*, fol. 53 v°). Le 14 février 1392, conclusion de nouvelles trêves valables jusqu'au 1^{er} avril, à cette occasion Clément VII fait verser 7 406 florins dans les mains de Raymond (*ibid.*, fol. 72 v°). On remarquera toutefois que les gens de Raymond ne se firent pas scrupule de reprendre Bagnon ou Commencaucourt de l'année 1392 (Ed. de Laplane, *op. cit.*, t. I, p. 200). D'autre part, ses registres

ment les avantages qu'il retirerait lui-même de la pacification¹, consentait à en partager les fruits avec le pape². Le 3 mai 1392, à Saint-Berny, une paix soi-disant perpétuelle fut conclue entre Raymond de Turenne et ses allies d'une part, le pape, l'évêque de Valence et le comte de Valentinois, d'autre part. Aucune précaution, cette fois, n'était omise pour empêcher le renouvellement des hostilités. Les places que Raymond avait enlevées à ses adversaires, celles que ceux-ci lui avaient reprises devaient être livrées aux gens du roi à l'exception de Château-

municipaux de Cavailhon, par exemple, montrant les populations du Comtat-Venaissin toujours sur le qui-vive. Arch. de Cavailhon, BB 1, fol. 24 v°, 32 r°, 39 v°, li r°, 72 v°, 73 v°, 78 r°, 79 r°, 88 v°, 94 v° et 99 r°, aux dates des 25 et 30 janvier, du 19 février, des 6, 23, 24, 27 et 30 avril, des 5, 17 et 19 juin 1392).

1. En Dauphiné l'annulation des peages, des gabelles et des autres taxes avait notablement diminué par le fait de Raymond de Turenne : les gens de Raymond avaient capturé les « gardiens » delphinnaux et refusé de les remettre en liberté, malgré les injonctions du gouverneur (v. un mémoire remis aux réformateurs le 10 janvier 1392 U. Chevalier *Choix de documents inédits sur le Dauphiné*, Lyon, 1874, in-8° p. 216 et 217). D'ailleurs, Charles VI, grâce aux pourparlers entamés avec Louis de Poitiers, au mois de novembre 1391, pouvait déjà considérer le comte de Valentinois comme devant, au jour ou l'autre, appartenir à la couronne. Arch. nat., J 28°, Valentinois, n° 2).

2. Lettres de Clément VII datées d'Avignon, le 16 février 1393 donnant pouvoir à Armand Jussierand, chanoine de Paris et clerc de la Chambre apostolique, à l'abbé d'Albi et à Raymond Bernard, docteurs en loi, maîtres apostoliques, de recevoir, au nom de la Chambre, de tous trésoriers de France, receveurs généraux ou particuliers 20.000 francs de ce que Charles VI a donné au saint-siège « pro seditione discordie reformatione pacis et concordie inter nos et Raymundum de Turenne facienda et inveniendae » (Arch. du Vatican, *Reg. Avinion. LXVI Clementis VII*, fol. 32 r°).

3. Arch. nat., K 54, n° 19, J 235°, Valentinois, n° 1 et 2. Baluze, *op. cit.* t. II, c. 30-8-1070. — C'est le traité dont Papus résume, tant bien que mal, quelques dispositions, et auquel il assigne la date erronée de 1390 (t. II, p. 283, 286). Dès le 17 février, Clément VII s'en était entièrement remis à l'arbitrage du roi et avait donné de pleins pouvoirs à Raymond Bernard pour ratifier, en son lieu et place, tout ce que les délégués du roi auraient statué (Arch. du Vatican, *Reg. Avinion. LXVI*, fol. 30 v°, 39 v°). Le 23 février, il avait adressé trois lettres édictées au clergé, aux villes et aux nobles du Comtat pour les prier d'accueillir favorablement le seigneur Rodolphe de Villars, qu'il chargeait de leur demander un subside volontaire « et ainsi afin de se mettre en mesure d'exécuter le traité que concluraient les ambassadeurs de Charles VI » (*ibid.*, fol. 81 r°). Le 4 mars, il expédia sa procuration à son trésorier, l'évêque de Maguelone (*ibid.*, fol. 52 r°, et *Reg. 302*, fol. 1 v°). Le 6, il prouva d'observer inviolablement la paix (*Reg. Avinion. LXVI*, fol. 62 r°). Le 9, il s'engagea à exécuter particulièrement l'article X du traité, et à en rendre au roi du soin de traiter les questions encore litigieuses conformément aux articles I et XI (*ibid.*, fol. 62

neuf-de-Mazenc, de Savasse et de Felines, qui faisaient retour à la comtesse douairière de Valentinois¹. De part et d'autre, on demandait, les compagnies, depuis si longtemps la terreur du Comtal, étaient forcées de se mettre en quête d'une autre terre à rançonner. J'ajoute que Raymond de Turenne n'avait nullement lieu de se plaindre : il recevait comptant 10 000 francs, sans parler des 2 000 qui lui avaient été remis pour lui faire prendre patience, ni des 20 000 qui devaient être payés à ses gens par le gouverneur du Dauphiné², si tel qu'ils auraient juré d'évacuer le pays et fourni des otages en garantie de cette promesse. Raymond devait recevoir en outre 20 000 francs, et le pape lui donnait en gage de bons revenus ecclésiastiques³. On lui faisait expé-

re 61 v^o). Le 10, il chargea un chanoine de Die de contraindre le clergé du diocèse de Valence à contribuer au paiement d'un subside de 2 000 francs d'or gracieusement concédé par l'évêque de Valence et par quelques clercs, nobles ou bourgeois du même diocèse pour l'évacuation des troupes de Raymond de Turenne (*ibid.*, fol. 81 v^o). Il fut convenu qu'un subside de même importance serait levé sur le diocèse de Die, mais, dans l'un et l'autre diocèses, le recouvrement ne fit attendre, de nouvelles instructions furent données à cet effet par Clément VII à Jean Laterna, prêtre-chaplain de Lodève, le 27 août *ibid.*, fol. 68 v^o) et le 16 septembre suivants, le pape dut même autoriser son mandataire à faire remise d'un cinquième et promettre que cette levée ne se renouvelerait pas (*ibid.* fol. 71 v^o, 72 v^o : *Venerabili fratri et carissimi*, n^o 269, fol. 81 v^o, 84 v^o et v^o, 90 v^o, 91 v^o, 99 v^o, 101 v^o, 108 v^o, 103 v^o, 105 v^o, 111 v^o).

1. Ainsi que Privas, Buis, Chabeiron, etc. en Vivarais. Il était stipulé que Raymond ne se servirait pas de ces places pour faire la guerre soit au pape, soit au comte de Valentinois ou à l'évêque de Valence. Il en périt, en effet, l'engagement positif, le 1^{er} septembre, à Châteaufort-de-Mazenc, engagement dont se portèrent garants, le 8 et le 27 septembre, Edouard, sire de Beaujeu, et Louis, seigneur de Montboisier (*Arch. nat.*, J 269, n^o 2, 4 et 5).

2. Cette clause, mal interprétée, a donné lieu à une légende : le gouverneur du Dauphiné jura pour avoir soutenu Raymond dans cette guerre, et l'on déploie à ce propos, l'insubordination des officiers royaux, l'anarchie qui régnait alors (Daucho, t. II, p. 621, Papon, t. III, p. 203, etc.). Il suffit pour justifier la conduite de Jacques de Montmor de citer une bulle du 30 novembre 1302, par laquelle Clément VII lui assigna une somme de 500 francs d'or, à lui due « ratione rationum sibi per gentes nostre Camere stabilitarum pro eo tempore quo fructibus vacavit in procuracione parisi. » (*Arch. du Vatican, Reg. Avenion. LXVIII* fol. 68). La quittance de Montmor est datée de Paris, le 9 juin 1303 (*Instrumenta miscellanea ad ann. 1303*).

3. C'est une bulle adressée par Clément VII, le 9 mai 1302 à Raymond de Turenne : sur les 50 000 francs d'or assignés à ses gens par le traité de 1300 ont été versés jusqu'à présent pour lui garantir le paiement du surplus le pape lui donne en gage les revenus du prieuré de Saint-Pierre de Saint-Nicolas, ainsi que les luzzes,

rer des lettres de rémission pour tous les attentats qu'il avait pu commettre sur les terres du roi de France, et un sauf-conduit l'autorisait à circuler dans le royaume, ainsi que dans le Comtat-Venaissin, avec une escorte de cent hommes armés¹. Bonne justice devait être rendue à sa tante et à ses protégés, le roi promettait, de plus, de statuer avant la fin de l'année sur tous ses autres griefs.

On serait tenté de croire que le pape dut enfin respirer. Ce serait méconnaître l'incorrigible turbulence de Raymond. Vainement, au mois de juin, Clément VII députa un écuyer vers les capitaines de la garnison de Banon, dont les brigandages ne cessaient point de s'exercer dans le Comtat². Vainement, le 8 juillet, il pardonna à Raymond et à ses gens tous leurs méfaits postérieurs au traité³. Vainement le duc de Berry, venu au Pont-Saint-Esprit, confirma, le 23 août, le traité du 5 mai, comme pour affirmer que la récente maladie de Charles VI n'avait rien changé aux dispositions du gouvernement royal⁴. Vainement le pape consentit à de nouveaux sacrifices⁵. Dès le mois de septembre, le résultat si laborieusement atteint paraissait compromis⁶. Raymond, cette fois, se prétendant attaqué par plusieurs barons provençaux, notamment par Eudes de Villars, mari de sa nièce⁷, feignant de croire à la complicité

renées et dîmes possédées à Pertuis et à Pelissanne par l'abbaye de Momin, par (*Reg. Avignon. LXVI*, fol. 53 v°). Sur ces 20.000 francs, une somme de 2 142 florins 24 sols fut payée le 17 mars 1392 (*Introduit et exilus*, n° 370, fol. 92 v°).

1. Cf. Arch. nat., KK 1213*, fol. 53 v°.

2. *Introduit et exilus* n° 369, fol. 111 v° (à la date du 25 juin 1392).

3. Pouvoirs donnés, à ce sujet, au gouverneur du Dauphiné (*Reg. Avignon. LXVI*, fol. 61 v°).

4. Le 20 août, paiement de 42 florins 14 sols pour les dépenses faites par le trésorier du pape et par plusieurs autres personnages de la cour d'Avignon, « quando fuerunt missi cum domino duce Biterrensi ad locum S. Spiritus pro facto pacto tractato cum domino Raymundo de Turenna, que tunc fuit conclusa » (*Introduit et exilus*, n° 369 fol. 136 v°).

5. Au paiement d'une somme supplémentaire de 4 085 florins 30 sols, le 24 août, suivant la volonté exprimée par le duc de Berry (*ibid.* fol. 133 v°).

6. Le 7, euvus d'Etiennne de Menthonay, capitaine du château de Mornas, vers les gens d'armes qui gardent les frontières du Languedoc, « ad avocandum, quod minus equitabant » (*ibid.* fol. 141 v°).

7. Clément VII avait écrit le 21 mai 1390, Eudes de Villars recteur du Comtat-Venaissin : « quia ad solis equitabilem beneficii tunc » Arch. du Vatican, *Reg.* 303, fol. 16 v°).

de Marie de Bretagne et de Clément VII, il repartait en compagnie, enlevait quatre ou cinq places, entre autres Brunaçon¹, et recevait fort mal le bailli de Grésivaudan qui venait le sommer d'exécuter le traité du 3 mai².

Ce n'est qu'à la longue qu'il cède et sous la menace de voir se former contre lui une coalition des forces royales, provençales, pontificales, ou encore de perdre tous ses biens par suite d'une confiscation que Charles VI eût opérée même sur les terres d'Empire, en vertu de son titre de vicaire de l'Empereur dans le royaume d'Arles. L'évacuation des compagnies fut d'autant plus lente et d'autant plus coûteuse qu'après avoir obtenu l'assentiment de Raymond, il fa lut vaincre la résistance ou acheter la soumission de plusieurs de ses capitaines. Ceux-ci, se voyant abandonnés, ne manquèrent pas de faire entendre à leur ancien chef des predictions sinistres : « Ilz savaient bien, dirent-ils, que, au plus tost qu'ilz auroient passé les montagnes, que le pape et la royne mettroient toute la paine qu'ilz pourroient à le destruire³. »

1. Ed. de Laplante, *op. cit.*, t. I, p. 210, 212.

2. 11 octobre (Arch. nat., J 180^r, n° 8).

3. Factum de Raymond de Turenne remontant au commencement de l'année 1366 (Arch. nat., KK 1213^r fol. 4 et sq.). Cf. A. Prud'homme *Inventaire sommaire des Archives départementales de l'Aisne, Série B*, t. II, B 3518, Ed. de Laplante, p. 213, 210, 221 ; A. Lacroix, *L'arrondissement de Montélimar, géographie, histoire et statistique* (Valence, 1882, n° 8^v), t. VI, p. 8 ; D. Vaissette, t. IX, p. 966 (note d'A. Moineux). — Le 19 octobre 1362, il est question dans les comptes du pape de l'évacuation du Comtat-Venaissin, du diocèse de Valence et du comté de Valentinois par les troupes de Raymond de Turenne (*Introduit et exilus*, n° 309, fol. 123 ^r). Le 9 novembre, Clément VII envoie l'un de ses huisiers, Hugues Salomon, vers le Bâtard du Guyar, « commissarium ordinatum pro expulsionem gentium armorum que tenent castra de Rossa [Roussas] et Valaurie qui Huguetus debet conducere dictas gentes donec exiverint terras domin. nostr. Pape » (*Introduit et exilus*, n° 370, fol. 51 ^r). Les compagnies évacuaient encore les terres du Comtat, du Dauphiné et de la Provence le 18 janvier 1363, ce qui motiva l'envoi d'un évêque du pape au gouverneur du Dauphiné (*ibid.*, fol. 74 ^r). Le 18 mars suivant, paiement de 53 florins 14 sols « unguis 150 Johanni Sodant, examinatori Castellis regi Parisiensis, qui militum per regem Francie ad domum Raymundum de Tarenno cum certis litteris regis profecto guerra quam facit in terris Eclesie et Provincie » (*ibid.*, fol. 67 ^v). Cette mission de Jean Sodant dura au moins six mois (nouveaux paiements de 84 florins 20 sols, le 23 mars et le 28 avril, de 60 florins, le 26 juillet, de 300 florins, le 31, de 400 florins 28 sols, le 14 août, de 80 florins, le 16 et de 100 florins 22 sols, le 16 septembre (*ibid.*, fol. 91 ^v, 102 ^v, 136 ^v, 138 ^r, 152 ^r, 162 ^v, 162 ^r).

Telle n'était pas précisément la pensée de Clément VII ni de Marie de Bretagne, qui ne songeaient, pour le moment, qu'à sceller par un heureux mariage la paix si longtemps attendue. Leur projet, qu'ils avaient eu soin de faire d'abord approuver par Guillaume Roger, consistait à obtenir la main d'Antoinette de Turenne, unique enfant légitime de Raymond, pour le jeune prince de Tarente, frère puîné du roi Louis II. Par cette ingénieuse mésalliance, ils assuraient tôt ou tard à la maison d'Anjou la possession des domaines qui faisaient alors de Raymond de Turenne un voisin si dangereux.

Chose curieuse, la perspective d'allier son sang à un petit-fils de roi de France épouvanta plus qu'elle ne flatta le turbulent baron. La rente de 12 ou de 1 500 florins promise à Antoinette par son grand-père lui parut dérisoire. Il entendait être respecté et servi par son gendre — un prince devant lequel « il lui faussist agenouiller » n'était point du tout son affaire. Il alla jusqu'à dire qu'il aimerait mieux voir sa fille morte que mariée à Charles de Tarente¹. L'accueil qu'il fit aux ouvertures de la reine de Sicile explique sans doute l'échec d'une tentative de rapprochement dont le duc de Bourbon prit, vers ce moment, l'initiative². D'ailleurs, Raymond de Turenne prêtait l'oreille alors à d'autres propositions, moins brillantes assurément, mais mieux faites pour lui plaire, car elles mettaient à plus haut prix la main d'Antoinette de Turenne.

Ces nouvelles ouvertures, qui traversaient d'une façon si malencontreuse les projets du pape et de la reine Marie, venaient de la cour de France. On peut se demander si elles se fussent produites à une époque où Charles VI, maître de ses actes,

1. Douet d'Arcq, *op. cit.*, t. I, p. 72.

2. Raymond prétend que, « en un parain, M. de Bourbon ne trouva point de fondement au Pape ne à M^{re} la royne, si olerent mander les gens de M. de Bourbon au dū messire Remond que le Pape et la royne avoient plus à euer à lui faire guerre que de audier au roy Loys, et qu'il seroit que sage de son gouverner augement et de son adreuer en ses besognes. » (Arch. nat., KK 1213^r, fol. 7^{re}). — Le duc de Bourbon se trouvait, vers le 21 mai 1393, au Pont-Saint-Esprit (Arch. du Vatican, *Intercursus et exilus*, n° 370, fol. 110^{re}). Son séjour à Avignon parut avoir pris fin entre le 3 et le 16 juin, v. les documents cités par Champelaize, en notes de son édition de La Mure, *Histoire des ducs de Bourbon et des comtes de Forez* (Paris 1868 in-4° t. II, p. 82 cf. *Œuvres de la maison ducate de Bourbon*, n° 3293).

secondait sans arrière-pensée la politique de son cousin et celle de Clément VII¹. Mais la haute main dans les affaires appartenait depuis plusieurs mois, aux ducs de Berry et de Bourgogne, et ces princes, soit jalousie, soit calcul politique, avaient juré que Charles de Tarente n'épouserait pas Antoinette de Turenne. Ils mettaient en avant un parti plus modeste : un simple gentilhomme, réputé, il est vrai, la fleur de la chevalerie, fils de maréchal de France et maréchal de France lui-même depuis dix-huit mois environ. Si Raymond de Turenne voulait donner la préférence à Jean le Meingre, dit Boucicaut (le deuxième et le plus fameux de ceux qui ont illustré ce surnom), les ducs se faisaient fort d'obtenir l'annulation de certaine sentence rendue au profit d'Eudes de Villars par les réformateurs du Languedoc, et qui dépossédait la famille de Beaufort de la baronnie des Baux². Telles furent les bases d'une négociation entamée au printemps de l'année 1393 et qui, après échange de vingt ou trente lettres et envoi successif d'au moins cinq messagers, aboutit secrètement à une première entente : il fut convenu qu'avant le mois de novembre Raymond de Turenne ne disposerait pas de la main de sa fille sans le congé du roi de France; et que, de son côté, Charles VI accommoderait le différend de Raymond avec Eudes de Villars.

Grande fut la déception du pape et de la reine quand une indiscretion les mit au courant de ce projet. Ils sondèrent Raymond : ils lui promirent monts et merveilles s'il voulait écarter Boucicaut. Les cardinaux apparentés aux Beaufort furent mandés près du pape : Raymond, leur dit Clément, voulait donc perdre sa fille ? « C'estoit par deuit de lui » Et cependant, s'il avait consenti à la marier au prince de Tarente, il aurait reçu une « bonne somme d'argent. » A toutes les ouvertures, Raymond opposait l'engagement qu'il avait pris jusqu'à la Toussaint aux ducs de Berry et de Bourgogne. C'est alors (25 juin 1393

1. Le premier projet aurait-il commencé par obtenir l'approbation de Charles VI ? C'est ce qu'affirme Raymond dans un de ses mémoires : « Premièrement, par la volente du Roy, le mariage fut traictié entre le prince de Tarente et Antoinette de Turenne; et tant eis avant que M. mon pere promist et jura le dit mariage, et eut bonne volente » (Arch. nat., KK 1213, fol. 31 r^o).

2. Cf. Arch. nat., R^o 1^{er}, fol. 79 r^o.

que, pour le confirmer dans ses bonnes dispositions et pour calmer aussi la colère du pape, le Conseil de Charles VI, siégeant à Abbeville, remit à deux ambassadeurs des instructions détaillées que, par suite d'une erreur de lecture, on a coutume de faire remonter à 1388¹. Il s'agissait notamment de persuader au pape que les princes français entendaient ses intérêts mieux que lui-même : « Car ilz ont nourry ledit mareschal [Boucicaut], et » « tout certain qu'il ne fera lors ce qu'ilz voudront et que, li dit » « mariage accompli, ledit mareschal mettra paine de retraire mes- » « surs devers d'ououes entreprises qu'il pourroit faire au dom- » « mage du pape et de l'Eglise ou de M^{re} la royne de Castille... » Mais il était trop tard pour faire entendre raison à une reine blessée dans son orgueil et profondément humiliée dans son orgueil maternel. Dès le 7 juillet², Raymond de Turenne, enfermé dans sa forteresse des Baux, reçut le défi de l'amiral de France Jean de Vienne, qui s'était fait, dans cette circonstance, le chevalier servant de Marie de Bretagne³, et aussi les cartels de trente capitaines, compagnons de l'amiral, qui chacun le provoquaient en combat singulier. Il répondit insolemment à Jean de Vienne en déclinant le combat par ce motif qu'entre un « chef de guerre, » comme lui, et un « soudoyer, » comme l'amiral, la partie n'était pas égale. Ses capitaines se chargèrent de relever

1. Longinval, conservé aux Arch. nat., sous la cote K 53^b, n° 37 porte incontestablement la date du « xxv^e jour de juing l'an de « g^r race M. CCC^{me} et XLII. » Il est vrai qu'au premier abord le K du mot XLII, légèrement effacé, présente quelque ressemblance avec un V surtout avec un V moderne. Tous y ont été trompés et ont daté la pièce du 25 juin 1381, sans remarquer que le séjour de la cour à Abbeville ne peut se placer, historiquement, qu'en 1393, et qu'en tout cas le texte, qualifiant Boucicaut de mareschal, ne saurait avoir été rédigé qu'après la promotion de ce dernier, c'est-à-dire après le 23 décembre 1391. Suivant l'exemple des archivistes anciens ou modernes qui avaient écrit au dos de l'acte « 1388, » M. Jules Tardif a fait figurer sous cette date dans son *inventaire des Cartons des rois* (n° 3092), M. Douet d'Arcoq l'a publié *in extenso* avec la même date (*op. cit.*, t. I, p. 74); enfin on s'en est servi pour tenter d'établir, contrairement au récit de D. Ysaïe de Vauxcelle que le mariage de Boucicaut devrait être reporté avant le mois de juin 1388 (*histoire générale de Languedoc*, t. IX, p. 585, note 2).

2. Date fournie par la pièce K 54, n° 36. Raymond se trompe dans son factum en disant que ce fut un vendredi.

3. Jean de Vienne écrivait à Raymond : « Je tien et croy qu'elle est si belle, si vaillant et si noble qu'elle ne vous a rien promis qu'elle ne vous ait tenu... » (Arch. nat., K 54 n° 36, fol. 2^r).

les autres Jedis. Puis, tandis que les héraults alluent de l'un à l'autre porteurs de répliques et de dupliques, Raymond traitant Jean de Vienne d'ivrogne « rossoté », celui-ci accusant Raymond « de mentir faussement et de loyalement par sa fausse mauvaise gorge¹ », le château des Baux subissait l'assaut d'une grande partie des troupes de l'armée, la garnison opérant de brillantes sorties²; toute la force armée d'Arles et de Tarascon venait, avec les bannières de la reine, grossir la troupe menaçante, ravager les blés et les vignes³. Georges de Marle, de retour du Parnont, où il avait reconduit les routiers, mettait le siège devant Meyrargues et Saint-Paul-lès-Durance. Les oluges que Raymond avait dû fournir à plusieurs villes pour que les Provençaux pussent sans crainte se livrer aux travaux de la moisson, étaient partout emprisonnés. Les Arlésiens arrêtaient, tiraient à la corde et noyaient un de ses capitaines. La reine Marie déclarait que, quand Raymond lui avait refusé sa fille, elle lui aurait mangé volontiers le visage, ajoutant qu'elle voulait jeter hors du pays son belliqueux vassal : c'est du moins ce que prétend Raymond de Turenne⁴. Il est certain que les états de Provence mettaient sa tête à prix⁵. Lui, de son côté, renouvelait tous les

1. On trouvera dans le carton E 26 (n° 20) et dans l'ouvrage du marquis Ternier de Lorry (*Jean de Vienne, amiral de France*, Paris, 1877, in-8°, p. cxxi à cxxii) 1° le défi de Jean de Vienne et la réponse de Raymond, du 7 juillet, un et l'autre imprimés par Jusé, *Notice généalogique de la maison de Turenne*, Preuves, p. 123 et 126), 2° les défis de Jean de Nani et de Gérard de Bourbon, avec les réponses de Jean de Beaumarchais et de Guyot de Mesenc, 3° les répliques de Jean de Nani et de Gérard de Bourbon du 9 juillet; 4° la réplique de Jean de Vienne, du 10 juillet, 5° les dupliques de Jean de Beaumarchais et de Guyot de Mesenc du 11 juillet, 6° la duplique de Raymond de Turenne, du 12 juillet. 7° une troisième lettre de Jean de Vienne, avec une troisième réponse de Raymond, des 22 et 23 juillet, 8° une lettre de Raymond à Gérard de Bourbon.

2. Cf. *Chronique des quatre premiers Valois*, p. 315.

3. Raymond de Turenne, dont je suis pas à peu le récit, a peut-être un groupe des événements séparés par un assez long intervalle. Bertrand Boyssot dans ses *Mémoires*, nous apprend, en effet, que le siège des Baux, après avoir dure assez longtemps, fut levé, puis repris, quand un « léger » fait par les gens d'Arles et de Tarascon, il n'eut eu lieu que les 12, 13 et 14 mai 1294 « la dernière édition des *Mémoires* de Boyssot, donnée en 1853, par le P. Fr. Ehrle dans le t. VII de l'*Archiv für Literatur- und Kirchengeschichte*, p. 245, 246).

4. Suite de son facium (Arch. nat., KK 1213° fol. 8 v°).

5. Le 1^{er} août 1293, assemblée à Avignon, la prometient 10.000 francs à qui tuera Raymond, ou le prendra mort ou vif. Arch. des Bouches-du-Rhône, B 49, fol. 36 v°. V les autres décisions de cette assemblée, qui se prolonge jusqu'au 26 août.

exces de ses précédentes campagnes. Franchissant même le dera et pus, il faisait pompeusement proclamer sur les remparts des Baux les noms de Ladislas de Durazzo et de Boniface IX, comme ceux du seul suzerain et du seul pape qu'il prétendit reconnaître désormais¹.

Cette manifestation fréquemment répétée exaspéra Clément VII. Tandis qu'il portait à 5.000 francs par mois l'aide de guerre prêté à la reine Marie², il fit entamer en cour d'église le procès de Raymond de Turenne et d'un grand nombre de ses capitaines. Une bulle fulminée le 15 décembre 1393 rappela les peines promulguées contre les envahisseurs des états du saint-siège, énuméra longuement les forfaits de Raymond, ce fils ingrat « qui crachait à la face de l'Église le lait sucé à son sein maternel, » lui enjoignit de restituer les terres usurpées, et le cita au prochain consistoire pour se voir condamné, avec ses complices, comme larrons, incendiaires, bandits et dévastateurs publics³.

Le pape ne put néanmoins, le 21 décembre, refuser à Boucicaut un sauf-conduit pour se rendre aux Baux avec 200 chevaux⁴. Je ne sais s'il soupçonnait la nature des « affaires » que le maréchal entendait y traiter. Mais, trois jours après, le mariage que le pape voyait d'un si mauvais œil fut célébré dans la chapelle des Baux, 24 décembre 1393⁵. Raymond reconduisit son gendre

1. Circonstance ignorée jusqu'ici, comme la plupart de celles que révèle la bulle du 15 décembre 1393.

2. Arch. du Vatican, *Introtus et exitus*, n° 370, fol. 161 v° (à la date du 13 octobre 1393). — Le même jour, paiement de 100 florins « thesaurario per dominam Mariam, reginam Sicilie, nuper facto pro guerra quam habet cum domino Raymundo de Turenne, milite, qui ante hunc antrum de Bacio, quem dominus noster Paps sibi tradi precepit cum aliis pecuniis pro facto guerra predicta » (*ibid.* fol. 160 v°, cf. *Introtus et exitus*, n° 371, fol. 228 r°).

3. Arch. nat., P 1831, n° 504. — Au sujet des profanations commises par les soldats de Raymond, v. le P. Boyer de Sainte-Marthe, *Histoire de l'église cathédrale de Saint-Paul-Trois-Châteaux* (Avignon, 1710, in-4°), p. 154.

4. Saf-conduit accordé à Édouard de Beaujeu en même temps qu'au maréchal (Arch. du Vatican, *Reg. Avinion. LXVIII Clementis VII*, fol. 145 v°). Clément VII, au même moment, leur envoyait sur le chemin de Lyon, deux officiers pour les entretenir des affaires de la guerre (*Introtus et exitus*, n° 361, fol. 208 r°). Il fit payer, le 21 décembre, 1 florin 18 sols à un messenger qui lui apportait des nouvelles de la troupe de Boucicaut (*ibid.*).

5. Arch. nat., R¹ 37, fol. 79 et sq. Baluze, *Histoire généalogique de la maison d'Anjou*, t. II, p. 211; Justel, *op. cit.*, Præf., p. 127, *Notice sur un manuscrit de*

jusqu'à Baix Boucicaut, au départ, le baisa sur la bouche, se repandit en offres de services, en protestations de reconnaissance : « Raymond lui avait fait un si grand honneur ! .. Il ne manquait pas, en cas de besoin, de courir au secours de son beau-père, dût-il pour cela résigner son office de maréchal de France. »

On comprendrait le ressentiment du pape si ces promesses avaient été tenues, et si le mariage de Boucicaut avec Antoinette de Turenne avait eu pour effet d'assurer à Raymond l'assistance du maréchal et la protection de la France. Mais le turbulent baron, dans toute cette affaire, paraît avoir joué plutôt un rôle de dupe. Sans attribuer à Boucicaut toutes les « tricheries, desloiautés et barateries » dont l'a, plus tard, accusé son beau-père, on peut reconnaître qu'il a trompé les espérances de Raymond. Celui-ci ne s'est-il pas vu presque aussitôt abandonné sur la côte de Vivarais, réduit à descendre le Rhône dans une simple barque, au risque de se noyer, escorté seulement de deux compagnons, et n'échappant que par miracle aux galères du pape ? N'a-t-il pas vainement attendu les renforts, les approvisionnements que Boucicaut lui avait promis ? Le château de Boulbon, qui appartenait au maréchal, devait, aux termes des dernières conventions, ouvrir ses portes à Raymond et même lui être complètement livré à partir du 1^{er} avril 1394 : or, le capitaine de cette place trouva d'excellentes raisons pour en différer la remise et, finalement, pour en rendre le séjour impossible à Raymond¹. D'autre part, les autorités françaises continuaient d'interdire aux gens de Raymond de Turenne le passage du Rhône². La

XIV^e siècle, les Heures du maréchal de Boucicaut, publiées (Paris, 1889, in-101.) pour la Société des Bibliophiles français (par M. de Villeneuve), p. 22-23. — *Fiſſum Histoſaire du maréchal de Boucicaut*, Paris, 1897, in-8°, p. 7). Papon (*op. cit.*, t. III, p. 290) et, récemment, M. de Villeneuve (*op. cit.*, p. 19, 23) ont représenté le mariage de Boucicaut sous les couleurs les plus romanesques. Rien ne prouve cependant que la « dame belle et gentissime » dont il est question dans le *Libre des fautes* doive être confondue avec Antoinette de Turenne.

1. Arch. nat., KK 1212°, fol. 31 à 33.

2. D. Ymbault, t. IX, p. 966, 970. — Le 16 avril 1394, paiement de 23 florins « Hectori de Caylaris, magistro portuum senescelle Bellicodren... pro expensis suis faciendis in executione commissionis sibi facta per dominum L. de Sacro Cesare marescallum Francie, se gestis armorum aut aliis provisionibus transseantibus regno ad Imperium, ad juvenes Raymundi de Turenna contra dominum nostrum Papam, per posticum Avinionensem aut alibi » (*Intitulua et exilus*, n° 371).

Chambre apostolique obtenait contre lui un défaut devant une commission présidée par le chancelier de France¹, et, qui pis est, les ducs, malgré leurs promesses formelles, oubliaient de faire réformer la sentence judiciaire qui le dépossessionnait des Baux². Tout ce que tenta en sa faveur le gouvernement royal fut de décréter, au mois de mai, le maintien de l'ancien traité, de commander la cessation des hostilités en Provence, et de confier aux ambassadeurs qui allaient débattre avec le pape la question du royaume d'Ardre le soin de négocier la pacification³.

En somme, rien n'était changé dans la situation du midi, si ce n'est que, voyant Raymond affaibli par le départ d'une partie de ses routiers, Marie de Bretagne et Clément VII voulaient cette fois en profiter pour lui porter les derniers coups. De là cette exigence de la reine de Sicile, qui refusa de se dessaisir d'aucune des places prises sur Raymond, à moins que celui-ci, de son côté, n'abandonnât les Baux, Roquemarone, Meyrargues, Châteauneuf-de-Mazene, tout ce qui lui restait en un mot, sur la rive gauche du Rhône⁴. Clément VII, non content de contribuer de ses deniers à la lutte sans merci que poursuivait la reine⁵, passa les

1. Le 5 octobre 1393, envoi du prêtre Teosencius Roger à Nîmes « pro facienda fieri executionem adjuvamentum contra dominum Raymundum de Turrena contra Regem Francie et ejus conciliarios et commissarios regis. » Le 10, il est fait mention du défaut obtenu par le camerlingue et par le pape (*Introduit et critica*, n° 270, fol. 158 r°, 161 v°, et fol. 159 r°, 161 r°, 162 r°). Déjà en mois de décembre 1392, on avait voulu confronter Raymond avec les envoyés du pape en présence du roi et du duc de Berry (*ibid.*, fol. 36 r°, 71 v°).

2. Arch. nat., KK 1212, fol. 73 v°.

3. Ils en occupèrent notamment le 23 mai (P. Darrieu, *Le royaume d'Ardre*, p. 69). Cf. deux bulles du 1^{er} juin et du 14 juillet, accordant à Raymond un semi-condoat pour se rendre des Baux à Boulbon, afin d'y conférer avec les ambassadeurs du roi (Arch. du Vatican, *Reg. Aragon. LXX Clementis VII*, fol. 19 v°, 26 v°), la première a été citée par M. Darrieu (p. 32).

4. Arch. nat., J 963, n° 5 (communication de M. H. Luculle), Bouticault et Guy de la Tremouille s'étaient entrepris inutilement pour faire la paix de Raymond avec la cour pontificale : « Et là vint Piquet, qui me apporta lettres dudit sire de la Tremouille et de maréchal, en quoi estoit contenu le traité de la paix d'entre le Pape et moy. Et apres plusieurs paroles, je alay dire que j'en ferois riens car je voye que ce n'estoit que ma deceuue, ne je le ferois. Ils vouloient que je leur baillasse et me desmission de mes chasteaux et les meisme en mains dudit sire de la Tremouille et du dit maréchal. » (KK 1213, fol. 29 v°).

5. Le 10 avril 1393, paiement de 4 000 florins à Georges de Melé, « march. de Provence » pro tradendis gentibus armatorum que sunt in Provincia. » Le 5 juin, paye-

derniers mois de sa vie à crever les ressources en vue de la défense du Comtat¹, à organiser une fois de plus le siège de Châteauneuf-de-Mazenc², et à lancer contre l'incommode baron les foudres de ses armes spirituelles. La bulle *in Terra Domini* de 1394 joint aux noms de Tomacelli Boniface IX, de Marguerite de Durazzo et des autres persécuteurs de l'Eglise ceux de Raymond de Turenne et de ses complices. Elle leur enlève le droit de tester, confisque leurs biens au profit des mazerains ou du fisc, défend de leur fournir soit des vivres, soit des armes, de leur adresser même la parole et met l'interdit sur les lieux de leur résidence (16 nov. 1394)³. Plus tard, de nouvelles bulles aggravent encore ces cen-

ment de 600 florins à un secrétaire de la reine Maria « in deductionem 1^{re} franchorum n^{ost}ri quos dominus noster Papa de pecuniis suis camere dicte regine et domini Karoli, principis Tarantule, pro expellendo inimicos de Provincia et Comitatu Venerabili tendi voluit » (Arch. du Vatican, *Introdus et exilus*, n° 371, fol. 267 r°).

1. V., dans le *Reg* 308 fol. 44 v°, 122 v°, 123 v°, 124 v°, 135 r°) des Archives du Vatican, une série de chartes du camerlingue chargeant le lieutenant du recteur du Comtat de procéder à la levée d'une taille de 2 200 florins d'or qu'a consentie le clergé du Comtat dans l'intérêt de la défense du pays (10 février 1394), lui ordonnant de contraindre les clercs récalcitrants (16 mai), et ordonnant de contraindre, en outre, le clergé du Comtat à contribuer aux frais d'une levée de fantassins qui avaient nos derniers secours des états « devant nos drapeaux vers les frontières » (13 mai); chargeant le sous-chambre d'Orange d'imposer un subside sur le clergé de la principauté, dans l'intérêt de la réclamation à Raymond de Turenne (même date); enjoignant enfin au prévôt de Carpentras de contraindre le clergé du Comtat au paiement d'une taille de 600 florins (13 juillet).

2. *Introdus et exilus*, n° 371 (aux dates du 1^{er} juillet et du 12 août 1394), fol. 248 r°, 249 r°, A. Lucroix, *op. cit.*, t. VI, p. 3 et sq., cf. t. II, p. 31, 32, 42. — Le pape ordonne, de plus, des poursuites contre ceux hommes ou femmes, qui fournissent ou veulent aux routiers des armes, des vêtements et des vivres, ou qui l'abandonnent ou dénoncent la présence de l'ennemi (bulle du 7 janvier 1395, *Reg* 307, fol. 1 r°). Il crée deux barques qui, montées par 40 hommes, doivent croiser sur le Rhône « ad custodiendum ne victualia portentur ad inimicos domini nostri Pope et regine hie die » 3 janvier 1395). Sur une des embarcations chargées de cette garde, il fait édifier un château de bois, *unum castellum fidei* (4 janvier); peu après (11 février), il ordonne l'armement d'une nouvelle barque « pro militibus fratribus per Rodanum apud Belinodrum ad impediendum ne gentes armorum transirent ad armis Ecclesie et Provincie; » 1^{er} juin (12 mars) il envoie un grand bateau à Orgon, « pro transferenda gentes armorum que venerunt super Comitatum Venerabilem » *Introdus et exilus* n° 411.

3. Arch. nat., P 1351, n° 696. — Je relève dans les comptes du pape le 21 décembre 1394 une dépense de 4 florins à sols employés à l'achat d'une grande peau de parchemin « pro processu facto contra dominum Raymundum de Turenna » des achats analogues ont été de même manière renouvelés le 11 janvier, le 4 février

sures. Raymond de Turenne et ses principaux lieutenants, les Gantonnet d'Abzac, les Guillaume Pot, les Tristan Roger, sont déclarés déchus de la dignité de chevalier, Raymond et ses hommes condamnés au célibat perpétuel; leurs descendants mâles privés du droit de tenir un fief ou de remplir un office public jusqu'à la deuxième génération; les sujets du pape encouragés à s'emparer de leur personne, en respectant toutefois leur vie et en évitant de les « mutiler¹. »

J'ai cru nécessaire de reconstituer la suite fort mal connue de ces désordres, de ces alertes, de ces lattes perpétuelles, pour bien faire comprendre ce qu'avait de lamentable la situation matérielle du Comtat-Venaissin et par suite, quel surcroît d'embarras de toute nature venant s'ajouter aux préoccupations journalières du pontife qui avait pensé trouver un pacifique asile sur la rive gauche du Rhône. Presque aussi mal partagé à cet égard que son rival de Rome, Clément VII fut ainsi empêché, nous dit-on, de pourvoir comme il l'aurait voulu au rétablissement de l'unité dans l'Église², et cette épreuve contribua même peut-être à abrégier ses jours³, moins encore cependant que le spectacle affligeant de la décomposition de son parti.

II

L'autorité d'un pape, à raison même de son caractère moral, a besoin, plus que toute autre, de s'appuyer sur des convictions et sur des sympathies. À ce double point de vue, il convient de se demander si la situation de Robert de Genève était toujours la même.

Une moitié à peu près de l'univers catholique croyait en sa

et la 14 août 1394 (Arch. du Vatican, *Intrados et exilus*, n° 311). Un religieux, le frère Bernard Fastier, est envoyé de côté et d'autre, particulièrement en France, pour publier ces prononcements (*ibid.*, fol. 367 v°, 369 v°).

1. Arch. nat., P 1351, n° 607. Suivant Pihon-Curti (*op. cit.*, t. IV, p. 358 et 361), un jugement rendu par Clément VII, en 1396, enleva la seigneurie des Baux à Raymond de Turenne et attribua à François de Baux, seigneur d'Aubagne.

2. *Vita prima Clementis VII*, c. 532.

3. Fr. Ehrle, *Neue Mittheilungen zur Geschichte Papst Clemens VII*, loc. cit. p. 213.

légitimité. Loin de faiblir la langue, la foi des clémentins s'était peut-être affermie sous l'empire de diverses circonstances.

Le silence, d'abord, qui avait succédé au bruit des controverses favorisait la quiétude de certaines consciences. La question de validité de l'élection d'Urban VI était comme épuisée. En France et en Espagne tout au moins, les docteurs, désespérant de rien ajouter aux arguments déjà produits, s'étaient mis d'un commun accord. On ne discutait plus ; partant on ne doutait plus.

Il est vrai que les auteurs du schisme disparaissaient les uns après les autres ; mais, jusque dans la tombe, ces témoins de la première heure semblaient rendre hommage à Robert de Genève. On pouvait lire, dans des copies multipliées et répandues par les soins de la cour d'Avignon, les professions de foi recueillies de la bouche des cardinaux de Saint-Eustache¹ de Bretagne², d'Arles³, de Viviers⁴, de Saint-Auge⁵ peu de jours avant leur mort ; ces déclarations, dont il est difficile de suspecter la sincérité, concluaient invariablement en faveur de Clément⁶. Le vénérable Anglie Grimoard, qui avait assisté de loin aux événements de 1378, s'exprimait de même dans son testament⁷. Il n'était pas jusqu'au cardinal de Milan, demeuré pourtant jusqu'à sa mort

1. 17 janvier 1381. — D'après le ms. latm 1681 de la Bibl. nat. le notaire qui avait dressé acte de cette profession de foi, s'étant par la suite tourné du côté d'Urban VI, avait falsifié le testament du cardinal de Saint-Eustache. Baluze, t. I, c. 3112. Le 9 avril 1381, un clerc reçut de la part de Clément VII à Borja « per scriptura XIII instrumentorum confectorum de et super confessione publica et fide in qua decessit bona memorie dominus cardinalis S. Eustachii super facto schismatis que scribi fecit de mandato domini nostri Pape et tradidit domino episcopo Vasionensi » (Arch. du Vatican, *Intritus et exitus*, n° 324 fol. 88 v°).

2. 23 février 1385 (Du Boulay, t. IV, p. 503).

3. 1288 (Baluze t. II, c. 1016).

4. 16 août 1390 (Du Boulay t. IV p. 571). — Une expédition notariée de cette déclaration fut faite, à Avignon, le 10 février 1391 (Arch. nat., L. 338 n° 21).

5. 22 juin 1396. — Le carton L 358 contient mention de trois ou quatre exemplaires de cette déclaration.

6. Cf. ce passage d'un mémoire rédigé à Avignon, en 1396 : « Et ita test fieri sunt in vita et postea aliquo in morte quando recipiebant sacramentum » (Fr. Lohr, *Neue Mittheilungen zur Geschichte Petrus von Luna*, p. 187).

7. Déclaration du 23 juin 1404 (Bibl. nat., ms. latm 9794 fol. 161 v°. *Thesaurus quoque ad istud non t. I c. II et Baluze, t. I, c. 1013). — Anglie Grimoard mourut le 16 avril » et obéit bien mots intrachés par lui » (la *Petit Thésaurus*, p. 412).*

dans une position équivoque¹, dont la voix d'outre-tombe ne se fit aussi entendre en faveur du pape d'Avignon². Quant au seul cardinal italien survivant du temps de Grégoire XI, Pierre Corsini, cardinal de Florence, il avait fini par se réunir à ses collègues d'Avignon³.

1 On a vu déjà (t. I, p. 321, 322) que Clément VII ne négigea rien pour persuader aux cardinaux italiens de se joindre à leurs collègues d'Avignon. Au mois d'octobre 1380, le bruit se répandit à Florence qu'il y avait réuni (d'après d'anciens *Pisani*, p. 421). Les deux cardinaux italiens s'étaient rendus à Nara et leurs collègues d'Albano, de Viviers, de Saint-Ange, de Saint-Eustache vinrent les y trouver (*Introductions et exiles*, n° 334, fol. 80 v°, 81 v°, cf. Baluze, t. I, c. 1068, t. II, c. 323-343). Ils reçurent, le 17 novembre 1380, des mains de Pierre Corsini et de Simon Bracciano le *Caes* dit des deux cardinaux italiens (Arch. du Vatican, *Instrumentum* LII, vol. XXIV, fol. 3 v° Bibl. du Vatican, ms. lat. Vatic. 3834, fol. 80 r°, L. Gayet, *op. cit.* t. II, p. just., p. 21). Le cardinal de Saint-Ange se trouvait encore à Nice le 2 février 1381. Dans l'intervalle le 11 janvier, Clément VII y envoya l'évêque de Grenoble et le maréchal de la cour de Rome qui furent chargés pendant vingt-trois jours. Le premier portait 1 000 florins de chambre aux deux cardinaux italiens plus 100 florins au frère du cardinal de Florence, Philippe Corsini (Arch. du Vatican, *Introductions et exiles*, n° 334, fol. 68 v°, 74 r°, 75 r°, 106 v°, 128 r°; n° 335, fol. 45 v°). Il eut, le 21 janvier, un entretien particulier avec Simon Bracciano, dans la chambre de cardinalat, au couvent des Frères-Prêcheurs, et dû avoir obtenu de lui cette déclaration : « Je vous salue » « Je vous salue in caritate » « quod ego cum dilectione procurare statim bonum et bonorum domini Clementis et dominus meus Florentinus et ego sumus concordis in fide cum aliis dominis de collegio, et vero semper eos, utique patres antiquos de magis reverentia habet » « Bibl. nat. ms. lat. 10721 fol. 206 v°. Le même évêque de Grenoble vint, vers le 13 mars, le voyage de Nice pour porter une nouvelle somme de 1 000 florins aux cardinaux italiens. Vers le mois de mai, c'est le cardinal d'Amiens qui fut envoyé vers eux et chargé d'insister « pro regressu quorum ad domum nostram » (*Introductions et exiles*, n° 334, fol. 64, r°, 100 v° p. 33 fol. 10 v°). Les Florentins, de leur côté qui n'avaient cessé d'entretenir de bons rapports avec le cardinal Corsini, cherchant, au même moment, à ménager un rapprochement entre ce cardinal et Urbain, (J. B. Guichard, *Epistola m. de Coluccio Salutati*, t. II, p. 480).

2. Nice, 16 août 1381 (Arch. du Vatican, *Instrumenta miscellanea ad ann. 1381-82*, Arch. nat., J 518, fol. 56 Bibl. nat., ms. lat. 14619, fol. 89 v°, Arch. de Vaucluse, B 64, Bibl. de Rouen, ms. 1335, fol. 11 r°, ms. 1337, fol. 15 v° De Bouslay, t. IV, p. 586). — Le cardinal de Saint-Ange devait se trouver à Nice à ce moment, l'évêque de Grenoble fut chargé, le 12 septembre, d'y porter 1 000 florins alloués aux deux cardinaux de Florence et de Vercel d'après promesses données antérieurement. Le 12 octobre suivant, 21 florins 12 sous sont payés, de la part de Clément VII, à magistre Antoine Savonignan de Médolano, notaire bono memorie domini cardinalis Mediolanensis, deducendi de labore suo pro mensualibus ministeriis que la clerecencia terre d'ibet envez des nouvelles pre de domini cardinalis » (*Introductions et exiles*, n° 334 fol. 128 v° 134 v°).

3. Avant le mois de mai 1380 cf. Baluze, t. I, c. 1067.

A ces témoignages unanimes de tous ceux qui semblaient devoir être le mieux instruits des droits de Clément VII, joignons des circonstances miraculeuses qui paraissent être autant d'indications données par Dieu lui-même : le Ciel ne se prononçait-il pas pour Clément VII, alors qu'il suscitait un saint dans son obéissance ?

Il s'agit du jeune Pierre de Luxembourg, dont l'autorité ne tarda pas à contrebalancer, aux yeux des clémentins, celle de Catherine de Sienne. Clément VII avait eu le bonheur de devenir la sainteté précoce de ce noble enfant. C'est, en effet, une bulle datée de Fondi, le 1^{er} novembre 1378 qui conféra au fils du comte de Ligny, alors âgé de neuf ans, un des canonicats du chapitre de Paris¹. Le même pape lui donna, plus tard, les archidiaconats de Dreux et de Bruxelles, le fit évêque de Metz, le 10 février 1381² et lui ouvrit avant l'heure les portes du sacré collège³. La cour d'Avignon fut témoin des rudes penitences de ce cardinal de seize ans. Il conserva jusqu'au terme de sa courte carrière une foi naïve en Clément VII⁴, et quand, après sa mort (2 juillet 1387, la renommée des miracles obtenus par son intercession se fut répandue au loin, Avignon, grâce à lui, devint un lieu de pèlerinage extraordinairement fréquenté.

Il n'était bruit que de guérisons subites, parfois de résurrections⁵. Je citerai seulement des faits ayant rapport à quelque

1. Arch. du Vatican, *Reg. Arceves. I Clementis VII*, fol. 74 v^o.

2. *Acta Sanctorum Julii*, t. I, p. 488, D. Calmet, *Preuves de l'histoire de Lorraine*, t. II, c. CLXXV, H. Demêle, *Charitularium Universitatis Parisiensis*, t. III, p. 399, note 3, Cf. Fr. Kummer, *Die Bischofsnachfolge in Deutschland*, p. 47 note 3. — Pierre lui conserva jusqu'à sa mort, qu'on ait dit (*Acta Sanctorum*, *ibid.*, p. 500, *Histoire de Metz*, t. II, p. 393), son archidiaconat de Dreux : c'est ce que semble prouver un arrêt, rendu au Parlement, le 10 mai 1386, condamnant à l'amende un certain Guyot de Montreuil qui avait déchiré une semence de la cour du cardinal-archidiacre et en avait fait avaler les morceaux et le sceau au nommé Perrot du Monstier (Arch. nat., XI^e 1473, fol. 94 v^o et 213 r^o).

3. Non pas en 1386, comme le pensait Baluze (t. I, c. 1320), mais dès le 15 avril 1384 (H. Demêle, *loc. cit.*). Toutefois il ne se rendit à la cour d'Avignon que le 4 juin 1386.

4. *Acta Sanctorum*, p. 500 607 etc.

5. *Acta Sanctorum*, p. 502 et sq. *Le Petit Thalamus*, p. 411. Froissart, t. XIII, p. 50. *Religieux de Saint-Denis*, t. I, p. 478. *Jouvenal des Ursins*, p. 174 etc. Cf. Baluze t. I, c. 1320. Philippe de Mézières, *Songe du Voeu pelerin* (Bibl. aut. ms.

personnage connu : l'extinction soudaine d'un incendie qui devrait le château où se trouvait alors la femme du chancelier de France¹, la délivrance d'Anne, duchesse de Bourbon², qui souffrait depuis quinze jours des douleurs de l'enfantement; la guérison d'un chambellan de Philippe le Hardi tombé malade à la suite d'un tournoi³; celle d'un panetier du duc de Bourbon frappé par la foudre; l'évasion enfin d'un pauvre laboureur torturé par les gens de Raymond de Turenne⁴. Il y eut dans tous les rangs de la société française comme un élan de gratitude auquel les princes ne furent pas les derniers à s'associer. Marie de Bretagne déposa une demande de canonisation (1^{er} février 1388)⁵, Charles VI, qui s'honorait de compter Pierre de Luxembourg au nombre de ses parents, en fit autant de son côté (20 mai 1389), ainsi que le chapitre et que l'Université de Paris. La demande du roi fut présentée au pape, en consistoire, par le cardinal Pierre d'Ailly (16 juin)⁶, et cette démarche fut suivie de l'institution d'une commission chargée de la vérification des miracles⁷. Au cours de la harangue qu'il prononça à cette occasion, Pierre d'Ailly insinua que la gloire du cardinal rejaillissait sur le souverain pontife et tendait à prouver la légitimité de Clément⁸.

Alors commença, sur le lieu même de la sépulture de Pierre de Luxembourg l'interrogatoire des témoins, parmi lesquels figuraient le duc de Bourbon, le sénéchal de Beaucaire et Enguerran

français 22342, fol. 108 r°), *Catalogus codicum hagiographicorum latinorum antiquorum recense X^{vi} qui conservantur in Bibliotheca nationali Parisiensis* t. II (Bruxelles, 1890, in-8°), p. 462.

1. *Acta Sanctorum*, p. 584.

2. *Ibid.* p. 579. — Il s'agit sans doute de la naissance d'une fille nommée Catherine qui mourut en bas âge.

3. *Ibid.*, p. 571. — Cet incident doit se rapporter aux joutes organisées à Paris en 1389, soit au lendemain de l'entrée d'Isabelle de Bavière, soit à l'occasion de la grossesse de la reine (Journel des Ursins, p. 379, 380).

4. *Acta Sanctorum*, p. 586-579.

5. *Journal de Jean le Fèvre*, p. 509.

6. *Acta Sanctorum*, p. 609, 610. — Ace voyage de Pierre d'Ailly doit se rapporter un article d'un compte de Mace Héron que je serais tenté de dater de 1389, et son de 1388, comme le propose P. Tschackert (*Peter van Ailly* p. 79, note 2).

7. Arch. du Vatican *Reg. Avinion* LIV Clementis VII *littere de indulgentiis et privilegiis*, quat. vii. *Acta Sanctorum*, p. 611, Du Boulay t. IV, p. 651-662. H. Denifle. *Canonicatum*, ..., t. III, n° 1551.

8. Du Boulay, t. IV, p. 66.

de Coucy. La chapelle de bois construite dans le cimetière des pauvres (c'est là qu'avait voulu être enterré le jeune cardinal) fut bientôt trop étroite pour contenir les ex-voto, les ornements ou objets d'art envoyés par les rois de France et d'Aragon, par la reine de Sicile, par le seigneur de Milan, par les comtes de Saint-Pol et de Valentinois, par le sire de Coucy¹. Clément VII affecta le produit des offrandes, de jour en jour plus abondantes, à l'érection d'une vaste église et à la fondation d'un monastère : telle fut l'origine du couvent des Célestins d'Avignon².

Clément VII, il est bon d'en faire la remarque, si intéressé qu'il fût à faire proclamer la sainteté du cardinal de Luxembourg, ne parut pas s'être départi, dans cette circonstance, de la prudence dont l'Eglise use d'ordinaire en pareil cas³. L'enquête ouverte par son ordre se poursuivait régulièrement, mais sans aboutir. Les collectes faites en vue de la fabrication d'une chaise d'argent destinée à contenir les restes du cardinal ne reçurent jamais son approbation : au contraire, il en dénonça les auteurs comme des faussaires et des escrocs⁴. La cause de canonisation fut, un moment, reprise sous Martin V, ensuite par le concile de Bale : mais ce n'est qu'au bout de cent quarante ans que le second Clément VII (Jules de Médicis, celui dont on ne conteste la

¹ *Acta Sanctorum*, p. 588. *Martyrologe des Célestins* (Musée Coislin, ms. 1753, fol. 10 v^o, et sq.), E. Moutz, *L'antipape Clément VII* (Revue archéologique, 2^e série, t. XI, 1888) p. 172.

² La première pierre en fut posée en 1593 (Arch. du Vatican, *Reg. Avenion. LX Clément VII, Littere de dispensa forma*, quat. XI, *Reg. Avenion. LXVIII*, fol. 626 v^o, L. Dubanel, *Les œuvres d'art du monastère des Célestins d'Avignon*, Lyon, 1888, in-8°, p. 4, 63). — M. Fourier de Barcourt, auteur d'une *Vie du bienheureux Pierre de Luxembourg* (Paris, 1891, in-16, p. 214), fait remonter par erreur, cette cérémonie jusqu'en 1593 (cf. Baluze, t. I, p. 1822).

³ Il donna un autre exemple de la même prudence à propos de la canonisation du pape Urbain V, qui avait été sollicitée par Charles VI, par la reine Jeanne — par le clergé de plusieurs provinces de France (Rinaldi, t. VII, p. 444; abbé J.-H. Albanel, *Abregé de la vie et des miracles du B. Urbain V*, Paris, 1872, in-12, p. 120-123; H. Heughebaert, dans *l'Archiv. für Literatur- und Archäengeschichte des Mittelalters*, t. IV, p. 349).

⁴ Les escrocs se servaient de fausses bulles promettant des indulgences à ceux qui contribueraient de leurs deniers à la fabrication de cette chaise. Dès le 28 mars 1480, Clément VII donna l'ordre d'arrêter les quêteurs, et le sergent d'armes Jean de Paris fut envoyé de divers côtés à cet effet (*Reg. Avenion. LX Littere de dispensa forma*, quat. II).

leg timite, plaça Pierre de Luxembourg au rang des bienheureux.

Pour avoir été d'abord tout spontané, ce culte n'en fut pas moins profitable à Clément. L'auteur de la plus ancienne *Vie* de Pierre de Luxembourg adjure les urbanistes de se rapprocher d'un pape dans l'entourage duquel éclatent de tels miracles¹, et l'un des biographes de Clément VII ajoute que la situation de ce pontife se trouva des lors grandement consolidée². Pierre de Luxembourg semblait être, comme autrefois saint Bernard ou saint Thomas de Cantorbéry, l'homme envoyé de Dieu pour éclairer les humbles³.

Une des circonstances qui firent le plus d'impression sur les contemporains, et qui servirent le mieux les intérêts de Clément VII, est une de celles auxquelles nous serions aujourd'hui le plus tentés de donner une explication naturelle. Robert Gervais⁴ et Philippe de Mezerics⁵ citent avec admiration le cas de Marie Robine, pauvre femme de Gasconne, que sa dévotion à Pierre de Luxembourg avait portée à venir chercher en Avignon la guérison de quelque affection probablement nerveuse. Le saisisse-

1. *Acta Sanctorum*, p. 496.

2. Baluze, t. I, c. 313.

3. Dans le discours prononcé, vers la fin de février 1396, à l'occasion du don de la pourpre à Martin de Salvo, évêque de Pampelune (v. plus haut, p. 216, note 4), je relève le passage suivant : « Sicut et multitudine tantum per merita et notabilia merita que sunt continet in loco ubi jacet corpus sancte memorie domini Petri cardinalis de Luxemburgo. Hic continuo crescit et fervet devotio fidelium. In quolibet enim magno exismate floruit aliquis sanctus, sicut Bernardus ten papa Innocentii II Thomas Cantuariensis tempore Alexandri III., et per eorum miracula illustratur populus ignarus qui non attingit nec capere subtilitates et apices juris. » (Arch. du Vatican, *Instrumenta miscellanea ad ann. 1396-97*.)

4. « Et nichilominus miracula facta, divina Providentia ordinante, ex fide B. Petri apostoli, per sanctissimum in Christo patrem et dom. num domnum Clementem VII eadem mulieri vocata Maria Robine, loci de Eismach, Auximacensis dyocesis que secundum cursum nature non poterat curari, hoc quidem mirum predicta protestantur ipsius domini Clementis VII predictum esse verum monachum universalis Ecclesie catholice... ita ut cum omni confidentia possumus domino Deo dicere verba Ricardi que ipse dicit in protogo sui primi libri de *Trieste* : « Dominus si error est, a te ipso decepti sumus! » (Bibl. nat., ms. latin 1467, fol. 52 v^o.) Le passage qui précède celui-ci est relatif aux miracles de Pierre de Luxembourg et a été en partie publié par Baluze (t. I, c. 313).

5. « La très simple en Dieu et très dévote et catholique creature Marie Robine, appelée des parties du Gasconne par relation et relation dudit benoist cardinal,

ment que lui causa la vue du souverain pontife se traduisit par des contractions musculaires du pied et de la main. La cure qui en fut, dit-on, la conséquence parut miraculeuse, et la part personnelle qu'y avait prise Clément VII accrut singulièrement la confiance qu'inspirait sa légitimité. À ce propos, l'auteur de la *Myrrha electa* répète la parole de Richard de Saint-Victor : « *Domine, si error est, a te ipso decepti sumus*¹. »

Le petit nombre et le peu d'importance des urbanistes dont la présence est signalée en France vers cette époque montrent, d'ailleurs, à quel point l'opinion publique y était favorable, en général, à la légitimité de Clément VII². L'apostasie du frère prêcheur aragonais Jean de Monzon s'explique trop bien par les mesures de rigueur auxquelles il s'était exposé en professant sa doctrine sur la conception de la Vierge³. Quant à l'archiprêtre Pierre Gascon⁴, aux chanoines Jean Donmartin⁵, Thomas Durand⁶ et Guillaume le Comte⁷, aux cures Durand Gillebert⁸, Pierre

son pié premierement tout sain et à grant daleur tortu en un moment, et, après, sa main saine et ouverte et en ung moment clome et restraicte, tenant la corde de la clochette, à la seule benediction du Pasteur Debonmayre [Clément V.], du poëte de la main la dicte Marie publiquement guerie, en sa double croizance confortée par doubles suer en son election... » (*Songe du Vail pelerin*, Bibl. nat., ms. français 2242, fol. 104 r°).

1. Au *De Tristate* lib. I, cap. II, et non dans le *Prologue* de cet ouvrage, comme le dit Robert Gervais.

2. Peu de français paraissent s'être rendus au jubilé de Rome en 1390 (*Religieux de Saint-Denis*, t. I, p. 413). V. cependant Murdo d'Ingham (*Il Donde Chartularium*...), t. III, p. 500).

3. Dans le traité intitulé *Informatorium*, Jean de Monzon explique que la doctrine hérétique à laquelle voulait le faire adhérer le cour d'Avignon lui a donné à réfléchir, qu'il s'est mis à étudier la question du schisme et a reconnu sans peine la légitimité d'Urbain (Bibl. nat. ms. latin 2466, p. 612). Plus tard dans son *Dialogus*, long traité qu'il achève le 14 août 1391, il prétend s'être converti, sur le conseil d'hommes sages, pour éviter la mort (*ibid.* p. 230).

4. Ce dignitaire du diocèse de Viviers fut déposé le 20 décembre 1383 (Arch. du Vatican, *Liber supplicationum Clementis VII antip. anni VI*, fol. 8 v°).

5. Lettres du 9 janvier 1384 chargeant l'évêque de Lombes de déposer, après enquête, ce chanoine de Levroux, au rms. du 3 septembre, écrites dans le même sens à l'archevêque de Bourges (Arch. du Vatican, *Reg. 22a*, fol. 3 r° et 17 r°).

6. Chanoine du Rouen, déposé le 1^{er} avril 1384 (*Liber supplicationum anni VI*, fol. 96 r°).

7. Chanoine de Sens, déposé comme urbaniste par Philippe de Savoisy, chambellan du roi (*Liber supplicationum*, anni IV pars II, fol. 90 v°).

8. Autrement dit de Gargrel, curé de Saint-Michel de Saisson (Aude); lettres du 29 juin 1380 mandant au prévôt de Toulouse de le déposer après enquête (*Reg. Avinion LV Clementis VII, Littera de decessu formæ*, quest. IV).

Gilles¹, Durand Lascumbas², aux prêtres ou chapelains Laure et le Fevre³, Jean l'Espicier⁴ et Jean Deschamps⁵, personnes d'origine obscures, disseminées à travers le Langue doc, le Berry, la Normandie, la Picardie ou l'Ile-de-France, ils ne forment à eux tous qu'une quantité négligeable⁶. Leur attachement au pape de Rome amenait tôt ou tard le pape d'Avignon à les priver de leurs bénéfices. C'est à peu près le seul châtiment qu'aient encouru, semble-t-il, les urbanistes français durant cette période. Le chartreux Guy du Jardin, que les urbanistes considéraient comme un des martyrs de leur cause, ne fut que la victime d'un accident fortuit⁷.

1. Curé de N.-D. de Tourneville (Manche), lettres du 7 avril 1390 mandant à l'abbé de Saint-Lô de le déposer après enquête (*Reg. Armon. LIX, lettre de diversis formis*, quat. vi).

2. Curé de Sainte-Croix de Provins; lettres du 8 décembre 1385 (*Reg. 297*, fol. 4 v°).

3. Prêtre du diocèse de Rouen, lettres du 21 octobre 1385 (*Reg. 294*, fol. 19 v°).

4. Chapelain de l'autel de Saint-Romain en l'église de Rouen et chapelain perpétuel en l'église Saint-Vulfran d'Abbeville; lettres du 13 septembre 1386 mandant aux officiers de Rouen et d'Amiens de le déposer après enquête (*Reg. 297*, fol. 113 v°-114 r°).

5. Chapelain perpétuel en l'église d'Amiens; lettres du 28 juin 1386 mandant à l'évêque d'Amiens de le déposer après enquête (*Reg. 307*, fol. 663 v°). Le frère mineur Henning de Warrigede, nommé évêque de Gap par Boniface IX, le 20 février 1391 (K. Kubel, *Die Pivincen der predicatorum*, p. 433), ne dut point occuper son siège.

6. En 1379, Clément VII avait éprouvé le besoin d'organiser des prédications spéciales en vue de la conversion des urbanistes dans les provinces de Rouen, de Sens et de Reims (v. notre tome I, p. 367). En 1386, ces prédications ne semblent plus avoir lieu que dans cette dernière province, et peut-être seulement dans la région flamande. La bulle adressée à ce sujet, le 14 juillet 1386 à Jean Hospitalier de Balis, religieux de l'ordre des Ermites de saint Augustin, « clerici et populi partium predicatorum precipuus melior », est d'ailleurs à peu près copiée sur celle que j'ai reproduite, qui avait été adressée, en 1379, à Gilles d'Orléans (*Reg. 295*, fol. 20 r°, citée par H. Denifle, *Chartularium*, t. III, p. 301). Cependant, des lettres du 28 juillet 1393 autorisent l'archevêque de Reims à se faire remplacer pour la visite des couvents de son diocèse, attendu ses nombreuses occupations, et aussi parce que « in nonnullis partibus ac confinis dicti Remensis diocesis scilicet jam pridem prope dolor » a Dei ecclesiarum universalium vigere solemus, et propterea tales non potuit ad prout partes excessus, » (*Reg. Armon. LXXIII*, fol. 132 r°). Il s'agit ici sans doute des parties du diocèse de Reims les plus voisines de la province de Trèves. — C'est évidemment par erreur que la *Gallia Christiana* (t. XI, p. 79; t. XIV, p. 608, et dans Pielin (*Histoire de l'église du Mans*, Paris, 1851-63, t. II, p. 33) attribuent à Urbain VI la translation de l'évêque Gombert de Baugéaux du siège du Mans à celui de Sens (1386).

7. Ayant quitté son couvent de Paris pour se rendre au chapitre convoqué à

Quatre religieuses du couvent de Berthaud¹, ayant conçu des doutes au sujet de la légitimité de Clément, refusèrent l'obéissance à leurs supérieurs : elles en furent quittes pour perdre leur voix au chapitre². Je ne puis signaler qu'un cas d'emprisonnement : encore faut-il avouer que la voyante albigeoise Constance de Rabastens fit tout pour attirer sur elle l'attention et lasser la patience des autorités ecclésiastiques.

Trois ans durant (1384-1386), cette femme se figura entendre des voix célestes prononcer la condamnation du pape et des cardinaux d'Avignon ou annoncer le triomphe définitif du pape de Rome, celui qu'elle appelait « l'homme juste. » Elle crut apercevoir en enfer trois cardinaux, et parmi eux Pierre de Barrière, dit le cardinal d'Autun : c'était celui que les démons persecutaient le plus. Clément VII lui apparut tantôt sous les traits d'un lépreux qui communiquant sa lepre aux gens de son entourage, tantôt sous ceux d'un navigateur qui s'abîmait dans les flots avec le vaisseau sur lequel il venait de s'embarquer, ou bien encore environné de fumées et de ténèbres, tandis qu'au dessus de sa tête un ange brandissait une épée nue sanguinolente. Le comte de Foix Gaston Phébus jouait dans ces visions le rôle d'un sauveur appelé à rétablir l'autorité d'Urbain, comme aussi à prendre sur Charles VI un ascendant heureux. Par contre, il n'était pas d'anathèmes que la voyante ne lançât contre les Armagnacs, traîtres au roi et vendus au démon. Telles sont les prétendues révélations que Constance ne se lassait pas de communiquer à son fils, religieux du couvent de la Daurade, à son confesseur, voire même à l'inquisiteur de Toulouse. Sans se faire illusion sur les suites probables de sa témérité elle allait bravement au-devant de l'épreuve, se croyant appelée à restaurer la foi. Longtemps elle paraît avoir vécu en paix, jouissant même dans la contrée d'une certaine considération. Mais un mot d'un témoin de ses hallucinations nous renseigne sur son sort : certains détails, dit-il, furent donnés par son

Bologna, il perdit son cheval dans les Vosges et demeura lui-même cinq jours et cinq nuits sous la neige : on lui amputa les deux pieds, et il vint à Strasbourg des charités que lui firent ses frères les Chartreux de l'obédience romaine.

¹ Hautes-Alpes : commune de Ventavon.

² C. Le Couteux, *Annales ordinis Cartusienis*, t. VI, p. 358, 448.

hils, quant ella so encarcerada. Rien ne permet, d'ailleurs, d'évaluer la durée de l'emprisonnement qui, s'il ne termina pas, interrompit du moins la mission de la voyante urbaniste de Rabastens.

Le nombre des hypocrites qui, par intérêt ou par peur, dissimulaient leurs doutes en affectant une soumission absolue à Clément VII l'emporte assurément sur celui des urbanistes victimes de leur franchise. Un curieux document conservé aux Archives de Loire-Inférieure nous permettra de placer dans ce groupe un puissant personnage. Le duc de Bretagne Jean de Montfort, au plus fort de sa lutte contre Charles V, avait cru devoir prendre à l'égard de Clément VII une attitude pleine de déférence. Il n'eut garde de la modifier après sa réconciliation avec la cour de France. Des légats clémentins, Gilles Bellemere¹ ou Thomas degli Ammanati, circulèrent librement dans le duché de Bretagne². Clément y disposa des bénéfices majeurs³, y imposa

1. Ces détails sont empruntés à un curieux mémoire en langue calcaïenne qu'on m'a obligamment communiqué, et qui doit être prochainement publié par M. Amédée Pages.

2. Arch. du Vatican, *Introitus et exilus*, n° 355, fol. 76 r° (à la date du 15 mars 1382).

3. Dès le 23 janvier 1383, Clément VII donne à son légat en Bretagne, Thomas degli Ammanati, archevêque de Naples, ordre de recevoir la démission du vieil évêque de Vannes (Baluze, t. II, c. 947). Des bulles du 20 juin suivant, dans lesquelles il est dit que ce légat se trouve déjà depuis longtemps en Bretagne « promagnis et ardus nostris et Romano Ecclesie negociis » lui confèrent de nouveaux pouvoirs, celui notamment de réformer les monastères et le privilège de faire porter devant lui la croix archiepiscopale, comme s'il visitait sa province de Naples (*Reg.* 294, fol. 157 v°). Le 3 août, il était à Laval (Baluze, t. II, c. 956). Au mois de juin de l'année suivante, il metait fin à la querelle violente qui avait éclaté entre Jean de Montfort et l'évêque de Saint-Malo (D. Morice, t. I, p. 385, 390, 392. *Actes*, t. II, c. 466 et sq.).

4. Lettres de Clément VII recommandant au duc les nouveaux évêques de Quimper (Arch. de Loire-Inférieure, E 49, *Gallia Christiana*, t. XIV, c. 884), de Tréguier (E 55 fol. 50 v°-57 r°, *Gallia*, c. 1127), de Rennes (*ibid.* c. 104, 158; cf. *introitus et exilus*, n° 360, 15 novembre 1385), de Leon (*Gallia*, c. 978; cf. *Reg.* 296, fol. 8 v°), de Saint-Malo (E 49, *Gallia*, c. 1003) et de Dol (E 49; *Gallia*, c. 1060), les abbés de Redon, de Sainte-Croix de Quimperle (E 49, 77. *Gallia*, c. 985 et *Index*, c. 216), de Saint-Gildas-au-Ron (E 49, *Gallia*, c. 819), etc. Bulle du 8 novembre 1380 nommant Anselme de Châteauneuf à l'évêché de Rennes et Robert du la Motte à l'évêché de Saint-Malo (Arch. du Vatican, *Reg. Armano* LVIII *Clementis VII*, *Littere de provisionibus prelatorum*, quat. 1). Bulle du 6 décembre 1382 ordonnant

des taxes¹, y leva les décimes². Le duc correspondait fréquemment avec lui³, lui adressa plus d'une fois des roles de suppliques⁴, reçut de sa main le droit de pourvoir à certains bénéfices ainsi que les dispenses nécessaires pour son troisième mariage⁵. En un mot, hors certains cas où ses intérêts se trou-

vaient en conflit avec ceux de l'Église, les évêques de Saint-Brieuc, de Quimper et de Tréguier du faire recevoir un certain Guillaume comme abbé de Landévennec, bien que les monnes aient procédé à l'élection d'Ivo de Poulmus annulant la réserve pontificale (*Reg.* 294, fol. 240 v°).

1. Antoine de Lantier, clerc de la Chambre apostolique, chargé de lever un subside sur le clergé des diocèses de Nantes et de Léon, versa, le 1^{er} juin 1347, 40 florins 20 sols, le 6 juin, 5161 florins 2 sols, et, le 12 septembre, 2128 florins (*Indultus et aridus*, n° 360, n° 359, fol. 26 v° et 53 v°). Bernard du Faou, trésorier de Yvonne, Pierre d'Orange, chanoine de Nantes, et Guillaume de Kœr, auditeur des causes du sacré Palais, sont chargés, le 16 août 1348, de verser à Paris les sommes dues à la Chambre apostolique dans le duché de Bretagne, ils reçoivent, soit à la même date, soit postérieurement (29 août 1349, 26 juillet 1351, 13 janvier 1351) la mission d'imposer divers subides sur le clergé du pays (*Reg.* 301, fol. 56 v°, 83 v°, 87 v°, 155 v°).

2. Le 1^{er} avril 1353, il impose une décime sur le duché de Bretagne pour une durée de huit années, le collecteur de Tours, Pierre de Saint-Rambert, est chargé, pendant les deux premières années, d'en opérer le recouvrement, les paiements doivent se faire en monnaie française (*Reg. Ardenon*, LXXVII, fol. 115 v°).

3. Envoi d'un chevalier en Bretagne, le 27 juin 1347 (il doit s'y rendre en toute hâte), d'un messager au duc le 31 janvier 1349, d'un courrier au duc et à la duchesse, pour affaires urgentes, le 18 juillet 1350 (*Indultus et aridus*, n° 362, fol. 121 v°, n° 365, fol. 87 v°, n° 370, fol. 135 v°).

4. Un anquet Clement VII répond le 29 avril 1382 (*Liber supplicatumum*, ann. IV pars 1, fol. 94 v°) au autre red v° au nom du duc par l'évêque de Yvonne et auquel le pape répond le 17 décembre 1381, *ibid.*, ann. VII pars 1, fol. 83 v°). J'ai noté enfin une supplique (solis) présentée par le duc en faveur de Guillaume le Moineau de la Haye en lais du diocèse de Rennes à laquelle Clement VII fait droit le 26 septembre 1389 (*ibid.*, ann. XI pars 1, fol. 149 v°).

5. Le 15 avril 1382, il charge les officiers de Tours, d'Angers et de Saint-Brieuc de pourvoir d'un des canonicats de cette dernière église la personne qui leur sera présentée par le duc (Arch. de Loire-Inférieure, E 49), et il donne aux abbés de Saint-Melaine de Rennes, de Fécamp et de Montecoronne l'ordre de pourvoir d'un canonicat de l'église de Saint-Malo la personne qui leur sera désignée par le duc, mais même qu'elle posséderait déjà plusieurs autres bénéfices (Arch. du Vatican, *Reg. Ardenon*, LXXI, fol. 316 v°). Vers le même temps, il permet au duc de disposer d'un des canonicats de Nantes (même registre). Le 6 novembre 1381, il réserve à la nomination du duc un certain nombre de bénéfices, et, le 11 février 1381, il déclare que ces nominations auront leur plein effet annulant toutes grâces expectatives octroyées à des laïques (*Reg. Ardenon*, LXXI, fol. 399 v°). C'est ainsi que M^r Guillaume de Kœr obtint par la nomination du duc, l'expectative d'un canonicat de l'église de Saint-Brieuc Hibi Barberini ms XXX 174, fol. 37 v°).

6. Avec Jeanne, fille de Charles le Mauvais, roi de Navarre (bulle du 15 août 1344, Arch. de Loire-Inférieure, E 37). Longtemps après la consommation du mariage et

vèrent en opposition directe avec ceux du roi de France¹, Jean de Montfort n'entretint avec Clément VII que d'excellents rapports².

À cet égard, méfions-nous des traditions courantes. Jean IV n'est pas du tout le prince notoirement sceptique dont Froissart a créé la légende, ce duc se renfermant dans une exacte neutralité donnant ouvertement tort au pape d'Avignon, refusant toute sanction aux bulles de Clément VII et répondant fermement aux oncles de Charles VI : « De ma conscience ne doit nulz par rai-
son jugier, fors Dieu, qui est souverain juge³. » Les plaintes que Charles VI eut devoir lui adresser, au mois de janvier 1392, ne portaient pas, ainsi que le suppose Froissart, sur l'insoumission de Jean de Montfort à l'égard de Clément, mais sur divers manquements envers le roi de France : le duc avait, par exemple, empêché Charles VI, soit de percevoir en Bretagne une demi-déme⁴ soit de disposer de certains bénéfices bretons. Tels

la naissance du premier enfant, d'autres bulles furent expédiées 3 octobre 1388 renouvelant les mêmes dispositions et autorisant, en outre, les époux à se choisir un confesseur qui pût les absoudre de tout péché et leur permettre, en cas de maladie, l'usage des aliments gras durant les jours d'abstinence (E 38, Arch. du Vatican, Reg. 349, fol. 21 v°, Bibl. Barberini, ms. 214, fol. 102 v°).

1. Par exemple dans l'affaire de Saint-Malo : une bulle du 4 juin 1384 émise à Charles VI la prétendue souveraineté du saint-siège sur la ville (D. Morice, t. I, p. 419, A. de la Borderie, *Le règne de Jean IV, duc de Bretagne, dans la Revue de Bretagne, de Vendée et d'Anjou*, juin 1873, p. 417). — En plaissant au sujet d'un canonien de Saint-Pol-de-Léon devant les auditeurs des causes du sacré Palais, Yves Langha et Olivier Basse avaient osé avancer que le duc de Bretagne était mis hors du royaume, et que le duc n'était sujet d'aucun prince ecclésiastique. Clément VII ne voulut pas qu'on pût l'accuser de tolérer à sa cour un pareil langage : par bulle du 23 mars 1394, il annula toute la procédure, ordonna la laceration des registres contenant ces articulations déclara les délinquants déchus de leurs prétentions au canonien ligueux et leur imposa un silence perpétuel (Arch. du Vatican, Reg. 307, fol. 1 v°).

2. On peut citer une bulle du 9 février 1386 ordonnant une enquête au sujet des emprisonnements dont Alain, évêque de Rennes (inconnu de la *Gallia Christiana*), Jean, évêque de Vannes, Thomas, doyen d'Angers et Albert de Baudement, chanoine du Mans se seraient rendus coupables sur les terres de Jean de Montfort (Arch. de Loire-Inférieure, E 55, fol. 17°).

3. Froissart, t. XIV, p. 351, 362, et, d'après lui, D. Lobineau t. I, p. 474, D. Morice, t. I, p. 408, etc.

4. V. cependant, dans la ms. 354 de la Bibl. de Sainte-Geneviève (fol. 18 v°), un état des levées de denrées faites pour le compte du roi en Bretagne.

sent les points sur lesquels il essaya de se justifier¹. Mais son attitude à l'égard du pape d'Avignon fut toujours très correcte pour lui attirer de la part de la cour de France aucune admonition².

Reste à savoir si cette attitude était d'accord avec ses sentiments. C'est ici le moment d'utiliser une pièce que Jean de Montfort ne destinait pas à la publicité : son secret semble d'ailleurs avoir été jusqu'ici bien gardé. Je parle d'un acte notarié que le duc de Bretagne fit dresser au château de Nantes le 30 mars 1381 en présence de trois conseillers intimes³. Cet acte contient la

1. Arch. nat., J 262, n° 76, D. Lobineau, t. I, p. 427, D. Morice, t. 3, p. 419.

2. Un certain Pierre nommé par Urbain VI évêque de Dol ne put sans doute jamais prendre possession de son siège. Ce n'est pas d'ailleurs, au roi de France comme on l'a cru (*Gallia Christiana*, t. XIV, c. 1059), mais au roi d'Angleterre qu'il avait été recommandé (Rymér, t. III, pars iii, p. 129). Quant à Jean Guilbert, évêque de Saint-David's, que Boniface IX envoya comme nonce, à cet Bretonnais et comenelle elice portus pro quibusdam magnis et nobilibus nostris et Romanis Ecclesie negotiis, » et qu'il recommanda par lettres du 20 avril 1381, au diocèse de la province de Tournai (Arch. du Vatican, Reg. 212 fol. 83 r°), nous ne pouvons qu'il ait accompli sa mission. Le même prélat fut, l'année suivante, un des négociateurs de la paix entre les rois d'Angleterre et de France (Rymér, t. III, pars iv, p. 77).

3. « In nomine Domini amen. Tenore presentis publici instrumenti potest videri ut quod, anno Domini M^o CCC^o octogesimo tertio, die penultima mensis martii indictionis septima, pontificatus sanctissimi in Christo patris ac domini nostri domini Clementis, divina providencia pape septimi, anno quinto, in mei notarii publici et testium infrascriptorum presencia personaliter constitutus, illustrissimus ac potens princeps dominus Johannes dux Bretonne comes Montfortis et Richemondie, dixit et proposuit ac etiam protestatus fuit quod, si [diceret], et in quantum contingeret ipsum dicere reverendissimo patri ac domino domino archiepiscopo Neapolitano, sedis apostolice aulario, auctoritate dicti domini pape sibi in legatione destinato, quod se determinaret pro dicto domino pape, vel diceret quod vellet in eum credere inquam in verum papam hoc faceret contra mortis et amissionis terrarum et hereditariorum suorum et ne inde delevius contingeret, nec ex eo et pro eo quod rex Francie superius dux, clericique et populus, tam nobiliores quam et magis meliores et parvi regni Francie et ducatus Britannie se determinarent pro dicto domino Clemente et ipsum crederent fore et esse verum papam et ob hoc dubitabat etiam dominus dux ut dicebat, ne contra ipsum in eum et contra populum notitiam et guerras sibi faciendo, in partem aliam contra vel favore ipsum contingeret. Preterea dixit idem dominus dux quod, si reverenter et ipsum dominum Clementem fore et esse verum papam, pro ipso gaudentes et laudantes se determinaret, et in se vel contrarium fore verum, videlicet quod non sciret utrum pro quoque pro quocumque re mundi se determinaret verbo aut facto pro ipso, sed potius contrarium faceret, quod quid contingeret evenire. — Et ob hoc quod perplexus erat, ut dicebat, nec sciret veritatem loci scismatis, videlicet quis erat et esset verus papa ipsorum dominorum, nec super papatum contendens cum re

singulière protestation qui suit : « Au cas où je viendrais à dire
 « au légat qui m'est envoyé par le pape (on attendait alors la
 « venue de Thomas degli Ammanati) que je me détermine pour
 « Clément VII et que j'entends l'accepter comme pape légitime,
 « je tiens à déclarer que la seule crainte de la mort pourrait me
 « faire parler ainsi, ou tout au moins la crainte de perdre mes
 « états. En effet, le roi de France, qui est mon suzerain, le
 « clergé, la noblesse, le peuple, grands et petits, tous se sont
 « déclarés, tant en France qu'en Bretagne, pour le pape d'Avi-
 « gnon et croient en sa légitimité. J'aurais lieu de redouter une
 « guerre civile, une insurrection de mes sujets, si il m'arrivait de
 « favoriser ouvertement le parti contraire. Si je savais positive-
 « ment que Clément fût le vrai pape, je me déclarerais très
 « volontiers pour lui. Si j'étais sûr, au contraire, qu'il ne

quod tot et tanta de allegacionibus et rationibus casualibus eorundem frequenter
 modiverat, et super hoc necesse habet nec spectabat ad ipsam decernere protestationes
 sunt idem dominus dum et dictum quod, tanquam verus et perfectus catholicus credebat
 in unum Deum verum et unicum et in unum sanctam catholicam Ecclesiam in unum-
 que et unum papam vicariumque Christi et successorem Petri in terris, et quod tota
 corde totaque viribus unum sanctum maluit. Hoc esse verum, defendere et verum
 proponebat, et quod, dum et quando contingeret per ipsam veritatem et curam
 de veritate facti hujusmodi cum ea, quae proinde debet rigore, bene determinaret et
 determinare proponit totaliter sine fictione per. Hoc quem sciet iam verum papam et
 consensum habebat ingressum, et in iam permittit veritas appellatione, et semper
 proponebat et corrigere, nota sibi veritate in conspectu et negotio hujusmodi, quoniam
 invenit se super hoc verum vel dubium iniquo non obtinens factis, dictis
 aut cogitatis, non faciendo, dicendo aut cogitando per ipsum modo quod hoc in falsi-
 rum. — Et ut ad protestationes dum et voluit habere pro receptis in qualibet
 parte dicendorum per ipsam rem ex parte ipsius ipsi legato et cuiusque alteri de
 et super quibus omnibus et singulis prefatus dominus dixit perit a me, notario pre-
 dicto, vbi fieri aliquo dari publicum sive publicum instrumentum sive instrumentum
 meum vel plura. — Acta fuerunt hec Nantes, in curia ipsius domini dantis de Turri
 nova sub anno, die mensis indictione et pontificatu predictis, presentibus ad hoc
 venerabilibus et circumsperto viro magistro Hervae de Kerouilly, in utroque jure
 licentiatum archidiacono de Desvrie, in ecclesia Redonensi, nec non publicis viris
 domino Silvestro de la Fontaine milite, et Mathaeo Ragnerelli allocato Redonensi,
 Canonico, Vicario, et Maclovio rhinocornu, testibus ad presentia vocatis spe-
 cialiter et rogatis. — Et ego Guillelmus de S. Andron Notarius diocesis publi-
 cus apostolicus et imperiali auctoritate notarius premissis exceptis testibus dum
 actuali presentibus, per dictum dominum dantem rem pro parte ipsius dantis hujus-
 usque et agerent[ur], non cum personis testibus per eum interfectis. Idem per
 dictum publicum instrumentum inde ex dictis meum meum propriis scriptis, et a bonis publi-
 cis formis testibus signum meum solito requisitum apposui et roga me a curia
 de Loire-la-Perrière, ff 55, fol. 110 v°, copie du xvi^e siècle.)

« fût qu'un intrus, je n'affecterais pour rien au monde, ni
 « en paroles ni en actes, de me soumettre à lui : je me range-
 « rais du parti opposé, quoi qu'il pût arriver. À vrai dire,
 « je suis perplexe, j'ignore au fond, ce qu'il en est. Tant d'al-
 « légations ont été produites de part et d'autre que mon esprit
 « ne sait plus discerner le vrai du faux. Comme tout bon catho-
 « lique, je crois en un seul Dieu, en une seule Eglise, en un seul
 « pape, vicaire unique de Jésus-Christ, et je favoriserai de toutes
 « mes forces l'union, mais j'attends d'être informé plus comple-
 « tement de la vérité pour prendre mon parti sans arrière-pensée.
 « Jusqu'à là je persiste à suspendre mon jugement, toujours prêt
 « d'ailleurs à m'amender, si tôt que j'aurai reconnu l'inanité de
 « mes doutes. Je fais ici cette réserve pour tout ce qu'il m'arri-
 « vera de dire ou de faire dire au légat ou à toute autre personne. »

Le doute mystérieusement mis par le duc de Bretagne est facile à comprendre et, certes, bien excusable. Ce qui l'est moins, c'est l'intention de parler et d'agir contrairement à ses sentiments véritables : d'autant que Jean de Montfort exagère sans doute le péril auquel il se fût exposé en gardant à l'égard des deux pontifes rivaux une stricte neutralité. Il n'a, d'ailleurs, pu croire ou se dire soumis à une contrainte violente pour avoir un prétexte de manquer à sa foi, et il paraît avoir érigé en système cette pratique commode des restrictions mentales, des protestations à huis clos. Dans trois autres circonstances au moins, il recourut à ce subterfuge : en 1380, à la veille du traité qu'il se disposait à conclure avec le roi de France¹; en 1388, quand il s'appretait à faire droit aux réclamations de Clisson², en 1392, enfin, quand il s'efforçait de désarmer par d'hypocrites promesses la colère de Charles VI³. Chaque fois, il alléguait la crainte de la mort pour s'autoriser à dire ce qu'il ne pensait pas.

La masse des fidèles fut étrangère à ces pratiques de dissimulation : le doute ne semble pas l'avoir profondément atteinte

¹ D. Morice, t. I, p. 316. *Preuves*, t. I, p. 231.

² D. Morice. *Preuves*, t. II, p. 213.

³ D. Le Bouteux, *Preuves*, p. 702. D. Morice, t. II, p. 410.

III

Si Clément VII, aux yeux de la plupart des Français, demeurerait le pape légitime, il ne laissait pas d'avoir singulièrement mauvaise dans l'opinion d'une partie du clergé. Cette disposition s'explique par diverses causes.

Clément VII, au début de son pontificat, avait reçu des cardinaux demeurés en Avignon le conseil d'annoncer des réformes fiscales : loin de vouloir accabler le clergé de nouvelles charges, il devait le dégrevor dans la mesure du possible¹. Soit qu'il eût, en effet, hasardé cette promesse soit que ses partisans l'eussent sous-entendue, les espérances que son avènement avait fait concevoir furent loin de se réaliser.

Tout d'abord, se conformant à une tradition que lui avaient léguée ses prédécesseurs, il laissa la royauté française puiser largement dans la bourse des clercs². On connaît mal le régime institué par Urban V des 1369. Les papes autorisaient, en principe, le roi à recevoir du clergé de son royaume un subs de ; ils fixaient la durée de cette concession, et stipulaient l'exemption de certaines catégories de clercs, quant à la nature et au chiffre de l'impôt, ils laissaient le soin de les déterminer ou plutôt de les débattre avec les intéressés, à deux ou trois prélats français, appelés « modérateurs. » Ainsi sous Urban V et sous Grégoire XI, les « modérateurs » conviaient avec le clergé de langue d'Oïl d'interpréter la concession des souverains pontifes de la manière suivante : dans toutes les provinces où les aides avaient cours, les clercs y contribueraient comme de simples laïques, partout ailleurs, ils payeraient au roi un dixième des revenus de leurs bénéfices³.

1. V. le p. ter que j'ai publié dans les *Mémoires de la Société de l'histoire de France*, p. 400.

2. On va voir cependant à quel point se trompe M. G. Kehrman (*Frankreichs innere Kirchenspolitik von der Wahl Clement VII und dem Beginn des grossen Schismas bis zum Pisaner Konzil und zur Wahl Alexanders V.* von 1390, in-8° p. 25), en affirmant que la royauté commença dès lors à frapper le clergé d'impôts sans en demander autorisation au pape.

3. Bulles du 9 janv. 1371, du 8 janvier 1372, du 13 octobre 1376, du 16 septembre et du 18 novembre 1372, du 1^{er} mai et du 5 septembre 1376, enfin du 18 sep-

La dernière concession faite par Grégoire XI expirait au mois de septembre 1378¹. Dès le 10 novembre, Clément VII la prolongea spontanément pour trois années nouvelles, dont la dernière devait finir au mois de novembre 1381². Avant cette échéance, il y eut une autre bulle, probablement semblable à toutes les précédentes. *Le Relapsur de Saint-Denis* cite, il est vrai, comme une nouveauté, une concession de décimes qu'aurait faite, à cette date, le pape d'Avignon et qui, dans la pensée du chroniqueur, est le prix du dévouement que déployèrent alors les princes en faveur du saint-siège³. En réalité, il n'y avait là que la continuation d'un ancien état de choses : j'en ai la preuve sous les yeux. Le pape avait renouvelé sa concession de subside dans les mêmes termes vagues; il s'en était remis, comme d'habitude,

septembre 1377 Arch. nat. L. 313 n° 3 9. 27 L. 216 n° 23. 34. 37. 40. 45 à 45^{me}. Cf. M. Fourn, *Étude sur les relations politiques du pape Urbain V avec les rois de France Jean II et Charles V* p. 78. 164, L. Delisle, *Mandements de Charles V* n° 701.

1. Boniface IX suppose plus tard que, si Charles V avait perché pour Clément VII, c'est en partie parce qu'il espérait pouvoir opposer au saint-siège une bulle de prescription quand il aurait pu durant six années des « décimes » du royaume (encyclique du 1^{er} mars 1391, L. d'Achery, *Spartegium*, t. I, p. 767).

2. J'ai publié cette bulle, en 1887, dans l'*Annuaire-Bulletin de la Société de l'Histoire de France* t. XXIV, p. 256. Cf. notre tome I, p. 110. — On se trouvait encore sous le régime de cette bulle le 28 août 1382, quand se produisit, parmi les conseillers clercs du parlement de Paris, une opposition dont la preuve est donnée par l'extract suivant des registres du conseil : « Pour ce que plusieurs de messieurs de Parlement clercs avoient esté admonesté de payer la taille, etc., et lesdits seigneurs ne voulsissent ayder à leur descharge d'une lettre du roy nostre sire, ce jour de mercredi furent lées en Parlement les dictes lettres et li estut l'aveuque de Paris, excecuteur de la bulle du pape avec M^{re} le chancelier Et yreles leurs seoit evroque suspendre les dictes mandementz d'aqu'il plussent manditer aignour le Chancelier » (Arch. nat. L. 1471 fo. 219 v^o). En 1666, dans un acte du 18 mai 1380 il est question de l'aide octroyée au roi « pour la fin de ses guerres » par le « serg^{te} du diocèse de Rouen, aide ayant cours du 1^{er} mars 1381 au 1^{er} mars 1382 (H. de Lestrange, *Inventaire et vente des biens meubles de Guillelme de Lestrange, archevêque de Rouen*, Paris 1890, in-8°, p. 125).

3. T. I, p. 30. Cf. au verso des Versins, p. 354. — Dupuy (*Commentaire sur le traité des libertés de l'Église gallicane* de M^{re} Pierre Pithou, Paris, 1652, in-fol., p. 36) rapporte par inadvertance à l'année 1381 un passage de la chronique du *Relapsur de Saint-Denis* qui se réfère à des événements de l'année 1382 : ainsi croit-il que l'Université s'opposa, en 1381, à une lettre faite par le pape sur le clergé du royaume et obtint de Charles VI l'assignement du collecteur. Cette erreur a été reproduite en ces de nos jours (E. Aubert, *Le parlement de Paris, sa compétence, ses attributions*, Paris, 1890, in-8°, p. 228).

du soin de déterminer la nature de l'impôt à des « modérateurs », « parmi lesquels continuait de figurer l'évêque de Paris¹ : le clergé

[illegible]

de Langue d'Oïl se reunit, au mois de septembre, à Paris ou à Saint-Denis, pour s'entendre à ce sujet avec les commissaires, et, sans doute, il admit comme précédemment, le principe d'une taxe personnelle équivalant à un dixième, ce qui veut dire peut-être à un vingtième du revenu des bénéfices¹. Ensuite se tinrent, suivant l'usage, diverses assemblées provinciales, une entre autres, à Noyon pour la province de Reims, et la répartition incombait, comme d'habitude, aux autorités diocésaines. Si cependant cette levée souleva de plus nombreuses et de plus bruyantes protestations qu'aucune de celles qui l'avaient précédée², j'en entrevois diverses causes : c'est d'abord, ainsi qu'on le montrera bientôt, que le pape levait concurremment une autre taxe à son profit ; c'est aussi que les princes, cette fois, firent lever l'impôt et exercer des contraintes contre les ecclésiastiques par des officiers royaux³, ce qui était contraire aux termes des bulles d'Urban V et de Grégoire XI, et même à ceux de la première bulle de Clément VII ; c'est enfin qu'ils prétendirent faire contribuer même des ecclésiastiques exempts, notamment les universitaires. L'Université de Paris suspendit ses leçons en 1382, pour ne les reprendre, au mois d'octobre, qu'après avoir obtenu de Charles VI de nouvelles lettres confirmant sous restriction ses privilèges. Il est vrai que l'évêque de Paris, un des modérés, n'eut pas d'excommunier certains suppléants qui refusaient le paiement de la taxe, et, au mois de décembre,

1. On lit, en effet, dans la *Chronographie regum Francorum* (éd. Kervyn de Lettenhove, t. II, p. 451) : « Inbus illis factis sunt in villa S. Dionisi plures clerici compingentes ex parte Pape, qui ab eis plures pecunias petebat ad modum regis. Et tunc prout tunc fecerunt unde multe summe pecuniarum sunt collecte. » D'autre part, je relève dans les registres de Clément VII à la date du 23 août 1381 l'important passage suivant : « Fuerunt soluti Anthoino de Ponte, campsoi Apostolice Camere, qui in dictis Anthoinis adverat die mense augusti videlicet de X^o, Rogerius, equitator regis Francie, tunc de Reims et Hanequino de Golsperl, cursarii bas domini nostri, missis cum litteris clausis ad prelatos regni France ut coram eis essent Parisius, etc. » LXXVII. *Baron. Gallie III* soluti. » Arch. du Vatican. *Inventus et exant.* n° 35 fol. 123 v°.

2. V. plus loin, p. 382.

3. *Chronographia regum Francorum* loc. cit.

4. *Religion de Saint-Denis*, t. I, p. 30. — Juvénal des Ursins (p. 315) reproduit ce passage, auquel il joint la phrase suivante qu'il tire de son texte : « Et tels benefices y estoient levés pour le diocèse plus que les benefices ne valent. »

l'Université en, encore lieu de protester contre cette violation de ses droits¹.

J'ignore pour combien de temps le clergé de Langue d'Oïl avait, en dernier lieu, octroyé ce subside. Mais, après que toutes les aides, quelque temps supprimées au début du règne de Charles VI, eurent été rétablies, j'ai lieu de croire que le versement d'un dixième ou d'un vingtième du revenu fit place, pour les clercs, ou du moins pour la plupart d'entre eux, à la contribution aux aides. C'est ainsi que des bulles, renouvelées tous les deux ou trois ans, obligent perpétuellement les clercs de la Langue d'Oïl, à partir de 1382, et ceux de la Langue d'Oc, à partir de 1384, à contribuer aux taxes levées par le gouvernement sur le sel, sur le blé, sur le vin et sur les autres marchandises. Les ecclésiastiques sont assujettis entièrement aux loques quant au pavement du sol pour livre de toutes marchandises; mais en Langue d'Oïl et, jusqu'en 1387, en Langue d'Oc, ils ne versent que 20 francs, au lieu de 40, pour la vente de chaque muid de sel, et, au lieu d'un quart, ils ne payent au fisc qu'un huitième du prix du vin qu'ils vendent en détail².

1 H. Denifle *Archivum Chantabari* t. I p. 613, 627, 637, 639 et p. 654, 655.

2 Bulles du 26 avril (Arch. du Vatican, Reg. 201, fol. 37 v^o du 2^e ms) (Reg. Avinion, t. II, De indultis, privilegiis, quat. vii Reg. Avinion, LX, De dispensationibus, quat. v) et du 25 août 1380 (Reg. Avinion, LVIII, Littera de curia) du 16 mars (Reg. Avinion, LXI^o, fol. 308 r^o) et du 17 avril 1392 (Reg. Avinion, LXVI, fol. 46 v^o), du 9 mars (Reg. Avinion, LXIX, fol. 331 v^o) et du 17 avril 1393 (Reg. Avinion, LXXIII, fol. 139 v^o). Il résulte de ces bulles, et notamment de la dernière, qu'une première autorisation avait été donnée pour deux ans en 1382, une seconde une troisième, une quatrième et une cinquième, pour trois ans chacune, en 1389, en 1387 et 2^e ms 1394 et le 9 mars 1393. Outre ces bulles qui visent d'une manière générale la contribution aux aides du royaume, il y avait une série de bulles par lesquelles le roi a fait contribuer aux aides le clergé de la Langue d'Oc. À cette seconde série appartient une bulle du 27 mars 1390 (Reg. 351, fol. 28 v^o et Reg. Avinion, LXIII, De indultis, privilegiis, quat. iii, et Reg. Avinion, LXI^o, De privilegiis, indultis, quat. iv) et une autre du 16 mars 1397 (Bibl. nat. ms. Bont. 103, p. 13) ou voit par cette dernière que les autorisations, en ce qui concerne la Langue d'Oc, furent données une première fois en 1384 pour trois ans, une seconde fois en 1387, également pour trois ans (et une dernière du concile provincial de Saint-Thierry au mois de juillet 1389 (Labbé-Mais. t. XXVI, p. 754) une troisième fois en 1390 pour deux ans, enfin en 1392 pour trois nouvelles années. En ce qui concerne les diocèses de Poitiers, de Saint-Léon d'Angoulême, de Melun et de Evreux, j'ai cité plus haut (p. 210) une bulle du 1^{er} octobre 1391. Charles VI permit aussi les

A côté de ces aides royales, il y avait les aides ordinaires ou extraordinaires levées au profit de tel ou tel prince dans ses domaines ou ses terres d'apanage, puis les taxes d'intérêt local établies pour couvrir des frais de guerre ou des dépenses de fortifications, toutes charges dont le pape entendait que le clergé prît sa part. Nombre de fois, Clément VII intervint dans les querelles du clergé avec les seigneurs ou les villes — presque toujours ce fut pour contraindre les ecclésiastiques à financer¹. C'est par

difficultés que soulevèrent les gens d'Eglise à propos du paiement des aides, vint, avec l'assentiment des commissaires du pape, adjoindre dans chaque diocèse un clerc aux élus des aides, en le chargeant de statuer, d'accord avec ceux-ci, sur les contestations qui s'élevaient entre les ecclésiastiques et les fermiers des aides. C'est ainsi que, le 15 août 1363, il adjoint aux élus du diocèse d'Avranches le chanoine Nicolas Blondou, qui reçut, en outre, un mandat des commissaires du pape, et lui assigna des gages annuels de 100 livres tournois (Arch. nat., K 137, n° 28). — Au sujet de la contribution des ecclésiastiques aux aides dans le royaume de France, on peut lire le passage suivant que j'emprunte d'un mémoire inédit de Gilles Bellemere : « Ut videtur quod istud negotium non est novum, sed oriendum quod dominus Urbanus papa quatuor com ita per regem Francie, patrem hujus regis, ab ipso Urbano petierunt ipse et chancerym et quendam archiepiscopum regi Francie in Lingua gallica istud negotium cum potestate predicta ipso regi mortuante apostolice concedendi. Qui predicti humiliter ad certum tempus concesserunt, ut tamen quod per gentes archiepiscopum et non curantibus regi levaretur et de facti de facto reuli executioni demandatum. Et datum per Gregorium XI et Clementem VII et usque ad Benedictum XII fuerunt similes concessiones regi facto et continue propter quod gentes regi dicebant, tempore domini Benedicti, quod regis Francie predicti possederunt per XXVII annos et ultra » (Bibl. du Vatican, ms. lat. Vati. 3894, fol. 11 r°). — Il est à remarquer que, vers cette époque Honoré Bonet se demandait, dans *l'Arbre des batailles* (éd. Nys, p. 163), « se gens d'Eglise doivent payer tailles ou impositions pour servir à la guerre, » et qu'il répondait la question par la négative.

1. Bulle du 18 octobre 1379 adressant l'abbé de Saint André de Vienne, le prieur d'Oula et un chanoine de Grenoble à examiner s'il ne conviendrait pas, vu les difficultés du temps, de faire contribuer le clergé dauphinois aux dépenses de fortifications (Arch. de l'écluse, B 3772). Bulle du 24 octobre 1381 décidant que le clergé de Toulouse qui refuse obstinément de concourir à la défense de la ville, sera invité fournir quelque aide à la municipalité (Reg. Anconen. XXV, fol. 291 v°). Une taxe fut imposée par le pape sur le clergé des provinces de Bourges, de Narbonne, de Toulouse et de Bordeaux pour les frais de l'armement des compagnies, chartre du vicair général de Jean de Cardailhac datée de Toulouse, le 6 mars 1387. *Instrumenta miscellanea ad ann. 1386-87*, et Mabul, *Cartulaire et archives des communes de l'ancien diocèse de Carcassonne*, t. V, Paris, 1887 in-4°, p. 456). Au mois de décembre 1389, Pierre « Herreru » est commissaire député « ad exaudum et recipiendum pecuniam clerici pro evacuacione Anglicorum Lingue Occitane » (*Instituta et exten.*, n° 206, fol. 72 r°). Bulle du 10 janvier 1391 chargeant deux commissaires, à la

cette complaisance à l'égard des laïques qu'il mérita d'être traité de « serviteur des serviteurs de la maison de France ; » et un auteur contemporain put dire, non sans beaucoup d'exagération, que chacun des représentants du pouvoir séculier était plus pape que le pape lui-même¹.

Cependant, si le pape s'en était tenu là, ou plutôt si les princes et Charles VI lui-même s'étaient contentés de ces subides et de ces contributions, le clergé n'aurait pu reprocher à Clément VII que d'avoir suivi à peu de chose près les errements de ses prédécesseurs. Mais à deux reprises, le 10 juillet 1385², puis le 18 juillet 1390, Clément VII concéda au roi, sur sa demande, outre les avantages ci-dessus mentionnés, le droit de percevoir pendant un an une demi-décime sur tous les clercs du royaume³. La décime

demandée du roi, d'imposition certaine réunie sur le clergé de Languedoc « pro exactionibus Anglicorum » (Reg. 301, fol. 89 r^o). En ce qui concerne le clergé de Valentinois et celui de Provence : une bulle du 13 février 1390 (Reg. Ardenas. LIX. *Littere de diversis formis*, quot. 11) et une autre du 31 août 1393 (Reg. Ardenas. LXVIII, fol. 125 v^o). Je finis de plus dans un registre des délibérations du conseil du Manouque, à la date du 2 mars 1390 : « Retulerunt supradicti nobiles et domini Raymondus Comiti et Raymondus Gasqui venison de Ardenas Item optimus militum habitans hanc terra e domini Camerario domini nostri Pape dirigendam domini officium Nistrarum qui habet complere clericos et alias gratias ecclesiasticas ville Manosce ad contribuendum cum aliis super reparacione et fortificacione ville Manosce et custodia ipsius loci tempore guerre... » (Arch. de Manouque). On pourrait sans peine multiplier les exemples de ce genre. Dans le Comtal-Venaisien, les seigneurs locaux devaient contribuer aux dépenses des fortifications jusqu'à concurrence de la vingt-deuxième partie des revenus de leurs patrimoines et de la vingt-cinquième partie des revenus de leurs bénéfices (Arch. de Camillon, CC.1 n^o 3. 6).

1. *De curijs et Ecclesijs ital.* cap. 1141. Cf. Thierry de Viem, *De France* p. 177.

2. Arch. du Vatican. Reg. 2^{to}, fol. 129 v^o et *Ordonnances*, t. VII p. 760, et H. Denifle *Chartularium Universitatis Parisiensis*, t. III p. 423. — D'après un 1784, il semble que Charles VI ait perçu une sorte de décime sur les bénéficiers normands (inventaire sommaire des Archives départementales de Seine-Inférieure, t. 3698 v, de Remouvaux. *Cartulaire de Saint-Michel au Tréport* p. 367), mais ils étaient sans doute par là même dispensés de la contribution aux aides.

3. La demi-décime peut être perçue durant un an à partir du 18 juillet. Les évêques de Meaux, de Paris et de Noyon sont excommuniés de la bulle. Le seul d'entre eux qui stipule par le pape au profit du clergé à trois sous par an « à l'usage de la messe, et que des clercs font transporter pour leurs besoins, ou qu'ils alienent mais non dans un intérêt commercial. » Et insuper volumus quod quicumque exactiones super decimis et gabellis, quæ ad quascunque personas ecclesiasticas clericali auctoritate de quibuscunque rebus ipsarum quas non negociationis ratione qualibet grande exactione, de ferri fuerint in predicto regno, essent, nec ab eis directæ vel indirecte nec ab exemplaribus eorum ipsarum sub pena excommunicationis quam contravenientes in-

avait été réduite par Urbain V au vingtième du revenu des bénéfices ecclésiastiques : c'est donc le quartième de ce revenu que le roi se fit remettre, par deux fois, pour les frais de ses guerres. Ainsi, le revenu de l'archevêché de Tours ayant été évalué anciennement à 3 000 livres, Charles VI toucha de l'archevêque aux deux termes de la Toussaint 1390 et de Pâques 1391, en tout 75 livres : tous ces détails nous sont fournis par un état de recouvrement, heureusement conservé à la Bibliothèque de Sainte-Geneviève ¹.

Notes que quand les décimes n'étaient pas abandonnées au roi elles ne l'étaient pas non plus au profit du saint-vierge, cela

curant ipso facto proinde contra tales infirmos uno robore durioris, et etiam sub penis temporariis per te imponendis, aliquid exigatur quodque etiam la conductaribus seu locatoriis impositionum et gabellarum hujusmodi tantum de precibus quod hujusmodi conductores seu locatores tibi solvendi erant detrahant et defalcant quantum a personis ecclesiasticis exigere solentur alioquin predicta concessa nullius et roboris vel momenti » (Arch. du Vatican, *Instrumenta marchales ad ann. 1390-91* et *Reg. 301*, fol. 59 v^o; cf. une bulle du 17 mars 1391 stipulant, comme d'habitude l'exemption des officiers et commentaux du pape, *Reg. Arvensis*, LVI fol. 64 r^o). — Le mandement suivant, adressé par Charles VI aux gens des Comptes, le 17 janvier 1391, donne au sujet de la levée et de l'emploi de cette demi-décime les renseignements les plus précis, à Camus H. S. P. : La Pape nous ait nagueres par ses lettres et pour les causes qui continna y sont, octroyé un denier dixme pour sur les gens d'égier de nostre royaume estre pris et cueilli et ayons ordonné que tout l'argent que en y fera et sera levé en nostre pays de Langue d'Oylloient par les receveurs particuliers sur ce commun apporté en nostre ville de Paris, savoir la somme que nous, contents du nous, loyauté, diligence et experience de nostre ami Michiel du Subien nostre receveur sur la fait des aides de la guerre la ville, vicomte et diocèse de Paris, veullovatons nonobstant son dit office, ordene et remane sur ce, et par la teneur de ces presentes ordonnons et commettons, et luy donnons pouvoir et mandement especial de prendre et recevoir tous les deniers d'ordonnés d'iceux receveurs particuliers, parmi leur ou baillant ses lettres de reconnaissance seulement, d'iceux deniers faire venir ens et apporter pardevers luy en nostredite ville de Paris, d'iceux receveurs et tous autres dont mestier sera contraindre ou faire contraindre à ce si besoing est, de l'aider, ordener et payer des deniers devant du tous salaires, fraiz, missions et despens necessaires pour ce fait ou ses dependances, et le residu desdits deniers bailler et distribuer par l'ordonnance de nostre Chancener et du sire de Navant, nostre conseiller et mestre de nostre hostel, ou de l'un d'eux, au tresorier ou tresoriers de nos guerres, pour estre employé et converti au payement de nostre conseil et chambellan Lays de Senecour, marchal de France et des gens d'armes de sa retenue, ainsi que ordene l'ordon. » (Arch. nat., P¹ 796, fol. 771 r^o). — Cf. le *Catalogue de la collection d'ordonnances*, t. I, p. 9.

Mss 345, fol. 33 r^o

du moins à partir de 1382¹. C'est ce qui résu le notamment d'une bulle ne prononcée devant le Parlement au nom d'un collecteur apostolique de la province de Reims : « Le collecteur du que, » environ l'an III^m et II advise fu par le pape et les cardinaux » que pour l'an III^m et II un diezme fu mis sus, et que un » chacun d'Eglise en payeront, non obstant privileges, us et » coustumes. Et le poyoit faire Nostre saint Pere : car, selonc » aucun escripte, en ce faisant il demande le sien, et, consileré » que ne le demandast pas comme sien, considéré l'estat de » l'Eglise, qui avoit lors et a, de present bien à faire d'argent, » si poyoit encor demander le pape le diezme » Cette levée devait permettre au pape de subvenir aux frais de l'expédition de Louis I^{er} d'Anjou en Italie ; aussi la royauté prêtait-elle volontiers son concours aux efforts de Clément ; elle alla jusqu'à prescrire la saisie immédiate des biens de quiconque tarderait à s'acquitter envers le souverain pontife².

Clément continua de percevoir la dîme durant les années suivantes³ : j'en ai la preuve positive pour l'année 1383⁴, puis

1. C'est sans doute en vue du paiement d'une nouvelle dîme que Clément VII convoqua le clergé de France au commencement de l'année 1382. Cette réunion eût d'abord eu lieu au 2 mars, fut retardée jusqu'au 25 pour que le camerlingus pût y rendre (*Journal de Jean le Beau*, t. I, p. 1^{re}).

2. Arch. nat., X - 1472 fol. 1^{re} r^o.

3. Je ne citerai pas seulement le *Receveur de Saint-Denis* (t. I, p. 206, 400) qui semble dire que Clément VII perçut continuellement les dîmes durant les huit premières années de son pontificat. Mais le 28 juin 1383, l'abbé de Cluny recut quittance d'un tiers des 300 francs d'or qu'il devait à la Chambre apostolique à raison d'une dîme entière (Bibl. nat., collection Baluze, *Decrets*, XLVIII, n^o 409). Enfin la bulle déjà citée du 30 juillet 1383 (v. plus haut p. 281) prouve qu'avant la concession faite à Charles VI, les dîmes avaient été levées durant plusieurs années au profit du saint-siège : « Dudum quidem, attendentes quod ecclesia romana, maxime propter aciem, multiplicitatem oppressionibus gravabitur, cunctis sumis, licet inviti, implerent auxilia subditorum, ac deliberaciones super his prehabita diligenti, decimum omnium reddituum et proventuum ecclesiasticorum in regno tuo consistentium usque ad certum tempus apertum tunc expressum extitit in antea computandum medietatem videlicet in Nativitate B. Johannis Baptiste, et aliam medietatem in S. Martini confessoris que est de mense novembris festivitatis, non quod bellicose predicta solvenda... duximus imponendam. Et deinde tempus hujusmodi successive usque post festivitatem illius S. Martini in mense novembris proxime venturam ex certis causis duximus prerogandum... » (Arch. du Vatican, *Reg.* 706, fol. 129 v^o.)

4. Mandement du camerlingue (Avignon, 4 février 1383) faisant défense aux collectors apostoliques d'engager pendant deux ans, de Pierre Gerard, évêque du Puy

pour l'année 1393. Le clergé dut avoir pourtant, avant cette dernière date, quelques moments de répit, si j'en juge par l'opposition que soulevèrent les bulles du 13 janvier et du 15 mai 1392 : l'Université de Paris fit entendre des plaintes; la plupart des prélats refusèrent l'impôt. On voulut les contraindre : ils en appelèrent du pape mal informé au pape mieux informé, ils firent même afficher l'acte constatant l'appel sur les portes du palais des Doms. Clément VII tint bon : il refusa, dans une déclaration publiée également par voie d'affichage, les arguments des prélats. Le projet d'expédition du duc de Bourbon en Italie lui fournit un prétexte pour insister sur le besoin d'argent, et diverses bulles expédiées dans le courant du mois de janvier 1393 ordonnèrent de passer outre à la levée de la décime¹.

L'obligation pour le clergé de payer les décimes au pape, tandis qu'il contribuait aux aides du royaume (ce qui ne s'était pas encore vu, explique son irritation. Toutefois, ce n'est là que la moindre partie des taxes dont l'accablait le gouvernement pontifical. Après avoir sollicité des subsides volontaires, *caristativa subsidia*, en cherchant à apaiser les clercs sur le triste sort de la papauté ou du sacré collége on en était venu à exiger l'argent qu'on ne pouvait plus obtenir de plein gré². C'est ainsi qu'un

¹ *Decimam auctoritate apostolica super impositam* (Arch. du Vatican, *Instrumenta in cellulis* ed. ann. 1898 n° 47 une quittance délivrée à un chanoine d'Amiens et une discharge octroyée à l'abbaye de Pontigny (*Manuscrits sommaires des Archives départementales de l'Yonne*, II 1518).

² Y plus haut p. 170 *Religieux de Saint-Denis*, t. II, p. 36 R. Desrois, *Charactarium*, t. III, n° 1402.

³ Y la pièce que j'ai publiée dans les *Mélanges Julien Havet*, p. 406. — La Chambre apostolique qu'on nous a, les 13 et 14 décembre 1378, 32 florins 4 sols et 100 florins 29 sols provenant des subsides octroyés par les évêques et le clergé des diocèses de Carcassonne et de Castres. Elle reçoit, le 18 1380 francs « a domino Sicardo de Braggaresio, archidiacono in decretis Camera apostolice consilario ad levandum et recipiendum subsidium super per nonnullos prelatos et personas ecclesiasticas Lingue Castellane Camere apostolice oblatum pro succursu domini cardinalibus ultra montes existentibus faciendo deputatis ». Les 21 janvier et 3 février 1379 elle rembourse 214 florins 4 sols et 320 florins qui lui avaient été prêtés, le 26 septembre précédent par les évêques de Mayurbis et d'Agness « pro succursu domini cardinalibus ultra montes existentibus faciendo ». L'évêque de Paris avait prêté le 21 décembre pour le même objet 15 florins 20 sols (*Introdus et extus*, n° 350 et n° 351 « la date du 31 mai 1380). Le 23 août 1381 paiement de 42 florins 24 sols a Jean Seguin docteur en lois, « qui militavit nuncios apostolicos ad partem collec-

emprunt forcé sur les bénéficiers fut ordonné tant en France qu'en Espagne, par bulles du 1^{er} janvier 1390¹, d'autres vers le mois de janvier² et vers le mois de décembre 1391³. Puis c'étaient les « annates, » ou revenu d'une demi-année des bénéfices inférieurs vacants, dont Clément continuait de réclamer le paiement, conformément aux réserves faites par ses prédécesseurs⁴; les « services communs » et les « menus services, » exigés des prélats nommés par le saint-siège au profit du pape, des cardinaux et des officiers de la cour pontificale — taxes dont l'établissement remontait également à une époque antérieure au schisme⁵, mais dont la perception s'était faite autrefois avec de grands ménagements, et en plusieurs termes fort espacés, au lieu que,

tertio Anciennis pro mutuo et subsidio ibidem petendis et exigendis » (*ibid.*, n° 354, fol. 123 v°). Les subsidies du clergé supportaient encore de grosses sommes en 1285 (*ibid.*, n° 331).

1. Pouvoirs donnés à Guy d'Albi, docteur en lois, à Pierre de Tarascon et à Guy Buisson d'imposer un subsidie dans les provinces de Lyon, Vivarais, Tarentaise, Bresse, Touloise Auch, Narbonne, Carcassonne Saragossa ainsi que dans le royaume de Majorque (*Reg.* 301, fol. 108 r°). Cf. *Religieux de Saint-Denis*, t. I, p. 606. Quittance du 23 avril 1390 pour 100 francs d'or payés au pape par le chapitre de Rouen (*inventaire sommaire des Archives départementales de Seine-Inférieure*, t. 3095).

2. Plusieurs commissaires sont envoyés en Berry, en Touraine et en France « pro certo subsidio a prelatibus petendo ; » de même, il est question de lettres écrites « pro subsidio super per dominum Papam prelatibus et aliis personis ecclesiasticis impensis tam a parte regni quam imperii » (*Indultus et decretum*, n° 358, fol. 91 v°, 92 r°). Le 1^{er} février, divers collectionneurs reçoivent mission d'exiger des prélats de tous les bénéfices de lever « unum caritatis vnum subsidium per ordinem Cisterciensem domini nostri in capitulo generali gratuito concessum » (*Reg.* 301, fol. 108 r°).

3. Bulle du 1^{er} décembre 1391 donnée, à Pierre de Jays, archidiacre en l'église de Nîmes, le pouvoir de contracter au nom de la Chambre apostolique tels emprunts qu'il jugera bons, l'autorisant à « exiger ses prêts de tous prélats et à hypothéquer au remboursement de-dits emprunts les revenus ordinaires de la Chambre apostolique » (*Reg. Avignon* LXXVI, fol. 16 v°).

4. *Religieux de Saint-Denis*, t. I, p. 34. Bulles datées de Beauvais le 12 septembre 1390, et d'Avignon, le 16 janvier 1391, prévoyant la réserve des annates dans les provinces de Tours et de Rouen (*Reg.* 301 fol. 43 v°, 104 v°). Le pape, voulant reconnaître les services de l'archevêque de Rouen, lui abandonne, par faveur exceptionnelle, « scilicet et provenius seu deportus primi anni vacationis singulorum beneficiorum » (charte du cancellier, du 5 mars 1391) (*inventaire sommaire des Archives départementales de Seine-Inférieure*, t. 1580, L. A. Gottlob, *Aus der Camera apostolica des 15. Jahrhunderts* Innsbruck, 1889, n° 5°), p. 193.

5. A. Gottlob, p. 191.

En France et en la nob. S. Louis.

2.

sous Clément VII, il fallait en payer une notable partie avant la délivrance des bulles et à charger de la manière la plus stricte au paiement du surplus dans des délais fort courts, faute de quoi l'on encourait la suspension ou l'excommunication¹. C'étaient encore les « procurations, » anciennement perçues au profit des évêques, des archevêques, des archidiocèses, de tous les prélats chargés de la visite des diocèses, mais dont Grégoire XI déjà s'était réservé une partie². Les « dépouilles » enfin étaient les biens que les collecteurs apostoliques saisissaient à la mort des évêques ou des abbés, au préjudice des héritiers légitimes de ces prélats et en tous cas, au détriment des églises et des monastères³. Une ordonnance royale, rendue au milieu de circonstances sur lesquelles je reviendrai bientôt, énumère les inconvénients qui résultaient d'un tel usage et décrit la misère à laquelle se trouvaient par la même réduites les églises de France. Elle déplore aussi le grand nombre de bénéfices possédés, disons mieux exploités par des ecclésiastiques, la ruine des richesses sacrées, la cessation du culte, la décadence des écoles et des institutions charitables⁴.

1 Du Boulay, t. IV, p. 211. — La phrase suivante est extraite d'une plaidoirie faite devant le Parlement au mois de février 1387 : « Et ay esté peu de prelatz que pour les dévies du pape n'aient esté suspendus ou excommuniés, » (Arch. nat., X¹ 1473, fol. 212 r°). — Le 16 avril 1393, un collecteur apostolique prononce l'excommunication du prieur de Saint-Martin-des-Champs (LL 108^o p. 90-93).

2 Bulles du 3 novembre 1349 réservant au saint-siège la moitié des procurations dont la jouissance avait été abandonnée aux archidiocèses ou autres dignitaires des provinces de Sens, de Rouen et de Tours : notwithstanding les réserves antérieures. Bulle du 13 janvier 1390 réservant au saint-siège les procurations pour une période de deux ans. Bulle du 10 ju n 1396 suspendant la jouissance des droits de visite et de procuration octroyés à diverses personnes des provinces de Sens, de Rouen, de Tours, de Reims, de Lyon, de Viviers, de Bourges et de Tarentaise, bulles du 15 septembre 1399 réservant au saint-siège les procurations dans les provinces de Tours, de Reims, etc. (Arch. du Vatican Reg. 361 fol. 4 v°, 41 v°, 62 r° et 103 v°). Bulles du 13 janvier 1392 prorogeant l'impôt des demi-procurations et celui des procurations entières, bulle du 1^{er} août 1392 portant extension de ladite réserve dans la province de Tours (Reg. Ardenon LXII, fol. 31 r°, 47 v°); bulle du 3 janvier 1393 suspendant pour un an les concessions précédemment faites aux prélats au sujet des procurations (Reg. Ardenon LXVIII, fol. 11 r°).

3 Bulle datée de Beaucaire le 15 septembre 1380, réservant au saint-siège les dépouilles des prélats qui viendraient à mourir dans la province de Tours (Reg. 361, fol. 63 v°). — Thomassin partie IV t. IV ch. xxxiv § 1) se trompe en voyant la source de ces abus contemporains du Schisme (cf. Arch. nat., L 377, Bibl. nat., ms. Moreau 14, fol. 24 v°).

4. Ordonnance, t. VI, p. 133.

Le même besoin d'argent obligeait Clément VII à multiplier les réserves et à n'accorder les bénéfices qu'à des sujets capables de gros sacrifices pécuniaires¹. On se plaignait du marchandage auquel donnait lieu trop souvent la collation des prélatures. Les fils de famille parvenaient aux plus hautes dignités; des clercs éminents par la science et par le caractère languissaient dans l'oubli.

Pour comble de détresse, on v t, au moins une fois, la casse pontificale suspendre ses paiements : assignations et pensions furent « recuées » d'un an, en 1591².

Les charges qui pesaient sur le budget du pape sont trop connues pour qu'on s'étonne des sacrifices imposés au clergé du royaume. L'or affluait de toutes parts dans les coffres d'Avignon, mais s'écoulait plus vite encore. Aussi les documents démontrent-ils parfois la misère du pontife dont Jouvenel des Ursins admirait « l'incroyable chevance³ ». La Chambre apostolique empruntait à des juifs⁴; elle engageait les ornements pontificaux, les objets d'orfèvrerie sacrée, en laissant au prêteur la faculté de les vendre, s'il n'était pas remboursé au jour dit⁵. Lors de la mort

1 E. von Otenthal *Die päpstlichen Kanakeregeln von Johannes XXII bis Sixtus V.*, p. 101-112, 1.3. — Je citerai, en outre, une bulle du 6 octobre 1561 par laquelle Clément VII se réserve spécialement deux bénéfices dans chacun des diocèses de la province de Sens (*Instrumenta miscellanea ad ann.*, 1561-64), et une bulle du 21 mai 1593 par laquelle il proroge pour deux années nouvelles les réserves précédemment faites (*Reg. Avenion*, LXXIII, fol. 124 v° et sq.) Cf. *Religieux de Saint-Denis*, t. I, p. 694. — Il serait, d'ailleurs, inutile de ne pas faire remonter beaucoup plus haut l'origine de cet abus (v. notamment K. Eubel, *Zum päpstlichen Beneficiations- und Provisiionswesen*, dans *Römische Quartalschrift*, t. VIII, 1894, p. 160 et sq.)

2. Bulles du 20 décembre 1591, alléguant les dépenses extraordinaires nécessitées par le schisme (*Reg. Avenion*, LXXVI, fol. 59 v°).

3 P. 347. — Le cardinal de Muret s'exprime ainsi au sujet de Clément Boluze, t. II, p. 1032 : « Au jour de son avènement, il n'avait pas avec tous ses biens et joyaux de quoi se faire faire un capure fourré à hermine ».

4. Le 14 novembre 1588, par exemple, elle paye à un juif 10 florins de monnaie courante pour les intérêts de deux mois d'une somme de 200 florins d'or courante qu'elle lui avait empruntés (*Intritus et exilus*, n° 265 et n° 267).

5 E. Millaud, *L'antipape Clément VII*, dans la *Revue archéologique*, 2^e série, t. XI, 1888, p. 9. Cf. une charte du cartulaire datée du 15 septembre 1587 et portant qu'en garantie d'une croisée de 600 francs d'or, Renaud de Lestranges, docteur en théologie de la faculté de théologie de la Sorbonne, avait reçu trois mitres et une crosse de cristal ornées de perles de pierres précieuses et d'émaux, qu'il était, de plus, autorisé à aliéner ces objets dans le cas où il ne serait pas remboursé à la Noël (*Instrumenta miscellanea ad ann.* 1586-87).

de Clément VII, la tiare elle-même se trouvait, dit-on, aux mains du grand maître de l'Hôpital Jean Fernandez de Heredia qui consentit à s'en dessaisir afin qu'il fut possible de procéder au couronnement du nouveau pape¹.

Ajoutons que Clément VII, si cher que lui coûtaient ses armées et ses flottes, la défense du Comtat et la conquête de l'Italie ne laissait pas d'entretenir les pompes traditionnelles de la cour avignonnaise. En dehors même des fêtes auxquelles donnaient lieu les visites des princes, et surtout celle du roi, le train qu'on menait dans le palais des Papes ne sentait nullement la gêne. De nombreuses commandes d'ornements et de bijoux ont été constatées sous ce pontificat, ainsi que des achats de camées et d'œuvres d'art. Une dépense de 100 florins pour la fourrure d'un vêtement semblait n'avoir rien d'excessif². Clément VII entretenait des paons dans son verger, des lions dans sa ménagerie. En voyage, des jongleurs lui tenaient compagnie³, et l'on jetait des pièces de monnaie sur son passage⁴. On a même prétendu que la tenue de sa cour manquait de gravité, que des fruits secs des écoles, des jeunes gens débauchés formaient son entourage.

1. Fait souvent mentionné, d'après J. Bosis (*Dell'istoria della sacra religione di San Giovanni Gerolimitano*, t. I, Rome, 1586. in-fol. p. 193), qui, à vrai dire, ne cite pas ses sources. — La *Religione di Saint-Denis* (t. II, p. 184) rapporte que, suivant le bruit public, Clément VII laissait un trésor de 300.000 écus d'or.

2. E. Müntz, *loc. cit.*, p. 163, 173 et sq., 180.

3. Le 29 août 1365, paiement de 6 florins 3 sols au gardien de ces bêtes (*Introdus et exilus*, n° 354, fol. 20^v r°).

4. Le 10 juin 1363, paiement de 27 florins 24 sols à trois jongleurs allemands (*Introdus et exilus*, n° 346, fol. 153 v°). Le 30 janvier 1366, paiement de 8 florins 6 sols aux jongleurs du prince d'Achaïe (*Introdus et exilus*, n° 358, fol. 68 v°). Le 25 août 1366, paiement de 17 florins 4 sols à Hermann, roi des héraults ou jongleurs du duc de Brunswick, pour lui et pour quelques-uns de ses camarades qui, la veille, avaient accompagné le pape dans un trajet de Châteauneuf à Avignon; paiement de 8 florins 16 sols à deux jongleurs au même appartenant au capitaine de marine Guillaume de Sanhes, qui avaient également tenu compagnie au pape durant le même trajet (*Introdus et exilus*, n° 360, fol. 132 v°). Le 26 octobre 1360, paiement de 45 florins 30 sols à quatre jongleurs appartenant au comte de Genevois, le 4 avril 1362, paiement de 31 florins 8 sols à quatre jongleurs appartenant au roi de Suède Louis II (*Introdus et exilus*, n° 308, fol. 212 v° n° 376, fol. 34 v°).

5. *Introdus et exilus*, n° 306, fol. 184 v° et passim. — Ces déplacements donnaient aussi lieu à des distributions de bénéfices; v. par exemple, la robe donnée par l'évêque de Lavaur en 1387, lors d'une chevauchée du pape à Roquemaure (*Liber supplicationum*, anni IX pars I, fol. 281 v°).

Les pourpoints écourtés à la mode du jour lui paraissaient toujours trop longs, et l'on parle d'un écuyer de l'archevêque de Rouen, auquel il fit, au grand scandale des honnêtes gens, raser plaisamment les sourcils¹.

Ces façons dissuées, ces allures mondaines, en rapport avec les mœurs de l'époque, n'en produisaient pas moins sur les fidèles une impression pénible, encore aggravée par le faste de certains cardinaux². Les princes de l'Eglise étaient loin d'avoir les mêmes charges que le pape; tout au plus contribuaient-ils aux dépenses communes par des subsides volontaires³ et, de préférence, par des prêts⁴. Cependant, outre la part qu'ils prélevaient sur les revenus apostoliques, ils jouissaient individuellement d'avantages considérables. Clément VII, comme don de joyeux avènement, leur avait remis, à chacun, 4.000 florins de Chambre⁵. Ils avaient fait, dès le premier jour, main basse sur les bénéfices⁶, et cette curée scandaleuse se prolongea jusqu'à la fin du règne de Clément VII : dans un registre correspondant à l'année 1592-1593,

1 Fr. Ehrle, *Neue Materialien zur Geschichte Peters von Lema*, loc. cit., p. 212. Cf. *De corrupto Ecclesiarum statu*, cap. xxvii. — Au milieu de la cour d'Avignon, dont il trace d'ailleurs une peinture assez flatteresse, Philippe de Mézières leint de voir apparaître trois horribles vieillards, *Orgueil*, *Avarice* et *Luxure* (*Souper du Viel pelerin*, Bibl. nat., ms. français 22548, fol. 79 v°).

2 *Religions de Saint-Denis*, t. I, p. 398-399. *De corrupto Ecclesiarum statu*, cap. x. Cf. L. Pastor, t. I de la traduction F. Raynaud, p. 125, note 1.

3 Le cardinal de Moulins, qui professait à l'égard de Clément l'amitié la plus tendre, dit s'être dépossédé pour lui de tout ce qu'il possédait (Dulac, t. II, c. 1092).

4 Je signale ici des prêts de 214 florins 8 sols et de 107 florins 6 sols faits à la Chambre apostolique, le 30 septembre 1578 par les cardinaux de Mende, Grimoard et d'Embrun (*Intritus et exitus*, n° 350; un prêt de 1.000 florins fait, le 15 juillet 1581, par le cardinal de Pampelune (n° 354, fol. 41 v°); deux autres de 1.011 florins 12 sols et de 428 florins 16 sols faits le 26 septembre et le 24 octobre 1584 par le cardinal de Naples, Thomas d'Ercole Atommatis (n° 360; en fin des prêts considérables faits par le cardinal d'Amboise, pour lesquels la Chambre apostolique lui redevait, en 1583, 17.543 florins, et d'autres de 600 francs d'or et de 1.692 florins 8 sols qu'il fit encore le 3 novembre 1584 et le 11 septembre 1587 (n° 357, fol. 16 v°; n° 338, fol. 77 v°; n° 362).

5 « Cum predictis dominis nostris in nova creatioe sua, preut solentur extolli, dederit archiepiscopus cardinalium numerum III^m florinorum de camera persolvendum per ipsam cameram apostolicam » (Extrait d'un compte du cardinal d'Amboise, *Intritus et exitus* n° 357, fol. 16 v°).

6 *Reg. Avinion. I Clementis VII*, fol. 11 v°, 19 r°, 20 r°, 20 v°, 30, 31, 34 r°, 30 r°, 71 r°, 72 v°, 115 r°, 127 v°, etc. *Reg.* 291, fol. 79 v°.

les *litteræ dominorum cardinalium*, ou lettres de provision octroyées aux cardinaux, ne remplissent pas moins de cent dix feuillets¹. Pour concevoir le luxe de ces existences princières, il suffirait de lire la description des mausolées qu'eurent, par exemple, Faydit d'Aigrefeuille² Jean et Pierre de Cros dans l'église des Doms ou dans le collège de Saint-Martial d'Avignon³.

Un de ceux qui durent le plus amasser de trésors est ce politique retors dont le profil fuyant se reconnaît encore parmi les débris frustes de son magnifique tombeau⁴ Jean de la Grange cardinal d'Amiens, l'ancien conseiller de Charles V, exploitant, comme fermier du pape et du sacre collège, une partie des terres du Comtat-Venaissin. Trois ambassades en France, de 1380 à 1382 lui rapportèrent 6,000 francs, il se fit octroyer par Louis I^{er} d'Anjou, le 1^{er} juin 1382, une pension viagère de 2,000 francs⁵ ; en outre, une pension de 10 florins par jour lui fut servie par Clément VII depuis le 1^{er} juin 1380 jusqu'au 31 août 1383⁶.

Faut-il s'étonner si le pape et les cardinaux d'Avignon passaient pour se résigner sans trop de peine au malheur de l'Église ? C'est l'idée que l'on trouve exprimée brutalement dans le *Songe du Vieil pelerin* : « Chascun aime tant son fumier, et a
« si grant peur de son estat perdre, et doubte tant que sa par-
« tie ne soit confondue, que l'en puet dire Regnons tant comme

1 *Reg.* 305 (fol. 20-146). Pour l'année qui précède, v. le *Reg.* 302 (fol. 6-97). Cf. Arch. nat., LL 1081 p. 8. Bibl. nat., ms. Doul 12, p. 278.

2 L. Georjod Jacques Morel, sculpteur bourguignon, dans la *Gazette archéologique*, 1883, p. 239.

3 *Revue* t. I, p. 1308. Cf. l'inventaire des vases et joyaux provenant de la succession de ces deux cardinaux (Avignon, 24 et 25 janvier 1380, *Instrumenta miscellanea ad ann. 1380-89*).

4 Conservés au Musée Calvet (cf. E. Maitz *Le mausolée du cardinal de Lagrange*, dans *L'Art des monuments*, 1891, n^o 18 et 19).

5 En présence et à l'instigation du pape (*Subtus et ceteris*, n^o 357, fol. 20 v^o).

6 « Datus cardinalis recepit ad arrendamentum seu firmam, de mandato dicti domini nostri et voluntate et consensu dominorum nostrorum cardinalium, certa ioca comitatus Venetensis, prout in litteris arrendamenti plenius continetur ad 4 annos pro summa seu pretio XVI^{li} IX^s II florenorum de Camera XVI solidorum monete Avinionensis » (*Ibid.* fol. 16 v^o). Cf. Fr. Ehrle *Neue Materialien zur Geschichte Peters von Luna* (Archiv für Literatur- und Kirchengeschichte, t. VII, 1894), p.

« nous pouvons ! Notre querelle ne mettons pas en débat... »
 Et Philippe de Mézières fait tenir à Clément VII ce rude langage
 qu'il place dans la bouche de dame *Vérité* : « Selon le dit d'au-
 « cuns, vous ymaginez que en voz chambres parées et chapelles
 « aournées et à voz tables garnies de grandes viandes et de vais-
 « selle resplendissant, mon Pere vous doye mander l'unon de
 « son Espose, sans vostre pié enbouer, ne sans travailler autre-
 « ment ! »

On estimait généralement que le pape d'Avignon ne « s'em-
 bouait » pas assez le pied et comptait trop sur des influences
 étrangères pour faire sortir l'Eglise de l'ornière où elle restait
 enfoncée, que, de plus, les sacrifices exigés des clercs étaient hors
 de proportion avec les résultats acquis.

Le mécontentement, la lassitude, le dépit tendaient à rompre
 peu à peu le faisceau des forces clementines. Ils amenèrent, un
 jour, la royauté elle-même à modifier sa politique à l'égard du
 saint-siège.

IV

Ce ne fut point l'œuvre d'un jour. Un œil attentif distingue
 des symptômes précurseurs des 1385.

Les rapports de la cour de France avec le pape d'Avignon ne
 sont plus alors ce qu'ils étaient au temps de Charles V ou même
 du vivant de Louis I^{er} d'Anjou. Il a suffi pour amener un refroi-
 dissement que Clément VII témoignât quelque velléité de résis-
 tance à la politique des princes. Les oncles de Charles VI, lors de
 leur malheureuse tentative d'occupation de la Provence, n'ont
 pas rencontré chez le pape la complaisance qu'ils espéraient :
 ils lui en gardent rancune. Moins de deux mois après l'audience
 dans laquelle Clément VII a laissé entrevoir sa répugnance à
 sacrifier les droits du jeune Louis II, le Conseil de Charles VI
 prend une série de mesures qu'on a dit inspirées par l'Univer-
 sité¹, mais où il est difficile de ne pas reconnaître aussi l'effet de

¹ Bibl. nat. in. franc. 8 2254 fol. 100 v. 111.

² *Revue de Saint-Denis* t. I, p. 398.

la mauvaise humeur. Il ne songeait qu'à partager avec le saint-siège l'argent des clercs : soudain les intérêts du clergé lui inspirent une sollicitude touchante. L'abbé de Saint-Victor de Reims levait alors, pour le compte du pape, un subside en Normandie et en Bretagne : ordre lui est signifié de quitter la France immédiatement. On décide que les sergents du roi ne prêteront plus désormais leur concours aux collecteurs du pape (30 octobre). Une autre ordonnance énumère les maux résultant pour le royaume de l'avidité des cardinaux, elle se plaint amèrement des exactions pontificales : elle décrète qu'au besoin des commissaires seront chargés de prélever sur les revenus des cardinaux l'argent nécessaire à l'entretien des églises et des monastères, les biens des évêques, des abbés, des prieurs ou des administrateurs qui viendraient à mourir seront saisis au nom du roi, pour peu que les collecteurs du pape fassent mine de s'en emparer (6 octobre¹). Le premier président du parlement de Paris se transporte même en Avignon, avec deux autres ambassadeurs, afin de soulier ces décisions à Clément VII, qui ne put mieux faire, dit-on, que de les approuver². Au surplus, la nouvelle ordonnance fut-elle exécutée ? il serait difficile de le dire. Les documents allégués en faveur de l'affirmative seraient plutôt de nature à prouver le contraire³. Si le Parlement ou le Conseil furent, à plusieurs reprises, obligés d'enjoindre aux officiers royaux de se conformer à l'ordonnance, à ceux-ci se virent menacés même de suspension, au cas où ils persisteraient dans leur résistance passive : c'est qu'apparemment l'exécution des lettres du 6 octobre souffrait de grandes difficultés⁴. L'intention malveillante du gouvernement royal est, en tous cas, peu douteuse.

1. *Ordonnances* t. VII, p. 131, 133. Cf. Pierre Cochon, p. 178.

2. *Religieux de Saint-Denis*, t. I, p. 400. *Journal de Jean de Diers*, t. I, p. 203.

3. *Preuves des libertés de l'Eglise gallicane*, t. III, p. 10.

4. Le 23 octobre 1303, publication de l'ordonnance au Châtelet de Paris (Bibl. nat. ms. lat. n. 9071, n° 24). Le 16 février 1306, mandement adressé par le Parlement aux baillis et sénéchaux (*Ordonnances*, t. VII, p. 133). Le 30 septembre 1306, lettres royaux adressées aux procureurs du roi dans les baillages et sénéchaussées se plaignant de ce que l'ordonnance n'est pas exécutée (*ibid.*, p. 139). Le 16 septembre 1307, le conseil chargé du gouvernement du Languedoc et de la Guyenne adresse de Montpellier, au sénéchal de Beaucaire une expédition de l'ordonnance de 1303. Le Conseil précédent *ibid.*, p. 133). Le 7 septembre 1306, lettres du pape

Ce n'était encore qu'un nuage, mais qui tarda à se dissiper. Il est vrai que, plus tard, l'avènement des « Marmousets » ramena les beaux jours du temps de Charles V. Jamais harmonie plus complète ne régna entre les deux cours d'Avignon et de Paris que durant la période qu'on appelle celle du gouvernement personnel de Charles VI¹.

C'est alors cependant que le mot d'« union » commence à circuler en France. Par ce terme, qui ne tardera pas à servir de mot d'ordre à tous les mécontents, on n'entend pas seulement la soumission de l'Eglise universelle à Clément VII, mais le retour à l'unité, par quelque moyen qu'il s'opère, et quelles qu'en soient les conséquences pour le pape d'Avignon².

On a voulu faire honneur de ce nouveau programme au duc de Bourgogne³. L'idée en appartient probablement, sinon au clergé d'une manière générale⁴, du moins aux clercs de l'Université.

Après les événements qui ont été racontés et dont la consé-

adressées au prévôt de Paris, aux sénéchaux et aux baillis, et enregistrées au Parlement le 3 août 1393, elles consistaient qu'en mépris des précédents mandements, les officiers du roi ont négligé d'exécuter l'ordonnance; elles les menacent de la colère du roi, d'une amende de 1 000 marcs d'argent et de la suspension (Arch. nat., X¹ 8602 fol. 132 v^o).

1. Rien n'autorise à penser que Charles VI ait toujours douté de la légitimité de Clément VII, ainsi que l'insinue Froissart (ed. Kervyn de Lettenhove, t. XVI, p. 69) « Car quoique il eust obey à celluy qui se nomma et escripvy pape Clement, il n'y eut oncques ferme creance; mais les prelatz du royaume de France, et par especial Guy de Roys, archevesque de Reims, l'archevesque du Sens, l'archevesque de Rouen et l'evsque d'Orléans, l'avoient bauté et tenu en telle creance. »

2. Dans un passage du *Voyage du Vieux pelerin* dont la rédaction peut remonter à 1388 ou à 1390, Philippe de Mézières exhorte déjà Charles VI à réunir, d'accord avec les princes chrétiens, une sorte de concile général où les gouvernements seraient tous représentés. Le Saint-Esprit, dit-il, y ferait reconnaître comme vrai pape soit un des deux pasteurs qui se disputent le titre, soit un autre peut-être, que Dieu a prédestiné pour la réforme de l'Eglise (Bibl. nat., ms. français 11242, fol. 274 v^o).

3. Th. Müller, *Fränkische Chronistenehen 1393 bis 1398* (Göttingen, 1881, in-8°), p. 8. C. Kehrmann, *Fränkische innere Kirchenpolitik*, p. 32. — Froissart, pourtant peu disposé à médire des princes, va jusqu'à dire (l. XI, p. 241) qu'en 1399 les « grans seigneurs barons » ne savaient encore « que rire et jouer » des maux de l'Eglise « dont moult de purple commun » comarveillaient comment si grans seigneurs comme le roy de France, d'Allemagne et les autres roys et princes chrétiens n'y pourroient de remede et de conseil ».

4. Chacun des deux papes imposait aux clercs qu'il élevait à des prélatures l'obligation de jurer qu'il lui demeurerait fidèle et ne prêterait aucun appui à son rival. G. Eder, *Der Liber cancellarie apostolice vom Jahre 1380 nach der Stille Palatii*

quence fut de modifier les dispositions et la composition même des facultés, l'Université de Paris avait renoncé à discuter la légitimité de Clément VII : à la tempête avait succédé le calme plat comme le fit entendre Pierre d'Ailly en 1385¹. Un nouveau rôle fut adressé au pape d'Avignon en 1387, comme aussi un nouvel acte constatant l'adhésion complète de l'Université (9 février²). Pourtant, est-ce l'avènement de Boniface IX, qui semblait reculer indéfiniment toute chance d'obtenir la soumission des urbanistes? Est-ce l'effet d'une démarche du roi des Romains, qui, en même temps qu'il adressait une ambassade à Paris pour le renouvellement des alliances, sollicitait l'intervention de la France et notamment de l'Université en faveur du rétablissement de l'union?³ Toujours est-il que, vers la fin de l'année 1390, l'école de Paris sembla sortir d'un long sommeil.

A en croire le *Religieux de Saint-Denis*⁴, plusieurs démarches infructueuses furent tentées près du roi. On a aussi parlé d'un discours prononcé devant Charles VI, au Louvre : ce jour-là, le roi, mieux disposé, aurait écouté patiemment « la cause de la foi depuis prime jusques à vespres, » sans donner aucun signe de déplaisir ou d'ennui⁵. Peut-être fit-il entendre même alors les paroles que lui attribue Jouvencel des Ursins⁶ : « Dist que ou aduisant les moyens et ce qu'il avoit à faire, et il l'exécuteroit tres diligemment. » C'est ce qu'un contemporain appelle une audience « digne qu'elle soit escripte es croniques en lettres d'or. »

Mais, lorsque l'Université voulut poursuivre ses avantages et

abbreviatus Dietrichi von Kreheim, Leipzig, 1881, in 4°, p. 116, *Religieux de Saint-Denis* t. II, p. 692) « aussi, ajoute le *Religieux*, mal d'entre eux mélevait la voix en faveur de l'Église : on eût dit que leur langue était attachée à leur palais. »

1. Discours prononcé devant Clément VII à l'occasion du procès intenté au chancelier de Paris Jean Blanchart (H. Denifle, *Chartularium*..., t. II, p. 319).

2. *Ibid.*, n° 1437 et sq., 163, p. 454, 463 et *Actuarium Chartularum*, t. I, p. LXXII.

3. *Chronique des quatre premiers Valois*, p. 316. Cf. Th. Lindner, *Geschichte der deutschen Reichen*, t. II, p. 322.

4. T. I, p. 694.

5. Bibl. nat., ms. français 936, fol. 96 v° (passage d'un sermon de Gerson publié, ainsi que quelques-uns des suivants, par Louis Moland, *Origines littéraires de la France*, Paris, 1867, in-8°, p. 404). — Le texte latin du même discours a été imprimé dans les *Œuvres complètes de Gerson*, ed. F. des Places du Plessis, t. III, p. 981.

6. P. 354.

expliquer son plan au roi, le vent avait tourné : elle ne put se faire entendre¹. Cependant un de ses bacheliers en théologie, le fameux Jean de Gerson, admis à prêcher devant le roi et les ducs, le jour de l'Épiphanie 6 janvier 1391², ne marqua pas de mêler aux réflexions tirées de la fête du jour de nombreuses allusions à la situation présente : « Hélas, très souverain roy des chrestiens, d.t-il, vous veez à grant douleur, je n'en double pas, ... comment chrestienté ja par l'espace de .xij. ans est divisée, voire tellement que une partie repoute l'autre scismatique et excommuniée... Las! quel horreur est-ce de cecy penser tant seulement comme grant dommage... seroit, se si grant peuple, se tant de princes chrestiens, qui sont ou de vostre aliance ou de vostre congnoissance, perissoient si crueusement en corps et en anie, sans fin, par ung pou de negligence³! » Charles VI, à ce moment possédé du désir de porter les armes en Italie, ne put être insensible aux souvenirs qu'évoquait le brillant orateur : « O, se Charlemagne le Grant, se Rolant et Olivier, se Judas Machabeus, se Eleazar, se Matathie, se saint Loys et les autres princes estoient maintenant en vie, et qu'ilz veissent une telle division en leur peuple et en sainte Eglise, qu'il ont si chèrement ditiée, augmentée et honnoree, ilz aymeroient mieulx cent foiz mourir que la laisser ainsi durer, et que par negligence tout se perdist si maleureusement⁴! » Mais comment le roi goûta-t-il les passages où Gerson semblait faire bon marché des intérêts de Clément? Que pensait-il en entendant critiquer la « voie de fait, » en apprenant qu'il existait

1. Gerson ajoute, dans le même discours : « Et ne me doubte point que se vous eussiez vostre loiz este bien informé de ce que vostre tres humble et devote fille l'Université de Paris vous voulait desclairer sur ceste malice vous la eussiez tres volontiers ouye, et en peust estre grant biens venus. » (Ms. français 936, fol. 90 r°, et *Opera omnia* t. III, c. 991.)

2. Ce sermon est intitulé dans le ms. français 936 fol. 81 v° : « Sermon fait par M^{re} Jehan Gerson le jour de la Typhonie devant le Roy et plusieurs autres seigneurs de son sang. » — On l'a daté souvent de 1390 (E. Bourret, *Essai historique et critique sur les sermons français de Gerson*, Paris, 1868 in 8°, p. 87. L. Moland *op. cit.*, p. 192. Le Roux de Lincy et Tisserand *Paris et ses habitants aux XI^e et XII^e siècles*, p. 463). Mais à cette époque le roi se trouvait dans le nord.

3. Ms. cit., fol. 98 r°. L. Moland p. 106. *Opera omnia* t. III c. 990 et.

4. Ms. cit., fol. 101 r°, L. Moland p. 109. *Opera omnia* t. III, c. 991.

et qu'on trouverait sans peine, pour peu qu'on y songeât, des remèdes au schisme « sans bataille douteuse et sans crueuse effusion de sang¹ ? » qu'au surplus il seroit dommage de sacrifier la vie de tant de princes et de chevaliers pour conserver aux prélats la jouissance de leurs bénéfices ? » Et c'est certain que, « tant pour tant, c'est trop dure chose et plus à redoubter à ung prince ou à ung chevalier de perdre la vie que ne devoit estre à ung prelat ou à ung homme d'Eglise de perdre sa prelature ou son bénéfice. Et toutesfoiz Dieu scet s'ilz les voudroient si tost perdre ou delaissier²... »

Gerson, comme moyen de fléchir la colère de Dieu, proposait de prescrire des jeûnes et des prières publiques. Tout autre était le dessein du roi, et l'on peut croire que le sermon du jour de l'Épiphanie acheva de lui ouvrir les yeux sur le peu de faveur que ses projets beliquaux étaient sûrs de rencontrer auprès des universitaires.

Bientôt après, je suppose, eut lieu la démarche que raconte le *Religieux de Saint-Denis*³. Elle suivit une réunion plénière des facultés à laquelle avaient pris part plus de trois cents docteurs. Un maître en théologie⁴ prouva au roi, en quatre points, qu'il étoit nécessaire de s'occuper de l'union, que le schisme engendrait des scandales sans fin, que les rois, princes et barons étaient surtout tenus d'y apporter remède, que le même devoir s'imposait aux fidèles de tous rangs et qu'enfin, au milieu de l'apathie générale, l'Université avait bien le droit de prendre l'ini-

1. « Et je ne doute point que mil et mil personnes honnres et saiges nont en vostre royaume qui ceste maniere bien adviseront et trouveront bon remède sans bataille douteuse et sans crueuse effusion de sang. Car, se bien est regardée et advisee la raine où la maladie tient, elle ne apperra pas si impossible à guerir comme rudent ou sangnent ocurs desquels, par adventure, il en y a qui ne chœllent ment tout veies, mais qui s'ont gros et gros. Et que le temps se passe, et que eulx et leurs amis aient les grans bénéfices en ancle Eglise. » (Ms. cit., fol. 100 r., et L. Moland, p. 508.)

2. Ms. cit. fol. 102 r.

3. T. I, p. 692. — Il me paraît difficile que Gerson ait prêché le sermon dont il veut d'être question après l'interdiction faite à l'Université de repeler de l'union. D'autre part cette interdiction doit être antérieure au moment où fut abandonné le projet d'expédition en Italie (v. plus haut p. 179.)

4. Le P. Denifle (*Chartularium Universitatis Parisiensis*, t. III n° 1861) suppose qu'il s'agit de G. des des Champs.

tative du mouvement. Après quoi, les délégués présents tombèrent aux genoux du roi et, lui rappelant les services rendus par ses ancêtres à la foi, le supplèrent de daigner ramener au port l'Église ballotée sur les flots d'une mer orageuse. Cette scène pathétique eut un dénouement piteux. Non seulement le roi rejeta les conseils de l'Université, mais il prétendit imposer aux maîtres un silence perpétuel : il leur défendit, sous peine d'encourir sa colère, de jamais revenir sur de pareils sujets.

La faculté de droit s'inclina devant la défense royale. Mais il n'en fut pas de même des autres facultés. On a récemment fait connaître un traité composé vers cette époque par un théologien. Cet écrivain anonyme prouve que le devoir de poursuivre l'union oblige le pape, le clergé, les docteurs, jusqu'aux simples fidèles. Il accuse formellement le pape de négligence. Il insinue que les docteurs sont là pour discuter les questions douteuses : qu'au lieu de confier des légations à des cardinaux suspects, Clément VII eût mieux fait de recourir au concile, au compromis, voire même à la cession ; que son indifférence, ainsi que celle des prélats et des princes, ne saurait s'excuser. Il explique enfin le rôle considérable réservé, au vant lui, à l'Université de Paris. L'œuvre de l'union ne regarde le pouvoir séculier que d'une façon indirecte. Peu important les défenses du roi et de son Conseil ! La libre discussion ne saurait nuire à Clément, et l'apostolat est le devoir des croyants. En persistant dans son abstention, la faculté de droit se rendrait suspecte quant à la foi¹.

Il fallait que les complications de la politique européenne rendissent impossible l'expédition projetée, il fallut surtout que la maladie de Charles VI calmât son ardeur belliqueuse, pour que la royauté commençât à envisager la question du schisme sous un jour différent. Peut-être, au bout du compte, y avait-il autre chose à tenter dans l'intérêt de l'Église que la conquête de l'Italie. La rupture des relations avec le pape d'Urbain n'avait guère eu d'heureux effets². Les démarches d'un saint homme contribuèrent surtout à accréditer cette opinion nouvelle

1 H. Denifle, *Chartularium Universitatis Parisiensis*, t. III, n° 1662-1673.

2 Les deux pontifes s'étaient cessé de se reconnaître mutuellement, eux, leurs cardinaux et leurs complices. Parmi les bulles que Clément VII fulmina contre

Pierre de Mondovi, prieur de la Chartreuse d'Asti, après avoir entretenu quelques rapports avec l'urban VI¹, n'avait pas tardé à se tourner du côté d'Avignon². Clément VII paraît même avoir eu le premier l'idée d'utiliser son zèle³. Ce religieux ne laissait pas de jouer dans l'autre obédience d'une grande réputation d'austérité. C'est un cardinal urbaniste dit-on, qui l'invita, dans l'intérêt de l'Eglise à se rendre auprès de Boniface IX⁴. Toutefois, ce qu'on ignore, le prieur ne partit pour Rome que chargé d'une mission par Clément⁵.

Il fut assez heureux pour y obtenir de Boniface IX plusieurs

Urban VI je citerai celles du 23 mars, du 26 mai et du 7 octobre 1379 Arch. du Vatican, *Instrumenta miscellanea ad ann. 1374-79* Arch. du Nord B 967 Bibl. nat., ms. Moreau 230 fol. 232) du 2 mars et du 13 juillet 1380 (*Instrumenta miscellanea* du 13 mars 1381 (*ibid.*, Reg. 293, fol. 1^{re}), du 3 octobre 1382 *Instrumenta miscellanea ad ann. 1381-82*) du 23 mai 1383 *Instrumenta miscellanea ad ann. 1383-84*) et du 16 février 1386 (*Instrumenta miscellanea ad ann. 1386-87*), cf. P. Minerbetti, éd. Tout m. t. II, p. 91, 136) Faut-il voir le symptôme d'une sorte de détente dans la mission confiée par Boniface IX, le 5 novembre 1380, au duc Etienne de Bavière, beau-père de Charles VI? Profitant de passage de ce prince à Rome, le pape italien le chargea de travailler à la pacification de l'Eglise, et de promouvoir notamment à Robert de Genève, au cas où il se soumettrait certaines compensations de les que le vicariat général de l'Eglise en France et en Espagne. Le duc de Bavière ne donna d'ailleurs aucune suite à ces propositions (*Reg. 319 fol. 11^{re} et 17^{re} et 24^{re} Bn de t. VII p. 39 et Th. Lindner, *Geschichte des deutschen Reiches*, t. II, p. 316*

¹ c. Contaldi *Annales ordinis Cartusienorum*, t. VI, p. 44.

² C'est à l'origine les Bolognais qu'appellent « Petrus de Montemari » (*Acta Sancti romani* t. I, p. 126) et qui répondit à Avignon le 2 juillet 1380, dans le procès de canonisation de Pierre de Luxembourg. Les historiens le donnent généralement comme un urbaniste zélé (v. Th. Muller *Frankreichs Unruhezeiten* .., p. 9, etc.).

³ Il faut en dire, vers le 5 juin 1392, son oncle le Grand du Pas, pour l'entretenir « super certis negotiis vbi in hac » (Arch. du Vatican, *Introitus et exitus*, n. 36 fol. 106^v). Le P. Denifle, qui reproduit ce texte (*Chartularium*., t. III p. 66) suppose que Clément avait eu vent des desseins de Boniface IX, mais la réputation de sainteté du prieur ne suffisait-elle pas à attirer sur lui l'attention du pape qu'il comptait au nombre de ses partisans? Le P. Denifle distingue deux voyages faits par Pierre de Mondovi à Rome avant l'été de 1392 car, le texte sur lequel s'appuie cette hypothèse ne paraît prouver seulement qu'à la date du 20 juillet 1392 le prieur était récemment *noviter*, et non pas pour la seconde fois, arrivé de Rome.

⁴ *Religione de Saint-Denis*, t. I, p. 102.

⁵ Il Denifle *loc. cit.* — Clément VII n'était pas sans avoir des intelligences à Rome : à la date du 30 avril 1392 je trouve mentionnée dans ses comptes l'arrivée en Avignon d'un messager qui lui était envoyé de Rome, pour les affaires de l'Eglise, par Jean Colonna *Introitus et exitus* n. 39, fol. 91^{re}). Ce Colonna est la même qu'on voit de juillet 1383 tenu, avec Nicolas Colonna et avec Paul Savelli, de conseil en Rome contre le pape IX (*Chronicon Siculum*, p. 115

audiences particulières ; on assure même que le pape de Rome écouta ses avis avec une gravité tout italienne. Interrogé sur ce qu'il convenait de faire, Pierre de Mondovi lui conseilla et, qui mieux est, lui persuada d'adresser une épître au roi de France¹. Déjà, dans une encyclique du 1^{er} mars 1391, Boniface IX avait semblé vouloir inviter Charles VI à un rapprochement² ; cette fois, L. se répandit en congratulations sur les services rendus par les rois de France à l'Eglise ; il adressa à Charles VI, sur sa « vigueur de corps, » sur sa « force d'âme » et sur sa « raison mûre, » des compliments auxquels la catastrophe du 5 août devait bientôt donner un démenti cruel. Plein d'indulgence pour un souverain que sa jeunesse jusqu'alors avait empêché d'intervenir dans les affaires religieuses, il l'exhorta néanmoins à secouer sa torpeur et le pria de lui donner, par une lettre ou par un message, communication de ses plans (2 avril 1392)³.

Pour soutenir, en même temps, ses droits devant Charles VI, Boniface IX se proposait de faire accompagner le Chartreux par quelque docteur *in utroque* ; mais Pierre de Mondovi préféra n'emmener avec lui qu'un religieux de son ordre, urbaniste il est vrai, Barthélemy de Ravenne, prieur de l'île de Gorgona⁴.

Je ne sais quelles circonstances retardèrent leur départ ou allongèrent leur voyage : ils ne parvinrent qu'au mois de juillet en Avignon. Le duc de Berry ne s'y trouvant pas encore, quoi qu'en dise le *Religieux de Saint-Denis*,

1. *Religieux de Saint-Denis*, loco cit.

2. A vrai dire, il y accueillait la légende d'après laquelle Charles V aurait brigué la tiare pour lui-même et il admettait que ce prince avait songé par dessein à toute chose à assurer le jouissance des décimes ecclésiastiques. Cependant il regrette pour la plus grande partie, sur le sacré siège la responsabilité du schisme, en expliquant que les cardinaux avaient faussé tout accusé Urban VI de vouloir enlever aux Valois le vicariat du royaume d'Arles, et admettait ainsi pour le premier duc de France des circonstances atténuantes aux 1391 le Rouen fol. 204 r^o, L. d'Achery, *Spicilegium*, t. I, p. 766.

3. Arch. nat., J 418 fol. 106 r^o, Bibl. de Rouen, ms. 1382, fol. 5 v^o, B. M. nat. ms. latin 1402 fol. 160 r^o (sous la date du 29 mars 1392 au verso de « quarto nonas aprilis, » la lettre porte « quarto kalendas aprilis »). L. d'Achery, *Spicilegium*, t. I, p. 768, *Religieux de Saint-Denis*, t. II, p. 48.

4. Sur les rapports de ce religieux avec Urban VI et avec sainte Catherine de Sienne v. E. Tritubio, *Storia critica-cronologica diplomatica del patriarca S. Giovanni e del suo ordine Carthusiano*, t. VII Appendix p. LVI, LXIV. La Courtois, t. VI, p. 214.

Clément VII aurait fait, d'après la même chronique, mauvais accueil aux deux prieurs. Irrité de la tournure que l'affaire avait prise, il leur aurait refusé, durant plusieurs jours, une audience et, finalement, leur aurait ordonné de s'enfermer dans la Chartreuse de Villeneuve. Tous ces détails sont contredits par des documents dignes de foi. Le pape se montra si peu courroucé contre Pierre de Moncovi qu'il commença, le 20 juillet, par lui faire rembourser 100 florins de Chambre pour ses frais de voyage. Quatre jours après, il y ajouta 34 florins 8 sols et encore 21 florins 12 sols, le 28 août¹. Le duc de Berry, sur ces entrefaites, vint au Pont-Saint-Esprit², sinon jusqu'en Avignon comme on l'a prétendu. Il se peut qu'il ait alors montré quelque déplaisir à la nouvelle que les Chartreux étaient porteurs de lettres de Boniface IX. Mais je doute qu'on ait recouru à des menaces ou à des outrages pour décider ces religieux à laisser voir la missive du pape italien³. La maladie du roi, qui rendait inutile leur voyage à la cour, explique assez naturellement la prolongation de leur séjour dans le midi. Les prétendus captifs furent invités par Clément VII, au mois de septembre, à se rendre à la Grande-Chartreuse, et ils reçurent encore du pape, à cette occasion, 85 florins 20 sols⁴.

Cependant, soit que le rétablissement du roi ait permis de donner suite à l'affaire des Chartreux, soit que la nouvelle de leur « détention » se soit, comme le prétend le *Religieux*, répandue dans Paris, et que l'Un vérité, émue de ce qu'elle appelait une violation du droit des gens, ait obtenu du roi, à force de prières, la « délivrance des prisonniers, » un messenger du roi, le secrétaire Jean des Bordes, se rendit vers la fin du mois d'octobre, en Avignon, pour affaires, dit-il lui-même, intéressant la cessation du schisme⁵. Peu après, Clément VII envoya chercher les deux

1. H. Denifle, *loc. cit.*

2. Il avait accompagné le roi dans sa chevauchée du Mans; sa présence est constatée le 23 août au Pont-Saint-Esprit (*Arch. nat.*, J 230*, n° 8). Le 21 septembre, il était de retour à Paris (H. Morauxville, *Étude sur la vie de Jean le Meutier*, p. 154). On ne saurait placer ce voyage, ainsi que l'a fait Th. Muller (*Frankreichs Koenigskronik*, p. 8), entre les mois de novembre 1392 et de janvier 1393.

3. *Religieux de Saint-Denis*, t. II, p. 54.

4. H. Denifle, p. 467-468.

5. Jean des Bordes donna quittance de 50 francs d'or, le 20 octobre 1392, au collecteur napoléon que ses provinces de Sens et de Rouen « pro expensis meis faciendis »

prieurs à la Grande-Chartreuse, par un de ses aumôniers¹.

« Assurez le roi que nous emploierons tous nos efforts à rétablir l'union. Afin d'y parvenir, nous quitterions la vie aussi facilement que cette chape : tel est le langage que Clément VII tint aux Chartreux, s'il faut en croire le *Religieux de Saint-Denis*. En tous cas, il leur fit comploter, le 2 décembre, 250 florins pour l'achat d'un cheval et pour le reste de leur dépense². On voit que le rôle du pape, dans toute cette affaire, a été singulièrement dénaturé.

Le *Religieux* parle encore d'un habile docteur *in utroque*, surnommé le *Sac de lois* que Clément VII aurait envoyé en hâte derrière les deux Chartreux pour déjouer leurs desseins. Mais qu'y a-t-il de vrai dans cette nouvelle légende ? Le *Sac de lois*, qu'on a voulu identifier avec Jean Goussier³, n'est autre que le légiste Raymond Bernard Flameng, qui partit d'Avignon pour Paris quelques jours après les deux Chartreux. Sa mission, dont le caractère secret pouvait prêter à diverses interprétations est maintenant bien mieux connue qu'elle ne l'était au temps du *Religieux* : elle consistait à dénoncer au gouvernement royal les agissements de la ligue dite de Bologne et à faire ressortir aux yeux des princes les avantages d'une alliance avec le seigneur de Milan⁴. Rien n'autorise à supposer qu'elle eût, en

quedam viagio michi injuncto ad eundem versus dominum nostrum Papam per dominum nostrum Regem et dominum ducem Bituricensem, pro prosecutione quorundam negotiorum tangencium reductionem scismatis. » Le camerlingue lui assigna, le 5 décembre, 180 francs d'or « pro expensis per eum circa nonnullorum negotiorum dominum nostrum et Romanam Ecclesiam tangencium prosecutionem faciendis, » et Jean des Burdes, de retour à Paris, en donna quittance en l'église Notre-Dame, le 17 février 1394 (Arch. de Vienne, *Instrumenta miscellanea ad ann. 1392-93*).

1. Jean de Brogny cardinal de Viviers, prétendit, plus tard (10 octobre 1396) que Clément VII avait alors agité au prieur de la Grande-Chartreuse son intention de suivre la voie de la cession. « Toutefois on l'avait vu agir secrètement, et mandat par son aumônier au grand dom de Chartreuse un peu après qu'on eût .ij. Chartreux furent premièrement envoyés de Rome... » (Mortene et Darand, *Amplissima collectio*, t. VII, c. 562).

2. H. Denifle, p. 564.

3. C. de Villiers, *Bibliotheca Carmelitana* (Orléans, 1755, in-fol.), t. I, p. 533. Christophe, *Histoire de la papauté pendant le XIV^e siècle*, t. III, p. 130.

4. V. plus haut, p. 100.

même temps, pour objet de faire échec à l'entreprise des deux prieurs chartreux.

Pierre de Mondovi et Barthélemy de Ravenne parvinrent à Paris vers le 25 décembre¹. Quoi que rapporte la *Chronique des quatre premiers Valois*², je doute qu'ils aient offert, de la part de Boniface IX, de soumettre la querelle des papes à l'arbitrage d'un concile: rien de plus contraire qu'un tel langage aux sentiments connus de Boniface³, ainsi qu'aux termes mêmes de la lettre qu'il venait d'écrire à Charles VI. L'Université fit certainement bon accueil aux Chartreux, mais sans aller, comme le prétend le même chroniqueur, jusqu'à les complimenter de leurs sentiments urbanistes — allégation d'ailleurs dépourvue de sens, puisque Pierre de Mondovi suivait probablement le parti de Clément VII. Enfin, admis devant le Conseil, les deux Chartreux communiquèrent les lettres de Boniface IX.

Charles VI évita de répondre par écrit, ou, du moins, il se borna à confier aux Chartreux une sorte de note impersonnelle⁴. Mais il les chargea d'exprimer à Boniface le contentement qu'il éprouvait, en lui faisant part, en outre, de sa résolution de travailler désormais au rétablissement de l'union. Il remit aux prieurs des lettres destinées à divers seigneurs de Lombardie qu'il jugeait bon de tenir au courant de ses desseins. Enfin, voulant sans doute montrer tout l'intérêt qu'il portait à l'entreprise des Chartreux, il leur adjoignit deux religieux français de leur ordre, Simon de Chaignay et Jean de Voux, prieurs des Chartreuses de Dijon et de Vauvert⁵. Les relations par là même se trouvaient en quelque sorte rétablies entre Paris et Rome: la glace du moins était rompue.

1. La lettre de Boniface IX porte dans le ms. 1333 de Rouen (fol. 5 v°). L'initiale suivant: « Tenor litterarum quas regi attulerunt duo Cartuarienses ex parte Bonifacii anno Millesimo XII, circa festum Natalis ».

2. P. 39^r.

3. Cf. l'encyclique du 1^{er} mars 1391. — Notons cependant qu'un partisan de Boniface IX le frère prêcheur Jean de Monçon, termina en mars d'avril 1391 son long *Dialogus* en concluant à la convocation d'un concile général (Bibl. nat., ms. latin 1466, p. 4-610).

4. C'est ce qui semble résulter des termes de la réponse que fit Boniface IX: « Ex memorabilibus regis per eandem professores delatis... ».

5. *Religieux de Saint-Denis*, t. II, p. 36. Cf. Le Conteux, p. 260, 486.

Par quel moyen le roi entendait-il réaliser la promesse qu'il venait de faire? Il eût été sans doute assez embarrassé de le dire. Cependant le conseil que lui avait donné Gerson deux ans plus tôt lui revint peut-être en mémoire : « Or n'ay-je point veu » que, pour ce schisme cesser, oraisons et processions general-
« ment ayant esté faictes par sainte Eglise, ne vigiles ne jeunes
« aussi. . . Et, se on dit que ces choses ont esté faictes à part, il
« peut bien estre en aucun lieu : mais il ne soullist pas¹ »
Tenant compte de cet avis, un peu tardivement, les princes honorèrent de leur présence une station que fit l'Université à Saint-Martin-des-Champs, le 12 janvier 1393. Huit jours après le roi lui-même, les princes, les seigneurs, l'évêque de Paris, les chanoines, les curés de toutes les paroisses se rendirent processionnellement à Saint-Germain-des-Près. Il est vrai que le 28 janvier, Charles VI, déjà las de ces pieux exercices, revelait, à la noce de la dame de Heinsville, l'accoutrement de sauvage sous lequel il faillit périr. Mais le mouvement parti de Paris se propagea dans les provinces. Les processions se succédèrent sans intervalle en Avignon, une messe particulière fut instituée par Clément VII, des indulgences promises à quiconque prendrait part aux prières publiques. Ce fut comme un réveil de piété officielle² : partout on s'occupait d'organiser, en vue de « l'union, » des prédications, des processions. Je citerai par

1. Bibl. nat., ms. français 916, fol. 103 r°. Je détache le passage suivant d'un sermon prêché, quelques années plus tôt, dans la cathédrale de Toulouse, par Jean de Cardaillac (? 7 octobre 1390) : « Propter quod, charissimi, merito nos ordinamus certas processiones fieri per annum et certas orationes a civibus libere dicendas, in quibus et per quas, in tantis periculis et angustis, pro liberatione, pro presidio, pro auxilio perobtineamus clamemus in celum. » Ms. latin 1465, fol. 2 r°. — D'autre part, des prières avaient été pratiquées, dès 1387, dans toutes les maisons de Chartreux de l'obédience avignonnaise en vue de l'union et de la réforme de l'Eglise sous le gouvernement de Clément VII (Le Gouteux, t. VI, p. 383).

2. *Reliquaire de Saint-Denis, lura cit.*, *Chronique des quatre premiers Valois*, p. 327, l. 14 *prima Clementis VII* n. 532. Les bulles de Clément VII instituant une messe spéciale *pro seditione scismatip*, qui devait être tenue tous les jours dans les massifs de toutes les églises, chanter le premier jeudi de chaque mois et, en outre, dite chaque semaine comme messe basse, ne furent adressées aux archevêques de Sens, de Reims, de Rouen, de Tours, de Bourges, de Beaune et de Narbonne que le 29 octobre 1391 (Arch. du Vatican, Reg. 305, fol. 21 r°. L'exemplaire de l'archevêque de Reims se trouvait jadis dans un mandement de ce prélat aujourd'hui conservé aux Archives de l'Aube, L. 115).

exemple, celle du 2 mars, à Nîmes¹, celle du 9 mars, à Montpellier².

Début plein de promesses, mais qu'il eût fallu tenir. Dans un discours prononcé, vers cette époque, en présence du roi, Gilles des Champs, parlant au nom de l'Université, avança que c'était tenter Dieu que se contenter de prier en un pareil moment : c'est d'actes que l'Église avait aussi besoin. Quiconque soutenait qu'il ne fallait pas travailler à l'union, était un hérétique ; quiconque y mettait obstacle prenait rang parmi les schismatiques ; quiconque, étant en mesure d'y travailler, s'abstenait de le faire, péchait mortellement. Celui des deux élus enfin qui s'y opposait devait être impitoyablement expulsé, quel que fût son droit d'occuper le saint-siège³.

Cependant Pierre de Mondovi et Barthélemy de Ravenne étaient repartis pour l'Italie avec leurs nouveaux compagnons. A la Grande-Chartreuse, ils retrouvèrent l'annônier du pape Gérard du Pas, venu tout exprès pour les entretenir au passage. A Pise, ils touchèrent une lettre de change de 107 florins que leur avait gracieusement fait remettre le même Clément VII, afin de les défrayer de toutes dépenses de voyage⁴. Plus tard, quand Geraldo de Mondovi, frère du prieur d'Asti, rapporta une seconde lettre de Boniface IX en France, le pape d'Avignon lui témoigna également sa satisfaction par un don de 80 florins. C'est assez dire que Clément VII ne voyait pas d'un mauvais œil la correspondance établie entre Paris et Rome, et qu'il ne se donna pas, comme le prétend le *Religieux*, la satisfaction puérile de traiter d'actes sans valeur les lettres de Boniface, sous prétexte que « l'intrus » y usurpait le titre de pape⁵.

1. Méunier *Histoire de la ville de Nîmes*, t. II, p. 88. et Preuves, p. 121.

2. *Le Petit Thalamus*, p. 424.

3. H. Denon, *Chartularium Universitatis Parisiensis* t. III, n° 1066.

4. *Ibid.* p. 608.

5. Le 7^e août 1393, payement de 80 florins « Geraldo de Montevico, fratri prioris Astensis ordinis Carthusiensis, qui cum dicto priore et priore Insaule Gorgoni, dicti ordinis, fuit super in Perusio pro certis Ecclesie negotiis, quos dominus noster Pape nobis duci voluit » (*Intritus et expens* n° 370, fol. 146 v°).

6. Je ne sais ce qu'il faut penser de deux voyages qu'aurait faits en Avignon le bienheureux Lérule de Parme, chargée, la seconde fois, de porter à Clément VII des lettres de Boniface IX (*Acta Sanctorum Aprilis*, t. I, p. 728-732). Quelque con-

D'autre part, Boniface IX avait pu, comme le rapporte Froissart¹, se rejouer de la « plaque cruelle » envoyée à Charles VI pour son « châtement » et pour « l'instruction de ses sujets. » Mais il ne renonçait pas à tirer bon parti des relations qu'il venait de renouer avec la France. Il avait compris, par la note confiée aux quatre Chartreux et par les explications orales qu'ils y avaient jointes, que le roi continuait de subir l'influence d'Avignon. Les yeux de Charles VI étaient encore fermés, comme il disait, à la lumière. Pourtant il ne désespérait pas de le convaincre. Il s'ennhardissait même jusqu'à lui signaler un abus qu'il supposait se produire fréquemment en Lorraine, en Flandre, en Bretagne, en Gascogne, je veux dire la conversion forcée des urbanistes au parti clémentin. Uniquement désireux de procurer le salut du roi, des princes de France et de Clément VII lui-même, il proposait d'envoyer à Paris des hommes capables d'éclaircir tous les doutes du roi : tel est le sens d'une seconde lettre qu'il écrivit à Charles VI, non pas, comme on l'a dit, de Pise, le 21 mai 1394², mais de Pérouse, le 20 juin 1393³.

Cette épître demeura tout d'abord sans réponse. Un nouvel accès privait alors le roi de l'usage de sa raison. Les princes ne jugèrent pas à propos de prolonger l'entretien avec un pontife dont le langage était si différent du leur⁴.

Cependant les promesses que Charles VI avait faites non seulement aux Chartreux, mais dans des circulaires adressées, à

finies que Pappebrach semble avoir énoncées à l'écrit du biographe d'Uzède, Simon de Zanechi qui écrivait seulement en 1472 son œuvre contient de telles inexactitudes qu'il semble bien difficile que l'histoire puisse en tirer parti (v. notamment le récit d'un prétendu voyage fait à Paris par Pierre de Luna entre la mort de Clément VII et sa propre élection au souverain pontificat).

1. T. XV, p. 30, 31. — Suivant le même chroniqueur, la cour d'Avignon regarda également la maladie du roi comme un châtement céleste : « Car il prommist, au plus d'ans, au pape et jura, sur sa loy, et en parole de roy, que il se ordonneroit tellement que par puissance il destruiroit cet antipape de Rome..., et il n'en a riens fait. »

2. *Religieux de Saint-Denis*, t. II, p. 106. — M. E. Kehrmann (*Frankreichs innere Kirchenpolitik*...), p. 13) et le P. H. Denifle (*op. cit.*, p. 668) donnent la date, évidemment fautive, du 21 mai 1393.

3. Arch. nat., J 518, fol. 101 r°, Bibl. nat., ms. latin 1462, fol. 161 r° V-F de Gadenus, *Codex diplomaticus antedictorum rebus Magnificis illustratum* t. II p. 601.

4. *Religieux de Saint-Denis* t. II, p. 110.

deux reprises aux évêques du royaume¹, avaient éveillé l'espoir que quelque important changement dans la situation religieuse se réaliserait sous peu. L'on ignorait seulement sous quelle forme devait se produire l'intervention du roi.

Une attente inquiète, une curiosité impatiente, jointes à une déférence singulière à l'égard de la royauté, percent dans un traité, fort médiocre d'ailleurs, que Bernard Alamant, évêque de Condom, adressa, le 18 novembre 1393², à Charles VI, aux ducs d'Orléans et de Bourbon, au chancelier de France, à Philippe de Mézières, à l'Université. Le prélat n'ose aborder la question religieuse que parce qu'il s'y croit autorisé par des lettres du roi. Dans sa crainte de heurter toutes les susceptibilités, dans son désir de plaire à chacun et surtout d'obtenir du roi une réponse à laquelle il paraît attacher un grand prix³, il oublie d'indiquer aucun remède au schisme. Son ouvrage, vague et obscur, n'est qu'une lamentation diffuse sur les malheurs du temps⁴.

L'Université de Paris allait plus droit au but. Quand, au mois de janvier 1394⁵, on sut que l'intelligence du roi se reveillait, une nouvelle députation des facultés se rendit à Saint-Germain-en-Laye. Là, en présence de Charles VI, des ducs d'Orléans, de Berry, de Bourgogne et de Bourbon, le maître en théologie

1. C'est ce que semble indiquer Bernard Alamant, évêque de Condom : « Affert et inducit confidendum sanctum propositum et conceptus regius ad oriendam Ecclesiam jam michi per binas litteras regias intimalus » (Ms. lat. n. 14543, fol. 196 v°).

2. Et non 1352, comme le veut M. Du Boulay (l. IV, p. 680) et les auteurs de la *Gallia Christiana* (t. II, c. 963). Ce traité se trouve, à la Bibl. aut., dans les mss. latins 1481 (fol. 50-81) et 14843 (fol. 38, 197-212), à Rouen dans le ms. 1335 (fol. 131 v°-161 v°), à Rome enfin dans le ms. XVI 79 de la Bibl. Barberini (fol. 55-86 et dans les vol. 21 (fol. 2-30) et 38 (fol. 1-64) de l'*Armamentum LIT.*, aux Archives du Vatican. D. Martène (*Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, c. 1129-1133) s'est borné à en imprimer les titres de chapitres avec les lettres d'envoi à Charles VI et à Clément VII.

3. H. Denifle, *Charitativum Universitatis Parisiensis*, t. III, n° 1671.

4. Plus remarquable est le poème publié vers le même temps (juin 1393), en Allemagne, par Henri de Langenstein sous le titre de *Carmen pro pace et d'Insecutio contra monstrum Babylonis* (cf. A. Kneer, *Die Entstehung der kasselerischen Theoria*, p. 91-93, 127, H. Denifle, *op. cit.*, n° 1048).

5. Et non au mois de juin 1393, comme on l'a dit par mégarde (G. Kehrman, *Frankreichs innere Kirchenpolitik*, p. 53).

Étienne de Chaumont expose que, si Dieu rendait la santé au roi de France, c'était pour lui permettre de secourir l'Église. Travailler activement à supprimer le schisme, ou renoncer au titre de « roi très chrétien, » telle était l'alternative que l'orateur proposait au choix de Charles VI.

Le duc de Berry répondit : « La durée excessive de ce schisme « exécrable est une honte pour le roi et pour la maison de France. « Tout le monde en est las. Si vous trouvez un remède qui agréé « au Conseil, nous l'adopterons sur l'heure. » C'était l'encouragement que les universitaires attendaient en vain depuis trois ans : ils se mirent aussitôt à l'œuvre.

Dès le 25 janvier, procession et station à Saint-Martin-des-Champs : le sermon prononcé par Guillaume Barraut, à l'issue de la messe, célèbre le zèle des princes et invite l'assistance à prier Dieu de les maintenir dans ces heureuses dispositions¹. Le 28, le roi désigne, outre son chancelier, un certain nombre de conseillers qui doivent s'entendre avec les délégués de l'Université sur le choix des voies et moyens². En même temps, inaugurant un système de scrutin qui permet à toutes les opinions de se produire et de se défendre, mais qui doit aussi déterminer parmi les clercs une agitation insolite³, l'Université fait placer dans le cloître des Mathurins un coffre en forme de tronc, où toute personne ayant en vue quelque remède au schisme est invitée à déposer une note ou un mémoire.

Quand vient le jour du dépouillement, les cinquante-quatre professeurs chargés de ce soin trouvent dans le tronc plus de dix mille bulletins. De cette multitude d'avis, trois idées principales se dégagent : il importe de consulter l'Église universelle, ou bien de remettre à des arbitres le soin de prononcer, ou enfin d'obtenir la démission simultanée de Boniface IX et de Clément VII. Concile, compromis et cession, telles sont les trois voies depuis longtemps preconisées dans l'Université; tels sont les trois

1 *Religieux de Saint-Denis* t. II p. 35. H. Denée, *op. cit.* p. 618.

2 *Ibid.*, n° 1676.

3 On a remarqué que l'Université ne fit pas mention de ce scrutin dans son adresse au roi comme si elle avait senti ce qu'un tel procédé pouvait avoir d'incertain (A. de Circourt, *Le duc Louis d'Orléans, dans la Revue des Questions historiques*, t. XLV, 1880, p. 115).

remèdes proposés, avec arguments à l'appui, dans la cedula recapitulative que rédigeant sur-le-champ les cinquante-quatre délégués. Des lors il est facile de mesurer le terrain qu'a perdu Clément VII : les suppôts de l'Université se prononcent contre la « voie de fait; » ils semblent considérer les deux pontifes rivaux comme également responsables du schisme. Beaucoup de notables clercs, paraît-il, se demandent si ces deux papes ne sont pas tout simplement des antipapes; on indique déjà la soustraction d'obédience et le séquestre des revenus apostoliques comme moyens de les mettre l'un et l'autre à la raison¹.

Les mêmes idées sont exprimées sous une forme populaire dans une *Complainte de l'Église* qui dut paraître vers ce moment². L'auteur en est un maître es arts normand, ce fameux Jean Petit qui fit plus tard l'apologie du meurtre de Louis d'Orléans. En trois cent vingt-huit vers octosyllabiques, il décrit les

1. R. Denifle, *op. cit.*, n° 1674, 1680. — V. (*ibid.*, n° 1677) un certain nombre de points sur lesquels les maîtres et les bacheliers en théologie avaient été, précédemment, invités à donner leur avis.

2. Ce poème inédit se termine, dans le ms. français 12470 (fol. 5 r°) de la Bibliothèque nationale par la note suivante du xiv^e siècle : *Explicit la Complainte de l'Église* que fist maistre Jehan le Petit, l'an mil CCC IIII^e et XII. » Mais le poème lui-même contient deux autres indications chronologiques qui ne se rapportent pas à la date de 1392, et qui ne concordent même pas l'une avec l'autre. Aux vers 1-3, on lit ces mots, mis dans la bouche de l'Église (fol. 1 r°)

« Fies, que feres je dolence,
Quant a plus de quinze ans a pechiez
Qui m'avez des tourmentez ? »

Ce qui semble indiquer que l'auteur compose à la fin de l'année 1393 ou dans la première partie de l'année 1394. D'autre part, on lit dans la deuxième moitié du poème (fol. 3 v°)

« Et vous, noble duc de Berry,
Aidez a ce clome destruire
Par xvij ans l'ont usurey,
Et toujours ve de mal en plus. »

Ce qui nous reporte pour le moins à la fin de l'année 1395. Mais cette dernière date est inacceptable : il résulte d'autres passages que l'auteur rime du vivant du pape Clément VII. D'ailleurs, l'introduction du chiffre *xvij.*, prononcée suivant l'usage constant *dix et sept*, s'explique ici par le besoin de la mesure : il fallait au poète un mot de trois syllabes. Dans le premier passage, au contraire, rien ne l'eût empêché de mettre *seize* au lieu de *quinze* s'il eût écrit postérieurement au seizième anniversaire du déchirement de l'Église. J'en conclus que cette première indication est la seule bonne et que la *Complainte* fut écrite un peu après le quinzième anniversaire de l'élection de Clément VII, probablement au commencement de l'année 1394.

maux du schisme, flétrit l'indifférence des prélats de haut rang :

Car riens n'ont fait, et sont jà las.

L'entêtement des deux papes ne l'irrite pas moins

Ces deux me lairant cy crever,
Il ne leur chaut se je trespassé

Sans l'assistance généreuse de l'Université, l'Église aurait péri sans doute. Mais que peuvent les maîtres, sinon « admonester ? » Aux grands de la terre appartient de porter remède au schisme. A cette heure où les Turcs menacent la chrétienté, où trois factious déchirent l'Église¹, celle-ci place son espoir dans les princes, surtout dans ceux de la maison de France.

Pour Dieu, que vostre main soit mise
A refaire ceste union !
Prenez garde à vos anciens
Progeniteurs, comme exposoient
Leurs corps, amis, puissance et biens,
Et vaillamment se combattoient
Pour me garder et secourir
Encontre tous mes ennemis
Hé Dieux ! que orent ils à mourir ?
Ils estoient tant mes amis !
Hé, roy Pepin, es vasquissiez.
Et vo pere, Charles Martel,

1. Le parti de Clément VII, celui de Boniface IX et celui des chrétiens qui condamnaient également la légitimité des deux pontifes. On ne peut s'empêcher de trouver une singulière analogie entre ce passage de la *Complainte* et la *Lamentatio Ecclesie* publiée à la fin de notre premier volume (p. 389 et sq.)

Pourquoy ceulx qui ceste tempéste
M'ont fait, nous vaines Antares,
Ou vult tant fuir, et m'asemble,
Que espouse soye a deux maris
Et noye vstre tout ensemble
Hont ma nte gens sont esmaris
Ainsi mes corps en trois parties
Est departis et descelé
Qu'non pas esté departies
Sont grant desvotées et pechie
Selon l'un de ses trois costez,
Femme au a Robert d'Artoies,
Autre au comte d'Orléans
Son est, par amour mesmeure
Mais du successeur Berthelemy
De Barcelle est la vraye espouse
Les tiens dient a Nemi, par Dieu !
... ne l'autre, dont ne l'espouse
Car l'un ne s'entend au ni pere, a
Et ainsi dient que je suis veuve.

Cestes un tel cop fermaies
 Sur ce cisme du grant mortel
 De vostre puissance haultaine
 Et sur tous ceulx qui le nourrissent
 Et se revenist Charlemaine,
 Tous seymoniques s'en feryent.

Jean Petit s'adresse donc à Charles VI, et lui promet, s'il met fin au schisme, une gloire comparable à celle d'Artus et d'Alexandre. Il implore également les ducs de Berry et de Bourbon, le « gentil » duc d'Orléans et le duc de Bourgogne, qu'on sait plus favorable aux desseins des universitaires :

Et vous, seigns duc de Bourgoingne,
 Par qui j'aiens grant reconfort.
 Mettez les mains en la besuingne,
 Jn y avez labouré fort.

Les moyens de terminer le schisme ne manqueront pas; l'Université saura bien les indiquer au roi : concile, compromis, cession de l'un ou de l'autre des papes ou de tous les deux. Si Clément VII ou Boniface refusaient d'entrer dans la voie qui leur sera indiquée par les princes, ceux-ci devront user de contrainte. Parmi tous les moyens qui s'offriront à eux et auxquels ils pourront « raisonnablement » recourir, Jean Petit cite et recommande la soustraction d'obédience.

Un des vœux exprimés par les suppôts de l'école était que Charles VI ne laissât pas plus longtemps sans réponse les lettres du pape italien¹. En effet, le roi reprit avec Boniface IX, sans doute vers cette époque, la correspondance interrompue. De véritables lettres écrites au nom du roi remplacèrent, cette fois, la note impersonnelle renvue aux quatre Chartreux en 1393². Dans ces lettres, il est vrai, Charles VI s'abstient de qualifier Boniface IX du titre de pape; il le prend d'assez haut, rejette sur le clergé la responsabilité d'un mal qui, assure-t-il, fait l'objet de ses constantes préoccupations. Il invite Boniface à mettre ses actes d'accord avec son langage, en témoignant, non seulement

1. H. Denifle, *Historia Universitatis Parisiensis*, t. III, p. 618.

2. Ms. 1355 de Rouen, fol. 191 r^o, L. d'Achery, *Spicilegium*, t. I p. 785 — Il me semble difficile d'admettre le système de M. Théodore Muller, qui considère ces lettres de Charles VI comme une réponse à la première épître de Boniface IX (*Frankreichs Universitäten*, p. 8).

par ses exhortations, mais aussi par son désintéressement, d'un véritable zèle en faveur de l'union. Il donne même à entendre que la patience des peuples, comme celle des princes, est à bout, et que les deux pontifes, s'ils continuent de montrer tant d'attachement à leurs thèses, pourraient bien arriver à s'en repentir un jour. Mais, si ces lettres n'indiquent pas que Charles VI eût conçu pour le pape de Rome une vive sympathie, elles prouvent du moins chez lui un refroidissement sensible à l'endroit de Clément VII, et elles témoignent de sa conversion aux idées pacifiques qui avaient cours dans l'Université. Point de propagande armée. Point de sang répandu. Point de guerre fratricide, propre à faire tout au plus la joie des Sarrasins¹. Un esprit de paix et de charité doit présider à l'œuvre de l'union. Ainsi s'exprime un roi qui, trois années plus tôt, s'app préparait à promener, au nom de Clément VII, le fer et la flamme à travers l'Italie. En communiquant cette réponse au pape d'Avignon, le roi ne lui épargne pas non plus les remontrances. Il rappelle ce que le schisme a coûté à la France d'or et de sang dépensés en pure perte; il fait remarquer que les cardinaux tirent du royaume leurs principales ressources, que, pendant ce temps, l'Islam avance, que la chrétienté n'en peut mais²; heureuse encore, si le clergé s'occupait sérieusement de mettre un terme au schisme, et s'il avait d'autre souci que d'étaler son luxe ou d'accroître ses biens! Charles V ne se fût pas si facilement lancé dans une telle aventure, s'il eût prévu l'indifférence et la somnolence des clercs.

En traitant des projets d'expéditions en Italie, j'ai fait remarquer déjà que la cour de France, vers cette époque, opposait aux sollicitations de Clément VII une inertie calculée³. Le langage de Charles VI explique sa politique. La saison des croisades clementines est passée. C'est peut-être vers le même temps que le roi, se relâchant de sa sévérité à l'égard des urbanistes, autorisa

1. On commençait alors à s'inquiéter en France du progrès des Ottomans (J. Delaville La Roulle, *La France en Orient au XIV^e siècle*, t. I, p. 227, 229, E. Jarry, *La vie politique de Louis de France*, p. 123). Dans le *Songue du Vieil pèlerin*, Philippe de Mézières poussait déjà un cri d'alarme (Bibl. nat. ms. français 22542, fol. 57 v).

2. V. plus haut, p. 198.

la nation anglaise de l'Université de Paris à suivre, si bon lui semblait, le parti du pape italien¹.

Cependant Charles VI ne tarda pas à s'éloigner de Paris pour accomplir un pèlerinage au Mont-Saint-Michel (vers le 5 février). Tandis que Philippe le Hardi se rendait en Artois et en Flandre, l'Université, qui perdait dans le duc de Bourgogne son principal appui, s'aboucha, par trois fois, avec les délégués royaux et chercha vainement à leur faire émettre une opinion sur la matière : ils répondirent constamment que leur mission se bornait à entendre l'avis de l'Université. Les délégués des facultés, s'inspirant alors des votes recueillis au cloître des Mathurins, proposèrent un certain nombre de mesures, destinées à préparer ou à consommer l'union : processions solennelles, penitences et prières ; invitations adressées aux partisans d'Urbain ; exhortations au pape Clément ; protection royale étendue sur tous ceux qui par la plume ou par la parole travailleraient à l'union ; permission accordée à l'Université de correspondre à ce sujet avec les autres études, enfin adoption d'une des voies qui avaient réuni le plus grand nombre de suffrages, le concile général le compromis ou la cession. L'Université, assemblée au nombre d'environ quatre cents maîtres, dans le couvent des Bernardins, le 26 février, approuva à l'unanimité le langage de ses représentants, décida de les couvrir de son autorité et de les défendre, au besoin, envers et contre tous. Guillaume Barrault fut désigné par la faculté de théologie pour transmettre les mêmes propositions au roi ; elles devaient être ensuite livrées à la publicité².

Les rapports ne tardèrent pas à devenir difficiles entre les délégués de l'Université et les conseillers du roi. Charles VI était revenu à Paris dans les premiers jours du mois de mars ; mais l'absence de Philippe le Hardi se prolongeait au détriment de la cause de l'union. Les représentants des facultés avaient subi déjà sans doute plus d'un échec, quand, le jour de Pâques (19 avril), Gerson, précipité devant les princes, parla des peches

1. H. Denife, *Anteriorum Chartularum*, t. I, p. LXVI. — De son côté, Boniface IX permit aux ecclésiastiques italiens d'aller étudier en l'Université de Paris, pourvu qu'ils ne fussent pas de grade des mains du chancelier de Paris (H. Denife, *Chartularum...*, t. III, n° 362).

2. H. Denife, *op. cit.*, n° 369 et p. 610.

mortels commis par ceux qui traversaient les entreprises de l'Université et exhorta le roi à suivre, comme son bisaïeul, plutôt l'avis des théologiens de Paris que l'inspiration de la cour de Rome¹. Enfin, ne parvenant pas à se faire entendre, l'Université résolut de développer ses vues dans une épître écrite, à laquelle collaborèrent, entre autres, Pierre d'Ailly et Gilles des Champs, et que le plus cicéronien des bacheliers d'alors, Nicolas Poëvilain de Clamanges, fut chargé d'enrichir des fleurs de sa rhétorique². Ce mémoire, destiné par la suite à se répandre dans les « quatre coins du monde, » fut lu et adopté par l'Université dans une réunion plénière tenue le samedi 6 juin³, veille de la Pentecôte.

L'absence prolongée de Philippe le Hardi laissait toujours le champ libre aux ducs d'Orléans et de Berry. Circonstance fâcheuse. On connaît assez bien la politique du frère du roi pour s'expliquer son dévouement à la cause d'un pape qui favorisait ses visées ambitieuses. Jean de Berry partageait cet attachement aveugle, sans qu'il soit aussi facile d'en déterminer les causes⁴. De son alliance avec Clément il retirait peu d'avantages. Tout se borna entre eux à des rapports de bon voisinage, tant que le duc gouverna le Languedoc, à des échanges de présents, à des attentions réciproques⁵. Ayant acheté la ville et le château d'Usson,

1. Allusion à l'intervention de Philippe VI dans la controverse sur la vision beatifique (Gerson *Opera*, t. III c 1265-1268 et sq., cf. H. Denifle *op. cit.*, n° 1682 et p. 615).

2. *Reliquiae de Sancto-Denis*, t. II, p. 98. cf. H. Denifle, *op. cit.*, p. 624-625. — Le même Nicolas de Clamanges est l'auteur d'une lettre qu'il paraît avoir adressée, en son nom propre, à Charles VI vers la même époque (remarque cette phrase : « Ecce jam tertio exstitit iustis Periculi navicula horribili disiecta tempestate dissipatur. ») Il y représente le navire de l'Eglise comme battu par la tempête, tandis que capitaine et rameurs s'abandonnent au sommeil. La jeunesse jusqu'au service du roi mais qui à présent « se réveille et fasse œuvre virile ! Tous les rois, tous les princes, tous les peuples étrangers sont disposés à le suivre (Nicolas de Clamanges *opera omnia*, Leyde, 1613, in-4°, *Epistolarum*, p. 3-6).

3. Et non le 8, comme le veut le *Reliquiae de Sancto-Denis* (t. II p. 182) et comme l'ont répété Schwab (*Johannes Gerson*, p. 130), Hefele (*Conciliengeschichte*, t. VI, ed. Knipfner, 1900, p. 501), etc.

4. Dans son château de Bieville, il avait fait peindre les portraits de Clément VII et des cardinaux de son collège (*Reliquiae de Sancto-Denis*, t. IV, p. 522). Cf. un passage d'une lettre de Georges de Selve du 24 avril 1362, citée dans l'*Eclaircissement III* (p. 440).

5. Le 8 avril 1353 le pape accorde une gratification à un messager qui lui appor-

ainsi que la dime des vins dans le domaine de Donzenac, Jean de Berry déclara vouloir les tenir en fief du saint-siège, moyennant le paiement d'un cens annuel d'une once d'or auquel il ajouterait 11 petits sols tournois à l'avènement de chaque nouveau pape. A cette occasion, le 5 mars 1391, il fit hommage à Clément VII, à genoux, les mains jointes, et jura de garder les droits et les personnes du pape et de ses successeurs¹ après qu'il baisa la mule, la main et le visage du souverain pontife. Celui-ci, de son côté, promit d'être bon suzerain et investit le duc par la tradition de la rose d'or, ce qui donna lieu, dans Avignon, à la promenade traditionnelle². Dans d'autres occasions, le prince reçut de Clément VII un âne blanc³, des reliques, divers joyaux, de précieux manuscrits⁴.

Quelque prix que ces derniers cadeaux eussent aux yeux d'un amateur aussi éclairé que Jean de Berry, ils ne suffisent pas à expliquer l'obstination avec laquelle ce prince défendit Clé-

tail des fromages de la part du duc de Berry (*Introduitus et exitus*, n° 356, fol. 134 v°). A un autre moment le duc fait don au pape d'un hôtel à Villeneuve-lès-Avignon (v. L. Dubaut, *Les annales d'art du monastère des Celestins d'Avignon*, Caen, 1868, n° 5, p. 4). De son côté, Clément VII accorda, en 1385 et en 1386, des dispenses pour le mariage de Marie, fille du duc de Berry avec Louis, comte de Dunois (Arch. nat. L. 364, n° 25), et pour celui de Jean, fils du même duc, avec Catherine de France, sœur du roi (J. 146, n° 19, 79, 80). Enfin les comptes du pape portent à titre de préparatifs faits dans le palais d'Avignon, au mois de mai 1386 pour la venue du duc de Berry, « pro removendo nubes, parulis roatis mundandis et la dictis cameris reparandis pro certis reparandis, » etc. (*Introduitus et exitus*, n° 337, fol. 97 v°, cf. *Reliquaire de Saint-Benoît*, t. I, p. 312 Baluze, t. I, c. 1219), puis, au mois de janvier 1386, « pro nubes ponendis in cameris S. Pauli et terris ubi collocabitur domus dux italicensis, et pro feno necessario pro lectis dominorum duxis predicti comitis Sabaudie et eorum gentium ac plurium aliorum qui breviter debent venire Avinionem » (*ibid.*, n° 360, fol. 71 r°). Au mois de mai 1389, l'hôtel que le pape possédait à Villeneuve-lès-Avignon fut aménagé pour recevoir la jeune duchesse de Berry (*ibid.*, n° 363, fol. 146 v°, 153 v°) dont Froissart a décrit la réception brillante (t. XIII, p. 306, 308, 313, 315).

¹ L'acte constatant ces faits fut enregistré, en 1402, par ordre de Bonif. XIII dans le *liber venarum* B. n. lat., ms. latin 4186 fol. 402 v° et P. Fèvre, *Étude sur le liber venarum de l'Église romaine*, p. 183, 241).

² Le 21 février 1386 Clément VII envoya un âne blanc au duc de Berry qui se trouvait à Lyon (*Introduitus et exitus*, n° 361, fol. 79 r°).

³ *Reliquaire de Saint-Benoît*, t. II, p. 412. L. Bellola, *Le Cabinet des manuscrits*, t. III, p. 171. F. Maitz ducis *cit.*, p. 176, 178. — L'une des Bibles données par Clément VII au duc de Berry occupe maintenant le n° 54 du fonds latin de la Bibliothèque du Vatican.

ment VII contre les entreprises de l'Université. Son mobile véritable est peut-être indiqué dans un ouvrage composé précisément à la date de 1394. L'auteur, Honoré Bonet, esquisse en quelques traits la figure de Jean de Berry tête chagrine, expression soucieuse dénotant, au milieu d'une existence luxueuse, de tristes préoccupations. Le zèle du prince est incompris; ses detracteurs, surtout nombreux parmi les universitaires, interprètent mal son dévouement au pape d'Avignon. Il voudrait bien sans doute rétablir l'unité mais il tient avant tout à sauvegarder l'honneur du feu roi Charles V, dont la mémoire est attaquée. C'est pour n'avoir pas l'air de désavouer le roi son frère qu'il refuse de modifier la politique traditionnelle¹.

Quoi qu'il en soit, les délégués de l'Université trouverent un triste accueil auprès de l'ainé des oncles du roi, lorsqu'ils vinrent lui faire part des résultats de l'assemblée du 6 juin. Loin de demander pour eux une audience royale, le duc s'opposait personnellement à ce qu'on les reçût. Oser parler de la démission du pape Clément VII! Si les auteurs de cette insolente proposition ne se rétractaient pas, le duc de Berry menaçait de les faire jeter à la rivière: tel est du moins le récit du *Religieux de Saint-Denis*².

Le duc de Bourgogne revint à Paris sur ces entrefaites. On connaît ses relations avec le pape d'Avignon³. Était-ce pourtant l'envie de se rendre populaire⁴ ou le désir de faire échec au jeune duc d'Orléans? ou encore le besoin de mettre un terme au schisme, afin d'ôter à ses sujets flamands demeures urbanistes tout prétexte pour chercher un point d'appui en Angleterre⁵? En tous cas, l'Université retrouva en lui un puissant protecteur. Elle obtint aussitôt qu'il faciliterait l'accès de ses délégués auprès de Charles VI. L'audience, reculée de jour en jour, fut enfin accordée le 30 juin. Les universitaires, admis dans la chambre du roi, y trouverent Charles VI entouré de ses oncles, de

1 N. Valois, *Un ouvrage inédit d'Honoré Bonet, prêtre de Salou*, dans *L. nantaise-Bulletin de la Société de l'histoire de France*, t. XXVI, 1890, p. 202.

2 T. II, p. 132.

3. M. E. Jarry, *La vie de saint Louis*, p. 526, suppose que Philippe le Hardi n'avait point obtenu ce qu'il attendait du pape d'Avignon.

4. Cette dernière hypothèse a été émise par M. Th. Müllcr (*Frankreichs Unionversuch*, p. 8).

son frère, de ses consens et d'un nombreux clergé. Ils exposèrent, par l'organe de Guillaume Barraut, les idées développées dans leur adresse écrite, dont ils remirent ensuite un exemplaire au roi¹.

Des trois principaux expédients déjà mis en avant, la double cession était celui auquel l'Université donnait, cette fois, la préférence. Rien de plus séduisant, en effet, et rien de plus simple, en apparence, que cette façon de débayer le terrain. Les cardinaux les plus anciens, ou mieux les deux collèges, réunis en un seul, procéderaient aussitôt à l'élection d'un nouveau pape. L'honneur des princes serait sauf, la paix refleurirait dans l'Église.

Comme il fallait pourtant prévoir le cas d'un refus de la part d'un des pontifes, l'Université signalait le système du compromis comme offrant aussi de grands avantages. La réunion d'un petit nombre d'arbitres présentait moins de difficultés que celle d'un concile œcuménique, et chaque parti était plus sûr de se trouver de la sorte également représenté.

Comme pis aller, l'Université proposait la convocation d'un concile, où les docteurs en droit et en théologie siégeraient à côté des prélats. remède efficace, pensait-elle, autant que légitime, et contre lequel s'étaient vainement élevées des voix plus complaisantes que désintéressées. Elle réfutait alors les objections soulevées jadis par le cardinal d'Embrun ou par celui de Viviers. Elle rééditait et reprenait pour son compte les théories de Henri de Hesse et de Conrad de Gelnhausen². Elle affirmait enfin l'autorité suprême d'une assemblée ne tenant ses pouvoirs que de Dieu et du consentement des fideles.

À ces thèses quelque peu hasardeuses étaient jointes de pressantes exhortations au roi. L'Université présentait ces divers expédients sous forme de simple avis, sans prétendre exclure d'autrui des voix qui pourraient mieux convenir à Charles VI; mais elle le suppliait de faire de l'union sa principale affaire.

Elle ajoutait (et son accent alors devenait amer) que celui des

¹ *Religieux de Saint-Denis*, t. II, p. 139-139.

² Le dernier n'avait pas cessé de combattre activement en faveur de la convocation d'un concile. J.-B. Schwenk, *Johannes Gerson*. Wurzbourg 1858. in-8° p. 174. F.-J. Scheuffgen, *Beiträge zu der Geschichte des grossen Schismas*, p. 41.

deux papes qui rejetteraient les trois expédients sans en proposer un quatrième, devrait être réputé schismatique endurci et, par conséquent, hérétique. Renouvelant une menace qui devait avoir plus tard de terribles effets, elle déclarait que, dans ce cas, il faudrait cesser de lui obéir, ne plus lui laisser la direction des affaires de l'Eglise, ni la jouissance des biens apostoliques, mais le traiter comme un loup dévorant, l'expulser du bercail et l'envoyer, loin de la terre des vivants, partager le supplice de Dathan et d'Abiron. Notez que ces menaces s'adressaient à Clément autant qu'à Boniface : l'Université confondait désormais les deux papes dans une même réprobation. Ils avaient fui également toute occasion de s'entendre. Leurs exactions, leur simonie, leurs choix scandaleux, le trouble qu'ils persistaient à jeter dans l'Eglise constituaient les fidèles en état de légitime défense. Peu s'en fallait même que l'école ne revînt sur ses déclarations : elle semblait de nouveau douter des droits de Clément VII. Ils n'étaient pas certains, puisqu'on les contestait. Insensé, disait-elle, qui se flatte de posséder des yeux de lynx et de voir clair au milieu des ténèbres¹ !

Ce scepticisme, ces critiques, ces menaces équivalaient à une déclaration de guerre au pape d'Avignon. Lourde faute où se laissa entraîner la passion des universitaires ! Combien leurs idées eussent gagné à être présentées sous une forme moins acerbe ! Comme ils eussent eu plus de chance d'obtenir gain de cause, s'ils se fussent refusé la satisfaction mesquine de dire leur fait aux deux pontifes, et s'ils eussent évité d'insulter, par avarce, ceux de qui dépendait l'adoption de leurs plans !

Le roi avait écouté le discours de Guillaume Barraut avec une physionomie sereine ; il avait reçu l'adresse et donné l'ordre de la traduire². Je ne sais si cette version produisit un effet contraire à celui qu'en attendaient les maîtres, ou si, de nouveau, l'absence de Philippe le Hardi modifia les dispositions de la cour à leur égard. Mais, vers le 10 août, quand ils revinrent chercher la réponse du roi, le chancelier leur déclara que l'intention de Charles VI n'était pas de s'occuper plus longtemps de cette affaire, qu'il leur défendait même d'y donner aucune suite ou

¹ H. Denifle, *op. cit.*, n° 1683.

² *Religieux de Saint-Denis*, t. II, p. 182. Cf. H. Denifle, *op. cit.*, n° 1686.

La France et le Grand Schisme

de recevoir, à ce sujet, des lettres sans les lui avoir préalablement communiquées. Vainement ils insistèrent : le duc de Berry, auteur de cette réponse, avait à son tour disparu; on ne pouvait en son absence revenir sur la détermination prise. Force fut aux universitaires, pour marquer leur dépit, de suspendre toutes leçons et d'annoncer qu'ils ne rouvriraient l'école que le jour où l'on ferait droit à leurs requêtes¹.

C'était la troisième fois que l'Université, au moment d'atteindre son but, s'en voyait écartée par le mauvais vouloir des princes. Quant à l'interdiction de correspondre, elle s'explique par l'arrivée d'une lettre que l'Université de Cologne avait, le 5 juillet, écrite à celle de Paris : lettre pleine d'encouragements et d'offres de concours, bien que les maîtres elle-mêmes se fissent une idée vague des démarches et des vues de leurs confrères parisiens. Ceux-ci s'étaient hâtés de répondre en invitant l'étude de Cologne à se départir un peu de son zèle en faveur de Boniface et à tâcher d'agir auprès des princes, prélats ou Universités d'Allemagne comme eux-mêmes le faisaient auprès de Charles VI. D'autres témoignages de sympathie leur vinrent d'Italie et d'Espagne : le cardinal urbaniste Philippe d'Alençon leur écrivit, le 8 juillet, attribuant les dispositions favorables du roi aux conseils que celui-ci avait reçus de Boniface IX²; le roi d'Aragon les pria, le 20 août, de lui faire part de leurs propositions, se disant prêt à sacrifier son royaume et ses biens au rétablissement de l'union³.

De bons esprits pourtant désapprouvaient l'audace des universitaires. L'auteur du *Sommarium super materia Scismatis* doit être rangé au nombre de ces censeurs prudents. Je ne répéterai pas ce que j'ai dit ailleurs du tableau saisissant que trace Honoré Bonet de la situation de la chrétienté en 1394⁴. Il se sent de plaider successivement la cause de l'union auprès de tous les souverains de l'Europe. De sa visite imaginaire aux cours de Portugal, d'Écosse,

¹ *Religiosa de Saint-Denis*, t. II, p. 124, et H. Denifle, *op. cit.*, p. 634.

² *Ibid.*, n° 1687 à 1689. Cf. une lettre adressée à Pierre d'Ailly par Henri de Langenstein (*ibid.*, n° 1693).

³ Arch. nat., J 514, fol. 20 v° Bibl. nat., ms. latin 14643, fol. 24 v°, Du Boulay, t. IV, p. 11.

⁴ *Annuaire-Bulletin de la Société de l'Histoire de France*, t. XXVII, p. 197-207.

d'Aragon, de Castille, de Chypre, de Hongrie, de Sicile et d'Angleterre il ne rapporte guère que des aveux décourageants : l'un des monarques manque d'une autorité suffisante ; un autre gouverne à grand peine un royaume insoumis, un troisième est en guerre avec ses voisins. Tous ont de bonnes raisons pour se dispenser d'agir. Seul, Charles VI est prêt à remédier au schisme, et Bonet croit devoir lui adresser ses avis, non sans s'être excusé d'aborder un sujet déjà si doctement traité : il va, dit-il modestement, faire succéder le braiement de l'âne au chant des rossignols. Or, s'il repousse tout projet d'intervention armée, et s'il juge que la force est un mauvais moyen de dompter les consciences, le système qui consiste à obtenir bon gré malgré la démission des deux pontifes répugne à sa délicatesse. Dans le cas d'un refus trop facile à prévoir, il se demande quelle puissance humaine pourrait contraindre un pape à abdiquer, et de quel droit jouirait le successeur d'un pape évincé par la force. Il refuse également de placer sur le même rang « l'intrus de Rome » et le pape d'Avignon. Enfin il propose, avant tout aux catholiques de se concerter. La question religieuse se complique, à ses yeux, d'une question politique ; la mémoire du feu roi, l'honneur du roi régnant y sont grandement intéressés. Que le Conseil du roi et l'Université se mettent, donc d'accord ! Bien mieux, que Charles VI écrive aux cardinaux, aux papes, aux rois chrétiens, à ceux du moins dont le concours est probable, aux Romains même ; car leur avis n'est pas à dédaigner. Bref Honoré Bonet prêche la condescendance. Les bons procédés, les égards mutuels rétabliront entre le Conseil et l'Université, entre les cités et les princes, une entente nécessaire à la réconciliation des fidèles sous l'autorité d'un commun pasteur. L'Eglise ne saurait attendre son salut que du roi de France ; mais le roi de France lui-même est incapable de rien faire, sinon d'accord avec la chrétienté.

Ces sages idées n'étaient pas celles qui régnaient dans l'Université. Les hardiesses des docteurs épouvantaient la cour de France : qu'on juge de l'effet qu'elles produisirent sur le pape d'Avignon.

Le *Religieux de Saint-Denis* rapporte que Clément VII, dès le mois de février 1393, chargea le carme Jean Goulain de com-

battre, à Paris, la thèse de la cession, et que celui-ci prône, effectivement, en chaire le système de l'intervention armée. Le chroniqueur, à vrai dire, se trompe quand il ajoute que, pour cette apologie intempestive de la « voie de fait, » Goula n se vit exclure des délibérations de l'Université¹. Il me semble également faire erreur lorsqu'il innue que le pape venait de conférer à Goulain, afin de stimuler son zèle, le droit d'absoudre de tous les cas réservés au saint-siège. Dès 1383, Goulain avait reçu du pape, entre autres faveurs, le pouvoir de donner l'absolution à vingt personnes pour des cas réservés², et il portait déjà en 1388, outre le titre de nonce, ceux de chapelain d'honneur et de pénitencier du pape³. Les profits de cette charge ont pu contribuer, d'ailleurs, à l'attacher à Clément VII, d'autant que ce traducteur bien connu de Bernard Gui, du *Rational des divins offices* et du livre de l'*Information des princes*⁴ ne semble pas avoir été fort déintéressé⁵.

1. T. II, p. 58, 60.

2. H. Denifle, *op. cit.* n° 1867. Il avait obtenu la licence et s'était fait recevoir docteur en théologie dès 1361 ou 1362 (*ibid.*, p. 79), comme il résulte du passage suivant extrait d'un plaidoyer fait le 26 mars 1386 : « Dit le conseil que M^r Jehan est maistre en théologie passé a xxiiij ans, un des solennels clers de Paris, et fut confesseur de la Roïne, que n'eus pas esté se il ne fust bien moriginez, et fut eueus par l'Université de Paris messenger pour aler devers le Pape, et l'appelle le Pape *monum senum...* » (Arch. nat., X 14, 1473, fol. 51 r°).

3. En même temps, il était autorisé à exercer en tous lieux les pouvoirs dont il n'avait joui jusqu'alors que dans la province de Sens (Arch. du Vatican, Reg. 221, fol. 10 r°).

4. « Est penancier du pape, chappellain d'honneur et *Sedis Apostolicæ nuncius* » (Arch. nat., X 14 1474, fol. 63 v°).

5. L. Delisle, *Le Cabinet des manuscrits*, t. I, p. 51, A. Thomas *La manuscrit de Charles V au Vatican*, dans les *Mélanges d'archéologie et d'histoire* publiés par l'école française de Rome, t. I, p. 268.

6. Qu'il se soit fait payer ses traductions, il n'y a rien là d'extraordinaire : « M^r Jean Goulain... dist qui fist pieu certaine translation d'un liers pour le roy Charles nostre sire, dont Dieux ait l'ame, et en remuneration le Roy li donna certaine somme de florins. » (Plaidours du 26 avril 1386. X 14 1473, fol. 101 r°). Qu'il ait possédé de rares manuscrits, le fait peut paraître singulier pour un religieux mendiant : « Il est vray que le roy Charles dont Dieux ait l'ame, volt qui vendist certains bons livres au cardinal d'Amiens, et les y vendi pour VII francs, qu'il en recut » (*ibid.*, fol. 83 r°). Mais il était en outre propriétaire d'un hôtel à Passy, et on l'accusa de se faire faire donner par une de ses pénitentes. Tel est le principal motif d'un procès qui lui intenta vers 1386, un nommé Pierre Michal, et vint en défense : « M^r Jehan instruisoit bien et convenablement Perrenelle [de Crepon] en fait de con-

Clément VII, pendant ce temps, surveillait jalousement tous les symptômes d'agitation. L'ouvrage insinuant que l'évêque de Condom venait de dédier au roi lui parut attentatoire aux droits de la papauté, par cela seul que l'auteur y exhortait Charles VI à poursuivre l'union : il fallut qu'Alamant envoyât des excuses (26 mars 1394).¹ Clément VII manda près de lui Pierre d'Ailly, Gilles des Champs et quelques autres maîtres choisis parmi les meneurs de l'Université; il prétendait avoir besoin de leurs lumières pour gouverner l'Église, mais il avait surtout besoin de leur fermer la bouche. C'est du moins ce qu'on raconte, et la chronique ajoute qu'aucun d'eux ne se rendit à son invitation².

science. Dit M^r Jehan que Perrenelle le veult recompenser et, pource qu'elle avoit qu'il avoit dispensation du Pape, du Roy nostre sire et du grant ministre de la religion des Carmes, et comme il estoit en verité, elle li donna l'ostel de Pacy et s'en desvint, et M^r Jehan en fut satis. Et nomma ses exécuteurs messire Pierre Bouchet, M^r Jehan Lesleu, M^r Jehan Craté et M^r Jehan Goulain. Et dît M^r Jehan que refuse estre exécuteurs et lors Perrenelle s'en ala aux Carmes devers le provincial, qui commanda en vertu de obéissance et sus peine d'estre repotes pour rebelles, qui fust exécuteur de la dite Perrenelle, et par commandement il accepta... Mais le demandeur réplique et dit que, combien qu'elle eust à confesser un angustin M^r Jehan Goulain fist tant que fust son confesseur, et tellement la gouvernoit qu'elle ne faisoit rien que par son ordonnance, et, combien qu'elle eust ordonné une chapellenie outre fondée en l'église de Sainte Opportune de la lieure de terre, Goulain fist tant que Perrenelle en fist dj. chapellenes, et en ratifia une Goulain, et s'elle ala devers le provincial des Carmes pour faire contraindre Goulain estre son exécuteur, Goulain li fist faire, pour ce que sçavoit bien que sous la volunta et auctorité de son provincial il ne pavoit estre exécuteur... Quant à l'habilité et dispensation de M^r Jehan Goulain, M^r Pierre dit que n'en a riens veu, et ne le devoit pas souffrir le roy; et, se Mendiens tenoient propre, ce seroit contre *statum religionis* et contre un arrest prononcé ceans samedi darrenement passé. » (*Ibid.*, fol. 81 v^o, 82 v^o). Le procès duraît encore le 3 mars 1395 et M^r Jehan Goulain et M^r Jehan Fourport dient que leur Perrenelle de Crepon fut vaillant homme, et esbat en son confesseur le dit Goulain, auquel pour les bons et agréables services que fist Goulain à Perrenelle elle li donna l'ostel de Pacy et ses appartenances et en furent faites lettres sous le sceel de Chastellet. Et pour ce qu'il est religieux il fut habilité par le Pape et par le grant ministre des religieux des Carmes... Et par le Roy l'ostel de Pacy fut admetti... » (X f^o 1476, fol. 81 v^o).

1. L'évêque de Condom, en écrivant au pape, rappelle encore une fois les deux lettres par lesquelles Charles VI lui avait exprimé son désir de rétablir l'unité dans l'Église et il ajoute : « Et citra paucos dies iterum inscripsi se ad illam procurandum quam breviter potero procurare » Il recommande à Clément VII les vœux pontificaux : « Deponimus semper ipsam pro ad tantum bonum iustitiae, et quod cum honore et caritate per colloquutiones pacificas procurabitur et tractetur » (*Ibid.* fol. 14652, fol. 222 r^o, Du Boulay, t. IV, p. 680, et H. Denifle, *op. cit.* n^o 1071).

2. *Religiosa de Sancti Drago*, t. II, p. 130.

Il entretenait, depuis le mois de mars 1393, un légat à Paris¹. Le cardinal Pierre de Luna, c'est de lui qu'il s'agit, avait sous double mission de s'opposer aux menées des universitaires, et, quand Guillaume Barroul, au nom des facultés, développa devant lui les propositions subversives qu'avait déjà émises devant le roi Gilles des Champs, nul doute qu'il témoignât peu de satisfaction. C'est peut-être alors que, comme le rapporte Jouvenel

1. Les pouvoirs de Pierre de Luna remontaient au 1^{er} février 1391 (v. plus haut, p. 171). Longtemps du légat s'est passée l'archive l'éloignant le nouveau le représentant, la vérité; il brêle du désir de calmer les scrupules, d'humilier l'orgueil, d'abattre la révolte, de dissiper l'erreur. Clément VII se sépare de lui bien à regret comme un oiseau de pain, on l'enivre pour plaire, arracher, réformer, diriger sous l'aile de la Providence. Invenit de tous les privilèges d'un légat à l'œuvre, il peut mener des ordres en leur confier des missions. Il a la disposition d'un certain nombre de bénéfices, peut prononcer sur les appels interjetés en cour de Rome avec le consentement de l'appelant, et connaître de pleins de toute cause civile ou criminelle (Arch. du Vatican, *Reg.* 202, fol. 2 v°, 3 v°, 4 v°, 5 r° et v°, 9 r°, 17 r°, 18 r°, 20 r°, *Reg.* 204 fol. 1 r°, 2 v°). Il reçoit, le 21 février, 1,242 florins 24 sols pour ses gages et dépenses de deux ans *Instrumenta et extes.* n° 20 fol. 83 r°) et part d'Avignon le 20. Il donne *Instrumenta et extes.* l. I p. 69. Le même jour deux mandements de remerciement lui assignent sur la caisse du collecteur apostolique des provinces de Sens et de Beauce 1° 1 200 florins d'or pour ses gages durant 30 jours, à raison de 20 florins par jour. 2° 1 200 florins pour ses gages durant ses autres jours. Dans le cas où le légat aurait duré plus de 120 jours il devait encore toucher une somme de 400 florins. De la sorte, le paiement de ses gages et de son entretien était assuré pour cinq ou six mois. *Instrumenta miscellanea ad ann.* 1372-93. De la sorte on peut en conclure à Paris (Jouvenel des Ursins, p. 396), où il touche, le 22 mars, une somme de 600 florins d'or (*Instrumenta et extes.* n° 270 fol. 116 r°, 143 v°). Cependant le collecteur huguenot d'Albi (avant d'être élu) de ne payer les autres termes de sa pension, s'attire une réprimande de la part du camerlingue (Avignon, 16 juin 1393), ce dernier joint au mandement qu'il adresse à l'augustin une note manuscrite : « Item subin ante in question indignationem propriam domini nostri camera capite amissionem summas ordinatas in litteris nostris de quibus super 64 menses ipse dominus ordinari expedientes. Nos enim requirunt satisfactionem pro personis et magnitudine negotiorum nobis commensurum quod per dilationes per vos vel alium ducatur. Unde talis modo in superscriptis debentis ». Enfin le collecteur s'excuse : Pierre de Luna de retour d'Abbeville et de Lexington, lui donne, le 4 juillet, au Pèlerin de Paris, son habitation, quittance de 600 francs (c'est le montant de sa pension du 20 mai au 20 juin), le 22, si fait, il lui donne, au même lieu, quittance de 1,200 florins (*Instrumenta miscellanea ad ann.* 1392-93). Pierre de Luna ne quitte cette Paris durant les mois qui suivent *Instrumenta et extes.* n° 271 fol. 163 r°. Le Doyen de la Flandre, n° 3745, E. Montemar, *L'abbaye de l'église collégiale de Saint-Pierre de Lille*, t. II p. 846, etc.).

2. Demarche faite dans l'assemblée générale du 6 août 1398 (H. Denée, *op. cit.*, n° 140 et 141).

des Ursins¹, « ceux de l'Université eurent de lui réponse bien rigoureuse; » et qu'en outre, « de l'auctorité apostolique, il leur défendit qu'il n'usassent plus de telles manières de langages. » Le *Religieux de Saint-Denis* nomme à trois reprises Pierre de Luna parmi ceux qui barrèrent aux délégués de l'Université le chemin de la chambre royale².

Cependant gardons-nous de ranger, dès cette époque, comme on le fait d'ordinaire, Pierre de Luna parmi les pires ennemis du parti universitaire. Quand, quelques mois plus tard, il eut succédé à Clément VII, ce sont les facultés de Paris qui lui adressèrent ce compliment sans doute sincère : « Une grande joie « remplit nos âmes... Le moment est venu de dévoiler ce pieux « dessein, cet ardent désir de l'union *que vous avez, jusqu'à pré-* « *sent, constamment nourri dans votre cœur.* Profitez donc de « l'occasion *que vous avez si souvent appelée de vos vœux*³... » C'est qu'en effet Pierre de Luna, tout en cherchant à sauvegarder les droits du saint-siège, se montrant, à Paris, partisan de l'union. Il « faisait l'agneau-Dieu, » comme dit plus tard Simon de Cru-maud⁴; il ne craignait pas de jeter parfois le blâme sur Clément VII, approuvait, en principe, la voie de la cession, et donnait à entendre que, s'il lui arrivait d'être élu pape à son tour, il sacrifierait sa tiare dans l'intérêt de l'Église à première réquisition. C'est ce qui résulte des témoignages de Thierry de Niem⁵, de Jean de Montreuil⁶, de Dwyter⁷, de Jean Petit⁸, et plus encore des reproches que lui adressèrent par la suite les autres cardinaux, quand il se fut mis, par sa résistance à toute idée de cession, en contradiction avec lui-même⁹. Durant sa légation, il ne prenait de l'ombrage que quand on menaçait de recourir contre le pape à

1. P. 397.

2. T. II, p. 130, 132, 132.

3. Du Bouloy, t. IV, p. 713.

4. Bourgeois du Chastenet, *Nouvelle histoire du saint de Condance* Preuves, p. 216.

5. *De Scismate* (éd. G. Flier), p. 175.

6. *Amplissima collectio*, t. II, c. 131^{va}.

7. *Chronicon ducum Lotharingie et Brabantie* (éd. de Roma), t. III, p. 103 et II Denifle, *op. cit.* n° 1673.

8. Bourgeois du Chastenet, *op. cit.* p. 190.

9. Fr. Ertle, *Neue Materialien zur Geschichte Peters von Luna*, *Archiv für Literatur- und Kirchengeschichte* t. VII, 1893, p. 73.

quelque extrémité : le duc de Bourgogne, par exemple, avait un jour, en sa présence, parlé de retirer à Clément, « il refusait d'abandonner le gouvernement de l'église de France. Pierre de Luna, effrayé, s'écria : « Hélas, sire ! pour Dieu, ne dites pas cela. « ni allez si avant ! »

Mais, d'une manière générale, Pierre de Luna passait pour encourager le mouvement universitaire. De là vient qu'après son retour en Avignon les rapports entre lui et le pape furent tendus¹, qu'il semble même avoir fait mine, un moment, de s'éloigner et de se retirer en Aragon, quatre de ses collègues, pour le détourner de ce projet, vinrent alors lui représenter Clément VII comme disposé à se prêter à certaine démarche en faveur de l'union². Suivant une autre version, il aurait désapprouvé les voies proposées par Clément, entre autres celle du

1 *Amplissima collectio*, t. VII, c. 436, 437. Cf. H. Denifle, *op. cit.*, p. 1231, 433 et n° 1473. — Je lis dans un mémoire rédigé vers 1390 : « Ad probandum quod dominus noster Papa, dum esset Parisiensis temporis predecessores sui, instabat pro via reunionis, etc., inducunt domini cardines testimonium domini ducis Burgundie et locutionem magnam habitam in secretis inter dominum nostrum Papam et dictum dominum decem in qua, ut asserunt, ambo firmaverunt inter se viam reunionis. Et quod hoc est verum, patet. » A quoi un annotateur, partisan de Pierre de Luna, répond qu'il ne sait rien de ces conversations, mais que, eussent-elles eu lieu, elles ne prouveraient rien (*Bibl. nat.*, ms. latin 1478, fol. 33). Cf. un autre mémoire de la même année publié par le P. Ehrle (*Archiv für Literatur...*, t. VI, 1898, p. 258, 259) : « Per dictam viam, vivente domino Clemente, dixit et asseruit constanter sequendum et nullam aliam eisdem domino cardinali, per quem posset veritas sciri, asserens et attestans cum juramento quod si esset papa, non teneret papatum per duos dies quousque offerret dictam viam reunionis. » V. aussi la réponse que faisait à cette insinuation un partisan de Pierre de Luna (*ibid.*, t. VII, p. 45).

2 « Item post imponerunt sibi, dominus Benedictus, quod ipse fecerat mosi dominum Clementem, quod non est verum. » (Fr. Ehrle, *loc. cit.*)

3 J'emprunte ces détails au mémoire déjà cité, composé vers 1390. Les mots imprimés en italique entre crochets sont les réflexions du partisan de Pierre de Luna. « Item, cum dictus dominus noster Papa, veniens de Parisius, vellet ad partes recedere. *Ex causa legitima* II cardinales ad placandum eum, ut remaneret ex parte dicti domini Clementis, obtulerunt [*De hoc fuerunt sibi locuti; sed non erat tunc pars in affectu*] sibi ad finem quod non recederet quod papa Clemente erat designatus ad proseguendum viam sibi notatam pro unitate Ecclesie, et signanter viam reunionis a trinitate. *A non est verum, sed concubitus aliquorum utraque partis*, quam dominus noster Papa refutavit. [*Vix refutavit, nec ad ipsam spectabat*] tempore innotuit cum esset laicus » (*Bibl. nat.*, ms. latin 1478, fol. 33). Cf. un mémoire, postérieur de deux ou trois années, que Du Ronlay a imprimé sous le titre de 1403 (t. V, p. 56) et un autre publié par D. Martens (*Thesaurus novus anec-*

compromis, et serait demeuré jusqu'à la fin résolu à quitter Avignon.

C'est donc bien à tort que Pierre de Luna passe pour être le perfide adversaire de l'union dont se plaignit, dans une lettre adressée à Clément, l'Université de Paris². Les docteurs parisiens, quelle que fût leur jactance, n'eussent point osé, d'ailleurs, en écrivant au pape, qualifier d'« ennemi, » d'« homme méchant » une des plus hautes personnalités du sacré collège et ils n'eussent pas poussé l'inconvenance jusqu'à dire, en parlant du légat, qu'ils craignaient de « souiller leur lettre du récit de ses procédés infects. » L'émissaire dont les intrigues excitèrent à un si haut degré l'indignation des maîtres est bien plutôt le camerlingue, François de Conzié, archevêque de Narbonne, envoyé à Paris au mois de mars 1394³.

C'est également le camerlingue qu'il faut reconnaître en la personne de certain « évêque de Tarse » dont on a coutume de décrire les artificieuses menées d'après le témoignage du *Religieux*⁴, ou plutôt sur la foi de M. Bellaguet, éditeur et traducteur de la chronique de Saint-Denis. Le manuscrit porte, non pas « Tarsensem, » mais « Carson[ensem] episcopum⁵, » altération de « Narbonensem archiepiscopum » probablement due au copiste : il paraît, en effet, résulter du contexte que le chroniqueur avait en vue le camerlingue, François de Conzié⁶.

Parti d'Avignon le 13 mars 1394, ainsi qu'on l'a pu voir dans un précédent chapitre, le camerlingue était accompagné d'un docteur en décret et d'un auditeur des causes du sacré Palais, il apportait l'original ou la copie de plusieurs pièces destinées à

1 Fr. Eisle, *Neue Materialien...* (Archiv für Literatur, t. VI, p. 252).

2 Du Boulay t. IV p. 690, 700. P. Tschuckert *op. cit.* p. 29. A. de Circourt, *Louis, duc d'Orléans* p. 116. M. Creighton *A history of the papacy during the period of the reformation* t. I, p. 196.

3 V. plus haut p. 197.

4 T. II, p. 130.

5 « Scimus tamen quod episcopum Carson (an Carson = cambell) unum suum et suos quomplures familiares suos mox dices t. in Franciam, » Bibl. nat., ms. lat. 6950 (fol. 111 r°).

6 Le P. Denifle se prononce dans ce sens (*op. cit.*, p. 1681), bien qu'il se demande p. 808) si « cambellanus » est, sous la plume du *Religieux de Saint-Denis*, un synonyme de « camerarius » ou de « cubicularius ». À cet égard, un autre passage de la même chronique (t. II p. 186) peut servir à lever tous les doutes : « cambellanus » est bien le mot dont se sert le *Religieux* pour désigner le camerlingue.

prouver, s'il était nécessaire, la légitimité de Clément VII¹. Le *Reugeux de Saint-Denis* affirme que François de Conzié tâcha de gagner par ses présents les seigneurs de la cour et les serviteurs du roi : il était, dit Jouvenel², « bien garni d'or et d'argent. » Assurément, il voulut empêcher à tout prix les universitaires de parvenir jusqu'au roi, et, lorsqu'il vit ses précautions déjouées, il tâcha d'obtenir que Charles VI imposât aux docteurs un perpétuel silence. Vers le même temps, on assure que Clément VII trouva le moyen de « faire un plaisir » au duc de Berry.

Cependant l'Université écrivait au pape, le 17 juillet, la lettre, déjà mentionnée, dans laquelle elle s'élevait, avec la dernière violence, contre les procédés du camerlingue et faisait un suprême appel à la conscience de Clément VII³. Dans une lettre presque identique, elle invita les cardinaux « se mettre à l'œuvre, s'ils ne voulaient pas laisser aux laïques l'honneur de rétablir l'unité⁴. Charles VI, de son côté, avait déjà fait parvenir au pape un double de l'adresse si peu mesurée, des universitaires. Faut-il s'étonner si Clément VII déjà prévenu contre eux, ne put supporter sans colère leurs remontrances et leurs menaces?

A peine avait-il parcouru la moitié de la lettre du 17 juillet qu'il se leva brusquement : « C'est mauvais, s'écria-t-il dans la « langue des clercs, c'est venimeux ! » Puis, se rappelant soudain la présence du messenger qui attendait sa réponse, il lui demanda : « Entendez-vous le latin ? — Assez bien, très saint Père. » Le pape, dépité, se retira dans sa chambre, et le messenger crut devoir promptement vider les lieux.

Dans une nouvelle lettre, qui d'ailleurs ne fut pas envoyée,

1 H. Denifle, *op. cit.*, n° 1061. cf. p. 602, 670. — Ce sont probablement les pièces dont la nomenclature se lit au fol. 530 du *Reg. Avinion*, LXX, qui correspond à l'année 1394. Parmi ces pièces figuraient les déclarations des cardinaux de Milan de Dual-Eustache, d'Albane, de Glendève, celles de plusieurs rois, celle de l'ordre des Chartreux « in pergamena, cum sigillo viridi ejusdem ordinis », celle de l'ordre des frères Prêcheurs et celle du duc d'Autriche, trois lettres d'Agapito Colonna, ancien évêque de Lisborne. Une, autographe, adressée à Clément, les deux autres adressées à Pierre de Luna.

2 P. 307.

3 H. Denifle, *op. cit.* n° 1060.

4 Du Boulay, t. IV, p. 701. L. d'Achery, *Spicilegium*, t. I, p. 745, cf. H. Denifle, *op. cit.*, p. 653.

L'Université se plaignit plus tard de cet incident, soutenant que son langage n'était ni venimeux ni mauvais, épithètes qui convenaient, au contraire, à merveille aux insinuations du camarlingue. Elle insista encore une fois pour l'adoption d'une des trois voies, ou mit du moins le pape en demeure d'en proposer une quatrième : était-il admissible, en effet, que Clément VII eût laissé tant d'années s'écouler sans rechercher et sans découvrir lui-même un remède quelconque aux maux du schisme¹?

La vérité est que Clément VII n'avait jamais envisagé d'autre remède à la situation que l'expulsion de son rival et l'affermissement de sa propre autorité. Les moyens proposés par l'Université n'étaient guère de nature à hâter ce triomphe.

Pour comble d'amertume, les cardinaux eux-mêmes parurent se laisser entraîner dans le courant des idées nouvelles. On vient de voir l'attitude prise à la cour de France, par Pierre de Luna. Il eut à la cour d'Avignon de nombreux imitateurs. Le pape, après avoir reçu le premier message des universitaires, avait, durant plusieurs jours, évité d'en reparler : quel ne fut pas son dépit en apprenant que les cardinaux s'étaient assemblés de leur côté et avaient mis l'affaire en délibération². Aux reproches qu'il crut devoir leur adresser à ce sujet, ils répondirent que, tout bien pesé, le seul parti à prendre était d'adopter une des voies choisies par l'Université.

Toutefois cette déclaration, si elle eut lieu, comme on le rapporte, ne paraît pas avoir plongé le pape d'Avignon dans la morne stupeur que dépeint le *Religieux de Saint-Denis*³. Reconnaisant seulement à ces indices, et aussi à certains avis envoyés de Paris⁴, que son crédit faiblissait, il annonça ou du moins simula l'intention d'abdiquer. Il s'en ouvrit à sa mère, à plusieurs cardinaux,

¹ *Religieux de Saint-Denis*, t. I, p. 184. Arch. nat., J 518 fol. 15. Du Boulay t. IV, p. 201; Bulans, *Vita paparum*, t. I, c. 1306. H. Denifle, *op. cit.*, n° 1693. Un maître, que le P. Denifle (n° 1667, suppose être Jean Goulon, écrivit vers cette époque à Clément VII qu'il renoncrait à se défendre (*ibid.*, p. 636).

² T. II, p. 184.

³ « Item, unus mandavit domino Clementi: quod a modo vel amplius non poterat ipsum defendere. Item idem dixerunt sibi alii. Et ex istis recepit iram et maieconiam... » (Fr. Ebrle, *Archiv für Literatur...*, t. VII, p. 74).

à certains prélats¹, et l'écrivit notamment à Simon de Gramoud, pour que celui-ci le répâtât au duc de Berry². Mais, en même temps, Clément VII ne sacrifiait aucune de ses secrètes espérances. Le camerlingue, revenu sur ces entrefaites, avait rapporté de Paris la nouvelle du récent désaccord soulevé entre la cour et l'Université. Rien n'était encore perdu, puisque les princes donnaient tort aux partisans de l'union. Aussitôt fut repris, avec une ardeur nouvelle, le projet d'intervention armée en Italie auquel avaient fait diversion les mollescontreuses motions des universitaires. À partir du 12 août et jusque dans le mois de septembre, Clément VII ne songea plus qu'à tourner contre les Marches et contre la Romagne les armées du frère de Charles VI³. Mais il était trop tard.

Une indisposition de trois jours⁴, une sorte de défaillance, le 16 septembre au matin comme il rentrait dans sa chambre après avoir entendu la messe, puis, à peine avait-il eu le temps de s'asseoir, avant même qu'on lui eût apporté le vin qu'il demandait comme reconfortant, une attaque d'apoplexie foudroyante. Robert de Genesé avait vécu⁵. Il disparaittait quatorze ans, jour

1. J'extrais le passage suivant d'un mémoire rédigé, vers 1397, probablement par les cardinaux d'Avignon : « Propter quo dominus Clemens, videns solutum statum Ecclesie et quod non erat ad quam recurreret pro justitia consequenda, eundem compunctum, disposuit et ad hoc vota se contraxit ut in quanta clausa Ecclesiam per viam cessaret utriusque, et hoc aliquibus ex domibus cardinalibus et prelatibus et domibus nostri sue declaravit paulo ante mortem » (Bibl. nat., ms. latin 1481, fol. 28 v.).

2. H. Denifle, *op. cit.*, p. 636.

3. V. plus haut, p. 138. — Vers ce moment, Clément VII éprouva le besoin de faire un cadeau à Charles VI dans le compte des 7 000 francs mis dans les coffres du roi pour sa dépense particulière du mois de septembre 1396, je relève l'article suivant : « À un chevacheur du roy qui s'en ala en Avignon querir et amener un cheval que le pape avoit donne au roy, pour ce .xl francs » (Bibl. nat., ms. français 2257 fol. 54).

4. Je n'ai trouvé trace dans la vie de Clément VII que d'une maladie antérieure. Elle remonte à l'automne de 1393, 35 florins 20 sols furent payés le 11 décembre de cette année, « magistro Raymundo Charnelli, physico, qui curavit eum cum domine nostre Papa in infirmitate sua, novem septimanis et ultra » (*Intitulata et exilis*, n° 962, fol. 28 r.).

5. *Notreux de Saint-Benoît*, t. II, p. 186. — Le récit de cette mort soudaine s'accorde bien avec ce que rapporte Bertrand Boyssat dans ses *Mémoires* : « E mortu sciamus » (Ed. Fr. Elzevir, *Archiv. für Literatur- und Kirchengeschichte*, t. VI, 1893, p. 43), cf. P. Meyer, *Les manuscrits de Bertrand Boyssat dans Romania*, t. XXI, 1892, p. 288. Cette version me paraît de beaucoup préférable à celle que Formey a repré-

pour jour, après son parent et son dévoué protecteur Charles V.

L'alliance de la royauté française avec la papauté d'Avignon avait également pris fin.

La France fut heureuse de garder pendant quelque soixante-dix ans le saint-siège dans son voisinage, sinon dans sa dépendance. Elle eût aimé que cette situation se prolongeât indéfiniment. Mais ce qui flattait ses intérêts, ce qui charmait son amour-propre, ce n'était pas qu'une sorte de primate des Gaules trônât, coiffé de la tiare, sur la rive gauche du Rhône, c'était qu'Avignon fût la demeure du chef légitime de l'Église universelle. À son grand désappointement, elle reconnut que Clément VII, quels que fussent ses droits, n'était et ne serait jamais que le pape d'une moitié de l'univers catholique. Dès lors, elle méprisa les avantages d'un rapprochement plus onéreux qu'utile, elle s'émut des maux qui désolaient l'Église, des périls qui menaçaient la foi. Peu désireuse d'occuper plus longtemps les faveurs d'un souverain pontife discrédité, peu jalouse de garder le monopole d'une orthodoxie qui lui était contestée, elle mit toute son ambition à reprendre, au milieu des puissances catholiques, le rang qu'elle avait anciennement occupé.

Ce n'était pas encore la fin du schisme : c'était la fin d'un genre tout particulier de gallicanisme, si l'on est permis d'appeler ainsi une tendance qu'avaient les Français d'alors non pas à écarter la papauté, mais au contraire à l'attirer, et presque à l'étouffer dans leurs bras.

Ce changement d'attitude montre à quel point demeurait vivace dans les esprits le sentiment de l'universalité de l'Église¹. Ce n'était pas, quoi qu'on ait pu dire, la majorité des fidèles qui en était arrivée à se désintéresser du rétablissement de l'unité et à tenir des propos tels que ceux que signulent², dans une de leurs lettres, les universitaires : « Peu importe le nombre des papes,

duivo dans son *Histoire manuscrite du Comté Venaisien* (Bibl. de Carpentras, ms. 530. II, p. 312; cf. J.-B. Christophe, *Histoire de la papauté pendant le XIV^e siècle*, t. III, p. 138).

1 Cf. ce remarquable passage de Froissart (t. XI, p. 251) : « Les choses aloient malament, et, se nostre foy n'eust esté si furt confermée en l'humain gentz et en la grace du Saint Esprit, qui rendumeoit les coeurs des foyrmenés et devoies et les tenoit fermes en unité elle eust esté croisée et branlée ».

2 H. Denifle, *op. cit.*, p. 533.

« et qu'il y en ait deux ou trois, voire même dix ou douze !
« Chaque royaume peut bien avoir le sien. »

Quel que fût le morcellement politique de l'Europe, le lien religieux qui unissait les peuples de l'Occident était encore assez fort pour résister aux rivalités des princes, aux jalousies de races et aux compétitions des souverains pontifes.

L'ADHÉSION DE L'ARAGON A CLÉMENT VII

Le royaume d'Aragon avait si longtemps fait attendre son adhésion à Clément VII, et cette adhésion avait aux yeux du pape d'Avignon une telle importance qu'il semble impossible que le roi Jean n'ait tiré aucun parti de cette situation et ait fait acte d'obédience à Clément VII sans stipuler au préalable des avantages à son profit. On serait tenté de supposer quelque entente secrète entre les deux cours intéressées, entente qui aurait précédé et qui expliquerait la déclaration du 24 février 1387.

La pièce publiée ci-après, d'après le ms. latin 5956* (fol. 133 r.^o-135 r.^o) de la Bibliothèque nationale, tendrait à prouver que les choses ne se sont point passées tout à fait de la sorte. Les avantages que Jean I^{er} se flattait d'obtenir de Clément VII y sont longuement énumérés, mais la demande se présente sous la forme d'une requête vraisemblablement postérieure à la déclaration du roi. Ce n'est pas un souverain qui, dans une note diplomatique, jette les bases d'un concordat; c'est un fils déjà soumis qui sollicite du chef de l'Eglise un certain nombre de faveurs.

Et la preuve que Clément VII ne se sentait nullement lié par des promesses secrètes, c'est que, si l'on en juge par des annotations dues sans doute à des gens de la cour avignonnaise, chacune des demandes du roi fut discutée et donna lieu à des réponses plus ou moins favorables. Une contradiction fut relevée entre deux des requêtes; sur divers points, la décision fut

ajournée jusqu'à plus ample informé, ou éprouva le besoin de s'entendre avec le roi ou avec le clerge, d'autres points parurent être de nature à s'être tranchés qu'en consensioire. Six au moins des demandes semblerent excessives, et deux ou trois inadmissibles.

On ne lira pas, d'ailleurs, sans intérêt ce rôle, qu'il convient de rapprocher des demandes que Pierre IV avait adressées à l'ebou VI¹, et qui contient, pour la date de 1387, les principaux *deaderata* du gouvernement aragonais.

Ils peuvent se résumer ainsi : remise du cens ou tribut annuel dû au saint-siège, pour le passé, par les rois d'Aragon, en tant que souverains de la Sardaigne et de la Corse, et abandon, pour l'avenir, des deux îles en libre et franc alleu; concession au roi et à ses successeurs du droit de nommer à une dignité, à un office et à deux canonicats en chaque église cathédrale du royaume et à quatre cures en chaque diocèse du domaine royal, pleins pouvoirs donnés aux archevêques de Tarragone et de Saragosse pour accorder toutes dispenses de mariages; concession au roi des décimes ecclésiastiques pour une durée de quinze ans; remise de tout ce qui a été perçu des revenus de la Chambre apostolique par Pierre IV pendant la période de neutralité, absolution du feu roi et rentrée en grâce des officiers ou commissaires royaux; don du chapeau à deux prélats désignés par le roi, autorisation de céder à l'infant Martin, duc de Montblanc, la baronnie d'Alcoy, maintien des bénéficiers élus durant la période de neutralité extensum, à tout jamais, au profit de la reine, du fils aîné du roi et de la femme de cet enfant du privilège de pouvoir entendre la messe et la faire célébrer, les portes ouvertes, en présence de serviteurs, durant les époques d'interdit général; promesse de réserver aux clercs aragonais les bénéfices du royaume et permission aux ordinaires d'expulser les étrangers qui viendraient à s'en faire pourvoir; déclaration comme quoi les cardinaux ne pourront se faire pourvoir en Aragon d'aucun bénéfice curé, ni d'aucun prieuré, ni d'aucune dignité élective, ni d'une dignité qui se trouve être la première après celle de l'évêque, et comme

¹ V. plus haut, p. 211.

quoi, dans un même diocèse, ils ne pourront cumuler que deux bénéfices sans charge d'âmes et ne pourront obtenir qu'un seul office, une seule dignité, érection en abbaye du prieuré de Monserrat, dans lequel le roi a fait élection de sépulture; concession au nouvel abbé, ainsi qu'à celui de Poblet, du droit de revêtir les insignes épiscopaux; enfin annulation de toutes les procédures faites en cour de Rome depuis le temps de Grégoire XI au préjudice d'aragonais qui n'ont pas osé comparaître de peur de contrevenir aux défenses du feu roi.

Supplicat Sanctitatem Vestram humilis et devotus filius vester Johannes, rex Aragonum, quatenus supplicationes infrascriptas benigne admittere et pie dignemini exaudire, cum non obstantibus oportunis, clausis ac executis, et in forma.

1. SARDINIA. — Primo etenim, cum ipse rex teneat ab Ecclesia Romana Sardinie et Corsice regnum in feudum sub certo tributo seu censu ¹ [Semel in nonnisi esset recognoscendum ² unauitum solvendo, et propter guerras que a multis citra temporibus in dicto regno fuerunt, et sunt etiam de presenti, pretextu rebellionis iudicium Arboree, et etiam propter magnas ac importabiles expensas quas habuit pro sustentatione dicti regni subire, ipsum tributum sive censum ab aliquibus citra annis solvere cessaverit, quas rationibus supradictis non potuit dignetur Sanctitas ipsa dictum tributum seu censum preteriti temporis gratiose sibi remittere. Et, habita consideratione cum quantum laboribus et sumptibus ac suorum naturalium strage predecessores sui dictum regnum eripuerunt a manibus tyrannorum, adquisiverunt et sua iuverunt, ac ausinet ipse rex pro sancta Romana Ecclesia dignetur eodem Sanctitas *foverum* et tributum producta *et omne jure alodiale et feudale* Romane Ecclesie pertinens in toto regno predicto ipsi regi et successoribus suis perpetuo, de gratia speciali, concedere et donare, ita quod regnum ipsum sit ex tunc dicti regis et suorum perpetuo successorum liberum et francum alodium, et ab omni presentatione tributi seu census et ulterius cujuscumque oneris quitum penitus et exemptum. [Constatutale Tempore scismatis non teneret alienatio. Et est pena.]

2. PATRONATUS. — Item, ut idem rex in capella et servicio sua ydonens clericos habere melius valeat, dignetur Sanctitas ipsa eidem regi et successoribus suis in perpetuum concedere, in qualibet cathedrali ecclesia terrarum ipsius regis, jux patronatus unius dignitatis et unius officii et duorum

1. Les mots que j'imprime en italiques sont soulignés dans le manuscrit.

2. Je place entre crochets les annotations qui se trouvent en marge dans le manuscrit.

consecrationem cum prebendis et, in quolibet diocesi domini ipsius regis, quatuor rectoriarum seu ecclesiarum secularium, quos dignitates, officia, canonicatus cum prebendis et ecclesias curatas semel tantum, per quos vel cum eligendis, dictas res et successores vel, quousque vacaverint, possunt conferre, vel ad eas personas idoneas ordinarius promovere, qui ordinariis illis presentibus (sic, idoneis habeant eas conferre) Canonicorum.

3. CONSANGUINITATES. — Item, quod, ne propter quoscunque dispendiositatem infrascriptarum matrimoniorum obveniant oporteat ad curam Romanam haberi recursum, et ut iurum privatus obvietur, dignetur Sanctitas vestra archiepiscopus Terracone et Cerasugante qui nunc sunt, et qui preterituro fuerint, committere et plenarium tribuere potestatem quod super matrimonium contrahendis infra eorum diocesium vel quousque personarum que sunt etiam ex utroque latere terre vel remotioni consanguinitatis vel affinitatis grade conjuncte, possunt, videlicet archiepiscopus Cerasugante in provincia sua, et dictos archiepiscopos Terracone in aliis omnibus terris regis dictorum, a eis videretur, auctoritate apostolica dispensare.

4. DECIMÆ. — Item, dignetur Sanctitas ipsa eidem regi concedere decimam ecclesiarum et beneficiorum ecclesiasticorum domini sui per et ad quoddecim annos, ut cum ipsis et eorum auditorum auxiliis possit recuperare patrimonium regis Aragonie preteritis dicti regis Sardinie et Corsice alienatum.

5. RATIONES. — Item, dignetur Sanctitas ipsa eidem regi gratiam remittere et penitus relaxare quicquid per illos rationem domini Petri, regis Aragonie, ejus generum, memorie recuente, et cum ex officialibus ipsorum et fructibus et juribus Camere apostolice beneficiorum vacantium et absentium personarum ecclesiasticarum in quo dominio habitum existit et receptum, nec non concedere et donare omnia et singula processus quantitates Camere antedicta tam ratione habitorem in beneficiorum rebus et rationem durante indifferencia dicti sui genitoris, ex commenda[m]ento ejusdem, vel preteritis bullarum Bartholomei antipape, per quolibet possessores, quem alias, usque in diem obitus ipsius sui genitoris, intra ejus regnum (et dominium pertinenti) et, et abinde et ita omnino absolvere omnem ejusdem sui genitoris. Item, a hinc contra datos officiales vel commissarios, clericos vel laicos, propterea concepti eodem Sanctitas omnium vel cunctarum, illos dignetur ad gratiam suam admittere.

6. CARDINALES. — Item, dignetur Sanctitas ipsa duos prelatos seu clericos idoneos, quos ipse rex de dominio suo ad hoc duxerit eligendis et nominandis similibus eadem, ad statum seu dignitatem cardinalatus, quam primum facultas ad id se obtulerit, promovere.

7. PRIMOGENITUS. — Item, cum dictus rex, jure hereditario predecessores suis et sibi concessio per nobilem dominam Margaritam de Lora, cornissam Terracone, quod teneat et possideat locum et baroniam de Alcoy, in regno Valentie sita, hoc vinculo seu conditione quod dictam baroniam a aliam quam in primo genitum Aragonie transferre seu alienare

non possit, alias quam sic) dicta baronia Ecclesie Romane, ipso facto et revertatur et penitus adquiratur dignetur Sanctitas predicta dictam conditionem seu vinculum amovere omnino, et dicto regi gratioso concedere quod locum et baroniam predictas in incertum infantem Martinum, ducem Montsalibi, fratrem suum carissimum, et suos perpetuo successores prohibita voluntatis alienare etiam et transferre, nullo propterea jure Romane Ecclesie adquisito, et obstante minime vinculo supradicto nec aliis quibuscunque. [*Videntur forma.*]

8. INSTITUTI PER ORDINAMENTA. — Item, cum, durante indifferencia dicti domini genitorum ipsius regis, quem plurima rectoris, prepositure, canonicatus, officia, capellanie et alia plurima beneficia ecclesiastica vacaverint in terra suis que per episcopos, capitula, abbates et alios ordinarios auctoritate ordinaria collata fuerint, quicunque beneficia ipsi electi possident de presenti, et igitur inter ipsius regis subditos questionum et discordiarum materiam consequantur, que alias exinde insurgerent, et ex quibus dissensiones et guerre et alia dampna infinita et scandala grava resultarent, prout jam experientia docuit, non super istis necesse diversas perpetrare jamque fuerunt, dignetur Sanctitas ipse illis qui dicta beneficia obtinent, prout ea nunc possident, confirmare, ac de novo ipse de dictis beneficiis nunc providere, etiam si vacaverint in curia, vel alios fuerint dispositioni Sedis Apostolicæ reservata, et non obstante quod de illis per Sedem Apostolicam sit provisum, nec aliis obstantibus quibuscunque, cum aliis scandalis et malis predictis nullo possit remedium commode obviari. [*Oportet specificare et scribere de ydoneitate personarum, et potestate collatorum, et de generalibus reservationibus antiquis.*]

9. INTERDICTUM. — Item, cum alias auctoritate apostolica concessum fuerit ipse regi quod, tempore generalis interdicti, excommunicatis et interdictis excludere, possit cum suis familiis, januis apertis, audire divina: dignetur Sanctitas ipse eandem licenciam impertiri illustri Yolande, consorti sue ac primogenito ipsius regis, et perpetuo universis regibus et primogenitis Aragonie ac eorum consortibus, et in forma.

10. CONTRA EXTRANEOS. — Item, cum, quorundam clericorum ambitio in tantum excreverit quod, non considerantes quod utroque jure, canonico scilicet et civili, qui habet in terra sua beneficiandus existit, quamvis de terra ipsius regis oriundi non existant, nec forte, quod deterius est, ydione ipsius terre intelligant aut sciunt proferre, per importunum latem vel alias conati fuerint hactenus multa beneficia ecclesiastica in dicti regis terra et dominio impetrare, vel vernus usurpare; et cum non resideant in eisdem, paratur ipse materia per seculum evagandi; beneficia fraudantur suo servicio debite, edificata corrumpunt, hospitalitas subtrahitur, terra sua depauperatur pecunia, et clerici de terra propria, in qua, sicut alibi secundum fragilitatem humanam, in scientia et moribus reperiuntur ydones, in suo jure fraudantur. Cum igitur equis sufficientibus, potius quam extraneis, dicta beneficia debeantur, clerico dictus rex, cujus intentionis existit predicta

malis de cetero obtinere, Sanctitati eadem supplicent quatenus *de prelatibus* dignitatibus et beneficiis ecclesiasticis in dominio suo vacantibus vel de cetero vacaturis, etiam si in curia vacare audeantur, aut alias fuerint dispositioni Sedis Apostolice reservata, clericis de dominio ipsius regis, de quibus est verisimile quod in eisdem personaliter resulebunt, providere dignetur, hoc adjuvando quod, si Sanctitas ipsa, per importunitatem aut aliam, de premixtis prelatibus, dignitatibus et beneficiis extraneis provideret, ordinarii non liceantur admittere, imo ex hinc *ipso animo expellere habeant*; sin autem quoniam eadem Sanctitas contra ordinarios ipsos vel alios admittere excommunicationis sententiam fulminat.

11. CONTRA CARDINALES. — Item, cum beneficia curata residentiam personalem requirant — nam ex rectorum absentia beneficia ipsis seu eorum ecclesiis plura incommoda adhaerentur —, dignetur eadem Sanctitas dicto regi, concedere quod in terris sui domini cardinales nullum possint curatam *beneficium obtinere*; nam et ita per dominum Innocentium et postea per dominum Urbanum, bone memorie summos pontifices, fuit laudabiliter observatum. [*Declara.*]

12. CONTRA CANDIDALES. — Item, dignetur Sanctitas ipsa eadem regi concedere ne cardinalis seu cardinales quicumque possint in una cathedrali ecclesia sui domini a se dignitatem unicam vel unam administrationem seu officium assumere, que tamen dignitas parat pontificalem major non sit, nec electiva, quique in una diocesi possint nequaquam nisi duo beneficia sine cura tantummodo obtinere, nec etiam valeant intra dictum suum dominum prioratum aut beneficium aliquod collegiatum *obtinerere*.

13. ABBATIA. — Item, cum, ex rationalibus causis, dos daretur admodum rex predictus prioratum monasterii B. Mariæ de Montserrat, abbatie monasterii Ruypulli (*re*¹) immixtione subiectum, quod sua conditione potissimum ac vassallis et redditibus opulentum dignoscitur, in abbatiam erigi a dicta abbatis monasterii Ruypulli (*re*) *totaliter segregatam*; dignetur Sanctitas ipsa exemptionem et erectionem huiusmodi facere, commodo et honore expensantes non parvis dicti monasterii Monasserii, ad quod ipse rex devotionem afficitur singulari, et in quo ipse suam sepulturam eligit, et pontificalia insignia concedere abbati ejusdem, ac providere quod beneficiati ejus ubi convertantur in monachos juxta numerum in quo existunt. [*Declaretur*]

14. MITRA. — Item, cum monasterium Populeti, ordinis Cisterciensis, per progenitores ipsius regis fundatum sit, valeat magne et amplius facultatis ac viris scientificis predotatum, in quo multa corpora regum Aragonie quiescant; dignetur Sanctitas ipsa abbati monasterii ejusdem episcopalia insignia benigne concedere.

15. LITIS. — Item, cum diversa litigia seu questiones in curia Romana

1. Pour : Ruypulli. Il s'agit de la célèbre abbaye de Ripoll.

fuerint ducla, et contra absentes, in contumaciam eorumdem, per dicta vel alias processum extiterit, qui, scitatis seu vocati durante indifferencia dicti genitoris ipsius regis et domini naturalis ipsorum, non ausi fuerunt comparere, virtute ejus mandati perditionem personarum et bonorum etiam continentis, et in contumaciam eorumdem judicia data et sententie promulgate extiterint; et sit consonum rationi quod impeditus jure parere non potest aut debet vere contumax dici, et alia plura pericula et scandala ex hinc subsequi possent : supplicat Sanctitati eidem idem rex Johannes quod omnia dicta judicia, sententias atque processus dignetur totaliter revocare et annullare, et ad statum in quo erant tempore domini pape Gregorii XI, felix recordationis, reducere pieno modo.

Contrariantur 4 et 7.

Consistoriales sunt 1, 4, 6, 11, 12.

Non videntur concessibiles secunda pars primi, item articuli 2, 3

Moderandi videntur 1, 2, 5, 6, 9.

Consultendus est rex super 7.

Consultendus clericus super 2, 4, 5.

Specificis examinatione indigent 6, 7, 5 in parte, item simpliciter 8, 13.

Sine bulla 8, 10, 11, 12 et facile cum bulla moderata 4, 7, 9, 13, 14, 15.

ÉCLAIRCISSEMENT III.

LES PAPIERS DU CARDINAL PIERRE GÉRARD

Un des personnages le plus mêlés aux affaires du Schisme et l'un des agents les plus dévoués du pape d'Avignon Clément VII est un nommé Pierre Gérard, qui, de l'emploi modeste de clerc de la chambre du pape, s'éleva progressivement au siège épiscopal de Lodève (17 octobre 1382¹), à celui du Puy (15 juillet 1384), enfin au rang de cardinal (17 octobre 1390).

J'ai eu l'occasion de faire connaître une des missions confiées par Clément VII à ce personnage². Plus tard, durant l'été de 1390, Pierre Gérard fut de nouveau envoyé par le pape vers le roi de France, vers divers ducs, comtes, barons et chevaliers, dans le royaume, et même hors de France, « pour les affaires de l'Église » De nombreux pouvoirs lui furent, à ce propos, octroyés par bulles datées de Beaucaire, le 25 août 1390 ; on peut les lire, parmi les *litteræ de curia*, dans le 68^e registre avignonais de Clément VII, aujourd'hui conservé aux Archives Vaticanes³. D'autres traits de la vie de cet actif serviteur de la

1. J'ai cité (p. 233, note 1) des lettres du 21 septembre 1382 dans lesquelles Pierre Gérard est déjà qualifié d'évêque de Lodève.

2. V. plus haut, p. 69, note 2.

3. Pouvoir de faire consacrer des églises ou bénir des cimetières en douze diocèses de France, pouvoir de tonsurer soixante clercs ; pouvoir d'accorder vingt dispenses pour mariage, pouvoir d'admettre des résignations de bénéfices, pouvoir d'accorder des dispenses à quarante bâtards, pouvoir de conférer douze bénéfices, vingt tabellionats, etc.

cause avignonnaise ont été recueillis par les contemporains¹ ou reconstitués, d'après des sources authentiques, par les historiens modernes². Mais les papiers mêmes laissés par le cardinal Gérard étaient demeurés ignorés, et je ne sache pas qu'un seul auteur en ait jamais tiré parti.

Conservés jusqu'à ces dernières années dans un château appartenant à la famille du cardinal, ces papiers ont été heureusement acquis par un amateur érudit qui se rattache également par ses ancêtres à Pierre Gérard. Avec une obligeance dont il est rare de pouvoir citer de tels exemples, M. William Poidebard, qui compte prochainement publier ces pièces et les fera précéder d'une notice historique, a consenti à s'en dessaisir pendant plusieurs mois et me les a gracieusement confiées. Cette importante communication m'a déjà permis d'insérer trois notes additionnelles à la fin du tome I. Elle me rend possible à présent, sinon de compléter le récit de l'expédition de Louis d'Anjou, du moins de montrer, au moyen d'un choix d'analyses, quel fort appoint de renseignements nouveaux apportera la publication de M. Poidebard à l'histoire de l'année 1382.

Pierre Gérard se trouvait alors en mission à Paris, chargé par Clément VII de presser les levées de deniers et l'octroi des subsides nécessaires à l'exécution de l'entreprise de Louis d'Anjou. Les lettres qui lui furent adressées par Georges de Marle, par le camerlingue, par le pape d'Avignon et par Louis d'Anjou lui-même, et qui se retrouvent, en originaux, dans la collection Poidebard, les documents dont des copies, envoyées au même Gérard, complètent ce curieux fonds d'archives, fournissent sur les préparatifs de la campagne d'Italie des détails singulièrement instructifs.

Vers le printemps de 1382. — Note résumant un entretien de Roger Cano, conseiller de Bernabò Visconti, avec un envoyé de Clément VII ou de Louis d'Anjou. Charles VI se disposant alors à envoyer une ambassade à

1 V. notamment le *Journal de Jean le Fèvre*, où le nom du personnage se présente souvent, et toujours sous la forme « Gérard », que j'ai cru devoir adopter de préférence à la forme « Girard ».

2 V., en particulier, J.-B. Albanès, *Pierre d'Agrafeville, évêque d'Avignon, de Fabres, de Clermont, d'Uzès et de Nîmes* (Marseille, 1877, in-8°), p. 37-42.



Milan, et Roger Cane voulant auparavant faire parvenir soit au roi, soit au cardinal d'Amiens les renseignements suivants sur les dispositions de son maître. Dans le cas où les ambassadeurs français trouveraient Bernabé réfractaire à l'idée d'une alliance défensive et offensive, ils ne devaient pas laisser de soumettre à lui du projet ou des projets de mariage dont il était question. Une alliance matrimoniale avec la maison de France rendrait Bernabé et sa femme si fiers qu'ils seraient, ainsi que leurs fils, disposés à tout faire pour le roi. Jean-Galeas serait ainsi entraîné également dans l'alliance française, de même que tout le reste de la Lombardie et de l'Italie. Les ambassadeurs français devaient, en outre, prier Bernabé de négocier un accord entre Jean-Galeas et Othon de Brunswick, dont la houle imminente risquait d'empêcher ce dernier de veiller aux intérêts de Clément VII ; en tout cas, Bernabé se trouverait flatté d'une telle demande.

Avignon, 8 avril [1381]. — Lettre close adressée par Louis I^{er}, duc d'Anjou, à Pierre Gérard, clerc de la chambre du pape, et reçue par celui-ci le 13 avril. Pierre Gérard avait écrit qu'à la dernière assemblée du clergé, peu de prélats avaient comparu, mais qu'un plus grand nombre s'y était fait représenter, que Jean de Marol lui-même et Louis de Montjoie avaient dès lors pris le parti de s'adresser individuellement aux prélats et de s'en aller chercher de l'argent de côté et d'autre. Le pape et le duc approuvent grandement ce projet. On expédie aux ambassadeurs des bulles pour la levée des décimes. Chaque jour parviennent d'excellentes nouvelles du royaume de Sicile ou de la Lombardie. Aujourd'hui même est arrivé un messager bien connu du comte de Caserte : il a affirmé sur sa vie que plus de six cents chevaliers ou fuyers napolitains viendraient au-devant du duc hors du royaume ; que l'insurrection s'étendait, et que les partisans de la reine étaient bien forts. La Provence se soumet peu à peu ; on augure bien de la réunion d'Apulie, grâce aux efforts du sénéchal de Provence et de son frère, le seigneur de Saulx. Le duc d'Anjou compte partir le 6 mai sans faute, mais, d'ici là, il a besoin de beaucoup d'argent, d'autant plus qu'il doit, le 20, payer une forte somme au comte de Savoie pour la solde des troupes. Pierre Gérard doit, en outre, insister près du roi pour obtenir de lui le plus d'aide possible, et notamment le paiement des 200 000 francs promis. Il est invité de nouveau à faire payer 3 000 francs au comte de Saint-Pol pour ses gages et pour ceux de la troupe que celui-ci doit amener à Louis d'Anjou. Le duc désire bien vivement obtenir aussi le concours du sire de Coucy.

Avignon, 8 avril [1381]. — Lettre close adressée par Georges de Marle, maître d'hôtel du pape, à son « cher sire et grand ami » Pierre Gérard, clerc de la chambre du pape. Il conjure Pierre Gérard de faire tout son possible pour se procurer de l'argent, par voie d'emprunt ou autrement. Le pape ne saurait trouver que six francs les 100 000 florins qui doit remettre à Louis d'Anjou. Le traité négocié par Pierre Gérard avec les Marseillais est venu à bonne conclusion.

Avignon, 8 avril 1382. — Lettre close adressée par Georges de Maré à Aimery de Muguet, évêque de Paris, à Jean de Murat, évêque de Genève, à Louis de Montpérou, maréchal de la cour de Rome, et à Pierre Gérard. Les nouvelles d'Italie et du royaume de Sicile sont de jour en jour meilleures. L'archevêque de Besençon est arrivé récemment, ainsi que deux écuyers de la reine Jeanne. Ils affirment que six galères, combinant leur action avec 300 lances, suffiront à assurer la conquête du royaume, que tous les barons tiennent le parti de la reine et attendent pour se déclarer que la nouvelle aïe du départ de Louis d'Anjou. Plusieurs ont envoyé des ambassadeurs en cette ville. Les gens qui arrivent de là-bas affirment que au moment de leur départ le bruit courait que les habitants de Nocera, en se trouvant la reine, l'avaient remise en liberté et avaient ordonné ses funérailles, mais ni le pape ni le duc n'ont reçu confirmation de cette nouvelle. La plupart des seigneurs et prélats de Provence ont demandé au duc d'Anjou des lettres semblables à celles du maréchal et du seigneur de Saout. La ligue d'Arx est rompue. François de Roux et le comte de la Vaulle ont fait comme les autres. Le seigneur de Saout est nommé amiral de la mer. Quatre galères s'arment dans le port de Marseille, on y a déjà dépensé 13.000 florins, mais elles coûteront par mois 2.000 florins chacune, et doivent être prêtes à partir pour la mi-mai. Les Romains ont déclaré en face à Prignano qu'il est à chercher fortune ailleurs : car leur intention n'est pas de le supporter davantage, ni de le défendre, ni de se faire tuer pour lui. Quatre ambassadeurs de Braccio sont venus trouver le duc Louis : ils ont proposé de conclure une alliance entre leur maître et le duc d'Anjou et un mariage entre un des fils de celui-ci et la fille de Braccio, deux de ces ambassadeurs sont retournés pour conférer avec leur maître sur la réponse de Louis d'Anjou, et doivent revenir incessamment. Tout considéré, il n'est point douteux que l'entreprise réussisse, pourvu que l'argent ne fasse pas défaut. Les destinataires de la lettre sont priés d'agir énergiquement auprès du duc de Bourgogne pour obtenir qu'une bonne partie de la somme exigée par le roi ou duc d'Anjou soit envoyée sans retard, soit en or ou en argent monnaie, soit sous forme de joyaux ou autres objets susceptibles de servir de gages. Que le duc de Bourgogne veuille bien sans retard exiger le paiement du comte de Savoie et du seigneur de Hennegou, pour ôter au premier tout prétexte de renoncer à l'expédition. Que lesdits prélats et ambassadeurs s'ingénient à trouver de l'argent à tout prix. « Car, en vérité, se finance ne peut avoir maintenant pour mettre aux besognes qui sont ordonnées, nostre fait est tout cler, delivre et au desus, et avons fin de nostre querrele à le honneur de Dieu, de nostre Eglise et de nous tous, et sommes hors de paine, de dolour et de travail, et trestout par ce estre accompli dedens l'espace de .viij. moys. . . A ce oep, y va de tout, comme vous savez mieux de moy. »

Avignon, 8 avril 1382. — Lettre close adressée par Clément VII à Jean de Murat, évêque de Genève, à Louis de Montpérou, maréchal de la cour de

Rome, et à Pierre Gérard, clerc de la chambre du pape, en réponse à une lettre que ces commissaires lui avaient écrite. En ce qui concerne l'assemblée du clergé, dont ils faisaient mention, le pape estime qu'il vaut mieux agir successivement dans les diverses provinces que requérir en une fois un subside du clergé : c'est un moyen plus prompt et moins difficileux de parvenir à la levée de la décime. En cela comme dans tout le reste, les commissaires saints devront faire pour le mieux. Clément VII leur envoie un certain nombre de bulles, et les exhorte à poursuivre activement leur mission. Louis d'Anjou hâte autant qu'il peut ses préparatifs de départ. Il reçoit constamment du royaume de Sicile des messages de barons qui attendent impatiemment sa venue. Il reçoit également, ainsi que Clément lui-même, des ambassades de diverses autres parties de l'Italie et des États de l'Eglise, une entre autres envoyée par Laurent Malatesta, qui cherche à se rapprocher d'Avignon et fait des propositions superbes. On lui répond finalement qu'il envoie à Clément VII des ambassadeurs munis de pleins pouvoirs pour conclure, sinon, le duc d'Anjou, une fois parvenu en Italie, ne voudrait plus l'entendre. Charles de Duras, fort effrayé, fait fortifier notamment le Castel Nuovo et en creuse les fossés de façon que cette citadelle soit environnée de mer : ce que voyant, les Napolitains en furent si sûrs qu'il ne résista à n'y laisser assiéger. Beaucoup de nobles et de barons viennent au-devant de Louis d'Anjou. Tout semble lui promettre le succès.

Avignon, 12 avril 1381. — Lettre close adressée par Clément VII à Jean de Murat et à Pierre Gérard, et reçue par ceux-ci, à Meaux, le 20 avril (1381). Louis de Montjoie est récemment venu rendre compte au pape du triste résultat de leur mission en France. Le pape constate avec chagrin que, sur les deux points principaux, ils se sont d'abord heurtés à un refus du Conseil royal. Il en écrit par le même courrier, au duc de Bourgogne, et prie ses commissaires d'insister de nouveau de toutes leurs forces auprès du prince. Le refus du roi peut compromettre et ruiner une reprise d'où dépend le salut de l'Eglise de Rome. Cependant les affaires de Clément VII et de Louis d'Anjou prospèrent tant en Italie qu'en Provence : le succès paraît assuré quand le duc aura pris la route d'Italie. Que les commissaires s'emploient activement auprès du roi et du duc de Bourgogne ; qu'ils cherchent, au moyen de prêts, et par tous les expédients possibles, à se procurer l'argent nécessaire. Qu'ils redoublent de zèle particulièrement lors de l'assemblée du clergé qui doit prochainement se tenir à Meaux. Les Marseillais ont reconnu avec joie Louis d'Anjou comme successeur éventuel de la reine Jeanne, et ont porté son étendard à travers rues. Les représentants des trois états de Provence doivent se réunir en la ville d'Apt. Le pape enfin recommande à ses deux commissaires de faire publier partout en France les indulgences qu'il leur a envoyées ; il leur en envoie de nouvelles, qui doivent être promptement transmises aux archevêques et publiées dans chaque diocèse.

Avignon, 12 avril 1382]. — Copie d'une lettre du duc d'Anjou à son frère le duc de Bourgogne. Louis d'Anjou exprime son chagrin et celui de Clément VII à la nouvelle, rapportée par Louis de Montjoye, que le Conseil du roi a repoussé les demandes présentées par Jean de Murol et par le sire de L'Herpès. Son entreprise cependant intéressait principalement la foi, le saint-siège, l'Église, pour laquelle les rois de France ont tant fait autrefois. Il se plaît à croire que, tout bien considéré, les ducs de Bourgogne et de Bourbon voudront conseiller au roi d'agréer ces demandes. Lors de son départ, Philippe le Hardi ne lui a-t-il pas promis de veiller à ses intérêts autant et plus qu'en sa présence ? Les barons d'Italie sont disposés pour la plupart à accorder au duc d'Anjou le passage, à lui fournir des vivres et à s'allier avec lui contre l'intrus et contre Darnaud. Toute la noblesse provençale a juré sur l'Évangile et entre les mains de Clément VII de reconnaître Louis d'Anjou pour l'héritier de la reine Jeanne ; le clergé a prêté le même serment. Aujourd'hui même une ambassade a apporté la nouvelle de la déclaration des Marseillais.

Avignon, 16 avril 1382]. — Copie d'une lettre écrite en termes analogues par Louis d'Anjou à Charles VI. Les deux principales demandes présentées au roi de France se rattachaient à des questions financières. Il s'agissait 1^o d'une « finance », sans doute des 200.000 francs que Charles VI avait octroyés à son oncle, 2^o d'une « aide des prélats » dont le pape voulait faire affecter le produit à l'œuvre de la conquête. Louis d'Anjou ajoute que les états de Provence sont réunis en la ville d'Apt, qu'il a reçu de bonnes nouvelles des villes d'Aix et d'Arles, enfin que le roi de Castille lui a envoyé pour Charles VI des lettres relatives à la question de Majorque ; il transmet ces lettres au roi, en lui recommandant de l'aider, là comme ailleurs, à soutenir son droit.

Avignon, 18 avril [1382]. — Lettre close adressée par Louis I^{er} d'Anjou à Jean de Murol et à Pierre Gerard et reçue par ces derniers le 20 avril. Le duc n'est pas moins peiné que le pape des mauvaises nouvelles qu'a rapportées de France Louis de Montjoye. Il lui semble que le roi et le Conseil ne s'intéressent guère à son entreprise, et se soucient peu du salut de l'Église, pour lequel les rois de France ont jadis sacrifié si généreusement leurs personnes, leurs biens et leurs biens. Il espère pourtant qu'après réflexion on lui fera une plus gracieuse réponse. Tel est l'objet de lettres qu'il envoie de nouveau à Charles VI, aux ducs de Bourgogne et de Bourbon et à plusieurs des conseillers du roi. Il supplie les cardinaux du pape de redoubler de zèle et d'envoyer aussi tôt que possible le plus d'argent qu'ils pourront. Ils ne devront remettre cette somme au sire de Loucy que si celui-ci prend par écrit l'engagement de se joindre au duc d'Anjou, toutefois procéder avec ce seigneur le plus prudemment possible.

Avignon, 21 avril [1382]. — Lettre close adressée par Georges de Marle, maître d'hôtel du pape, à Pierre Gerard. Le traité négocié par Pierre Gerard

et par Georges de Marle avec les Marseillais a produit d'excellents résultats, qui font dès à présent grand honneur à Gérard. Le traité a entraîné la soumission de toute la Provence. Le pape et le duc sont fort contents des services du clerc de la chambre. « Pour Dieu, ajoute Georges de Marle, envoie toute la finance que vous portés, soit pau ou prou : car vous ne pourrez faire plus grant service ; et metrés en dangier tous les collecteurs et autres qui voudront audier Nostre saint Pere ; car à cest cop y va tout. »

Avignon, 24 avril 1382. — Lettre close adressée par Clément VII à Jean de Marle et à Pierre Gérard. Des lettres patentes expédiées par le Conseil de Charles VI ont été récemment envoyées en Languedoc : défense y est faite expressément aux officiers du roi de laisser des hommes d'armes sortir du royaume. Le pape se montre aussi surpris qu'affligé de cet ordre. Par le même courrier, il écrit de sa main au duc de Bourgogne, il ordonne à ses commissaires de parler au duc, de leur côté, et de tout faire pour obtenir la révocation d'une défense qui peut contrarier les dessein de Louis d'Anjou. Beaucoup de gens, principalement des urbanistes, pourraient dire, bien que ce soit le contraire de la vérité, que le roi ou quelques-uns de ses conseillers interviennent en faveur de l'intrus pour empêcher l'expédition. Si cette mesure a été dictée par la crainte d'une descente des Anglais, le pape fait observer qu'il n'y a pas à craindre le départ d'une telle quantité d'hommes d'armes que leur absence puisse constituer un danger pour la France. Dans le cas où le sire de Coigny n'obtiendrait pas la permission de partir, les commissaires devraient faire payer au comte de Saint-Pol l'argent dû par l'abbé de Saint-Ouen de Rouen, ou envoyer cette somme en Avignon en même temps que tous les deniers qu'ils pourraient recueillir. Les gens des trois états rassemblés en la ville d'Apt viennent de se déclarer pour Louis d'Anjou et de le reconnaître comme héritier présomptif de la reine Jeanne. Deux ou trois communautés seulement ont ajourné leur déclaration, préférant ne la faire qu'en présence de Clément VII et de Louis d'Anjou.

Le pape demande, en post-scriptum, l'envoi immédiat de 6 ou de 7 000 francs. Si, en dehors de cette somme, les commissaires trouvent quelque argent à donner au comte de Saint-Pol, ils peuvent le faire sans crainte, pourvu que le départ du comte soit assuré. Le pape vient de recevoir et transmettre à ses commissaires de bonnes nouvelles des gens d'Aquila et du comte de Montorio, qui ont écrit de la même manière au duc d'Anjou, pour hâter sa venue. Tous les comtes et barons, jusqu'à Naples, se révoltent ouvertement contre l'autorité de Durazzo, beaucoup d'entre eux, avec les fils du comte de Lavertie, ont commencé à guerroyer. La compagnie de Saint-Georges a été engagée pour au nom au service de Louis d'Anjou, on lui a envoyé trois mois de solde, c'est Georges de Madoz qui lui porte l'argent. Lorsqu'elle aura pénétré dans le royaume, l'avis général est que la conquête sera presque achevée, avant même l'arrivée de Louis d'Anjou. Ces nouvelles sont confirmées par des lettres de marchands florentins. « Il n'ex-
trous, ajoute Clément VII. Le Seigneur combat pour nous. »

Avignon, 24 avril [1382]. — Lettre close adressée par Georges de Marie à Jean de Murol et à Pierre Gérard. Les états de Provence se sont assemblés, le 18, et déclares pour Louis d'Anjou, à l'exemple de la ville de Marseille. On vient d'apprendre aujourd'hui qu'Aquila s'est révoltée contre Durazzo aux cris de : « Vive le pape Clément et M^{te} la royne et monseigneur de Calabre et d'Anjou, son filz ! » Il ne s'agit plus que de se procurer de l'argent, de façon que le duc ne soit pas forcé, faute de finance, de retarder son départ, toujours fixé au 10 mai. Georges de Marie supplie Gérard d'envoyer immédiatement tout ce qu'il aura pu recueillir 10 000 florins reçus maintenant valent mieux que 29 ou 30 000 florins attendus pendant un mois ou deux. Le duc de Berry vient de passer près de quinze jours en Avignon ; il repart demain, fort content du pape, et « en volenté de faire tout ce qu'il porra pour luy. »

[Avignon], 9 mai [1382]. — Lettre close adressée par Pierre de Cros, caméringue et archevêque d'Arles, à Pierre Gérard, nonce du pape. Le duc d'Anjou compte aller le 9 mai à Marseille, et veut y être accompagné du caméringue ; puis, dans les quinze jours, il se propose de s'acheminer vers l'Italie. La duchesse, sa femme, est au Pont-de-Sorgues, et y passera sans doute tout l'été.

Avignon, 6 juillet [1382]. — Lettre close adressée par Clément VII à Jean de Murol et à Pierre Gérard. Georges de Marie, maître d'hôtel du pape a récemment écrit qu'il s'était vu obligé, pour les affaires urgentes de l'Église, d'emprunter 10 000 francs d'or à Jacques de Capri, comte de Minervino, grand chambrier du royaume de Sicile, et qu'il avait promis de les rembourser dans un certain délai à André « Tici », marchand d'Avignon. Ce dernier, par égard pour Clément, a déjà écrit au comte qu'il en avait été remboursé par le pape. Clément VII ordonne à ses deux commissaires d'effectuer à Paris ce remboursement entre les mains des facteurs d'André « Tici » et d'y employer le produit du subside destiné à soutenir les intérêts de l'Église en Italie. Il insiste pour la prompte exécution de cet ordre dans un post-scriptum qu'il rajoute de sa main au milieu d'une atroce rage de dents : « *Manu propria, cum dolore dentium intolerabili.* »

ÉCLAIRCISSEMENT IV

UNE AMBASSADE ALLEMANDE A PARIS EN 1381 ¹.

Peu de temps après l'avènement de Charles VI, deux puissances amies de la France envoyèrent, dit-on, des ambassadeurs à Paris tout exprès pour tenter la conversion du jeune roi au parti d'Urbain VI. Si Charles VI persistait à reconnaître le pape d'Avignon, elles se verraient, disaient-elles, obligées de regarder comme nulles et non avenues les alliances qu'elles avaient conclues avec la France.

Cette sorte d'affront fait au « roi très chrétien, » l'émotion que durent en ressentir les conseillers du prince, la réponse digne et courtoise que fit, au nom du roi, son oncle le duc d'Anjou, constituent un des incidents les plus caractéristiques de la minorité de Charles VI. Ce n'est donc pas pousser la curiosité trop loin que rechercher les noms des deux puissances alliées qui osèrent accomplir cette impertinente mise en demeure.

A vrai dire, la question ne s'est jamais posée, ou plutôt il n'a jamais semblé que l'identité de ces deux puissances pût faire seulement question ².

Leurs noms se trouvent, en effet, dans une chronique contemporaine, la première qui ait relaté l'incident. Ce sont les rois de Hongrie et de Castille qui, suivant le *Religieux de Saint-Denis* ³,

1. Cette note, lue à l'Académie des inscriptions et belles-lettres dans la séance du 17 juin 1892, a été ensuite insérée dans la *Bibliothèque de l'École des Chartes* (t. LIII, p. 417-425).

2. V. cependant les doutes qu'expriment le P. Daniel (*Histoire de France*, Paris 1729, in-4^e, t. V, p. 280) Mgr Jager (*Histoire de l'Église catholique en France*, t. XII, p. 60), etc.

3. T. I, p. 72-80.

firent tenir à Charles VI ce langage menaçant. J'ajoute que le chroniqueur prononce plusieurs fois leurs noms, et que les manuscrits des annales de Saint-Denis se présentent, à cet égard, aucune divergence¹. J'ajoute encore que le *Religieux* souligne, pour ainsi dire, les noms des deux monarques, en les accompagnant de commentaires ; le roi de Hongrie, observe-t-il, n'avait pas eu à se plaindre de la France, et, quant au roi de Castille, il oubliait bien vite que son père Henri de Trastamare avait reçu le sceptre des mains de Charles V. Donc point d'erreur possible : l'anonyme de Saint-Denis n'a pas involontairement écrit un mot pour un autre ; les copistes n'ont pas altéré son récit. Le témoignage de l'historiographe du règne de Charles VI désigne bien clairement comme auteurs de la démarche en question le roi de Castille et le roi de Hongrie.

Aussi qu'est-il arrivé ? Jouvenel des Ursins, dont la chronique n'est pour cette époque, qu'une traduction abrégée des annales de Saint-Denis, a mentionné, à son tour, la double ambassade des rois de Hongrie et de Castille, en insistant, comme il convenait, sur l'ingratitude espagnole². Puis, des chroniques anciennes, la relation de la double ambassade hongroise et castillane a passé dans les récits des historiens modernes³.

On n'a guère fait d'objection qu'à la date proposée par le *Religieux de Saint-Denis*⁴. En effet, Jean I^{er} roi de Castille, se disposait, durant l'hiver de 1381, à se déclarer pour le pape d'Av.

1. Bibl. nat., ms. latin 5968, fol. 9 r^e, ms. latin 5969 fol. 35 v^e. — Dans le second de ces man., le chapitre est précédé du titre suivant : « De multis Hungarie et Hispanie regibus francis multis occasione unionis Ecclesie ». Dans l'autre ms. figure, sous forme de manchette, la remarque suivante : « Nota penam commissarum regum Hispanie et Hungarie ». On voit qu'à cette époque le roi de Castille était couramment appelé roi d'Espagne.

2. « Et en tant qu'il touche les Espagnols, il monstroient bien signe de grand ingratitude. Veu que par le roy trespassa et les François il estoit roy, et fut par eux desceulz son adversaire. » (Éd. Michaud et Poujoulat, p. 344.)

3. Duguy, *Travaux concernant l'histoire de France, après la condamnation des Templiers, l'histoire du Schisme*, p. 207, De Boulay, t. IV p. 382, Rinaldi, t. VII, c. 457, Deluxe, t. I, c. 1361, etc.

4. V. la remarque de Baluze (t. I c. 1367) et celle de Belleguet (*Religieux de Saint-Denis*, t. I, p. 43). — Le P. Louis Maubourg *histoire du Grand Schisme d'Occident* Paris, 1678, in-12, t. I, p. 206 déclare que, sur ce point, le *Religieux de Saint-Denis* et Jouvenel des Ursins se sont manifestement trompés.

gnon. Au moment de se soumettre à l'obédience de Clément VII, il aurait donc tenté d'en détacher la France? Il aurait, au mois de février, reproché à Charles VI une faute qu'il s'appropriait lui-même à commettre au mois de mai? Cette invraisemblance a donné à penser qu'il convenait d'avancer de quelques semaines ou de quelques mois la démarche simultanée des rois de Hongrie et de Castille. Néanmoins, il demeure admis que le roi de Castille, aussi bien que celui de Hongrie, est intervenu en faveur d'Urbain VI, et c'est précisément cette circonstance qui motive le reproche de versatilité adressé au prince espagnol par l'historien Rinaldi¹.

Quelle que soit l'autorité dont jouit à juste titre le *Religieux de Saint-Denys*, je crois pouvoir démontrer qu'il a, en cette circonstance, accrédité une erreur grave.

À première vue, le fait d'une action commune entreprise au XIV^e siècle, par deux pays aussi éloignés l'un de l'autre que la Hongrie et la Castille a quelque chose d'étrange. Se représentait-on cet échange de notes entre les cours de Bude et de Salamanque? cette entente de deux royaumes qui n'ont aucun intérêt commun? cet envoi simultané d'ambassades qui, parties presque des deux bouts de l'Europe, arrivent le même jour à Paris pour y tenir le même langage? Je crois inutile d'insister sur l'in vraisemblance de pareils faits.

Ce qui n'est pas moins évident, c'est que jamais le roi de Castille, à quelque moment qu'on place l'ambassade en question, n'a pu faire tenir à Charles VI le langage que lui prête le *Religieux de Saint-Denys*. Avant d'opter pour Clément VII, Jean I^{er}, comme Henri II, son père, avait observé la neutralité à l'égard des deux papes rivaux mais, comme je crois l'avoir démontré, il inclinait de plus en plus vers le pape d'Avignon. Supposer qu'il ait, à un moment quelconque, manifesté une préférence pour le pape de Rome, et, à plus forte raison, qu'il soit intervenu en faveur d'Ur-

1 « Digne plane lachrymis ejus fuit lapsus qui enim Urbani electionem justam et canonicam adeo agnoverat ut etiam oratores ad Gallum regem a schismate abducendum ipsum misisse testetur Juvenalis Urbinus atque inimicissimos foederato Gallo, ut in schisma preloso, se denuntiaturum minabatur. » (T. VII, p. 457.)

l'un VI, allant jusqu'à lui sacrifier l'alliance française et l'intérêt d'État, c'est forger une fable à tous égards inacceptable.

Comment donc concilier le récit du *Religieux de Saint-Denis* avec les données de l'histoire? Je ne proposerai qu'une correction, à vrai dire considérable. En substituant au nom du roi de Castille celui du roi de Bohême, qui était en même temps roi des Romains Wenceslas de Luxembourg, on supprime toute difficulté.

Il est aisé de comprendre les raisons d'ordre général qui rendent vraisemblable, en 1381, une pareille démarche de la part de Wenceslas. L'exemple de son père, l'intérêt de l'Empire, l'influence des Electeurs rhénans avaient fait de ce jeune et indolent monarque un des principaux champions du parti urbaniste. Peu à peu le dissentiment religieux relâcha les liens d'amitié qui unissaient les deux maisons de Valois et de Luxembourg. Les anciens traités d'alliance subsistaient encore, et néanmoins on commençait à voir l'Allemagne s'éloigner de la France pour se rapprocher de l'Angleterre. La démarche menaçante faite à Paris par les deux puissances urbanistes coïncide exactement, si l'on s'en tient au récit du *Religieux de Saint-Denis* avec le traité, également inquiétant pour la France, par lequel Wenceslas donnait sa sœur Anna en mariage au roi d'Angleterre Richard II.

J'ajouterais que, si l'un des auteurs de la démonstration urbaniste de 1381 fut le roi de Hongrie, il est à presumer que le second fut Wenceslas. Dès le commencement du Schisme, les deux souverains n'avaient-ils pas échangé leurs vues et uni leurs efforts pour assurer le triomphe du pape italien? On a vu qu'une démarche commune avait été tentée auprès du roi de France, dès l'été de 1378, au nom de l'Allemagne et de la Hongrie¹. Cette démarche n'a-t-elle pas pu se renouveler durant l'hiver de 1381?

Mais je renvoie pour ici une simple hypothèse. Les considérations qui précèdent pourraient tout au plus servir à établir une présomption; je prétends apporter des preuves positives.

Charles VI, après son couronnement, envoya une ambassade au pape d'Avignon, et l'on possède les instructions que le Con-

1. V. notre tome I, p. 263 et 272.

seil du roi remit à ces ambassadeurs¹. Si Douët-d'Arcq ne les avait pas publiées sous la date de 1380², on aurait pu être tenté d'y chercher quelque allusion à la démarche des deux puissances urbanistes qui, suivant le *Religieux de Saint-Denys*, eut lieu en 1381. Mais Douët-d'Arcq a supposé sans doute que Charles VI n'avait pas attendu plus de quelques semaines pour présenter ses devoirs à Clément VII³; son hypothèse a eu pour résultat de faire considérer les instructions comme antérieures à l'année 1381 et, par conséquent, comme antérieures aussi à l'événement qui nous occupe. En réalité, elles lui sont postérieures de quelques jours, et en voici la preuve. Un des ambassadeurs envoyés par Charles VI à Clément VII n'est autre que Bernard de la Tour d'Auvergne, qui, en sa qualité d'évêque de Langres, siégeait au parlement de Paris. Or, les registres du Parlement permettent de constater la présence de ce prélat aux séances du Palais jusqu'au 24 avril 1381⁴. De plus, le chiffre de la pension que le même ambassadeur devait toucher pendant la durée de sa mission ne fut fixé que par des lettres du 30 avril 1381⁵. Donc les instructions doivent avoir été rédigées à peu près vers cette époque. Comme, au dire du *Religieux de Saint-Denys*, la séance où les envoyés des deux puissances urbanistes exposèrent leur message n'eut lieu qu'après Pâques, c'est-à-dire après le 14 avril 1381, on voit que le Conseil du roi, lorsqu'il expédia l'ambassade d'Avignon, devait être encore sous le coup de l'émotion produite par la démonstration

1. Arch. nat., K 53*, n° 6 ter.

2. *Choix de pièces inédites relatives au règne de Charles VI*, t. II, p. 4.

3. Cette ambassade était, en effet, la première que Charles VI adressât au pape d'Avignon; c'est ce qui résulte du passage suivant : « *Rem. de excuser le roy devers nostre dit Saint Pere pour quoy il n'a plus tost envoyé par devers lui ses messaiges solennels pour soy recommander à lui et lui faire la reverence car ce a esté par les grantz empeschemens qu'a euz, tant pour la mort de son pere, comme de son sacre et autres grantz et grosses besognes qui lui sont survenues à son commencement.* »

4. L'évêque de Langres est présent les 5 et 12 décembre 1380, les 2, 4 et 5 janvier 1381, le 22 février et encore le 24 avril, ensuite il disparaît pour de longs mois (Arch. nat., X^e 1671 fol. 522 et sq.).

5. J. Tardif, *Monuments historiques*, n° 1618. L'évêque de Langres, après avoir passé par Avignon, devait se rendre auprès du comte de Foix (cf. Douët-d'Arcq, *op. cit.* p. 5).

des deux puissances alliées. Il ne faut donc pas s'étonner s'il chargea les ambassadeurs royaux de mettre Clément VII au courant d'un incident de cette importance.

En effet, que lisons-nous dans les instructions remises à ces ambassadeurs? — Qu'ils sont chargés, premièrement, de dire au pape d'Avignon « comment LE ROY DES ROMAINS et le roy de Ungrie ont envoyé par devers [Charles VI] messages avecques lettres de creance et patentes; *item*, de lui dire la creance, *item* de lui dire la response que le roy leur a fait, et lui monstrier les lettres, et non à autre. »

Voilà nos deux souverains alliés, nos deux urbanistes militants bien clairement désignés, nommés de leurs vrais noms, et dans une pièce d'archives. L'un d'eux est le roi de Hongrie : nous le savions déjà par le *Religieux de Saint-Denis*. L'autre est, non pas le roi de Castille, mais le roi des Romains. L'hypothèse que j'avais émise se trouve vérifiée.

S'il fallait cependant fournir une seconde preuve de l'intervention de Wenceslas en cette circonstance, je la trouverais dans la correspondance de l'archevêque de Prague. M. Loserth a publié, en 1878¹, une lettre confidentielle dans laquelle ce prélat exhorte l'évêque de Paris à agir de toutes ses forces auprès de Charles VI dans un sens urbaniste. « L'ambassadeur de monseigneur le roi des Romains, ajoute-t-il, vous en dira plus long². » Cet ambassadeur qu. serait-il, sinon celui qui accompagna à Paris l'ambassadeur hongrois, et qui, avec ce dernier, apporta l'ultimatum des deux rois urbanistes? C'est pourquoi, dans sa réponse, l'évêque de Paris exprime une égale pitié pour l'erreur dans laquelle sont plongés, suivant lui, le roi de Hongrie et le roi des Romains³.

¹ *Der Codex apostolicus des Erzbischofs von Prag Johann von Jenstein*, dans l'*Archiv für österreichische Geschichte*, t. LV, p. 316. — M. A. Leroux, qui eût cette lettre et la réponse d'après le ms. de Vienne, incline à penser qu'elles se rapportent aux premiers mois de l'année 1383 (*Nouvelles recherches critiques*, p. 8, note 3). La date de 138, donnée par M. Loserth, paraît bien préférable.

² « Nova presentis vobis ambasciator domini regis Romanorum plenius indicabit. »

³ « Compezi serenissimos dominos reges Romanorum et Ungarie vosque cum illis in Ecclesia aristocratica contentiones involutos. » (*Ibid.*, p. 317.) Cette réponse de l'évêque de Paris est datée du 19 mars 1381. — Suivant le *Religieux de Saint-Denis*, l'ambassade était parvenue à la cour vers la fin du mois de février, tandis que le jeune roi se trouvait à Meung pour la chasse. Cette chasse pourrait se placer la

Cette allusion à la double démarche des souverains urbanistes ne semble pas jusqu'ici avoir été bien comprise¹.

Donc, l'annaliste de Saint-Denis est convaincu d'avoir commis une bien étrange erreur : il a pris le roi des Romains pour le roi de Castille. Confusion surprenante, en effet, si l'on songe à la réputation d'exactitude de cet historien. Et, toutefois, je me l'explique en partie. Une ambassade castillane se trouvait à Paris en même temps que les ambassades hongroise et allemande. Le lundi de Quinquagèsime, c'est à-dire presque au moment où les représentants des deux princes urbanistes obtenaient leur audience, les envoyés du roi de Castille renouvelaient, au château de Bicêtre, les alliances anciennement conclues entre leur pays et la France². Ai-je besoin d'ajouter qu'ils ne se mêlèrent en rien à la manifestation urbaniste de leurs confrères d'outre-Rhin ? Ils n'en furent pas moins entendus et expédiés par le Conseil de Charles VI à peu près au même moment que ces derniers. Cette coïncidence est

¹ mars, jour où le duc de Bourgogne Philippe le Hardi fut à Melun (D. Plancher, *Études de Bourgogne*, t. III, Preuves, p. 55. E. Petit, *Mémoires...*, p. 150), le jeune roi, qu'il ne quittait guère, l'avait accompagné, le 2 mars, à Carheil. Cependant des lettres de Charles VI du 27 février (Arch. nat., K 191, n° 813), de 6 et de 7 mars (*Ordonnances*, t. XII, p. 123, t. VI, p. 261, sont datées de Paris.

² Il lui fut également reconnaître une allusion à cette ambassade dans un passage de la *Chronographia regum Francorum* (éd. E. Moreauville t. II, p. 379-372), dont l'auteur a vrai dire, comme de graves confusions. Il suppose, entre l'empereur Charles IV et le roi Louis de Hongrie, une entrevue qui n'a pu avoir lieu. En effet, entre le mois d'octobre 1378, époque à laquelle l'élection de Clément VII fut connue en Allemagne, et le 29 novembre de la même année, date de la mort de Charles IV, l'empereur n'a point quitté Prague (v. Böhmer, *Reges Imperii, des Reges in auster Karl IV, Additamentum primum*, p. 775) et n'a pu s'aboucher avec Louis de Hongrie. C'est le fils et successeur de Charles IV, Wenceslas, qui rencontre le roi de Hongrie à Altsohl, et cette entrevue eut lieu, ainsi que la publication du double manifeste urbaniste, non pas en 1378, mais au mois de juin 1379 (v. notre tome I, p. 272. Il se peut que les ambassadeurs dont parle même le chroniqueur n'ont pu être acceptés, comme il le prétend, par Charles IV, mais par Wenceslas et par Louis de Hongrie. On ne saurait, d'ailleurs, admettre l'hypothèse avancée par l'ingénieux éditeur de la *Chronographia* (p. 371, note 1). Il propose de voir dans ce passage une allusion à la double démarche, dont j'ai moi-même fourni la preuve, qui fut tentée auprès de Charles V durant l'été de 1378, au nom de l'Allemagne et de la Hongrie. Mais, à cette date, l'élection de Clément VII n'avait pas encore eu lieu : il ne pouvait alors être question de juger des prétentions des deux pontifes, ni de dénoncer au roi de France comme le dit la chronique, l'intrusion de Robert de Genève.

² V. plus haut, p. 265.

de nature à expliquer et à atténuer la faute d'un chroniqueur qu'il m'est arrivé plus d'une fois de prendre en flagrant délit d'erreur, et qui d'ailleurs, à ce moment, voyageait sans doute en Angleterre¹.

Ainsi l'histoire des rapports de l'Allemagne et de la France peut être complétée sur un point important grâce à cette simple rectification. Le texte bien connu des annales de Saint-Denis perd tout intérêt au point de vue de l'histoire espagnole; en revanche, il peut fournir une page nouvelle aux historiens de l'Allemagne.

1. Suivant son propre témoignage (t. I p. 124), il se trouvait en Angleterre au moment du meurtre de l'archevêque de Cantorbéry, c'est-à-dire le 16 juin 1171.

ADDITIONS ET CORRECTIONS

T. I, p. 102, note 1. Dans un opuscule qui me parvient au dernier moment (*Das Itinerar der Päpste zur Zeit des grossen Schismas*), le P. Conrad Eubel observe que le trésorier du pape Pierre, évêque de Maguelone, qui était demeuré en Avignon, mentionna dans son registre, jusqu'au 20 juin 1378, le pontificat d'Urban VI, le même prélat ne se servit de la formule *sedes vacante* que du 12 septembre au 4 octobre 1378.

T. II, p. 24, ligne 26. La lettre de Clément VII du 24 avril 1382 analysée plus haut (p. 445) précise la portée de la défense royale : les officiers du Languedoc avaient reçu l'ordre d'empêcher les hommes d'armes de sortir de France. On a vu l'émotion causée par cette mesure, qui provenait sans doute de la crainte de laisser le royaume exposé sans défense aux attaques des Anglais. Tout porte à croire, d'ailleurs, que l'ordre ne fut pas maintenu.

P. 25, ligne 3. On peut voir dans la correspondance de Clément VII et de Louis d'Anjou (plus haut, p. 443, 444) combien les concessions financières de la royauté leur paraissaient insuffisantes.

P. 27, ligne 17. A ces efforts pour tirer de nouvelles ressources du clergé se rattache la mission de Jean de Muroi et de Pierre Gérard, sur laquelle les lettres analysées plus haut (p. 441-446) fournissent d'amples éclaircissements.

P. 33, ligne 17. Compléter ces indications par les renseignements que fournit un entretien de Roger Caus avec un envoyé de Louis ou de Clément (v. plus haut, p. 440) et aussi par les détails que contient une lettre de Georges de Marle du 8 avril 1382 (v. plus haut, p. 442).

P. 44, ligne 12. Le 24 avril 1382, Clément VII annonçait que la compagnie de Saint-Georges avait été engagée pour six mois au service de Louis d'Anjou (v. plus haut, p. 445).

P. 45, ligne 15. Ce n'est pas seulement en 1381, mais encore au mois d'avril 1383 que Clément VII avait entretenu une négociation avec Galeotto Malatesta (v. plus haut, p. 443).

P. 44, ligne 13. V. (plus haut, p. 442) la déclaration que les Romains auraient faite à Urbain VI, au dire de Georges de Marle.

P. 54, ligne 7. Le bruit courait à Avignon, vers le 8 avril 1382, que les habitants de Nocera avaient remis la reine Jeanne en liberté (v. plus haut, p. 442).

P. 52, note 3. Rapprocher les lettres du 24 avril 1382 (plus haut, p. 443, 446) dans lesquelles Clément VII et Georges de Marle annoncent la révolte d'Aquila.

P. 54, ligne 21. Le bruit s'était répandu en Avignon, au mois d'avril 1382, que Charles de Durazzo faisait compléter les fortifications du Castel Nuovo (v. plus haut, p. 443).

P. 64, ligne 10. Au lieu de : Eagen, lisez : Eughien.

P. 69, ligne 6. Louis d'Anjou s'était d'abord flatté d'emmener avec lui Enguerran de Coucy (v. plus haut, p. 444, 444).

P. 96, ligne 9. La bulle d'Urban VI nommant l'évêque d'Apt Raymond « Savini » collecteur apostolique dans les provinces d'Arles et d'Aix est du 21 décembre 1382. Dès le 22 avril 1383, Clément VII transfère l'évêque Raymond à un siège éloigné et procède à la nomination d'un nouvel évêque d'Apt (abbé Allouen, *Gallia Christiana novissima*, t. I, Monthéniard, 1904, in-fol., c. 257).

P. 135, note 2, ligne 2. Au lieu de : roy no, lisez : rovine.

P. 139, note 2, ligne 2. Au lieu de : Chieria, lisez : Chieri.

P. 152, ligne 1. Bertrand Boyssel, lorsqu'il donne comme compagnon au roi « monsen Felip, fraire del rey de Fransa e duc d'Orleans, » entend parler de Louis d'Orléans, et non de Philippe le Hardi (éd. F. Ehrle dans *Archiv für Literatur- und Kirchengeschichte*, t. VII (1893), p. 341). C'est par erreur que le même chroniqueur assigne la date du 15 octobre à l'entrée de Charles VI en Avignon.

P. 213, note 2, ligne 1. Au lieu de : Jean I^{er}, roi de Castille, lisez : Jean I^{er}, roi d'Aragon.

P. 243, ligne 8. Au lieu de : Jully, lisez : Jully.

P. 318 note 1. Au lieu de : Kasbel, lisez : Cashel.

P. 323, note 1. Dans un mémoire tout récent, M. le chanoine E. Allain distingue également deux archevêques de Bordeaux du nom de François entre les années 1384 et 1442 (*L'église de Bordeaux à la fin du moyen âge* dans la *Revue des Questions historiques*, t. LVIII, 1895, p. 365).

P. 326. Les renseignements donnés, dans la note 4, d'après des sources originales, sur les évêques urbanistes d'Oloron ne concordent nullement avec ceux que fournissent les *Notices historiques sur les évêques de l'ancien diocèse d'Oloron* de M. l'abbé V. Dulaurat (*Bulletin de la Société des sciences, lettres et arts de Pau*, 2^e série, t. XVII, 1888, p. 59, 60).

P. 328. La bulle ci-dessus dans la note 1 démontre l'existence d'un évêque de Valence du nom de Henri dont le pontificat s'intercale entre celui d'Amédée de Saluces et celui de Jean de Poitiers. Faute de preuves, M. B. Hauréau

avait eu devoir contester l'existence de ce personnage (*Galla Christiana*, t. XV, c. 327), mentionné par un auteur du xvi^e siècle (J. Colombi, *Libri IV de rebus græcis Valentinarum et Decemum episcoporum*, Lyon, 1654, in-4°).

P. 321, note 1, ligne 17. La pièce des Archives nationales X 55, n° 12, porte aujourd'hui la cote KK 1513^a.

P. 329, ligne 21. Le traité entre Clément VII et Raymond de Turenne fut conclu à Montellimar, par l'entremise du comte de Genevois, le 21 février 1390. On en peut lire le texte dans le ms. français 6539 p. 28-31 de la Bibliothèque nationale. Raymond promettait de venir en Avignon se mettre « en la mercy » du pape et d'évacuer en France ses gens d'armes, après leur avoir fait jurer de ne plus guerroyer contre le pape ni au pays de Provence. Il remettait au comte de Genevois le château de Puycien. Les banniers du pape devaient être arborés à Châteauneuf-de-Mazenc qui recevrait un capitaine nommé par la comtesse douairière de Valentinois. Comme arbitres de tous ses différends avec le pape et le roi ou la reine de Sicile, Raymond prenait les cardinaux de Préneste (Guy de Malesset) et d'Amiens, les comtes de Genevois et de Valentinois et le seigneur d'Apchier. Il s'en remettait aussi à eux du soin de régler les différends pendants entre lui ou sa sœur et la comtesse d'Avellino au sujet du château des Baux. S'il manquait à quelqu'un de ses engagements, le comte de Valentinois et le seigneur d'Apchier devaient venir en Avignon se constituer otages et y demeurer jusqu'à complète satisfaction. Par contre, le comte de Genevois s'engageait à avancer 5.000 florins à Raymond et à garantir l'exécution de la sentence des arbitres. Cette pleine rémission était acquise à tous les gens de Raymond de Turenne.

P. 340, note 2. L'excellent catalogue du *Supplément français* du département des manuscrits de la Bibliothèque nationale dont M. H. Omont a eu le plaisir de publier le premier volume (*Bibliothèque nationale, Catalogue général des manuscrits français; Ancien supplément français*, t. I, Paris, 1893, in-8°), m'a permis de retrouver le texte des conventions dont il est question dans le compte du 14 juin 1390. Le ms. français 5619 contient, en folio 124^v, une pièce commençant par ces mots : « Ce sont les choses accordées entre Monseigneur le comte de Geneve et le seigneur d'Apchier sur le traité fait au Montellimar entre ledit comte de Geneve et messire Remont de Turenne par le moyen du comte de Valentinois et du seigneur d'Apchier. » Chacun des articles y est suivi des approbations du cardinal de Poitiers, du cardinal d'Amiens, du comte de Valentinois et de Louis d'Apchier. Il est convenu que le château des Baux sera remis au seigneur d'Apchier, qui le tiendra au nom de Raymond de Turenne, mais jurera de ne faire aucun tort aux gens du pape ou de la reine de Sicile, pourvu toutefois qu'aucun tort ne soit fait à Raymond lui-même sur ses terres ou sur celles de son père. Pour entretenir la garnison des Baux et lui ôter l'envie « de mal faire », le comte de Genevois, ou plutôt le pape, payera au seigneur d'Apchier 2.000 florins d'or chaque année. Les arbitres déjà désignés énuméreront les moyens produits de part et d'autre et prononceront sur la question de pos-

session des Baux avant le 25 décembre. Assiette sera faite des 1 000 livres de rentes dues à Raymond par la reine de Sicile; 8 000 florins seront payés à Raymond avant la Saint-André, à valoir tant sur les arrérages de cette rente que sur ceux de la rente de 500 francs et de 500 florins de Chambre que doit lui servir le camerlingue. Marie de Bretagne rendra à Guillaume Roger les Pennes, Meyrargues, le port de Bouc, toutes les terres, en un mot, qu'il tenait en Provence avant le commencement de la guerre; les arbitres auront de plus à estimer les dommages que Raymond prétend avoir été causés soit à son père, soit à lui-même, par les gens de la reine, notamment lors des sièges des Pennes et de Meyrargues.

TABLE DES MATIÈRES

DU TOME SECOND

LIVRE SECOND. — LE SCHISME SOUS CHARLES VI JUSQU'À LA MORT DE CLÉMENT VII (Suite). . . . 5

CHAPITRE II — EXPÉDITION DE LOUIS I^{er} D'ANJOU EN ITALIE. . . . 7

Après avoir donné une direction nouvelle à la politique religieuse de la France, le duc d'Anjou se met en devoir de vaquer à ses propres affaires, p. 7-8.

I. Situation précaire de la reine Jeanne de Naples; rébellion et couronnement de Charles de Durazzo (2 juin 1381). Dernier appel que la reine adresse à Louis d'Anjou. Durazzo maître de Naples, la reine assiégée dans le Castel Nuovo. Clément VII n'est pas prêt à lui porter secours. La reine et le royaume tombent au pouvoir de Durazzo (2 septembre). Révolution religieuse autant que politique, persécutions urbanistes. Perplexité du duc d'Anjou, départ résolu au mois de juillet, et remis en question au mois d'août. Participation de la France aux frais de l'expédition, abandon, puis reprise du projet. Encouragements de Clément VII. Incertitude au sujet des dispositions de la Provence. Expédition résolue (5-7 janvier 1382). Arrivée de Louis d'Anjou en Avignon, où il commence à porter le titre de duc de Calabre, p. 8-20.

II. Prétendue campagne de sept mois que Louis d'Anjou aurait conduite à travers la Provence, caractère pacifique des démarches de Louis d'Anjou et de Clément VII auprès des Provençaux pour les amener à reconnaître les droits éventuels du fils adoptif de la reine Jeanne. Causes qui ont prolongé pendant quatre mois le séjour de Louis en Avignon. Comment le pape concourt au recrutement de l'armée, et comment la royauté semble vouloir y mettre obstacle. Aide financière fournie par

Charles VI. Revenus apostoliques mis presque intégralement à la disposition de Louis d'Anjou, sacrifices imposés au clergé. Négociations avec l'Anjou et avec les cites italiennes, dispositions peu favorables des Florentins, des Bolognais, alliance conclue avec les seigneurs de Milan et avec le comte de Savoie. Nouvelle investiture du royaume de Naples, Louis se hâte à prendre le titre de roi. Départ pour l'Italie (13 juin 1382), p. 20-38.

III. Junction du duc d'Anjou avec le comte de Savoie. Importance numérique de l'armée de Louis d'Anjou. Séjour à Turin. Traversée de la Lombardie — gracieux accueil des seigneurs de Milan. Belle tenue des troupes. Entrée dans les États de l'Église et premières cérémonies. Hostilité de Galeotto Malatesta, seigneur de Rimini. Passage par la Marche d'Ancone. Division de l'armée en trois corps. Laisant sur sa droite Rome où il eût trouvé Urbain VI sans défense, Louis pénètre par Aquila dans le royaume de Sicile (17 septembre 1382), p. 38-49.

IV. Ignorance où était le duc de la mort tragique de la reine Jeanne. Court séjour à Aquila. Marche sur Naples, soudainement interrompue à quelques lieues du but. Fatale temporisation, défaut d'entente entre les forces de terre et de mer. Louis se laisse amuser par des propositions de combat en champ clos. Mouvement de retraite. Rédaction d'un premier testament. Indemnie, mort du comte de Savoie (1^{er} mars 1383), p. 54-60.

V. Combat de Pietrarsella. Acquisition de Tarente. Nouveau testament témoignant d'illusions singulières; motifs réels d'espérance. Brouille momentanée d'Urbain VI avec Charles de Durazzo. Préparatifs en vue d'une lutte suprême. Aide constamment prêté par Clément VII à Louis d'Anjou. Nouvel appel à Charles VI. Renfort amené par Enguerran de Coucy, frayeur des Florentins à son approche; ses vues sur Arezzo, p. 60-72.

VI. Séjour de Louis d'Anjou à Tarente, extrême pénurie d'argent. Les deux rivaux en présence près de Barietta, on se sépare sans combattre. Acquisition de Bari. La situation des « angevins » n'est nullement désespérée. Catastrophe inattendue; mal contracté par Louis d'Anjou à Bisceglie. Serment de fidélité à la cause « angevine » prêté par un certain nombre de barons et de chevaliers. Dispositions dernières et mort de Louis 1^{er} d'Anjou (21 septembre 1384). Effet produit par la nouvelle de cet événement à Bari, à Naples, à Florence, à Arezzo. Dispersion de l'armée ducal, retraite d'Enguerran de Coucy, p. 72-86.

Raisons qui pouvaient, dans une certaine mesure, justifier l'expédition de Louis d'Anjou, résultats qu'elle produisit, p. 86-89.

CHAPITRE III — SUITE DE L'INTERVENTION FRANÇAISE EN ITALIE 91

I. La succession de Louis 1^{er} d'Anjou; situation de sa veuve et de son fils aîné. Nécessité de s'assurer le concours du roi de France. Louis II d'Anjou à Paris. Prétentions élevées au nom de Charles VI sur une partie

de la succession de la reine Jeanne; les troubles de Provence avaient nécessité l'intervention française, que le pape d'Avignon n'avait pas tardé à voir d'un mauvais œil. Propositions d'arbitrage dissimulant mal un projet d'annexion de la Provence au royaume. Le duc de Berry, bonné par les partisans de Durazzo, froidement accueilli par Clément VII, éconduit par Marie de Bretagne. Déconvoi des princes, triomphe du parti de Louis II en Provence, p. 91-112.

II. Violences d'Urban VI, sa cruauté à l'égard de plusieurs de ses cardinaux. Assaut dans le château de Nocera par les troupes de Durazzo, il finit par s'enfuir sous la protection des barons du parti de Louis d'Anjou, parvenu à Gênes, il ne s'en montre que plus implacable. Deux de ses cardinaux se rallient au parti clémentin. La mort de Durazzo achève de réveiller les espérances de la seconde maison d'Anjou. Louis II investi par Clément VII du royaume de Sicile (21 mai 1385). Bonne volonté paralysée par le manque d'argent. Naples pourtant ouvre ses portes au lieutenant de Louis II (7 juillet 1387). Nouveaux sacrifices faits par le pape d'Avignon en vue d'une conquête dont il semble devoir tirer peu de profit, p. 112-124.

III. Efforts isolés des représentants du parti clémentin dans l'Italie centrale : François de Vico, préfet de Rome; Pierre Arsenh, évêque de Montefascone, Rinaldo Orsini, Bernardon de la Salle. Les exploits des routiers clémentins déterminent Urban VI à regagner les États de l'Église, dispositions hostiles des Florentins à son égard. L'attention de Clément VI, ainsi ramenée vers l'Italie centrale. Échec des ambassades qu'envoient successivement à Florence le pape d'Avignon et le roi de France. Bons rapports entretenus avec Jean-Galès Visconti, mariage du duc de Touraine (8 avril 1387), favorable aux progrès de Clément VII en Lombardie; domaines que ce pape promet d'inféoder au frère de Charles VI, p. 124-140.

IV. Expédition dans le royaume de Naples projetée par le duc de Bourbon. Voyage du jeune Louis II encore une fois ajourné. Les dispositions médiocrement favorables du gouvernement de la France se modifient à partir de l'avènement des Marmousets (novembre 1388). Charles VI embauché, embrasse avec ardeur la cause de Louis II, p. 140-145.

V. Vains efforts d'Urban VI. Son autorité méconnue en Toscane, un résident désormais un légat clémentin, n'est pas moins chancelante en Romagne : Clément VII se croit au moment de gagner à son parti Bologne, seulement d'Urban VI, contrastant avec l'harmonie parfaite qui règne entre les chefs du parti clémentin. Séjour de Charles VI à la cour d'Avignon; couronnement de Louis II; largesses de Clément VI, bien fées qu'il met à la disposition du roi, p. 145-157.

VI. Mort d'Urban VI (15 octobre 1389) : espérances qu'elle fait concevoir. Élection de Boniface IX (2 novembre 1389). Politique réparatrice du nouveau pape de Rome, qui regagne peu à peu le terrain perdu par son

prédécesseur. Meurtre de Rinaldo Orsini; défection du cardinal de Bayeux; conversion de Jean Sciarra et soumission de Viterbe, p. 157-166.

VII. Les éléments ne laissent pas de poursuivre leurs entreprises en Italie. Voyage de Louis II d'Anjou (juillet-août 1390). Son pouvoir se fortifie dans le royaume de Naples, secours qu'il continue de recevoir de Clément VII et de Charles VI. Nouvelle expédition projetée par le duc de Bourbon (janvier-juin 1393) p. 167-173.

VIII. Rome véritable but des efforts du pape d'Avignon; comment le roi de France paraît devoir lui en assurer la conquête. Expédition résolue par Charles VI probablement vers la fin de l'année 1390. Accueil fait à ce projet par le duc de Bretagne. Préparatifs de l'expédition. Joke de Clément VII, qui doit être conduit par le roi jusqu'à Rome; il s'occupe d'amasser de l'argent et de faire les achats nécessaires. Soudain le départ est contremandé (mars 1391). L'intervention de l'Angleterre n'est pas étrangère à l'abandon de ce projet, p. 173-182.

IX. La guerre que Jean III, comte d'Armagnac, s'appretait à faire au seigneur de Milan eût été un autre obstacle aux desseins du roi de France. Le duc de Bourgogne réussit à débaucher une partie des troupes du comte d'Armagnac mais celui-ci livre aux transfuges un combat où périt Bernardon de la Salle. Attitude étrange de Clément VII qui non seulement ne s'oppose pas au départ de Jean III, mais contribue pour une large part au paiement des frais de l'expédition, espérances qu'il fonde sur le comte d'Armagnac. Mort de ce dernier (25 juillet 1391) Maladie de Charles VI, p. 182-183.

X. Revenus au pouvoir, les oncles de Charles VI ont maintenant à compter avec le duc d'Orléans, soumis lui-même à l'influence de son beau père, Jean-Galéas Visconti. Idée que ce dernier suggère à Clément VII d'inféoder à Louis d'Orléans une partie des États de l'Église sous le nom de royaume d'Acre. Précautions prises par Clément VII, obstination de la cour de France à lui refuser satisfaction; négociations sans issue (1393-1394), p. 189-194.

Deceptions successives éprouvées par le pape d'Avignon, qui ne cesse de placer son espoir dans les armes françaises, et se flatte vainement de triompher de son rival par la force, p. 194-200.

CHAPITRE IV. — LE PAPE D'AVIGNON RECONNU EN ESPAGNE, EN ORIENT ET EN FLANDRE. RÔLE DU DUC DE BOURGOGNE... 201

Les succès du pape d'Avignon, à l'époque de Charles VI, sont-ils dus à une pression qu'eussent exercée la France? p. 201

I. Résultats de l'assemblée de Medina del Campo: déclaration de la Castille (19 mai 1394), dans quelle mesure intervient la France. Variations du Portugal, définitivement soustrait, lors de l'avènement de Jean I^{er}, à l'autorité de Clément VII (1388). Enquête ordonnée par Pierre D'

d'Aragon; ses dernières recommandations, sa mort. Déclaration de son successeur (24 février 1387) : l'Aragon soumis à Clément VII. Déclaration de la Navarre (6 février 1390), p. 201-218.

II. L'influence française et clémentine contrariée, en Orient, par l'influence des républiques de Venise et de Gênes. Les élementins de Chypre. Emissaires envoyés par le pape d'Avignon. Concours que lui prête l'ordre de l'Hôpital, p. 218-224.

III. Conséquences de la première expédition de Charles VI en Flandre. Retour offensif des Anglais — croisade de l'évêque de Norwich. La seconde campagne de Charles VI (1383) ne modifie pas la situation religieuse de la Flandre. Mort de Louis de Male (30 janvier 1384), p. 224-236.

IV. Le duc de Bourgogne maître de la Flandre. Rôle odieux attribué à Philippe le Hardi, prétendue ordonnance par laquelle il aurait forcé les Flamands à reconnaître Clément VII. Examen des faits qui lui sont reprochés : l'arrestation d'un légat urbainiste, la révocation d'un souverain bailli, diverses exécutions, l'exil d'un évêque de Bruges, la façon d'imposer par sa présence la soumission aux évêques élementins, les excès de pouvoir d'un prétendu official élementin, etc. Attitude véritable de Philippe le Hardi. Conversion des pays de Lille, de Douai et d'Orchies (1384), des châtellenies de Cassel, le Houtbourg et de Dunkerque. Prédications et conférences, intention d'écarter toute proposition que feraient les Flamands relativement à la convocation d'un concile général. La plus grande partie de la Flandre longtemps fidèle au pape de Rome. Un mouvement se prépare vers 1390 — abjuration de l'évêque urbainiste de Thérouanne. Conversions plus nombreuses à partir de 1392, dans la Flandre Occidentale, à Bruges, etc. Résistance de Gand. Procédes de propagande employés par le duc et par la duchesse de Bourgogne. La persuasion plus puissante que la force brutale, p. 234-274.

CHAPITRE V. — FIDÉLITÉ D'UNE GRANDE PARTIE DE L'EUROPE

AL PAPE DE ROME 273

I. Zèle déployé à l'origine par le roi des Romains en faveur du pape italien : c'est Wenceslas, et non le roi de Castille, qui, au commencement de l'année 1381, envoie, de concert avec le roi de Hongrie, une ambassade à Paris, pour obtenir la conversion de la France au schisme urbainiste : réponse de Louis d'Anjou. Nouvelles tentatives faites par la France pour ouvrir au légat élementin une route à travers l'Allemagne. Inertie du roi des Romains, qui reste sourd aux exhortations d'Urban VI et de Richard II. Insuperation à la cour de Prague d'une ambassade française — même d'instructions secrètes du pape d'Avignon (1383). Autres démarches de Clément VII auprès du roi des Romains. Façons de voir et attitude équivoque de Wenceslas, p. 274-296.

II. Nombreux agents envoyés par Clément VII en Allemagne, rapports du pape d'Avignon avec le clergé, la bourgeoisie et la noblesse des pays

d'Empire : primes offertes au margrave de Bade, au comte de Wurtemberg, etc. Résultat de ces intrigues. Échec définitif des élémentins à Tübinge. La guerre dans les diocèses du Metz et de Toul, la situation précaire de l'évêque de Verdun : partage qu'il conclut avec Charles VI (30 septembre 1389). Bataille de Sempach et mort de Léopold III, duc d'Autriche (9 juillet 1386) ; effondrement du parti élémentin dans les provinces méridionales de l'Empire, p. 294-309.

III. Rupture du projet de mariage de Louis, duc de Touraine avec Marie, reine de Hongrie (1385) ; Clément VII perd toute chance de faire reconnaître son autorité en Hongrie. Dans l'espoir de gagner les Polonais à sa cause, il suscite la candidature du frère convent Wladislas au trône de Pologne. Félicitations adressées par Charles VI au grand duc de Lithuanie Jagellon à l'occasion de sa conversion au christianisme. La propagande élémentine en Livonie et dans les royaumes scandinaves. Correspondance de Clément VII avec Albert de Mecklembourg et avec Marguerite de Waldemar, p. 309-318.

IV. Existence d'un parti élémentin en Irlande ; la plus grande partie de l'Ile soumise à Crac n VI. Hostilité des Anglais à l'égard du pape d'Avignon, qu'ils persistent à regarder comme une créature de la France. Conversation d'Honoré Bonet avec le duc de Lancastre, lors des conférences d'Amiens (avril 1392). Démarches tentées auprès des Plantagenets par le cardinal Pierre de Luna lors des conférences de Leulingham (mai 1393, avril-mai 1394). Influence anglaise en Guyenne ; conflits entre les prélats des deux obediences, attitude du comte de Foix. Inutiles efforts des agents élémentins pour pénétrer dans l'Aquitaine anglaise, p. 318-329.

Impuissance du pape d'Avignon à faire reconnaître son autorité dans une moitié au moins de l'Europe catholique, p. 329-330.

CHAPITRE VI. — LE SCHISME INVÉTÉRÉ. LA SITUATION GÉNÉRALE.

RUPTURE DE L'ALLIANCE ENTRE LA FRANCE ET LE PAPE D'AVIGNON..... 331

I. Le pape d'Avignon aux prises avec un ennemi qui le harcèle, la situation de Raymond de Turenne en Provence et ses griefs contre Clément VII. La guerre aux portes d'Avignon ; premières campagnes de Raymond (1396-1398), brigandages et dévastations. Vains essais de pacification, arbitrage du comte d'Armagnac. Intervention du roi de France : traité du 3 mai 1392. Reprise des hostilités. Négociations matrimoniales, Raymond défie par l'amiral de France Jean de Vienne, le maréchal boucicaut épouse Antonette de Turcane, Raymond excommunié et anathématisé par Clément VII, p. 331-350.

II. Les convictions des élémentins affermissent avec le temps et par suite des déclarations conformes de tous les principaux témoins de l'élection d'Étienne VI. La sainte la cour d'Avignon, affluence autour du tombeau

de Pierre de Luxembourg. La guérison de Marie Robiac. Petit nombre et peu d'importance des urbanistes français, les visions de Constance de Habastens. Soumission faite de certains français à Clément VII; attitude hypocrite et protestation secrète du duc de Bretagne Jean de Montfort, p. 359-374.

III. Mécontentement des élémentins. Charges pesant sur le clergé dans l'obéissance aragonnaise; concessions faites par Clément VII à Charles V et à Charles VI; impôts, taxes d'intérêt local; décimes payées soit au roi, soit au pape; subsides volontaires à vices, communs et menus services, procurations et dépouilles. Réserves des bénéficiers. Dépenses de Clément VII, faste de ses cardinaux. Reproches généralement adressés au pape d'Avignon, p. 375-391.

Réfronctionnement entre le pape et les princes, sensible des 138. On commence à parler d'union Premières démarches des universitaires; discours le Gernon du 5 janvier 1391. Insuccès de ces premières tentatives. Démarches de Pierre de Mondovi, prieur de la Chartreuse d'Anti, et de Barthelémy de Ravenna, prieur de l'île de Gorgona. Processions et prières publiques. Suite de la correspondance entre Boniface IX et Charles VI. Traité de Bernard A. mant. Nouveaux efforts de l'Université en faveur de l'union; le scrutin du cloître des Mathurins. La *Complainte de l'Eglise*, poème de Jean Polé. Jugement sévère porté par Charles VI sur les deux papes. Variations de la cour de France. Opposition des ducs d'Orléans et de Berry aux propositions de l'Université. Audience royale du 30 juin 1394. violences de langage auxquelles se laissent entraîner les universitaires; leur nouvel échec. Prudents conseils donnés par Honoré Binet dans son *Nomina super materia scismatis*. Effet produit en Avignon par les attaques des universitaires. Mission de Jean Goulais et légation de Pierre de Luna, attitude véritable de ce dernier. Rôle du camerlingue. Clément VII ne renonce pas à ses projets de conquête. Sa mort inopinée (16 septembre 1394), p. 391-429.

Fin de l'alliance contractée entre la royauté française et la papauté aragonnaise. Sentiments catholiques de la plupart des Français. Croissance en l'unité et en l'universalité de l'Eglise, p. 429-430.

| | |
|--|-----|
| ÉCLAIRCISSEMENT II. — L'adhésion de l'Aragon à Clément VII..... | 431 |
| ÉCLAIRCISSEMENT III — Les papiers du cardinal Pierre Gérard..... | 439 |
| ÉCLAIRCISSEMENT IV. — Une ambassade allemande à Paris en 1381..... | 447 |
| ADDITIONS ET CORRECTIONS..... | 455 |

TABLE ALPHABÉTIQUE

DES

NOMS CONTENUS DANS LES TOMES I ET II

A

- ABBEVILLE**, II, 353, 367 422. V
ROUSSE (Jean).
ABBIAND (Jean), évêque de Venise, I, 420.
ABRUZZI (L'), II, 42, 52, 59-61, 64, 78, 127.
ABULAC (Gautier d'), II, 219, 339.
AUGENZA (Jean, archevêque d'), II, 87.
ACERNO (Thomas d'), évêque de Lucera, I, 30.
AGRAIS (Principauté d'), II, 62, 140.
AGHAIE (Amé de Savoie, prince d'), II, 339, 388.
ACQUAPENDENTE, I, 16 II, 165.
ACQUATIVA (Conrad d'), comte de San Valentino, II, 65.
— (Jean d'), archevêque de Salerno, II, 13.
ACQUA, II, 28.
ADAMONT (Saint-Blaise d'), II, 295.
ADONTO (Antoine), doge de Gênes, I, 374 373.
ADRIA (Royaume d'), I, 167, 168, 180, 187, 188, II, 36, 189, 191, 193, 194, 409, 387.
ADRIATIQUE (Mer), II, 43, 67, 74, 73, 78, 81, 116.
AGEST, I, 244, 249, 250; II, 326
— (Jean, évêque d'), I, 168, 169
AGOUT (Ameilh d'), II, 61
— (Bertrand d'), II, 22.
— (Foulques d'), sénéchal de Provence, I, 100, 102, 119; II, 22, 23, 48, 441, 442.
— (Jean d'), archevêque d'Aix, II, 111
— (Raymond d'), seigneur de Saull, II, 10, 22, 23, 67, 77, 83, 332, 441, 442.
AGRAMUNT (Bertrand d'), I, 217.
AGNEPEVILLE (Faydit d'), évêque d'Avignon, cardinal, I, 118, 119; II, 390.
— (Guillaume d'), cardinal, I, 45, 22, 23, 28-30, 37, 41-43, 45, 47, 50, 55, 59-62, 64-66, 74, 91, 102, 243, 267; II, 211; — sa légation, I, 110, 131, 135-137, 154, 190, 284, 285, 293, 296, 299, 301; II 277, 278, 283, 295
AGUES-MONTES, I, 218; II, 69, 353.
AILEY (Jean d'), II, 280, 282.
— (Pierre d'), I, 340, 341, 358 II, 153, 363, 413, 421.

- ALMONY** (Pierre), archevêque de Bourges, II, 403.
AIZE (Landes), I, 246, II, 325, 326.
 — **Puz-de-Galus**, II, 231.
AIMOLA, II, 33, 38.
AIX-EN-PROVENCE, I, 148, 170, II, 21, 23, 32, 34, 37, 73, 25-30, 100, 101, 103, 108, 110-112, 203, 320, 341, 442, 444, 456.
AIX-LA-CHAPELLE, I, 269, 276, 300.
ALAMAND (Albert), I, 294.
ALAMANDUS (Constance), I, 287.
ALAMANT (Bernard), évêque de Condom, I, 104, 124, II, 406-421.
ALAMO (André d'), II, 12.
ALANTO Nicolas d'), II, 81.
 — (Petrillo d') II, 81.
ALBA, II, 28, 34, 438.
ALBAINS (Monts), I, 167.
ALBAHIC (I'), II, 718.
ALBANO (Cardinal d'), V. **GEMOARD** Anglé.
ALBE **CARTELLAN** (Charles), II, 48.
ALBI, I, 117, 311; II, 328.
 — (Evêques d'), V. **SAYE** (Jean de), **VOULTE** (Guillaume de la).
ALBI (Guy ou Guigoanot d'), II, 170, 347, 383, 421.
ALBIGEOIS (L'), I, 311.
ALBIGEOIS (Raymond d') II, 198.
ALBORNOZ (Alvarez d') V. **ALVAREZ** **d'ALBORNOZ**,
 Gilles d'), cardinal, II, 31.
ALBERT (Arnaud-Amarieu, sire d'), I, 432, 244; II, 154.
ALCALA DE HENARES, I, 201.
ALCOY (Baronnie d'), II, 432, 434.
ALENÇON (Philippe d'), archevêque de Rouen, puis cardinal, I, 118, 214; II, 285, 324, 418.
ALERIA (Selvino, évêque d'), II, 214.
ALST, II, 308.
ALEXANDRE (Piémont), II, 24, 40, 187.
ALEXANDRIE (Patriarches d'), II, 250.
 V. **CANDAILHAC** (Jean de), **GRANAU** (Simon de).
ALGHENO, II, 214.
ALIX DE CHAMPAGNE, reine de France, I, 109.
- ALJUBARROTA** Bataille d', II, 209.
ALLEMAGNE (L'), I, 91, 128, 130, 174, 158, 168, 191, 206, 238, 262-212, 307, 314, 315, 336, 339, 363 II, 176, 182, 258, 262, 273-309.
ALLEMAGNE (Cottart d'), II, 243.
ALLEMANDE (Les), I, 229, 324, 340, 333, 367; II, 24.
ALPES Les, I, 290, 292, 301; II, 23, 33, 39.
ALPHONSE 1^{er}, roi de Portugal, I, 236.
 — **III**, roi de Portugal, I, 234.
 — **IV**, roi de Portugal, I, 236.
ALSACE (L'), I, 288, 292, II, 277, 278, 304, 305, 309.
Altarppe (Jacobus de), I, 138.
ALTAVILLA Barthélemy de Capoue, comte d', II, 35, 78.
ALTENBURG Raugrave d'), I, 274.
ALTACHI Hongrie, I, 272 II, 271.
ALVAREZ **d'ALBORNOZ** (Ferdinand), archevêque de Séville, I, 202.
AMALFI, II, 43, 47, 160.
AMBERVILLE (Thomas d'), II, 299.
AMIEL (Pierre), cardinal d'Embrun, I, 158, 212, 218, 308, 319, II, 103, 238, 259, 349, 416.
AMEILH DE BRIENAC (Pierre), patriarche de Grado, II, 326, 327.
AMICA, II, 125.
 — Evêque d'), II, 213.
Amici (Johannes), II, 238.
AMIENS, II, 321, 367.
 — (Cardinal d') V. **GRANDE** **Jean de la**.
 — (Guillaume, évêque d'), I, 124.
 — (Jean, évêque) V. **HOLAND** **Jean**.
AMIRAL DE FRANCE (L') V. **VIENNE** (Jean de).
AMMINATI (Benifacio degli), I, 15, 24, 30, II, 133, 203.
 — (Thomas degli), élu de Limisso, archevêque de Naples, cardinal, I, 12, 15, 36, 48, 197, 286, 296, II, 269, 372, 373, 389.
AMPURAS (Jean d'Aragon, comte d'), I, 217.
 — (Jeanne d'Aragon, comtesse d'), I, 217.

- AMSTERDAM, I, 269.
- ANAGNI, I, 26, 66, 74-77, 79, 86, 87, 90, 101, 102, 106, 114, 121, 127, 149, 150, 180, 209, 213, 222, 228, 267, 314, 318.
- ANCONA (Drôme), II, 339, 343, 345.
- ANCONA (Italie), I, 16 II, 40, 47.
- (Evêque d'). V. VIGNA (Guillaume de).
- (Marque d'), I, 167, II, 47, 113, 194, 196, 197.
- ANDELYS (Les), I, 117.
- ANDRÉ (Guillaume), I, 202.
- ANDRIA, II, 44.
- (Evêque d'). V. NIGERIA (Lucido de).
- ANDRIA (Duc d'). V. BAUX (François de).
- ANDRÉE (Louis d'), seigneur de la Voulte, II, 23, 412.
- ANGERS, II, 136.
- ANGERS, I, 192, 204; II, 58, 91, 122, 370, 371.
- (Evêque d'). V. BUCH. Hardoin de).
- (Université d'), I, 103, 106.
- ANGLADE (Pierre d'), archevêque d'Auch, II, 326, 327.
- ANGLAIS (Les), I, 86, 133, 134, 145, 154, 197, 209, 242, 246, 328, 371, 393, II, 24, 69, 173, 207-209, 225-232, 269, 323, 329, 380, 381, 443, 455.
- ANGLAIS Jean l'), II, 323.
- ANGLETERRE (L'), I, 129, 154, 207, 230, 239, 241-243, 249, 251, 252, 253, 256, 258, 262, 266, 271, 298, 301, 305, 307, 309, 313, 316, 333, 396, II, 176, 180-182, 190, 205, 258, 318, 324, 327.
- (Rois d'). V. ÉDOUARD III, RICHARD II.
- ANDOLLÈME (Diocèse d'), I, 444, II, 230.
- ANGUS (Jean d'), I, 335.
- ANHALT (Jean II, prince d'), II, 297.
- ANJOU (L'), I, 143; II, 24, 25, 79, 82, 94, 145, 230.
- ANJOU (Charles 1^{er}, duc d'), roi de Sicile, I, 168, 262; II, 88.
- (Charles d'), fils du suivant.
- V. TARENTE (Charles, prince de).
- (Louis 1^{er}, duc d'), roi de Sicile, I, 91, 103, 113, 114, 124, 132, 136, 137, 139, — son rôle au début du Schisme, I, 145-158, 166-169, 180-193, 219, 220, 223, 225, 230, 231, 233, 235, 265, 267, 317; II, 189, 193; — son rôle à la tête du gouvernement de Charles VI, I, 333, 341-343, 356, 359, 388, II, 209, 275, 276. — son expédition en Italie, sa mort, II, 7-95, 97, 100, 105, 109, 119, 125, 128, 131, 160, 172, 174, 199, 230, 278-280, 283, 383, 390, 440-447, 455, 456.
- LOUIS II, duc d'), roi de Sicile, I, 91, 372 II, 14, 25, 213; — son mariage projeté, II, 33, 40, 70, 71; — il succède à son père, II, 83-85, 91-92, 101-112, 114, 119-124, 132, 134-136, 140-145, 151, 153, 154, — son séjour en Italie, II, 157-174, 182, 181, 199, 200, 219, 410 — sa situation en Provence, II, 332, 335, 342, 343, 334, 388, 371.
- (Marie, duchesse d'). V. BRETAGNE (Marie de).
- Robert d'), roi de Sicile, II, 194, 197.
- ANTIBES, I, 373, II, 98.
- ANTOINE (Henri d'), seigneur du Plachier, II, 253.
- (Jean d'), seigneur de Bussac, II, 253.
- ANTON (Séguin d'), archevêque de Tours, II, 403.
- ARVENS, I, 254; II, 239, 261, 267.
- AOSTE, I, 161.
- ARCHER (Garin d'), II, 340, 457.
- ARENDE (Les), II, 47.
- ARPIENNE (Verc), I, 173.
- ART, II, 44, 443-445, 450.
- Evêque d'. V. SAUV. Raynaudus.
- AQUILA REGIA ARDENNE, II, 49, 52, 53, 59, 61, 64, 85, 87, 88, 21, 122, 126, 445, 446, 456.

- (Clément, évêque d'), II, 113, 116.
 — (Évêque d'). V. TENAMO (Bérard de).
 AQUILÈRE (Patriarcat d'), II, 140, 288.
 ARAGON (L'), I, 186, 214, 216-218, 220-225, 238, 215, 316 II, 78, 177, 178, 210-215, 217, 424, 431-437.
 — (Cardinal d'). V. LERA (Pierre de).
 — (Infants d'). V. MARTIN, duc de Montblanc, MARTIN, roi de Trinacrie.
 — (Reines d'). V. BAN (Yolande de), FOLIA (Sibilla de).
 — (Rois d'). V. JEAN I^{er}, PIERRE IV.
 ARAGON (Éléonore d'), reine de Castille, I, 205.
 — (Éléonore d'), reine de Chypre, I, 211, 219.
 — (Jacques d'), évêque de Valence, cardinal, II, 213, 214.
 — (Jean d'). V. AMPURAS.
 — (Jeanne d'). V. AMPURAS.
 — (Pierre d'), frère mineur, I, 201, 214, 221, 222, 225, 312.
 ARAGONAIS Les., I, 117, 174, 175; II, 73.
 ARAMON (Jean d'), I, 235 II, 206, 257.
 ARAGONCARIO (Bernard d'), II, 68.
 ARAGONÉS (Jugo d'), I, 154, 220, II, 433.
 ARDACHI (Évêque d'), II, 317.
 ARDIA (Château d'), I, 55.
 ARENA (Henricus de), II, 263.
 ARENOSO (Franciscus de), II, 34.
 AREZZO, II, 9, 72, 86.
 ARIANO, II, 59.
 ARIANO Nicolas de Salbran, comte d', I, 177, II, 64, 114.
 ARLÉS, I, 68, 118, 187; II, 21, 59, 95, 96, 332, 354, 444, 454.
 — Archevêque d'. V. CUOS (Pierre de).
 — Royaume d', II, 154, 144, 350, 399.
 ARLES (Gérard d') II, 186.
 ARNICH Archevêque d', II, 318.
 ARMAGNAC Béatrice d', II, 162.
 — (Gérard d'), I, 130.
 — (Jean II, comte d'), I, 244, 245, 311, II, 70, 327.
 — (Jean III, comte de Comminges, puis d'), I, 244; II, 182-188, 190, 336, 337, 342, 343, 368.
 — (Jean d'), archevêque d'Auch, II, 185.
 ARMÉNIE (Roi d'). V. LÉON VI.
 ARNAUD (Jean), II, 339.
 ARNOLD de Neothaus (Garsus), II, 325.
 ARNIEM, V. POELHAN (Henri).
 ARONDEL (Jacques), II, 234.
 ARNAS, I, 253, 254, II, 28, 232, 234, 242, 248, 240, 269.
 — (Évêques d'). V. CANANT (Jean), MASUYER (Pierre).
 ARSENI (Pierre), évêque de Monfalcone, II, 126, 127, 121, 163-165.
 ARTÉSIEUX Les., I, 260.
 ARTEVELDE (Philippe d'), I, 361.
 AUSTOIS (Comté d'), I, 241, 253, II, 152, 234, 269, 412.
 AUSTOIS (Charles d'), comte de Saath Agata, II, 45, 73, 114.
 — (Jean d'), comte d'Eu, I, 160.
 — (Robert d'), duc de Durazzo, I, 160.
 ASILARIUS (Thomas de), II, 138.
 ASOLO, II, 130.
 ASSENHINO (Werner d'), I, 276.
 ASSENI, II, 130.
 — (Évêque d'), II, 269.
 ASSIS (François d'), II, 29.
 — (Gilles d'), II, 197.
 ASTAÏAC (Jean I^{er}, comte d'), I, 244.
 ASTI, II, 28, 34, 92, 137, 138, 151, 162.
 — (Évêque d'). V. MONOZZO (François).
 — (Prieur de la Chartreuse d'). V. MONDOVI (Pierre de).
 ASTONCA, II, 207, 217.
 ATRIÈNE (Antoine, archevêque d'), II, 221.
 — (Duché d'), II, 221.
 — (Duchesse d'). V. MARIE, reine de Trinacrie.

- ATHENOLZ** (Rostaing), II, 111.
ATHIES (Gérard d'), archevêque de Besançon, II, 403.
AUBAGNE (Seigneur d'), V. BAUX (François de).
AUBAZ (Charles), II, 73.
AUGERT (Eudes), I, 363.
AUBONNE Jean d'), II, ■.
AUBRIOT (Hugues, prévôt de Paris), I, 333, 336, 339, 342, 349, 365.
AUCH, II, 326, 327.
 — (Archevêques d'), V. ANGLADE (Pierre d'), FLANDRIN (Jean).
 — (Province d'), I, 244; II, 28, 326, 365.
AUDBERT (Raymond), II, 95.
AUGSBOURG, II, 396.
AUGUSTIN (Jean), I, 342.
AUGUSTINE (Religieux), I, 306, 307; II, 287, 305, 306.
AU REILLE (Bouches-du-Rhône), II, 332.
AURON (Bouches-du-Rhône), II, 95.
AUSONIA, I, 179.
AUSSAC (Hugues d'), abbé de Saint-Guilhem-du-Dert, I, 132, 296.
AUSSAY (Pierre d'), évêque de Tournay, I, 132, 133, 254, 261; II, 253.
AUTERIVE (Jacques Thaddée d'), I, 306.
AUTRICHE I'), I, 287, 288, 305; II, 305.
 — (Albert III, duc d'), I, 287; II, 305, 306.
 — (Léopold III, duc d'), I, 186, 271, 285-289, 293, 396, 397; II, 277, 279, 292, 293, 304-306, 308, 426.
 — (Léopold IV, duc d'), I, 286.
AUTUN, I, 306.
 — (Evêque d'), V. BARRIÈRE (Pierre de).
AUVERGNE I'), I, 311, I, 336.
ALXERRE, II, 384.
AVESAN (Bertrand d'), II, 321.
AVELLINO (Alix, comtesse d'), V. BAUX (Alix de).
 — (Hugues, comte d'), V. BAUX (Hugues de).
AVENBA, I, 318, II, 85, 87.
AVESNES (Jean d'), I, 367.
AVIGNON, I, 36, 92, 98, 118, 151, 154, 158, 179, 186, 189, 209, 213, 228, 234, 285, 286, 318, 341, 353; II, 13, 30, 59, 70, 71, 74, 93, 104, 106, 108, 118, 130, 132, 148, 170, 183, 333, 335-338, 399, 400, 456. — Assemblées du clergé, I, 178, II, 231. — Cérémonies, pèlerinages, II, 305, 362, 363, 403, 414. — Chambre apostolique, I, 157, 214. — Leur pontificale, I, 9, 34, 64-66, 93, 97, 102, 112-116, 121, 128, 13, 176, 230, 231, 257, 263, 224, 392. II, 246, 388, 390. — Séjours de princes, I, 182, 183, 233; II, 19, 20, 26-28, 35, 44, 101, 119, 151, 446.
 — (Evêque d'), V. ARCHIEPÊCHE (Faydit d').
AVILA, II, 207.
AVOIN (Pierre d'), seigneur de Châteaufortmont, I, 132.
AVRANCHES, I, 110, II, 380.
 — Evêques d'), V. PORTE (Robert de la) SAINT-AVIT (Jean de).
AVARA (Lopez d'), V. LOPEZ D'AVARA (Pierre).
AYCELIN DE MONTAIGU (Gilles), cardinal de Thérouanne, I, 99, 151, 153, 176, 215, 313.
 — (Pierre), évêque de Laon, I, 132, 133, 364, II, 317.
AYMAR (Arnand), II, 143.
AZEVEDO Velazquez d'), V. VELAZQUEZ D'AZEVEDO (Alvar).

B

- BADJOUZ**, II, 207, 217.
BADRE (Bernard I^{er}, margrave de), II, 202-203.
BAIFFOI (Tancin de), II, 161, 166.
BAES (Nicolas), II, 215.
BAIX (Evêque de), I, 107.

- BALZOLE (prév. de Forli), II, 44.
 BAGNOL, II, 140.
 BAINES (Gontier de, archevêque de Sens, II, 367.
 BAILLEUL (Nord), II, 253, 258.
 BAIN (Ardèche), II, 348, 350.
 BAINEUX (seigneur de), II, 97.
 BAINE DE PÉNOISE, I, 373.
 BAIE, I, 147, 277, 288, 289, 303; II, 156, 250, 288, 306, 309.
 — (évêques de). V. BASTREIN (Emet de), SCHALER (Werner), VIENNE (Jean de).
 BAIN JEAN DE V. HOUTAIN (Jean).
 BAISSE (Henr., I, 168, 219, II, 217.
 BAISSON, II, 278, 288, 289.
 — (Evêque de). V. BAIN, Lambert de.
 BAISSON (Basses-Alpes), II, 346, 349.
 BAI (Henri de), II, 173.
 — (Jean de), I, 32, 62, 148, 149.
 — (Marie de France, duchesse de), I, 283.
 — (Robert, duc de), I, 233, 263.
 — (Yolande de), duchesse de Guyenne, puis reine d'Aragon, II, 210, 213, 432, 435.
 — (Yolande de Flandre, dame de Cassel, comtesse de), I, 223, 224, 261; II, 227, 229, 233, 234, 240, 253-254.
 BAISSON (Hauts-Alpes), II, 184.
 BAISSON (Ja), II, 171.
 BAISSON (Alberige de), I, 164, 166, 171, 172, 174, 177; II, 44, 169.
 BAISSON, I, 213, 217, 218, 220, 223, 224, 312, 360; II, 78, 107, 171, 172, 212, 213.
 BAISSON (Pierre), II, 233.
 BAI, II, 77, 81, 83, 84, 86, 116.
 — (Archevêque de). V. POUSSON (Bartholémé).
 BAISSON, II, 71, 72, 76, 78, 81, 116.
 BAISSON (Guillaume), II, 407, 412, 416, 417, 422.
 BAISSON (Thomas, évêque d'Epône, II, 31.
 BAISSON (Pierre), I, 219.
 — (Pierre de, évêque d'Autun cardinal), I, 131, 136, 137, 139, 188, 314, II, 24, 168, 393 (*).
 BAISSON (Jean), II, 233.
 BAISSON (Simon), évêque de Thionville, II, 252.
 BAISSON (Guigues), II, 68.
 BAISSON (Lm.), II, 62, 64.
 BAISSON (Antoine), II, 361.
 BAISSON (Henri), II, 298.
 BAISSON (Abbaye de), I, 260.
 — (Abbé de). V. VAN DER ZYFF (Gerard).
 BAISSON (Albert de), II, 371.
 BAISSON (Johannes), II, 139.
 BAISSON, I, 413.
 BAISSON (Jean de la), II, 73.
 BAISSON (Vaucluse), II, 330.
 BAISSON (Torres), II, 331.
 BAISSON, II, 332, 333, 338, 340, 343, 344, 352-353, 357, 359, 457-458.
 BAISSON (Ala de), comtesse d'Avelino, II, 333, 457.
 — (François de, duc d'Andria, I, 156, 184, II, 62.
 — (François de, seigneur d'Avignon, II, 34, 332, 359, 442.
 — (Georges de), II, 219.
 — (Hugues II de), comte d'Avelino, II, 54.
 — (Jacques de), II, 62, 64, 66.
 — (Raymond de), prince d'Orange, II, 23.
 BAISSON (Nicolas de), comte de Nole, I, 43, 78, 177.
 — (Raymond ou Ramond de), II, 64, 65, 77, 81, 83, 114, 116.
 BAISSON (Albert de), comte Palatin régent de Namur, I, 279-281; II, 214, 291.
 — (Etienne, duc de), I, 178, 301, 302, II, 8, 398.
 — (Isabert de). V. ISABERT DE BAISSON.
 — (Jean de), évêque de Liège, II, 244, 299.
 — (Louis de), empereur, I, 219.
 BAISSON (Evêque de). V. BOSC (Nicolas du).

- BETHLEEM CLAREY** (Évêques de), I, 119, 119, 174.
BETHUNEN (Bede), II, 269.
BETTINO (Luc), évêque de Sicile, I, 399.
BEXIA (Abbaye de), II, 139.
BÉZIENS, II, 130.
 — (Évêque de), II, 231.
BICÈTRE (Château de), I, 233, II, 203, 413, 453.
BIESEN (Jean), II, 231.
BILLIENS (Humbert de), évêque de Sion, II, 307.
BINGEN HEIDE, I, 274, 299.
BIRGELIN, II, 77-79.
BUSA (*Petrus de*), I, 120.
BUTTE, I, 179.
BLANCHARD (Jean), I, 243, 274.
BLANCHART (Jean), I, 345, 346.
BLANCHE-COLONNE (Abbe de), II, 370.
BLANCHES (Henri de), évêque de Sion, II, 307.
BLANKENHEIM (Frédéric de), évêque de Strasbourg, I, 283, 288; II, 309.
 — (Gérard de), II, 300.
BLANVOET (Olivier), II, 233.
BLARY (Jean), I, 253.
BLAS (Pierre), II, 198.
BLANCHAIN (Nicolas), II, 255.
Blagus Jacobus de, I, 276.
BLONDEAU (Nicolas), II, 390.
BOLT (B.), II, 265.
BONMUR (La), I, 238, 262, 286, 290-292, 366, 368; II, 260, 277, 296, 298, 287, 297.
 — (Beatrice de Bourbon, reine de), I, 284, II, 303.
 — (Wenceslas, roi de), V, Wenceslas.
BONIER (Pierre), évêque d'Orvieto, I, 325, 326, 398; II, 129.
BOLAS (Martinez de), V, MARTINEZ DE BOLAS Jean.
BOM (Perceval du), II, 336.
BORRONE, I, 127, 144, 167, 258, 302, 303, II, 30, 31, 4-43, 117, 147-151, 160-162, 190, 191, 194, 211, 271, 308, 301.
 — (Barthelemy, évêque de), II, 148, 150, 162.
 — (Évêques de), V, CARAFFA Philippe; MIGNONATO (Côme), RAMONDI (Barthelemy de BOLSENE, I, 10).
 — (Lac de), I, 16, II, 127, 163.
BORSINO (prov. de Lecce), I, 140.
BON DE RAMON (Guillaume le), évêque de Sion, II, 308.
BONET (Honoré), I, 368, 369; II, 264, 321, 415, 418, 419.
BONIFACE VIII, pape, I, 10, 310.
BONIFACE IX (Pierre Tomacelli), pape, I, 4, 239, 262, II, 169, 175, 186, 189-191, 196, 262, 263, 266, 299, 300, 319, 321, 322, 352, 389, 367, 407, 410, 412, 417, son avènement, ses premiers actes, II, 1-10, 166, 394; — ses bulles et encycliques, I, 86, II, 127, 197, 210, 215, 239, 244, 250, 290, 291, 297, 323, 326, 376; — ses négociations, II, 181, 217, 286, 319, 338, 400, 402, 404, 405.
BONS, I, 296; II, 288.
BONNET STALHE (Wibric), II, 298.
BONNEVAL (Bernard), II, 30.
BONVIERES (Guillaume de), I, 275.
Boqueru (*Johannes*), I, 246.
BONDEAUX, I, 112, 244-246, 248-250, II, 226, 324, 325, 338, 329.
 — (Archevêques de), II, 156. V. ROQUERUS (Raymond du), SALIGNAC Élie de), VOLKMAN (François).
 — (Guillaume, archevêque de), I, 245, 248, 249, II, 324.
 — (Province de), II, 360.
BONDELLES (Thomas de), II, 310.
BONDES (Jean des), II, 336, 400, 401.
BONDESLEY (Abbe de), II, 243.
BONNEN (*Petrus*), II, 380.
BONC (Nicolas du), évêque de Bayeux, II, 155.
BOU (Bouches-du-Rhône), II, 98, 343, 438.
BOUCHIE (Martin), II, 70.
BOUCHIER (Arnoul), II, 152.

- BOUESCAULT** (Jean le Meingre, dit).
maréchal de France, I, 103; II,
352, 353, 355-357.
- BOUBREVILLE** (Guillaume de), II, 214.
- BOULAY** (Seigneurs de), II 300, 302.
- BOULBOIS**, II, 356, 357.
- BOULOGNE** (Pas-de-Calais), II, 180,
323.
- BOULOGNE** (Guy de), cardinal, I, 162,
160, 204, II, 320.
- (Jeanne de), duchesse de Berry.
V. BERRY.
- (Jeanne de), reine de France, I,
109.
- BOURBON** (Anne, duchesse de), II, 363.
- (Beatrice de). V. BOHÈME.
- (Catherine de), II, 363.
- (Gérard de), II, 354.
- (Jeanne de), reine de France, I, 46.
- (Louis II, duc de), I, 333, II, 19,
25, 66, 83, 94, 141, 151, 152, 156,
170-172, 176, 209, 300, 321, 331,
363, 384, 408, 444.
- (Marie de), impératrice de Con-
stantinople, I, 160, 196.
- BOURBOURG**, I, 261; II, 228, 230, 233,
236, 253, 255, 256, 320, 344.
- BOURGES** (Archevêques de). V. AAR-
AY (Pierre), CHANAC (Bertrand de).
- (Province de), II, 28, 328, 377, 380.
- BOURGOINE** (La), II, 177.
- BOURGOGNE** (Catherine de), II, 308.
- (Marguerite de), I, 286.
- (Marguerite, duchesse de). V.
FLANDRE; Marguerite de.
- (Philippe le Hardi, duc de), I,
113, 131, 241, 284, 286, 321, 333,
388; II, 15, 19, 25, 66, 69, 70, 83,
92, 94, 100, 103, 142, 151, 152, 156,
158, 159, 176, 177, 181-183, 188,
191, 196, 199, 209, 456 — son rôle
en Flandre, I, 360, II, 230, 234-270,
299; — ses dispositions favorables
à l'union, II, 393, 404, 410, 412, 413,
415, 417, 424.
- BOURBON-SAINTE-ANNE**, II, 342.
- BOURNAY** (Jean de), prieur de
Saint-Martin-au-Val, I, 128, 133,
268, 269.
- (Pierre de), I, 132.
- BOURNEY** (N.-D. du), I, 244.
- BOUTER** Étienne), II, 320.
- BOUTIN** (Geoffrey), II, 17.
- BOUVILLE** (Charles de), I, 268.
- BOZETO** (Louis), archevêque de
Naples, I, 178.
- BRABANT** (Le), I, 274, 292, 357, II,
239, 246, 252, 270, 291, 312, 322.
- BRABANT** JEAN I^{er} duc de), I, 109.
- (Jeanne, duchesse de), I, 291.
- (Marie de), comtesse de Savoie,
I, 109.
- (Wenceslas, duc de). V. LUXEM-
bourg (Wenceslas de).
- BRACCIANO**, II, 125.
- BRAGA**, I, 231; II, 207, 242.
- (Laurent, archevêque de), II, 208,
209.
- BRABINE** (Simon, comte de), I, 132.
- BRACCIO** (Nicolas), archevêque de
Cosenza, cardinal, I, 159, 160, 188;
II, 111, 191, 218, 247.
- BRANCAS** (Guillaume de), II, 63, 73.
- BRANDIS** (Boniface de), II, 68.
- (Étienne de), II, 68, 92.
- (Gilles de), II, 68.
- BRANDECK** André de), I, 278, 300.
- BRANK** (Archevêque de). V. BAN-
WICK (Albert de).
- (Province de), II, 298.
- BRASCAS** ou **PELHISSE** (Guillaume), I,
306.
- BRASCLA** (André, évêque de), II, 130.
- BRASSILL** (Regnauld), I, 154, 157.
- BRISLAU**, I, 291, 292, 294; II, 340.
- (Évêque de). V. LIGNITZ (Wen-
ceslas de).
- BRETAGNE** (La), I, 213, 250-252, 257;
II, 369-374, 392, 405.
- (Cardinal de). V. MONTCLAIR
(Hugues de).
- BRETAGNE** (Henri de), II, 154.
- (Jean, duc de). V. MONTFORT
(Jean IV de).
- (Jeanne, duchesse de). V. HOL-
LAND (Jeanne), NAYARR (Jeanne
de).
- (Marie de), duchesse d'Anjou,

- roine de Sicile I, 181, II 38, 38,
 74, 74, 83, 118, 125, 154, 153,
 164, 365, 416 — ses efforts pour
 conquérir le royaume de Sicile II,
 119-121, 134, 140-142, 167, 171,
 172 — ses négociations, II, 91-
 94; — son rôle en Provence, II,
 21-100-110, 332, 334, 335, 340,
 442-444, 550-554, 567, 558, 562,
 437, 438.
 BRÉTONNE (Tracte de), I, 244.
 BRETONS (Les), I, 17-19, 73, 101, 156,
 162, 171, 173, 179, II, 126, 130, 186.
 BRIANÇON, II, 38-50.
 BRIENNE (Henri de), I, 261.
 BRÈS Marguerite de), regente de
 Hamaut, I, 280.
 BRÈSSE (Marguerite d'Enghien, com-
 tesse de), II, 76.
 BRÛPPEL (Seigneur de) V. AYROUX
 (Jean d).
 BRUGNOT DE SAINTES (Saintel), I, 11.
 BRIGNOLET, II, 338.
 BRISCAU (Le), I, 288.
 BRISSE, II, 306.
 (Evêque de), V. EADENEN (Ferdin-
 and d).
 BRUGNY (Jean de), cardinal de Vi-
 viers, II, 183, 194, 401.
 BRUSI, II, 49.
 BRUSSANO (Simon), cardinal de Me-
 ran, I, 23, 24, 25, 30, 43, 43, 54,
 56, 67, 76, 78-80, 199, 200, 210,
 291, 319, 321-324, 330, 337, 378,
 387, II 202, 360, 361, 426.
 Brugayrino (Sicardus de), II 327,
 384.
 BRUGER, I, 254, 257, 259, 261, 262,
 297, 361; II, 925, 233, 244-243,
 246, 250-252, 265.
 — (Frane de), II, 242, 250.
 BUCHS (Henri de), I, 280.
 (Lambert de), évêque de Bamberg
 I, 289.
 BUCKSWICK (Albert de), archevêque
 de Brême, I, 292.
 — (Friedric de), I, 371.
 — (Othon de), I, 78, 118, 156-160,
 182, 265, II, 40, 11, 32, 34-51, 50,
 62, 76, 120-124, 142, 143, 169-289,
 388, 441.
 BRUXELLES, I, 282; II, 302.
 BUCH (Archambaud de Grandly, capital
 de), II, 329.
 BUDA, II, 286, 310.
 BUDAS (Sylvestre), I, 17, 162, 171,
 172, 251.
 BUDA (Evêque de), I, 277, 279.
 BUDU (Harden de), évêque d'An-
 gers, II 230, 231.
 — (Jean de), II, 57, 71, 75.
 — (Pierre de), II 83.
 BULSCAMP, II, 293.
 Burgaresio (Sicardus de), V. Bru-
 gayrino (Sicardus de).
 BURGESSIA (Mathias de), II, 81.
 BURGOS, I, 201, 202, 210 II, 207.
 BURGUE (Guillaume), II, 289.
 BURNHAM (Nicolas), II, 281.
 BUSTINES (Seigneur de), V. COUN
 (Guillem de).
 BUTTELLO V. PRIGNANO (François).
 BUTTENS DE LA TOUR D'AYERNE
 (Gérard de), abbé de Clunys, I 238.
 BUTT (Hermann), II, 295.
 BUTT (Ardenne), II, 304.

C

- CACHOUSSIE, I, 163.
 CACHOUSSIE (Grande, art de Bordeaux),
 I, 329.
 CACHOUSSIE, I, 265.
 CACHOUSSIE (Jacques de), I, 265.
 CACHOUSSIE, I, 117.
 CAETANI (Onorato), V. FORDI (Comte
 de).
 CAHONS, I, 95, 116, 244, 249, 311.
 CAHLY (Seine-et-Marne), II, 31.
 CAHLY (Le), Basses-Alpes, II, 313.
 — (Egypte), II, 321.

- CAJAZZO** (Évêque de), I, 100.
CALABRE (Le), I, 370, 372, II, 61, 109.
CALABREZ (Duc de), I, 189, 190, II, 20, 37.
CALABRIDA (Évêque de) V. MENA
VARRAS (Gonzalo de)
CALAIN I, 262; II, 180, 223, 228
CALAIN B (Le), I, 305
CALATAYUD, I, 213.
CALATIANA (Ordre de), I, 213, II, 213.
CALZELINI (Gaspard de), II, 130
Calderon de Salazar V. *Ordre*
Caldera (Ramondaccio), II 52, 63.
CALVET (Guillaume Arnould de), I, 238.
CALVILLE (Colard de), II, 74.
CALVINEY (Hugues), II, 326.
CAMAGUET (Le), II, 21, 59
CAMBALU (Guillaume, archevêque de), II, 130
CAMBIAL, I, 81, 117, 233, 254, 258-260, 263, 270, 271, 277, 280, 308, 341, 361, II, 60, 150, 230, 232, 239, 240, 251, 260, 261, 264, 269, 292.
 — (Évêques de). V. **LUXEMBOURG**
 (André de) T. **BERGLAS** (Jean).
CAMBIAL (Jehannin de), II, 330.
CAMERDUE (Comte de). V. **YORK** (Duc de)
CAMERDU, II, 197
CAMERDU (Gentile de), II 195, 197
 — (Rioldo de), II, 47, 197.
CAMERLENGUE (Le) V. **CONZIS** (François de), *Leos* (Pierre de).
Camus (Goswinus de), II, 287.
CAMP (Pierre), II, 255
CAMPAGNANO (prov. de Bénévent), II 34.
CAMPANIE (Le), I, 77, 159, 167; II, 168.
CAMPODASSO, II, 59, 60
CAMPONESCHI (Lalle). V. **MONTOMO**
 (Comte de)
CANART (Jean), évêque d'Arras, II, 289.
CANDIANO (Le), II, 44.
CANDIS (Archevêque de), II, 219
CANDOLA. V. **CALDORA**.
CANE (Roger), II, 70, 71, 340, 421, 455.
CANET (Guillaume du), II, 68
CANTERMO (Hostagno), II, 62.
CANTORBIU, I, 262
CANOLE, II, 130
CAPACCIO (Évêque de) V. **MORINI**
 (Nicolas).
CAPON (Robert), I, 181.
CAPOTE, I, 161; II, 9, 37, 49, 63, 231.
CAPOTE (Barthelemy de). V. **AUTAVILLA**
 — (Prince de), I, 93
 — (Raymond de), I, 73, 75, 122, 124, 125, 238, 312, 313, 316, 344.
CAPOTE (Ile de), II, 55, 57, 64.
CAPPA (Antoine de), II, 81.
 — (Jacques de). V. **MINEVINO**
CAPACIOLLO (Catherine), II, 61.
 — (Guallo), dit le chevalier Sauvage, II, 50.
 — (Richard), II, 223
CARAFFA (Giovanni), II, 12
 — (Philippe, évêque de Bologne), II, 31, 148.
CARCASSONNE, I, 233; II, 103, 213, 381
CARDANUAC (François de), évêque de Cavillon, I, 176.
 — (Jean de, évêque de Rodez, patriarche d'Alexandrie, administrateur de l'archevêché de Toulouse), I, 117, 176, II, 25, 403
CARENCON (Jean), II, 170
CARINTHE (Le), I, 288, II, 305
CARR (Robert), évêque d'Évreux, I, 432.
CARLO (Louis de), II, 421, 422.
CARRES (Religieux), II, 420, 421.
CARSA (Château de), II, 131
CARPENO (prov. de Forl), II, 44.
CARPENTRAS, I, 118, 119, II, 37, 38, 50, 180, 301, 358.
 — (Évêque de), I, 15.
CARPINETO ROMANO, I, 165.
CARTHAGÈNE, II, 207.
CASENTE, II, 9, 50
CASENTE (François della Ratta, comte de), II, 55, 61, 65, 78, II, 120.
 — (Louis-Antoine della Ratta, comte

- dei, I, 160, 190 II, 10-12, 14, 16, 441, 445.
- CAMEL (Archevêque de), I, 242, 394; II 318
- CASANO (Evêque de). V. GUDICE (Marino de).
- CASSEL, I, 261; II, 228, 230, 236, 253, 253, 256.
- CASSINEL (Ferry), archevêque de Reims, II, 157
- CASTANA, II, 138
- CATRIL AMARO, II, 55
- CASTELLAN V. ALIX CASTELLAN (Charles)
- CASTELLON DE AMPUNIAS, I 247
- CASTELLUCIO INFERIORE, I, 372.
- CASTELNUOVO PARANO, I, 179.
- CASTELVOLTURNO, II, 87.
- CASTILLE (Le), I, 186, 196-211, 214, 220, 238, 315, 368; II, 27, 176, 203-207, 217, 218, 320.
- (Ferdinand, infant de), II, 217.
- (Henri, infant de), I, 212, 213
- (Rome de). V. ARAON (Éléodore d')
- (Rois de). V. HENRI II, HENRI III, JEAN I^{er}.
- CASTILLON (Basses-Alpes), II, 343.
- CASTILLON Guillonnet de), II, 137, 156, 192
- CATHON (Hocène de), I, 306 II, 384
- CATHON (Raymundus de), II, 216.
- CATHON (Jean, évêque de), I, 17, 19, 32
- CATHON (l'as de) V. INAS DE CATHON.
- CATHONCAIO (prov. de Florence) I, 91
- CATALANS (Les), I, 217.
- CATALOGNE Le, I, 213, 215
- CATANE (Élie, évêque de), I, 19.
- CATALA (Petra), II, 19.
- CATHERINE d'Angleterre, II, 217, 218, de France, I, 269; II, 414.
- CATHERINE DE SIENNE (Sainte), I, 124, 199, 165, 177, 312, 313, 316, II, 9, 562
- CATHERINE DE S. EDE (Sainte), I, 31
- CAYMELON, II 37, 223
- (L'as que de). V. CAMAILHAC (François de)
- CATALA (Jacques de), évêque de Verceil, II, 138, 139.
- CAYMOCHE (Arnauld de), I, 249, 250
- CAYLAN (Hector du), II, 356.
- (Le Bâtard du), II, 346, 350.
- CÉLESTINE (Religieux), I, 311; II, 63
- CENIS (Mont), II, 76.
- CÉPHALONIE (Ile de), II, 78.
- CERRATO (Nicolas Sanfronzio comte de), II, 55, 64, 65, 83, 121
- CERRATO DI SPOLETO, II, 162, 163
- CERRATO SANNITA, II, 27, 58, 83.
- CÉSÈS, I, 80, 81, 164; II, 45.
- CEVA (Jacques de), I, 11, 127, 125, 127, 267.
- CHAALIS (Abbé de). V. COMTE Gaudier de).
- CHAEPTINGHER, II 245.
- CHAIRNAY (Simon de), II, 402.
- CHALAMAND (Jerd), I, 158.
- CHALANT (Boniface de), II, 44, 59.
- CHALDÉE (Le), I, 372.
- CHALENÇON (Ardeche), II, 344.
- CHALEPS (Jean de la), I, 132, 133.
- CHALONS-SUR-MARNE, I, 285.
- CHALON-SUR-SAONE, II, 179.
- CHAMBERLAC (Jean de), I, 243; II, 81, 179.
- CHAMBÉRY, II, 59, 327.
- CHAMBRILAC V. CHAMBERLAC.
- CHAMINARD (Guilhem de), II, 96, 138
- CHAMPAGNE (Alix de). V. ALIX DE CHAMPAGNE.
- CHAMPCELLA, I, 179.
- CHAMPILLON (Alasco-Lorraine), II, 300.
- CHAMPS (Gilles des), II, 393, 404, 413, 421, 422.
- CHAMPTOCEAUX, II, 176.
- CHANAC (Bertrand de), archevêque de Bourges, I, 132; II 366.
- (Guillaume de), cardinal de Mende, I, 166, 183, 186; II, 58, 379.
- (Guillaume de), I, 133.
- CHANCELIER DE FRANCE (Le). V. COMTE (Arnauld de), DORMANS (Miles de) GIAC (Pierre de), ORIGNONT (Pierre d')
- CHANDON (Pierre), II, 261, 262, 264.

- CHASTENIERRE (Arselme de, évêque de Rennes, II, 362.
 CHARENTON Seine), I, 114.
 CHARLES d'ANJOU, V. ANJOU Charles I^{er}, duc d').
 CHARLES IV, empereur, I, 61, 63, 67, 89, 92, 93, 154, 262-269, 277, 281, 282, 300, 312; II, 154, 274, 453.
 CHARLES V, roi de France, I, 65, 69-71, 145, 146, 178, 180, 190-193, 223, 231, 242, 244, 245, 250, 356, 376, 395-398; II, 30, 64, 82, 143, 155, 199, 273, 319, 376, 399, 415, 420, 429, — son rôle en France et en Italie, I, 83, 144, 149-156, 181, 183, 190-193, 305-325, 352; II, 276, — son action au dehors, I, 193-205, 207-211, 223, 235-238, 252, 255-257, 262, 283, 298-272, 273, 281-283, 285, 286, 293-295, 297, 298, 300, 302, II, 273; — sa mort, I, 323-329, 333, 340, 350, 388, II, 42, — ses funérailles, I, 334-336.
 CHARLES VI, roi de France, I, 282, 309, 301, I, 221; — premières années de son règne, I, 333, 345, 354, 355, 360-362, 371, 374, 375, 387, II, 11, 17-19, 21, 24, 25, 30, 31, 33, 81, 66, 69, 82, 89, 91, 93, 95, 97, 101, 107-110, 114, 131, 118, 147, 203, 208, 209, 213, 224-227, 229-233, 237, 275, 276, 278-282, 285, 286, 302-304, 311, 319, 361, 378, 379, 383, 391, 411, 443-444, 447-453; — son gouvernement personnel, II, 142-145, 150-159, 161, 167, 174-182, 190, 241, 261, 266, 321, 345-347, 363, 371, 375, 381, 382, 393-395, 399, 440, — époque de sa maladie, II, 170, 186-193, 196, 323, 349-353, 397, 401-420.
 CHARLES VIII, roi de France, I, 100.
 CHARLES fils de Charles VI, I, 371.
 CHARLES I^{er} le Mauvais, roi de Navarre, I, 65, 86, 94, 211, 212, 229, 232, 215; II, 15, 215.
 CHARLES II le Noble, roi de Navarre, I, 132, 149, 211; II, 216, 217.
 CHARLES III, roi de Sicile, V. DR-
 HARTS Charles de.
 CHARLES Vita., II, 324.
 CHARLIER (Jean), V. GISSON.
 CHARMELI (*Raymundus*), II, 428.
 CHANTRES, I, 113, 128, 133; II, 54.
 — (évêques de) V. FÉVAL (Jean le),
 POY, Eble du.
 CHANTREUX (Religieux), I, 210, 238,
 II, 63, 171, 265, 306, 322, 367, 368,
 398-403, 410, 426.
 CHATELLOUX (Guet de), I, 342.
 CHÂTEAUFORT (Seigneur de) V.
 AVOIR Pierre d'.
 CHÂTEAU NEUF DE MAZERG, II, 338, 339,
 341, 343, 345-348, 357, 358, 457.
 CHÂTEAUNEUF-DE-RANDON, I, 237.
 CHÂTEAU NEUF-D'HÉRE, II, 337.
 CHÂTEAU NEUF-DE-PAGE, II, 333.
 CHÂTEAUNEUF-LES-MARTIGUES, II, 97.
 CHÂTEAUNEUF-MR-LOIRE, I, 113.
 CHÂTEAU VILLAIN (Pierre de), I, 86,
 166.
 CHAUMONT (Étienne de), I, 132; II,
 407.
 CHAURANT (Romeus), I, 120.
 CHERRASCO, II, 34.
 CHEVREUSE (Pierre de), II, 414.
 CHIERI, II, 139.
 CHIERI Évêque de), II, 14.
 CHIX Galles de, seigneur de Bus-
 gnes, I, 363.
 CHIPPANUS (*Johannes*), I, 169.
 CHISSAC (Raymond de), II, 343, 344.
 CHOLAT (Junien), I, 204.
 CHOUAT (Junien), II, 198.
 CHYVERKAP (Henri), II, 318.
 CHYPRE (Ile de), I, 196, 197, 374, II,
 219-221, 224.
 — Reine de, V. ANADON (Éléonore
 d').
 — (Roi de), V. JAQUIERIE, PIERRE II,
 LAMO (Edouard), II, 223.
 COLLARD (Jean), I, 348.
 COLGOLI, II, 197.
 COSTANZENS (Religieux), I, 238.
 CISTERNA DI ROMA, I, 171, 177.
 CULCART (Abbé de), I, 208.
 — Ordre de), II, 385.

- CATTÀ BENOÎT, II, 49, 52, 53, 64.
 CEBAS RODRIGO, II, 207, 217, 223.
 CAVITA CASTELLANA, II, 130.
 CAVITA NUOVA (Siffredo, évêque de, II, 214).
 CAVITA VECCHIA, II, 123.
 CLAIRAC (Abbaye de), II, 326.
 CLAIRVAUX (Abbé de), I, 247.
 CLAMANGES (Nicolas Poilevillain de, I, 413).
 CLAMECY V. BETILÉREM-CLAMECY.
 CLAUSSER (Religieuses), I, 212.
 CLÉMENT Saint, pape, I, 352.
 CLÉMENT IV, pape, I, 468.
 CLÉMENT VI, pape, I, 23, 108; II 99.
 CLÉMENT VII Robert de GENÈVE, pape, I et II *passim*. V. GENÈVE Robert de.
 CLÉMENT VII (Jules de Médicis pape, I, 4, 111; II, 364).
 CLÉMENT Mathieu, I, 218 (Nicolas), I, 102.
 CLÉMENTIN (Jean, II, 313).
 CLERMONT, en Auvergne, I, 311.
 CLÈVES (Château de), II, 292.
 — (Comté de), I, 283.
 CLÈVES Adolphe I^{er}, comte de, I, 282, 283, II, 291, 292, 298.
 CLIFFORD LOUIS, II, 180, 181.
 CLISSON (Olivier de), I, 251; II, 34, 176, 188, 374.
 CLONFERT (Evêque de), II, 317.
 CLOYNE Hugues, évêque de, II, 317.
 CLONY (Abbaye de), I, 230, II, 383.
 COBLENTZ, I, 285.
 COCHON Pierre, I, 328.
 COCHUES (Leonel de), II, 114.
 COÛMME, I, 232, II, 208.
 — Jean, évêque de), II, 207.
 COIRE I 280; II, 346.
 — (Evêque de). V. WERDENBERG (Jarkmann, comte de).
 COKEI (Nicolas), II, 260.
 COLEMAN, II 304.
 COLMAR (Prieur de), II, 96.
 COLMAR, I, 233, 276, 282, 283, 290, 299, 300, 305, II 263, 292, 288-290, 293, 296, 297, 301.
 — (Archevêque de). V. SAARWISSEN Frédéric de.
 — Université de, I, 308, II, 318.
 COLONNA (Agapito, évêque de Los bonne, I, 16, 49, 53, 159, 231, II 426).
 — François, I, 10.
 — Jean, II, 398.
 — (Nicolas), II, 398.
 COLUCCIO DA PONTE Pierre), II, 130.
 COMACINO, II, 43, 139.
 — Blaise, élu de), II, 43.
 COMTE Leon de), II, 169.
 COMMERCY, II, 300.
 COMMINGS (Comte de), V. ARMAIGNAC (Jean III, comte d.).
 — Eleonore de, II, 332.
 COMPIÈGNE, II, 16.
 COMPIÈGNE (Jacques de), I, 155, 157.
 COMPTONIALE (Saint-Jacques de, I 64; II, 70, 207, 217.
 COMTAT-VERNAISSE (Le), I, 186; II 78, 97, 163, 179, 185, 187, 313, 316, 337, 345, 347, 349, 350, 358, 360, 381, 390.
 COMTE Gautier le, abbé de Chaux, I, 133.
 — Guillaume le), II, 366.
 CONCA Le), II, 45.
 CONCOM, I, 244.
 — Evêque de. V. ALAMANT Bernard.
 CONCOM Le), I, 276.
 CONI, II, 34.
 CONNAUGHT Le, 316, 318.
 CONNESSANG Regnault de, dit Tempiète, I, 173.
 CONNEHANG Pierre évêque de, II 213, 342.
 CONSTANCK, I, 4, 208, 299; II 301, 307, 308.
 — (Evêque de). V. BAYLEN Henri.
 CONSTANCK Jean de, II, 285, 287.
 CONSTANTINOPLE (Empire de), II, 62.
 — Guillaume, patriarche de, I, 312.
 — Impératrice de, V. BOLHON Marie de.
 — Jacques, patriarche de, V. IRRO Jacques d.

- CONVEISANO, II, 76.
 CONVERSANO (Louis d'Enghien comte de), II, 64, 65, 80, 81, 83.
 — (Marguerite d'Enghien, comtesse de), II, 76.
 COZZI (François de), évêque de Grenoble, puis archevêque de Narbonne et camerlingue, II, 107, 198, 361, 422, 423, 426, 428.
 COQ (Oudard le), II, 233.
 — (Pierre le), I, 270.
 COQUEL (Pierre), I, 335.
 CORBANO (Émile de), II, 47.
 CORBANA (Comte de), II, 129.
 — (Comte de). V. MONTENARTE (François).
 CORREIL, I, 113; II, 453.
 CORBETON Pierre de), abbe de Saint Bénigne de Dijon, I, 132.
 CORRE (Arnould de), premier président du Parlement, chancelier de France, II, 337, 382, 392, 406, 407, 447.
 — (Pierre de), I, 88, 106.
 CORDIER, I, 301; II, 207.
 — Menendo, évêque de , I, 213-217, II, 213, 219, 326.
 CORDEU (He de), II, 62, 218, 210.
 CORIA (Diocèse de), II, 207.
 CORIANO (Daniel), I, 160.
 CORNETO, II, 157, 196.
 CORNU (Raymond), II, 381.
 CORDON (évêque de), II, 210.
 CORRE (He de), I, 219; II, 214, 215, 432, 433.
 COUSINI (Jean de), II, 221.
 — (Malinco), II, 52.
 — (Philippe), II, 146, 361.
 — (Pierre), cardinal de Florence, I, 13, 23-27, 37, 40, 42-44, 50, 54, 56, 57, 61, 65, 67, 76, 78-80, 102, 190, 209, 210, 294, 318, 321-324, 350, 387; II, 30, 52, 71, 202, 211, 361.
 COXTONE (Élu de), II, 297.
 COSCERA, II, 48, 54.
 — (Archevêque de). V. BIANCAGHI VICIARI.
 COSENZA (Télésphore de). V. TÉLÉSPHORE DE COSENZA.
 COSTANZO (Louis de), II, 10.
 CÔTE-SAINT-ANDRÉ (La), I, 95.
 COUCY (Enguerran de), I, 132; II, 69-72, 75, 78, 83, 86, 92, 129, 155, 174, 176, 182, 183, 199, 364, 441, 444, 445, 458.
 — (Raoul de), évêque de Metz, II, 300, 301.
 COULOMBIENS, I, 262.
 COUPONNE (Pierre de la), II, 54, 58, 61, 74, 76, 119.
 COURNAIL, II, 231.
 COURANCE (Léon de), évêque de Verdun, I, 284, II, 302-304.
 COUTANCES, I, 262.
 CRACOVIE, II, 286.
 CRADOC (Richard), II, 220.
 CRAMAUS (Simon de), patriarche d'Alexandrie I, 133, II, 346, 423, 428.
 CRAIN (Pierre de), II, 47, 74, 75, 136, 175.
 CRÉCY-EN-BRIE, II, 14.
 CRILL, I, 70.
 CREMANT Jean de), II, 336.
 CRÉMONA, I, 91.
 CREPON (Porronelle de), II, 420, 421.
 CRESCENT (Guyot de), dît Moulfaucou, II, 336.
 CRESTIAN (Chrétien), II, 233, 273.
 CRÈTE (He de), II, 249.
 CRÉTÉ (Jean), II, 421.
 CREYT (Raynier), II, 289.
 CRONENBERG Jean de), II, 296.
 CROS (Jean de), cardinal de Limoges, I, 11, 22, 28, 29, 42, 43, 45, 55, 59, 61, 68, 74, 75, 112, 128-131, 134-137, 188, 199, 273, 308, 364, 390.
 — (Pierre de), archevêque d'Arles, camerlingue, puis cardinal I, 47, 18, 52, 58, 60, 68, 75, 77, 81, 97, 118, 131, 159, 184; II, 360, 390, 440, 446.
 CROTA (Petrus de), I, 315.
 CRUCIACO (Nicolaus de), II, 287.
 CUMEGA (Diocèse de), II, 217.
 CYVILLE (Saint), I, 371.
 CYSDING Nord), II, 233.

D

- Lacina Interiori*, II 138.
 DAINVILLE Pas-de-Calais, II, 233.
 DALMANOV Hugues de, I, 197.
 DAME, II, 237, 329.
 DAMPIERRE Guillaume II de, I, 109.
 DANEMARK Le), II 250, 313 316.
 — (Reino de) V. MARCENITE DE
 WALDEMAN
 — (Roi de) V. OLAF II
 DARDAIN (Jacques, I, 260; II, 233,
 246.
 DAIJEN (Ives), II, 101
 DAUBREUX (Bartholomy, évêque de
 Bayonne, I, 250.
 DAUPHINÉ (Le), I, 96, 97, 180, 268,
 322, II, 24, 39, 101, 109, 180, 337,
 339, 346, 347, 350, 360
 — (Gouverneur du) V. MONTMOR
 (Jacques de
 DAURAN (Couvent de la) II, 308.
 DAVID II, roi d'Écosse, I, 197.
 DAX, I, 244, 246, 247, 249, 250, II,
 323, 328, 340.
 — (Evêques de) V. BEAUFARX (Jean,
 GOTTREUX Jean
 DEMONTE (Piémont), II, 35
 DENIS, infant de Portugal V. POR-
 TUGAL.
 DEPISCOPITZ (Nicolas), I 291, II, 319.
 DERGEL Jean, II 293
 DERFENHEM Helms V. HEINE DER-
 SENHEM.
 DESCHAMPS (Estache), I, 362, II,
 322
 — Gilles, I, 367
 — Jean, II, 260
 DESCHUMES Jean II 367
 DESDERER (Henri, évêque de Nor-
 wich, II, 295, 297, 319 320)
 DEMERDICE Nicolas, I 201
 DEVENTER, I, 282, 296 II 295
 DIAGO D'ALBA (Gautier de), II, 35
 DIAZ Rodrigue, II, 67, 68.
 DIE, II, 156, 348.
 DIENEN (Honor), II, 253
 DIENZ, II, 73
 DIENNE (Jean de), I, 432.
 DIJON, I, 131, II, 267, 310, 322.
 — (Abbé de Saint-Benoît de)
 CONDETON, Pierre de
 DINANT, I, 276.
 D'AMULE, II 233, 236
 DIXM DE (Christophe Ier), II, 247, 261
 DUNEL (Jean), évêque de Seais, I,
 132.
 DOL (Pierre, évêque de), II, 372.
 DOMMARTIN (Adam de), II, 139
 DONATO (Louis), cardinal de Venise
 II, 413
 DONMARTIN (Jean), II, 366
 DONIENAT, II, 414
 DONIA Les), II, 214.
 DONNARS (Colin de), I, 106, 107
 — (Gu Haume de), évêque de Meaux
 archevêque de Seais, I, 432, 433
 II, 170, 381, 393, 403
 Miles de), évêque de Beauvais
 chancelier de France, I, 132, 133
 364; II, 21, 22, 69, 70, 129, 376,
 377
 DONTAT, II, 312.
 DOLAI, I, 432; II, 233, 234, 252
 DOUGLAS (William, comte de), I, 197
 DRACIGNAN, II, 93, 112
 DREIX, II 362.
 DREUX Robert de, II, 39, 81.
 DRINGHAM, II, 230
 DRONDO, II, 34, 35.
 DRELIN II, 316.
 DUBREIL (Aymé), I, 140.
 DUNES Abbaye des, II 247
 — (Jean, abbé des) II 247
 DUNKELIN Evêque de), I, 197
 DUNKERQUE, I, 261; II, 223, 228, 230,
 236, 253
 DUNOIS (Louis, comte de), II, 414.
 DURANCE La), II, 39.
 DURANT (Thomas), II, 360.

- Dunazzo, II, 219
 DUNAZZO (Agnès de), II, 62.
 — (Charles de), II, 65.
 — (Charles de), roi de Sicile I, 183, 301, 374; II, 8, 18, 20, 28, 286, 325;
 — sa lutte contre Louis ^{le} d'Anjou, II, 31-33, 41, 50-52, 54-58, 60-62, 64-68, 71-74, 76-80, 84-86, 88, 94-96, 138, — sa lutte contre Louis II d'Anjou, II, 91, 92, 100-103, 107-111, 121, 283, 39, 443, 445, 446.
 — sa lutte contre Urbain VI, II, 112-114, 116, 131. — sa mort, II, 118, 119.
 — Jeanne de), II, 132
 — (Ladislas de), roi de Sicile, II, 119, 143, 145, 151, 160, 169, 174, 355.
 Marguerite de, reine de Sicile, II, 31, 47, 85, 119, 111, 113, 119, 123, 143, 151, 160, 358.
 — (Robert, dux de). V. ANTOIN Robert d'
 DUARONT (Rigaud de), I, 132.

E

- EASTON Adam, cardinal), II, 116.
 ECHENBACH, I, 279, 303.
 ECHENSTEIN Boppo, comte d'), I, 278.
 — (Jean d'), I, 278
 ÉCLOUX (L'), II, 228, 248, 249, 305, 320.
 ECOSBAIR LES), I, 344.
 ECOSSE (L'), I, 186, 197, 211, 238, 242, 303; II, 176, 177, 226, 310, 322.
 — (Hors d' V. DAVID II, ROBERT II, ECOSSE Thomas d'), I, 197.
 ECHIVAIN (Jacques I'), I, 276.
 EDWARD III, roi d'Angleterre, I, 243.
 ÉGUILLES, II, 332
 EICHSTATT (Évêque d'), II, 289
 ÉLECTEURS DE L'EMPIRE (Les), I, 259, 271, 287, 297-300, 352. II, 274, 283.
 ÉLÉONORE DE GUYENNE, reine de France, I, 149.
 ELICE, II, 149.
 ELNE, I, 73, II, 214
 ELPHIN (Thomas, évêque d'), II, 317, 318.
 ELYVILLE, I, 277.
 ELYVILLE (Jacques d'), I, 279
 EMBRUN, II, 184.
 — (Diocèse d'), I, 9, II, 130.
 — (Province d'), I, 187
 ENNON (Cardinal d'). V. ANELIN Pierre.
 ENEHINI (Johannes), II, 314.
 EMILIE L', II, 31,
 112-114, 116, 131. — sa mort, II, 118, 119.
 — Jeanne de), II, 132
 — (Ladislas de), roi de Sicile, II, 119, 143, 145, 151, 160, 169, 174, 355.
 Marguerite de, reine de Sicile, II, 31, 47, 85, 119, 111, 113, 119, 123, 143, 151, 160, 358.
 — (Robert, dux de). V. ANTOIN Robert d'
 DUARONT (Rigaud de), I, 132.
 EMILIE (Voie), II, 71
 ENNERICH, I, 292, II, 295.
 ENNEN, V. ENNEN, CONVENIANO, LECCE.
 ENGEL (Gargano), I, 250.
 ENSLIGEN Henri, abbe d'), I, 295
 ENTRE-DEUX-MERS (L') II, 329.
 ENTRESSENS LES), I, 98
 ENDENGEN (Frédéric d'), évêque de Brixen, I, 288; II, 306
 ENFURT, I, 278, 299, 300, II, 314.
 ENNEL (Jean d'), évêque de Laage, I, 273.
 ÉMITE DE LA FAYE L'), II, 172, 345, 346
 ESCLATONIE (L'), II, 310
 ESINO (L'), II, 45
 ESPAGNE (L'), I, 45 II, 324
 ESPAGNE (Arnauld d'), I, 213.
 — (Roger d'), seigneur de Montepan, II, 213.
 ESPAGNOLS (Les), I, 229, 371, 378
 ESPARRON (Bertrand d'), évêque de Riez, II, 90.
 — (Isard d'), II, 90.
 — (Raymond J'), II, 96
 ESPIER Jean I) II, 367.
 ESPINOUSES (Clément d'), II, 63, 73
 ESTE (Albert, marquis d'), II, 151
 ESTÈVE (Guillaume), II, 96
 ESTOETEVILLE (Guillaume d'), évêque de Lisieux, II, 135

- Jean ou Jeannet d', II, 182, 345.
 ETAMPES (Comte d'), V. EYMERX (Louis L.).
 EU (Comte d'), V. ANTOIS Jean d.
 EUDIN (Enguerran d'), II, 69, 97-101, 108-110.
 EUGUAYTE (Pierre), II, 68, 121.
 ÈVÈQUE (Nicolas I'), II, 234.
 EYDRA, I, 231, 232, II, 208.
 ÈVREUX, I, 160.
 — évêque d'), V. CARIT Robert.
 ÈVREUX (Louis d'), comte d'Étampes, II, 101, 103.
 EYMERIC (Nicolas), I, 228.
 EYDARGUES, II, 334.

F

- FABRIANO, II, 197.
 FAENZA, I, 80, II, 49, 139.
 — (évêque de), V. LALLUONE (François).
 FAENZA (Maurice de), II, 45.
 FALKENBERG (Conon de), archevêque de Trèves, I, 259, 270, 271, 282, 296, 297.
 FALKENBERG (Bataille de), II, 315.
 FAMACOURTE, II, 210, 219.
 — (Arnauld, évêque de), I, 101-103, 413.
 FAOU (Bernard du), II, 370.
 FARNIANO Thomas de), cardinal de Tusculum, II, 222.
 FAUCONNIER (Jacques) ou Florentin, I, 109.
 — (Guillaume), I, 170.
 FAVERNEY (Abbaye de), II, 302.
 FAYE (L'Église de la). V. ERMITZ DE LA FAYE (L').
 — (Laurent de la), évêque de Saint-Brieuc, I, 132.
 FEDUCCI (Ange, évêque de Pesaro, I, 25.
 FELINES (Drôme), II, 338, 348.
 FERDINAND, infant de Castille V CASTILLE.
 FERDINAND, roi de Portugal, I, 65, 198, 202, 223, 225-238, 300, 315, II, 207, 208, 320.
 FERREIRA, II, 130, 143.
 FERRO, II, 47.
 — (Evêque de), V. VESCH Antoine de.
 FERNANDEZ (Diego), I, 211.
 — (François), I, 210, 211.
 — (Marc), I, 228.
 — (Pierre), I, 200.
 FERNANDEZ DE HÉREZ (García, archevêque de Saragosse, II, 211, 432, 434.
 — (Jean), grand maître de Rhodes, II, 211, 221-223, 388.
 FERNANDEZ DE LUNA (Lopez), archevêque de Saragosse, II, 204, 222.
 FERNANDEZ DE PINNA (Pierre), II, 202.
 FERNANDEZ PENTONJA (Jean), I, 215.
 FERRADE, I, 167, II, 190, 194.
 FERRARE (Nicolas II, marquis de), II, 43.
 FERRIER (Vincent), V. VINCENT FERRIER Saint.
 FERTÉ-BERNARD (Baronnie de la), II, 75.
 FÉRICENT (Pierre de), II, 45.
 FÈVRE (Jean le), abbé de Saint-Vaast, puis évêque de Chartres, I, 105, 127, 131-133, 255-257; II, 50, 58, 67, 106, 178, 209, 232, 233, 260.
 — (Laurent le), I, 117; II, 367.
 FIESCHI (Jean), évêque de Verceil, II, 139.
 — (Louis), II, 139.
 FILIMBACH (Guillaume), II, 58.
 FLAMENS (Jorn), II, 210.
 — (Raymond Bernard), V. BERNARD FLAMENS (Raymond).
 FLAMPPE (Lé), I, 131, 241, 253-262, 298, 301, 313, 334, 300, 301, 363,

- 375; II, 7, 224-279, 322, 344, 405, 412.
- FLANDRE** (Baudouin IX, comte de, I, 109.
- (Guy, comte de, I, 109
- (Jean de), II, 243
- (Louis, bâtard de, II, 227
- (Louis de Male, comte de, I, 169, 255, 257-259, 271, 336, 397, 320, 360-362, 364; II, 225, 227, 323, 233, 235, 241, 253.
- (Marguerite, comtesse de, I, 100, 253.
- (Marguerite de), duchesse de Bourgogne, II, 234, 267, 268.
- (Yolande de), V. **BAN** (Duchesse de).
- FLANDRIN** (Jean), archevêque d'Auch, II, 326
- (Pierre), cardinal de Saint-Eustache, I, 19, 20, 22-23, 32, 44, 45, 52, 55, 73, 159, 165, 175, 188, 196, 197, 205, 207, 208, 222, 274, 318, II, 48, 360, 361, 426.
- FLÉCHIER** (Pons), I, 132, 133
- FLORANO** (Marinus de, évêque de Toul, II, 301.
- FLORE** (Joachim de, I, 371
- FLORENCE**, I, 88, 94, 151, 153, 164, 173, 371, 399; II, 9, 29, 32, 40, 43, 50, 52, 56, 85, 132-133, 143, 144, 146, 151, 160, 164, 182, 189, 190, 198, 319.
- Cardinal de, V. **CASSINI** (Pierre).
- FLORENTINS** (Les), I, 62, 81, 153; II, 30, 31, 33, 48, 51, 71, 72, 80, 171, 187, 196, 191, 301.
- FLOUMOND** (St), 138.
- FOGGIA**, II, 62, 87.
- FOIX** (Gaston Phébus, comte de, I, 212, 233, 245, II, 312, 327, 328, 368, 431.
- (Mathieu, comte de, II, 324.
- FOTHIA** (Johannes de, II, 179
- FOUOI**, I, 3, 77, 79, 80, 98, 101, 106, 107, 111, 113, 114, 111, 151, 152, 157, 158, 163, 173, 205, 212, 214, 215, 264, 275, 284, 292, 323; II, 9
- FOUOI** (Odonata l'actum comte de
- I, 13, 16, 17, 71, 77, 149, 150, 156, 157, 159, 160, 164, 166, 173, 179, 180, 196, 234, 318 II, 13, 52, 61, 65, 83, 160.
- FONTANA**, II, 149
- FONTENOY** (Abbe de), I, 280
- FORCALQUIER**, II, 73.
- (Comté de, I, 183, 190 II, 19, 37, 63
- FORCIA** (Bertrand de, I, 218.
- (Françoise de), I, 218.
- (Sibilla de), reine d'Aragon, I, 218, 221; II, 211, 213
- FOREZ** (Jean), I, 233.
- FORLI**, I, 116, 119; II, 44, 129, 196.
- FORLI** (André de), I, 348
- FORNIO DI RAVALLIO** (Angiucco, V. **RAVALLIO**.
- FOSSUMBRONE**, II, 139
- FOUILÉE** (Sylvestre de la), II, 373
- FOUR** (Jean du, II, 179.
- FRANCE** (Louis de, V. **LOUIS DE FRANCE**.
- (Marie de), V. **MARIE DE FRANCE**.
- FRANCKFORT-SUR-LE-MEIN**, I, 269, 271, 278, 293-295, 298, 322, 324, 366.
- FRANCHE-COMTÉ** La, I, 86, 251
- FRANÇOIS** (Jean ou Jehannin le, II, 336.
- (Pierre), I, 215, 313
- FRATTE**, V. **ALSONIA**.
- FRÉDÉRIC II**, empereur, I, 116
- FRÉDÉRIC III**, personnage imaginaire, I, 371, 373, 374
- FRÉVRE**, II, 95, 112.
- FREYBACH** (Philippe), I, 171.
- FREYBACH** (Miguel), I, 215.
- (Simon), I, 132, 133, 139.
- FRESNAY** (Pierre), évêque de Meaux, II, 170, 175, 213.
- FREIBURG** (Brisgau), I, 289; II, 277, 308.
- (Suisse), I, 289
- FRIENTO** (Diocèse de, II, 169
- FRIOL** (Le, II, 9, 182.
- FRISE** (La), I, 270, 300 II, 295.
- FRIEMONT** (Guillaume de, évêque de Tournay, II, 250, 252, 253, 260
- FRIOS** (Conrad, II, 296

FECIN (Lac), II, 13
 FEUNES, II, 228, 233.

FESTER Bernard), II, 327, 359

G

GABL (Jean), II, 296.
 GAETE, I, 162, 163, 174, 215, 220
 II, 123, 151, 160
 GAETE Regnaud de, I, 162
 GAILLONNEL (Guillaume de), II, 22
 GAL Benoît du), II, 15
 GALLARD Pierre de), I, 248.
 GALTERI (Guillaume, évêque de,
 II, 214, 215.
 Gallerii (Johannes), évêque de Ra-
 siura, II, 219.
 GAMALÉON (Le prophète), I, 373.
 GAND, I, 254, 261, 262, 360-362; II,
 228, 237, 238, 240-242, 245, 250-252,
 258, 263, 265, 256, 267, 299.
 GANDELIN (Pierre), I, 9, 18, 71, 163,
 179, II, 186
 Gandelli (Robinetus ou de Lavaleya,
 I, 179
 GANZANIGO (prov. de Bologne), II,
 149
 GAP, II, 38, 96, 184, 367
 GARCIA (Gonzalve), II, 124
 GARNI (Guy), I, 315
 GARNIER (Jacques), II, 260
 GASC (Raymond), II, 381
 GASCOGNE (La), I, 244; II, 247, 326,
 405
 GASCON (Jean), II, 243.
 Pierre, II, 406
 GASCONS (Les), I, 19, 75, 150, 162,
 169, 171, 173, 311 II, 180
 GATANO (André), I, 112.
 GAVAN (Guillaume), I, 144, 157.
 GAUTE (Pierre), I, 177
 GENITALSEN (Comte de), I, 123, 317,
 325, 349, 357, 368, 398, 416
 — Louis de, II, 296
 GINER, I, 140, 305, 317, 370, 372-
 374 II, 32, 68, 70, 110, 140, 142,
 144, 195, 199, 219, 239

— (Doge de), V. ADONNO (Antoine,
 MONTALDO (Léonard
 GENÈVE (Evêque de), V. MITROL Jean
 de
 — (Lac de), II, 155.
 GENÈVE (Robert de), cardinal, I, 12,
 15, 23, 25-27, 30, 48, 51, 52, 53, 62,
 57, 69, 71, 72, 74, 75, 80, V. CLÉ-
 MENT VII.
 GENEVOIS (Le), I, 186, II, 337.
 GENEVOIS (Comtes de), I, 108, II, 33
 — (Amé III, comte de), I, 109.
 — (Guillaume III, comte de), I, 109
 — (Pierre, comte de), I, 23, 81, 25,
 143, 208, 283, 315, 316, 398; II,
 17, 18, 39, 48, 67, 77, 78, 85, 92,
 93, 141, 152, 154, 183, 339, 340,
 342, 388, 457.
 GENÈVE (Mont), II, 38, 70.
 GENIMONT (Évrard de), I, 273.
 GENLIS, II, 306
 GÉNOIS (Les), II, 127, 210
 GENTILI (Luc), V. RODOLPHECCI
 GENZANO, I, 161.
 GÉORGES (La), I, 372.
 GÉRARD (Pierre), évêque de Lodève,
 évêque du Puy, enfin cardinal,
 I, 397, II, 26, 69, 70, 231, 283,
 439-440, 433.
 GERMAIN (Jean), I, 117
 GERSON (Jean Chartier de), I, 340,
 II, 393, 396, 403, 412
 GERVAIS Robert, évêque de Senes,
 I, 315, II, 217
 GÉVAL (Ives le), I, 233
 GÉVAUDAN (Le), I, 34; II, 336.
 GUESBOUDE Jean, II, 251.
 GISEL D'ARNHEM Arnold, I, 318.
 GISEL (Josse), I, 346-349, 367.
 GIL Charles de, sénéchal de Beau-
 caire, II, 345, 363, 392

- Pierre du, chancelier de France, II, 363.
 GIER, I, 300.
 GIFFONE (Léonard de), cardinal, I, 175; II, 13, 14.
 GILBERT (Jean), évêque de Saint-David's, II, 312.
 GILLESBERT (Durand) ou de Gregyel, II, 366.
 GILLES (Henri), II, 297.
 — (Jean), I, 367.
 — (Pierre), II, 367.
 GIRENTI, II, 215.
 GIRON, I, 214.
 GIRONNE (Jean, duc de), I, 213, 218, 219, 221, 223, 225; II, 204, 210, 212; V JEAN 1^{er}, roi d'Aragon.
 — (Yolande, duchesse de), V, BAR (Yolande de).
 GILDIKE (Johann), II, 68.
 — (Marino de), évêque de Cassano, I, 27.
 GLACIART (Raoul), I, 132.
 GLANDÈVE Cardinal de V. LAGIER (Bertrand).
 GLASGOW (Evêque de), V. WARDLAW (Walter).
 GLATZ POUIN de, I, 291.
 — (Thierry de), I, 291, 292.
 GLEICHEN (Ernest VII, comte de), II, 294.
 GLOUCESTER, I, 243.
 GLOUCESTER (Thomas, duc de), II, 222.
 GUCH Hermann de), II, 290.
 GUTHRIE (Henri), II, 26.
 GONEX DE LISA Gubierre, cardinal, I, 211, II, 204.
 GOMMIGNES Jean de, II, 291.
 GONZALEZ (François de), V. MAYRQUE Seigneur de.
 GONZALEZ (Tellers), II, 200.
 GONZONA de de, II, 399.
 GONIGON (Schmar, comte de), II, 221.
 GORSE (Rector de), I, 102.
 GORRE (Abbaye de), II, 400.
 GOTHARD Le, I, 290.
 GUTSPERT HENRI, duc de, I, 378.
 GOULAIN (Jean), I, 132, 133, II, 401, 419-421.
 GRANO (Patriarche de), V. AMELAI DE BUENAC (Pierre).
 — (Province de), II, 140.
 GRAILLY (Archambaud de), V. BUCH (Capitai de).
 GRAMMONT (Jandon de), V. JANDON DE GRAMMONT.
 GRANDE-CHARITELUSE (La), I, 238, II, 400, 401, 404.
 GRANDE-SALVE (Abbaye de la), I, 249, 250; II, 329.
 GRANDMONT (Clément de), évêque de Lodève, I, 308, II, 149, 261, 307.
 GRANIERE II 304.
 GRANGE (Jean de la), cardinal d'Amiens, I, 69-71, 80, 103, 112, 159, 203-205, 208, 251, 257, 274, 311, II, 41, 104, 108, 109, 112, 191, 319, 340, 344, 361, 389, 390, 441, 457.
 GRANVILLE (Arnello de), V. SAINT ANGELO (Comte de).
 GRASSE, I, 118-120, 373; II, 129, 130.
 — (Evêques de), V. JARENTE (Thomas de), MÉLAN (Ariand de), VOELTE (Aymar de la).
 GRAVELINES, II, 225, 227, 230.
 GRÈCE (La), I, 371, 391, 393.
 GRECE (Les), I, 236, 303, 351, II, 219.
 GRÉGOIRE (Satan), pape, I, 77.
 GRÉGOIRE XI, pape, I, 13, 18, 21, 52, 91, 102, 108, 155, 162, 177, 276, 284, 315; II, 16, 69, 115, 158, 163, 192, 334, 373; ses actes et ses bulles, I, 110, 261, 270; II, 30, 126, 176, 378, 380, 381. — ses derniers actes, son mort, ses funérailles, I, 8-11, 39, 61, 70, 82, 88, 146-148, 209.
 GRÉGOIRE XII, pape, I, 4.
 GREGYER (Durand de), V. GUILBERT (Durand).
 GRENADE (de), I, 236.
 GRESNAY, I, 218; II, 380.
 — Evêque de, V. LOZIE François de.

- GRÉVAUDAN Bailli de), II, 346, 350.
Grignonaria (*Robertus de*), I, 133.
 GRIMALDI (Jean), II, 68.
 — (Louis), II, 68.
 — (Luc), II, 167.
 — (Marc), II, 167.
 — (Renier), seigneur de Menton, I, 100, II, 77, 78.
 GRIMOANS (Anglie), cardinal d'Albano, I, 26, 66, 97, 98, 102, 124, 166, 182, 188, 212, 244, 360, 361, 389, 426.
 GROOT (Gérard), de Deventer, I, 367.
 GROSLEÉ (André de), II, 337.
Grolamari (*Antonius de*), II, 219.
 GROTTZ DI SAN LORENZO, II, 126.
 GRUTEN DE RENEN (Giselbert), II, 295.
 GRUYÈRES (Suisse), II, 307.
 GRUYTHUYSE (T.), seigneur de la, I, 289, 297.
 GUBBIO, I, 130, 132, 194.
 GUÉBRE (Duché de), II, 285, 286, 292, 303.
 GUMBART (Guillaume de Juliers, de de), I, 271, II, 286.
 GURNESEY Ile de), I, 262.
 GUSCIN (Bertrand du), comte de France, I, 17, 198, 237, 241, 251; II, 88, 186.
 — (Michel, bâtard du), I, 231.
 GUIGNICOURT Jean de, I, 96, 10.
 GUILBERT (Nicolas), II, 323.
 GUILLESTRE, I, 294.
 GUISE, II, 15, 25.
 GURCK Autriche), I, 288.
 GUYENNE (Jean), évêque de Dax, de Lisbonne, I, 247, 248; II, 209, 217, 218, 325.
Gutarus (*Antonius de*) ou *de Gutarus*, II, 138.
 GUYENNE (Jai), I, 143, 151, 154, 166, 167, 192, 224-250, 262, 253, 30 II, 226, 324-329, 344, 392.
 GUYENNE, Léonore de. V FLEMMING DE GUYENNE.
 GYSENHEIM Conrad de, I, 261.

II

- HABER Bohème, I, 291.
 HANBOURG (Les), I, 286, 288; II, 306 V AUTRICHE Ducs d').
 HALLÉ Jean de), II, 233.
 HAGGIGEN, II, 308.
 HAINAUT (Le), I, 279, 280, 292, 293 II 361, 292, 291, 292, 322.
 — (Régent de) V BAVIERE Albert de.
 — Régente de V BURG Marguerite de).
 HAINSEVILLE Dame de), II, 103.
 HANSENSTADT, II, 200.
 HALLWIN (Jean d'), bailli de Lichtervelde, II, 242.
 HALOYIN (Jean), I, 192.
 HAMBOLDT Henri de, I, 270.
 HANEFER, I, 23.
 HANGEST (Charles de), secrétaire de Beaucourt, II, 171.
 HANSEATIQUE (Ligue), II, 313.
 HANCOURT Jean, comte de, I, 132.
Hardet Colardus, I, 273.
 HARTFEN (Hermann de), I, 289.
 HALL (Bavière), I, 293.
 HATTEVILLE (Nicolas d'), II, 70.
 HAWKWOOD (Jean), I, 80, 302, II, 18, 55, 58, 71, 320.
 HAYTON Jean, II, 261, 262.
 HEERT (Albert), évêque de Turin II, 312.
 HEINWICK, reine de Pologne, II, 31.
 HEIDELBERG, I, 168.
 HEINRICH DE DEVENTER (Bernard), II, 295.
 HEINRICH DE WEST (Conrad), duc de Wischegrad, I, 261, 268, 290, II, 211, 284, 287.
 HEINZ DENNENHEIM (Jean), II, 209.
 HEYBATH (Jean), I, 295.

- HENRI II DE THANTHARE**, roi de Castille, I, 64, 89, 198-202, 211, 221, 226, 227, 229, 233, 315, II, 203, 210, 418, 449
HENRI III, roi de Castille II 217, 410
HENSEL (Jacquelin), II, 287
HÉRACLÉE (Lucanie), I, 372
HÉNÉDIA (Fernandez de), V **FERNANDEZ DE HÉNÉDIA**
HERMANN (Le jongleur), II, 368
HENRI JEAN, I, 140.
HINTERBACH (Jean de), I, 260, II, 233.
HESSEN, II, 262
HESSE (La), I, 279.
HESSE (Henri de), V **LAMBERTSTEIN** (Henri de).
 — (Hermann I, landgrave de), I, 277.
HESSEBACH (Charles de), II, 289
HEYDEN (Frédéric de), I, 289.
HEYER (Jean de), II, 255, 246.
HILDESHEIM, II, 289.
HILDESHEIM Jean de, I, 216
HILTALINGEN Jean, de Bâle, général des Augustins, évêque de Lombes, II 287, 291, 305-307, 367.
HIMELIN VAN DEN HORSSEAT Jean, I, 296
HONENBERG Marguerite de, II, 293
HOLLAND (Jeanne), duchesse de Brabant, I, 252, 306
HOLLANDE (La), I, 279, 280, 292
HOLYWOOD (Abbaye de), I 197
HONEMAN Gillescalch, II, 289.
HONGRIE (La), I, 191, 200, 262, 272, 273, 315, 393, II, 107, 118, 258, 283, 310.
 — (Reine de), V. **MARIE**, reine de Hongrie.
 — (Rois de), V. **LOUIS I^{er}, SIGISMOND**
HONGRIE André de, II, 65
 — Catherine de, I 191, 262, 272, 396 II, 100.
 — (Edwige de), V **HEDWIG**, reine de Pologne
HONGROIS (Les), II, 9, 229, 273 II, 24.
HOO Robert de, I, 251.
HOOF Jean, II, 257
HÔPITAL (Ordre de l'), II, 138, 140, 222-224, 377.
HOURE Arnoul de, évêque de Liège, I, 254, 270, 274-276, 295 II, 286, 290, 297, 298.
 — (Henri de), II, 298
HOSTATICH, II, 212.
HUED Nicolas, II, 289.
HUESCA (Ferdinand, évêque de), I, 214.
HUGET Pierre, II, 121.
HULAC (Hugo de), II 213
HUMBLES Mathieu de, I 176-II 191
HONORABLE (Walerand de), I, 295
HUSEN (Conrad), I, 289
HUTTENBACH, II, 264.
HUYBA (Abbaye de), II, 226.
HUY, I, 276, II, 280
HUYER Jacques, II, 287
HYENNA, II, 112.

I

- IDRE** (L'), II, 12.
IE-BARR (Abbaye de l'), I, 109
IE-DE-FRANCE I, 1, 182.
IE-DE-MANTIGUES I, II, 18
IE-DE-SAN, I, 210
IE-DE-SAN (Ferdinand), I, 206
IE-DE, II, 42, 130, 149
IES DE CASTRO, II, 210.
IEHEN Marsile de, I, 282, 368
IEHEN (L'), II, 121.
IEHEN VI, pape, I, 27, 108, 177, 201, 310 II, 99, 128
IEHEN VII, pape, I, 4.
IEHEN (L'), I, 108, 173
IEHEN I, II, 310-313, 322.
IEHEN de Bavière, roi de Bavière, II, 10, 132, 139, 291, 313.
IEHEN de, II, 13

IMBERT-AIMONT II, 244.

ITALIE (I'), I, 47, 158-192, 206, 239, 257, 258-260, 273, 284, 301, 305, 307, 314, 318, 323, 771; II, 7-200, 319, 428.

ITALIENS LES, I, 232, 249, 256; II, 19.

ITIN (Jacques d), patriarche de

Constantinople, cardinal, I, 49,

77, 159, 178; II, 13, 14, 218.

IVAN, I, 161, II, 28, 162.

J

JACQUES I^{er}, roi de Chypre, II, 220, 419.

JAKS, II, 207

— (Alphonse, évêque de , I, 27, 57

JAGIELLO, grand duc de Lithuanie, II, 311, 312.

JACON Jean évêque de Sorengnäs, II, 313.

JANSON DE GRAMMONT (Jean), II, 165.

JANVIER Saint), II, 144.

JANVILLE (Eure-et-Loire), I 113.

JANDIN (Guy du), II, 367

JARENTE (Gaugonnet), II, 23.

— (Thomas del, évêque de Grasse, II, 129-130.

JEAN XXII, pape, I, 169.

JEAN I^{er}, roi d'Aragon, II, 212-215, 217, 364, 4 8, 419, 431-437, 440 V

Umoze (Duc de

JEAN I^{er}, roi de Castille, I, 101, 199, 202-210 2 3 216, 223, 243, 233,

321, II, 45, 67, 202-206, 208-210, 274, 283, 444 447-450, 444

JEAN II le bon roi de France, I, 109, 191, 3 0, 313

JEAN, infant de Portugal, V PORTUGAL.

JEAN I^{er}, roi de Portugal, II, 209, 210, 418

JEANNE I^{re} reine de Sicile, I 30, 64.

77, 78, 91 96-100. III, 141, 144, 136, 159-161 174, 175, 177-185, 188-190, 196 234, 250, 265, 301, II, 62, 63, 87, 364; — sa captivité, sa mort, II, 8-12, 14, 16-19, 22-24, 32-34, 36, 38, 50-53 56, 58, 68, 82 88, 95, 103 442, 450

JEANNE La papesse, I, 352.

JENTENSTERN Jean de, archevêque de Prague, I, 268, 365; II, 278, 283, 452.

JEROME (Ile de), I 202

JERUSALEM, I, 277, 314, 374 II 19, 43

— (Aymon, patriarche de), II, 221, 223, 224, 307

JESI, II, 193

JOISSERAND (Armand), I 347, 367; II, 347

JURS LES, I, 330, 350, 383.

JULIENS Guillaume VI, duc de, I, 369, 371, 374, 382 II, 300

— (Guillaume de, duc de Gueldre, V GUÈLÈRE.

JULY-DE-SABRE, II, 243, 244

JEMONT (Jean de), II, 355.

JUNONIA (Fydiaus) ou Jovenis, II 161.

JURY Pierre de, I, 234, 280, 281 II 38.)

K

KART Guillaume de, II 379

KAROL Gérard de, I 123, 168

KAROLNE Abbaye de, I, 255

KAROL Abbaye de, II, 379

KAROL Jean, I 132

KARLOS Siffred, I, 205.

- KENWEISHORN (Marquard), I 293.
 KEROLLAÏ (Hervé de), II, 373.
 KILLALA (Robert, évêque de), II, 317, 318.
 KILMACDUGAN (Évêque de), II, 317.
 KICK (Hinko), évêque de Lentomisch, I, 290, 291, II, 281, 283, 287, 288, 308.
 KION, Évêché de, II, 310.
 KOC (Giselbert), I, 296; II, 295.

L

- LABOUR (Terre de), I, 474, II, 53, 60, 64, 78.
 LAC (Guillaume du), II, 334.
 LALA LIZ ARDOU, I, 189, II, 17, 38, 75.
 LADISLAS, roi de Sicile. V. DURAZO (Ladislav de).
 LAGREU (Bertrand), cardinal de Glendève, I 9-11, 13, 23, 26, 28, 31, 32, 43, 49, 54, 57, 64, 67, 68, 74, 79, 102, I, 241, 426.
 LAGONESSE (Guillaume de), II, 74.
 LAMAYON, II 109.
 LAMBALLE (Alain de), I 132.
Lamberto Anzonius de, II, 12.
 LAMBERG, II 97.
 LANCASTRE (Jean, duc de), II, 207, 209, 210, 320-323.
 — (Le hérald), II, 329.
 LANGHAUS (Pierre), II, 231.
 LANCIANO, II 64.
 LANDEVENGER (Guillaume, albe de), II, 370.
 LANGANI (Ives), II, 371.
 LANGSAC (Pons de), II, 336.
 LANGENSTERN Henric de ou de Hesse I, 123, 213, 268, 268, 324, 337, 339, 348, 356, 357, 367, 368, 373, II, 305, 406, 415.
 LANGOUAN, II, 324, 329.
 LANGRES, I, 95, 206; II, 287.
 — (Evêque de). V. TOLEDO ALVAREZ (Bernard de la).
 LANE WOTON (La), I, 48; II, 27, 218, 379.
 LANE WOTON (Lo), 434, 446, 452, 453, 466, 481, 482, 483, 492, II 69, 101, 151, 158, 167, 178, 179, 306, 317, 332, 360, 381, 384, 392, 413, 445, 455.
 LANGHE D'OU (La), I, 153, 85, II, 27, 378, 379, 382.
 LANGE (Le Bâtard de la), II, 328.
 LANGON, II, 298.
 — (Evêque de). V. AVERMAN DE MONTATRE Pierre.
 LAPAIS (Abbé de), II, 220.
Lapide (Nicolas de), I, 278.
 LARROCHE, II, 429.
 LARINO, I, 101.
 LASCORIAS (Durand), II, 367.
 LASSANVE, I, 268, 289, II, 136, 306, 307.
 — (Evêque de). V. PRANCIS Guy de.
 LATAL, II, 360.
Latalya (Palmier de), V. *Gan della (Rohmetus)*.
 LAYANT (Élu de), II 297.
 LAYACH (Evêque de). V. BELLEMEHE Gilles.
 LAYELLE (Bado de), II, 297.
 LAYENNA (Jean), II, 170, 348.
 LAZER (Château de), II, 688.
 LAZER (Nicolas d'Englhen, comte de), II, 64, 65.
 LECOMTE Jean de, I, 170.
 LECOMTE (Jean de), I, 126, 128, 131, 373.
 LEITOMISCH (Evêque de) V. KICK (Hinko).
 LEITON (Julien), I, 149.
 LEITON Le, I, 353.
 LEITON (Pierre de), II, 25.
 LEITON (Hughes de), I, 260.
 LEITON (Hocse de), II, 207.

- LÉON VI, roi d'Arménie, II, 184, 221, 222.
Leone Johannes de, I, 293, II, 284.
 — *Michael de*, I, 293.
 LEONESSA, II, 47.
 LÉONORE TELLEZ, reine de Portugal, I, 228, 235.
 LÉRBA, I, 221.
 LESCAR (Diocèse de), I, 243; II, 328.
 — Evêque de, II, 327.
 LESCOT Mathieu, I, 123.
 LESIGI (Jean), II, 421.
 LESTRANGE Guillaume de, archevêque de Bosen, I, 132, 260, II, 377.
 LESTRANGER (Rouel de), II, 387.
 LÉSCAPE Ile de, II, 78, 218.
 LEULINGHEM, II, 322, 323, 422.
 LEUVRINGHEM (Gudlebert de), II, 244.
 LEVBOIX, II, 300.
 LEVRE (Drôme), II, 341.
 LICHTENBERG Nicolas de, I, 295.
 LICHTENVELDE (Isard de), V. HALLWITZ Jean d'.
 — (Jacques de), II, 264.
 LIÈGE, I, 117, 169, 243, 270, 271, 273-276, 284, 293, 300, 367, II, 240, 244, 249, 260, 263-265, 288, 297-299.
 — Evêques de V. HAYÈRE (Jean de), ECKEL (Jorn d'), HOMME (Arnoul de), MANIER (Thierry de la), PERREAU DE ROCHEFORT (Eustache).
 LIGNITZ (Wenceslas de), évêque de Breslau, II, 286.
 LIGNY (Guy de Luxembourg, comte de), II, 362.
 LIGNEUX J. de, II, 200.
 LIÈGE, I, 260, 262, II, 240, 242, 243-246, 248, 261, 263, 264, 269.
 LIMBOURG Alard de, I, 210.
 LIMBOURG-SUR-LA-LAIN Jean II, seigneur de, II, 294.
 LIMISSO Jean, évêque de, II, 220.
 — (Thomas, évêque de V. AMASATI Thomas degli).
 LIMOUS I, 244, 291, II, 387.
 — (Cardinal de), V. CHOS Jean de.
 LINCOLN (Etienne), I, 203.
 LINCOLN, I, 243, 251.
 LINDAU, II, 290.
 LINDHOLM (Château de), II, 313.
 LINSKEPING (Nicolas, évêque de), II, 315.
 LISBONNE, I, 159, 231, 232, II, 201, 210, 325.
 — (Agapito, évêque de), V. COLONNA Agapito.
 — (Jean, évêque de), V. GUTIERREZ Jean.
 — Martin, évêque de, I, 210, 220, 238, 300, II, 208, 209.
 LISIEN Evêque de V. FRIOTTEVILLE Guillaume d', ORESME Nicolas.
 LITHUANIE (Grand duc de), V. JAGIELLON.
 Labeti Antelmu, II, 336.
 LOCHES H et J de, II, 297.
 LODAIE, II, 348.
 — (Evêques de), V. GÉRARD Pierre GRANDMONT (Clement de).
 LODI (Jean, évêque de), II, 32.
 LONNERS Thomas, II, 317.
 LOMARSE Jean de, I, 246.
 LOMBARDE La, I, 168, II, 135-139, 173, 181, 297, 402, 441.
 LOMBARDS (Lor), I, 393.
 LOMEX, II, 324.
 — Evêques de, II, 36, 327, 366 V. HULTALINGHE (Jean).
 LONBERG, I, 243.
 LONGÈVES Pierre de, II, 98.
 LOPEZ AYALA Pierre, II, 307.
 LOPEZ DE LUNA Marie), I, 217.
 LORE (Marguerite de), comtesse de Tartagone, II, 434.
 LORRAINE (Lo), I, 285, 292, II, 300, 405.
 LORRAINE (Jean, duc de), I, 283, 284.
 LOUPEX (Lo), I, 145.
 LOUPEX, II, 307.
 LOUIS VII le Jeune, roi de France, I, 109.
 LOUIS VIII, roi de France, I, 109.

- LOUIS** (Saint), roi de France, I, 109, 156, 235, 309.
LOUIS I^{er} le Grand, roi de Hongrie, I, 78, 183, 219, 262, 263, 272, 273, 287, 301, 302, 312, 313, 396; II, 118, 274-276, 280, 310, 311, 447-453.
LOUIS I^{er}, LOUIS II, rois de Sicile. V. **ANDRÉ** (LOUIS I^{er}, LOUIS II, ducs de).
LOUIS DE FRANCE, comte de Valois, puis duc de Touraine, enfin duc d'Orléans, I, 191, 256, 282, 272, 287, II, 80, 190, 136, 130, 151, 152, 155, 176, 181, 182, 188, 189, 191, 193-196, 198, 199, 310, 321, 406, 408, 410, 413, 415, 429, 456.
LOUFFY (Raoul de), I, 132.
LOUVAIN, I, 282.
LOUVIER (Antoine de), évêque de Maguelone, II, 170, 171, 194, 196, 357, 370.
LOUVIN, II, 253.
LÜBECK, I, 117, II, 280, 313, 314.
LUCANO (Ponte), I, 171.
LUC-EN-PROVENCE, I, 314.
LUCENA (Evêque de). V. **ACERNO** (Thomas d').
LUCO (Guillelmus de), I, 158, 218.
LUCON (Diocèse de), II, 730.
LUCQUES, II, 117, 131, 142, 151, 325.
LUGO, II, 207.
LUNA (Fernandez de), V. **BERNARD** DE LUNA (Lopez).
 — (Gomez de), V. **GOMEZ DE LUNA** (Gutierrez).
 — (Lopez de), V. **LOPEZ DE LUNA** (Marie).
 — Pierre de, cardinal d'Aragon, I, 12, 15, 16, 19-21, 29, 31, 38, 42, 43, 45, 52-54, 57, 58, 62, 65, 72-74, 126, 214, 222; — ses légations en Castille, Aragon, Navarre et Portugal, I, 202, 215, 218, 220, 221, 224, 225, 316, II, 202, 203, 267, 268, 213, 216, — sa légation en France et en Angleterre, II, 322, 323, 405, 422-427.
LUNEL, II, 25.
LINÉVILLE, I, 283.
LUSIGNAN (Les), II, 219, 321. V. **PIERRE** II, roi de Chypre.
LÜTZEL, I, 289.
LUXEMBOURG, I, 321, II, 244.
LUXEMBOURG (Le), I, 292, II, 302, 303.
LUXEMBOURG (André de), évêque de Cambrai, II, 26, 207.
 — (Anna de), I, 300, 301, II, 277, 278, 450.
 — (Bonnie de), reine de France, I, 281.
 — (Guy de), V. **LOUY**, Comte de.
 — (Pierre de), évêque de Metz, cardinal, I, 374, 375; II, 153, 300, 301, 362-365, 398.
 — (Walerand de), V. **SAINT-POI**, Comte de.
 — (Wenceslas, duc de), I, 270, 274, 275, 281, 282, 294, 321, 322, 325, 291.
LYNOL (Thierry), I, 300.
LYON, I, 133; II, 34, 38, 152, 156, 177, 336.
 — (Archevêque de), V. **TAGANI**, Jean de.
 — (Province de), II, 293, 377, 385, 386.

M

- MACÉDOINE** (La), II, 219.
MACON, I, 241, II, 237, 280.
MAC OYNEACHTYE (Jean), I, 117.
MADBALONE, II, 53, 55, 57, 88.
MAESTRICH, I, 271.
MAGDEBURG, II, 730.
MAGUELONE (Evêques de). V. **LOUVIER** (Antoine de), **VERMOREL** (Pierre de),

- MAHOMÉTANE** (Léon), I, 350, 363, II, 175, 411.
MAIGNAC (Aimery de), évêque de Paris, I, 96, 132, 133, 264-270, 334, 342, 343, 345, 356, II, 97, 376-378, 384, 442, 452.
MAIRANX (Guillaume le), II, 370.
MAIRIAC (Jean de), II, 96.
MAIRIEZAIS (Diocèse de), II, 230.
 — Evêque de, V. THIRY Pierre de.
MAIRIOTINS (Léon), I, 459.
MAIRE (Léon), I, 145, II, 25, 7, 99, 145.
MAISONCOMTE (Hugues de), I, 144.
MAZOUQUE (Hélie de), I, 309, II, 78, 215, (Roysme de), I, 143, 223, 225, II, 28, 214, 385, 444.
MALABAT (Bernard de), II, 324.
MALAPPA (Pierre), I, 315.
MALAVISTA (Léon), II, 151, 196.
 — (Galeotto), seigneur de Rimini, II, 45, 46, 139, 143, 455.
 — (Pandolfo), II, 194.
 — (Perfetto), abbé de Sossioferrato, évêque de Patti, I, 14, 214, 22, 225, 231.
MALACUENE, II, 184.
MALINTOUR (Eustache de), I, 409.
MALE (Louis de), V. FRANÇOIS Comte de.
MALEMOYNT, II, 408.
MALISSIE (Lorenzo), I, 405.
MALISSIET (Guy de), cardinal de Portier, I, 15, 16, 21-24, 28, 29, 34, 43-45, 55, 61, 65, 74, 105, 200, 395, II, 211, 440, 457, — en légation en Flandre et en Angleterre, I, 140, 141, 145-147, 154, 160, 234, 249, 268-290, 294, 291, II, 6, 121, 100.
MALINHOIS (Jean de), I, 17, 162.
MALINES, II, 247, 267.
MALRAU (Jean), II, 306, 309.
MALRÉ (Jean), II, 207.
MALUSQUE, II, 73, 142, 111, 301.
MANS (Léon), I, 170, 400.
MANTO (Léon), II, 190.
 — François 1^{er} de Gonzague seigneur de, II, 154.
MANUPRILO (Cardinal de), V. ONSINI Thomas).
MANCHAND (Jean), II, 40.
MARCHES (Léon), I, 188, II, 139, 189, 428.
MARCHISIO (François), de Salerno, évêque de Trivento, II, 13.
MARCK (Comté de), I, 283.
MARCK (Engelbert III, comte de la), I, 282, 283, II, 291.
 — Thierry de la, évêque de Liège, II, 298.
Marcus (Johannes de), II, 73.
MARECHIA (Léon), II, 45.
MARIN (Jean des), I, 366; II, 245.
MARGINIBUS (Franciscus de), II, 219.
MARGUERITE DE WALDEMAR, reine de Danemark, II, 314, 315.
MARIE, reine de Hongrie, II, 100, 118, 134, 310.
MARIE, reine de Tunisie, II, 215.
MARIE DE FRANCE, I, 109.
MARINO, I, 165, 166, 170-173, 177, 178.
 — (Seigneur de), V. ONSINI Agordano.
MAUTIME (Léon), I, 167, II, 108.
MAULE (Georges de), I, 188-190, II, 10, 11, 19, 67, 70, 74, 83, 93, 334, 341, 354, 367, 440, 442, 444-446.
MARROUSETS (Léon), II, 143, 383.
MARROUTHIER (Cardinal de), V. PIV (Géraud du).
MARQUION, II, 238.
MARRAMALDO (Landulfo), cardinal, II, 147.
MARSAI (Alsace-Lorraine), II, 300.
MARVILLE, I, 68, 100, 119, 120, 173, 174, 214, 215, 284, 306, II, 10, 11, 17-19, 22, 23, 30, 31, 37-40, 43, 341, 352, 64, 68, 71, 94, 95, 97, 106, 108, 167, 169, 171, 220, 337, 343, 441-444.
 — Evêques de, V. VOLTE Aymar et Guillaume de la.
MARCO NICO (Evêque de), II, 126, 128.
MARTA, II, 127.
MARTEAU (Jean), II, 156.
MARTIGUES, II, 76.

- MARTIN V**, pape, II, 364.
MARTIN, duc de Montfaucon, I, 21*, 248; I, 243, 432, 435.
MARTIN, roi de Trinacria, II, 215.
MARTIN (Henri), I, 296.
MARTIN (Alvaro), I, 79.
 — (Jean), I, 219.
MARTINEZ DE BOJAR Jean, II, 206.
MARSA TIRANNA Province de, I, 167; II, 104.
MARUYER Pierre, évêque d'Arles, I, 288, II, 260.
MATELARD Pierre, II, 68.
MATELIS, II, 196.
MATERA (Comte de), II, 81.
MAUBERT Jean, I, 347; II, 69.
MAUREGAND Nicolas de), I, 180; II, 26, 29, 67, 69, 71, 73, 78, 99, 122.
MAURIN (Pierre), I, 247.
MAVERNE, I, 147, 276-279, 292, 299, 300, 368, II, 288, 293, 296, 298, 297.
 — Archevêque de, V. **MIRIK** Louis de, **NASSAI-WIESHADER-ROSTERN** Adolphe de), **WIESHADER** Conrad de).
Maynago (Johannes de), I, 271.
MAVIGER M., II, 251.
MAIX, I, 95, 321, II, 443.
 — (Evêque de), V. **DORMANS** Guillaume de, **FROST** Pierre.
MECKLENBURG (Albert, duc de), II, 315, 316.
MEDINA, II, 149.
MEDICIS Jules de, V. **CLEMENT VIII**.
MEDINA DEL CAMPO, I, 205, 210, II, 202, 206, 323.
MEDITERRANÉE de, I, 405, II, 53.
MELIGNATO comte évêque de Bologne, II, 148.
MELISSE, II, 221.
MEISSEN (Diocèse de), II, 278.
MÉLAS (Artaud de), évêque de Grasse, I, 12, 118, 119, 125; II, 23.
MELCONI Les, II, 74, 117.
MELNOR Alvaro, I, 299.
MELUS, II, 132, 142, 453.
MENA VARGAS (Gonzalo), évêque de Calicut, II, 116.
MEXICO, I, 102, 311, I, 352, 356.
 — (Cardinal de), V. **GRAN** Guillaume de.
MEXIMES, II, 339.
MENTON (François de), II, 171.
MENTONNAY (Léon de), II, 336, 349.
 — (Guillaume de), II, 367.
MENTON Seigneur de, V. **GUILLAUD** Roger).
MEXCI (Ordre de la), II, 221.
MEXICO Jean le, sire de Novent, II, 175, 382.
MEXIN (Le prophète), I, 371.
MESSAC (Guyot de), II, 154.
MESSINE, II, 116.
 — Philippe, archevêque de, II, 213.
METZ, I, 284, 285, 291, 299, I, 21, 293, 300, 301, 362.
 — Evêques de, V. **COULX** (Raoul de), **LIXEMBOURG** Pierre de, **VASS** de **BETTEMBOURG** (Thilmann).
MEYRANQUES, II, 332, 334, 335, 341, 354, 357, 458.
Mézidres Philippe de, I, 121, 210, 328, 374, 398, II, 406.
MEXIMAC Barthélemy, cardinal de Rich, II, 63, 117.
Micher (Pierre), II, 96.
 (Pierre), II, 420.
MICHILOTTI (Les), II, 128.
MILAN, I, 74, 155, 302, II, 32, 33, 42, 70, 74, 83, 136, 190, 454, 452.
 — Archevêque de, V. **SALLES** (Antoine de).
 — (Cardinal de), V. **BROSSANO** Simon.
 — Seigneurs de, V. **VISCONTI** Bernabé, Jean-Lucas.
MILVARO (Johannes de), II, 19.
MILTZ (Johann de), II, 289.
MIRANNO, II, 9, 115, 116.
 — Jacques de Capri comte de, grand chambrier du royaume de Naples, I, 181, 182, II, 10, 76, 410.
MIRIAS Fortis, I, 179, 239.
MIRIER Jean, II, 12.
MIRIER (Caracine), évêque de Sienne, I, 190.

- MINNE** (Louis de), archevêque de Mayence, I, 270, 271, 271, 278 II 290.
MIRA (Wildericus de), I, 287.
MODON, II, 219.
MODRITA, I, 291.
MO ENAL (Abbaye de), I, 214.
MO-LÈDO, I, 228.
MONDOVEDO, II, 207.
MONDOVI, II, 34.
MONDOVI (Géraldo de), II, 404.
— Pierre de), prieur de la Char-
 terne d'Asli II, 398-402, 404.
MONLEUM (Anne de), I, 140.
MONOPOLI Evêque de V. PIETRA-
 MALA (Jean de).
MONREBRAT (Prieuré de), II 433, 436.
MONSIEUR (Porret du), II, 362.
MONT (Jean du), II, 240-252.
MONTAGANO (Côme de), II, 81.
MONTAIGU (Aimé), II, 25.
MONTAIGU (Aycelin de), V. AYCÉLIN
 DE MONTAIGU (Gilles et Pierre).
MONTALAIS (Hugues de), cardinal de
 Bretagne, I, 14-16, 23, 25, 26, 29,
 40, 44, 52, 53, 55, 74, 79, 251; II,
 369.
MONTALBO, Léonard, doge de Gènes.
MONTALTO (Carruccio de), II, 20.
MONTALTO DI CASTRO, II, 125, 196.
MONTANGIS, I, 113, 180, 282.
MONTAUSAN, I, 244 II, 327.
MONTBAIN, I, 141.
MONTÉLIARD Étienne, comte de), I,
 281.
MONTBLANC (Duc de) V. MARTIN, duc
 de Montblanc.
MONTBOISHER (Louis de), II, 218.
MONTBOUCHER Seigneur de), II 476.
MONT-CASSIN (Abbaye du), I, 179,
 II, 53.
— Albi du), I, 49.
MONTCAU (Guy de), I, 132, 133.
MONTCAVROSSO (Comte de), V. SAN
 SEVERINO (Thomas de).
MONT CANTO Ile de), I, 175.
MONTFALCONE (Berard de), V. BE-
 RANDI DE MONTFALCONE (Eugène).
MONTFALTRIO, II, 130.
MONTFASCONI, I, 10, II, 120, 127,
 147, 163, 165, 203.
— (Evêque de), V. ARSENI (Pierre).
MONTÉLIMAR, II, 329, 342, 457.
MONTENANTE (François), comte de
 Corbara, II, 74.
MONTENAC (Gautier de), II, 287.
MONTENEALE, II, 44.
MONTAUD (Pierre de), cardinal de
 Pampelune, I, 34, 65, 92, 94, 102,
 124, 147, 249, 257 II, 389.
— Renou de), évêque de Sisteron
 I 92-316.
MONTES Ordre de), I, 213.
MONTENANTO (Châ. em. de), II, 102, 165.
MONTENARCHEO, II, 57, 59.
MONTESIN Seigneur de), V. ESPAGNE
 Roger d').
MONTFAUCON (Pierre, dit), II, 307.
MONTFAUCON (Guyot, dit), V. CRES-
 CENT (Guyot de).
MONTFERMAT (Antoine, comte de),
 II, 151.
— Jean III, marquis de), I, 156, 161.
MONTFORT (Jean IV de), duc de Bre-
 tagne, I, 251, 252, 258; II, 176,
 177, 200, 309-314.
MONTJOIE (Louis de) I, 143, 166, 170-
 173, 177, II, 44, 57, 74, 143, 441-443.
MONTLAURENT (Thierry de), II, 307.
MONTMAJOUR (Abbaye de), II, 349.
MONTMOR Jacques de), gouverneur
 du Dauphiné II, 246, 248, 350.
MONTOMO (Lello Camponeschi, comte
 de), II, 52, 65, 445.
MONTOTONE, II, 133.
MONTPEON (Bouches-du-Rhône) II,
 343.
MONTPELLIER I, 88, 95, 149, 154, 182,
 184, 189, 204, 221, 287 II, 24, 139,
 404.
— (Université de), I, 115; II, 313.
MONTREAL, II, 215.
MONTRECHEN (Prieuré de) II, 306.
MONTA (Cora de), I, 218.
MONT-SAINT-MICHEL (Le), II, 112.
MONTUEL (Guyot de), II, 362.
MOXON Jean de), II, 112, 217, 306,
 402.

- MORAVIE (Josse, margrave de), II, 283, 284, 339 ?
 — (Procopé, margrave de), I, 290
 MORÉE La], II, 218
 MORZI, Nicolas), II, 287.
 MORENO Bernardus de, II, 336.
 MOREY (Jacques de), I, 132
 MORINI (Nicolas), évêque de Capaccio, II, 87.
 MORISIA (Georgius), II, 138
 MORILLIO (François, évêque de Siende, I, 399
 MORNAS (Vaucluse), I, 163; II, 359
 MOROZZO François, évêque d'Asi, I, 40.
 MORSBACH Eberhard de), II, 289.
 MONTIERS (Pierre de), II, 324, 328, 349
 MOTTE Gilles de la, II, 229.
 — (Robert de la), évêque de Saint-Malo, II, 369
 MOULINS (Philippe de), évêque de Noyon, I, 367, II, 346, 481
 MORZAY-DE-MEUSE, II, 304.
 MOUZON (Ardennes), II, 284
 MOYA Sanchez de), V. SANCHEZ DE MOYA (Fernand)
 MOYENVIC (Alsace-Lorraine), II, 300
 MOYSEAN (Jean), I, 251.
 MUFFATI (Les), II, 163.
 MOLARDE (Jacques), II, 231.
 MUDIGAL (Frédéric de), évêque de Toul, II, 301
 — (Jean de), I, 282.
 MULLER (Goltz), I, 286.
 MUNDENKINGEN (Conrad de), I, 289
 MÜNSTER, I, 293, II, 295, 316
 (Évêques de). V. PONT DE POTHENSTEIN (Jean), WOLF-LIEDINGHAUSEN (Heidenreich de)
 MURACH, I, 288
 MURLES (Pierre de), I, 90-93, 23, 188, 198, 265, II, 81, 93, 123, 124.
 MUNO, II, 50
 MURRI (Jean de), évêque de Genève, cardinal, I, 478, 314, 397, II, 98, 100, 233, 343, 380, 444 446, 455.
 MUSTELLI (Petrus), I, 364.

N

- NAMUR, II, 289.
 NAMUR (Catherino de Savoie comtesse de), II, 240.
 — (Gustave de), II, 240.
 NANT (Jean de), II, 354.
 NANTES, I, 251, 258, 262; II, 370, 372, 373
 NANTOLTO (Philippus de), II, 116
 NAPLES, I, 80, 90, 160, 162, 174, 175, 179, 180, 218, 286; II, 10-13, 20, 29, 31, 34, 43, 40-51, 53-55, 60, 63, 66, 72, 78, 85, 87, 110, 113, 116-118, 123, 125, 140, 143-145, 151, 167, 168, 172, 173, 177, 443, 456
 — (Archevêques de). V. ALEXANDRI Thomas de), BOZACCO (Louis (Bernard, archevêque de), I, 175
 — (Cour de), I, 140.
 — (Gorello, abbé de Saint-Sébastien de), II, 12.
 — Grand chambrier du royaume de V. MINZURINO (Comte de)
 — (Rostaing, abbé de San Severino Maggiore de), II, 16.
 — Royaume de V. SICILE Royaume de.
 NAPLES (Nicolas de), I, 80.
 — (Vincent de), II, 147
 NARBONNE, II, 61, 214-203
 Archevêques de) V. LOUZ & François de), ROGER (Jean).
 — (Province de), II, 380, 386
 NARDO, I, 180 II, 140.
 NARDO (Le banneret), I, 47
 — (Nicolas de), II, 218.
 NARVI, II, 123, 145
 — (Jacques, évêque de), II, 134.
 NAVARR (Fernand Rodriguez de), I, 210.
 NASSAU Gerlac II, comte de), II, 300.

- Philippe de), V. SAARDÛCK,
(Comte de)
- NASSAU WIESBADEN-ILATREIN Adolphe
de), archevêque de Mayence, I,
276-279, 286, 309, 300; II, 286,
290
- Jean de), évêque de Spire, I,
278.
- NAYARD (La), I, 212, 214, 220, 238,
II, 241, 240
- (Rois de), V. CHARLES II, CHARLES
III.
- NAVARRA (Agnès de), I, 212.
- (Charles de), V. CHARLES III, roi
de Navarre.
- (Jeanne de), duchesse de Bre-
tagne, II, 370
- (Pierre de), II, 152, 216.
- NAZARETH (Jourdan, archevêque de),
II, 306.
- NEBI, I, 161.
- NEBI, I, 16, II, 123, 131
- NEBOICH Nicolas le , I, 287
- NEBLE Robert de), II, 7.
- NEBINO Guido de), II, 219.
- NEUDORF, II, 308.
- NEUFCHÂTEL (Jean de), évêque de
Toul, cardinal, I, 281, 291, II, 128,
301, 302.
- NEUSTADT (Abbaye de), II, 289
- NEVERIS (Jean, comte de), I, 306; II,
269
- NICE, I, 175, 176, 199, 337; II, 95,
102, 112, 171, 202, 361
- NICÈE (Concile de), I, 385, 390.
- NICESIA (Lucido de), évêque d'An-
dria, puis de Verbe, II, 164, 166
- Nicolaus abstrandus évêque de Vin-
tulle, I, 161
- Ni non, II 219, 221
- (André, archevêque de), II, 220
- (Berangor, archevêque de), I, 197,
II, 220
- NIGOT (Jean, évêque d'Orléans, I,
142
- NIGRA (Guglielmo de), II, 289
- NIPPE (Bardou de), I, 300
- NIEPORT, II, 228
- NIKARIA, Ile de, II, 221-222
(Thomas, évêque de), II, 221.
- NIMES, I, 155, 158, 191, II, 101, 103,
159, 337, 401.
- NICA (Franciscus), I, 218
- NIVELLE, I, 276 II, 289
- NIVELLE (Guillaume de), II, 243.
- NOAILHAC (Girarde), II, 329.
- NOCEA (Evêque et cardinal de) V.
RODOLFO (Luc)
- NOCEA DE PAGANI, II, 31, 13-11,
117, 120, 123, 230, 325, 412, 406.
- NOË Haute-Garonne), I, 306
- NOËLLER (Guillaume), cardinal de
Saint Ange, I, 11, 21, 23, 26, 29,
37, 44, 43, 50, 52, 53, 64, 66, 70,
189 II, 211, 260, 360, 361
- NOËL (Comte de), V. BAUX DES U-
SERS (Nicolas de)
- (Evêque de), II, 59
- (Raymond de) V. BAUX DES U-
SERS (Raymond de).
- NOËL (Henri), II, 208
- NONA (Evêque de), II, 310.
- NONANTOLA Abbé de), II, 181.
- NOMJA, II, 47
- NORLAND (Richard de), II, 322
- NORMANDE (La), I, 117, 118, 193, II,
392.
- NORMANDE (La) I, 173, 179.
- NOÏVÈRE (La), II, 250, 313-316
- NOÏWICH Evêque de) V. DESPENSER
Henri.
- NIS EYRA (Perron de la), II, 98.
- NOÏVANT (Seigneur de) V. MERCIER
Jean le).
- NOÏENS (Robert de), I, 233
- NOÏON, I, 347, 358, II, 377, 178
Evêque de) V. MERCIER Philippe
de).
- NOÏE Petrus de), I, 244
- NOÏMONT, I, 255, II, 271, 281, 286,
297
- NOÏON (Pierre de), évêque de) V. NOÏ-
VILLE, I, 181.
- NOÏSSA (Godefridus de), I, 282.

O

- OCHSENSTEIN Jean d'), II, 309
 O'CONNEL (Cornuille), II, 317
 OELLENBERG Convent d'), II, 306.
 ŒSEL (Evêque d'), II, 289
 OFFENSTADTEN Eberhard d'), II, 285.
 — (Ortolf d'), II, 285.
 OLAF II, roi de Danemark, II, 314.
 OLIVIERI (Mont des), I, 372, 374.
 OLSÜTZ, I, 291, II, 287, 296.
 OLONOV (Diocèse d'), II, 328
 — (Evêques d'), I, 176 II, 326
 456.
 OMERIE (I'), I, 129, II, 127, 129, 131
 189, 310.
 O'MOCHILAN (Gregoire), archevêque de
 Tuam, II, 316-318.
 OOSTHOULS Jacques d'), II, 296.
 OOSTVIERDE (Abbaye d'), II, 296
 OOSTKERKE-LEZ-POLICE, II, 233.
 Opatergio, (Gerardus de), I, 260
 OPPEDE, II, 339.
 OPALCHIS (Pierre d'), évêque de
 Bayonne, I, 250.
 OPANGH, II, 344, 358
 OPANGE Pierre d'), II, 312, 370
 — (Prince d'). V. OALS Raymond
 de).
 OPBESMAN (Seigneur d'), II, 185.
 OPCHES, II, 252, 253.
 OPDELAER (Les), II, 196.
 OPENNE Diocèse d'), II, 207.
 OPERME Nicolas, évêque de Lisieux,
 I, 65.
 OPPERMONT (Pierre d'), chancelier de
 France, I, 132-253
 — (Pierre d'), évêque de Paris, II,
 170, 381, 483.
 ORCON, II, 67, 358
 ORIENT LATIN (I'), I, 190, 197; II,
 173, 218-224.
 ORLÉANAIS L', I, 113.
 ORLÉANS, I, 113, 204, 315, II, 89
 — (Evêque d'). V. NICOL Jean
 — Université d') I, 103, 116, 251;
 II, 50.
 ORLÉANS (Duc d'), V. LOUIS DE FRANCE.
 — Gues d'), I, 307, 308; II, 247, 367
 ORSINO (Gondano, seigneur de Ma-
 rino, I, 161, 173, 177, 178.
 — Hugolin), II, 65.
 — Jacques, cardinal, I, 23, 24, 26,
 37, 41-43, 47, 50, 51 52, 62, 68,
 76, 78-80, 127, 200, 206, 310, 321,
 322.
 Jean), II 53, 117, 127.
 — (Nicolas), I, 46.
 Pierre-François), V. BENOÎT XIII.
 — (Ponce-Jo), II, 117.
 Pons, cardinal, II, 117.
 Raymond), I, 54.
 — Rinaldo), comte de Tagliacozzo,
 I, 10, II, 49, 52 61, 63, 67, 71, 74,
 75, 83, 121, 124-132, 147, 160, 162,
 163.
 — (Thomas), cardinal de Manupello,
 II, 161, 171.
 ORTIZ, II, 328.
 ORUEN Calderon de Salraterra (ar-
 resté), II, 47.
 ORVAL (Abbé d'), I, 296.
 ORVETO, I, 162, 325, II, 74, 126 127,
 129-131, 146
 — (Evêque d'). V. BONIER (Pierre
 OS MO (François évêque d'), II, 2 3
 OSAK (Diocèse d'), II, 207
 OSTENBÉNE Jacques d'), II, 296
 OSTIE, I, 213.
 OTTIVIERI Molechir, II, 116.
 OTTOMANS (Les), II, 221-223, 409, 411.
 OUDER (Jean), II, 269
 OULMONT Raoul I., I 121
 OULX (Piémont), II, 389.
 OVELL, Jacques, II, 289
 OVIEDO Diocèse d'), II, 207-217
 OXFORD Université d'), I, 80, 302
 OYTHA Henri d'), I 358, 367

P

PADDOCK, I, 313; II, 130, 190.
 — (Cardinal de), V. PRATA (Pileo de).
 PAEDINER DENIS, II, 246.
 PAILLART (Philibert), I, 286.
 PALATIN DU RHIN (Albert, comte), V. BAVIER (Albert de).
 — (Robert I le Roux, électeur), I, 65, 239, 269, 271, 296, 297, 298, 302, 312.
 — Robert II le Tenace, comte), I, 270.
 — (Robert III, comte), plus tard empereur, I, 269, 271.
 PALITINAT (Le), I, 270.
 PALC (Le sergent d'armes), II, 243.
 PALENCIA, I, 228; II, 202, 207.
 PALESTINE, II, 211.
 PALESTINE (La), I, 372.
 PALESTRINA, I, 16, 318.
 PALMART (Géraud), I, 216.
 PALOSIO (Etienne), évêque de Todi, I, 13.
 PAMPERS, II, 312.
 PAMPOLUNE, I, 212, II, 47, 216.
 — (Cardinal de), V. MONTENCO (Pierre de), SALVA (Martin de).
 PAMPONNE (Gilles de), II, 243, 244.
 PANNIER (Goffroy), II, 103, 104, 107.
 PANZANO, II, 41.
 PAPHOS (Raymond, évêque de), II, 219-221.
 PARIS, I, 81, 86, 91, 96, 112, 131, 160, 192, 203, 235, 282, 285, 301, 321, 324, 326, 328, 317; II, 15, 17, 18, 63, 70, 94, 100, 101, 103, 104, 142, 191, 192, 196, 274, 278, 382, 422, 425, 440. — Bernardus, I, 329, 412. — Celestinus, I, 374. — Clémentius, I, 132, 270, 367. II, 170, 214. — Clément, II, 363. — Clément I, 309, 313, 343, 344. — Collège du Cardinal Lemoine, I, 4. — Frères Prêcheurs, I,

363. — Louvre, I, 130. — Mathurins, II, 407, 412. — Notre-Dame, I, 127, 134, 137, 334, 343, 363. II, 41, 144. — Palais, I, 103, 105, 343. — Parlement, V. PARLEMENT. — Paris, I, 136, 160, 342. — Porcia, I, 165. — Sainte-Chapelle, I, 201. — Sainte-Opportune, II, 421. — Saint-Germain-des-Prés, II, 403. — Saint-Julien-le-Pauvre, I, 347. — Saint-Lazare, I, 338. — Saint-Martin-des-Champs, II, 402, 407. — Saint-Severin, I, 432. — Evêques de), V. MAIGNAC (Asmery de), OSMONTE (Pierre d'). — (Prévôt de), V. AUBRIOT (Hugues). — (Université de), I, 96, 101, 103, 103, 108, 114, 118, 120-126, 127, 141, 144, 204, 282, 307, 315, 334-353, 364-368, 373, 387. II, 7, 159, 198, 237, 282, 287, 288, 315, 303, 376, 378, 379, 384, 392-397, 400, 402-404, 406-428.
 PARIS (Guillaume), II, 365.
 — Jean), II, 243.
 — (Jean de), I, 260.
 PARLEMENT (Le), I, 94, 101, 132, 287, 335, 348; II, 229, 376, 383, 392, 393, 451. — Premier président, V. CORNE (Arnaud de).
 PARKER, II, 41, 44.
 PARRISAN (Le), II, 41, 53.
 PARRILLE (Seigneur de), I, 294.
 PAR (Gérard de), II, 404.
 PARRY (Paris), II, 420, 421.
 PAVAN (Archevêque de), II, 319.
 PAVANONNE DE SAINT PIERRE l.e., I, 19, II, 124-130, 133, 151, 163, 166, 167, 187, 196.
 PATTI (Evêque de), V. MALAVISTA (Perfetto).
 PAVIE, II, 40, 148, 134, 137, 191, 192. — (Université de), I, 315.
 PAVIE (Jaquemin de), II, 336.

- PECO** (Belgique), II, 242.
Peire de Soleria (Luce), II, 96.
PELAGALLI (Michel di Paolo), I, 329, 399.
PELEHIN (Pierre), I, 224.
PELISSIER (Guillaume), V. **PRESCAS**.
PÉLISSANNE, II, 332, 349.
PÉLICIER (Antony), I, 117.
PENICOLA, II, 302.
PENNES (Les), II, 332, 343, 439.
PENTOSA (Fernandez), V. **FERNANDEZ**.
PENTOSA (Jean),
PEROLI (Galéas de), I, 174, 175.
PEREY (Thomas), II, 180, 181.
PEREZ (Dominique), I, 232.
 — **Fernando**, doyen de Tarazona, I, 18, 40, 49, 73, 14.
PERIGUEUX, I, 244; II, 328.
PÉROUSE, I, 68, 79, 164, 167; II, 29, 128, 134, 132, 135, 145, 151, 194, 196, 197, 215, 405.
PÉROUSE (Balde de), V. **BALDE DE PÉROUSE**.
PERRIGNAN, I, 215, 219, 223, 224; II, 211.
PERRIGNAN (Bernard de), II, 210.
PERRINET (Le chevaucheur), II, 179.
PERMAN DE HACHEPONT (Eustache), évêque de Liège, I, 273-276, 295; II, 202-209.
PERSONA (Gobe-Rous), II, 236.
PEUTIS (Vaucluse), II, 332, 334, 349.
PEUWIZ (Jean de) ou **Scurvole**, II, 289.
PESANO, II, 140, 139.
 — **Angé**, évêque de, I, 79, 202, 231; II, 10, 288, 210.
PESTER (Guy de), I, 17, 18.
PEYERMEY (Hermann), I, 296.
PEYR (Guillaume), I, 249.
 — **Jean**, I, 342.
 — **Jean**, II, 448, 410.
 — **Regnauld**, I, 342.
Petrusfida (Ricardus de), II, 81.
Petri (Jacobus), II, 105.
PEYNOLLES (Roches-du-Rhône), II, 98.
PHILIPPA, fille du duc de Lancastre, II, 310.
PHILIPPE II Auguste, roi de France, I, 109, 254.
PHILIPPE III le Hardi, roi de France, I, 109.
PHILIPPE IV le Bel, roi de France, I, 310; II, 155.
PHILIPPE V le Long, roi de France, I, 253.
PHILIPPE VI de Valois, roi de France, I, 109, 169, 192; II, 413.
PHOZES (Caston), V. **FOIX** Comte de.
PIAST (Les), II, 316.
PICARDIE (Les), II, 227.
PILULE (Richard), archevêque de Reims, I, 132, 133, 306, 304; II, 253, 298.
PIÉNOT (Le), I, 80, 181, 183, 190, 308, 322; II, 19, 34, 35, 37, 63, 183, 354.
PIERRE IV le Cérémonieux, roi d'Aragon, I, 17, 64, 80, 101, 124, 127, 135, 146, 210, 212-225, 229, 232-233, 312, 313, 315; II, 29, 210-212, 432-434.
PIERRE II de Lusignan, roi de Chypre, I, 196, 197, 215.
PIERRE I^{er}, roi de Portugal, II, 209, 210.
PIERRELATTE, II, 339.
PIERREFONT (Aisne), II, 25.
PIERREBOE (Basses-Alpes), II, 73.
Pieta (Johannes de), II, 233.
PIETRA (Thomas), I, 30.
PIETRA ATILLA, II, 60, 61.
PIETRAMALA (Cardinal de), V. **TARLATI** (Galeotto).
 — **Fantodesco** de, II, 166.
 — **Jean** de), évêque de Monopoli, II, 87.
PIENATELLO (Angelo), II, 61.
PIGNESOL, II, 339.
PINNA (Fernandez de), V. **FERNANDEZ DE PINNA** (Pierre).
PIKE, I, 70, 80, 108, 164, 166; I, 31, 51, 142, 144, 151, 163, 403, 404.
 — **(Concile de)**, I, 4, 208.
PIACENTIN (Le), II, 4.
PLACIDE (Seigneur), V. **ASTORIO**, **Henric**.

- PIASENCIA (Diocèse de), I, 207.
 Pâ (de), II, 46.
 POBLET (Abbaye de), II, 433, 436.
 PODENSAC, II, 429.
 POELMAN (Henri, d'Arnhem), I, 346, 365.
 POEUVILAIN (Nicolas), V. CLAMANGES Nicolas de.
 POITIEUX, I, 88, 95, 244, 329, II, 31, 230.
 — (Cardinal de), V. MALMISSET (Guy de).
 POITIER (Jean de), évêque de Valence, II, 347, 348, 456.
 — Louis (de), V. VALENTINOS (Comte de).
 POLENZA (Guy de), seigneur de Ravenna, II, 45.
 POLICARPIO (Nicolas, évêque de), II, 140.
 POLIGNE (LA), I, 218, 262, 291; II, 310-312.
 — (Reine de), V. HERWOLF.
 POISSAY (Château de), II, 426.
 PONT-AUDEMER, II, 377.
 PONT (Antoine de), II, 92.
 — (Coluccio de), V. COLUCCI de LA PONTE (Pierre).
 Ponte (Antoine de), II, 378.
 PONTVEZ (Isaïe de), II, 97.
 PONTVENY (Abbaye de), II, 384.
 POST-SANT-EMILIO (de), II, 25, 37, 319, 351, 400.
 POUCHOUX, II, 228.
 POUSSIN (Philippe Marquis de), I, 280.
 Porta (Ludovic de), II, 81.
 POUTE (Robert de la), évêque d'Avanches, I, 632.
 POUYAT (de), I, 186, 191, 220, 224, 238, 248, I, 205, 207-210, 420.
 — Beatrice, infante de, I, 262, 231.
 — Denis, infant de, II, 240.
 — Jean, infant de, I, 232.
 — Reine de, V. LÉONORE TROUPEL.
 — Bois de, V. FLORENTIN JEAN DE.
 POUYAT (de), I, 205.
 POUYAT (de), II, 400.
 POTENZA (Comte de), V. SAN SIVERO (Hugues de).
 POTHO DE POTHENSTEIN (Jean), évêque de Münster, I, 291; II, 290.
 POUILLÉ (de), II, 37, 62-64, 79, 91, 124, 123, 169.
 POUILLANT François, II, 257.
 POUILLIC (Lves de), II, 370.
 POUILLÉ (Jean), II, 421.
 POUTRE (Jean de), II, 342.
 POUYAT (de), François, évêque de, II, 210.
 PRAGUE, I, 154, 268, 269, 290-292, 315, 360, II, 290-292, 365, 447, 288, 453.
 — (Archevêque de), V. JERONIMUS (Jean de), V. LAMON Jean Ock de.
 — (Université de), I, 80.
 PRANGINS (Guy de), évêque de Lausanne, I, 289, II, 306, 307.
 PRATA (Pileo de), cardinal de Ravenna, I, 123, 164, 248, 260, 261, 272, 283, 294, 295; II, 147, 148, 149, 147, 178, 163, 164.
 PRÉCHERES (Pierre), I, 238, 399, II, 61, 217, 328, 426.
 PRÉMONSTRÉ (Ordre de), II, 264.
 PRÉMONSTRÉ (Abbe de), II, 379.
 PRIGIANO (Bartholomy, archevêque de Brix, I, 3, 26-33, 43-44, 49-54, 56-61, V. LUDOVIC VI.
 — François, dit Brillo, I, 9, 63, 66.
 PRIGIANO (Jean), II, 13.
 PRIGIO (Guillaume du), dit Scocemmar, II, 243.
 PRIVAT, II, 348.
 PROVENCE (des), I, 136, 475, II, 16, 19, 21, 24, 37, 44, 351.
 PROVENCE (de), I, 148, 146, 183, 190, 191, 265, 308, 393, II, 42, 17, 19, 21, 37, 58, 59, 63, 74, 78, 82, 88, 91-112, 172, 319, 320, 332, 334, 337, 343, 344, 350, 357, 381, 391, 444-446, 447, 448.
 — Sénéchal de, V. AGOUT Foulques d'Espouza Bartholomy.
 PROVENCE, II, 367.
 PRUSSE (de), I, 403.

PIUSSE (Henri de), II, 315.
 PÜCHING (Pilgrim de), archevêque
 de Salzbourg, II, 284, 285.
Puleo, Bertrandus de, II, 223.
 — (*Thomas de*), II, 295.
 PUTS (Boniface de), évêque de Vence,
 I, 120.
 PUT (Le), I, 314; II, 385.
 — (Evêque de), V. GÉNARD Pierre.
 PUT Barthélemy du), I, 158.

— (Eble du), évêque de Chartres, I,
 132.
 — Géraud du, cardinal de Mar-
 montier, I, 22, 24, 29, 40, 45, 53,
 54, 56-58, 68, 159-74, II, 18, 211.
 PURIGNON (Château de), II, 557.
 PUTICARD (Bouches-du-Rhône), II,
 332.
 PUT-SAINTE-HERPADE (Le), II, 98.

Q

QUERCY (Le), I, 311.
 QUIMPER, I, 278, II, 369, 370.

QUIMPER, II, 369.

R

RAAB (Evêque de), II, 310.
 RABASTENS (Constance de), II, 327,
 368-369.
 RAGUENEL (Mathieu), II, 373.
 RAGUSE, II, 74.
 RAIMONDI (Barthélemy de) évêque de
 Bologne, II, 102.
 RAINIER (Régis de), I, 132, 364.
 RALINGOUR (Gérardin de), II, 337.
 RANZ (Bertrand de), I, 179.
 RASTAINE (Jules de), évêque de Bale,
 II, 300.
 RAPPOLSTEIN (Bruno le), II, 294.
 RAROUNE (Amédée de), évêque de
 Nyon, II, 308.
 RARON (Bon de), V. BON DE RARON
 Guillaume le.
 RATHENBERG, II, 278.
 RATA (Antoine della), V. RASSETTE
 Conte de.
 — Louis della, II, 64.
 RATHENBERG, I, 117, II, 313.
 RAVALLI (Angeluccio di Forno di), I,
 79, 189.
 RAVELLO, II, 169.
 RAVENNE, I, 165, II, 43, 109, 140, 193.
 — (Cardinal de), V. PRATA Pléger.

— Seigneur de), V. POLENTA Guy
 de.
 RAVENNE (Barthélemy de), II, 319,
 402-404.
 RAVENNA (André), I, 174.
 RAYMOND (Elio) de Toulouse, I, 238.
 RAYMOND DE SARINAC (Guillaume), I,
 324.
 REBLER (Jacques), II, 24.
 RECANATI, II, 130.
 REDON, I, 251, II, 369.
 REGGIO, II, 12, 13, 41, 48.
 REIMS, I, 43, 270, 300, 319, 397, II,
 171, 307.
 — Abbé de Saint-Nicolas de, II,
 392.
 — Archevêques de), V. CASSINEL
 (Ferry), PIERRE (Richard) ROYE
 (Guy de).
 — (Province de), I, 253, 307, 308;
 II, 28, 69, 244, 262, 288, 299, 307,
 317-378, 383, 385, 386.
 REIMS (Léon de), II, 178.
 REMPLAT R. Baudouin, II, 313.
 RESARD (Jacques), I, 244.
 RESEN (Gunter des), V. GUNTER DES
 RESEN (Giselaert).

- RENNES**, II, 369, 370, 373.
 — (Alain, évêque de), II, 371.
 — (Anselme, évêque de), V. GRAN-
 TEMBLE Anselme de).
Repuncta (Thomas de), I, 263.
RETHEL (Comté de), II, 269.
REVEILLON (Jean de), évêque de Nar-
 bonne, I, 132.
REVELLA Jean de, II, 216.
REYS Thierry de, I, 296.
RHODES Archevêque de), II, 220, 221.
 — (Ile de), II, 221-224.
RHÔNE (Le), II, 22, 67, 97, 102, 108,
 154, 330, 337, 340, 345, 356, 358.
ROBERT (Aïme), II, 15, 23.
RICHARD II, roi d'Angleterre, I, 211,
 210, 212, 214-217, 219, 250, 252,
 267, 269, 270, 272, 301, 353, II,
 176, 180, 181, 188, 226, 327, 368,
 274, 276, 280, 318-322, 320, 372,
 419, 450.
ROCH Jacques de), I, 132.
ROSENBERG Jean de), II, 296.
ROSI (Cardinal de), V. MAZZAVACCA
 (Barthélemy).
ROUX Haute-Garonne), I, 306.
ROZ (évêque de), V. ESCANON (Ber-
 trand d').
RUA Province de, II, 312, 313.
Rullano (Antoine de), I, 65, 81.
RUMI II, 46, 139.
 — Seigneur de, V. MALATESTA Cin-
 leotto).
RUNE Gironde), II, 329.
RUPAL Minot), I, 306.
Ripola (Eynardus de), II, 279.
RIPOLL Abbaye de), II, 430.
RIS (Jean de), II, 27.
RISPARANI, II, 125.
Roland (Garcias de), I, 294.
RUF Simon), II, 242.
RUFEN (L.), I, 230.
Rufus (Raimundus de), II, 210.
RYLIE Bureau de la), I, 132, 338,
 II, 32, 3, 173, 177, 416.
RYOT II, 38.
RYOND Guillaume), I, 308, 314.
ROBERT, **DE ROBERT**, V. PALAPIN DE
 ROUS Robert), **ROUS**.
- ROBERT** II, roi d'Ecosse, I, 197, II,
 418.
ROBERT (Aymar), archevêque de
 Sens, I, 132, 133.
 — (Le chevalier napolitain), I,
 227.
ROBINE Marie), II, 365, 366.
ROBONS (Vaucluse), II, 339.
Roca (Cathalanus de), II, 122.
ROCHA di PAPA, I, 178.
ROCHE (Aymar de la), évêque de
 Saint-Paul-Trois-Châteaux, I, 118-
 120.
 — (Géraud de la), I, 18.
 — (Guillaume de la), II, 378.
 — (Hugues de la), I, 16, 63.
ROCHE-DE-BLANCON (La), I, 179.
ROCHEFORT (Drôme), II, 318.
ROCHELLE (La), I, 244.
ROCHE-SAINTE-SOUST (La), II, 338.
RODE (Jean), II, 316.
RODEMACHE (Holin de), évêque de
 Verdun, I, 284; II, 302.
 — Seigneurs de, I, 284.
RODIEZ, I, 244, 311; II, 342.
 — (Evêque de), V. CARRAN (Jean
 de).
Rodi (Vicomtes), I, 174.
RODOLPHUS (Luc, ou Gentili, cardin-
 al de Nocera, I, 49, II, 117, 130.
RODRIGUEZ DE NARBONNE (Fernand)
 V. NARBONNE.
RODRIQUE Pierre de, II, 245, 246.
ROGER Fautelle, I, 108 V. BEAUFORT
 TURENNE.
ROGER (Guillaume, vicomte de Tu-
 renne comte de Beaufort II, 312,
 351, 352, 358.
 Jean, archevêque de Narbonne
 I, 10.
 — Toussaint, II, 357.
 — Tristan, I, 18 II, 159.
ROGER (Le chevaucheur), I, 378.
ROLAND (Jean, évêque d'Amiens, I,
 13, 124, 210, II, 206, 232, 233, 384.
ROMAGNE (La), I, 80, 162, 187, 188,
 II, 44, 61, 55, 139, 139, 147, 149,
 150, 189, 194, 228.
ROMAIN Jean, I, 306.

- ROMAINS, Les., I, 140, 144, 18-180, 201, 229, 230, 237, 35, II, 196, 442, 450.
 — Roi des). V. WENCESLAS.
 ROMANCE (Despotat de). II, 62, 218.
 ROMANIE (La). I, 254; II 183, 193.
 ROME I, 3 10 et sq., 6, 88, 92, 121, 130, 135, 163, 167 171, 177 209, 226 227 230, 290, 302 344, 345, 371 374, II 9, 10, 35, 47 19, 22, 117, 145, 154, 250, 270, 280, 300.
 Ara-Celi, I, 15. Borgo, I, 42, 43, 45, 10, 163 — Capitale, I, 83, 39, 40 — Château Saint-Ange, I 9, 18-20, 54, 55, 57-60, 63, 64, 66, 68, 72, 102, 123, 163, 169, 170, 179, 207, 314 — La Minerve, I, 31, — Place Saint-Pierre, I, 14, 16, 20, 39, 45. — Pont-Saint-Ange I, 12 15, 73. — Saint-Alexis, II, 126. — Sainte-Anastase, I, 162. — Sainte-Cécile, I, 9, 54. — Sainte-Marie-au-Transévère, I, 162, 202. — Saint-Jean-de-Latran I, 40, 62 — Saint-Laurent-hors-les-Murs, I, 74 — Saint-Paul-hors-les-Murs, I, 55 70, 162 — Saint-Pierre, I, 22, 39 40 49 54, 55, 62, 70, 172, 206, 301 314 — San Spedro, I, 21, 30 162 — Santa Maria in Via lata, I 12. — Santa Maria Nuova nel Foro, I, 10, 19 21, 28. — Torre Sanguineti I, 54. — Transévère, I, 54, 74 — Valerian, I, 20, 30, 48, 51 54 56, 27 68, 70, 163, 201, 255.
 — Prêtres de V. SULAMA (Jean), Vion François de
 ROBERT SAINTE, II 307
 ROUGNON, II, 124.
 ROVER II 44
 ROSENBERG, I, 360, 361; II, 22 227, 230, 320.
 ROQUEFORT (Le Var), II, 98
 ROQUEFORT (Jean de), I 198, 199, 227 228, 263.
 ROQUESCHATEL (Bouches-du-Rhône) II, 134, 146
 ROQUEMAURE (Gard), II, 103, 152, 301, 328, 329
 ROQUETAIN, II, 95.
 ROQUEVA (Raymond de), archevêque de Bordeaux, I, 132, 248, 249, II, 324, 325.
 ROSE (Henricus de), II 287.
 ROSCOMMON, II, 314, 317
 ROSENBERG (Pierre de), II, 286.
 ROSIE (Olivier), II 371.
 ROSSANO, II 48
 ROSE DE WALDECK (Emmerse), II, 291.
 — (Jean), II, 291.
 ROSTANG (Pierre), I, 18, 63, 64, 163, 179
 ROSTANG (Guillaume), I, 248
 ROTZ (Henri), II 304
 ROLEY (Comté de), II, 23.
 ROLEY (sabelle, comtesse de), II, 75.
 ROUX, I 95, 306-308, 325, 307; II, 366,
 — (Abbé de Saint-Ouen de), II, 435.
 — (Archevêques de). V. ALEXÇON (Philippe d'), LESTRANGE (Guillaume de), VIENNE (Guillaume de).
 — ,Diocèse de II 376, 377.
 — Province de I 146 II, 29 170, 291, 367 377 386 400-422
 ROUSSEAU Le I 211 345 II 336
 ROUS ROUSSE, II, 242
 ROUSSE (Arôme), II, 330
 ROUSSE (Jean), d'Abbeville I, 145, 340-342, 348, 353 356 367
 ROUSSEAU Le, I, 211, 219.
 ROUX (Louis), II, 22.
 ROYE (Guy de), évêque de Verdun, puis archevêque de Reims, I, 28 ; II 357 393, 403.
 — (Tristan de) II 67 74.
 RYAC (Saigneur de), I, 18.
 RICHIE (Heilmann), I, 300
 RIFFO (Folco), II, 73.
 RIFINI (Philippe de), évêque de Tyoli, I, 13.
 RICHMOND II, 286 290
 RICHIE (Evêque de V. Gilbert Johannes
 RICHIE, I, 14

S

- SABRÉDOR** (Philippe de Nassau, comte de) II, 300.
SABWERDEN Frédéric de archevêque de Cologne I, 270-271, 274, 275, 283, 284, 286, 295-298, 302 (Henri comte de I, 298).
SABINE (La), I, 167.
SABLON Michel du II, 382.
SABRAT Nicolas de V. AMIANT (Comte d').
SADIRAC (Raymond de) V. RAYMOND DE SADIRAC (Guillaume).
SAGNA (Pierre de) I, II, 162-164.
SAILLEVILLE (Henri de), II, 144.
SAINS Jean de, II, 27, 28.
SAINT ANDRÉ (Guillaume de), II, 373.
SAINT-ANDRÉ (Evêque de) I, 157.
SAINT-ANGE (Cardinal de) V. NOELLET (Guillaume).
SAINT-ANTOINE (Abbaye de) I, 435.
SAINT-ANTOINE-DE-NEUVILLE (Ordre de), I, 239, II, 264-290.
SAINT-ANNOU (Abbaye de) II, 301.
SAINT-AVIT Jean de, évêque d'Auvergne, II, 157.
SAINT-BLAISE DE-HAUTEVILLE (Abbaye de), II, 308.
SAINT-DIEUL, I, 251, II, 370.
 — Evêque de V. FAYE (Léopold de la).
SAINT-CANNAT, I, 32, II, 98-108.
SAINT-CAËPIS (Terre de), I, 179.
SAINT-DAYVIA (Evêque de) V. GUICHARD (Jean).
SAINT-DENIS-EN-FRANCKE, I, 132, 326, 435, 343, 360, II, 144, 229, 378.
SAINT-GERMAIN-EN-LAYE (Abbaye de), I, 446-448, 467.
SAINT-GERMAIN-DE-MAR, II, 324.
SAINT-HILAIRE, II, 67, 341-344.
SAINT-HILARIE, II, 210.
SAINT-HUBERT (Cardinal de) V. FLANDRIN (Pierre).
SAINT-HUBERT, I, 311.
SAINT-GEORGES (Compagnie de) I, 164, 171-173; II, 44, 46, 443, 445.
SAINT-GERMAIN-EN-LAYE, I, 180, II, 406.
SAINT-GERVAIS (Drôme), II, 338.
SAINT-GERMAIN (Abbaye de), II, 391.
SAINT-GILDAS-AU-BOIS (Abbe de), I, 251-254, II, 360.
SAINT-GILDAS-DE-BOIS (Abbe de), I, 251-254.
SAINT-GILLES-EN-PAYS-MONT, II, 289.
SAINT-GUTHRIE-DE-DESERT (Abbe de) V. AUSSAL (Hugues d').
SAINT-JEAN-DE-NAUCHENNE, II, 301.
SAINT-JEANNET (Basses-Alpes) II, 61.
SAINT-LÉ (Abbe de), II, 367.
SAINT-MACARIE, II, 329.
SAINT-MALO, II, 369-371, 373.
 — (Evêque de) V. NOTTE (Robert de la).
SAINT-MARTIAL (Hugues de) cardinal, I, 166.
SAINT-MARTIN-AR-VAL (Prieur de) V. BOURNABET (Jean de).
SAINT-MARTIN-DES-CHAMPS (Foulques, prêtre de), II, 286.
SAINT-MERHEL-DE-CURAN (Gausserand, abbé de) I, 218.
SAINT-MIHIEL (Abbe de), I, 284.
SAINT-NAZAIRE (Jean de), I, 132.
SAINT-OMER, I, 298, II, 180-202.
SAINT-PAUL-DES-DURANCE, II, 111.
SAINT-PAUL-TROIS-CHAMPAIGNES, I, 119, 120.
 — Evêque de) V. ROCHE (Aymar de la).
SAINT-PIERRE (Cardinal de) V. TUBA-BESCHI (François).
SAINT-POI (Jean de) II, 81.
 (Valerand de Luxembourg comte de) I, 142, 363, II, 76, 301, 364, 365.
SAINT-POI-DE-LION, I, 73, II, 369, 471-473.

- SAINT-POUS-DE-THOMAS**, II, 221
SAINT-PRIVAT (Cortez), I, 383.
SAINT-RAMBERT (Pierre de), II, 378
SAINT-REMY-DE-PROVENCE, II, 21, 332-334, 347, 348
SAINT-SATURNIN (Nicolas de), maître du sacre Palais, I, 101-104, 113, 115, 219 (?), 345.
SAINT-DEVEU (Landes), II, 324, 326.
SAINT-VAAST Abbé de), V, Févrie (Jean le)
SAINT-VANNE Abbé de, I, 284
SAINT-VENANT, II, 228.
SAINT-VINCENT SUR-LE-VILVINE (Abbaye de), II, 87, 169
SAISSAC (Aude), II, 366.
SALADO (Bataille de), II, 236
SALAMANQUE, I, 210, II, 203, 205, 207, 217.
SALARO (Font), I, 75, 76, 102
SALERNE, II, 13, 15, 114
SALERNAC Elie de, archevêque de Bordeaux, I, 245
SALINS (Anseau de), II, 101.
SALLE (Bernard de la), I, 17, 75, 97, 162, 163, 171, 172, 179; II, 49, 54, 78, 85, 114, 119, 120, 131, 132, 65, 174, 183, 184.
 — (Guithonnet de la), I, 162; II, 49.
SALLES (Prienc de), II, 96.
SALLES Jean de ou Salomon, I, 246, 248.
SALOMON Huguet, II, 179, 213, 336, 347, 350
 — (Jean) V. SALLES (Jean de)
SALON (Bouches-du-Rhône), II, 6.
SALUCES (Amede, évêque de Valence, cardinal, II, 335, 436.
 — (Antoine de), archevêque de Milan, II, 136, 192.
SALUTATI (Coluccio), II, 32.
SALVA (Martin de, évêque de Pamplune, cardinal), II, 214
SALVAVILLE (Guillaume de), I, 234, 348, 367, II, 208
SALZBURG, I, 288 II, 284, 288
 (Archevêque de), V. PULCHER PIGURA de,
SANCHEZ (Jean III, comte de), II, 101, 103
 — (Louis de), maréchal de France, II, 337, 346, 356, 382.
SANCHEZ Gilles, I, 213, 219
SANCHEZ DE MOYA (Fernand), II, 46
SANFRANCO (Nicolas), V. GENNETO (Comte de).
SAN GEMINO (Augustin de), évêque de Terni, II, 125
SAN GIOVANNI IN MARIGNANO, II, 45.
SANGRO (Gentile di), cardinal, II, 12, 20, 113
SANKER (Guillaume le), II, 98, 211, 233, 236, 288
SAN LORENZO NUOVO, II, 165
SAN MARTINO IN PENNELLE, II, 78
SAN MISIATO, II, 160.
SAN PIETRO IN FINE, II, 53.
SAN SEVERINO, II, 197
SAN SEVERINO (Barthélémy de), II, 61.
 — (Lorato de), I, 50
 — (François de), II, 83.
 — (Floques de), comte de Potenza I, 78; II, 64, 80, 81, 83, 84, 93, 94, 122, 141.
 — (Jacques de), II, 65.
 — (Louis de), II, 81.
 (Nicolas de), II, 13.
 — (Thomas de) comte de Montecassino, I, 78, II, 81, 83, 83, 114, 124, 140, 143.
 — (Wenceslas de), comte de Tricarico, II, 50, 65, 83
SAN STEFANO DI SERRANO, II, 59
SANT'AGATA (Comte de), V. APTOS (Charles d).
SANTA MARTA, II, 127.
SANT'ANGELO (Amelio de) (ou Vito comte de), II, 55, 64
SANT'ANGELO IN PONTANO, II, 47.
SANTAREN, I, 233 II, 207
SANTA SEVERINA, II, 48
SANT'ELIA, I, 161.
SANT'ELIA FULME RAPIDO, II, 53
SAN VALENTINO (Gérard de) V. AGUA VIVA (Gérard d).
SAN VITTORE DEL LARIO, II, 53.

- SARAGOSSE, I, 73, 220, II, 178.
 (Archevêques de) V. FERNANDEZ DE HÉRENIA GARCIA, FERNANDEZ DE LUNA (Lopez).
 — (Province de), II, 385.
 SARDAIGNE (Ile de), I, 147, 219, 220, II, 210, 211, 214, 215, 432, 433.
 SAILLAT, I, 244, 249.
 — (Evêque de). V. REVELLON (Jean de).
 SARRAZINS (Les). V. MAHOMÉTANS, OTTOMANS.
 SARZANA, I, 68.
 SASSOFERRATO (Abbé de). V. MALATESTA (Perfetto).
 SAULT (Vaucluse), II, 27, 38.
 SAULT (Seigneur de). V. AGOLT (Raymond d').
 SAUMANE (Château de), II, 313.
 SAUVAGE (Guy), II, 385.
 — (Le chevalier). V. CAMMAGLO Garillo.
 SAVASSE, II, 341, 345, 348.
 SAVELLI (Luc), I, 16, 174.
 — (Paul), I, 174; II, 398.
 SARIN (Raymundus), évêque d'Apt, II, 96, 456.
 SAVOIE (La), I, 184, 238, 293, II, 59, 337.
 SAVOIE (Amedée de). V. ACHALE (Princ d').
 — Amedée V, comte de, I, 100, 196, 204.
 (Amedée VI, comte de), dit le comte Vert, I, 80, 156, 165, 166, 106, 307; II, 30, 31, 35, 37-39, 44, 46, 48-50, 56, 60, 441, 442.
 — (Amedée VII, comte de), dit le comte Rouge, II, 141, 176, 307.
 — (Catherine de). V. NAMUR (Comtesse de).
 — Louis de), II, 341.
 — Marie, comtesse de. V. RICHANT (Marie de).
 SAVOISY (Philippe de), II, 401, 366.
 SAYS (Jean de), évêque d'Albi, II, 67, 75.
 SEIZ (Card), I, 341.
 SEIALA (Seigneurs della), I, 156.
 SCHAFFHOUSE, II, 278.
 SCHALEN (Wermer), évêque de Bâle, II, 306.
 SCHALLENBERG (Werder de), I, 236.
 SCHENK (Grégoire), II, 285.
 SCHÜNENWERD (Chapitre de), II, 308.
 SCHUTTERN (Abbé de), I, 286.
 SCHWARZBOURG (Gérard de), évêque de Wurzburg, I, 295; II, 296.
 SCIARRA (Jean), préfet de Rome, I, 125, 165, 166.
 Socrates (Antoniss), II, 12.
 SODENMAN (Guillaume V. Prince Guillaume du), II, 12.
 SODINI (Nicolas), II, 12.
 SODORINER (Nicolas), II, 251.
 SCURELLE (Jean de). V. PERWEZ (Jean).
 SECLIN, I, 384.
 SEGNI, II, 130.
 SÉGUIN, II, 297, 217.
 SEGUIN (Jean), II, 384.
 SEIGNNET, II, 321.
 SEMPACH (Bataille de), II, 305, 308.
 SÉNAB (Château de), II, 314.
 SENEZ Evêque de. V. GERVAIS Robert.
 SENLIS I, 70, 93; II, 306.
 — (Evêque de). V. DOMER (Jean).
 SESS, I, 81.
 — (Abbaye de Sainte-Colombe de), I, 432.
 — (Archevêques de). V. BAINETS (Goulier de), DOMANS (Guillaume de), ROBERT (Aymer).
 (Prov. de), I, 307, 308; II, 28, 70, 205, 367, 377, 386, 387, 400, 420, 422.
 SEMAINO, II, 297.
 SENNA (Jean de), I, 100.
 SENDES (Antoine de), II, 160.
 — (Bernard de), II, 165, 166.
 SESSA, II, 65.
 SEVILLE, I, 211; II, 207, 222.
 — (Archevêque de). V. ALVAREZ d'ALBONNOZ (Ferdinand).
 SEYNE Basses-Alpes, II, 23.
 SICILE (Ile de), I, 220, II, 29, 211, 215. V. THOMASIE.

- (Reines de). V. BRETAGNE (Marie de), DUNAZZO (Marguerite de), JEANNE I^{re}.
- (Rois de). V. ANJOU (Charles I^{er}, Louis I^{er}, Louis II, Robert d'), DUNAZZO (Charles de).
- (Royaume de), I, 34, 78, 91, 140, 167, 168, 177, 180, 183, 184, 188, 190, 191, 209, 238, 305, 314, II, 9, 15, 19, 36, 47, 60, 58, 65, 82, 119-124, 140-145, 168-173, 200, 441-446.
- SICILE (Thomas de), I, 212.
- SIENNE, I, 124, 329, 399; II, 132, 145, 151.
- (Evêques de). V. BERTINO (Luc), MINUTOLI (Carluccio), MORRILLI (François).
- (Catherine de). V. CATHERINE DE SIENNE (Sainte).
- SIENNOIS (Lo), II, 146, 196.
- SIGISMOND, roi de Hongrie, I, 146; II, 283, 310, 311, 449.
- SIGUENZA (Diocèse de), II, 207.
- SILVACANE (Abbe de), I, 125.
- SILVES (Evêque de). V. LISBONNE.
- Martin, évêque de.
- SINOPOLI (Comté de), II, 73.
- SIOX, II, 307.
- (Evêques de). V. BILAIERS Humbert de, BLANCHES (Henri de), BON DE RAGON (Guillaume le), BAROGNE (Guillaume de).
- SISSONNE, II, 25.
- SISTERON, II, 95, 189, 381.
- (Arnaud, évêque de), II, 143.
- Evêque de. V. MONTREAL (Renou le).
- SKILLAWAY (Walter de), I, 263.
- SLUTEN (Jean), II, 289.
- SMYNN, II, 223, 224.
- (Jean, archevêque de), II, 223.
- SOBANT (Jesse), II, 350.
- SOEST, II, 217.
- SOISSONS (Abbaye de Saint-Médard de), II, 157.
- Soleria Peire de). V. Peire de Soleria (Luce).
- Sonebeckli (Engilbertus), I, 270.
- SOMA, II, 53.
- SOMAZIA, II, 41.
- SOMOLLES (Vaucluse), II, 37, 119, 181, 446.
- SORIANO Mathieu de), II, 165.
- SORIANO NEL CIMINO, II, 165, 184.
- SORTENAL (Pierre de), cardinal de V. VIERS, I, 16, 17, 22-24, 26, 28-30, 44, 45, 52, 55, 64, 66, 74, 75, 117, 188, 210, 220, 318, 323, II, 211, 238, 314, 360, 361, 416.
- SOLANE (La), I, 288; II, 304, 305.
- SOYANS, II, 338.
- SPALATO (Province de), II, 140.
- SPANGENBERG (Berthold), I, 300.
- SPIERLONGA, I, 116, 163, 189, 174, 175, 187, 276, 278 II, 37, 139, 193, 491.
- Speer Johannes), I, 119.
- SPINELLE (Nicolas), I, 78, 160, 179; II, 10, 81, 83.
- SPIYOLA (Balthazar), sénéchal de Provence, II, 97, 102, 108, 109.
- (Eudes), II, 127.
- SPIRE, I, 117, 276-279, 299.
- (Albert, prévôt de), II, 259.
- (Evêque de). V. NARBONNE-VIEZBADEN-LOSTEIN (Jean de).
- SPOLETE, II, 127, 128, 130, 131, 162, 163.
- (Duché de), I, 16, 167, II, 194.
- (Gaillard, évêque de), II, 130.
- SPOLETE (Ange de), général de l'ordre des frères Mineurs, II, 232, 233, 280, 281.
- SPH-MONT (Jean de), II, 297.
- SQUILLACE (Antoine, évêque de), II, 12.
- (Comte de), I, 177.
- Stibarius, Stibacius ou Stibacius, I, 156.
- STHALIN (Jean de), I, 137.
- STRASBOURG, I, 117, 277, 285, 286, 298, 300, II, 287, 309, 311, 350.
- (Evêque de). V. BLANKENBURG (Frédéric de).
- Strata (Johannes de), II, 311.
- STRATTON (Robert de), I, 219.
- STRONOTAS (Evêque de). V. JACON (Jean).

- STWOLEKA (Henri de) I, 290, 291, II, 287, 288, 308.
 STYRIS (La), I, 298; II, 305.
 SUEDE (La), II, 240, 313, 315.
 — (Brigitte de). V. BRIGITTE DE SUEDE SAÏLE.
 — (Catherine de). V. CATHERINE DE SUEDE (SAÏLE).
 SUFFOLK (Diocèse de), II, 326.
 SUÈSSE (La). I, 238, 239, 293, II, 305-308.
 SULTZBACH (Henri), I, 205.
 SUMALEGA (*Petrus de*), I, 250.
 SAMPANA DE GERASCUPA (*Antoine Pictry de*), II, 87.
 SUTTER (Angelinus), II, 284.
 SUTRI, I, 16; II, 130.
 SUZE (Drôme), II, 341.
 SYDEN (Bernard de), I, 209.
 T
 TABANI (Jean), évêque de Thérouane, I, 328, II, 97, 254, 255, 265, 269.
 TAPPEN (Pierre de), I, 289.
 TAGLIACONZO (Comte de), II, 127.
 TAGLIAZZO (Comte de). V. CHIMINI (Rinaldo).
 TALABANT (Le chevalier), II, 167.
 TALARD (Jean de), archevêque de Lyon, cardinal, II, 157.
 TANQUER (Nicolas de), II, 177.
 TANKLON, II, 21, 22, 59, 95, 102, 103, 108, 354.
 TANKLON Pierre de, 328, 385.
 TANKLON, I, 73, 214, 230.
 — (Doyen de). V. PEREZ (Fernando).
 TARBES, II, 327, 328.
 TARENTAISE (Province de), II, 385, 386.
 TARENTE, I, 149; II, 27, 38, 66, 62, 63, 70, 73, 76-78, 83, 87, 109, 114, 121, 122.
 TARENTE (Charles, prince de), II, 73, 254, 352.
 TABLATE (Galeotto), cardinal de Pictrampala II, 118, 128, 87.
 TARDI Le II, 41.
 TARDIGONE I, 244, II, 68, 214, 222.
 — (Archevêque de), II, 432, 434.
 — (Province de), II, 385.
 TARDIGONE (Louis de), V. LOUIS Marguerite de.
 TARDI Archevêque de, II, 221.
 TARDI Jean, I, 203.
 TARDI, II, 54, 58.
 — Jacques, évêque de, II, 140.
 TATESPIORE DE COSENZA, I, 370-371.
 TELLER (Léonore). V. LÉONORE TELLER.
 TEMPIÈRE (Regnald). V. CONNESAING (Regnald de).
 TENNIN (Pierre), archevêque de Tolède, I, 200, 201, 203-205, 207, 308, 215, II, 202.
 TERNANO, II, 61.
 TERNANO Bernard de, évêque d'Aquila, II, 52, 87.
 TERRES (Pierre ou Perrot de), II, 98.
 TERNI (Evêque de). V. SAN GENESIO (Evêque de).
 TERNISSE Antoine, bâtard de, II, 98.
 TERNISSE Gerardus de, I, 230.
 TETRIONQUE (Ordre), I, 232, II, 311-313, 377.
 TEVENONE (Le), I, 75.
 THÈRES (Archevêque de), II, 227.
 THÈRES DE LUCANIE, I, 272.
 THÉOPHORE, THEOLOPHORE. V. TATESPIORE.
 THÉROUANE, I, 81, 109, 253, 254, 262, II, 229, 232, 233, 239, 240, 255, 258, 260, 262, 264, 269.
 — (Cardinal de). V. AUCLES DE MONTAGNE Gilles).
 — Evêques de. V. BARTHEL (Simon), TABANI (Jean).
 THISSAC (La), II, 219.
 THIRAN (*Bertrandus de*), I, 132, II, 170.

- Tholomeus (Zeno de)*, II, 125
THOMAS DE CANTORBERY (Saint), II, 265.
THOMOUR, II, 251.
THOMINOT (La), I, 279
THURY (Pierre de), évêque de Mâle-
 lezais, I, 133, II, 22, 67, 101-103,
 144, 168, 194, 196, 206, 280.
TUALDESCHI (François), cardinal de
 Saint-Pierre, I, 21, 23, 25, 28, 38,
 43, 45, 50-52, 56, 72, 267, 314
Tiberh (Johannes Cola de), I, 128.
TINE (Le), I, 12, 162, 177
Ticu (Andreas), II, 420.
TICZKONIS (Nicolas), I, 292, 293.
TIGXY (Pierre de), II, 239
TIVOLI, I, 77, 79, 171, 263, 264, II,
 49, 130.
 — (Evêque de), V. *Bixini (Philippe de)*.
TONE, I, 16, 167, 302, II, 125, 130,
 194.
 — Evêque de), V. *Palasio Etienne*.
Tolène, I, 198, 199, II, 207, 222.
 — Archevêque de), V. *Tenome (Pierre)*.
TOMACELLI (Giovacchino), II, 109
 Marino, II, 162, 163
 — Pierre), V. *Boniface IX*
TOMASTA (Guillaume Raymond de),
 I, 244.
TOMELLE (Guillaume de), évêque
 de Tortose, I, 314
TOMELLO (Ciccio), I, 90, 91, 93, 124.
TORTONA, II, 40
TORTOSE Evêque de, V. *TOMELLE (Guillaume de)*.
TOSCANE (La), I, 149; II, 43, 71, 72,
 74, 78, 129, 131, 143, 181, 319
 Patrimoine de saint Pierre ou
 V. *PATRIMOINE DE SAINT PIERRE*.
TORCANELLA, II, 125, 163, 164.
TOSTINI Philippe, II, 87
TOTE, I, 284, I, 301.
 Evêque de, V. *Florano Sar-
 aus de)*, *Mulinoise (Frédéric de)*,
NEPULINIS (Jean de).
TOULON, I, 170, I, 25, 112.
TOULOUSAIN (Le), II, 102, 103.
TOULOUSE, I, 113, 117, 127, 151, 172,
 158, 191, 233, 243, II, 28, 136, 179,
 128, 237, 308, 380, 393
 Archevêque de), V. *CARNALLIUS*
 (Jean de), *VARROLS (Geoffroy)*.
 — Audebert, prévôt de), II, 133,
 161.
 — (Province de), II, 380, 383.
 — Université de, I, 116, 204, 306,
 315.
TOUPPER Jean, I, 269
TOUR (Antoine de la), V. *VERAY (Sei-
 gneur de)*.
TOLRAINE (La), I, 145, II, 13, 19, 25,
 37, 230, 365.
TORRAINE (duc de), V. *LOUIS DE*
FRANCE.
TOUR D'ALVEMINE (Bernard de la)
 évêque de Langres, I, 132, II, 431
 — (Gérard de la), V. *BIXIÈRES DE*
LA TOUR D'ALVEMINE (Gérard de).
TOURLAVILLE (Monsieur), II, 367.
TOURNAIS (Le), I, 261
TOURNAY, I, 253, 254, 258, 261, 262-
 264; II, 232, 239, 240, 245, 247-
 252, 257, 260, 262, 264, 269.
 — (Evêques de), V. *ANSAÏ (Pierre de)*,
FRONDOST (Guillaume de),
TRÉMOILLE Louis de la.
TOURNOY, II, 345.
TOURNES, II, 139.
 — Amédée, abbé de, II, 306
TOURS, II, 15, 251, 270, 382.
 Archevêque de), V. *ASTON (Sei-
 gneur de)*.
 — Province de, I, 147, II, 28, 372,
 377, 385, 386.
TRAETTO, I, 162, 163
TRANT, II, 87, 110
Trecto Johannes de), II, 136.
TRÉLIER, II, 359, 370
TRÉMAQUE (Evrard de), I, 133; II,
 200
TRÉMOILLE (Guy de la), II, 367
 (Louis de la), évêque de Tours
 nay, II, 248, 249, 269
TRÈVES, I, 263, 296; II, 289
 — (Archevêque de), V. *FALKENSTEIN*
 (Conon de).

- (Province de), II, 293, 301, 367
 TIEVERA (Jean de), II, 287
 THIBOU (Jean), II, 114
 THICARICO, II, 62, 63, 73, 87
 THICARICO (Comte de). V. SAN SEVERINO (Wenceslas de).
 THISALME (Reine de). V. MAHIE
 — (Royaume de), II, 168. V. SICILE (Ile de).
 — (Ro. de). V. MARTIN.
 THIVENTO, II, 13.
 — (Evêque de). V. MARCHISIO FRANCOIS.
 THONCHIEUNES (Abbé de), II, 264.
 THOPRA, II, 12, 87
 THOPHARD (Colard), I, 273; II, 298.
 (Colin), I, 275.
 Troselli (Petrus), II, 325.
 TRUANCOURT (Cille de), II, 234
 T'SERCLAES (Jean), évêque de Cambrai, I, 254, 259, 263; II, 253, 280, 281.
 TUAN (Archevêque de). V. O'MOCHAN (Grégoire).
 TULLY, I, 311.
 TUNCS (Les). V. OTTOMANS (Les).
 TUNHNE Antoinette de), II, 351, 352, 356.
 Raymond-Louis de I, 18, II, 485, 331-359, 363-457-458.
 TURIN, I, 161; II, 28, 38-40, 59, 162.
 TUSCULUM (Cardinal de). V. FABIANANO (Thomas de).
 TUY (Diocèse de), II, 207.
 TYROL (Le), I, 298. II, 303, 306

U

- LUCCIONE (François), évêque de Faenza, archevêque de Bordeaux, I, 89, 209. II, 202, 217, 218, 324-326
 UMANA, II, 130
 URBAIN V, pape, I, 11, 110, 277, 241, 307, 369; II, 158, 186, 364, 375, 376, 382.
 URBAIN VI, pape, I et II *passim*. V. PRIGNANO (Barthélemy).
 UBIN (François évêque d'), II, 125.
 UBIN François d'). V. UGUCCIONE François.
 UCHUS (Girardus de), I, 296.
 URI (Vallée d'), I, 290.
 URSINS (Baux des) V. BAUX DES URSINS (Raymond de)
 URSULE DE PARME (La Bienheureuse. II, 404.
 USSON Puy-de-Dôme), II, 411.
 UTRECHT, I, 117, 253, 274, 275, 293, 296, 300; II, 232, 244, 260, 263, 293, 296
 — Evêque d'. V. VIANE (Arnold de) WEVERLINGHOFF (Florent de)
 UZESTE, II, 329

V

- VANNES Diocèse de), I, 311
 VAISSON, II, 339
 — (Evêque de), I, 323, II, 360
 VALAIS (Le), II, 307, 308
 VALAUBEN (Drôme), II, 350.
 VALLENCE (Drôme), I, 118, 120, 124, 14, 146, 408
 — (Evêques de) V. PONTIUS Jean de), SALUCES (Amé de) VOULFE Guillaume de la Honri, évêque de), II, 328, 456.
 VALENCE (Espagne), I, 213-215, 221 II, 214, 337, 340, 348, 350.

- (Evêques de). V. ARAGON Jacques d').
VALENCIENNES, I, 258.
VALENTINOIS (Le), II, 338, 341, 347, 350, 381.
VALENTINOIS (Alix de Beaufort, comtesse de), II, 338, 348, 457.
 — (Louis de Pouliers, comte de), II, 338, 341, 342, 347, 348, 364, 457.
VALENNE (Viconte de). V. BEAUFORT (Guillaume de).
 — (Viconte de), II, 343.
VALLE CLAUBINA, II, 58.
VALEIS (Comte de) V. LOUIS DE FRANCE.
VALVA, II, 124.
VAN DEN BOSSCHE (Pierre), II, 266.
VAN DER CAPELLE (Jean), II, 244, 245.
VAN DER ZYPE (Gérard), abbé de Baudouin, II, 246-248, 264.
 — (Pierre), II, 247.
VAN HAMME (Julien), II, 250.
VANNES, I, 251, II, 369, 370, 373.
 — (Jean, évêque de), II, 371.
VAN VOEST (Jean), I, 261.
VASTO, II, 64.
VAUCOULEURS, II, 302.
VAUDÉMONT (Castellei de), II, 27.
VAUDESINCOURT, II, 298.
VALVERT (Charlotte de), II, 402.
VAUX (Hugues de), II, 336.
 — (Jean de), II, 402.
 — (Nardon de), II, 214.
VAVROIS (Geoffroy de), archevêque de Toulouse, I, 117.
VECCHI (Antoine de), évêque de Fermo, I, 79; II, 133.
VELASCO (Gonzalez), II, 209.
VELAY (Le), I, 314.
VELAZQUEZ D'AZVEDO (Alvar), II, 210.
VELLETRI, I, 173.
VENAFRO, II, 53.
VENCE (Evêques de). V. ADRIANO (Jean Puts Boniface de).
VENER Nicolas), I, 286.
 — (Rombold), I, 286.
VENISE, I, 80, 160, 258, 273, II, 74, 85, 141, 195, 219.
 — Cardinal de). V. DONATO LOUIS
VENOSA (Duc de), II, 81.
VANCELI, II, 28, 139.
 — (Evêques de) V. CAVALLI (Jacques de), FIESCHI (Jean).
VENDUT, I, 284, II, 302-304.
 — (Abbaye de Saint-Paul, près), I, 284.
 — (Evêques de). V. COUBANCE (Léobaut de). RODEMAURE (Rolin de). ROTE (Guy de).
VERGER (Jean du), I, 246, 247, 249, 250.
VERGNE (Pierre de), cardinal, I, 11, 12, 17, 23, 29, 44, 45, 52, 55, 41, 64, 67, 78, 79, 151, 152, 198, 227.
VERGY (Guillaume de), archevêque de Besançon, I, 283; II, 369.
VERMOIS (Pierre de), évêque de Maguelonne, I, 88, 96, 113, II, 26, 304, 455.
VÉRONE, I, 156; II, 150.
VERNA (Archevêque de), II, 219.
VENTOU, I, 251.
VENTUS (Comte de). V. VISCONT (Jean-Galens).
VERVIN (Gerard de), I, 132.
VEYRAC (Bertrand de), I, 263.
VÉZELAT, I, 132.
VIANE (Arnold ou Raynald de), évêque d'Utrecht, I, 235, 296, II, 295.
VICENCE, II, 130.
VICH (Evêque de), I, 224, II, 325.
VICO (François de), préfet de Rome, I, 16, 71, II, 19, 124-127, 131, 140, 163.
VICOVARO, I, 53.
VIC-SUR-SEIGLE, II, 300.
VIENNE (Autriche), I, 368.
VIENNE (Isère), II, 156, 178, 346, 380.
 — (Province de), II, 24, 295, 385, 386.
 — (Guillaume de), archevêque de Rouen, II, 385-389, 393, 403.
 — (Jean de), amiral de France, I, 344; II, 353, 354.
 — (Jean de), évêque de Bâle, I, 288, II, 306.
VIGNA (Antoine della), II, 243, 244.

- (Guillaume de la) évêque d'Ancone, II, 239-244, 249, 250, 262-264.
VILLA FRANCA, II, 44.
VILLAINES (Le Besgues de) V. BESGUES DE VILLAINES (Le).
VILLIAMS (Eudes de) I, 189, 190 II, 186, 333, 334, 337, 339, 340, 341, 347-349, 352.
 — (Humbert de), II, 341.
VILLENEUVE (Géraud de), I, 180.
VILLENEUVE-LÈS AVIGNON, II, 103, 106, 152, 153, 400, 414.
VINAY Antoine de la Tour, seigneur de, II, 410, 419, 340.
VINCENNES, I, 105, 111, 114, 115, 132, 130, 139, 143, 153, 156, 157, 180, 202, 244, 254, 257, 258, 282, 311, 323, 324, 352, II, 19.
VINCENT FEUGER (Saint), I, 221-223, 230, II, 207.
VINTIMILLE, I, 124, 161 II, 102.
 — (Evêques de). V. *Vicoiat* (*Bertrand*), *Nusco* (Pierre de).
VIRTON, II, 304.
VISAN, II, 339.
VISCONTI (Antoine de), II, 204.
 — (Bernabò), seigneur de Milan, I, 43; II, 32, 33, 35, 40-42, 56, 67, 70, 73-75, 83, 89, 92, 114, 135, 136, 182, 192, 450-452.
 — (Catherino), II, 130.
 — (Charles), II, 33.
 — Jean Galéas, comte de Vertus, seigneur de Milan, I, 108, 153, 156, 166; II, 32, 40, 67, 71, 73, 89, 119, 135-138, 142, 150, 151, 160, 161, 181-187, 189-192, 195, 364, 401, 441.
 — (Lucio), II, 33, 40, 70, 83, 92, 133, 136, 442.
 — (Marc), II, 33.
 — (Valentine), II, 136, 137.
VISHNEGRAD, II, 118.
VITERBE, I, 16, 71, 75, 161; II, 124-126, 163-166.
 — (Evêque de). V. *NICERIA* (Lucio de).
VIVARAIS (Le), II, 345, 350.
VIVIER Gilles, II, 345.
VIVIER, I, 180. II, 90, 98.
 — (Cardinaux de). V. *BROGNY* (Jean de), *SORTENAL* (Pierre de).
 — (Evêque de), II, 231.
VLISSBEC (Abbaye de), II, 289.
VORSEPEL, II, 289.
VONGES (Les), II, 368.
VOULTE (Aymar de la), évêque de Grasse, puis de Marseille, I, 118-120, II, 21.
 — (Guillaume de la), évêque de Marseille, puis de Valence, enfin d'Albi, I, 14, 36, 38, 41, 47-49, 52, 55, 118-120, 124, 161, 243, 296, II, 211, 338.
 — (Louis, seigneur de la). V. *ANRUIS* (Louis d').
VROEVOELAM (Raoul), I, 288.
VASS DE BATTENBORG (Thilman), évêque de Metz, I, 299, II, 300.

W

- WADGASSEN** (Abbe de), II, 389.
WAES (Jean de), II, 360.
WALDECK (Rost de). V. *ROST DE WALDECK*.
WALDEMAR (Marguerite de) V. *MARGUERITE DE WALDEMAR*.
WALENBORCH (Giselbert de), II, 293.
WARDLAW (Walter), évêque de Glasgow, cardinal I, 197 II, 316.
WARNESTON (Abbaye de), I, 367.
WARRIER (Robin), I, 342.
WARRSIEDE (Hennig de), II, 367.
WATTEN (Monastère de), II, 228.
WEENS (Rumold), de Malines, II, 288.
WEGGHEN (Wouter), II, 251.
WEIBELHEIM (Le), I, 278.
WEIXSBERG (Conrad de), archevêque de Mayence, II, 296.

- WENCESLAS**, roi de Bohême et roi des Romains, I, 86, 123, 219, 263-265, 267, 268, 270-272, 275, 277, 279-281, 284, 285, 287, 290, 292, 294, 298, 300-302, 312, 314, 315, 319, 322, 366, 397; II, 137, 138, 274-286, 291, 300-305, 309, 193, 304, 430-431
WEADEN, I, 283
WERDENBERG Hartmann, comte de, évêque de Coire, II, 307
WERNERCK (Thierry), II, 297.
WESSEL (Heinrich de) V. **HENRICH DE WESSEL** (Conrad).
WESSEXALE (Jean, seigneur de), II, 291.
WESTMINSTER (Abbaye de), II, 236.
WETTENAVIE (La), II, 278
WYELINGHOVEN (Florent de), évêque d'Utrecht, I, 295, 296; II, 286, 290.
WYBONCH (André de), II, 296.
WISSBACH (Nicolas de), I, 299
 — (Pierre de), I, 299
WILDE (Jean), II, 295.
 — (Jean de), II, 266.
WILLARS (Guillaume) I, 306, II, 234.
WISSEBRAD, I, 264, 265, 290, 291.
 — (Doyen de), V. **HEINRICH DE WISSEL** (Conrad).
WISSEBOURG, II, 289.
WITTHORNE (Evêque de), I, 242.
WITTELSBACH (Les), I, 279
WITTENHOURG (Jean de), évêque de Lübeck I 117; II, 313, 314.
WLADISLAW, prétendant au trône de Pologne, II, 310, 311
WLASIM (Jean Œko de), archevêque de Prague, cardinal, I, 268.
WOLF-LUDINGHAUSEN (Heidenreich de), évêque de Münster, II, 295.
WOLFFS, I 117 278, 298.
WREDE (Wenemar), I, 296
WULDENBERG (Jean de), II, 296.
WURTEMBERG Eberhard III, comte de), II, 294.
WYNBOING, I, 27, 294, 295, II 289, 296, 295.
 (Evêque de), V. **SCHWARZBOURG** Gérard de)
WYCLIF (Jean), recteur de Lutterworth, II, 232, 318, 319, 321

X

- XANDRI** (Cyone), II, 44.
XANTEN, I, 282
XANTEN (Hermann de), II, 289.

Y

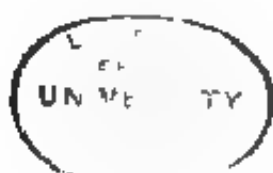
- YES** (François), II, 233
YORK (Diocèse d'), I, 231
YORK Edmond, comte de Cambridge, puis duc d'), I, 241, II, 207, 321.
YPRES, I, 260, 360, 361, II, 228-230, 235, 247, 251, 254-256, 260, 261, 265
YVEREN Walker de, I, 283.

Z

- ZAGABOLO**, I, 55
ZAMBECCHI (Charles), II, 149
 — Pellegrino, II 149.
ZANDRA (Diocèse de), II, 207
 (Evêque de), II, 202
ZANI Nicolas, II, 121.
ZANTE (Ile de), II, 78.
ZANA (Province de), II, 140

ZDERAZ (Jean de), II, 288.
 ZEITOUN (Evêché de), II, 219.
 ZÉLANDE (La), I, 280.
 ZENOG (Evêché de), II, 310.
 ZENTA (Stryzmir, prince de la), II, 219.

ZIEGENBOCK (Nicolas), II, 313.
 ZORINGEN (Chapitre de), II, 308.
 ZUPRAZ (Jean), II, 289.
 ZYFFLICH (Collégiale de), II, 292.



FIN DU TOME SECOND

MAÇON, PROTAT FRÈRES, IMPRIMELRS.

r

l

14 DAY USE

RETURN TO DESK FROM WHICH BORROWED

LOAN DEPT.

This book is due on the last date stamped below, or on the date to which renewed.

Renewed books are subject to immediate recall.

2106159MB

REC'D LD

RETURNED TO

NOV 5 1959

SEP 5 1973

22Feb'63MY

LOAN ANC

REC'D LD

JUN 12 2000

MAR 11 1963

AUG 20 1971 8 6

APR 14 1976

IN STACKS

OCT 14 1975

REC. CIR. APR 2 '76

JAN 18 1980

REC. CIR. JUN 18 '80

LD 11A-80m-4, '59
CA1724x101478B

General Library
University of California
Berkeley

DC95
#6
V3
1324136P

